

المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC

CCME

مجلس البالية المغربية بالهارج
CONSEIL DE LA COMMUNAUTE MAROCAINE A L'ETRANGER

La condition juridique des Marocains résidant à l'étranger

Tome 5

Conventions et accords bilatéraux
en matière d'emploi, de sécurité sociale
et dans divers domaines

Textes et documents juridiques réunis et coordonnés par

————— Mohammed Benyahya —————

Préface de Abdallah Boussouf,
Secrétaire Général du CCME

Première édition 2018



LA CONDITION JURIDIQUE DES MAROCAINS RÉSIDENT À L'ÉTRANGER

TOME 5

CONVENTIONS ET ACCORDS BILATÉRAUX EN MATIÈRE D'EMPLOI, DE SÉCURITÉ SOCIALE ET DANS DIVERS DOMAINES

Textes et documents réunis et coordonnés par
Mohammed Benyahya
Professeur à l'Université Mohammed V de Rabat

Préface de M. Abdallah Boussof
Secrétaire général du CCME

Première édition, 2018

Maquette et mise en pages: Babel com, Rabat
Imprimerie: Bidaoui, Rabat

Dépôt légal: 2018MO 1047
ISBN: 978-9954-669-36-5

Sommaire

❑ ALGÉRIE	11
Sécurité sociale	12
• Dahir n° 1-13-78 du 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013) portant publication de la Convention générale relative à la sécurité sociale, faite à Alger le 23 février 1991 entre le Royaume du Maroc et la République algérienne démocratique et populaire	12
❑ ALLEMAGNE	31
Sécurité sociale	32
• Dahir n° 1-90-101 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la Convention faite à Rabat le 25 mars 1981 entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative à la sécurité sociale et de l'arrangement fait à Rabat le 19 avril 1984 relatif aux modalités d'application de ladite convention	32
• Dahir n° 1-96-199 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la convention entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative aux allocations familiales, faite à Rabat le 25 mars 1981	60
• Dahir n° 1-96-200 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de l'accord fait à Rabat le 22 novembre 1991 complémentaire à la convention du 25 mars 1981 entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative aux allocations familiales	67
❑ ARABIE SAOUDITE	69
Reconnaissance réciproque des permis de conduire	70
• Dahir n° 1-15-102 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 107-14 portant approbation de l'Accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire marocain et	

saoudien, fait à Marrakech le 11 jourmada I 1435 (13 mars 2014) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite	70
❑ BELGIQUE	73
Sécurité sociale	74
• Dahir n° 1-15-28 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 42-14 portant approbation de la Convention de sécurité sociale faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique	74
❑ BULGARIE	99
Sécurité sociale	100
• Loi n° 43-17 portant approbation de la Convention de sécurité sociale faite à Rabat le 21 septembre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République de Bulgarie	100
❑ CANADA	117
Sécurité sociale	118
• Dahir n° 1-00-214 du 2 jourmada II 1421 (1 ^{er} septembre 2000) portant publication de la convention de sécurité sociale faite à Rabat le 1 ^{er} juillet 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Canada	118
❑ DANEMARK	135
Sécurité sociale	136
• Dahir n° 1-85-157 du 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986) portant promulgation de la loi n° 23-85 relative à l'approbation du principe de la ratification de la convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Danemark et du protocole y annexé, faits à Copenhague le 26 avril 1982	136
• Dahir n° 1-90-74 du 1 ^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention de sécurité sociale et du Protocole y annexé faits à Copenhague le 26 avril 1982 et de l'Avenant à ladite Convention fait à Marrakech le 15 février 1988 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark	138

❑ EGYPTE	165
Sécurité sociale	166
• Dahir n° 1-09-309 du 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013) portant publication de la Convention générale pour la sécurité sociale, faite à Marrakech le 12 mai 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République arabe d’Egypte	166
Reconnaissance réciproque des permis de conduire	177
• Dahir n° 1-98-81 du 4 hija 1419 (22 mars 1999) portant publication de l’accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire nationaux, fait à Rabat le 14 chaabane 1409 (22 mars 1989) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Arabe d’Egypte	177
❑ ESPAGNE	179
Main-d’œuvre	180
• Dahir n° 1-03-127 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007) portant publication de l’Accord bilatéral en matière de main-d’œuvre, fait à Madrid le 25 juillet 2001, entre le Royaume du Maroc et le Royaume d’Espagne	180
Circulation des personnes et transit	187
• Dahir n° 1-12-64 du 25 moharrem 1434 (10 décembre 2012) portant publication de l’Accord fait à Madrid le 13 février 1992 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d’Espagne relatif à la circulation des personnes, au transit et à la réadmission des étrangers entrés irrégulièrement	187
Reconnaissance réciproque des permis de conduire	188
• Dahir n° 1-09-04 du 1 ^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l’Accord sous forme d’échange de notes fait à Madrid le 8 mars 2004 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d’Espagne relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire	188
Sécurité sociale	189
• Dahir n° 1-82-236 du 3 rebia II 1403 (18 janvier 1983) portant publication de la convention sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d’Espagne, faite à Madrid le 8 novembre 1979	189

<ul style="list-style-type: none"> ● Dahir n° 1-99-245 du 27 chaabane 1422 (13 novembre 2001) portant publication du protocole annexe entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne modifiant la convention de sécurité sociale maroco-espagnole, faite à Madrid le 8 novembre 1979 	197
<ul style="list-style-type: none"> □ FRANCE 	203
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> Séjour et emploi 	204
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Dahir n° 1-95-227 du 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l'Accord en matière de séjour et de l'emploi fait à Rabat le 9 octobre 1987 entre le Royaume du Maroc et la République française .. 	204
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> Sécurité sociale 	208
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Dahir n° 1-81-278 du 11 rejeb 1402 (6 mai 1982) portant publication de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française, fait à Paris le 21 mai 1979 	208
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Arrangement administratif général relatif aux modalités d'application de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée le 22 octobre 2007 à Marrakech 	214
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Dahir n° 1-78-865 du 29 rebia II 1399 (28 mars 1979) portant publication de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 10 rebia I 1385 (9 juillet 1965) et des lettres y annexées entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Française, faits à Paris le 18 kaada 1393 (13 décembre 1973) 	240
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Dahir n° 1-78-903 du 20 joumada I 1399 (18 avril 1979) portant publication de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 10 rebia I 1385 (9 juillet 1965) signé à Rabat, entre le Royaume du Maroc et la République Française, le 20 moharrem 1396 (22 janvier 1976) ... 	245
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Dahir n° 1-09-307 du 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention de sécurité sociale et du Protocole annexe à la Convention de sécurité sociale relatif au libre transfert des cotisations à la Caisse des français de l'étranger, faits à Marrakech le 22 octobre 2007 entre le Royaume du Maroc et la République française 	248
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> Enseignement pour les élèves marocains résidant en France 	280
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Dahir n° 1-90-108 du 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l'Accord fait à Paris le 8 safar 1404 (14 novembre 1983) entre le Royaume du Maroc et la République française concernant la 	

coopération dans le domaine de l'enseignement pour les élèves marocains résidant en France	280
❑ IRAK	287
Main-d'œuvre	288
• Dahir n° 1-83-314 du 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986) portant publication de la convention de coopération en matière de main-d'œuvre entre le Royaume du Maroc et la République d'Irak, faite à Baghdad le 14 rejab 1401 (20 mai 1981)	288
❑ ITALIE	293
Reconnaissance réciproque des permis de conduire	294
• Dahir n° 1-99-258 du 15 safar 1421 (19 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Rome le 26 novembre 1991 entre le Royaume du Maroc et la République italienne relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire	294
❑ JORDANIE	295
Main-d'œuvre	296
• Dahir n° 1-93-497 du 1 ^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie relative à la coopération dans le domaine de la main-d'œuvre, faite le 7 rejab 1403 (20 avril 1983)	296
❑ LUXEMBOURG	301
Sécurité sociale	302
• Dahir n° 1-09-308 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication de la Convention de sécurité sociale faite au Luxembourg le 2 octobre 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg	302
❑ LYBIE	323
Main-d'œuvre	324
• Dahir n° 1-89-31 du 6 hija 1413 (28 mai 1993) portant publication de la convention relative à la main-d'œuvre, faite à Tripoli le 25 chaoual	

1403 (4 août 1983) entre le Royaume du Maroc et la Jamahirya arabe populaire et socialiste de Lybie	324
❑ PAYS-BAS	331
Sécurité sociale	332
• Dahir n° 1-99-314 du 7 moharrem 1426 (16 février 2005) portant publication de la Convention faite à Rabat le 30 septembre 1996 portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, faite à Rabat le 14 février 1972, de l'Arrangement Intérimaire fait à Rabat le 30 septembre 1996 entre l'autorité compétente marocaine et l'autorité compétente néerlandaise, concernant le service des soins médicaux au Maroc, et de l'Arrangement administratif portant révision de l'Accord administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, faite à Rabat le 14 février 1972	332
• Dahir n° 1-01-280 du 8 safar 1428 (26 février 2007) portant publication de la Convention et de l'Arrangement administratif faits à Rabat le 22 juin 2000 portant respectivement révision de la Convention générale de la sécurité sociale et des deux Arrangements administratifs du 3 novembre 1972 et du 30 septembre 1996 relatifs aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale, faite à Rabat le 30 septembre 1996 entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas	356
• Dahir n° 1-02-333 du 8 safar 1428 (26 février 2007) portant publication de la Convention faite à Rabat le 24 juin 2002 portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas signée à Rabat le 14 février 1972 telle que révisée et signée le 30 septembre 1996 et de l'Arrangement administratif fait à Rabat le 24 juin 2002 portant révision de l'Arrangement administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996, tel que révisé par les arrangements administratifs signés à Rabat le 30 septembre 1996 et le 22 juin 2000	361
• Loi n° 47.16 portant approbation du protocole fait à Rabat le 4 juin 2016 portant révision de la convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996 et le	

24 juin 2002, et l'avenant fait à Rabat le 4 juin 2016 portant révision de l'arrangement administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, tel que révisé par les arrangements administratifs signés à Rabat le 30 septembre 1996, le 22 juin 2000 et le 24 juin 2002	369
❑ PORTUGAL	383
Sécurité sociale	384
• Dahir n° 1-00-210 du 10 chaabane 1421 (7 novembre 2000) portant publication de la convention de sécurité sociale, faite à Evora le 14 novembre 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Portugal	384
❑ QATAR	403
Main-d'œuvre	404
• Dahir n° 1-83-156 du 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986) portant publication de la convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar réglementant l'emploi des ouvriers marocains dans l'Etat de Qatar, faite à Doha le 12 rejeb 1401 (17 mai 1981)	404
❑ SUÈDE	409
Sécurité sociale	410
• Dahir n° 1-82-225 du 3 rebia II 1403 (18 janvier 1983) portant publication de la convention sur la sécurité sociale, faite à Rabat le 4 janvier 1980 et de l'arrangement administratif relatif aux modalités d'application de ladite convention, fait à Rabat le 16 février 1982 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Suède	410
❑ TUNISIE	419
Sécurité sociale	420
• Dahir n° 1-16-114 du 6 kaada 1437 (10 août 2016) portant promulgation de la loi n° 85-15 portant approbation de la Convention de sécurité sociale, faite à Tunis le 5 moharrem 1437 (19 octobre 2015) entre le Royaume du Maroc et la République tunisienne	420

□ ALGÉRIE

Sécurité sociale

- **Dahir n° 1-13-78 du 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013) portant publication de la Convention générale relative à la sécurité sociale, faite à Alger le 23 février 1991 entre le Royaume du Maroc et la République algérienne démocratique et populaire (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention générale relative à la sécurité sociale, faite à Alger le 23 février 1991 entre le Royaume du Maroc et la République algérienne démocratique et populaire;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la Convention précitée, fait à Rabat le 3 juin 2013,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention générale relative à la sécurité sociale, faite à Alger le 23 février 1991 entre le Royaume du Maroc et la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Casablanca, le 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013).

Pour contresing :

Le Chef du gouvernement,

Abdel-Ilah Benkiran.

(1) B.O. n° 6232 du 20 février 2014.

Voir le texte de la Convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6232 du 20 rabii II 1435 (20 février 2014).

ظهير شريف رقم 1.13.78 صادر في 18 من رمضان 1434 (27 يوليى 2013) بنشر الاتفاقية العامة للضمان الاجتماعي الموقعة بالجزائر في 23 فبراير 1991 بين المملكة المغربية والجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية. (1)

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية العامة للضمان الاجتماعي الموقعة بالجزائر في 23 فبراير 1991 بين المملكة المغربية والجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية ؛
وعلى محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة، الموقع بالرباط في 3 يونيو 2013،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية العامة للضمان الاجتماعي الموقعة بالجزائر في 23 فبراير 1991 بين المملكة المغربية والجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

وحرر بالدار البيضاء في 18 من رمضان 1434 (27 يوليو 2013).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

*

* *

الإتفاقية العامة

للضمان الإجتماعي

بين

المملكة المغربية

و

الجمهورية الجزائرية

الديمقراطية الشعبية

أرن حكومة المملكة المغربية

وحكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

حرما منكما على ضرورة التعاون في الميدان الإجتماعي ،

وتأكيدا منكما على الإلتزام بالمبادئ التالية :

- المساواة في المعاملة بين رعايا القطرين المتعاقدين فيما يخص تشريع

الضمان الإجتماعي لكل منهما ،

- المحافظة على الحقوق المكتسبة أو التي هي في طور الاكتساب لفائدة رعاياهما

في ظل التشريعات الجاري بها العمل في كل من القطرين ،

- الجمع بين مدد التأمين المنجزة من طرف رعاياهما في ظل تشريعات القطرين ،

- تحويل المنافع من كل قطر من القطرين إلى الآخر ،

اتفقتا على إبرام إتفاقية عامة في مجال الضمان الإجتماعي ، والتزمتا طبقا لذلك

بالمقتضيات التالية :

الجزء الأول

أحكام عامة

المادة 1

1- لغرض تطبيق هذه الإتفاقية ، تدل الألفاظ التالية على المعاني المبينة

أمامها .

1-1: عامل ، هو كل شخص يعمل لحساب الغير ، ويكون خاضعا لأحد تشريعات

الضمان الإجتماعي المنصوص عليهما في المادة 2 من هذه الإتفاقية .

1-2: تشريعات ، تعني القوانين والمنتفضيات التشريعية والتنظيمية والمنصوص عليها

في المادة 2 من هذه الإتفاقية والجاري بها العمل فوق تراب كل من الطرفين

المتعاقدين .

13-1 سلطة إدارية هي الوزارة أو الوزارات الوصية على نظام أو الأنظمة الضمان الاجتماعي داخل تراب كل قطر من القطرين المتعاقدين .

14-1 مؤسسة مختصة هي الأجمة المناطق بها تنفيذ كل أو بعض التشريعات المتعلقة بالضمان الاجتماعي في كل قطر من القطرين المتعاقدين .

15-1 هيئة الإتحال هي الهيئة المكلفة بمهام المطابقة والإلتزام والإرشاد وتجميع المعلومات وذلك قصد تسهيل تطبيقه بنود هذه الإتفاقية .

16-1 أفراد الأسرة هم الأشخاص الذين يتمتعون بصفة ذوي الحق حسب مدلول تشريع الضمان الاجتماعي الذي تخول أو تصرف المنافع بمقتضاه .

17-1 الباقون على قيد الحياة هم الأشخاص المعروفون أو المتبولون بهذه الصفة وذلك حسب مدلول التشريع الذي تخول أو تصرف المنافع بمقتضاه .

18-1 مدد التأمين هي مدد الإشتراك أو العمل كما هي معرفة أو مقبولة على أنها كذلك من قبل التشريع الذي أنجزت في ظله ، وكذا جميع المدد المساوية لها ، وذلك في حدود قبولها من لدن ذلك التشريع بصفتها مدد تأمين .

19-1 إقامة هي مقر الإقامة الاعتيادية للمضمن أو لذوي حقوقه .

110-1 إقامة مؤقتة تشير إلى مقر التواجد المؤقت للمضمن أو لذوي حقوقه .

111-1 المنافع هي كل المنافع النقدية والعينية المنصوص عليها في تشريع الضمان الاجتماعي لكل من القطرين بما فيها الأداءات التي تتحملها الصناديق العمومية والزيادات والعلاوات المقررة برسم هذا التشريع ، وكذا المنافع المسلمة بشكل دفعة واحدة والتي تحل محل الرواتب والإيرادات .

112-1 المنافع النقدية هي المنافع العائلية والتعويضات اليومية والرواتب والإيرادات المترتبة عن حادثة شغل أو مرض مهني وكذا الإعانات الممنوحة عن الوفاة .

113-1 المنافع العينية تعني المنافع المتعلقة بالعلاجات الصحية سواء كانت وقائية أو علاجية في حالة :

- مرض أو حادث مما كان السبب ،

- الحمل والوضع .

114-1 الطرفین المتعاقدين : تعني المملكة المغربية والجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية .

2- وتأخذ كل التعابير والمصطلحات الأخرى الواردة في هذه الإتفاقية نفس المعنى الذي يعطيه لها التشريع المنصوص عليها فيه .

المادة 2

1- تطبق هذه الاتفاقية على كل التشريعات والأنظمة الخاصة بالذمان الإجتماعي المعمول بها في كل قطر من القطرين المتعاقدين والسارية المفعول عند

توقيع هذه الاتفاقية والتي تغطي :

- منافع المرض والأمومة ،
- منافع العجز والشيخوخة والموتوى عنهم ،
- منافع حوادث الشغل والأمراض المهنية ،
- المنافع العائلية ،
- المعنحة أو الإعانة عند الوفاة .

2- وتطبق هذه الاتفاقية أيضا على كل الإجراءات القانونية التي تعدل أو تتم بمقتضاها التشريعات السارية المفعول والمشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة .

3- كما تطبق هذه الاتفاقية على كل الإجراءات التشريعية والتنظيمية التي تغطي فرعا جديدا للذمان الإجتماعي أو فئات جديدة في كل القطرين .

4- إن الشروط التي تطبق فيما المقتضيات التشريعية المتعلقة بالنظام الخاص للطلبة في كل قطر والتي يمكن أن تسري على رعايا القطر الآخر سيتم تحديدها في إطار بروتوكول ملحق لهذه الاتفاقية .

المادة 3

إن العمال المغاربة الذين يمارسون نشاطا مهنيا أو مشابها له بالجزائر وكذا الجزائريين الذين يمارسون نشاطا مهنيا أو مشابها له بالمغرب ، يخضعون على التوالي لتشريعات الضمان الإجتماعي المتخصص عليهما في المادة 2 أعلاه والمطبقة في الجزائر وفي المغرب ، ويستفيدون منها ، وكذا ذوي حقوقهم في نفس الشروط التي يستفيد بمقتضاها رعايا كل من القطرين .

المادة 4

1- تسري مقتضيات المادة 3 على العمال الأجراء ومن في حكمهم كيفما كانت جنسياتهم والذين يعملون في البعثات الدبلوماسية القنصلية المغربية أو الجزائرية أو يعملون لفائدة الأشخاص الذين يشغلون هذا المنصب .

غير أن أحكام هذه المادة لا تسري على الموظفين الدبلوماسيين المحترفين وكذا الموظفين المنتميين لسلك البعثات .

2- العمال الأجراء أو من في حكمهم المنتميين لجنسية الدولة الممثلة من قبل البعثة الدبلوماسية أو القنصلية أو الذين لم يستقروا بشكل نهائي في البلد الذي يزاولون فيه مهامهم ، لا أنه يمكن لهؤلاء الاختيار بين تطبيق تشريع بلد العمل وتطبيق تشريع البلد الاصلي .

- 2- يخضع العاملون في خدمة إدارة حكومية تابعة لأحد الطرفين المتعاقدين والذين يلحقون للعمل لدى الطرف الآخر لتشريع بلدهم الأصلي .
- 3- يبقى الأشخاص الذين تضعهم حكومة أحد القطرين المتعاقدين تحت تصرف حكومة الطرف الآخر في إطار برنامج التعاون، خاضعين لتنظيم مقتضيات الاتفاق الخاص بالتعاون الإداري والتقني .

الجزء الثاني

أحكام تتعلق بالتشريع المطبق

المادة 5

- 1- إن العمال الأجراء أو من في حكمهم والذين يمارسون عملهم فوق تراب أحد هذين القطرين يخضعون للتشريع المعمول به في بلد عملهم .
- 2- وترد على المبدأ المنصوص عليه في الفقرة 1 من هذه المادة الاستثناءات التالية:
- 1-2 إن العامل الأجير أو من في حكمه الذي يشتغل فوق تراب أحد القطرين المتعاقدين لفاشدة مكالته يبتع لما يكيفية اعتيادية ويلحق بفرقة تراب الطرف الأخر لما رسة عمل لحسا بما يظل خاضعا لتشريع الطرف الأول شريطة ألا تتعدى المدة المتوقعة لهذا العمل ستة وثلاثين شهرا (36 شهرا) .
- وفي حالة تمديد هذا العمل إلى ما يمكن أن يتجاوز المدة المقررة أصلا للظروف غير متوقعة ، فإن تشريعات القطر الأول تستمر في السريان إلى حدود انتهاء هذا العمل ، شريطة أن توافق السلطة الإدارية المختصة للقطر الثاني قبل انتهاء سدة الستة وثلاثين شهرا (36 شهرا) .
- 2-2 يبقى الأشخاص المتنقلون المستخدمون من طرف مقاولات النقل والذين يشتغلون فوق تراب الطرفين المتعاقدين خاضعين لتشريعات الطرف المتعاقد السدي يحتضن المقر الإجتماعي لهذه المقاوله .
- 3-2 يخضع طاقم السفينة وكذا الأشخاص المستخدمون على متنها بصفة دائمة لتشريع الطرف المتعاقد الذي تحمل السفينة علمه .
- عند توقف سفينة تحمل علم أحد الطرفين المتعاقدين في أحد موانئ هذين الطرفين فإن العمال المؤقتين المستخدمين في مهام الشحن والإفراغ والإصلاح والصيانة وكذا حراسة هذه السفينة ، يخضعون لتشريع الطرف الغير توقفت السفينة بأحد موانئه .
- 2-4 ويمكن للسلطات الإدارية المختصة في القطرين المتعاقدين أن تقرر باتفاق مشترك استثناءات للقواعد المنصوص عليها في هذه المادة .

المادة 6

- لا يمكن أن يطرأ على المنافع المكتسبة برسم تشريع أحد الطرفين المتعاقدين أي نقص أو تغيير أو تعليق أو حذف أو حجز بجهة أن المستفيد يبقى فوق تراب الطرف الآخر .

وتطبق مقتضيات الفقرة الأولى من هذه المادة كذلك في حالة الزيادة في المنافع بعد إعادة تقديرها في كل من القطريين .

المادة 7 :

لأن المؤسسة المختصة لكل من القطريين المتعاقدين والتي تشترط تشريعاتها ارتجاز مدد التأمين لاكتساب الحق في المنافع أو المحافظة عليهما أو استخلاصهما تحتسب عند الضرورة مدد التأمين المنجزة في ظل تشريع القطر الآخر ، وتؤخذ هذه المدد وكأنها تعلق الأمر بمدد أنجزته في ظل التشريع الذي طبقه ، شريطة ألا يترادف هذه المدد.

الجزء الثالث

الحكام خاصة

الباب الأول : تأمين المرض والأومة والوفاة

المادة 8 :

لأن العمال المغاربة الذين يتوجهون إلى الجزائر والعمال الجزائريين الذين يتوجهون إلى المغرب ليمارسوا عملا مأجورا أو مماثلا يستفيدون ، هم وكذا ذرو حقوقهم المرافقون لهم من منافع التأمين عن المرض والأومة وذلك عند استيفائها «الشروط التي يقتضيها تشريع بلد العمل الجديد مع الأخذ بعين الاعتبار عند الضرورة بمدد التأمين المنجزة في ظل تشريع الطرف الآخر المتعاقد .

غير أنه لا يعمد إلى الجمع بين مدد التأمين المنجزة في هذا القطر المتعاقد أو ذاك إلا في حالة عدم انصرام أجل لا يتعدى 6 أشهر بين انتهاء مدة التأمين في القطر الأول ، وابتداء مدة التأمين في القطر الجديد .

وتطبق مقتضيات هذه المادة كذلك في حالة عودة العامل إلى بلده الأصلي .

المادة 9 :

1- إذا لم يستوف العامل الأجير أو من في حكمه الشروط المنصوص عليها في المادة 8 ، لكنه كان لا يزال يتمتع بالحق في المنافع ، تطبقا لتشريع بلد الانخراط المطبق أو كان بإمكانه أن يطالب بها لو استمر في الإقامة في هذا البلد ، فإنه يستفيد من منافع تقع على عاتق مؤسسة هذا البلد الأجير .

2- في الحالة التي تطبق فيها مقتضيات المادة 8 و تم اكتساب الحق في منفعة الأومة في القطريين لأن المنفعة تقع على عاتق المؤسسة المختصة في البلد الذي تم فيه الوضع .

المادة 10 :

1- لأن العمال الأجراء ومن في حكمهم المغاربة والذين يتوجهون إلى الجزائر ، وكذا العمال الأجراء ومن في حكمهم ، الجزائريين والذين يتوجهون إلى المغرب

- يكتسبون الحق في الإعانة عند الوفاة في المغرب أو في الجزائر وذلك في حالة ما إذا :
- مارسوا عملا خاضعا للتأمين في البلد الذي حولوا إليه إقامتهم .
 - استوفوا الشروط المطلوبة للاستفادة من هذه الإعانة وذلك بالجمع عند الضرورة لعدد التأمين المنجزة في القطر الآخر .
- 2- إن الإعانات الممنوحة عند الوفاة تخضع للتشريعات التي كانت مطبقة على المضمون عند وفاته .
- 3- في حالة اكتساب الحق في الإعانة عند الوفاة طبقا لتشريعات الطرفين المتعاقدين فإن تصفية المنفعة تقع على الطرف الذي يقيم المضمون فوق ترابيه .

المادة 11 :

- 1- إن العامل الأجير ومن في حكمه ، المغربي الذي يعمل فوق التراب الجزائري أو العامل الأجير ومن في حكمه الجزائري الذي يعمل فوق التراب المغربي والذي يمكنه الاستفادة من منافع المرض أو الأمومة والتي تتحملها مؤسسة بلد العمل ، يحتفظ بحقه الاستفادة من هذه المنافع عندما ينقل إقامته إلى تراب بلده الأصلي خلال مدة لا تتجاوز (3 أشهر) ويمكن تمديد هذه المدة لأجل جديد مدته ثلاثة أشهر (3 أشهر) بناء على قرار من مؤسسة الإنخراط بعد موافقة المراقبة الطبية .
- غير أنه يمكن تمديد هذه الفترة من جديد لمدة ثلاثة أشهر (3 أشهر) أخرى بقرار لمؤسسة الإنخراط وذلك بعد موافقة المراقبة الطبية .
- أما في حالة مرض يكتسي خطورة ذات صيغة استثنائية ، فإنه يمكن لمؤسسة الإنخراط أن تقبل الإبقاء على المنافع لمدة تفوق الستة أشهر (6 أشهر) ، و إذا ذاك على العامل أن يحصل على موافقة مؤسسة الإنخراط التي ينبغي أن تأخذ بعين الاعتبار أسباب نقل هذه الإقامة .
- 2- يستفيد العامل الأجير أو من في حكمه المغربي أو الجزائري من منافع التأمين عن المرض والأمومة ، تتحملها مؤسسة بلد العمل عندما يكون بحاجة إلى علاجات طبية استعجالية بما في ذلك الاستشفاء وذلك أثناء إقامته المؤقتة في بلده الأصلي بمناسبة إجازة مؤدى عنها .
- غير أنه لا يمكن لمدة صرف المنفعة أن تتجاوز ثلاثة أشهر (3 أشهر) شريطة موافقة مؤسسة الإنخراط .
- ويمكن تمديد هذه الفترة لمدة ثلاثة أشهر أخرى بقرار من مؤسسة الإنخراط بعد موافقة المراقبة الطبية .

3- وتسري أحكام الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة كذلك على ذوي حقوقهم المضمون فيما يتعلق بالمنافع العينية .

4- وتؤدي الإعانات العينية من طرف المؤسسة المختصة لبلد إقامته المستفيدين

المادة 12:

لن العمال المغاربة أو الجزائريين المنصوص عليهم في الفقرة 2-1 من المادة 5 وكذا ذوي حقوقهم المرافقين لهم يستفيدون من المنافع العينية للتأمين عن المرض والتأمين عن الأمومة طيلة مدة إقامتهم في البلد الذي يشتغلون فيه بضفة مؤقتة .

ويتم أداء هذه المنافع من طرف مؤسسة بلد إقامته المعنيين بالأمر بينما تتحملها مؤسسة بلد الإخراج .

المادة 13:

لن ذوي حقوق العامل الأجير أو من في حكمه ، مغربيا كان أو جزائريا ، والذين لم يرافقوه إلى بلد العمل واستقروا أو عادوا ليستقروا في البلد الأصلي، يستفيدون من منافع التأمين عن المرض أو التأمين عن الأمومة تؤدي من طرف مؤسسة بلد إقامته المعنيين بالأمر وتتحملها مؤسسة البلد الذي يشتغل فيها العامل.

المادة 14 :

1- لن المستفيد من راتب تمت تصفيته عن طريق تجميع فترات التأمين المنجزة في كلا البلدين يتمتع بالحق في المنافع العينية للتأمين عن المرض .

تصرف هذه المنافع للمستفيد ولذوي حقوقه إذا اقتضى الحال من قبل مؤسسة بلد الإقامة على غرار وضعية المستفيد من راتب ، بمقتضى تشريع هذا البلد الأخير .

2- عندما يكون المستفيد من راتب الشيوخة أو العجز أو من إيراد عن حادثة شغل حول له طبقا لتشريع أحد الطرفين المتعاقدين ، مقيما فوق ترابك الطرف الآخر ، فإنه يستفيد من المنافع العينية للتأمين عن المرض والأمومة ، تؤدي له وإن اقتضى الحال إلى ذوي حقوقه المقيمين معه عادة ، من طرف مؤسسة بلد الإقامة ، وكأما كان المعني بالأمر مستفيدا من راتب أو إيراد حادثة شغل طبقا لتشريع هذا الطرف الأخير المتعاقد . ويتم تحويل هذا الحق حسب مختصات تشريع الطرف المتعاقد المدينين بالراتب أو بالإيراد والذي يتحمل هذه المنافع ، وذلك حسب الشروط المنصوص عليها في المادة 17 من هذه الإتفاقية .

المادة 15 :

لا تتمح الأجمة التعويضية والأطراف الإصطناعية والأمنافم العينية الأخرى ذات الأهمية الكبرى إلا بشرط الحصول على رخصة مؤسسة الإنخراط ما عدا في وضعية الإستعجال القصوى .

ويقصد بحالة الإستعجال القصوى ، تلك التي تعفي من الترخيص المسبق لمؤسسة الإنخراط والتي يمكن أن يكون للتأجيل في منحصا خطورة على الحالة الصحية للمستفيد .

المادة 16 :

عندما يكون للعامل الأخير أو من في حكمه الحق في المنافع ، بمقتضى المواد 11,10 و 12 من هذه الإتفاقية ، تمنح المنافع النقدية من طرف المؤسسة التي كان العامل متخرفا فيما وقت وقوع الحادث .

المادة 17 :

يقم تسديد المنافع العينية الممنوحة بمقتضى المواد 12,11 و 13-14-2 و 15 من لدن مؤسسة الإنخراط لفائدة المؤسسة التي قامت بإدائها في القطر الأخر ، وستحدد مسطرة التسديد إما بكيفية إجمالية أو بكيفية إرشادية في لائحة الإجراءات الإدارية التي ستبرم بين الطرفين المتعاقدين .

الباب الثاني : تأمين العجزالمادة 18 :

1- فيما يخص العمال الأجراء أو من في حكمهم المغاربة أو الجزائريين والذين سبق لهم أن انخرطوا بالتتابع أو بالتناوب في البلديين المتعاقدين في نظام واحد أو عدة أنظمة لتأمين العجز ، فإن فترات التأمين المنجزة في هذه الأنظمة يتم تجميعها وذلك قصد اكتساب أو إبقاء أو استعادة الحق في المنافع .

2- إن المنافع المخولة برسم تأمين العجز تتم تصفيها طبقا لمقتضيات التشريع الذي كان مطبقا على العامل عند الإنقطاع عن العمل المتبوع بالعجز ، وتتضمن هذه المنافع المؤسسة المختمة طبقا لأحكام هذا التشريع .

3- في حالة ما إذا استعاد المضمون حقه في راتب العجز بعد توقيفه فلن صرف هذا الراتب يتم من قبل المؤسسة المدينة به سابقا .

إذا تطلبت حالة المضمون منح راتب جديد للعجز في حالة تخفيفه سابقا ، فلن هذا الراتب الأخير يتم تصفيته و صرفه حسب القواعد المنصوص عليها في الفقرة 2 من هذه المادة .

4- يحول راتب العجز لدى راتب للشيخوخة عندما يقتضي الامر ذلك طبقا لشروط التشريع الذي تم بموجبه تخويله , وتطبق عند الإقتضاء في هذه الحالة , أحكام المادة -3- .

الباب الثالث : تأمين الشيخوخة والباقيون على قيد الحياة

المادة : 19

فيما يخص العمال الاجراء أو من في حكمهم المغاربة والجزائريين والذين سبق لهم أن انخرطوا بالتتابع أو بالتناوب في القطريين المتعاقدين في نظام أو عدة أنظمة لتأمين الشيخوخة والباقيين على قيد الحياة بمصفة لاجبارية أو اختيارية , فإن فترات التأمين المنجزة يتم تجميعها شريطة الا تترادف هذه المدد وذلك قصد اكتساب أو ابقاء أو استعادة الحق في هذه المنافع .

المادة : 20

تتم تصفية المنافع التي يمكن أن يطالب بها المستفيد الميأه المعنيه , بالكيفية التاليه :

- 1- تقوم كل مؤسسة مختصة عن كل قطر بتحديد الحق في المنافع وفق تشريعا الخاص , بجمع مدد التأمين المنجزة طبقا لتشريع القطر الأمر .
- 2- في حالة اكتساب الحق في المنفعة , تقوم المؤسسة التي يتوقف الحق عليها بتحديد مبلغ المنفعة التي قد يستحقها المستفيد , كما لو كانت مدد التأمين التي وقع تجميعها بمقتضى القواعد المحددة في المادة -19- قد أنجزت حضرا تمت ظل التشريع الذي تطبقه .
- 3- تقوم المؤسسة التي يتوقف عليها الحق بتحديد المبلغ المستحق بمقتضى القواعد المتصوص عليها في الفقرة 2- أعلاه , من نفس المادة , بتحديد المبلغ المستحق فعليا على أساس مدد التأمين المنجزة في ظل التشريع الذي تطبقه بالنسبة لمجموع مدد التأمين المنجزة في ظل التشريعيين ويشكل المبلغ المحتسب على هذا الأساس المنفعة الفعلية التي يقع صرفها على عاتق المؤسسة التي يتبع لها المعني بالأمر .

إذا كانت مجموع مدد التأمين المنجزة يرسم تشريع أحد الطرفين المتعاقدين لا تتجاوز سنة واحدة , فإن مؤسسة هذا الطرف لا تلزم بصرف منفعة ما , غير أنه يمكن أخذ هذه المدد بعين الاعتبار قصد تجميعها بالنسبة لتشريع الطرف الآخر المتعاقد .

4- لا تعتد المؤسسة التي تخول الحف عند احتساب مبلغ المنفعة إلا بالأجور المصرح بها خلال مدة التأمين المنجزة. في ظل التشريع الذي تطبيقه .

المادة 21 :

1- إذا لم يتمكن المستفيد خلال مدة معينة من استيفاء الشروط المطلوبة من أحد التشريعيين دون العودة بالضرورة إلى المدد المنجزة برسم التشريع الآخر ، فإن مبلغ المنفعة يحدد برسم التشريع المخول للحق باعتبار مدد التأمين المنجزة حصرا في ظله .

2- في الحالة المنصوص عليها في الفقرة 1- من هذه المادة ، فإن المنافع التي وقعت تصفيتهما وفقا لأحكام المادة 20- تراجعا عندما يتبين توفر الشروط التي يتطلبها التشريع الآخر ، اعتمادا على تجميع المدد فسي المادة 19 من هذه الإتفاقية .

المادة 22 :

إذا كان مبلغ المنفعة التي يمكن أن يطالب بها المستفيد دون تطبيق الفصل 20 اعتمادا على مدد التأمين المنجزة برسم تشريع أحد الطرفين المتعاقدين ، يفوق مبلغ المنفعة المترتبة على تطبيق المادتين 20 و 21 فإنه يستحق تحويضا تكميليا مساويا للفرق الناتج ، تتحمله مؤسسة هذا الطرف .

المادة 23 :

1- في حالة ما إذا ربط تشريع أحد الطرفين المتعاقدين منحه بعض المزايا بشرط أن تكون مدد التأمين قد أنجزت في ظل مهنة ، بخطيها تأمين خاص أو في ظل مهنة أو عمل محدد ، فإن المدد المنجزة في تشريع البلد الآخر ، لا تؤخذ بعين الاعتبار لمنحه هذه المزايا إذا لم يتم إنجازها ضمن نظام يعادله ، وفي حالة انعدامه يتوجب أن تنجز ضمن نفس المهنة .

2- إذا تم إنجاز مدد التأمين طبقا لما ورد في الفقرة 1 وكان المستفيد لا يستوفي الشروط المطلوبة للاستفادة من هذه المزايا ، فإن هذه المدد تؤخذ بعين الاعتبار قصد منحه المنافع التي يقرها النظام العام .

المادة 24 :

تطبيق الأحكام الواردة في هذا الباب أن اقتضى الحال على ذوي حقوق المضمون أو المستفيد من راتب ، كما ينص على ذلك تشريع كل قطر من القطرين .

عندما يخول راتب الأرملة لعدة مستفيداته ، فإن هذا الراتب يتقسم حسب الشروط المنصوص عليها في التشريع المطبق في كل قطر من القطرين .

الباب الرابع : حوادث الشغل والأمراض المهنية

المادة 25

- 1- إن المنافع المستحقة بمقتضى التأمين عن حوادث الشغل والأمراض المهنية تطعم للتشريع المطبق على العامل الأجير أو من في حكمه مغربيًا أو جزائريًا بتاريخ وقوع الحادثة أو تاريخ إصابات المرض .
- 2- لتقدير درجة العجز الدائم المترتب عن حادثة شغل أو مرض مهني طبقًا لتشريع أحد الطرفين المتعاقدين ، فإن حوادث الشغل والأمراض المهنية التي طرأت سابقًا في ظل تشريع الطرف الآخر ، تؤخذ بعين الاعتبار ، كما لو حصلت أو اثبتت في ظل تشريع الطرف الأول .
- 3- إن المنافع المستحقة برسم مرض مهني يتم تحديدها طبقًا لتشريع الطرف المتعاقد المطبق على العامل الأجير أو من في حكمه المغربي أو الجزائري ، وقت قيامه بالعمل الذي يعرض للمرض المهني حتى وإن تم تشخيص هذا المرض لأول مرة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر .
وإذا سبقت للعامل أن مارس عملاً من شأنه أن يعرضه لخطر الإصابة بالمرض المهني فوق تراب الطرفين المتعاقدين معاً ، فإن راتب العجز المترتب على هذا المرض طبقًا للتشريع الذي كان مطبقاً يتم تحديده بعد تجميع مدد التأمين المتجزئة في ظل النشاط الذي من شأنه أن يعرض لنفس المرض في كلا القطرين ، وتتم عملية تصفية الراتب بالنسبة للمدد التأمين المتجزئة في كل قطر .

المادة 26

- 1- كل عامل أجير أو من في حكمه مغربي أصيب بحادثة شغل أو بمرض مهني في الجزائر له الحق في منافع مستحقة خلال فترة العجز المؤقت ، تقم على عاتق المؤسسة الجزائرية وينقل إقامته إلى المغرب ، يستفيد من المنافع النقدية والعينية للتأمين عن حوادث الشغل والأمراض المهنية شريطة الحصول على موافقة تلك المؤسسة التي تأخذ بعين الاعتبار كما ينبغي ، الأسباب الداعية لهذا النقل .
- 2- كل عامل أجير أو من في حكمه جزائري أصيب بحادثة شغل أو بمرض مهني في المغرب له الحق في منافع مستحقة خلال فترة العجز المؤقت ، تقم على عاتق المشغل المسؤول مدنياً أو على مؤسسة التأمين النائية عنده ، وينقل إقامته إلى الجزائر يستفيد من المنافع النقدية والعينية للتأمين عن حوادث الشغل والأمراض المهنية شريطة الحصول على موافقة تلك المؤسسة التي تأخذ بعين الاعتبار كما ينبغي لإسباب الداعية لهذا النقل .

- 3- لا تعتبر الرخصة المشار إليها في الفقرتين 1 و 2 من هاته المادة مألحة إلا لفترة محددة من طرف المؤسسة أو المدين المعين .
 وإذا حصل عند انقضاء الأجل السابق تحديده أن تطلبت حالة الضحية ذلك ، فلن هذا الأجل يمدد إلى حين الشفاء أو التثام الجرم وذلك بقرار المؤسسة أو المدين المعين بعد موافقة المرافقة الطبية .
- 4- على كل عامل أن يبلغ مؤسسة الإنخراط قبل الإقدام على نقل إقامته ، ويمكن لهذه المؤسسة أن تتنبه على عدم نقل إقامته لدوافع صحية صرفة داخل أجل أقصاه ثمانية أيام (8 أيام) .
- 5- تصرف المنافع العينية المنصوص عليها في الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة من طرف مؤسسة الإقامة الجديدة بمقتضى أحكام تشريع بلد الإنخراط .
- 6- تطبيقا للفقرتين 1 و 2 من هاته المادة يتوقف منح الاعضاء التعويضية والاجهزة التقويمية والمنافع العينية الأخرى ذات الأهمية الكبرى على رخصة مؤسسة الإنخراط ما عدا في حالة الإسعجال للعموى حسب المدلول الذي أعطته ليها المادة 15 من هاته الإتفاقية .
- 7- يلغ استرجاع المنافع العينية الممنوحة بمقتضى الفقرتين 1 و 2 من هاته المادة من قبل مؤسسة الإنخراط لفائدة المؤسسات التي سبق أن صرفتها ويتم تحديد لجراءات هذا الاسترجاع في لائحة الإجراءات الإدارية .

المادة : 27

تصرف المنافع النقدية في حالة نقل الإقامة المنصوص عليها في المادة 26 مباشرة إلى المستفيدين من قبل مؤسسة الإنخراط وذلك طبقا للتشريع الذي تطبقه .

المادة : 28

في حالة وفاة ناتجة عن حادثة شغل أو مرض مهني يوزع الأيسرارد المستحق بين المستفيدين حسب الشروط المنصوص عليها في تشريع كل قطر من القطرين .

المادة : 29

الحادثة التي تقع أثناء سفر العمال المتوفرين على عقدة عمل والمتوجهين من أحد القطرين إلى القطر الأخر إما للإلتحاق بمقر عملهم أو للإلتحاق بقطرهم الأصلي بمناسبة عطلة مزدى عنها أو بمناسبة ترخيص بتحويل الإقامة ، يخول لهم الحق في منافع التأمين عن حوادث الشغل والأمراض المهنية طبقا للشروط المنصوص عليها في تشريع القطر الذي يعملون به .

المادة 30 :

لا تتم المنافع في حالة مرض مهني من شأنه أن يكون محل تعويض طبقا لتشريع القطرين المتعاقدين إلا طبقا لتشريع القطر الذي مورس للأخر فترة فوق ترابه عمل يمكن أن يعرض للإصابة لمثل هذا المرض شريطة أن يستوفي المعني بالأمر الشروط المنصوص عليها في هذا التشريع مع الأخذ بالاعتناء بعين الاعتبار بأحكام المادة 32 الواردة بعده .

المادة 31 :

إذا كان تشريع أحد الطرفين المتعاقدين يوقف حقه الاستفادة من المنافع المقررة برسم تأمين عن مرض مهني على شرط ممارسة عمل خلال فترة معينة والذي من شأنه أن يعرض لهذا المرض فلن المؤسسة المختصة لهذا الطرف تأخذ بعين الاعتبار عند الضرورة المدد التي تمت خلالها ممارسة مثل هذا العمل فوق تراب الطرف الآخر .

المادة 32 :

تطبق النوازل الآتية بعده على العامل الذي استفاد أو يستفيد من التعويض عن مرض مهني طبقا لتشريع أحد الطرفين المتعاقدين ، ويطلب الاستفادة من المنافع برسم تشريع الطرف الآخر ، في حالة استفحال هذا المرض :

1- إذا لم يحارس العامل فوق تراب هذا الطرف الآخر عملا من شأنه أن يعرضه لمرض أو يزيد من استفحاله ، فلن مؤسسة انخراط الطرف الأول تظل ملزمة بصرف المنافع طبقا لتشريعها الخاص مع الأخذ حالة استفحال المرض بعين الاعتبار .

2- إذا مارس العامل على تراب هذا الطرف الأخير عملا من هذا النوع فلن مؤسسة انخراط الطرف الأول تظل ملزمة بصرف المنافع طبقا لتشريعها الخاص دون أن تأخذ بعين الاعتبار حالة الاستفحال ، وتقوم مؤسسة انخراط الطرف الآخر بمنح العامل تعويضا تكميليا يحدد مبلغه حسب تشريع هذا الطرف ، ويكون هذا التعويض مساويا للفرق بين مبلغ المنفعة المستحق بعد الاستفحال ومبلغ المنفعة المستحق برسم تشريع الطرف الأول قبل الاستفحال .

الباب الخامس : المنافع العائليةالمادة 33 :

تؤخذ بعين الاعتبار عند الاقتضاء ، مدد التامين المنجزة في كل قطر من القطرين وذلك لتحويل الحف في المنافع العائلية المستحقة للعامل المغاربة أو الجزائريين بالنسبة لأطفالهم المقيمين فوق تراب بلد العمل .

المادة 34 :

- 1- يستحق العمال الأجراء أو من في حكمهم المغاربة العاملون بالجزائر المنافع العائلية عن أطفالهم المقيمين بالمغرب وذلك طبقا لما يقرره التشريع الجزائري .
- 2- يستحق العمال الأجراء أو من في حكمهم الجزائريون والعاملون بالمغرب المنافع العائلية عن أطفالهم المقيمين بالجزائر وذلك طبقا لما يقرره التشريع المغربي .
- 3- تصرف المنافع المنصوص عليها في هاته المادة برسم مدد التأمين، وتأخذ المؤسسة المختصة بعين الاعتبار عند الضرورة مجموع مدد التأمين المنجزة فوق تراب القطرين .
- 4- لن الأطفال المخلولين للحق في المنافع العائلية المقررة في هاته المادة المادة هم الأطفال الموجودون تحت كفالة العامل حسب المدلول الذي يعطيه لرياه تشريع بلد إقامة الأطفال .
- 5- لن المستفيدين من رواتب الشيفوخة أو العجز ومن ليرادات حوادث الشغل وكذا ذوي حقوقهم الذين يحولون لإقامتهم إلى بلدهم الأصلي يستفيدون من المنافع العائلية ، وتقع هذه المنافع على عاتق القطر المدين بالراتب حسب الشروط المقررة في هاته المادة .

المادة 35 :

ستحدد السلطات الإدارية المختصة في الطرفين المتعاقدين وكذا هيئات الإتصال التي ستعينها هاته السلطات ، قواعد منح وصرف المنافع العائلية المخلولة بمقتضى المادة 34 المشار إليها أعلاه وذلك بواسطة لائحة الإجراءات الإدارية .

المادة 36 :

لن أطفال العامل الملحق المشار إليه في الفقرة 2 من المادة 5 من هذه الاتفاقية والذين يرافقونه بمناسبة أعماله المؤقتة فوق تراب الطرف الآخر يحولون الحقا في المنافع العائلية المقررة في تشريع البلد الأصلي .

الجزء الرابعالحكام المختلفةالمادة 37 :

يقع تحديد قواعد تطبيق هذه الاتفاقية من طرف السلطات الإدارية المختصة في القطرين بواسطة لائحة الإجراءات الإدارية العامة .

المادة 38

- على السلطات الإدارية المختصة القيام بما يلي :
- 1- اتخاذ كل الإجراءات الإدارية التكميلية من أجل تنفيذ هذه الاتفاقية وخاصة فيما يتعلق منها بنماذج الاستثمارات الضرورية لتطبيقها .
 - 2- تعيين الميات المؤهلة في كل من القطرين التي يمكنها أن تتراسل فيما بينها مباشرة .
 - 3- تبادل كل المعلومات المتعلقة بالإجراءات المتخذة لتطبيق هذه الاتفاقية
 - 4- تبادل جنييم المعلومات المتعلقة بالتعديلات التي تطرأ على تشريعات أو قوانين القطرين والتي من شأنها أن ترتب آثارا على تطبيق الاتفاقية وذلك في أقصر الأجال .
 - 5- تحدد باتفاق مشترك في إطار لائحة الإجراءات الإدارية العامة كيميائيات وقواعد ممارسة المزاينة الطبية وكذا طرق استرجاع المماريين الناتجة عنها بالإضافة لى إجراءات الخبرة الضرورية لتطبيق ماته الاتفاقية .

المادة 39

يمكن للسلطات الإدارية المختصة لكل من القطرين أن تعتمد بواسطة لائحة الإجراءات الإدارية لى ميثاقا المكلفة بالاتصال و بمهام تجميع بعض أو كل المنافع المنصوص عليها في هذه الاتفاقية وذلك لغاية تحويرها لى القطر الأخر .

المادة 40

لغرض تطبيق هذه الاتفاقية ، تتبادل السلطات الإدارية المختصة ومؤسسات القطرين المكلفة بتنفيذها تدخلاتها الودية وتعاونها الإداري والتقني وتقوم بذلك كما لو كان الشأن يدعو لى تطبيقه تشريعا الخاص ، ويتم التعاون مجانيا ما لم تنص لائحة الإجراءات الإدارية العامة على خلاف ذلك بشكل صريح .

المادة 41

- 1- يمتد مفعول الاستفادة من الاعفاءات أو التخفيضات الخاصة برسوم التسجيل والسجلات والتبوير والرسوم القنصلية المقررة في تشريع أحد الطرفين المتعاقدين على الوثائق التي يجب الإدلاء بها لدى الإدارات أو الميئات المختصة لهذا الطرف لى الوثائق المماثلة لها والتي يجب الإدلاء بها لتطبيق هذه الاتفاقية لدى الإدارات والميئات المختصة للطرف الأخر .
- 2- تعفى جميع العقود والوثائق ومرفقات الإثبات مما كان نوعا والتي يجب الإدلاء بها لغرض تنفيذ هذه الاتفاقية من تأشيرة تصحيح الإخطاء والإشهاد بالصحة .

المادة 42:

يمكن لسلطات ومؤسسات الطرفين الإتصال مباشرة فيما بينهما وكذا الإتصال بالمعنيين بالأمر , كما يمكنهما اللجوء إلى السلطات الدبلوماسية لكل من

القطريين .

المادة 43:

1- إن الطلبات والتصريحات والملتمسات أو الوثائق الأخرى التي يجب تقديمها تطبيقا لتشريع أحد الطرفين في أجل معين لدى السلطات أو المؤسسات المؤهلة في هذا الطرف , تكون مقبولة إذا قدمت في نفس الأجل لدى سلطة أو مؤسسة مماثلة في الطرف الآخر المتعاقد . وفي مثل هذه الحالة فلن السلطة أو المؤسسة التي وقع إشارتها بهذه الكيفية توجه بدون تأخير هذه الطلبات أو التصريحات أو الملتتمسات بعد أن تدمع عليها تاريخ التوصل للسلطة أو المؤسسة المختصة في الطرف الأول المتعاقد .

2- كل طلب منفعة يقدم تطبيقا لتشريع أحد الطرفين يعتبر عند الإقتضاء كطلب منفعة مماثلة تطبيقا لتشريع الطرف الآخر .

المادة 44:

رغم جميع المقتمنيات الداخلية المنظمة لعمليات الصرف , تلتزم حكومتيا القطريين بعدم عرقلة حرية تحويل مجموع الحقوق المالية المترتبة على تطبيق هذه الاتفاقية .

المادة 45:

تقوم المبيعات المدينة بالمنافع تطبيقا لهذه الاتفاقية بأداءها بعملية بلدا .

المادة 46:

إن الإجراءات التي يمكن أن تنص عليها المقتمنيات التشريعية والتنظيمية لكل من الطرفين المتعاقدين قصد صرف المنافع الممنوحة من قبل الهيئات المختصة لهذا الطرف فوق تراب الطرف الآخر , تطبق أيضا على الأشخاص الذين يستفيدون من منافع طبقا لهذه الاتفاقية ضمن نفس الشروط المطبقة على مواطني هذا الطرف .

المادة 47:

يتم تشكيل لجنة مختلطة تكلف أساسا بمتابعة تطبيق هذه الاتفاقية وبافتراح لدخال التغييرات المحتملة عليهما .

وستعقد لائحة الإجراءات الإدارية العامة بالإضافة إلى ذلك , اختصاصات هذه اللجنة وقواعد عملها .

المادة 48:

- 1- تقوم السلطات الإدارية المختصة لكل من القطرين باتفاق مشترك بحل جميع الصعوبات المتعلقة بتطبيق هذه الاتفاقية .
/...
2- في حالة عدم إمكانية التوصل إلى حل بهذه الطريقة يتعين حسم الخلاف وفقا لمسطرة تحكيم تنظم من طرف حكومتي القطرين .
يكون لقرار لجنة التحكيم صبغة الإلزام النهائي بالنسبة للطرفين .

المادة 49:

كل ملدة تأمين أنجزت بموجب تشريع أحد القطرين قبل تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التطبيق تؤخذ بحسب الإعتبار قصد تخويل وتحديد الحق في المنافع طبقا لأحكام هذه الاتفاقية .

المادة 50:

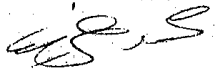
تقوم حكومة كل طرف من الطرفين المتعاقدين بإبلاغ حكومة الطرف الآخر باستكمال الإجراءات الدستورية المعمول بها بالنسبة إليها لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ .
وتصبح هذه الاتفاقية سارية المفعول في اليوم الأول/الموالي للشهر الذي يتم فيه تبادل وثائق التصديق .

المادة 51:

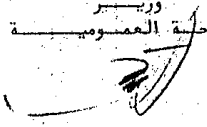
- 1- تبرم هذه الاتفاقية لمدة خمس سنوات تبتدئ من تاريخ دخولها حيز التطبيق ويتم تجديدها ضمنا من سنة لأخرى ما لم يقم إلغاء العمل بها ، والذي يجب الإبلاغ به على الأقل ستة أشهر قبل انقضاء الأجل المذكور .
2- في حالة إلغاء العمل بالاتفاقية تظل قابلة للتطبيق ، مقتضيات الاتفاقية ولائحة الإجراءات الإدارية العامة المخصوص عليهما في المادة 37 فيما يتعلق بالحقوق المكتسبة .
وبناء على ما تقدم ، تم التوقيع على هذه الاتفاقية من طرف الموقعين أسفله ، والمنتدبين من قبل حكومتيهما لهذا الغرض .

حرر بالجزائر في 1991/02/23 في نظيرين أصليين

عن حكومة
الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية
وزير
الشؤون الاجتماعية



عن حكومة
المملكة المغربية
وزير
الصحة العمومية



❑ ALLEMAGNE

Sécurité sociale

- Dahir n° 1-90-101 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la Convention faite à Rabat le 25 mars 1981 entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative à la sécurité sociale et de l'arrangement fait à Rabat le 19 avril 1984 relatif aux modalités d'application de ladite convention (1)

[...]

Convention entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative à la sécurité sociale

Le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne

Désireux de régler les relations entre leurs pays respectifs dans le domaine de la sécurité sociale sont convenus des dispositions suivantes :

Titre I: Dispositions générales

Article premier

Aux fins de l'application de la présente convention,

- 1) le terme « territoire » désigne en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne, le champ d'application de la législation visée par le numéro 1 du paragraphe 1 de l'article 2 ;
en ce qui concerne le Royaume du Maroc, le territoire national tel qu'il est défini par la loi marocaine ;

(1) B.O. du 2 mai 2002.

- 2) le terme « ressortissant » désigne en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne un Allemand au sens de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne ;
en ce qui concerne le Royaume du Maroc, un Marocain au sens du code de la nationalité ;
- 3) le terme « législation » désigne les lois, règlements, dispositions statutaires et autres actes législatifs se rapportant aux branches de sécurité sociale énumérées au paragraphe 1 de l'article 2 ;
- 4) le terme « autorité compétente » désigne en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne le Ministre fédéral du travail et des Affaires sociales ;
en ce qui concerne le Royaume du Maroc le Ministre du Travail et de la Formation Professionnelle
- 5) le terme « institution » désigne l'institution ou l'autorité chargée de l'exécution de la législation visée au paragraphe 1 de l'article 2 ;
- 6) le terme « institution compétente » désigne l'institution compétente en vertu de la législation applicable ;
- 7) le terme « emploi » désigne un emploi ou une activité au sens de la législation applicable ;
- 8) le terme « période de cotisation » désigne une période pour laquelle des cotisations ont été versées ou sont considérées comme étant versées conformément à la législation d'un des Etats contractants ;
- 9) le terme « période équivalente » désigne une période dans la mesure où elle est équivalente à une période de cotisation conformément à la législation de l'Etat contractant sous laquelle elle a été accomplie ou est considérée comme étant accomplie ;
- 10) le terme « période d'assurance » désigne une période de cotisation ou une période équivalente ;
- 11) le terme « prestation en espèces » désigne une pension (rente) ou une autre prestation en espèce y compris tout supplément, complément ou majoration ;
- 12) le terme « prestation en nature » désigne une prestation qui n'est pas une prestation en espèce.

Article 2

1. A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la présente Convention, elle est applicable
 - 1) à la législation allemande concernant
 - a) l'assurance maladie ainsi que la protection de la travailleuse mère dans la mesure où cette législation vise l'octroi de prestations en nature et en espèces par les institutions d'assurance maladie ;

- b) l'assurance accident
 - c) l'assurance invalidité-vieillesse et l'assurance complémentaire des travailleurs de la sidérurgie (huettenknappschaftliche Zusatzversicherung);
 - d) l'aide aux vieux agriculteurs;
- 2) à la législation marocaine concernant
- a) le régime de sécurité sociale;
 - b) les accidents du travail et les maladies professionnelles;
 - c) les régimes particuliers de sécurité sociale en tant qu'elle couvre des salariés ou assimilés et qu'elle concerne des risques et prestations courants de la législation sur les régimes de sécurité sociale.
2. Ne sont pas applicables, lors de l'application de la présente convention les dispositions d'autres accords internationaux ou de la législation supranationale liant un des Etats contractants ou prises en vertu de l'application de ceux-ci. Toutefois il ne sera pas dérogé aux dispositions contraires contenues dans l'Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et le Royaume du Maroc du 27 avril 1976.

Article 3

A moins qu'il n'en soit disposé autrement, la présente Convention s'applique :

- a) aux ressortissants d'un des Etats contractants;
- b) aux réfugiés au sens de l'article premier de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole du 31 janvier 1967 à ladite Convention;
- c) aux apatrides au sens de l'article premier de la Convention du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides;
- d) à d'autres personnes en ce qui concerne les droits dérivés des droits d'un ressortissant d'un des Etats contractants, d'un réfugié ou d'un apatride au sens du présent article.

Article 4

1. A moins que la présente Convention n'en dispose autrement, les personnes indiquées à l'article 3 et résidant sur le territoire de l'un des Etats contractants sont assimilées pour l'application de la législation de l'un des Etats contractants aux ressortissants de celui-ci.
2. A moins que la présente Convention n'en dispose autrement, les prestations accordées sous la législation de l'un des Etats contractants seront octroyées aux ressortissants de l'autre Etat contractant résidant hors des territoires des Etats contractants dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants du premier Etat qui y résident.

Article 5

A moins que la présente Convention n'en dispose autrement, la législation de l'un des Etats contractants qui subordonne l'ouverture du droit aux prestations en espèces et en nature ou l'octroi des prestations en espèce et en nature ou le versement des prestations en espèces à la condition que l'intéressé réside sur le territoire de cet Etat n'est pas applicable aux personnes visées à l'article 3 qui résident ou qui séjournent sur le territoire de l'autre Etat contractant.

Article 6

à moins que les articles 7 à 11 n'en disposent autrement, l'assujettissement des salariés à la sécurité sociale est régi par la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel ils sont occupés; cette disposition s'applique également lorsque l'employeur se trouve sur le territoire de l'autre Etat contractant.

Article 7

Lorsqu'un travailleur occupé sur le territoire de l'un des Etats contractants par une entreprise dont il relève normalement, est détaché par cette entreprise sur le territoire de l'autre Etat contractant afin d'y effectuer un travail pour le compte de celle-ci, il demeure soumis à la législation du premier Etat, pour ce qui concerne l'assujettissement à la sécurité sociale, jusqu'au terme du 36ème mois à compter de la date de détachement, comme s'il était encore occupé sur le territoire du premier Etat; si la durée de cette occupation se prolonge au-delà de 36 mois, la législation du premier Etat contractant continue à s'appliquer pour une nouvelle période maximum de 36 mois, à condition que les autorités compétentes des deux Etats contractants aient donné leur accord avant la fin de la première période de 36 mois.

Article 8

1. Pour ce qui concerne l'assujettissement à la sécurité sociale, l'équipage d'un navire est soumis à la législation de l'Etat contractant dont le navire bat pavillon.
2. Le travailleur salarié résidant sur le territoire de l'un des Etats contractants et occupé temporairement à bord d'un navire battant pavillon de l'autre Etat contractant, par un employeur ayant son siège sur le territoire du premier Etat et qui n'est pas propriétaire du navire, est soumis à la législation du premier Etat pour ce qui concerne l'assujettissement à la sécurité sociale, comme s'il était occupé sur le territoire de celui-ci.

Article 9

Les dispositions des articles 6 à 8 sont applicables par analogie aux personnes qui ne sont pas travailleurs salariés dans la mesure où les législations visées au paragraphe 1 de l'article 2 leur sont applicables.

Article 10

1. Lorsque les ressortissants de l'un des Etats contractants sont employés par cet Etat ou par un membre ou un agent d'une représentation officielle de cet Etat sur le territoire de l'autre Etat contractant, est applicable à ces emplois pour ce qui concerne l'assujettissement à la sécurité sociale la législation du premier Etat.
2. Les travailleurs visés au paragraphe 1 ayant résidé, avant le commencement de leur emploi, sur le territoire du pays d'emploi, pourront, dans les trois mois à partir de la date du commencement de l'emploi, opter pour l'application de la législation du pays d'emploi en ce qui concerne l'assujettissement à la sécurité sociale. L'option devra être notifiée à l'employeur. La législation pour laquelle l'intéressé a opté sera applicable à partir de la date de la notification.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent par analogie aux travailleurs visés au paragraphe 1 et occupés par un autre employeur public.

Article 11

Sur demande commune du travailleur salarié et de l'employeur ou sur demande de la personne assimilée au sens des dispositions de l'article 9, l'autorité compétente de l'Etat contractant dont la législation serait applicable conformément aux dispositions des articles 6 à 10 pourra admettre l'exemption de cette législation si la personne intéressée est soumise à la législation de l'autre Etat contractant. La décision tiendra compte de la nature et des conditions de l'emploi. Avant que la décision ne soit prise, l'autorité compétente de l'autre Etat contractant doit avoir l'occasion d'émettre son avis. Si le travailleur n'est pas occupé sur le territoire de ce dernier Etat, il est réputé être occupé au lieu de son dernier emploi. Si le travailleur n'a pas été occupé antérieurement sur le territoire de cet Etat, il est réputé être occupé au lieu où l'autorité compétente de cet Etat a son siège.

Article 12

1. La législation d'un Etat contractant prévoyant qu'un droit aux prestations n'existe pas ou que le droit aux prestations ou la prestation seront réduits en cas de cumul de ce droit ou de cette prestation et d'autres droits ou prestations, est applicable également à des situations analogues résultant de l'application de la législation de l'autre Etat contractant. S'il en résultait une réduction des deux prestations, chacune de celles-ci doit être réduite de la moitié du montant

duquel elles devraient être réduites conformément à la législation de l'Etat contractant en vertu de laquelle le droit existe.

2. Les dispositions du paragraphe précédent ne sont pas applicables lorsqu'il y a cumul de prestations de même nature au titre d'un accident de travail (maladies professionnelles) ou au titre de l'assurance légale invalidité-vieillesse, liquidées conformément aux chapitres 2 et 3 du Titre II.
3. La législation d'un Etat contractant prévoyant qu'un droit aux prestations n'existe pas ou que la prestation sera réduite tant que l'intéressé exerce une activité ou une activité déterminée ou tant qu'il est assujéti à l'assurance invalidité-vieillesse à titre obligatoire, est applicable également à des situations analogues résultant de l'application de la législation de l'autre Etat contractant ou se produisant sur le territoire de celui-ci.

Titre II : Dispositions particulières

Chapitre I : Assurance maladie

Article 13

Pour l'assujettissement à la sécurité sociale, le droit à l'assurance volontaire, l'ouverture du droit aux prestations et la durée d'octroi, les périodes d'assurance accomplies sous les législations des deux Etats contractants et les périodes du bénéficiaire d'une prestation seront totalisées à condition qu'elles ne se superposent pas.

Article 14

1. Le droit à l'assurance volontaire au titre de la législation d'un Etat contractant sera maintenu en cas de transfert de résidence sur le territoire de l'autre Etat contractant, lorsqu'une personne ayant été assurée au titre de la législation d'un Etat contractant transfère sa résidence sur le territoire de l'autre Etat contractant, elle peut continuer à s'assurer à titre volontaire au titre de la législation de ce dernier Etat. A cet effet est assimilée la cessation de l'assurance obligatoire. La personne continue à être assurée.
en République fédérale d'Allemagne auprès de la Caisse générale locale de maladie (allgemeine Ortskrankenkasse) compétente pour le lieu de résidence, au Royaume du Maroc auprès de la Caisse nationale de sécurité sociale.
3. Les dispositions du paragraphe 2 s'appliquent par analogie aux personnes dérivant leur droit à continuer à être assurées de l'assurance d'une autre personne.

Article 15

1. Les dispositions de l'article 5 ne sont applicables aux personnes.
 - a) qui ont transféré leur résidence (domicile) sur le territoire de l'autre Etat contractant après la réalisation du risque que lorsque l'institution compétente a préalablement autorisé ce transfert ;
 - b) pour lesquelles la réalisation du risque s'est produite pendant un séjour temporaire sur le territoire de l'autre Etat contractant que lorsque leur état nécessite immédiatement des prestations ;
 - c) pour lesquelles la réalisation du risque s'est produite après qu'elles ont cessé d'être assurées que lorsque ces personnes se sont rendues sur le territoire de l'autre Etat contractant en vue d'y exercer un emploi qui leur a été offert.
2. L'autorisation requise au titre du paragraphe 1 a) ne peut être refusée qu'à cause de l'état de santé de l'intéressé, sauf dans les cas de cure, où elle est laissée à l'appréciation de l'institution compétente qui tiendra dûment compte des motifs du transfert de résidence. Elle peut être donnée ultérieurement si l'intéressé a omis, pour des motifs valables, de la demander préalablement.
3. Les dispositions de l'article 5 ne sont pas applicables à une personne tant qu'elle peut prétendre aux prestations sous la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel elle séjourne.
4. Les dispositions du paragraphe 1 a) et b) et du paragraphe 2 ne sont pas applicables aux prestations de maternité.

Article 16

1. Pour l'application des dispositions de l'article 5 les prestations en nature sont servies
en République fédérale d'Allemagne
par la Caisse générale locale de maladie (Allgemeine Ortskrankenkasse)
compétente pour le lieu de séjour,
au Royaume du Maroc par la Caisse nationale de sécurité sociale.
2. Les prestations en nature sont servies selon des dispositions de la législation appliquée par l'institution du lieu de séjour; à la durée du service des prestations, aux membres de la famille à prendre en considération et aux dispositions législatives y afférentes régissant la procédure des litiges en matière de prestations s'appliquent, toutefois les dispositions de la législation appliquée par l'institution compétente.
3. Les prothèses ou autres prestations en nature de grande importance financière ne sont octroyées – exception faite des cas d'urgence absolue – que lorsque l'institution compétente donne son accord. Sont considérés comme étant

d'urgence absolue les cas où l'octroi de la prestation ne peut être différé sans que la vie ou la santé de l'intéressé ne soit sérieusement menacée.

4. Les personnes et organismes qui ont conclu, avec les institutions visées au paragraphe 1, des conventions sur le service de prestations en nature aux personnes affiliées à ces institutions ou aux membres de leur famille sont tenus d'assurer des prestations en nature également aux personnes visées à l'article 5 dans les mêmes conditions que si ces personnes étaient affiliées aux institutions visées au paragraphe 1 ou étaient des ayants droit des personnes affiliées et que les conventions couvraient aussi ces personnes.
5. En application des dispositions de l'article 5, les prestations en espèces seront versées par l'institution compétente directement aux bénéficiaires.
6. L'institution compétente rembourse à l'institution du lieu de séjour les sommes dépensées en vertu des dispositions du paragraphe 1 à l'exception des frais administratifs.
7. Sur proposition des institutions intéressées, les autorités compétentes peuvent convenir, pour tous les cas ou pour certaines catégories de cas, d'un remboursement forfaitaire des sommes dépensées en vue de simplifier la procédure administrative.

Article 17

1. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 2 et 3, les personnes qui bénéficient simultanément des pensions au titre des régimes d'assurance invalidité-vieillesse des deux Etats contractants ou qui en ont fait la demande seront soumises à la législation régissant l'assurance maladie des bénéficiaires de pensions de l'Etat contractant sur le territoire duquel ces personnes résident.
2. Lorsque le bénéficiaire d'une pension visé au paragraphe 1 transfère sa résidence sur le territoire de l'autre Etat contractant, la législation régissant l'assurance maladie des bénéficiaires de pensions du premier Etat contractant sera applicable jusqu'à la fin du mois suivant celui du transfert de résidence.
3. Lorsqu'un requérant visé au paragraphe 1 transfère sa résidence du territoire de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre la législation du premier Etat contractant régissant l'assurance maladie des bénéficiaires de pensions sera applicable jusqu'à la fin du mois suivant celui du transfert de résidence.
4. Lorsqu'une personne bénéficie d'une pension au titre du régime d'assurance invalidité-vieillesse d'un seul Etat contractant ou qu'elle n'a demandé qu'une seule pension, les dispositions de l'article 5 s'appliquent par analogie en ce qui concerne l'assujettissement à l'assurance en vertu de la législation régissant l'assurance maladie des bénéficiaires de pensions. Les dispositions du paragraphe 3 de l'article 15 sont applicables par analogie.

Article 18

L'application des dispositions de la présente Convention relatives aux prestations en nature de l'assurance maladie fera l'objet d'un Accord particulier qui tiendra compte des différences dans les situations existantes en la matière dans l'un et l'autre Etat contractant.

Chapitre 2: Assurance accident

Article 19

1. La législation d'un Etat contractant selon laquelle l'évaluation du taux de réduction de la capacité de travail ou la détermination du droit aux prestations résultant d'un accident du travail (d'une maladie professionnelle) au sens de cette législation prend en considération d'autres accidents du travail (maladies Professionnelles) s'applique également aux accidents du Travail (maladies professionnelles) couverts par la législation de l'autre Etat contractant comme s'ils étaient couverts par la législation du premier Etat Contractant. Sont assimilés aux accidents à prendre en considération ceux qui seront pris en considération selon d'autres prescriptions de droit public comme accidents ou d'autres cas donnant lieu à réparation.
2. L'institution compétente pour la réparation du risque détermine sa prestation selon le taux d'incapacité due à l'accident du travail (à la maladie professionnelle) qu'elle est tenue de prendre en considération sous la législation qu'elle applique.

Article 20

1. Pour l'ouverture du droit aux prestations au titre d'une maladie professionnelle, l'institution de l'un des Etats contractants tient compte également des activités exercées sur le territoire de l'autre Etat contractant et susceptibles en vertu de leur nature de provoquer ladite maladie. Si la victime peut prétendre aux prestations sous les législations des deux Etats contractants, les prestations en nature et les prestations en espèces, à l'exception de la rente, sont accordées exclusivement au titre de la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel le titulaire réside. La charge de la rente est répartie entre les institutions, chacune d'elles supportant la fraction qui correspond au prorata de la durée de l'activité exercée sur son territoire national par rapport à la durée des activités à prendre en considération selon les dispositions de la première phrase du présent paragraphe.
2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également à l'octroi de prestations aux survivants.

Article 21

1. Les dispositions de l'article 5 ne sont applicables, en ce qui concerne les prestations en nature, aux personnes qui ont transféré, pendant un traitement curatif, leur séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant que lorsque l'institution compétente a préalablement autorisé ce transfert.
2. L'autorisation prévue au paragraphe 1 ne peut être refusée qu'à cause de l'état de santé de l'intéressé. Elle peut être donnée ultérieurement si l'intéressé a omis, pour des motifs valables, de la demander préalablement.

Article 22

1. Les prestations en nature à accorder par une institution de l'un des Etats contractants à une personne sur le territoire de l'autre Etat contractant sont servies, sans préjudice des dispositions du paragraphe 3.
en République fédérale d'Allemagne par la Caisse générale locale de maladie (Allgemeine Ortskrankenkasse) compétente pour le lieu de séjour,
au Royaume du Maroc par la Caisse nationale de sécurité sociale.
2. Les prestations en nature sont servies conformément à la législation applicable à l'institution du lieu de séjour.
3. L'institution d'un Etat contractant prend des mesures de réadaptation professionnelle en faveur d'une personne se trouvant sur le territoire de l'autre Etat contractant dans la mesure où la législation de l'Etat du lieu de séjour comprend des prestations de réadaptation professionnelle; les mesures de réadaptation professionnelle sont prises par l'institution compétente du lieu de séjour. L'institution allemande est l'institution d'assurance accident qui serait compétente s'il fallait prendre une décision en ce qui concerne le droit aux prestations sous la législation allemande. L'institution compétente marocaine est la Caisse nationale de sécurité sociale.
4. Les prothèses et autres prestations en nature de grande importance financière ne seront accordées, exception faite des cas d'urgence absolue, que lorsque l'institution compétente donne son accord. Sont considérés comme étant d'urgence absolue les cas où l'octroi de la prestation ne peut être différé sans que la vie ou la santé de l'intéressé ne soit sérieusement menacée.
5. Les personnes et organismes qui ont conclu avec les institutions visées au paragraphe 1 des Conventions sur le service de prestations en nature aux personnes affiliées à ces institutions ou aux membres de leur famille sont tenus d'assurer des prestations en nature également aux personnes visées à l'article 5 dans les mêmes conditions que si ces personnes étaient des ayants droit des personnes affiliées et que si les conventions couvraient aussi ces personnes.

6. Les prestations en espèces, à l'exception des rentes, prestations en capital, allocations de soins et allocations décès seront versées par l'institution compétente directement au bénéficiaire.

Article 23

1. L'institution compétente rembourse à l'institution du lieu de séjour les sommes dépensées en vertu des dispositions de l'article 22 à l'exception des frais administratifs.
2. Sur proposition des institutions intéressées, les autorités compétentes peuvent convenir pour tous les cas ou pour certaines catégories de cas d'un remboursement forfaitaire des sommes dépensées en vue de simplifier la procédure administrative.

Chapitre 3 : Assurance invalidité, vieillesse, décès

Article 24

Dans les cas de période d'assurance à prendre en compte sous les législations des deux Etats contractants, il est tenu compte également, dans la mesure nécessaire, pour l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations sous la législation applicable, des périodes d'assurance à prendre en compte sous la législation de l'autre Etat contractant pour autant qu'elles ne se superposent pas. Les périodes d'assurance sont prises en compte telles qu'elles résultent de la législation de ce dernier Etat contractant.

Article 25

Les dispositions suivantes sont applicables à l'institution allemande :

1. Les périodes d'assurance marocaines à prendre en considération conformément aux dispositions de l'article 24 sont affectées à la branche d'assurance dont l'institution serait compétente si seules les périodes d'assurance à prendre en compte sous la législation allemande étaient considérées. Si dans ce cas le régime d'assurance invalidité-vieillesse des travailleurs des mines est compétent, les périodes d'assurance à prendre en compte sous la législation marocaine seront prises en compte par le régime d'assurance invalidité-vieillesse des travailleurs des mines à condition que ces périodes aient été accomplies dans des entreprises minières au fond; sinon les périodes de cotisation accomplies conformément à la législation marocaine seront prises en considération par l'assurance invalidité-vieillesse des ouvriers ou des employés en application exclusive de la législation allemande.
2. Les bases de calcul sont fixées en fonction des périodes d'assurance à prendre en considération pour le calcul des pensions sous la législation allemande.

3. Lorsque les conditions d'acquisition du droit à pension ne sont remplies qu'en application des dispositions de l'article 24, la fraction de pensions due au titre des périodes complémentaires (Zurechnungszeit) n'est versée qu'à moitié.
4. La Majoration pour enfant à charge ou le montant dont est majorée la pension d'orphelin sont versés conformément à la législation nationale s'il y a droit à pension, sans application des dispositions de l'article 24 et si sous la législation marocaine une allocation familiale ou une pension d'orphelin n'est pas à verser ; sinon la majoration pour enfant à charge ou le montant dont est majorée la pension d'orphelin est versé à moitié du montant dû en vertu de la législation nationale.
5. Quant à la suppression de la prestation compensatrice au titre de l'assurance invalidité-vieillesse des travailleurs des mines, les entreprises minières marocaines sont assimilées aux entreprises minières allemandes.
6. La pension de veuve est, le cas échéant, également et définitivement répartie entre les bénéficiaires ayant eu simultanément la qualité de conjointe. La législation allemande relative à la répartition de la pension de veuve entre les bénéficiaires ayant eu successivement la qualité de conjointe n'est pas affectée.

Article 26

Les dispositions suivantes sont applicables à l'institution marocaine :

1. Pour l'ouverture du droit à la pension de vieillesse au titre de la législation marocaine, il est tenu compte des seules périodes d'assurance accomplies sous cette législation.
2. Si, conformément à la législation marocaine, le demandeur n'a pas droit à une pension de vieillesse, compte tenu des seules périodes d'assurance accomplies sous cette législation, il est procédé à la totalisation de ces périodes et des périodes susceptibles d'être prises en considération conformément à la législation allemande pour autant qu'elles ne se superposent pas.
3. Si, à la suite de la totalisation prévue au point précédent, le demandeur a droit à une pension de vieillesse, conformément à la législation marocaine, l'institution compétente marocaine détermine la pension comme si les périodes d'assurance totalisées avaient été accomplies sous la législation qu'elle applique et étaient à prendre en compte pour le calcul de la pension. L'institution compétente calcule ensuite le montant dû sur la base de la pension ainsi déterminée au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique par rapport à la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation des deux Etats contractants.

4. Les dispositions des paragraphes 1 à 3 s'appliquent, par analogie, aux pensions d'invalidité et aux pensions de survivants.
5. La pension de veuve est, le cas échéant, également et définitivement répartie entre les bénéficiaires.

Titre III : Dispositions diverses

Chapitre I : Entraide administrative et judiciaire

Article 27

1. Pour l'application des législations visées au paragraphe 1 de l'article 2 et des dispositions de la présente Convention, les institutions, associations d'institution, autorités et juridictions des Etats contractants se prêteront leurs bons offices comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. L'entraide est gratuite à moins qu'il ne s'agisse de dépenses en espèces.
2. La première phrase du paragraphe 1 s'applique également aux examens médicaux. Les frais des examens médicaux, les frais de voyage, les pertes de salaires, les frais de logements encourus lorsqu'une personne est gardée en observation et d'autres dépenses en espèces, à l'exception des frais postaux seront remboursés par l'institution requérante. Les frais ne sont pas remboursés si l'examen médical est effectué dans l'intérêt des institutions compétentes des deux Etats contractants.

Article 28

Lorsque des données personnelles ou des secrets d'exploitation ou d'affaires sont communiqués par l'Etat contractant à l'autre en vertu de la présente convention ou d'un arrangement en vue de son application, le droit national respectif régissant la protection des données personnelles ainsi que des secrets d'exploitation ou d'affaires s'applique aussi bien à la communication qu'à l'utilisation.

Article 29

1. Les décisions exécutoires des juridictions et les actes exécutoires des institutions ou autorités d'un Etat contractant concernant les cotisations ou d'autres créances au titre des assurances sociales seront reconnues dans l'autre Etat contractant.
2. La reconnaissance ne peut être refusée que lorsqu'elle est contraire à l'ordre public de l'Etat contractant dans lequel la décision ou l'acte doit être reconnu.
3. Les décisions et actes exécutoires reconnus en vertu des dispositions du paragraphe 1 seront exécutés dans l'autre Etat contractant. La procédure d'exécution est subordonnée à la législation applicable dans l'Etat contractant sur le territoire

duquel l'exécution sera effectuée, à l'exécution de décisions et actes analogues arrêtés dans cet Etat. L'expédition de la décision ou de l'acte doit être accompagnée d'une déclaration d'exécution (clause exécutoire).

4. Les créances d'institutions sur le territoire d'un Etat contractant concernant les arriérés de cotisations bénéficient, en cas d'exécution forcée, de faillite ou de liquidation judiciaire sur le territoire de l'autre Etat contractant, des mêmes privilèges que les créances analogues sur le territoire de cet Etat.

Article 30

1. Les exemptions ou réductions de droits de timbre et de taxe y compris les taxes consulaires et frais administratifs prévues par la législation d'un Etat contractant pour les pièces ou documents à produire aux organismes de cet Etat visés au paragraphe 1 de l'article 27 sont applicables également aux pièces et autres documents à produire, en application des législations visées au paragraphe 1 de l'article 2, à un organisme correspondant de l'autre Etat contractant.
2. les pièces et documents à produire, aux fins de l'application des législations visées au paragraphe 1 de l'article 2 à un des organismes d'Etat contractant visés au paragraphe 1 de l'article 27 sont exemptés du visa de légalisation et d'autres formalités analogues pour être utilisés auprès d'organismes de l'autre Etat contractant.

Article 31

1. Aux fins de l'application de la législation visée au paragraphe 1 de l'article 2 et de la présente Convention, les organismes visés au paragraphe 1 de l'article 27 peuvent communiquer directement entre eux ainsi qu'avec les personnes intéressées et leurs mandataires dans leurs langues officielles. Cette disposition ne porte pas atteinte aux dispositions concernant l'emploi d'interprète. Les jugements, décisions ou autres documents peuvent être communiqués directement à une personne qui se trouve sur le territoire de l'autre Etat par lettre recommandée avec accusé de réception.
2. Les organismes d'un Etat contractant visés au paragraphe 1 de l'article 27 ne peuvent refuser des requêtes et des pièces pour la seule raison qu'elles sont rédigées dans la langue officielle de l'autre Etat contractant.

Article 32

1. Lorsque la demande d'une prestation a été introduite sous la législation d'un Etat contractant auprès d'un organisme de l'autre Etat contractant admis pour la réception de la demande d'une prestation analogue sous la législation qui lui est applicable, la demande est réputée introduite auprès de l'institution compétente.

Cette disposition est applicable par analogie à d'autres demandes ainsi qu'aux déclarations et recours.

2. Les demandes, déclarations et recours sont à communiquer sans délai par l'organisme de l'Etat contractant où ils ont été introduits à l'organisme compétent de l'autre Etat contractant.
3. Une demande de prestation sous la législation d'un Etat contractant est considérée comme demande d'une prestation analogue sous la législation de l'autre Etat contractant. Cette disposition ne s'applique pas lorsque le requérant demande expressément que la liquidation des droits acquis sous la législation de l'autre Etat contractant soit différée dans les cas où il peut choisir, sous la législation de cet Etat contractant, la date à prendre en considération pour déterminer si les conditions pour le bénéfice des prestations sont remplies.

Chapitre 2: Application et interprétation de la Convention

Article 33

1. Les gouvernements peuvent convenir des mesures administratives nécessaires pour l'application de la présente Convention, les autorités compétentes se tiendront informées mutuellement des modifications et des additions apportées à la législation visée à l'article 2 qui leur est applicable.
2. Pour l'application de la présente Convention, les organismes de liaison suivante seront institués :
 - en République fédérale d'Allemagne pour l'assurance maladie la Fédération nationale des caisses locales de maladie (Bundesverband dortskrankenkasser)
 - Pour l'assurance accident :
La fédération des associations professionnelles de l'industrie (hauptverband der gewerblichen berufsgenossenschaften e.v) à Bonn
 - pour l'assurance invalidité-vieillesse des ouvriers
l'Institution régionale d'assurance (Lander versicherungsanstalt Schwaben) à Augsburg,
 - pour l'assurance invalidité-vieillesse des employés
l'Institution fédérale d'assurance des employés (Bundesversicherungsanstalt fuer Angestellte) à Berlin,
 - Pour l'assurance invalidité-vieillesse des travailleurs des mines
l'Institution fédérale d'assurance des mineurs (Bundesknappschaft) à Bochum,
 - Pour l'assurance complémentaire des travailleurs de la sidérurgie
l'Institution régionale d'assurance de la Sarre (Landesversicherungsanstalt fuer das Saarland) à Saarbruecken ;
 - au Royaume du Maroc la Caisse nationale de sécurité sociale.

Article 34

1. Si une Personne bénéficiaire d'une prestation en vertu de la législation de l'un des Etats contractants pour un dommage survenu sur le territoire de l'autre Etat contractant détient un droit à réparation à l'égard d'un tiers en vertu des dispositions de cet Etat, l'institution du premier Etat contractant est subrogée dans les droits à réparation que le bénéficiaire détient à l'encontre du tiers en vertu de la législation qui lui est applicable.
2. Lorsque l'institution d'un Etat contractant a un droit à réparation direct à l'encontre du tiers sous la législation de cet Etat, l'autre Etat contractant reconnaît ce droit.
3. Si l'institution de l'un et de l'autre Etat contractant a des droits à réparation en ce qui concerne des prestations de même nature pour le même dommage, l'institution de l'un des Etats contractants fait valoir également, à la demande de l'institution de l'autre Etat, les droits de celle-ci. Le tiers pourra satisfaire aux droits des deux institutions en versant les sommes dues, avec effet libératoire, soit à l'une soit à l'autre institution. Les deux institutions répartiront entre elles les sommes perçues au prorata des prestations à verser par chacune d'elles.

Article 35

1. Les prestations en espèces à verser par l'institution d'un Etat contractant à une personne se trouvant sur le territoire de l'autre Etat contractant, sont dues dans la monnaie du premier Etat. La prestation en espèces due par une institution allemande sera versée, avec effet libératoire, à la personne se trouvant sur le territoire du Royaume du Maroc, le montant en étant transféré en monnaie allemande à une banque marocaine qui transmettra la contre-valeur en monnaie marocaine au titulaire. La prestation en espèces due par une institution marocaine sera versée, avec effet libératoire, à la personne se trouvant sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, le montant en Dirham étant converti par une banque marocaine en Deutsche Mark et une banque allemande recevant ordre de porter la contre-valeur en Deutsche Mark au crédit du titulaire. Le taux de change valable est la cote officielle marocaine du jour pour le Deutsche Mark.
2. Les sommes à verser par l'institution d'un Etat contractant à l'institution de l'autre Etat contractant seront exprimées dans la monnaie du dernier Etat. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 sont applicables par analogie aux sommes à verser par une institution dans les cas visés aux articles 29 et 34, à une institution de l'autre Etat contractant.

Article 36

1. Lorsque des prestations en espèces ont été indûment accordées par l'institution d'un Etat contractant, des sommes indûment versées peuvent être retenues en faveur de cette institution sur les arrérages à verser pour une prestation analogue sous la législation de l'autre Etat contractant.
2. En cas de cumul d'une indemnité de maladie versée selon la législation de l'un des Etats contractants et d'une pension d'invalidité-vieillesse versée en vertu de la législation de l'autre Etat contractant, les dispositions du paragraphe 1 sont appliquées.
3. Lorsque l'institution d'un Etat contractant a versé une avance compte tenu du droit à une prestation en vertu de la législation de l'autre Etat contractant, la somme ainsi versée sera retenue sur cette prestation en faveur de cette institution.
4. Lorsqu'une personne a droit, en vertu de la législation d'un Etat contractant, à une prestation en espèces pour une période pour laquelle un organisme d'assistance publique de l'autre Etat contractant a accordé à cette personne ou à ses ayants droit des prestations, cette prestation en espèces sera retenue à la demande et en faveur de l'organisme d'assistance subrogé comme si ce dernier était un organisme d'assistance ayant son siège sur le territoire du premier Etat.
5. les retenues prévues aux paragraphes 1 à 4 sont effectuées que lorsqu'il n'est pas possible d'opérer autrement.
6. Les retenues prévues aux paragraphes 1 à 4 s'effectuent conformément aux dispositions de la législation de l'Etat contractant applicables à l'institution qui opère ces retenues.

Article 37

1. Les différends entre les deux Etats contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention devront, autant que possible, être réglés par les autorités compétentes.
2. Si un différend ne peut être réglé de cette façon, il sera soumis, à la demande d'un Etat contractant, à un tribunal d'arbitrage.
3. Le tribunal d'arbitrage sera constitué ad hoc ; chaque Etat contractant nommera un membre et les deux membres se mettront d'accord pour choisir comme président le ressortissant d'un Etat tiers qui sera nommé par les gouvernements des deux Etats contractants. Les membres seront nommés dans un délai de deux mois, le président dans un délai de trois mois après que l'un des Etats contractants aura fait savoir à l'autre qu'il désire soumettre le différend au tribunal d'arbitrage.

4. Si les délais prévus au paragraphe 3 ne sont pas respectés et à défaut d'un autre arrangement, chaque Etat contractant pourra prier le Président de la Cour Internationale de Justice de procéder aux nominations nécessaires. Au cas où le Président serait ressortissant de l'un des Etats contractants ou qu'il serait empêché pour une autre raison, il appartiendra au vice-président de procéder aux nominations. Si le vice-président était, lui aussi, ressortissant de l'un des Etats contractants ou, qu'il était également empêché, c'est au membre de la Cour suivant immédiatement dans la hiérarchie et qui n'est pas ressortissant de l'un des Etats contractants qu'il appartiendra de procéder aux nominations.
5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions sur la base des traités existant entre les Etats et du Droit international général, à la majorité des voix. Ses décisions sont obligatoires. Chaque Etat contractant prendra à sa charge les frais occasionnés par l'activité de son propre membre, ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure devant le tribunal d'arbitrage ; les frais du président ainsi que les autres frais seront assumés, à parts égales, par les deux Etats contractants. Le tribunal d'arbitrage pourra fixer d'autres modalités de prise en charge des dépenses. Pour le reste, le tribunal d'arbitrage règle lui-même sa procédure.

Titre IV : Dispositions transitoires et finales

Article 38

1. A moins que la présente Convention n'en dispose autrement, elle n'ouvre aucun droit au versement de prestations pour des périodes antérieures à la date de son entrée en vigueur.
2. Pour l'application de la présente Convention, il sera tenu compte aussi des faits pertinents survenus aux termes des législations des Etats contractants avant son entrée en vigueur.
3. Quant aux décisions antérieures, leur force de chose jugée ne s'oppose pas à l'application de la présente Convention.
4. Les pensions (rentes) liquidées avant l'entrée en vigueur de la présente Convention peuvent être révisées d'office compte tenu des dispositions de la Convention. Dans ces cas, la date à laquelle l'institution ouvre la procédure est considérée, sans préjudice des dispositions du paragraphe 3 de l'article 32, comme date d'introduction de la demande conformément à la législation de l'autre Etat contractant.
5. Lorsque, à la suite de la révision visée au paragraphe 4, l'intéressé n'aurait droit à aucune pension (rente) ou qu'à une pension (rente) inférieure à celle versée en dernier lieu avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, le montant de la pension (rente) à verser sera le même qu'auparavant.

Article 39

Le Protocole final annexé fait partie de la présente Convention.

Article 40

La présente Convention s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne au Gouvernement du Royaume du Maroc dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 41

1. La présente Convention sera conclue pour une durée indéterminée. Chaque Etat contractant pourra la dénoncer à l'expiration d'une année civile sous réserve d'un préavis de trois mois.
2. Lorsque la Convention cesse d'être en vigueur à la suite de sa dénonciation, ses dispositions continuent d'être applicables aux droits à prestations acquis antérieurement; aucune disposition limitative relative à la forclusion d'un droit ou à la suspension ou suppression d'une prestation du fait de séjour dans un autre Etat ne portera atteinte à ces droits.

Article 42

1. La présente Convention sera soumise à ratification. Les instruments de ratification seront échangés à Bonn aussitôt que possible.
2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le dernier jour du mois au cours duquel les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisée par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rabat, le 25 mars 1981, en double exemplaire en langues arabe, allemande et française, les trois textes faisant foi. En cas de divergences dans l'interprétation du texte arabe et du texte allemand, le texte français prévaudra.

*
* * *

Protocole final à la Convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne

En signant la Convention relative à la sécurité sociale conclue ce jour entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne, les plénipotentiaires des deux Etats contractants déclarant qu'ils sont convenus de ce qui suit :

1. Ad article 2 de la Convention :

- a) le chapitre 3 du titre II de la Convention n'est pas applicable au régime d'assurance complémentaire des travailleurs de la sidérurgie en vigueur en République fédérale d'Allemagne et au régime d'aide aux vieux agriculteurs.
- b) Si sous la législation de l'un des Etats contractants outre les conditions pour l'application des dispositions de la présente Convention sont également remplies les conditions pour l'application d'une autre Convention ou d'une législation supranationale, l'institution de cet Etat Contractant ne prend pas en considération l'application des dispositions de la présente Convention l'autre Convention ou réglementation supranationale. Toutefois, il ne sera pas dérogé aux dispositions contraires contenues dans l'Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et le Royaume du Maroc du 27 avril 1976.
- c) Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention et celles de la lettre b) ci-dessus, ne sont pas applicables dans la mesure où la législation relative à la sécurité sociale, résultant pour la République fédérale d'Allemagne d'accords internationaux ou de la législation supranationale ou prévue pour l'application de ceux-ci contient des dispositions régissant la répartition des charges d'assurance.

2. Ad article 4 de la Convention :

- a) Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également aux dispositions allemandes relatives aux cotisations, aux taxes et aux prestations en vertu de la réglementation sur l'assurance chômage. Les prestations en vertu de la réglementation sur la promotion de l'emploi sont accordées dans les conditions prévues par cette réglementation.
- b) Les dispositions des traités intergouvernementaux régissant la répartition des charges d'assurance ne sont pas affectées.
- c) La législation d'un Etat contractant qui garantit la participation des assurés et des employeurs dans les organes d'administration autonome des institutions et des associations d'institutions ainsi que dans la juridiction en matière de sécurité sociale n'est pas affectée.

- d) Les personnes assimilées aux ressortissants de l'un des Etats contractants conformément aux dispositions du paragraphe 1 ne sont pas habilitées à s'affilier à titre volontaire à l'assurance invalidité-vieillesse de cet Etat contractant tant qu'elles résident en dehors de son territoire.
- e) La précédente disposition n'affecte pas les dispositions transitoires allemandes ou la législation allemande en faveur de personnes assimilées auxquelles est applicable le numéro 19 du présent Protocole final.

3. Ad article 5 de la Convention :

- a) La législation allemande concernant les prestations au titre d'accidents survenus (maladies professionnelles contractées) à un moment où la victime n'était pas assurée sous la législation fédérale, de périodes d'assurance qui n'ont pas été accomplies sous la législation fédérale n'est pas affectée,
- b) La législation allemande concernant les mesures médicales, professionnelles et complémentaires en matière de réadaptation adoptées par les organismes de l'assurance invalidité-vieillesse n'est pas affectée.

4. Ad articles 7 à 11 de la Convention :

Lorsqu'en vertu des dispositions des articles 7, 10 ou 11 de la Convention, un travailleur salarié n'est pas soumis à la législation de l'Etat, contractant sur le territoire duquel il est occupé, mais à la législation de l'autre Etat contractant, la législation du premier Etat relative aux cotisations, aux taxes et aux prestations en vertu des dispositions sur la promotion de l'emploi et l'assurance-chômage n'est pas applicable à lui et son employeur. Il en est de même pour le travailleur salarié qui, en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 8, n'est pas soumis à la législation de l'Etat contractant dont le navire, sur lequel il est occupé, bat pavillon.

5. Ad article 10 de la Convention :

Pour les personnes occupées à la date d'entrée en vigueur de la Convention le point de départ du délai fixé au paragraphe 2 est cette date.

6. Ad article 12 de la Convention :

- a) Pour l'application de la législation allemande, les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas au cumul d'une pension invalidité-vieillesse au titre de la législation allemande régissant l'assurance invalidité-vieillesse avec une rente au titre de la législation marocaine régissant l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.
- b) L'assimilation ne s'applique pas au remboursement de cotisations en matière d'assurance invalidité-vieillesse légale.

7. Ad article 13 de la Convention :

- a) Les dispositions de l'article 13 sont applicables par analogie aux prestations dont l'octroi conformément à la législation allemande est laissé à l'appréciation d'une institution.
- b) Lorsque l'assujettissement selon la législation allemande régissant l'assurance maladie résulte du mariage avec une personne assujettie à l'assurance maladie allemande, est assimilé à ce mariage celui avec une personne assujettie à l'assurance maladie marocaine.

8. Ad titre II chapitre 1 de la Convention :

1. Le forfait d'accouchement accordé au titre de la législation allemande est une prestation en nature.
2. Les examens médicaux requis par la législation allemande pour l'octroi des prestations visées au paragraphe précédent sont assimilés à des examens analogues prévus par la législation marocaine au sens du numéro 9 du présent Protocole final.

9. Ad article 16 de la Convention et ad numéro 8 du présent Protocole final :

En ce qui concerne le Royaume du Maroc les termes « législation appliquée » (paragraphe 2) désignent les règles selon lesquelles les personnes visées bénéficieront, à la charge des institutions allemandes et dans les conditions fixées par l'accord particulier (Article 18 de la Convention) régime de soins de santé qui sera organisé à leur intention par la Caisse nationale de sécurité sociale sur la base des dispositions réglementaires en la matière.

10. Ad article 17 de la Convention :

- a) S'il y a lieu au d'appliquer, en vertu du paragraphe 1 de cet article, la législation marocaine, une contribution à la cotisation à l'assurance maladie des bénéficiaires de pensions n'est pas accordée.
- b) S'il y a lieu d'appliquer, en vertu du paragraphe 4 de cet article, la législation allemande en matière d'assurance maladie des bénéficiaires de pensions, l'institution d'assurance compétente est celle qui le serait si la personne résidait sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne. La Caisse générale locale à Bonn sera compétente au cas où il n'a pas été possible d'établir la compétence de toute autre caisse d'assurance maladie ou la personne intéressée était assurée auprès d'une Caisse générale locale.
- c) Lorsque le bénéficiaire d'une pension invalidité-vieillesse au titre de l'assurance invalidité-vieillesse allemande réside sur le territoire du Royaume du Maroc les cotisations à verser en raison de l'assujettissement au régime d'assurance

maladie allemand pour ces bénéficiaires seront retenues sur la pension par l'institution compétente allemande de l'assurance invalidité-vieillesse en faveur de l'institution compétente allemande de l'assurance maladie.

- d) La législation d'un Etat contractant prévoyant que le postulant à pension doit d'abord payer lui-même jusqu'au moment de l'octroi de la pension les cotisations à l'assurance obligatoire à laquelle il est soumis en raison de l'introduction de la demande à pension ne s'applique pas aux personnes visées au paragraphe 4. Pendant la période entre l'introduction de la demande et le moment où est donné l'avis de pension sont seulement accordées des prestations en nature. L'allocation décès et l'allocation de maternité seront accordées lorsqu'il aura été donné suite à la demande à pension. Lorsque la demande est refusée, les frais encourus pour les prestations en nature ne sont pas à rembourser par l'institution compétente.

11. Ad article 19 de la Convention :

Si en vertu de la législation allemande le bénéfice d'une pension au titre de l'assurance invalidité-vieillesse porte ses effets sur le montant du droit à prestation au titre de l'assurance accident, le même effet se produira en ce qui concerne le bénéfice d'une pension de même nature sous la législation marocaine.

12. Ad titre II, chapitre 2 de la Convention :

Les dispositions du numéro 6 de l'article 25 sont applicables par analogie.

13. Ad article 22 de la Convention :

L'institution d'assurance allemande accident, qui serait compétente s'il fallait prendre une décision en ce qui concerne le droit aux prestations sous la législation allemande, peut accorder la prestation à la place de l'institution allemande visée au paragraphe 1.

14. Ad titre II de la Convention :

Les ressortissants allemands séjournant sur le territoire du Royaume du Maroc peuvent dans le cadre du régime marocain des changes, transférer des cotisations à une institution allemande.

15. Ad article 24 de la Convention :

Les dispositions de l'article 24 ne s'appliquent pas à l'octroi de prestations laissées à l'appréciation des institutions allemands aux personnes visées à l'article 3.

16. Ad article 25 de la Convention :

- a) Lors de l'application des dispositions du numéro 2 de l'article 25 de la Convention, les périodes d'assurance accomplies sous la législation marocaine ne seront pas prises en considération dans le nombre minimum d'années d'assurance requises pour le calcul d'une pension sur la base d'un revenu minimum.
- b) Pour l'octroi du supplément de prestation sous la législation allemande concernant l'assurance invalidité-vieillesse des travailleurs des mines aux personnes visées à l'article 3, les dispositions de l'article 24 ne sont pas applicables.

17. Ad article 25 de la Convention :

Des entreprises minières au sens du paragraphe 1 de cet article sont des entreprises dans lesquelles des minéraux ou des matières analogues sont exploités à la façon de mineurs ou dans lesquelles les produits de carrières et de dragage sont exploités en majeure partie au fond.

18. Ad article 29 de la Convention :

Sont considérées également comme autres créances au sens du paragraphe 1 de cet article les droits à réparation à l'égard du tiers, visée au paragraphe 1 de l'article 34.

19. Lors de l'application de la Convention, la législation allemande n'est pas affectée dans la mesure où elle contient des dispositions plus favorables en faveur de personnes ayant subi des préjudices en raison de leur conviction politique ou de leur race, de leur religion ou de leur idéologie.

Fait à Rabat, le 18 jourmada I 1401 (25 mars 1981), en double exemplaire en langues arabe, allemande et française, les trois textes faisant foi. En cas de divergences dans l'interprétation du texte arabe et du texte allemand, le texte français prévaudra.

*
* *
*

Arrangement relatif aux modalités d'application de la Convention du 25 mars 1981 entre Le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne sur la sécurité sociale Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne,

en application du paragraphe 1 de l'Article 33 de la Convention du 25 mars 1931 entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative à la sécurité sociale, désignée ci-après « Convention »,

Sont Convenus de ce qui suit :

Titre premier : Dispositions générales

Article premier

Les termes définis dans la Convention seront utilisés dans les dispositions suivantes avec le même sens que celui qui leur est attribué dans la Convention.

Article 2

Les organismes de liaison institués en vertu du paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention et les institutions spéciales allemandes de l'assurance invalidité-vieillesse sont chargés d'assurer, dans le cadre de leur compétence, l'information générale des personnes concernées de leurs droits et obligations découlant de la Convention.

Article 3

1. Les organismes de liaison institués en vertu du paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention et les institutions spéciales allemandes de l'assurance invalidité-vieillesse conviennent, dans le cadre de leur compétence et après consultation des autorités compétentes, des mesures nécessaires à l'application de la Convention. Le paragraphe 1 de l'article 33 de la Convention ne sera pas affecté.
2. Les organismes de liaison institués en vertu du paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention et les institutions spéciales allemandes de l'assurance invalidité-vieillesse conviennent des langues dans lesquelles les formulaires utilisés lors de l'application de la Convention et du présent Arrangement doivent être rédigés et remplis.

Article 4

1. Les organismes visés au paragraphe 1 de l'article 27 de la Convention sont tenus de se communiquer entre eux, dans le cadre de leur compétence, et de communiquer aux personnes intéressées, sur leur demande, les faits et pièces justificatives nécessaires à la sauvegarde de leurs droits et obligations découlant de la législation visée au paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention, et du présent Arrangement.
2. Lorsque, conformément à la législation visée au paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention, conformément à la Convention ou au présent Arrangement, une personne a l'obligation d'informer l'institution ou un autre organisme de certaines situations, cette obligation d'information est applicable également à des situations analogues se produisant sur le territoire de l'autre Etat contractant ou résultant de l'application des dispositions légales de celui-ci. Ceci vaut également lorsqu'une personne est tenue de présenter certaines pièces justificatives.

Article 5

1. Les dispositions de l'article 7 de la Convention s'appliquent également à un travailleur qui se trouverait déjà en position de détachement à la date d'entrée en vigueur de la Convention. Dans ce cas, le délai de 36 mois civils visé à l'article 7 de la Convention commence à courir seulement à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention.
2. Dans les cas visés aux articles 7 et 11 de la Convention, l'institution compétente de l'Etat contractant dont la législation est applicable, délivre à la personne intéressée, sur sa demande, une attestation confirmant que cette personne est soumise à cette législation.
3. En République fédérale d'Allemagne, l'institution de l'assurance maladie délivre l'attestation visée au paragraphe 2 ci-dessus également pour les autres branches d'assurance. Lorsqu'une personne est seulement soumise à l'assurance accidents, l'attestation est délivrée par l'institution compétente de l'assurance accidents.
4. Au Royaume du Maroc, cette attestation sera délivrée par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Article 6

1. Les prestations en espèces dues par l'institution d'un Etat contractant au titulaire se trouvant dans l'autre Etat contractant seront versées sans intervention de l'organisme de liaison de cet Etat contractant par voie de paiements postaux ou par voie bancaire.
2. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 35 de la Convention s'appliquent par analogie aux paiements postaux.

Titre II : Dispositions particulières

Chapitre premier : Assurance maladie

Article 7

1. Toute personne désireuse de bénéficier de prestations en espèces en cas de séjour ou de résidence sur le territoire de l'Etat contractant où l'institution compétente n'a pas son siège, présentera à l'institution du lieu de séjour ou de résidence dans les sept jours ouvrables suivant la réalisation de l'incapacité de travail, un certificat médical relatif à cette incapacité de travail. L'institution du lieu de séjour ou de résidence vérifie l'incapacité de travail de ladite personne dans les meilleurs délais et communique le résultat à l'institution compétente au plus tard dans les deux semaines suivant la présentation du certificat.

2. Si l'incapacité de travail se prolonge au-delà de la durée probable, les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent par analogie.

Chapitre 2 : Assurance accidents

Article 8

1. A la déclaration de l'accident du travail (maladie professionnelle) s'applique la législation de l'Etat contractant dont relève l'assurance.
2. La déclaration sera faite auprès de l'institution compétente. Celle-ci en informera sans délai l'institution du lieu de séjour ou de résidence. La déclaration peut être adressée également à cette dernière. Celle-ci la transmettra sans délai à l'institution compétente.
3. Les dispositions de l'article 7 s'appliquent par analogie.

Chapitre 3 : Assurance invalidité-vieillesse

Article 9

1. Dans la mesure où cela n'est pas encore réglé par la législation allemande, la liquidation et l'octroi des prestations, à l'exception des prestations médicales professionnelles et complémentaires en matière de réadaptation, incombent, dans le cadre de l'assurance invalidité-vieillesse des ouvriers, à l'organisme de liaison institué à cet effet,
 - a) si des périodes d'assurance selon les législations allemande et marocaine ont été accomplies ou sont à prendre en considération, ou
 - b) si le bénéficiaire réside sur le territoire du Royaume du Maroc, ou
 - c) si le bénéficiaire réside en tant que ressortissant marocain en dehors des Etats contractants.
2. La compétence des institutions spéciales allemandes n'est pas affectée.

Article 10

Pour l'application de l'article 24 de la Convention, on considère qu'une période d'assurance d'un mois civil selon la législation allemande équivaut à 26 jours d'assurance selon la législation marocaine.

Article 11

Les institutions visées au paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention et à l'article 9 du présent Arrangement échangeront des statistiques arrêtées au 31 décembre de chaque année et relatives aux paiements effectués vers l'autre Etat

contractant. Les données doivent, dans la mesure du possible, porter sur le nombre et le montant global des pensions et paiements forfaitaires décomposés d'après les différentes catégories de pensions.

Titre III : Dispositions finales

Article 12

Le présent Arrangement s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne au Gouvernement du Royaume du Maroc dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Arrangement.

Article 13

Le présent Arrangement entrera en vigueur dès que les deux gouvernements auront notifié l'un à l'autre que les conditions nécessaires à l'entrée en vigueur conformément aux dispositions légales nationales sont remplies. Il sera appliqué à partir du jour de l'entrée en vigueur de la Convention.

Fait à Rabat, le 19 avril 1984, en double exemplaire en langues allemande, arabe et française, les trois textes faisant foi. En cas de divergence dans l'interprétation du texte allemand et du texte arabe, le texte français prévaudra.

- **Dahir n° 1-96-199 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la convention entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative aux allocations familiales, faite à Rabat le 25 mars 1981 (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative aux allocations familiales, faite à Rabat le 25 mars 1981 ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la convention précitée fait à Bonn le 19 juin 1996,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative aux allocations familiales, faite à Rabat le 25 mars 1981.

Fait à Tanger, le 21 kaada 1421 (15 février 2001).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,
Abderrahman Youssoufi.

*

* *

(1) *B.O.* n° 4918 du 19 juillet 2001.

Convention entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative aux allocations familiales

Le Royaume du Maroc
et
la République fédérale d'Allemagne

Désireux d'étendre leurs relations dans le domaine de la sécurité sociale également aux allocations familiales,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Titre premier : Dispositions générales

Article premier

Au fins de l'application de la présente Convention,

1. Le terme « territoire » désigne en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne, le champ d'application de la législation visée au numéro 1 du paragraphe 1 de l'article 2 ;
En ce qui concerne le Royaume du Maroc, le territoire national tel qu'il est défini par la loi marocaine ;
2. Le terme « ressortissant » désigne en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne, un Allemand au sens de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne ;
En ce qui concerne le Royaume du Maroc, un Marocain au sens du code de la nationalité ;
3. Le terme « législation » désigne les lois et autres actes législatifs se rapportant aux branches de sécurité sociale visée au paragraphe 1 de l'article 2 ;
4. Le terme « autorité compétente » désigne en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne, le Ministre fédéral du travail et des affaires sociales ;
En ce qui concerne le Royaume du Maroc, le Ministre du Travail et de la formation professionnelle ;
5. Le terme « institution » désigne l'institution ou l'autorité chargée de l'exécution de la législation visée au paragraphe 1 de l'article 2 ;
6. Le terme « institution compétente » désigne l'institution compétente en vertu de la législation applicable ;
7. Le terme « période de cotisation » désigne une période pour laquelle des cotisations ont été versées ou sont considérées comme étant versées conformément à la

législation telle que définie à la Convention germano-marocaine relative à la sécurité sociale (désignés ci-après Convention relative à la sécurité sociale) ou à la présente Convention ;

8. Le terme « période équivalente » désigne une période dans la mesure où elle est équivalente à une période de cotisation conformément à la législation telle que définie à la Convention relative à la sécurité sociale ou à la présente Convention, législation sous laquelle elle a été accomplie ou est considérée comme étant accomplie.

Article 2

1. A moins que la présente Convention n'en dispose autrement, elle est applicable :
 - 1) à la législation allemande relative aux allocations familiales (« Kindergeld ») ;
 - 2) aux dispositions de la législation marocaine relatives aux allocations familiales.
2. Ne sont pas applicables, lors de la l'application de la présente Convention, les dispositions d'autres accords internationaux ou de la législation supranationale liant un des Etats contractants ou prise en vertu de l'application de ceux-ci. Toutefois, il n'est pas dérogé aux dispositions contraires contenues dans l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et le Royaume du Maroc du 27 avril 1976.

Article 3

A moins qu'il n'en soit disposé autrement, la présente Convention s'applique aux travailleurs salariés qui sont :

- a) des ressortissants de l'un des Etats contractants ;
- b) des réfugiés au sens de l'article premier de la Convention du 28 juillet 1951 relative aux statuts des réfugiés et du Protocole du 31 janvier 1957 à ladite Convention ;
- c) des apatrides au sens de l'article premier de la Convention du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides.

Article 4

Les travailleurs salariés visés à l'article 3 et résident sur le territoire de l'un des Etats contractants sont assimilés pour l'application de la législation de cet Etat contractant aux ressortissants de celui-ci.

Article 5

1. Les dispositions des articles 6 à 8 et 10 de la Convention relative à la sécurité sociale s'appliquent par analogie à l'obligation de verser des cotisations et à l'octroi

des allocations familiales ; les dérogations en vertu des dispositions de l'article 11 de ladite Convention sont également applicables aux allocations familiales.

2. Lorsque, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, la législation de l'Etat contractant sur le territoire, duquel le travailleur salarié est occupé n'est pas applicable, ceci s'applique également à son conjoint à condition que celui-ci ne soit pas soumis comme travailleur salarié en vertu d'un emploi personnel à la législation de cet Etat contractant.

Titre II : Dispositions particulières

Article 6

Dans la mesure où, sous la législation de l'un des Etats contractants, le droit aux allocations familiales est subordonné à l'accomplissement de périodes de cotisation ou de périodes équivalentes, l'institution compétente de cet Etat contractant prend également en considération les périodes de cotisation et les périodes équivalentes accomplies par le bénéficiaire comme travailleur salarié sous la législation de l'autre Etat contractant visée par la Convention relative à la sécurité sociale. Lorsque la législation de l'un des Etats contractants subordonne le droit aux allocations familiales à l'accomplissement d'une durée déterminée d'immatriculation à l'institution compétente, les périodes de cotisation et les périodes équivalentes accomplies sous la législation de l'autre Etat contractant visée par la convention relative à la sécurité sociale sont assimilées à des périodes d'immatriculation à l'institution compétente.

Article 7

1. Un travailleur qui en vertu du paragraphe 1 de l'article 5 est soumis pendant la durée de son emploi à la législation de l'un des Etats contractants a également droit aux allocations familiales pour les enfants résidant sur le territoire de l'autre Etat contractant. Sont assimilées à un emploi les périodes pendant lesquelles le travailleur bénéficie, après l'expiration de son contrat de travail, des prestations en espèces pour incapacité de travail temporaire au titre de l'assurance maladie ou des prestations au titre de l'assurance chômage et réside sur le territoire du premier Etat contractant.
2. Sont pris en considération pour la détermination du droit aux allocations familiales prévues au paragraphe 1 six enfants au maximum. Les enfants qui ne sont pas déclarés à l'état civil, ne sont pas pris en considération.
3. Compte tenu des allocations familiales accordées au total pour une famille au Maroc sous la législation marocaine – principe du pays de résidence – le taux des allocations familiales pour le travailleur soumis à la législation allemande est

de 10 deutsche mark par mois pour le premier enfant et de 25 deutsche mark par mois pour chaque enfant du deuxième au sixième enfant.

Pour le travailleur soumis à la législation marocaine, le taux des allocations familiales est de 36 dirhams par enfant et par mois.

Lorsque les conditions ayant été à la base de l'établissement des taux fixés ci-dessus auront notablement changé, il sera ouvert des négociations en vue de leur modification.

4. Les allocations familiales sont à verser pour les enfants énumérés ci-dessous jusqu'à l'âge de dix-huit ans révolus, à condition que ceux-ci ne soient pas mariés.
 - 1) les enfants légitimes ;
 - 2) les enfants légitimés ;
 - 3) les enfants adoptifs ;
 - 4) les enfants naturels reconnus ;
 - 5) les enfants d'un autre lit qui vivent sous le toit du bénéficiaire.
5. Lorsque les conditions ouvrent droit aux allocations familiales sont remplies pour un enfant en vertu de la présente Convention et de la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel l'enfant réside, les allocations familiales sont exclusivement accordées sous la législation de cet Etat contractant.
6. Lorsque, au cours d'un mois civil, un enfant transfère sa résidence du territoire de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre Etat contractant, les allocations familiales pour ce mois sont à verser exclusivement sous la législation de l'Etat contractant applicable au début de ce mois, le cas échéant, en relation avec les dispositions de la présente Convention.
7. Les allocations familiales sont versées par l'institution compétente dans la monnaie de l'Etat contractant à la législation duquel le travailleur est soumis. A la demande du travailleur, l'institution compétente verse les allocations familiales, par l'intermédiaire de l'organisme de liaison dans le pays de résidence de l'enfant, avec effet libératoire, à la personne physique ou morale assurant principalement la garde de l'enfant. Le versement est également effectué à cette personne si elle apporte la preuve que les allocations familiales versées au travailleur ne sont pas envoyées par celui-ci à l'entretien de l'enfant. Lorsque, en plus du conjoint du bénéficiaire, d'autres personnes assurent la garde de l'enfant, les allocations familiales doivent être versées au conjoint. Le travailleur est considéré comme bénéficiaire des allocations familiales au sens des dispositions régissant le remboursement des allocations familiales indûment accordées.

Titre III : Dispositions diverses

Article 8

Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 27, de l'article 28, des paragraphes 1 à 3 de l'article 29, de l'article 30, de l'article 31, des paragraphes 1 et 2 de l'article 32, de l'article 35, des paragraphes 1 et 3 à 6 de l'article 36 et de l'article 37 de la Convention relative à la sécurité sociale sont applicables par analogie.

Article 9

1. Les autorités compétentes pourront convenir des mesures administratives nécessaires à l'application de la présente Convention. Elles se tiendront informées mutuellement des modifications et des compléments appropriés à la législation visée à l'article 2 et qui leur est applicable.
2. Pour faciliter l'application de la présente Convention, les organismes de liaison suivants sont institués :
 - en République fédérale d'Allemagne la Centrale de l'Office fédéral de l'emploi à Nuremberg ;
 - au Royaume du Maroc la Caisse nationale de sécurité sociale.

Titre IV : Dispositions finales

Article 10

La présente Convention s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne au gouvernement du Royaume du Maroc dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 11

La présente Convention sera conclue pour une durée indéterminée. Chaque Etat contractant pourra la dénoncer à l'expiration d'une année civile sous réserve d'un préavis de trois mois.

Article 12

1. La présente Convention sera soumise à ratification. Les instruments de ratification seront échangés à Bonn aussitôt que possible.
2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le dernier jour du mois au cours duquel les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rabat, le 25 mars 1981 en double exemplaire en langues arabe, allemande et française, les trois textes faisant foi. En cas de divergences dans l'interprétation du texte arabe et du texte allemand, le texte français prévaudra.

Pour le Royaume du Maroc,

*Secrétaire d'Etat
aux affaires étrangères,*
Abderrahmane Baddou.

Pour la République fédérale d'Allemagne,

*Ambassadeur de la République fédérale
d'Allemagne,*
Walter Jesser.

*Secrétaire d'Etat
du Travail et des Affaires sociales,*
Herman Buschfort.

- **Dahir n° 1-96-200 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de l'accord fait à Rabat le 22 novembre 1991 complémentaire à la convention du 25 mars 1981 entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative aux allocations familiales (1)**

[...]

Vu l'accord fait à Rabat le 22 novembre 1991 complémentaire à la convention du 25 mars 1981 entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative aux allocations familiales ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de l'accord précité fait à Bonn le 19 juin 1996,

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord fait à Rabat le 22 novembre 1991 complémentaire à la convention du 25 mars 1981 entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative aux allocations familiales.

*
* * *

Accord complémentaire à la convention entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative aux allocations familiales du 25 mars 1981

Le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne

Ayant examiné la Convention entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relative aux allocations familiales du 25 mars 1981, désignée ci-après « Convention »,

Sont convenus des dispositions suivantes :

(1) *B.O.* du 19 juillet 2001.

Article premier

Au numéro 4 de l'article premier de la Convention, les termes «le ministre du travail et de la formation professionnelle» sont remplacés par les termes «le ministre de la santé publique».

Article 2

Au paragraphe 4 de l'article 7 de la Convention, l'expression «dix-huit ans» est remplacée par l'expression «seize ans».

Article 3

1. Le présent accord complémentaire sera soumis à ratification ; les instruments de ratification seront échangés à Bonn aussi-tôt que possible.
2. Le présent accord complémentaire entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la Convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires dûment autorisés ont signé le présent accord complémentaire.

Fait à Rabat, le 22 novembre 1991 en double exemplaire en langues arabe, allemande et française, les trois textes faisant foi. En cas de divergences dans l'interprétation du texte arabe et du texte allemand, le texte français prévaudra.

❑ ARABIE SAOUDITE

Reconnaissance réciproque des permis de conduire

- Dahir n° 1-15-102 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 107-14 portant approbation de l'Accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire marocain et saoudien, fait à Marrakech le 11 jourmada I 1435 (13 mars 2014) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite (1)

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^e alinéa),

A décidé ce qui suit :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 107-14 portant approbation de l'Accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire marocain et saoudien, fait à Marrakech le 11 jourmada I 1435 (13 mars 2014) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contresing :

Le Chef du gouvernement,

Abdel-Ilah Benkiran.

*

* *

(1) B.O. n° 6392 du 3 septembre 2015.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Loi n° 107-14 portant approbation de l'Accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire marocain et saoudien, fait à Marrakech le 11 jourmada I 1435 (13 mars 2014) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite

Article unique

Est approuvé l'Accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire marocain et saoudien, fait à Marrakech le 11 jourmada I 1435 (13 mars 2014) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite.

❑ BELGIQUE

Sécurité sociale

- **Dahir n° 1-15-28 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 42-14 portant approbation de la Convention de sécurité sociale faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que lon sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (paragraphe 2),

A décidé ce qui suit :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 42-14 portant approbation de la Convention de sécurité sociale faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique, telle qu'adoptée par la Chambre des conseillers et la Chambre des représentants.

Fait à Rabat, le 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

Abdel-Ilah Benkiran.

*

* *

(1) *B.O.* n° 6344 du 19 mars 2015.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6343 du 25 jourmada I 1436 (16 mars 2015).

Loi n° 42-14 portant approbation de la Convention de sécurité sociale faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique

Article unique

Est approuvée la Convention de sécurité sociale faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique.

اتفاقية الضمان الاجتماعي

بين

المملكة المغربية

و

مملكة بلجيكا (1)

إن المملكة المغربية ومملكة بلجيكا، رغبة منهما في تنظيم العلاقات المتبادلة بينهما في مجال الضمان الاجتماعي، اتفقتا على ما يلي:

الباب الأول

مقتضيات عامة

المادة 1

تعريف

1- من أجل تطبيق هذه الاتفاقية :

أ- مصطلح " بلجيكا " يعني : مملكة بلجيكا ؛

ب- مصطلح " المغرب " يعني : المملكة المغربية ؛

ج- مصطلح " تراب " يعني :

- فيما يتعلق بالمغرب: تراب المملكة المغربية والمناطق المجاورة للمياه الإقليمية للمغرب، بما في ذلك البحر الإقليمي وما وراءه، المنطقة الاقتصادية الخاصة والمناطق التي تمارس عليها المملكة المغربية سلطاتها أو حقوقها السيادية، طبقا للتشريع الوطني والقانون الدولي، بهدف الاستغلال واستكشاف الموارد الطبيعية لأعماق البحار و باطن الأرض والمياه العذبة (الجرف القاري)؛

(1) ج.ر. عدد 6343 بتاريخ 16 مارس 2015.

- فيما يتعلق بلجيكا: تراب مملكة بلجيكا والمناطق المجاورة للمياه الإقليمية لبلجيكا، بما في ذلك البحر الإقليمي وما وراءه، المنطقة الاقتصادية الخاصة والمناطق التي تمارس عليها المملكة البلجيكية سلطاتها أو حقوقها السيادية طبقا للتشريع الوطني والقانون الدولي، بهدف الاستغلال واستكشاف الموارد الطبيعية لأعماق البحار وباطن الأرض والمياه العلوية (الجرف القاري).

د- مصطلح "مواطن" يعني:

- بالنسبة للمغرب: الشخص ذو الجنسية المغربية؛
- بالنسبة لبلجيكا: الشخص ذو الجنسية البلجيكية.
- هـ- مصطلح "تشريع" يعني: القوانين والنصوص التنظيمية المتعلقة بالضمان الاجتماعي المشار إليها في المادة 2 من هذه الاتفاقية.
- و- مصطلح "سلطة مختصة" يعني: الوزراء المكلفون، كل حسب اختصاصه، بتطبيق التشريع المشار إليه في المادة 2 من هذه الاتفاقية.
- ز- مصطلح "مؤسسة مختصة" يعني: المؤسسة، الهيئة، المنظمة أو السلطة المكلفة بتطبيق كل أو جزء من التشريعات المشار إليها في المادة 2 من هذه الاتفاقية.
- ح- مصطلح "الشخص المؤمن" يعني: بالنسبة لمختلف فروع الضمان الاجتماعي المشار إليها في المادة 2 من هذه الاتفاقية، كل شخص يدخل في مجال التطبيق الشخصي لهذه الاتفاقية الذي يستوفي الشروط المحددة من طرف تشريع الدولة المتعاقدة المختصة لتحويل الحق في التعويضات أخذا بعين الاعتبار مقتضيات هذه الاتفاقية.
- ط- مصطلح "فترات التأمين" يعني: أي فترة معترف بها كفترة تأمين من طرف التشريع الذي أنجزت طبقه، و كذلك كل فترة مشابهة لها معترف بها من طرف هذا التشريع.
- ي- مصطلح "تعويض" يعني: كل تعويض عيني أو نقدي منصوص عليه من طرف تشريع إحدى الدولتين المتعاقدين، بما فيها التعويضات التكميلية أو الزيادات المطبقة بموجب التشريعات المشار إليها في المادة 2 من هذه الاتفاقية.
- ك- مصطلح "فرد من الأسرة" يعني: كل شخص معرف أو مقبول كفرد من الأسرة أو يعتبر كذي حق من قبل التشريع الذي بموجبه يتم منح التعويضات، أو حسب الحالة المشار إليها في المادة 14 من هذه الاتفاقية، بموجب تشريع الدولة المتعاقدة التي يقيم على ترابها.
- ل- مصطلح "متوفى عنه" يعني: كل شخص معرف أو مقبول كذلك من قبل التشريع الذي بموجبه يتم منح التعويضات.
- م- مصطلح "إقامة" يعني: النحل الذي يقيم فيه الشخص بشكل اعتيادي.

ن- مصطلح "إقامة مؤقتة" يعني: الإقامة المؤقتة التي لا يمكن أن تتعدى مدة 3 أشهر، إلا إذا كانت مقتضيات هذه الاتفاقية تنص على خلاف ذلك.

2- كل مصطلح غير معرف في الفقرة الأولى من هذه المادة له المعنى الذي يعطيه له التشريع المطبق.

المادة 2 مجال التطبيق المادي

1- تطبق هذه الاتفاقية :

- بالنسبة للمغرب، على التشريعات المتعلقة بالأنظمة الإلزامية الخاصة :
 - أ- بالضمان الاجتماعي للعمال المأجورين في القطاع الخاص، و التي تشمل التعويضات التالية: التعويضات العائلية، التعويضات اليومية عن المرض والأمومة، منحة الوفاة، معاشات العجز و الشيخوخة و المتوفى عنهم؛
 - ب- بالتأمين الإلزامي عن المرض للعمال المأجورين بالقطاع الخاص كما هو منصوص عليه في مدونة التغطية الصحية الأساسية؛
 - ج- بحوادث الشغل والأمراض المهنية للعمال المأجورين بالقطاع الخاص.
- بالنسبة لبلجيكا، على التشريعات المتعلقة بالأنظمة الإلزامية الخاصة :
 - أ- بالتعويضات العينية أو النقدية المتعلقة بالمرض والأمومة بالنسبة للعمال المأجورين؛
 - ب- بالتعويضات العينية أو النقدية المتعلقة بحوادث الشغل و الأمراض المهنية؛
 - ت- بمعاشات التقاعد و المتوفى عنهم للعمال المأجورين؛
 - ث- بالتعويضات المتعلقة بالعجز للعمال المأجورين، و البحارة في الملاحة التجارية و عمال المناجم؛
 - ج- بالتعويضات العائلية للعمال المأجورين.

وفيما يخص الباب الثاني، تطبق هذه الاتفاقية على التشريع المتعلق بالضمان الاجتماعي للعمال المأجورين.

2- تطبق هذه الاتفاقية أيضا على كل النصوص التشريعية أو التنظيمية التي ستعدل أو سنتم التشريعات المدرجة في الفقرة الأولى من هذه المادة.

3- تطبق هذه الاتفاقية على النصوص التشريعية أو التنظيمية التي تمدد مجال الأنظمة الموجودة لتشمل فئات جديدة من المستفيدين ما لم تبد الدولة المتعاقدة التي عدلت تشريعها اعتراضا بهذا الشأن تبلغه للدولة المتعاقدة الأخرى في أجل 6 أشهر، ابتداء من النشر الرسمي لهذه النصوص.

4- لا تطبق هذه الاتفاقية على النصوص التشريعية أو التنظيمية التي تحدث فرعا جديدا للضمان الاجتماعي ما لم يتم التوصل إلى اتفاق في هذا الصدد بين السلطات المختصة للدولتين المتعاقبتين.

المادة 3

مجال التطبيق الشخصي

ما لم يتم التصييص على خلاف ذلك، تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص الخاضعين أو الذين كانوا خاضعين لتشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين وكذا على أفراد أسرهم وعلى المتوفى عنهم.

المادة 4

المساواة في المعاملة

ما لم تنص هذه الاتفاقية على خلاف ذلك، فإن الأشخاص المشار إليهم في المادة 3 يخضعون للالتزامات ويقبلون للاستفادة من تشريع الدولة المتعاقدة بنفس الشروط التي تطبق على مواطني هذه الدولة.

المادة 5

تحويل التعويضات

1- ما لم تنص هذه الاتفاقية على خلاف ذلك، فإن التعويضات النقدية للتأمين عن المرض و الأمومة، عن العجز، عن حوادث الشغل والأمراض المهنية، وكذلك تلك المتعلقة بمعاش التقاعد و معاش المتوفى عنهم، المكتسبة بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين لا يمكن إيقافها، أو تخفيضها أو تعديلها لكون المستفيد يقيم مؤقتا أو يقيم على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- تؤدي معاشات التقاعد والمتوفى عنهم وحوادث الشغل والأمراض المهنية المستحقة بموجب التشريع البلجيكي للمواطنين المغاربة المقيمين على تراب دولة ثالثة بنفس الشروط كما لو كانوا مواطنين بلجيكيين مقيمين على تراب هذه الدولة الثالثة.

3- تؤدي معاشات العجز وحوادث الشغل والأمراض المهنية، وكذلك تلك المتعلقة بمعاشات التقاعد والمتوفى عنهم المستحقة بموجب التشريع المغربي للمواطنين البلجيكيين المقيمين على تراب دولة ثالثة بنفس الشروط كما لو كانوا مواطنين مغاربة مقيمين على تراب تلك الدولة الثالثة.

المادة 6

شروط التخفيض أو التوقيف

1- إن شروط التخفيض أو التوقيف المنصوص عليها من طرف تشريع دولة متعاقدة تكون مطبقة على المستفيدين في حالة الجمع بين تعريض وتعويضات أخرى يخولها

الضمان الاجتماعي أو مع مداخيل أخرى تم الحصول عليها من نشاط مهني، حتى وإن كانت تعويضات مكتسبة بموجب نظام الدولة المتعاقدة الأخرى أو حتى وإن كانت مداخيل محصلة من ممارسة نشاط مهني على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- غير أن هذه القاعدة لا يمكن تطبيقها في حالة الجمع بين تعويضين من نفس النوع تم لحسابهما حسب فترات التأمين المنجزة في كلتا الدولتين المتعاقدين.

الباب الثاني

مقتضيات محددة للتشريعات المطبقة

المادة 7

قواعد عامة

1- مع مراعاة المواد من 8 إلى 11 من هذه الاتفاقية، يحدد التشريع المطبق وفقا للمقتضيات التالية:

أ- يخضع العامل الأجير الذي يمارس نشاطا مهنيا على تراب الدولة المتعاقدة لتشريع هذه الدولة؛

ب- يخضع العامل الأجير، الذي ينتمي إلى فئة المستخدمين الناقلين برا أو جوا التابعين لمقاولة تقوم لحساب الغير أو لحسابها بالنقل الدولي للمسافرين أو للبضائع عبر الطرق البرية أو الجوية ولها مقرها على تراب الدولة المتعاقدة، لتشريع هذه الأخيرة.

2- يخضع العامل الأجير الذي يمارس في نفس الوقت نشاطا على تراب الدولتين المتعاقدين، بالنسبة لمجموع أنشطته المأجورة، لتشريع الدولة المتعاقدة التي يتواجد فيها محل إقامته. لتحديد مبلغ المداخيل التي يمكن اعتمادها لتحديد الاشتراكات المستحقة وفقا لتشريع هذه الدولة تؤخذ بعين الاعتبار المداخيل المهنية المنجزة على تراب الدولتين المتعاقدين.

المادة 8

قواعد خاصة

1- العامل الأجير، الذي يعمل لحساب مقاولة لها مؤسسة على تراب إحدى الدولتين المتعاقدين ويتبع لها بصفة اعتيادية، و الذي ألحق من طرف هذه المقاولة على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى لإنجاز عمل لحسابها، يظل، بمعية أفراد أسرته المرافقين له، خاضعا لتشريع الدولة الأولى كما لو كان يشتغل على ترابها بشرط أن لا تتعدى المدة المتوقعة للعمل الذي يجب أن ينجزه 24 شهرا وأن لا يتم إرساله لتعويض شخص آخر أنهى مدة إحقاقه .

- 2- في الحالة التي يستمر فيها الإلحاق لمدة تفوق المدة المشار إليها أعلاه، يبقى تشريع الدولة المتعاقدة الأولى مطبقا شريطة موافقة السلطات المختصة للدولتين المتعاقدتين أو المؤسسات التي تعينها هذه السلطات. ولا يمكن أن تعطى هذه الموافقة إلا لمدة إضافية لا تتجاوز 36 شهرا. يجب تقديم طلب تمديد مدة الإلحاق قبل نهاية الفترة الأولى المحددة في 24 شهرا.
- 3- تطبق الفقرة الأولى من هذه المادة عندما يرسل الشخص من طرف مشغله من تراب دولة متعاقدة إلى تراب دولة ثالثة، ثم يرسله هذا المشغل فيما بعد من تراب بلد ثالث إلى تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.
- 4- يخضع العامل الأجير التابع لمقابلة نقل لها مقرها على تراب إحدى الدولتين المتعاقدتين والذي يلحق على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى أو يشتغل فيها إما بشكل عابر أو كمستخدم جوال، كما يخضع أفراد أسرته المرافقين له، لتشريع الدولة المتعاقدة التي يوجد على ترابها مقر المقابلة.
- غير أنه إذا كان للمقابلة على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى فرع أو ممثلية دائمة، فإن العامل الأجير الذي يشغله هذا الفرع أو تلك الممثلة يخضع لتشريع الدولة المتعاقدة التي على ترابها يوجد هذا الفرع أو تلك الممثلة.

المادة 9

الموظفون

يظل الموظفون والمستخدمون المشابهون لهم التابعون لدولة متعاقدة، الملحقون فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى لممارسة نشاطهم، وكذا أفراد أسرهم خاضعين لتشريع الدولة الأولى.

المادة 10

أعضاء البعثات الدبلوماسية والمراكز القنصلية

- 1- يخضع مواطنو الدولة المتعاقدة المعتمدة المرسلون كأعضاء لبعثة دبلوماسية أو مركز قنصلي من طرف هذه الدولة فوق تراب الدولة المتعاقدة المعتمد لديها لتشريع الدولة الأولى.
- 2- يخضع الأشخاص المستخدمون محليا من طرف بعثة دبلوماسية أو مركز قنصلي تابع للدولة المتعاقدة المعتمدة بصفتهم أعضاء الطاقم الإداري والتقني أو مستخدمين قنصليين أو أعوان الخدمة، المقيمين على تراب الدولة المتعاقدة المعتمدة لديها، لتشريع هذه الأخيرة.

3- إذا كانت البعثة الدبلوماسية أو المركز القنصلي التابع للدولة المتعاقدة المعتمدة تشغل الأشخاص الذين هم، وفقا للفقرة 2 من هذه المادة، خاضعين لتشريع الدولة المتعاقدة المعتمدة لديها، فإن البعثة أو المركز يأخذ بعين الاعتبار الالتزامات المفروضة على المشغلين من طرف تشريع هذه الدولة الأخيرة.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 2 و 3 من هذه المادة بالمماثلة على الأشخاص الذين يؤدون خدمة شخصية للشخص المشار إليه في الفقرة 1 من هذه المادة.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرات من 1 إلى 4 من هذه المادة، لا على الأعضاء الفخريين لمركز قنصلي و لا على الأشخاص الذين يؤدون خدمة شخصية لهؤلاء.

6- تطبق مقتضيات هذه المادة كذلك على أفراد أسرة الأشخاص المشار إليهم في الفقرات من 1 إلى 4 الذين يقيمون معهم، ماعدا إذا كان هؤلاء الأفراد يزاولون نشاطا مهنيا.

المادة 11

الاستثناءات

يمكن للسلطات المختصة، باتفاق مشترك و لمصلحة بعض المؤمن لهم أو بعض فئات المؤمن لهم، وضع استثناءات لمقتضيات المواد من 7 إلى 10 من هذه الاتفاقية.

الباب الثالث

مقتضيات خاصة تتعلق بالتعويضات

القسم 1

المرض والأمومة

المادة 12

تجميع فترات التأمين

من أجل تخويل، أو إبقاء أو تحصيل الحق في التعويضات ومدة منحها، يتم تجميع فترات التأمين المنجزة بموجب تشريع كل دولة متعاقدة بشرط عدم تزامنها مع بعضها.

المادة 13

التعويضات العينية في حالة الإقامة المؤقتة على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى

1- يستفيد الشخص المؤمن و كذا أفراد أسرته الذين لهم الحق في التعويضات العينية بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدين، و الذي استلزمت حالتهم الصحية علاجات طبية فورية خلال فترة الإقامة المؤقتة فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، من التعويضات العينية على تراب هذه الدولة المتعاقدة.

2- تمنح التعويضات العينية على حساب المؤسسة المختصة من طرف مؤسسة محل الإقامة المؤقتة وفق المقترضات التي تطبقها، غير أن مدة منح التعويضات تظل خاضعة لتشريع الدولة المتعاقدة المختصة.

3- لا تطبق الفقرة 1:

أ- إذا توجه الشخص المؤمن أو فرد من أسرته، بدون إذن المؤسسة المختصة، إلى الدولة المتعاقدة الأخرى بهدف تلقي علاج طبي؛

ب- على آليات تعويض الجسم والأجهزة الكبرى وتعويضات عينية أخرى ذات أهمية كبرى والمحددة في لائحة باتفاق مشترك بين السلطات المختصة، إلا في حالة الضرورة المستعجلة. ويفهم من حالات الضرورة المستعجلة تلك التي يتعذر فيها تأجيل منح إحدى التعويضات لكي لا يتم تعريض حياة المعني بالأمر للخطر أو المس بصفة نهائية بصحته.

4- و يرجع لمؤسسة محل الإقامة المؤقتة تحديد الضرورة الفورية للعلاجات الطبية المشار إليها في الفقرة 1 و لمعرفة الضرورة القصوى المشار إليها في الفقرة 3 النقطة ب).

المادة 14

التعويضات العينية للمستفيدين وأفراد الأسرة خلال فترة الإقامة على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى

1- إن الشخص المؤمن الذي له الحق في التعويضات العينية بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين، والذي يقيم على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، يستفيد من التعويضات العينية فوق تراب هذه الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- يستفيد أفراد أسرة الشخص المؤمن الذي يخضع لتشريع دولة متعاقدة و الذين يقيمون على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى من التعويضات العينية على تراب هذه الدولة المتعاقدة الأخرى.

3- تصرف التعويضات العينية من طرف مؤسسة محل الإقامة وفق المقترضات التي تطبقها وعلى حساب المؤسسة المختصة

4- لا تطبق الفقرتان 2 و 3 على أفراد الأسرة إذا كان لهم الحق في التعويضات العينية بموجب تشريع الدولة للمتعاقد المقيمين على ترابها.

المادة 15

التعويضات العينية للعمال المتواجدين في حالات خاصة

1- يستفيد الشخص المؤمن الذي يخضع بموجب المواد من 8 إلى 11 لتشريع دولة متعاقدة، وكذلك أفراد أسرته المرافقين له، من التعويضات العينية طوال مدة تواجدهم فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- تصرف التعويضات العينية من طرف مؤسسة محل الإقامة المؤقتة وفق المقتضيات التي تطبقها وعلى حساب المؤسسة المختصة.

المادة 16

التعويضات العينية لأصحاب معاشات العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم

1- يستفيد صاحب معاشات العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم المستحقة بموجب تشريعات الدولتين المتعاقبتين، وكذا أفراد أسرته من التعويضات العينية طبقاً لتشريع الدولة المتعاقدة التي يقيم على ترابها وعلى حساب المؤسسة المختصة لهذه الدولة.

2- يستفيد صاحب معاش العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم، المستحقة فقط بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين، والذي يقيم على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، وكذا أفراد أسرته من التعويضات العينية. تصرف هذه التعويضات، من طرف مؤسسة محل الإقامة وفقاً للمقتضيات التي تطبقها وعلى حساب المؤسسة المختصة.

3- لا تطبق الفقرة 2 على صاحب معاش العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم ولا على أفراد أسرته، إذا كان يستفيد من التعويضات العينية وفق تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين على أساس مزاولته صاحب معاش العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم لنشاط مهني.

4- لا تطبق الفقرات من 1 إلى 3 على أفراد الأسرة إذا كان لهم الحق في التعويضات العينية بموجب تشريع الدولة المتعاقدة التي يقيمون على ترابها.

المادة 17

اشتراكات صاحب معاشات الشيخوخة والوفاء والعجز

1- لا يمكن للمؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة، التي تطبق تشريعاً ينص على اقتطاع الاشتراكات لتغطية تعويضات عن المرض والأمومة، أن تقوم بطلب و تحصيل هذه الاشتراكات، المحتسبة وفقاً للتشريع الذي تطبقه، إلا إذا كانت المصاريف المرتبطة بالتعويضات الممنوحة بموجب المادة 16 من هذه الاتفاقية على حساب المؤسسة المختصة لهذه الدولة.

2- في الحالة المشار إليها في الفقرة 2 من المادة 16، إذا كان صاحب معاش الشيخوخة أو الوفاة أو العجز ملزماً بإداء الاشتراكات لتغطية تعويضات المرض و الأمومة وفق تشريع الدولة المتعاقدة التي يقيم فوق ترابها، فإن هذه الاشتراكات لا يمكن اقتطاعها بسبب محل إقامته من طرف المؤسسة المختصة لهذه الدولة.

المادة 18

التعويضات العينية في حالة الإقامة المؤقتة على تراب الدولة المتعاقدة المختصة

يستفيد الأشخاص المؤمنون المشار إليهم في الفقرتين 1 و 2 من المادة 14 و الفقرة 2 من المادة 16 من هذه الاتفاقية الذين يقيمون مؤقتاً فوق تراب الدولة المتعاقدة المختصة من التعويضات العينية على تراب هذه الدولة وعلى حساب المؤسسة المختصة التابعة لها وفق مقتضيات التي تطبقها مؤسسة محل الإقامة المؤقتة.

المادة 19

تحمل التعويضات العينية

1- إذا كان بإمكان الشخص المؤمن أو فرد من أسرته المطالبة بالتعويضات العينية بموجب تشريع دولة متعاقدة واحدة، فإن هذه التعويضات تكون حصرياً على حساب المؤسسة المختصة لهيئة الدولة المتعاقدة.

2- إذا كان بإمكان الشخص أو فرد من أسرته المطالبة بالتعويضات العينية بالتشريعين المعنيين، فإن هذه التعويضات تكون حصرياً على حساب مؤسسة الدولة المتعاقدة التي منحت هذه التعويضات فوق ترابها.

المادة 20

استرجاع التعويضات العينية بين المؤسسات

1- يتم إرجاع المبلغ الفعلي للتعويضات العينية الممنوحة بموجب مقتضيات المواد 13 و 14 و 15 و الفقرة 2 من المادة 16 من هذه الاتفاقية من طرف المؤسسة المختصة إلى المؤسسة التي منحت هذه التعويضات وفق الكيفيات المنصوص عليها في التنسيق الإداري.

2- يمكن للسلطات المختصة أن تحدد طريقة أخرى لإرجاع المصاريف باتفاق مشترك.

المادة 21

التعويضات النقدية في حالة المرض و الأمومة

1- إن الشخص المؤمن، الذي يستوفي الشروط المنصوص عليها في تشريع الدولة المتعاقدة المختصة للاستفادة من التعويضات النقدية وبعد الأخذ بعين الاعتبار لمقتضيات المادة 12 من هذه الاتفاقية، له الحق في هذه التعويضات حتى وإن كان

متواجداً فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى. تمنح التعويضات النقدية مباشرة من طرف المؤسسة المختصة التي يتبع لها المستفيد. ويمكن للمستفيد من التعويضات النقدية للتأمين عن المرض و الأمومة أن يقيم مؤقتاً على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى بشرط الإذن المسبق للمؤسسة المختصة.

2- يمكن لصاحب التعويضات النقدية بمقتضى تشريع دولة متعاقدة الاحتفاظ بالاستفادة من هذه التعويضات إذا قام بتحويل محل إقامته إلى تراب الدولة المتعاقدة الأخرى. يمكن للمؤسسة المختصة بالمدينة بالتعويضات أن تفرض خضوع تحويل الإقامة للإذن المسبق للمؤسسة المختصة. غير أنه لا يمكن رفض هذا الإذن إلا إذا كان الانتقال غير موصى به لأسباب طبية مثبتة رسمياً.

القسم الثاني حوادث الشغل والأمراض المهنية

المادة 22

التعويضات العينية المصروفة في حالة الإقامة المؤقتة أو الإقامة فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى

1- يستفيد الشخص الذي له الحق في التعويضات العينية وفقاً لتشريع دولة متعاقدة على إثر حادث شغل أو مرض مهني من هذه التعويضات في حالة الإقامة المؤقتة أو في حالة الإقامة على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- تمنح التعويضات العينية، على حساب المؤسسة المختصة، من طرف مؤسسة محل الإقامة المؤقتة أو الإقامة وفقاً للتشريع الذي تطبقه. غير أن مدة منح التعويضات تظل خاضعة لتشريع الدولة المختصة.

المادة 23

التعويضات العينية للعمال المتواجدين في حالات خاصة

1- يحق للشخص المشار إليه في المواد من 8 إلى 11 والخاضع لتشريع دولة متعاقدة، الاستفادة على إثر حادث شغل أو مرض مهني من التعويضات العينية طيلة فترة اشتغاله على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- تمنح التعويضات العينية من طرف مؤسسة محل الإقامة المؤقتة أو الإقامة وفقاً للتشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة. غير أن مدة منح التعويضات تظل خاضعة لتشريع الدولة المختصة.

المادة 24

استرجاع التعويضات العينية بين المؤسستين

1- يتم إرجاع المبلغ الفعلي المتعلق بالتعويضات العينية المقدمة بموجب المادتين 22 و 23 من طرف المؤسسة المختصة إلى المؤسسة التي منحت هذه التعويضات، وفق الكيفيات المنصوص عليها في التشريع الإلزامي.

2- يمكن للسلطات المختصة أن تقرر باتفاق مشترك التحلي كلياً أو جزئياً على الاسترجاع المنصوص عليه في الفقرة 1، أو التوافق فيما بينها على طريقة أخرى للاداء.

المادة 25

الأخذ بعين الاعتبار حوادث الشغل
و الأمراض المهنية الواقعة سابقاً

إذا كان تشريع دولة متعاقدة ينص صراحةً أو ضمناً أن تؤخذ بعين الاعتبار حوادث الشغل أو الأمراض المهنية التي وقعت سابقاً لتقييم درجة العجز، فإن حوادث الشغل و الأمراض المهنية التي وقعت سابقاً في ظل تشريع الدولة المتعاقدة الأخرى تعتبر كأنها وقعت في ظل تشريع الدولة الأولى.

المادة 26

حوادث الطريق

تعتبر حادثة الطريق الواقعة فوق تراب الدولة المتعاقدة غير الدولة المختصة كأنما وقعت فوق تراب الدولة المختصة.

المادة 27

معاينة المرض المهني

1- إذا مارس ضحية مرض مهني نشاطاً من شأنه أن يسبب في هذا المرض، في ظل تشريع الدولتين المتعاقبتين، فإن التعويضات التي يمكن أن يطالب بها الضحية أو المتوفى عنهم، تمتح حصرياً بمقتضى تشريع الدولة التي على مورش فوق ترابها هذا النشاط آخر مرة وشريطة استيفاء المعنى بالأمر للشروط المنصوص عليها من طرف هذا التشريع، مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من هذه المادة عند الاقتضاء.

2- إذا كان منح التعويضات المتعلقة بالمرض المهني بمقتضى تشريع دولة متعاقدة خاضعاً لشرط أن يكون هذا المرض قد تمت معانيته طبياً لأول مرة فوق ترابها، يعتبر هذا الشرط مستوفى عندما يكون هذا المرض قد تمت معانيته لأول مرة فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

3- إذا كان منح التعويضات المتعلقة بالمرض المهني بمقتضى تشريع دولة متعاقدة خاضعا لشرط أن يكون النشاط الذي من شأنه أن يتسبب في هذا المرض قد مورس خلال مدة معينة، فإن المؤسسة المختصة التابعة لهذه الدولة تأخذ بعين الاعتبار وبالقدر اللازم، الفترات التي مورس خلالها هذا النشاط في ظل تشريع الدولة المتعاقدة الأخرى، كما لو أن هذا النشاط قد مورس في ظل تشريع الدولة الأولى.

المادة 28

تفاقم المرض المهني

في حالة تفاقم المرض المهني، فإن الشخص الذي يستفيد أو استفاد من التعويض عن مرض مهني بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين، يطالب، بالنسبة لمرض مهني من نفس النوع بحقوقه في التعويضات بموجب تشريع الدولة المتعاقدة الأخرى. وتطبق القواعد التالية في هذه الحالة :

أ- إذا لم يمارس الشخص، على تراب هذه الدولة الأخيرة، نشاطا مهنيا من شأنه أن يتسبب أو أن يزيد في تفاقم المرض المهني، فإن المؤسسة المختصة التابعة للدولة الأولى ملزمة بتحمل كلفة التعويضات، بالنظر إلى تفاقم المرض، وذلك حسب مقتضيات التشريع الذي تطبقه.

ب- إذا مارس الشخص فوق تراب هذه الدولة الأخيرة نشاطا مهنيا، فإن المؤسسة المختصة التابعة للدولة الأولى ملزمة بتحمل كلفة التعويضات، بغض النظر عن تفاقم المرض، حسب مقتضيات التشريع الذي تطبقه، تمنح المؤسسة المختصة التابعة للدولة الثانية مبلغا إضافية للشخص، يحدد مقدارها حسب تشريع هذه الدولة و الذي يساوي الفرق بين مبلغ التعويض المستحق بعد تفاقم المرض و مبلغ التعويض الذي كان مستحقا قبل التفاقم.

المادة 29

إيراد مستحق للزوجات الأرمال

في حالة حادثة شغل أو مرض مهني متبوع بوفاء، فإن الإيراد المستحق للزوجة المتوفى عنها يوزع، عند الاقتضاء، بين الزوجات المتوفى عنهن حسب الـوضعـية العائلية للشخص المؤمن. ويتم تحديد حصة كل زوجة أخذا في الاعتبار مدة الزواج.

القسم الثالث

الشيخوخة، المتوفى عنهم و العجز

الفرع الأول

تأمين الشيخوخة و المتوفى عنهم

المادة 30

تجميع فترات التأمين

- 1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2- من هذه المادة، يتم تجميع فترات التأمين والفترات المشابهة لها المنجزة طبقا لتشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين المتعلقة بالتأمين على المعاشات، حسب الحاجة بشرط عدم تزامنها مع فترات التأمين المنجزة في ظل تشريع الدولة المتعاقدة الأخرى بهدف اكتساب الحق في التعويضات أو الإبقاء عليه أو تحصيله.
- 2- إذا كان تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين يخضع منح بعض التعويضات لشرط إنجاز فترات التأمين في مهنة معينة، فإن فترات التأمين المنجزة أو المشابهة لها في نفس المهنة في الدولة المتعاقدة الأخرى هي التي تؤخذ فقط بعين الاعتبار عند تجميع فترات التأمين للاستفادة من هذه التعويضات.
- 3- إذا كان تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين يخضع منح بعض التعويضات لشرط إنجاز فترات التأمين في مهنة معينة و إذا كانت هذه الفترات لم تخول الحق في الاستفادة من هذه التعويضات، فإن هذه الفترات تعتبر صالحة لتصفية التعويضات المنصوص عليها من طرف النظام العام للعمال للأجراء.
- 4- إذا لم يستوف الشخص الشروط لفتح الحق في التعويضات، على الرغم من تطبيق الفقرة 1، يتم تجميع فترات التأمين المنجزة في ظل تشريع دولة ثالثة تربطها بكلا الدولتين المتعاقبتين، كل فيما يخصه، باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي التي تنص على تجميع فترات التأمين.
- 5- إذا كانت دولة متعاقدة واحدة فقط مرتبطة بدولة ثالثة باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي المطبقة على هذا الشخص، فإنه يتم تجميع فترات التأمين المنجزة بموجب تشريع هذه الدولة الثالثة.

المادة 31

حساب معاشات التقاعد و المتوفى عنهم

- 1- في حالة استيفاء الشخص للشروط التي يستوجبها تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين للاستفادة من التعويضات دون اللجوء إلى التجميع، فإن المؤسسة المختصة لهذه الدولة تحتسب الحق في المعاش مباشرة على أساس فترات التأمين المنجزة فوق تراب هذه الدولة الأخيرة وفقا لتشريعها فقط.

تشرع هذه المؤسسة أيضا في حساب مبلغ المعاش الذي يستخلص بتطبيق القواعد المنصوص عليها في الفقرة 2، النقطة أ) و ب). يؤخذ فقط بأعلى مبلغ محتسب.

2- إذا كان يمكن لشخص المطالبة بتعويض بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين وأن هذا الحق لا يخول إلا بتجميع فترات التأمين المنجزة وفقا للمادة 30، فإنه يتم تطبيق القواعد التالية:

أ- تحتسب المؤسسة المختصة لهذه الدولة المبلغ النظري للمعاش المستحق إذا كانت فترات التأمين المنجزة بموجب تشريع الدولتين المتعاقبتين قد تم إنجازها فقط في ظل التشريع الذي تطبقه.

ب- تحتسب هذه المؤسسة المختصة بعد ذلك المبلغ المستحق على أساس المبلغ المشار إليه في النقطة أ) بشكل يتناسب مع مدة فترات التأمين المنجزة في ظل تشريعها فقط وعلاقة بمدة فترات التأمين المحتسبة بموجب النقطة أ).

ت- لحساب معاشات التقاعد أو المتوفى عنهم، تؤخذ في الاعتبار فترات التأمين شريطة ألا تتعدى الحد الأقصى لفترات التأمين التي يمكن أن تؤخذ بعين الاعتبار من طرف التشريع الذي تطبقه المؤسسة المختصة.

المادة 32

توزيع معاش المتوفى عنهم

يوزع معاش المتوفى عنهم المستحق للزوجة المتوفى عنها، وعند الاقتضاء، بين الزوجات المتوفى عنهن، وفقا للمقتضيات المنصوص عليها في الوضعية العائلية للمؤمن. ويتم توزيع بتحديد حصة كل زوجة أخذا بعين الاعتبار مدة الزواج.

الفرع الثاني

التأمين عن العجز

المادة 33

تجميع فترات التأمين

1- لاكتساب الحق في معاشات العجز، أو للإبقاء عليه أو لتحصيله، تطبق مقتضيات المادة 30 بالمماثلة.

2- يمنح الحق في معاشات العجز للشخص الذي كان عند تاريخ بداية العجز، خاضعا لتشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين المتعلق بمعاشات العجز، أو للشخص الذي كان صاحب معاش العجز حسب هذا التشريع والذي أنجز مسبقا فترات التأمين وفقا لتشريع الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة 34

حساب معاشات العجز

1- إذا كان الحق في معاشات العجز بمقتضى تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين مفتوحا فقط عن طريق تجميع فترات التأمين المنجزة في الدولتين المتعاقبتين وفقا للمادة 33 من هذه الاتفاقية، فإن مبلغ المعاش المستحق يحدد حسب الكيفيات المحددة في المادة 31، الفقرة 2 من هذه الاتفاقية.

2- دون المساس بمقتضيات المادة 6 من هذه الاتفاقية، تمنح المؤسسة المختصة لإحدى الدولتين المتعاقبتين مبلغا إضافيا بشرط:

أ- أن يكون الحق في معاشات العجز في هذه الدولة المتعاقدة مفتوحا دون الحاجة للرجوع لمقتضيات المادة 33 من هذه الاتفاقية؛

ب- وأن يكون المبلغ الناتج عن جمع معاشات الدولتين المتعاقبتين المحتسبة وفقا للفقرة 1 من هذه المادة أقل من مبلغ المعاش المستحق على أساس تشريع هذه الدولة المتعاقدة فقط.

يساوي هذا المبلغ الإضافي الفرق بين المبلغ المشار إليه في النقطة ب) و المبلغ المستحق بموجب تشريع هذه الدولة المتعاقدة فقط.

المادة 35

معاشات العجز خلال الإقامة المؤقتة
في الدولة المتعاقدة الأخرى

يحتفظ صاحب معاش العجز بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين بالاستفادة من هذا المعاش خلال الإقامة المؤقتة في الدولة المتعاقدة، إذا كانت هذه الإقامة المؤقتة مخصص بها مسبقا من طرف المؤسسة المختصة التابعة للدولة المتعاقدة الأولى. غير أنه لا يمكن رفض الرخصة إلا إذا كانت الإقامة المؤقتة تقع في الفترة التي يجب أن تقوم خلالها المؤسسة المختصة لهذه الدولة المتعاقدة بتقييم أو مراجعة حالة العجز بموجب تشريع الدولة المتعاقدة الأولى.

الفرع الثالث

مقتضيات مشتركة متعلقة بمعاشات العجز،
الشيخوخة و المتوفى عنهم

المادة 36

فترات التأمين التي تقل عن سنة

دون المساس بمقتضيات المادتين 30 و 33، و في الحالات المشار إليها في الفقرة 2 من المادة 31 والفقرة 1 من المادة 34، لا يستحق أي معاش للعجز أو للشيخوخة أو للمتوفى

عنهم من طرف المؤسسة المختصة لدولة متعاقدة عندما لا يبلغ مجموع فترات التأمين المنجزة سنة واحدة في ظل تشريع هذه الدولة المتعاقدة، قبل وقوع الخطر.

المادة 37

المراجعة المحتملة للمعاشات

- 1- إذا تم تعديل معاشات الشيوخة أو المتوفى عنهم أو العجز المخولة بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدين بنسبة معينة أو بمبلغ معين، بسبب ارتفاع مستوى المعيشة أو تحول مستوى الأجور، فإن المؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة الأخرى ليست ملزمة بإعادة حساب هذه المعاشات.
- 2- في حالة تعديل طريقة تحديد أو قواعد حساب معاشات الشيوخة أو المتوفى عنهم أو العجز، يتم القيام بحساب جديد للمعاشات طبقاً للمادتين 31 أو 34 من هذه الاتفاقية.

القسم الرابع

التعويضات العائلية

المادة 38

اكتساب الحق في التعويضات العائلية أو الإبقاء عليه أو تحصيله

- 1- إذا كان تشريع دولة متعاقدة يستوجب لاكتساب الحق في التعويضات، أو الإبقاء عليه أو تحصيله، إنجاز فترات تأمين، فإن المؤسسة المختصة التي تطبق هذا التشريع تقوم، عند الحاجة، بتجميع فترات التأمين المنجزة في ظل تشريع الدولة المتعاقدة الأخرى، كأنها فترات تأمين أنجزت في ظل تشريع الدولة المتعاقدة الأولى بشرط عدم تزامنها مع بعضها.
- 2- يقصد من مصطلح "التعويضات العائلية": التعويضات الدورية النقدية كما هي محددة في التنسيق الإداري المنصوص عليه في المادة 39 من هذه الاتفاقية.
- 3- تحدد السلطات المختصة في هذا التنسيق:
 - أ- فئات الأطفال المستفيدين؛
 - ب- شروط منح التعويضات العائلية و مبلغها وكذا الفترات التي ستمنح خلالها.
- 4- يحق للأشخاص الخاضعين لتشريع إحدى الدولتين المتعاقدين، بالنسبة للأطفال المقيمين فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، الاستفادة من التعويضات العائلية التي تمنحها الدولة المتعاقدة الأولى.

5- يحق لصاحب المعاشات أو الإيرادات المستحقة برسم تشريعات الدولتين المتعاقبتين، بالنسبة للأطفال المقيمين فوق تراب الدولة المتعاقدة غير تلك التي يقيم بها صاحب المعاشات أو الإيرادات، الاستفادة من التعويضات العائلية التي تمنحها الدولة التي يقيم فيها هذا الأخير.

6- يحق لليتيم شخص متوفى كان خاضعا لتشريع دولة متعاقدة والذي يقيم فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، الاستفادة الحق في التعويضات العائلية حسب تشريع الدولة المتعاقدة التي كان المتوفى خاضعا لها آخر مرة و حسب الشروط المحددة في هذا التشريع.

7- بخلاف الفقرات من 4 إلى 6، إذا كان الحق في التعويضات العائلية مفتوحا في الدولتين المتعاقبتين، فإن الدولة التي يقيم فيها الطفل تعتبر هي الدولة المختصة التي تتحمل صرف التعويضات العائلية.

الباب الرابع مقتضيات مختلفة

المادة 39

التعاون بين السلطات المختصة

تقوم السلطات المختصة :

أ- باتخاذ، الإجراءات اللازمة لتطبيق هذه الاتفاقية عن طريق التنسيق الإداري الذي تحدد فيه كذلك هيآت الاتصال و المؤسسات المختصة ومؤسسات محل الإقامة والإقامة المؤقتة؛

ب- بتحديد مساطر التعاون الإداري وكيفيات أداء المصاريف المرتبطة بالحصول على الشواهد الطبية و الإدارية و غيرها ، اللازمة لتطبيق هذه الاتفاقية.

ج- بإخبار بعضها البعض بشكل مباشر بجميع المعلومات المتعلقة بالإجراءات المتخذة لتطبيق هذه الاتفاقية.

د- بإخبار بعضها البعض، في أقرب الأجال وبشكل مباشر، بكل تعديل في تشريعاتهما التي من الممكن أن تؤثر على تطبيق هذه الاتفاقية.

المادة 40

المساعدة الإدارية

1- لتطبيق هذه الاتفاقية، تقوم السلطات المختصة وكذا المؤسسات المختصة تكلا الدولتين المتعاقبتين بتقديم مساعديهما الحميدة لبعضهما البعض كما لو تعلق الأمر بتطبيق

تشريعاتهما الخاصة. وتكون هذه المساعدة، من حيث المبدأ، مجانية؛ إلا أنه يمكن للسلطات المختصة الاتفاق على استرجاع بعض المصاريف.

2- تنجز الخبرات الطبية للأشخاص الذين يقيمون أو يقيمون مؤقتاً فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى من طرف مؤسسة محل الإقامة أو الإقامة المؤقتة، وذلك بطلب من المؤسسة المختصة وعلى حسابها. لا تسترجع مصاريف هذه الخبرات الطبية إذا أنجزت لفائدة الدولتين المتعاقبتين معاً.

3- في حالة استرجاع المصاريف، فإن التكاليف المشار إليها في الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة تسترجع حسب الكيفيات المحددة في التنسيق الإداري المنصوص عليه في المادة 39 من هذه الاتفاقية.

4- لتطبيق هذه الاتفاقية، يحق للسلطات المختصة و للمؤسسات المختصة للدولتين المتعاقبتين أن يتراسلوا مباشرة فيما بينهم أو مع أي شخص أينما كانت إقامته. ويمكن أن تتم المراسلات بإحدى اللغات الرسمية للدولتين المتعاقبتين.

المادة 41

التعاون في مجال مكافحة الغش

بالإضافة إلى تطبيق المبادئ العامة للتعاون الإداري، فإن السلطات المختصة ستحدد في التنسيق الإداري، الكيفيات التي من خلالها يمكن تقديم المساعدة لبعضها البعض لمكافحة الغش العابر للحدود فيما يتعلق بالاشتراكات وتعويضات الضمان الاجتماعي، وخاصة فيما يتعلق بالإقامة الفعلية للأشخاص وتقييم الموارد وحساب الاشتراكات وتراكم التعويضات.

المادة 42

التواصل و حماية المعطيات ذات الطابع الشخصي

1- بهدف تطبيق هذه الاتفاقية، يسمح للمؤسسات المختصة للدولتين المتعاقبتين أن تتبادل المعطيات ذات الطابع الشخصي، بما فيها المعطيات التي تتعلق بمداخل الأشخاص، والتي تعد معرفتها ضرورية بالنسبة للمؤسسة المختصة لدولة متعاقدة.

2- يخضع إرسال المعطيات ذات الطابع الشخصي من طرف المؤسسة المختصة لدولة متعاقدة لاحترام التشريع المتعلق بحماية المعطيات لهذه الدولة المتعاقدة.

3- يخضع الاحتفاظ بالمعطيات ذات الطابع الشخصي أو معالجتها أو نشرها أو تعديلها أو التخلص منها من طرف المؤسسة المختصة لدولة متعاقدة، المرسله إليها، للتشريع المتعلق بحماية المعطيات لهذه الدولة المتعاقدة.

4- لا يمكن استعمال المعطيات المشار إليها في هذه المادة لأغراض أخرى غير تطبيق تشريعات الدولتين المتعاقبتين.

المادة 43

الرسوم والإعفاء من التصديق

- 1- يتم تمديد الاستفادة من الإعفاء أو التخفيض من الرسوم، أو مصاريف التمבר أو حقوق التسجيل المنصوص. عليها من طرف تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين فيما يتعلق بالوثائق والمستندات التي يجب الإدلاء بها تطبيقا لتشريع هذه الدولة، إلى الوثائق والمستندات المماثلة التي يجب الإدلاء بها تطبيقا لتشريع الدولة المتعاقدة الأخرى.
- 2- تعفى جميع العقود والوثائق التي يجب الإدلاء بها تطبيقا لهذه الاتفاقية من تأشيرة التصديق عليها من طرف السلطات الدبلوماسية أو القنصلية.

المادة 44

الطلبات، التصريحات و الطعون

- 1- تقبل الطلبات أو التصريحات أو الطعون التي كان ينبغي تقديمها حسب تشريع دولة متعاقدة في أجل محدد لدى سلطة أو مؤسسة أو هيئة قضائية لهذه الدولة، إذا تم تقديمها في نفس الأجل لدى سلطة أو مؤسسة أو هيئة قضائية للدولة المتعاقدة الأخرى. وفي هذه الحالة، ترسل السلطة أو المؤسسة أو الهيئة القضائية المعنية هذه الطلبات أو التصريحات أو الطعون إلى السلطة أو المؤسسة أو الهيئة القضائية للدولة المتعاقدة الأولى فوراً، إما مباشرة أو عن طريق السلطات المختصة للدولتين المتعاقبتين. ويعتبر تاريخ تقديم الطلبات أو التصريحات أو الطعون لدى السلطة أو المؤسسة أو الهيئة القضائية التابعة للدولة المتعاقدة الأخرى هو تاريخ التقديم لدى السلطة أو المؤسسة أو الهيئة القضائية المختصة للتعامل مع هذه الطلبات أو التصريحات أو الطعون.
- 2- يتم أيضا قبول طلب التعويضات المقدم إلى المؤسسة المختصة لدولة متعاقدة من أجل تعويضات مماثلة من طرف المؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة الأخرى.
- 3- لا يمكن رفض طلب أو وثيقة لكونه محرراً بلغة رسمية للدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة 45

أداء التعويضات

- 1- تقوم المؤسسات المدنية بالتعويضات، بموجب هذه الاتفاقية، بأدائها بعملة دولتها.
- 2- تؤدي المؤسسة المدنية التعويضات المستحقة مباشرة للمستفيد، أو فيما يتعلق بالتعويضات العائلية للمعني بالتعويضات في الأجل، و حسب الكيفيات المنصوص عليها في التشريع الذي طبقه.

3- تتم التحويلات الناتجة عن تطبيق هذه الاتفاقية طبقا للاتفاقات السارية المفعول في هذا المجال بين الدولتين المتعاقبتين.

4- لا يمكن لمقتضيات تشريع الدولة المتعاقدة المتعلقة بمجال مراقبة الصرف أن تعرقل حرية تحويل المبالغ المالية الناتجة عن تطبيق هذه الاتفاقية.

المادة 46 تسوية الخلافات

تسوى الخلافات الناشئة بين المؤسسات المختصة المتعلقة بتأويل وتطبيق هذه الاتفاقية عن طريق التفاوض بين السلطات المختصة.

المادة 47 الأداءات غير المستحقة

1- إذا قامت المؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة، عند أداء أو مراجعة التعويضات تطبيقا لهذه الاتفاقية، بأداء مبلغ للمستفيد من التعويضات يتجاوز المبلغ المستحق له، يمكن لها أن تطلب من المؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة الأخرى المدينة بتعويض مماثل لفائدة هذا المستفيد، اقتطاع المبلغ المؤدى الزائد من المتأخرات المستحقة لهذا المستفيد.

تحدد كليات تطبيق هذا المقتضى باتفاق مشترك بين السلطات المختصة المغربية والبلجيكية.

إذا تعذر اقتطاع المبلغ الزائد من المتأخرات، تطبق أحكام الفقرة 2.

2- إذا أدت المؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة لمستفيد من التعويضات مبلغا ليس له الحق فيه، يمكن لهذه المؤسسة، في إطار الشروط و الحدود المنصوص عليها في التشريع الذي طبقه، أن تطلب من مؤسسة الدولة المتعاقدة الأخرى المدينة بالتعويضات لفائدة هذا المستفيد اقتطاع المبلغ المذكور من المبالغ التي تؤديها له. تقوم هذه المؤسسة الأخيرة بالإقتطاع حسب الشروط و في الحدود المسموح بها في التشريع الذي طبقه، كما لو كان المبلغ مصروفا من طرفها؛ و تعمل على تحويل المبلغ المقطوع إلى المؤسسة الدائنة.

المادة 48 مساطر التنفيذ

1- القرارات التنفيذية للهيئات القضائية لإحدى الدولتين المتعاقبتين، و كذا الأوامر التنفيذية الصادرة من طرف سلطة أو مؤسسة إحدى الدولتين المتعاقبتين، والغير قابلة للطعن

فيها، والمتعلقة باشتراكات الضمان الاجتماعي وبالفوائد وبكل المصاريف أو برد التعويضات المؤداة بغير حق، يتم الاعتراف بها و تنفيذها على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى في الحدود و حسب المساطر المنصوص عليها في التشريع وجميع المساطر الأخرى المطبقة على القرارات المشابهة للدولة المتعاقدة الأخرى.

2- لا يمكن رفض الاعتراف بالقرار أو الأمر إلا إذا كان يتعارض مع النظام العام للدولة المتعاقدة التي كان ينبغي أن يطبق على ترابها.

3- تستفيد ديون المؤسسة، في إطار مسطرة التنفيذ أو الإفلاس أو التصفية القسرية فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، من الامتيازات المماثلة لتلك الممنوحة بمقتضى تشريع هذه الدولة المتعاقدة.

4- تتمتع الديون التي يجب أن تكون موضوع تحصيل أو تحصيل قسري بحماية بنفس الضمانات و الامتيازات التي تستفيد منها الديون ذات نفس الطبيعة لمؤسسة متواجدة فوق تراب الدولة المتعاقدة التي على ترابها تم التحصيل أو التحصيل القسري.

5- يتم تحديد كفيات تطبيق هذه المادة في التنسيق الإداري المنصوص عليه في المادة 39 من هذه الاتفاقية.

المادة 49

استرجاع الحق من الغير

إذا كان الشخص يستفيد من تعويضات بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين بسبب ضرر ناتج عن أحداث وقعت على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الحقوق المحتملة للمؤسسة المدينة إزاء الغير، الذي يتعين عليه تعويض الضرر تسوى بالكيفية التالية:

أ- عندما تحل المؤسسة المذكورة، بمقتضى التشريع الذي تطبقه، محل المستفيد من الحقوق فيما يتعلق بالحقوق إزاء الغير، يعترف بهذا الحول من طرف الدولة المتعاقدة الأخرى.

ب- عندما يكون لتلك المؤسسة حق مباشر حيال الغير، تعترف الدولة الأخرى بهذا الحق.

الباب الخامس

مقتضيات انتقالية ونهائية

المادة 50

الوقائع السابقة لدخول الاتفاقية حيز التنفيذ

1- تطبق هذه الاتفاقية أيضا على الوقائع السابقة لدخولها حيز التنفيذ.

- 2- لا تخول هذه الاتفاقية أي حق في التعويضات المحدثة من طرف هذه الاتفاقية بالنسبة للفترة التي سبقت دخولها حيز التنفيذ.
- 3- تؤخذ بعين الاعتبار، كل فترة تأمين أنجزت في ظل تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين قبل تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، لتحديد الحق في التعويض وفقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية.
- 4- لا تطبق هذه الاتفاقية على الحقوق التي تمت تصفيتها بمنح تعويض جزافي أو باسترجاع الأشتراكات.

المادة 51

المراجعة، التقادم، السقوط

- 1- تتم تصفية أو استعادة كل تعويض لم تتم تصفيته أو تم إيقافه بسبب جنسية المعني بالأمر أو بسبب إقامته فوق تراب الدولة المتعاقدة غير التي تتواجد بها المؤسسة المدينة، بطلب من المعني بالأمر، ابتداء من دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.
- 2- تتم مراجعة الحقوق التي حصل عليها المعنيون بالأمر قبل دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ والتعويضات المصفاة، وذلك بطلب منهم مع مراعاة مقتضيات هذه الاتفاقية. ولا يمكن في أي حال من الأحوال أن يكون لهذه المراجعة أثر على تخفيض الحقوق السابقة للمعنيين بالأمر.
- 3- إذا تم تقديم الطلب المشار إليه في الفقرتين 1 أو 2 من هذه المادة في أجل سنتين ابتداء من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، فإن الحقوق المخولة وفقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية تكتسب ابتداء من هذا التاريخ، بدون أن تكون مقتضيات تشريع إحدى الدولتين المتعاقبتين أو الدولة الأخرى المتعلقة بسقوط أو تقادم الحقوق ملزمة للمعنيين بالأمر.
- 4- إذا تم تقديم الطلب المشار إليه في الفقرتين 1 أو 2 من هذه المادة بعد انتهاء أجل سنتين الموالية لتاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، فإن الحقوق غير المعرضة للسقوط أو التقادم تكتسب ابتداء من تاريخ تقديم الطلب، شريطة توفر تشريع الدولة المتعاقدة المعنية على مقتضيات تمنح امتيازات أفضل.

المادة 52

المدة

تبرم هذه الاتفاقية لمدة غير محددة، ويمكن إنهاء العمل بها من طرف إحدى الدولتين المتعاقبتين عن طريق إخطار كتابي، موجه إلى الدولة المتعاقدة الأخرى مع إشعار مسبق مدته اثنا عشر شهراً.

المادة 53

ضمان الحقوق المكتسبة أو التي في طور الاكتساب

في حالة إنهاء العمل بهذه الاتفاقية، يتم الحفاظ على الحقوق وأداء التعويضات المكتسبة بموجب هذه الاتفاقية. وتعمل الدولتان المتعاقدتان على إبرام اتفاقات فيما يتعلق بالحقوق التي توجد في طور الاكتساب.

المادة 54

الفسخ والتدابير الانتقالية

1- ينتهي العمل بالاتفاقية العامة للضمان الاجتماعي الموقعة في 24 يونيو 1968 بين المملكة المغربية والمملكة البلجيكية، وذلك بتاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ. وتعوض بهذه الاتفاقية.

2- تتم دراسة طلبات التعويضات المقدمة قبل دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ التي لم يتخذ بشأنها أي قرار خلال هذا التاريخ، وفق مقتضيات اتفاقية 24 يونيو 1968 السالفة الذكر و كذا بمقتضى هذه الاتفاقية. ويرجح الحل الأفضل للمؤمن له.

المادة 55


الدخول حيز التنفيذ

تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ في اليوم الأول من الشهر الثالث الذي يلي تاريخ التوصل بالمذكرة التي تشعر من خلالها آخر دولة من الدولتين المتعاقدتين الدولة المتعاقدة الأخرى باستكمال الإجراءات القانونية المطلوبة لديها لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

و إثباتاً لذلك، قام الموقعان المرخص لهما بذلك، بتوقيع هذه الاتفاقية.

حررت هذه الاتفاقية ببروكسيل بتاريخ 18 فبراير 2014، في نظيرين أصليين، باللغات العربية والفرنسية والهولندية. وللنصوص الثلاث نفس الحجية.

عن
حكومة مملكة بلجيكا



لوريت أونكلانكس
نائبة الوزير الأول، وزيرة الشؤون
الاجتماعية والصحة العمومية

عن
حكومة المملكة المغربية



عبد السلام الصديقي
وزير التشغيل والشؤون الاجتماعية

□ BULGARIE

Sécurité sociale

- **Loi n° 43-17 portant approbation de la Convention de sécurité sociale faite à Rabat le 21 septembre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République de Bulgarie (1)**

Article unique

Est approuvée la Convention de sécurité sociale faite à Rabat le 21 septembre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République de Bulgarie.

Fait à Rabat, le 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

Pour contreseing:

Le Chef du gouvernement,

Abdel-Ilah Benkiran.

*

* *

(1) En cours d'adoption par le Parlement.

اتفاقية
الضمان الاجتماعي

بين

المملكة المغربية

و

جمهورية بلغاريا

المملكة المغربية

و

جمهورية بلغاريا

المشار إليهما فيما يلي بالطرفين المتعاقدين.

عزما منهما على تعزيز علاقتهما في مجال الضمان الاجتماعي، اتفقا على مقتضيات الآتية:

الباب الأول

مقتضيات عامة

المادة الأولى

تعريف

1- لأجل تطبيق هذه الاتفاقية، تدل المصطلحات الآتية على المعاني المبينة أمامها:

1. "المغرب": المملكة المغربية;

"بلغاريا": جمهورية بلغاريا.

2. "تراب":

بالنسبة للمملكة المغربية: تراب المملكة المغربية والمناطق المجاورة للمياه الإقليمية للمغرب، بما في ذلك البحر الإقليمي وما وراءه، المنطقة الاقتصادية الخاصة والمناطق التي تمارس عليها المملكة المغربية ولايتها أو حقوقها السيادة طبقاً للتشريع الوطني والقانون الدولي، بهدف استغلال واستكشاف الموارد الطبيعية لأعمق البحار وباطن الأرض (الجرف القاري) والمياه المتاخمة:

بالنسبة لجمهورية بلغاريا: تراب الدولة لجمهورية بلغاريا والبحر الإقليمي الذي تمارس عليه بلغاريا سيادتها كدولة، وكذلك الجرف القاري والمنطقة الاقتصادية الخاصة التي تمارس عليها حقوقها السيادة ولايتها طبقاً للقانون الدولي.

3. "مواطن":

بالنسبة للمملكة المغربية:

مواطن مغربي بالمعنى المقصود في دستور المملكة المغربية;

بالنسبة لجمهورية بلغاريا:

مواطن بلغاري بالمعنى المقصود في دستور جمهورية بلغاريا.

4. "تشريع":

القوانين والصوص التنظيمية والمقتضيات الأخرى المتعلقة بتشريعات الضمان الاجتماعي المشار إليها في

الفقرة الأولى من المادة 2 من هذه الاتفاقية:

5. "سلطة مختصة":
بالنسبة للمملكة المغربية: الوزارة أو الوزارات التي تتبع لها تشريعات الضمان الاجتماعي المشار إليها في النقطة الثانية من الفقرة الأولى من المادة الثانية من هذه الاتفاقية:
بالنسبة لجمهورية بلغاريا: الوزير أو الوزارات التي تتبع لهم تشريعات الضمان الاجتماعي المشار إليها في النقطة الأولى من الفقرة الأولى من المادة الثانية من هذه الاتفاقية:
6. "مؤسسة مختصة":
المؤسسة المكلفة بتنفيذ التشريع المشار إليه في المادة 2 من هذه الاتفاقية، أو المكلفة بصرف التعويضات طبقا لهذه الاتفاقية:
7. "إقامة":
الإقامة الاعتيادية للشخص بالمعنى المقصود في تشريع الطرفين المتعاقدين:
8. "الإقامة المؤقتة":
الإقامة المؤقتة لفترة قصيرة بالمعنى المقصود في تشريع الطرفين المتعاقدين:
9. "شخص مؤمن":
مواطن أحد الطرفين المتعاقدين الذي يخضع أو سبق له أن خضع للتشريع الجاري به العمل في إحدى الطرفين المتعاقدين:
10. "متوفى عنه أو ذوق":
كل شخص معين أو معترف به كذلك، طبقا للتشريع الجاري به العمل والمطبق من قبل الطرف المتعاقد الذي بصرف التعويضات:
11. "فترة التأمين":
فترة الاشتراك أو الفترة المماثلة لها والمعرفة كذلك من قبل تشريع أحد الطرفين المتعاقدين:
12. "التعويضات النقدية":
تعويض، تعويض نقدي، معاش أو إيراد. بما في ذلك جميع العناصر والزيادات والإضافات والتعويضات المتعلقة بإعادة التقييم أو التعويضات التكميلية:
- 2- تأخذ المصطلحات الأخرى الواردة في هذه الاتفاقية نفس المعاني التي يعطها إياها في التشريع ذي الصلة.

المادة 2

مجال التطبيق المادي

(1) تطبق هذه الاتفاقية على تشريعات الطرفين المتعاقدين :

1. فيما يتعلق ببلغاريا، على التشريع الذي يجري على الضمان الاجتماعي العمومي:
1.1. تعويضات نقدية عن العجز المؤقت والأمومة:

- 1.2. معاشات الشيخوخة والأقدمية في العمل والعجز المترتب عن المرض؛
 - 1.3. العجز المترتب عن حوادث الشغل وعلى المرض المهني؛
 - 1.4. معاشات المتوفى عنهم المتعلقة بالنقط 2.1 و 3.1؛
 - 1.5. التعويضات النقدية عن البطالة؛
 - 1.6. الإعانة عن الوفاة؛
- وكذا الاشتراكات المتعلقة بها.

2. فيما يتعلق بالمغرب على التشريع الذي يجري على :

- 2.1. النظام العام للضمان الاجتماعي في القطاع الخاص؛
- 2.2. نظام المعاشات المنتية والعسكرة؛
- 2.3. النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد؛
- 2.4. نظام حوادث الشغل.

(2) تطبق هذه الاتفاقية أيضا على كافة الاجراءات التشريعية أو التنظيمية التي تعدل أو تتمم المقترحات التشريعات الواردة في الفقرة 1.

(3) لا تطبق على الأحكام التشريعية أو التنظيمية التي تعدل كليا فرعا من الضمان الاجتماعي أو تغطي فرعا جديدا، إلا إذا أبرم اتفاق بين الطرفين المتعاقدين بهذا الشأن.

المادة 3

مجال التطبيق الشخصي

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المؤمنين كما تم تعريفهم في النقطة 9 من الفقرة الأولى من المادة 1 وكذا على ذوي حقوقهم.

المادة 4

المساواة في المعاملة

خلال تطبيق تشريع أحد الطرفين المتعاقدين، يتساوى مواطنو هذا الطرف في الحقوق والواجبات مع مواطني الطرف المتعاقد الآخر.

المادة 5

تحويل التعويضات

(1) ما لم تنص الاتفاقية على خلاف ذلك، فإنه لا يمكن للتعويضات النقدية المنصوص عليها في تشريعات أحد الطرفين المتعاقدين، أن تخفض أو تعدل أو توفى أو تلغى بسبب تغيير محل الإقامة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر.

(2) لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على التعويضات العائلية والتعويضات عن البطالة والتعويض عن فقدان الشغل.

الباب الثاني التشريع المطبق

المادة 6

مقتضيات عامة

- (1) تعرف إجبارية التأمين الاجتماعي طبقا لتشريع الطرف المتعاقد الذي يتواجد فوق ترابه الشخص العامل الذي يشتغل كمأجور أو مستقل، وكذا في الحالة التي تتواجد فيها إقامة العامل المأجور أو مقرر المشغل فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر. ما لم تنص المادتين 7 و 8 من هذه الاتفاقية على خلاف ذلك.
- (2) بالنسبة للموظفين العموميين والأشخاص المماثلين لهم، تطبق مقتضيات تشريع الطرف المتعاقد المتعلقة بالإدارة العمومية التي تم تعيينهم بها.

المادة 7

مقتضيات خاصة

- (1) إن العامل المأجور الذي يشتغل فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين والمملوك من طرف مشغله فوق تراب الطرف الآخر من أجل إنجاز عمل، مع بقائه كعامل لدى نفس المشغل، يبقى خاضعا لتشريع الطرف المتعاقد الأول خلال مدة هذا العمل كما لو بقي يشتغل فوق تراب هذا الطرف المتعاقد شريطة ألا تتجاوز المدة المتوقعة لهذا العمل 24 شهرا.
- إذا كانت مدة العمل الواجب إنجازه مستعدي المدة المتوقعة مبدئيا لتتجاوز 24 شهرا، فإن تشريع الطرف الأول يبقى مطبقا لمدة 24 شهرا جديدة على الأكثر. شريطة الموافقة المسبقة للسلطة المختصة للطرف الثاني أو للمؤسسة المعنية من طرف هذه السلطة.
- (2) إذا توجه العامل المستقل الذي يمارس نشاطا فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين إلى تراب الطرف المتعاقد الآخر من أجل القيام بنشاطه بشكل مؤقت، تطبق بشأنه مقتضيات تشريع الطرف المتعاقد الأول كما لو استمر في ممارسة نشاطه فوق ترابه شريطة ألا تتجاوز المدة المتوقعة لهذا العمل 12 شهرا.
- (3) إن الشخص الذي يعد من المستخدمين الناقلين أو البحريين في مفاولة تنجز لحساب الغير أو لحسابها الخاص نقلها دوليا للركاب أو للبضائع، يخضع لتشريع الطرف المتعاقد الذي يتواجد مقر المفاولة فوق ترابه. إلا أنه بالنسبة للشخص الذي يشتغل لحساب فرع أو ممثلة دائمة تابعة لهذه المفاولة فوق تراب الطرف المتعاقد غير الذي يوجد به مقرها، فإنه يخضع لتشريع الطرف المتعاقد الذي يوجد هذا الفرع أو هذه الممثلة الدائمة فوق ترابه. لكن الشخص الذي يشتغل أساسا فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين الذي يقيم به، يخضع لتشريع هذا الطرف حتى وإن كانت المفاولة التي تشغله لا تتوفر على مقر ولا على فرع ولا على ممثلة دائمة فوق تراب هذا الطرف.
- (4) يخضع طاقم السفينة والعمال الذين يشتغلون على ظهر سفينة تحمل علم طرف متعاقد، لتشريع هذا الطرف.

المادة 8

البعثات الدبلوماسية والقنصليات

- (1) تطبق على مستخدمي البعثات الدبلوماسية والقنصليات وكذا على أفراد عائلاتهم والخدم الخاص بأعوان هذه البعثات أو القنصليات، الذين تم إرسالهم للعمل فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، المقتضيات القانونية لبلد الإرسال.
- (2) بالنسبة للأشخاص المشار إليهم في الفقرة 1 من هذه المادة، والذين لم يتم إرسالهم في بعثة، تطبق عليهم المقتضيات القانونية للطرف المتعاقد الذي تتواجد فوق ترابه البعثة الدبلوماسية أو القنصلية.
- (3) يمكن للأشخاص المشار إليهم في الفقرة 2 من هذه المادة، والذين هم رعايا الطرف المتعاقد الذي تنتمي إليه البعثة الدبلوماسية أو القنصلية، أن يختاروا تطبيق تشريع هذا الطرف، خلال الثلاثة أشهر التي تلي بداية عملهم.

المادة 9

استثناءات من مقتضيات المواد من 6 إلى 8

بطلب مشترك من العامل المأجور ومن مشغله، يمكن للسلطات المختصة للطرفين المتعاقدين أو للمؤسسات التي تم تعيينها من طرف هذه السلطات أن تتفق على استثناءات لمقتضيات المواد من 6 إلى 8 من هذه الاتفاقية.

الباب الثالث

مقتضيات خاصة

القسم الأول

العجز المؤقت والأمومة

المادة 10

تجميع فترات التأمين

إذا كان تشريع طرف متعاقد يشترط إنجاز فترة تأمين محددة من أجل منح أو إيقاء أو تحصيل الحق في التعويضات، فإن المؤسسة المختصة لهذا الطرف تأخذ بعين الاعتبار في حدود الضرورة لغاية تجميعها، فترات التأمين المنجزة في بمقتضى تشريع الطرف الآخر، شريطة ألا تتراكم هذه الفترات.

القسم الثاني

معاشات العجز والأقدمية والشيخوخة والمتوفى عنهم

الفصل الأول

مقتضيات عامة

المادة 11

تجميع فترات التأمين

- (1) إذا كان تشريع طرف متعاقد يشترط إنجاز فترة تأمين محددة من أجل منح أو إبقاء أو تحصيل الحق في التعويضات، فإن المؤسسة المختصة لهذا الطرف تأخذ بعين الاعتبار في حدود الضرورة، فترات التأمين المنجزة في ظل تشريع الطرف المتعاقد الآخر، كما لو كانت فترات تأمين منجزة في ظل تشريع الطرف الأول، شريطة ألا تتراكب هذه الفترات.
- (2) إذا كان تشريع طرف متعاقد يُخضع الحق في التعويضات على إنجاز فترة تأمين محددة في حالات خاصة، فإنه يتم الأخذ بعين الاعتبار فترات التأمين المنجزة في ظل تشريع الطرف المتعاقد الآخر، وذلك فقط في حدود الضرورة التي تستجيب لهذه الحالات الخاصة.
- (3) في حالة تطبيق للفترات السابقة ولم تتوفر الشروط المطلوبة من أجل فتح الحق في التعويضات، فإن المؤسسة المختصة تأخذ بعين الاعتبار كذلك فترات التأمين المنجزة في ظل تشريع طرف ثالث مرتبط مع كل طرف من الطرفين المتعاقدين بأداة تمسيق في مجال الضمان الاجتماعي تنص على الجمع بين فترات التأمين.

المادة 12

تعويض برسم نظام ضمان اجتماعي ليلد واحد

إذا تم استيفاء الشروط اللازمة لمنح الحق في التعويضات طبقا لتشريع أحد الطرفين المتعاقدين ودون احتساب فترات التأمين المنجزة في ظل تشريع الطرف المتعاقد الآخر، تقوم المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الأول بتحديد التعويض حصريا بناء على فترات التأمين المنجزة في ظل تشريع هذا الطرف المتعاقد.

المادة 13

فترات التأمين التي تقل عن مدة 12 شهرا

- (1) في حالة عدم بلوغ مدة فترة التأمين المنجزة في ظل تشريع أحد الطرفين المتعاقدين اثني عشر شهرا، وإذا كان لا يكتسب أي حق في التعويضات بناء على هذه المدة فقط، فإن المؤسسة المختصة لهذا الطرف ليست ملزمة بمنح تعويضات برسم هذه الفترة.
- (2) تأخذ المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الآخر بعين الاعتبار الفترة المشار إليها في الفقرة السابقة من أجل تطبيق مقتضيات المادة 11، كما لو كانت هذه الفترة منجزة بمقتضى تشريعها الخاص.

المادة 14

تخفيض وقف وحذف التعويضات

لا تطبق تشريعات الطرفين المتعاقدين المتعلقة بتخفيض ووقف وحذف المعاشات في الحالة التي تكون فيها المعاشات المصروفة من نفس النوع، على الأشخاص الخاضعين لهذه الاتفاقية.

الفصل الثاني

مقتضيات خاصة

تطبيق تشريع جمهورية بلغاريا

المادة 15

مبلغ التعويضات النقدية

مع مراعاة مقتضيات المادة 11 أعلاه، يحدد مبلغ التعويضات النقدية طبقا للتشريع البلغاري على أساس فترات التأمين المنجزة ببلغاريا والمداخيل التي تم على أساسها دفع اشتراكات التأمين خلال هذه الفترات.

تطبيق تشريع المملكة المغربية

المادة 16

معاش الشيخوخة والمتوفى عنهم

1. مع مراعاة مقتضيات المادة 11 أعلاه، تحدد المؤسسة المختصة طبقا لتشريعها الخاص، إذا كان المعنى بالأمر يستوفي الشروط الضرورية التي تفتح له الحق في معاش الشيخوخة أو معاش المتوفى عنهم.
2. إذا كان الحق مفتوحا، تحدد المؤسسة المختصة التعويض الذي يمكن للمؤمن المطالبة به إذا كانت جميع فترات التأمين أو الفترات المماثلة قد أنجزت فقط بمقتضى تشريعها الخاص، ثم يحذف من هذا التعويض بالتناسب مدة فترات التأمين أو الفترات المماثلة المنجزة تحت ظل التشريع الذي تطبقه، قبل تاريخ اكتساب الحق في المعاش، بالنسبة لمجموع مدة الفترات المنجزة تحت ظل تشريع الطرفين، وإذا اقتضى الحال، تحتسب فترات التأمين المنجزة وفق تشريع بلد ثالث مرتبط مع كلا الطرفين بأداة تنسيق في مجال الضمان الاجتماعي ينص على امكانية تجميع فترات التأمين. لا يمكن أن يتعدى مجموع الفترات الفترة القصوى التي ينص عليها التشريع الذي تطبقه للاستفادة من تعويض كامل.

المادة 17

معاش الزمانة

حساب وصرف معاش الزمانة

- 1- بصرف معاش الزمانة طبقا للتشريع المغربي الذي كان يخضع له العامل عند التوقف عن العمل المتبوع بالعجز على إثر مرض أو حادثة غير مرتبطين بالعمل، مع مراعاة عند الاقتضاء، مقتضيات المادة 11 من هذه الاتفاقية.

2- يحدد مبلغ المعاش على أساس الأجر المتوسط الذي يأخذ بعين الاعتبار فقط الأجور المعتمدة للاقتطاع الاشتراكات لدى النظام المغربي.

المادة 18

التحويل إلى معاش الشيخوخة

- 1- يتم تحويل معاش الزمانة إلى معاش الشيخوخة بمجرد استيفاء الشروط المطلوبة من طرف نظام الضمان الاجتماعي المغربي المدين بمعاش الزمانة، خاصة شرط السن، وذلك من أجل منح معاش الشيخوخة.
- 2- يتم التحويل وفق الشروط المنصوص عليها في النظام المغربي المدين بمعاش الزمانة.

القسم الثالث

حوادث الشغل والأمراض المهنية

المادة 19

تحديد الحق في التعويضات والإيراد

يخول الحق في التعويض عن إيراد حادثة شغل أو مرض مهني طبقاً لتشريع الطرف المتعاقد الذي كان يخضع له العامل أثناء تعرضه للحوادث أو المرض.

المادة 20

تفاقم نتائج حادثة شغل

إذا وقع لعامل، كان ضحية لحوادث شغل، تفاقم في حالته الصحية أو مرض مصروح به نتيجة الحادث، وهو خاضع لتشريع الطرف المتعاقد الآخر، فإن التعويضات والإيرادات المستحقة برسم هذا المرض أو التفاقم، تكون على حساب المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد التي كان العامل مؤمناً بها عند تعرضه لحوادث الشغل.

المادة 21

مرض مهني

- 1- تخول التعويضات وإيرادات المرض المهني طبقاً لتشريع المطبق من طرف المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الذي كان يخضع له العامل عند مزاولته للنشاط الذي سبب له المرض المهني. تطبق هذه المسطرة كذلك في حالة معاينة المرض لدى العامل أثناء خضوعه لتشريع الطرف الآخر المتعاقد.
- 2- عندما يزاول العامل النشاط المذكور في الفقرة 1، ويكون خاضعاً لتشريع أحد الطرفين المتعاقدين، تحدد حقوقه طبقاً لتشريع الطرف المتعاقد الذي يخضع له أو كان خاضعاً له أثناء الفترة الأخيرة من مزاولته للنشاط. إذا لم يخول له الحق في التعويض في هذا للطرف المتعاقد، تطبق مقتضيات تشريع الطرف الأول.

المادة 22

تفاقم الحالة الصحية في حالة المرض المهني

- 1- في حالة تحويل الحق في التعويض أو الإيراد عن مرض مهني طبقاً لتشريع أحد الطرفين المتعاقدين، فإن المؤسسة المختصة لهذا الطرف المتعاقد تتحمل مبلغ التعويض أو الإيراد اعتباراً لتفاقم المرض، رغم تزامن

ظهور هذا التناقم مع خضوع العامل لتشريع الطرف المتعاقد الآخر. طالما لم يقم العامل بممارسة نشاط من شأنه أن يضر بصحته بنفس الدرجة.

2- في حالة تناقم الحالة الصحية للعامل الذي يستفيد من إيراد مرض مهني طبقا لتشريع أحد الطرفين المتعاقدين خلال قيامه بنشاط في الطرف المتعاقد الآخر، سيتخذ الإجراء التالي:

- أ- تستمر مؤسسة الطرف المتعاقد الأول وعلى حمايتها تحمل تعويضات الإيراد المستحقة وفق مقتضيات تشريعها الخاص مع عدم الأخذ بعين الاعتبار تناقم الحالة الصحية.
- ب- في حالة وقوع التناقم الصحي تحت ظل تشريع الطرف الثاني، تمنح المؤسسة المختصة لهذا الطرف إيرادا يحدد مبلغه بالفرق بين مبلغ الإيراد المستحق بعد التناقم ومبلغ الإيراد الذي قد يكون مستحقا في هذا الطرف المتعاقد قبل التناقم.

المادة 23

تقدير نسبة العجز الناتج عن حادث شغل أو مرض مهني

خلال تقدير نسبة العجز عن العمل الناتج عن حادثة شغل أو مرض مهني، تؤخذ بعين الاعتبار نتائج حوادث الشغل أو الأمراض المهنية السابقة التي تعرض لها العامل عندما كان خاضعا لتشريع الطرف المتعاقد الآخر.

الفصل الرابع

التعويضات عن البطالة أو التعويض عن فقدان الشغل

المادة 24

1. إذا اشترط تشريع أحد الطرفين متعاقدين إنجاز فترات تأمين محددة لاكتساب الحق في التعويض عن البطالة أو التعويض عن فقدان الشغل أو الحفاظ عليه أو تحصيله، فإن المؤسسة المختصة لهذا الطرف المتعاقد تأخذ بعين الاعتبار فترات التأمين المنجزة بمقتضى تشريع الطرف المتعاقد الآخر كما لو كانت فترات تأمين منجزة برسم تشريعها الخاص. شريطة ألا تتراكم هذه الفترات.
2. يشترط لتطبيق الفقرة الأولى أن يكون الشخص المؤمن قد أنجز فترات التأمين الأخيرة طبقا للتشريع الذي تطلب برسمه هذه التعويضات.
3. تطبق الفقرة الأولى كذلك عندما، طبقا لتشريع طرف متعاقد أو آخر، تعتمد مدة صرف التعويضات على مدة فترات التأمين المنجزة.
4. من أجل تقدير مبلغ التعويض عن البطالة أو التعويض عن فقدان الشغل، تعتمد المؤسسة المختصة لكل طرف متعاقد فقط على فترات ومداديل التأمين المنجزة طبقا للتشريع الذي تطبقه.

القسم الخامس

منحة الوفاة

المادة 25

1. في الحالة التي لا يتوفر فيها العمال على مدة التأمين المنصوص عليها في تشريع أحد الطرفين المتعاقدين من أجل تخويل أو إبقاء أو تحصيل الحق في منحة الوفاة، يتم اللجوء، من أجل استكمال فترات التأمين المنجزة في هذا الطرف المتعاقد، إلى فترات التأمين التي سبق إنجازها وفق تشريع الطرف المتعاقد الآخر.
2. في حالة وفاة عامل أو طالب أو مستفيد من معاش أو إيراد خاضع لتشريع أحد الطرفين فوق تراب الطرف الآخر أو فوق تراب طرف ثالث، فإن المؤسسة المختصة في كل طرف من الطرفين المتعاقدين تحسب الحق في منحة الوفاة برسم التشريع الذي تطبقه، كما لو أن الوفاة وقعت فوق ترابها.
3. تصرف كل مؤسسة مختصة بمنحة الوفاة المستحقة برسم تشريعها، بصرف النظر عن مكان إقامة المستفيد.

الياب الرابع

مقتضيات مختلفة

المادة 26

التوافق الإداري

1. تيرم السلطات المختصة للطرفين المتعاقدين توافقاً إدارياً يحدد كيفية تطبيق هذه الاتفاقية.
2. تعين المؤسسات المختصة وهيأت اتصال الطرفين المتعاقدين في التوافق الإداري الوارد في الفقرة الأولى أعلاه.

المادة 27

المساعدة الإدارية

- 1- تقوم المؤسسات والهيئات المختصة بتبادل المعلومات حول:
 - أ- كل الإجراءات المتخذة لتطبيق هذه الاتفاقية.
 - ب- كل التعديلات الطارئة في تشريعاتها التي لها علاقة بتطبيق هذه الاتفاقية.
- 2- بهدف تطبيق هذه الاتفاقية، تقوم السلطات والمؤسسات المختصة للطرفين المتعاقدين بتبادل المساعدة الإدارية بشكل مجاني كما لو تعلق الأمر بتطبيق تشريعاتها الخاصة.
- 3- يمكن للسلطات والمؤسسات المختصة لأحد الطرفين المتعاقدين، في إطار تطبيق هذه الاتفاقية، الاتصال مباشرة فيما بينها وكذلك مع الأشخاص المعنيين أو موكلهم.
- 4- لا يمكن للسلطات والمؤسسات المختصة لأحد الطرفين المتعاقدين رفض الشكايات أو وثائق أخرى التي ترسل إليها بسبب تحريرها باللغة الرسمية للطرف المتعاقد الآخر.

5- تجرى المرافقات والخبرات الطبية أو تدخل طبيب مختص للأشخاص المقيمين مؤقتا أو المقيمين فوق تراب الطرف الآخر، بطلب من المؤسسة المختصة وعلى حسابها. لا تسترجع المصاريف عندما تجرى هذه الفحوصات لفائدة مؤسسات الطرفين.

يمكن أن تجرى الخبرات الطبية المنجزة في إطار النزاعات المنصوص عليها في تشريع أحد الطرفين فوق تراب الطرف الآخر. وتقدم مؤسسة هذا البلد مساعها الحميدة لإنجاز هذه الخبرات خصوصا عن طريق:

- وضعها، تحت تصرف مؤسسات الطرف الآخر، قائمة خبراء معترف بهم أو تعيين خبراء بطلب منها.
- تسوية المصاريف المتعلقة بالخبرات الطبية والتي سيتم استرجاعها كاملة من طرف المؤسسة المختصة للطرف الآخر.

المادة 28

استرجاع المصاريف

تقوم المؤسسة المختصة باسترجاع المصاريف التي تم إنفاقها والمذكورة في الفقرة الخامسة من المادة 27 إلى مؤسسة بلد الإقامة أو الإقامة المؤقتة. ويتم هذا الاسترجاع عن طريق تقديم الوضعيات الفردية النصف سنوية للمصاريف الحقيقية من طرف هيئات اتصال الطرفين المتعاقدين. وتحدد كيفية الاسترجاع بموجب التوافق الإداري لهذه الاتفاقية.

المادة 29

الرسوم والتصديق

1. يتم تمديد الإعفاء أو التخفيض من الرسوم المنصوص عليها في تشريع أحد الطرفين المتعاقدين فيما يتعلق بالوثائق أو الشواهد التي يجب الإدلاء بها تطبيقا لتشريع هذا الطرف المتعاقد، إلى الوثائق والشواهد المماثلة التي يجب الإدلاء بها تطبيقا لتشريع الطرف الآخر تطبيقا هذه الاتفاقية.

2. تعفي السلطات والمؤسسات المختصة للطرفين المتعاقدين، الشواهد وكل الوثائق التي يتعين الإدلاء بها تطبيقا لهذه الاتفاقية من تأشيرة التصديق من طرف المصالح الدبلوماسية أو القنصلية.

المادة 30

إيداع الطلبات والطعون

1- تعتبر الطلبات أو التصريحات أو الطعون التي تم تقديمها لدى السلطات المختصة أو لدى سلطة أخرى في أحد الطرفين المتعاقدين، كأنها قدمت لدى السلطات المختصة أو لدى سلطة أخرى في الطرف المتعاقد الآخر.

2- يعتبر طلب التعويض المودع طبقا لتشريع أحد الطرفين المتعاقدين كأنه طلب تعويض مطابق لتشريع الطرف الآخر للمتعاقد، إلا إذا صرح الطالب عن رغبته في تحديد الحق في التعويض طبقا لتشريع أحد الطرفين المتعاقدين فقط.

- 3- تقبل الطلبات والتصريحات والطعون التي كان ينبغي تقديمها طبقاً لتشريع أحد الطرفين المتعاقدين في أجل محدد لدى سلطة إدارية أو قضائية أو مؤسسة مختصة لهذا الطرف، إذا تم تقديمها خلال نفس الأجل لدى سلطة إدارية أو قضائية أو مؤسسة مختصة في الطرف المتعاقد الآخر.
- 4- يهدف تطبيق مقتضيات الفقرات 1 و2 و3 من هذه المادة، تقوم الهيئات المذكورة أعلاه بإرسال بشكل فوري الطلبات والتصريحات والطعون إلى الهيئات المماثلة في الطرف المتعاقد الآخر عن طريق هينات الاتصال.

المادة 31

أداءات

- 1- تقوم المؤسسات المختصة بصرف التعويضات مباشرة للأشخاص المعنيين بعملة بلدنا.
- 2- تتم الأداءات بين المؤسسات اتجاه الطرف المتعاقد الآخر والنتيجة عن تطبيق هذه الاتفاقية بعملة الطرف الدائن.

المادة 32

الاعتراف بالقرارات والوثائق التنفيذية

- 1- يعترف الطرف المتعاقد الآخر بقرارات المحاكم التي دخلت حيز التنفيذ وبالقرارات النافذة للمؤسسة المختصة أو للسلطات المختصة لأحد الطرفين المتعاقدين والمتعلقة بالاشتراكات والتحصيلات الأخرى من طرف التأمين الاجتماعي.
- 2- لا يمكن رفض هذا الاعتراف إلا إذا كان مخالفاً للنظام العام للطرف المتعاقد الذي يجب أن يتم فيه الاعتراف بالقرار أو الوثيقة.
- 3- يتم تنفيذ القرارات والوثائق النافذة المعترف بها بموجب الفقرة 1 من قبل الطرف المتعاقد الآخر. تكون المسطرة التنفيذية مطابقة للتشريع الجاري به العمل في الطرف المتعاقد الآخر الذي سيتم التنفيذ على ترابه. ويجب تكون القرارات والوثائق مصحوبة بتصريح التنفيذ (بند تنفيذي).

المادة 33

تسوية الخلافات

- 1- كل خلاف بخصوص تفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية، يكون موضوع مفاوضات مباشرة بين السلطات المختصة للطرفين المتعاقدين.
- 2- في حالة عدم إمكانية التوصل إلى حل بهذه الطريقة، يتعين حسم الخلاف وفقاً لمسطرة تحكيم بناء على طلب من أحد الطرفين المتعاقدين. تحدد لجنة التحكيم والقواعد والإجراءات التحكيمية باتفاق مشترك بين الطرفين المتعاقدين.

الباب الخامس

مقتضيات انتقالية وختامية

المادة 34

مقتضيات انتقالية

- 1- لا تخول هذه الاتفاقية أي حق عن فترات سابقة لتاريخ دخولها حيز التنفيذ.
- 2- كل فترة تأمين منجزة قبل تاريخ دخول الاتفاقية حيز التنفيذ، تؤخذ بعين الاعتبار لتحديد الحق في التعويضات المخولة طبقا لمقتضيات هذه الاتفاقية.
- 3- تسري هذه الاتفاقية كذلك على كل التوقعات المنجزة قبل تاريخ دخولها حيز التنفيذ.

المادة 35

الدخول حيز التنفيذ

- 1- يتم التصديق على هذه الاتفاقية.
- 2- تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ في اليوم الأول من الشهر الثالث الذي يلي تاريخ آخر الإشعارين الذي تقوم من خلالها الطرفين المتعاقدين بإبلاغ بعضهما البعض، عن طريق القنوات الدبلوماسية، باستكمال جميع متطلباتها من أجل دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، لتشريعتهما الوطنية.

المادة 36

إنهاء الاتفاقية


- 1- تبرم هذه الاتفاقية لمدة غير محددة.
 - 2- يمكن لكل طرف متعاقد، فيما يخصه، خلال السنة الجارية لإنهاء العمل بهذه الاتفاقية، يجب أن يتم إشعار الطرف الآخر بإنهاء العمل كتابة وعن طريق القنوات الدبلوماسية، وتصبح سارية المفعول ابتداء من أول يناير من السنة الموالية، ويجب أن يتم الإشعار على الأقل داخل ثلاثة أشهر قبل انقضاء السنة المدنية السابقة.
 - 3- في حالة إنهاء العمل بهذه الاتفاقية، يحتفظ بأي حق مكتسب قبل تاريخ الإنهاء، وذلك طبقا لمقتضياتها.
- وإنيأتا لما تقدم، قام ممثلا الطرفين المتعاقدين الموقعان أدناه والمخول لهما ذلك، بالتوقيع على هذه الاتفاقية وختم عليها.

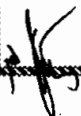
حررت بالرباط، بتاريخ 21 شتنبر 2016، في نظيرين أصليين باللغات العربية والبلغارية والفرنسية، ولكل من النصوص الثلاث نفس الحجية. وفي حالة الاختلاف في تفسير مقتضيات هذه الاتفاقية، يرجع النص الفرنسي.

عن
جمهورية بلغاريا


زورنيستا روسيتسكا
وزيرة الشغل والمهارة الاجتماعية

عن
المملكة المغربية


عبد السلام الصديقي
وزير التشغيل والشؤون الاجتماعية



□ CANADA

Sécurité sociale

- **Dahir n° 1-00-214 du 2 jourmada II 1421 (1^{er} septembre 2000) portant publication de la convention de sécurité sociale faite à Rabat le 1^{er} juillet 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Canada (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention de sécurité sociale faite à Rabat le 1^{er} juillet 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Canada;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention précitée,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention de sécurité sociale faite à Rabat le 1^{er} juillet 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Canada.

Fait à Agadir, le 2 jourmada II 1421 (1^{er} septembre 2000).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Abderrahman Youssoufi.

*

* *

(1) *B.O.* n° 4858 du 21 décembre 2000.

Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement du Canada

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le Gouvernement du Canada

ci-après appelés « les Parties »,

Résolus à coopérer dans le domaine de la sécurité sociale,

Affirmant le principe de l'égalité de traitement entre toutes les personnes qui sont ou ont été soumises à la législation de l'un des deux Etats en ce qui concerne l'application de la législation de sécurité sociale de chacun d'eux,

Désireux de maintenir aux assurés sociaux de chacun des deux Etats une meilleure garantie des droits acquis ou en cours d'acquisition en matière de l'assurance vieillesse, invalidité, survivants et de l'assurance décès,

Ont Décidé de conclure une convention tendant à coordonner l'application, aux assurés sociaux des deux Etats, des législations du Royaume du Maroc et du Canada en matière de sécurité sociale, et

A cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Titre premier : Dispositions générales

Article premier : Définitions

1. Aux fins de la présente Convention,

« autorité compétente » désigne, pour le Canada, le ou les Ministres chargés de l'application de la législation du Canada, et, pour le Royaume du Maroc, le Ministre chargé de l'application de la législation marocaine ;

« institution compétente » désigne, pour le Canada, l'autorité compétente, et, pour le Royaume du Maroc, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) en tant que gestionnaire du régime général de Sécurité Sociale et en tant que représentant des autres institutions compétentes marocaines ;

« législation » désigne, pour chaque Partie, les lois et règlements visés à l'article 2 (1) pour ladite Partie,

« période d'assurance » désigne, pour chaque Partie, toute période de cotisation, d'emploi, d'assurance ou de résidence ouvrant droit à une prestation aux termes de la législation de l'une ou l'autre Partie, cette expression désigne en outre, pour le Canada, toute période où une pension d'invalidité est versée aux termes du de pension du Canada, et, pour le Royaume du Maroc, les périodes équivalentes ou assimilées ;

« prestation » désigne, pour chaque Partie, toute prestation en espèces, pension ou allocation prévue par la législation de l'une ou l'autre Partie, y compris toute majoration ou allocation supplémentaire qui y sont applicables ;

« résidence » désigne, pour le Canada, la résidence telle que définie par la législation du Canada, et, pour le Royaume du Maroc, la résidence habituelle au sens légal du terme.

2. Tout terme non défini au présent article a le sens qui lui est attribué par la législation applicable.

Article 2 : Législation à laquelle la Convention s'applique

1. La présente Convention s'applique à la législation suivante :

- a) pour le Canada :

- (i) la Loi sur la sécurité de la vieillesse et les règlements qui en découlent, et
- (ii) le Régime de pensions du Canada et les règlements qui en découlent ;

- b) pour le Royaume du Maroc :

- (i) la législation relative au régime de sécurité sociale telle que modifiée ou complétée, limitée aux prestations à long terme et à l'allocation au décès due aux ayants-droit d'un assuré ou d'un titulaire d'une pension de vieillesse, d'une pension ou d'une rente d'invalidité :
- (ii) la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (dispositions sur les rentes),
- (iii) les dispositions législatives, réglementaires ou statutaires agréées par l'autorité publique relatives à des régimes particuliers de sécurité sociale en tant qu'elles couvrent des salariés ou assimilés et qu'elles concernent des risques et prestations courants de la législation sur les régimes de sécurité sociale.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, la présente Convention s'applique également aux lois et règlements qui modifient, complètent, unifient ou remplacent la législation visée au paragraphe 1.

3. La présente Convention s'applique aux lois et règlements qui étendent la législation d'une Partie à de nouvelles catégories de bénéficiaires ou à de nouvelles prestations uniquement s'il n'y a pas, à cet égard, opposition de ladite Partie notifiée à l'autre Partie dans un délai de trois mois suivant l'entrée en vigueur desdites lois et desdits règlements.

Article 3 : Personnes auxquelles la Convention s'applique

La présente Convention s'applique :

- a) pour le Canada, à toute personne qui est ou qui a été soumise à la législation du Canada, ainsi qu'aux personnes à charge et aux survivants de ladite personne ;

- b) pour le Royaume du Maroc, à tout travailleur salarié ou assimilé qui est ou qui a été assujetti à la législation du Royaume du Maroc ainsi qu'à ses ayants droit.

Article 4: Egalité de traitement

Aux fins de l'application de la législation d'une Partie, toute personne visée à l'article 3 est soumise aux obligations et est admise aux bénéfices de la législation de ladite Partie dans les mêmes conditions que les citoyens ou les ressortissants de cette Partie.

Article 5: Versement des prestations à l'étranger

1. Sauf dispositions contraires de la présente Convention, les prestations acquises aux termes de la législation d'une Partie par toute personne visée à l'article 3, y compris les prestations acquises en vertu de la présente Convention, ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du seul fait que l'intéressé réside sur le territoire de l'autre Partie. Ces prestations sont versées sur le territoire de l'autre Partie.
2. Toute prestation due en vertu de la présente Convention à une personne qui est ou qui a été soumise à la législation des Parties, ou aux personnes à charge ou aux survivants de ladite personne, est également versée sur le territoire d'un Etat tiers.

Titre II: Dispositions relatives à la législation applicable

Article 6: Dispositions relatives à l'assujettissement

1. Sous réserve des dispositions suivantes du présent article,
 - a) le travailleur salarié travaillant sur le territoire d'une Partie n'est assujetti, relativement à ce travail, qu'à la législation de ladite Partie, et
 - b) le travailleur autonome qui réside habituellement sur le territoire d'une Partie et qui travaille à son propre compte sur le territoire de l'autre Partie ou sur le territoire des deux Parties n'est assujetti, relativement à ce travail, qu'à la législation de la première Partie.
2. Le travailleur salarié qui est assujetti à la législation d'une Partie et qui effectue sur le territoire de l'autre Partie un travail au service du même employeur n'est assujetti, relativement à ce travail, qu'à la législation de la première Partie comme si ce travail s'effectuait sur son territoire et ce pour une période maximum de trente-six mois.

Cette période de détachement peut être prorogée au-delà de trente-six mois jusqu'à un maximum de soixante mois sous réserve de l'approbation préalable des autorités compétentes des Parties ou de celles qui auront reçu délégation à cet effet.

3. Toute personne qui, à défaut de la présente Convention, serait soumise à la législation des Parties relativement à un emploi comme membre de l'équipage d'un navire ou de transport aérien, est assujettie, relativement à cet emploi, uniquement à la législation du Canada si elle réside habituellement au Canada et uniquement à la législation du Royaume du Maroc si elle réside habituellement au Royaume du Maroc.
4. Les personnes qui, dans un port d'une Partie, sont employées à des travaux de chargement, de déchargement d'un navire, à la réparation ou à l'inspection de ces travaux, sont soumises à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle se trouve le port.
5. Relativement aux fonctions d'un emploi au service d'un gouvernement exécutées sur le territoire de l'autre Partie, le travailleur salarié n'est assujetti à la législation de cette dernière Partie que s'il en est citoyen ou s'il réside habituellement sur son territoire. Dans ce dernier cas, ledit travailleur peut, toutefois, opter pour la seule législation de la première Partie s'il en est citoyen.
6. Les autorités compétentes des Parties peuvent, d'un commun accord, modifier l'application des dispositions du présent article à l'égard de toute personne ou catégorie de personnes.

Article 7 : Définition de certaines périodes de résidence à l'égard de la législation du Canada

1. Aux fins du calcul du montant des prestations aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse :
 - a) si une personne est assujettie au Régime de pensions du Canada ou au régime général de pensions d'une province du Canada, pendant une période quelconque de présence ou de résidence au Royaume du Maroc, ladite période est considérée comme une période de résidence au Canada relativement à ladite personne, à son conjoint et aux personnes à sa charge qui demeurent avec elle et qui ne sont pas assujettis à la législation du Royaume du Maroc en raison d'emploi ou de travail autonome ; et
 - b) si une personne est assujettie à la législation du Royaume du Maroc pendant une période quelconque de présence ou de résidence au Canada, ladite période n'est pas considérée comme une période de résidence au Canada relativement à ladite personne, à son conjoint et aux personnes à sa charge qui demeurent avec elle et qui ne sont pas assujettis au Régime de pensions du Canada ou au régime général de pensions d'une province du Canada en raison d'emploi ou de travail autonome.

2. Aux fins de l'application du paragraphe 1 :
- a) une personne est considérée assujettie au Régime de pensions du Canada ou au régime général de pensions d'une province du Canada pendant une période de présence ou de résidence au Royaume du Maroc uniquement si ladite personne verse des cotisations aux termes du régime concerné pendant ladite période d'emploi ou de travail autonome; et
 - b) une personne est considérée assujettie à la législation du Royaume du Maroc pendant une période de présence ou de résidence au Canada uniquement si ladite personne verse des cotisations obligatoires aux termes de ladite législation pendant ladite période en raison d'emploi.

Titre III : Dispositions concernant les prestations

Section 1 : Totalisation des périodes

Article 8 : Périodes aux termes de la législation du Canada et du Royaume du Maroc

1 Si une personne n'a pas droit au versement d'une prestation parce qu'elle ne justifie pas de périodes d'assurance suffisantes aux termes de la législation d'une Partie, le droit de ladite personne au versement de ladite prestation est déterminé en totalisant lesdites périodes et celles spécifiées aux paragraphes 2 et 3 du présent article, pour autant que lesdites périodes ne se superposent pas.

2. a) Aux fins de l'ouverture du droit au versement d'une prestation aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse du Canada, toute période d'assurance aux termes de la législation du Royaume du Maroc ou toute période de résidence sur le territoire du Royaume du Maroc est considérée comme une période de résidence sur le territoire du Canada.
 - b) Aux fins de l'ouverture du droit au versement d'une prestation aux termes du Régime de pensions du Canada, toute année civile comptant au moins trois mois ou soixante-dix-huit jours d'assurance aux termes de la législation du Royaume du Maroc est considérée comme une année à l'égard de laquelle des cotisations ont été versées aux termes du Régime de pensions du Canada.
3. Aux fins de l'ouverture du droit au versement d'une prestation prévue par la législation du Royaume du Maroc :
- a) une année civile qui est une période d'assurance aux termes du Régime de pensions du Canada est considérée comme trois cent douze jours de cotisations aux termes de la législation du Royaume du Maroc;
 - b) un jour qui est une période d'assurance aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse du Canada et qui ne fait pas partie d'une période d'assurance aux fins

du régime de pensions du Canada est considéré comme un jour de cotisations aux termes de la législation du Royaume du Maroc.

Article 9 : Périodes aux termes de la législation d'un Etat tiers

Si une personne n'a pas droit au versement d'une prestation en fonction des périodes d'assurance aux termes de la législation des Parties, totalisées tel que prévu à l'article 8, le droit de ladite personne au versement de ladite prestation est déterminé par la totalisation desdites périodes et des périodes d'assurance aux termes de la législation d'un Etat tiers avec lequel les Parties sont liées par des instruments de sécurité sociale prévoyant la totalisation de périodes d'assurance.

Article 10 : Période d'assurance minimale

1. Nonobstant toutes autres dispositions de la présente Convention, si la durée totale des périodes d'assurance aux termes de la législation du Canada n'atteint pas une année, et si compte tenu de ces seules périodes, le droit à une prestation n'est pas acquis, l'institution compétente du Canada n'est pas tenue d'accorder des prestations.
2. Nonobstant toutes autres dispositions de la présente Convention, si la durée totale des périodes d'assurance en vertu de la législation du Royaume du Maroc n'atteint pas trois cent douze jours, et si compte tenu de ces seules périodes, le droit à une prestation n'est pas acquis, l'institution compétente du Royaume du Maroc n'est pas tenue d'accorder des prestations.

Section 2 : Prestations aux termes de la législation du Canada

Article 11 : Prestations aux termes de la loi sur la sécurité de la vieillesse

1. Si une personne a droit au versement d'une pension de la Sécurité de la vieillesse ou d'une allocation au conjoint uniquement en vertu de l'application des dispositions relatives à la totalisation énoncées à la Section 1, l'institution compétente du Canada détermine le montant de la pension ou de l'allocation au conjoint payable à ladite personne en conformité avec les dispositions de la Loi sur la sécurité de la vieillesse qui régissent le versement de la pension partielle ou de l'allocation au conjoint, uniquement en fonction des périodes de résidence au Canada admissibles aux termes de ladite Loi.
2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également à une personne qui est hors du Canada et qui a droit au versement d'une pension au Canada mais qui n'a pas résidé au Canada pendant la période de résidence minimale requise par la Loi sur la sécurité de la vieillesse pour avoir droit au versement d'une pension hors du Canada.

3. Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention :
- a) une pension de la sécurité de la vieillesse n'est pas versée à une personne qui est hors du Canada à moins que les périodes de résidence de ladite personne, totalisées tel que prévu à la Section 1, ne soient au moins égales à la période minimale de résidence au Canada requise par la Loi sur la sécurité de la vieillesse pour ouvrir le droit au versement de la pension hors du Canada ; et,
 - b) l'allocation au conjoint et le supplément de revenu garanti ne sont versés à une personne qui est hors du Canada que dans la mesure permise par la Loi sur la sécurité de la vieillesse,

Article 12 : Prestations aux termes du régime de pensions du Canada

Si une personne a droit au versement d'une prestation uniquement en vertu de l'application des dispositions relatives à la totalisation énoncées à la Section 1, l'institution compétente du Canada détermine le montant de la prestation comme suit :

- a) la composante liée aux gains de la prestation en question est calculée en conformité avec les dispositions du Régime de pensions du Canada, uniquement en fonction des gains ouvrant droit à pension crédités aux termes dudit Régime ; et,
- b) le montant de la composante à taux uniforme de la prestation est déterminé en multipliant :
 - (i) le montant de la prestation à taux uniforme déterminé conformément aux dispositions du Régime de pensions du Canada,
par
 - (ii) la fraction qui exprime le rapport entre les périodes de cotisations au Régime de pensions du Canada et la période minimale d'admissibilité à ladite prestation aux termes du Régime de pensions du Canada, mais ladite fraction n'est en aucun cas supérieure à l'unité.

Section 3 : Prestations aux termes de la législation du Royaume du Maroc

Article 13 : Calcul du montant de la prestation

Dans le cas de personnes ayant accompli des périodes d'assurance suffisantes pour ouvrir droit, au regard de la législation du Royaume du Maroc, à une prestation sans avoir à faire valoir les périodes d'assurance accomplies en vertu de la législation du Canada, l'institution compétente du Royaume du Maroc calcule le montant de la prestation conformément aux dispositions de la législation du Royaume du Maroc, en prenant uniquement en compte les périodes d'assurance accomplies en vertu de ladite législation.

Article 14: Liquidation de la prestation

Les prestations auxquelles un assuré, qui a été soumis à la législation des Parties, peut prétendre en vertu de la législation du Royaume du Maroc, sont liquidées de la manière suivante :

- a) l'institution compétente du Royaume du Maroc détermine, d'après sa propre législation, si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit aux prestations prévues par cette législation, compte tenu de la totalisation des périodes visées aux articles 8 et 9,
- b) si, à la suite de la totalisation prévue à l'alinéa (a), le demandeur a droit à une prestation de vieillesse, d'invalidité ou de survivants, conformément à la législation du Royaume du Maroc, l'institution compétente du Royaume du Maroc détermine la prestation théorique à laquelle l'assuré aurait droit si toutes les périodes d'assurance avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation,
- c) la prestation due à l'intéressé est fixée en réduisant le montant de la prestation théorique visée à l'alinéa (b) ci-dessus au prorata des périodes d'assurance accomplies sous la législation du Royaume du Maroc par rapport à l'ensemble des périodes d'assurance totalisées en application des articles 8 et 9.

Article 15: Régimes spéciaux

1. Lorsqu'en application de la législation du Royaume du Maroc, l'octroi de certaines prestations est subordonné à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial, ou dans une profession ou un emploi déterminé, les périodes accomplies en vertu de la législation du Canada ne sont prises en compte pour déterminer l'ouverture du droit à prestations que si elles ont été accomplies dans la même profession ou le même emploi.
2. Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour avoir droit auxdites prestations, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime général.

Article 16: Liquidation de la pension de survivants

1. Lorsque le décès, ouvrant droit à l'attribution d'une pension de survivants survient avant que le travailleur ait obtenu la liquidation de ses droits au regard de l'assurance vieillesse, les prestations dues aux ayants-droit sont liquidées dans les conditions précisées à l'article 14 de la présente Convention.
2. La pension de veuve est éventuellement répartie, également et définitivement, entre les bénéficiaires, dans les conditions prévues par le statut personnel de l'intéressé.

Titre IV : Dispositions administratives et divers

Article 17 : Arrangement administratif

1. Les autorités compétentes des Parties fixent, dans un Arrangement administratif, les modalités requises pour l'application de la présente Convention.
2. Dans ledit Arrangement sont désignés les organismes de liaison des Parties.

Article 18 : Echange de renseignements et assistance mutuelle

1. Les autorités compétentes et institutions chargées de l'application de la présente Convention :
 - a) se communiquent, dans la mesure où la législation qu'elles appliquent le permet, tout renseignement requis aux fins de l'application de la présente Convention,
 - b) se prêtent leurs bons offices et se fournissent mutuellement assistance pour déterminer le droit à toute prestation et pour en effectuer le versement aux termes de la présente Convention ou de la législation à laquelle la présente Convention s'applique tout comme si ladite question touchait l'application de leur propre législation, et,
 - c) se transmettent mutuellement, dès que possible, tout renseignement concernant les mesures adoptées aux fins de l'application de la présente Convention ou les modifications apportées à leur législation respective pour autant que lesdites modifications affectent l'application de la présente Convention.
2. L'assistance visée à l'alinéa 1 b) est fournie gratuitement, sous réserve de toute disposition comprise dans l'Arrangement Administratif conclu selon les dispositions de l'article 17 concernant le remboursement de certaines catégories de frais.
3. Sauf si sa divulgation est exigée aux termes des lois d'une Partie, tout renseignement sur une personne, transmis conformément à la présente Convention à ladite Partie par l'autre Partie, est confidentiel et ne peut être utilisé qu'aux seules fins de l'application de la présente Convention et de la législation à laquelle la présente Convention s'applique.

Article 19 : Exemption ou réduction de taxes, de droits ou de frais

1. Toute exemption ou réduction de taxes, de droits judiciaires, de droits de chancellerie ou de frais administratifs prévue par la législation d'une Partie, relativement à la délivrance d'un certificat ou document à produire aux fins de l'application de ladite législation, est étendue aux certificats et documents à produire aux fins de l'application de la législation de l'autre Partie.

2. Tous actes et documents à caractère officiel à produire aux fins de l'application de la présente Convention sont exemptés de toute légalisation par les autorités diplomatiques ou consulaires et de toute formalité similaire.

Article 20 : Langues de communication

1. Aux fins de l'application de la présente Convention, les autorités et les institutions compétentes des Parties peuvent communiquer directement entre elles dans les langues officielles des Parties.
2. L'institution compétente d'une Partie ne peut pas refuser un document du seul fait que ledit document est rédigé dans une langue officielle de l'autre Partie.

Article 21 : Présentation de demandes, avis ou recours

1. Les demandes, avis ou recours touchant le droit à toute prestation ou le versement de toute prestation aux termes de la législation d'une Partie qui, aux termes de ladite législation, auraient dû être introduits dans un délai prescrit auprès de l'autorité ou l'institution compétente de cette Partie, mais qui sont présentés dans le même délai à l'autorité ou l'institution de l'autre Partie, sont réputés avoir été présentés à l'autorité ou l'institution compétente de la première Partie.
2. Sauf cas où le requérant désire que sa demande de prestation aux termes de la législation de l'autre Partie soit différée, une demande de prestation au termes de la législation d'une Partie, présentée après l'entrée en vigueur de la présente Convention, est réputée être une demande de prestation analogue aux termes de la législation de l'autre Partie, à condition que le requérant, au moment de la demande:
 - a) demande qu'elle soit considérée comme une demande aux termes de la législation de l'autre Partie, ou
 - b) fournisse des renseignements indiquant que des périodes d'assurance ont été accomplies aux termes de la législation de l'autre Partie.
3. Dans tout cas où les dispositions du paragraphe 1 ou 2 s'appliquent, l'autorité ou l'institution qui a reçu la demande, avis ou recours le transmet sans tarder à l'autorité ou l'institution compétente de l'autre Partie.

Article 22 : Versement des prestations

1. L'institution compétente d'une Partie se libère de ses obligations aux termes de la présente Convention dans la monnaie de ladite Partie.
2. Les prestations sont versées aux bénéficiaires exemptes de toute retenue pour frais administratifs pouvant être encourus relativement au versement des prestations.

Article 23 : Règlement des différends

1. Tout différend entre les Parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention fera l'objet de négociations directes entre les autorités compétentes des Parties.
2. Si le différend ne peut être ainsi résolu dans un délai de six mois à dater du début des négociations, il sera soumis à une commission arbitrale dont la composition et les modalités de fonctionnement seront déterminées par un accord entre les gouvernements des Parties. La commission arbitrale devra résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention. Ses décisions seront obligatoires et définitives.

Article 24 : Ententes avec une province du Canada

Les autorités compétentes concernées du Royaume du Maroc et toute province du Canada pourront conclure des ententes portant sur toute matière de sécurité sociale relevant de la compétence provinciale au Canada pour autant que ces ententes ne soient pas contraires aux dispositions de la présente Convention.

Titre V : Dispositions transitoires et finales**Article 25 : Dispositions transitoires**

1. Toute période d'assurance accomplie avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour l'ouverture du droit aux prestations aux termes de la présente Convention.
2. Aucune disposition de la présente Convention ne confère le droit de toucher une prestation pour une période antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.
3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, une prestation, autre qu'une prestation forfaitaire, est versée aux termes de la présente Convention même si elle se rapporte à un événement antérieur à la date d'entrée en vigueur de la Convention.

Article 26 : Durée et dénonciation

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Elle pourra être dénoncée par l'une des Parties par notification écrite à l'autre Partie. La dénonciation devra être notifiée au plus tard six mois avant la fin de l'année civile en cours ; la Convention cessera alors d'être en vigueur à la fin de cette année.

2. Au cas où la présente Convention cesse d'être en vigueur, tout droit acquis par une personne aux termes des dispositions de ladite Convention est maintenu et des négociations sont engagées pour le règlement de tout droit en cours d'acquisition aux termes desdites dispositions.

Article 27 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant celui où chaque partie aura reçu de l'autre partie un avis écrit indiquant qu'elle s'est conformée à toutes les exigences législatives relatives à l'entrée en vigueur de la présente convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait en deux exemplaires à Rabat, le 1 Juillet 1998 dans les langues arabe, anglaise et française, chaque texte faisant également foi.

Pour le gouvernement
du Royaume du Maroc :

*Le ministre du Développement social,
de la Solidarité, de l'Emploi
et de la Formation professionnelle*
Khalid Alioua.

Pour le gouvernement
du Canada :

*Le ministre du Développement
des Ressources humaines,*
Pierre Pettigrew

*
* *

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de Sécurité Sociale entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement du Canada signée à Rabat, le 1^{er} juillet 1998

Conformément à l'article 17 de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement du Canada, signée à Rabat, le 1^{er} juillet 1998, les autorités compétentes :

Pour le Royaume du Maroc,
le Ministre du Développement Social, de la Solidarité, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Pour le Canada,
le Ministre du Développement des Ressources Humaines

sont convenues des dispositions suivantes :

Titre premier : Dispositions générales

Article premier : Définitions

1. Aux fins de l'application du présent Arrangement administratif, « Convention » désigne la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée à Rabat le 1 juillet 1998.
2. Les autres termes auront le sens qui leur est attribué par la convention.

Article 2 : Organismes de liaison

Sont désignés comme organismes de liaison au sens de l'article 17 de la Convention :

Pour le Canada

- a) En ce qui concerne toute question à l'exception de l'application de l'article 6 de la Convention et du titre II du présent Arrangement Administratif (Dispositions relatives à la législation applicable), la Division des opérations internationales, Direction générale des programmes de la sécurité du revenu, Ministère du développement des ressources humaines; et
- b) En ce qui concerne l'application du titre II, article 6 de la Convention et du titre II du présent Arrangement Administratif, la Division des retenues à la source, Ministère du revenu national,

Pour le Royaume du Maroc

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) en tant que gestionnaire du régime général de sécurité sociale et en tant que représentant des autres institutions compétentes du Maroc.

Titre II : Dispositions relatives à la législation applicable

Article 3

1. Dans les cas de détachements, d'options ou de modifications prévus respectivement, aux paragraphes 2, 5 et 6 de l'article 6 de la convention, l'organisme de liaison de la Partie à laquelle s'applique la législation, émettra sur demande un certificat d'une durée déterminée attestant que, relativement à ce travail, le travailleur et son employeur sont assujettis à ladite législation.
2. a) L'approbation prévue au paragraphe 2 de l'article 6 de la convention devra être demandée avant la fin de la période d'assujettissement en cours.
- b) L'option prévue au paragraphe 5 de l'article 6 de la convention devra être exercée à l'aide d'un avis donné dans un délai de six mois suivant le début des fonctions ou, dans le cas d'un travailleur déjà en fonction à la date d'entrée en vigueur de la convention, dans un délai de six mois suivant ladite date.

3. Relativement aux emplois au service d'un gouvernement visés au paragraphe 5 de l'article 6 de la convention, l'employeur en cause respectera toutes les exigences que la législation applicable impose à tout autre employeur.
4. Le certificat prévu au paragraphe 1 sera émis sur des formulaires conventionnels arrêtés d'un commun accord par les organismes de liaison des deux parties. Le travailleur visé ainsi que son employeur et l'organisme de liaison concerné de l'autre Partie seront en droit d'en recevoir une copie.

Titre III : Dispositions relatives aux prestations

Article 4 : Traitement d'une demande

1. L'organisme de liaison d'une Partie qui reçoit une demande de prestation aux termes de la législation de l'autre Partie transmettra, sans délai, le formulaire de demande à l'organisme de liaison de l'autre Partie.
2. En sus du formulaire de demande, l'organisme de liaison de la première Partie transmettra toutes pièces justificatives qui pourraient être requises par l'institution compétente de l'autre Partie afin de déterminer le droit du requérant à la prestation.
3. Les données sur l'état civil que comporte le formulaire de demande seront dûment authentifiées par l'organisme de liaison de la première Partie qui confirmera que des pièces justificatives originales corroborent ces données; la transmission du formulaire ainsi authentifié dispensera l'organisme de liaison de transmettre les pièces justificatives. Les données visées par le présent paragraphe seront déterminées d'un commun accord par les organismes de liaison des deux Parties.
4. En sus du formulaire de demande et des pièces justificatives visés aux paragraphes 1 et 2, l'organisme de liaison de la première Partie transmettra à l'organisme de liaison de l'autre Partie, un formulaire de liaison indiquant, notamment, les périodes d'assurance aux termes de la législation de la première Partie. Les organismes de liaison des deux Parties s'entendront sur le formulaire de liaison qui sera utilisé à cette fin.
5. L'institution compétente de l'autre Partie déterminera subséquentement les droits du requérant et, par l'entremise de son organisme de liaison, avisera l'organisme de liaison de la première Partie de toutes prestations, le cas échéant, accordées au requérant.
6. Les organismes de liaison des deux Parties s'entendront sur les formulaires sur lesquels une demande de prestation visée au paragraphe 1 sera présentée.

Article 5 : Examens médicaux

1. Dans la mesure où la législation qui s'applique le permet, l'organisme de liaison d'une Partie transmettra, sur demande, à l'organisme de liaison de l'autre Partie,

les constatations médicales et les documents disponibles relatifs à l'invalidité d'un requérant ou d'un bénéficiaire.

2. Si l'institution compétente d'une Partie exige qu'un requérant ou qu'un bénéficiaire qui réside sur le territoire de l'autre Partie subisse un examen médical additionnel et si l'organisme de liaison de la première Partie en fait la demande, l'organisme de liaison de l'autre Partie prendra les dispositions nécessaires pour que ledit examen soit effectué conformément aux frais de l'organisme qui en a fait la demande.
3. Sur réception d'un état détaillé des frais encourus, l'organisme de liaison de la première Partie remboursera, sans délai, à l'organisme de liaison de l'autre Partie les sommes dues suite à l'application des dispositions du paragraphe 2.

Article 6: Echange de statistiques

Les organismes de liaison des deux Parties échangeront annuellement, et en la forme qui sera déterminée d'un commun accord, des statistiques relatives aux prestations versées aux termes de la convention. Ces statistiques inclueront des données sur le nombre de bénéficiaires et le montant global des prestations, ventilées selon leur nature.

Titre IV: Dispositions diverses

Article 7: Formulaires et procédures détaillées

Sous réserve des dispositions du présent Arrangement administratif, les organismes de liaison des Parties s'entendront sur les formulaires et procédures détaillées nécessaires à la mise en application de la convention.

Article 8: Entrée en vigueur

Le présent Arrangement Administratif prendra effet le jour de l'entrée en vigueur de la convention et demeurera effectif pendant la même période.

Fait en deux exemplaires à Rabat, le 1^{er} juillet 1998 dans les langues arabe, anglaise et française, chaque texte faisant également foi.

Pour l'autorité compétente
du Royaume du Maroc :

*Le ministre du Développement social,
de la Solidarité, de l'Emploi
et de la Formation professionnelle,
Khalid Alioua.*

Pour l'autorité compétente
du Canada :

*Le ministre du Développement
des Ressources humaines,
Pierre Pettigrew.*

□ DANEMARK

Sécurité sociale

- Dahir n° 1-85-157 du 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986) portant promulgation de la loi n° 23-85 relative à l'approbation du principe de la ratification de la convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Danemark et du protocole y annexé, faits à Copenhague le 26 avril 1982 (1)

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment son article 26 et le 2^e alinéa de son article 31,

A décidé ce qui suit :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel* en annexe au présent dahir, la loi n° 23-85 adoptée par la Chambre des représentants le 8 ramadan 1405 (29 mai 1985) et portant approbation du principe de la ratification de la convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Danemark et du protocole y annexé, faits à Copenhague le 26 avril 1982.

Fait à Rabat, le 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

D^r Azzeddine Laraki.

*

* *

(1) *B.O.* n° 3910 du 7 octobre 1987.

Loi n° 23-85 portant approbation du principe de la ratification de la convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Danemark et du protocole y annexé, faits à Copenhague le 26 avril 1982

Article unique

Est approuvé le principe de la ratification de la convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Danemark et du protocole y annexé, faits à Copenhague le 26 avril 1982.

- **Dahir n° 1-90-74 du 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention de sécurité sociale et du Protocole y annexé faits à Copenhague le 26 avril 1982 et de l'Avenant à ladite Convention fait à Marrakech le 15 février 1988 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark (1)**

[...]

Vu la Convention de sécurité sociale et le Protocole y annexé faits à Copenhague le 26 avril 1982 et l'Avenant à ladite Convention fait à Marrakech le 15 février 1988 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark;

Vu la loi n° 23-85 promulguée par le dahir n° 1-85-157 du 11 rabii I 1407 (14 novembre 1986) et portant approbation quant au principe de la ratification de la Convention et du Protocole précités;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification desdits Convention et Protocole, fait à Marrakech le 15 février 1988,

Seront publiés au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de sécurité sociale et le Protocole y annexé faits à Copenhague le 26 avril 1982 et l'Avenant à ladite Convention fait à Marrakech le 15 février 1988 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark.

*
* *

Convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Danemark

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le Gouvernement du Royaume du Danemark

Résolus à coopérer dans le domaine de la sécurité sociale.

(1) *B.O.* n° 6124 du 7 février 2013.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6120 du 12 rabii I 1434 (24 janvier 2013).

Affirmant les principes :

De l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux Etats au regard des législations de sécurité sociale de chacun d'eux, en apportant aux règles de territorialité et de la nationalité les exceptions nécessaires ;

Du maintien à leurs ressortissants des droits acquis en vertu de la législation de l'un de ces Etats ;

De la totalisation des périodes d'assurances, périodes de résidence, ou périodes reconnues équivalentes, accomplies par leurs ressortissants sous chacune des deux législations, ont décidé de conclure une convention tendant à coordonner l'application, aux ressortissants des deux pays, des législations marocaine et danoise sur les prestations familiales, les pensions de vieillesse et de survivants, les prestations en espèces de maladie et de maternité, les pensions d'invalidité, l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

A cet effet, sont convenues des dispositions suivantes :

Titre I: Dispositions générales

Article 1

1. Pour les besoins de la présente convention :

- a) « Partie contractante » vise, suivant le contexte, le Royaume du Danemark ou le Royaume du Maroc ;
- b) « Territoire » couvre, pour ce qui est du Royaume du Danemark, son territoire national à l'exception de Groenland et des Iles Féroé, et en ce qui concerne le Maroc, son territoire national ;
- c) « Législation » entend, suivant le contexte, la législation précisée à l'article 2 de la convention, en vigueur sur tout le territoire de l'une (ou de l'autre) partie contractante ;
- d) « Autorité compétente », désigne, pour ce qui est du Royaume du Danemark le ministère des affaires sociales, le ministère du travail ou le ministère de l'intérieur, suivant le cas, et en ce qui concerne le Royaume du Maroc le ministère du travail et de la formation professionnelle ;
- e) « Institution compétente », vise l'institution chargée du service des prestations ;
- f) « Résidence », désigne la résidence habituelle au sens légal du terme ;
- g) « Séjour », s'entend du séjour temporaire ;
- h) « Travailleur » désigne, pour ce qui est du Royaume du Danemark, en ce qui concerne les périodes antérieures au 1^{er} septembre 1977, toute personne qui, du fait de l'exercice d'une activité au service d'un employeur,

est soumise à la législation relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ; en ce qui concerne les périodes postérieures au 1^{er} septembre 1977, toute personne assujettie à la législation sur le régime de la pension complémentaire des travailleurs salariés (ATP).

pour ce qui est du Royaume du Maroc, toute personne assujettie à la législation relative à la sécurité sociale et à la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ;

- i) « Périodes d'assurances » visent les périodes de cotisation telles que définies ou reconnues comme telles par la législation sous le couvert de laquelle elles ont été effectuées, ainsi que toutes autres périodes pour autant qu'elles sont considérées comme périodes équivalentes à des périodes d'assurance par ladite législation ;
 - j) « Périodes d'emploi » visent les périodes définies ou reconnues comme telles par la législation sous le couvert de laquelle elles ont été effectuées, ainsi que toutes autres périodes pour autant qu'elles sont considérées par ladite législation, comme équivalentes à des périodes d'emplois ;
 - k) « Périodes de résidence » visent les périodes définies ou reconnues comme périodes de résidence par la législation sous le couvert de laquelle elles ont été effectuées ou réputées avoir été effectuées ;
 - l) « Prestations » et « pensions » désignent toutes les prestations et pensions ainsi que leurs accessoires à la charge d'organismes publics, les augmentations à la suite de revalorisation et les allocations supplémentaires et, à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la présente convention, les prestations sous forme de capital qui peuvent être servies en lieu et place des pensions et, le cas échéant, les paiements effectués par voie de remboursement de cotisation.
2. Les autres mots et expressions utilisés dans la présente convention ont le sens qui leur est donné dans la législation concernée.

Article 2

Cette convention s'applique :

1. En ce qui concerne le Royaume du Danemark à la législation sur :
 - a) la prévention sanitaire générale ;
 - b) le service hospitalier ;
 - c) les soins de maternité ;
 - d) les prestations journalières en espèces en cas de maladie ou d'accouchement ;
 - e) l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
 - f) les allocations familiales ;
 - g) l'assurance chômage ;
 - h) la pension nationale de vieillesse ;
 - i) la pension nationale d'invalidité ;

- j) la pension nationale de veuve ;
 - k) l'aide au logement des pensionnés ;
 - l) la pension complémentaire des travailleurs salariés (ATP) et
2. En ce qui concerne le Royaume du Maroc :
- a) la législation relative au régime de sécurité sociale ;
 - b) la législation relative à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
 - c) toutes dispositions législatives, réglementaires ou statutaires agréées par l'autorité publique et concernant des régimes spéciaux de sécurité sociale pour autant qu'elles couvrent des travailleurs ou des personnes assimilées à des travailleurs et se rapportant à des risques et prestations normalement couverts par des régimes de sécurité sociale.

Article 3

1. Cette convention s'appliquera à toutes les dispositions législatives et réglementaires qui viendraient à modifier ou compléter les législations précisées à l'article 2 ci-dessus.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1) de cet article, la présente convention ne s'appliquera aux dispositions législatives et réglementaires relatives à une nouvelle branche de la sécurité sociale qu'après accord entre les parties contractantes.
3. La présente convention s'appliquera aux dispositions législatives et réglementaires de l'une des parties contractantes étendant, à une nouvelle catégorie de personnes, l'application des dispositions en vigueur, sauf objections de l'autre partie contractante soulevées dans les trois mois de la notification qui lui est faite par la première partie de l'extension effectuée.

Article 4

Tout ressortissant de l'une des parties contractantes, résidant sur le territoire de l'autre partie contractante, sera soumis à la législation de cette dernière partie, précisée à l'article 2 de la présente convention, dans les conditions déterminées par cette législation.

Article 5

Toute personne qui, en application de l'article 4 de la présente convention, est couverte par la législation de l'une des parties contractantes jouira des mêmes droits et sera soumise aux mêmes obligations prévues par ladite législation qu'un ressortissant de cette partie, et ce conformément aux dispositions contenues dans les titres II à VI de la présente convention.

Article 6

La règle générale établie à l'article 4 admet les exceptions suivantes :

- a) Tout travailleur résidant sur le territoire de l'une des parties contractantes et employé par une entreprise dont le siège social ou le domaine d'action est situé dans le territoire de cette partie et qui est détaché par son entreprise sur le territoire de l'autre partie contractante pour y effectuer, pour le compte de cette entreprise, un travail temporaire continuera à être soumis à la législation de la première partie pendant les trois premières années de son séjour sur le territoire de la deuxième partie, à condition que ledit travailleur n'ait pas été envoyé en remplacement d'un autre travailleur dont la période de détachement est venue à expiration, et que la durée prévisible du travail à accomplir n'excède pas trois années.

Si la durée du travail à effectuer sur le territoire de cette deuxième partie dépasse trois années, en raison de circonstances imprévisibles, la législation de la première partie continuera à s'appliquer jusqu'à l'achèvement du travail, sous réserve de l'accord de l'autorité compétente de la partie contractante sur le territoire de laquelle le travailleur a été détaché; ledit accord devant être demandé avant l'expiration de la période initiale de trois années;

- b) Tout travailleur, membre du personnel itinérant ou du personnel naviguant d'une entreprise de transport dont le siège social ou le domaine d'action est situé dans le territoire de l'une des parties contractantes, qui travaille sur le territoire de l'autre partie contractante, sera soumis à la législation de la première partie. Toutefois, lorsque ladite entreprise a une filiale ou une représentation permanente sur le territoire de l'autre partie contractante, tout travailleur employé par une telle filiale ou agence et qui a sa résidence sur le territoire de cette dernière partie sera soumis à la législation de la partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve ladite filiale ou représentation permanente;
- c) L'équipage d'un bateau ainsi que toutes autres personnes employées à bord de ce bateau seront soumis à la législation de la partie contractante dont le bateau bat pavillon. Si pour les besoins du chargement, du déchargement, de la réparation ou de la surveillance à bord d'un bateau battant pavillon de l'une des parties contractantes, durant son séjour sur le territoire de l'autre partie contractante, un travailleur qui a sa résidence sur le territoire de cette dernière partie est employé, il sera soumis à la législation de cette partie.

Article 7

1. Les représentants diplomatiques et consulaires et les fonctionnaires ou les personnes considérées comme tels, au service des missions diplomatiques et des postes consulaires seront soumis à la législation de la partie contractante qu'ils représentent.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1) du présent article, les dispositions de l'article 4 s'appliqueront aux personnes employées par des missions diplomatiques et des postes consulaires et au personnel domestique au service privé des agents de telles missions et postes.
3. Toutefois, les personnes visées au paragraphe 2) du présent article qui sont ressortissantes de la partie contractante représentée par la mission ou le poste consulaire en question pourront opter pour l'application de la législation de cette partie. Ce droit d'option ne peut être exercé qu'une seule fois. Il sera exercé dans un délai de six mois à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ou de la date d'embauche de la personne intéressée. L'option prendra effet à la date d'entrée en vigueur de la présente convention pour les personnes en fonction à cette date, et pour les autres cas, à partir de la date d'embauche.

Article 8

Les autorités compétentes des deux parties contractantes pourront, d'un commun accord, prévoir d'autres exceptions à la règle générale de l'article 4. Elles pourront, de même, admettre d'un commun accord, que les exceptions prévues à l'article 6 ne s'appliqueront pas à des cas déterminés.

Article 9

Les dispositions législatives d'une partie contractante relatives à la réduction, la suspension ou le retrait des prestations dans les cas de cumul avec d'autres prestations de la sécurité sociale ou dans le cas d'un autre revenu peuvent être invoquées même si le droit à de telles prestations a été acquis en vertu de la législation de l'autre partie contractante ou bien si le revenu en question provient du territoire de l'autre partie contractante. Toutefois, cette mesure ne s'appliquera pas si la personne concernée perçoit des prestations d'invalidité, de vieillesse, de survivants ou de maladie professionnelle attribuées par les institutions des deux parties contractantes en application respectivement, des articles 31, 34, 35 et 37 de la présente convention.

Titre II : Maladie et maternité

Article 10

Tout ressortissant de l'une des parties contractantes, qui a sa résidence sur le territoire de l'autre partie aura droit pour lui-même et pour les membres de sa famille qui l'accompagnent aux prestations en nature et aux prestations en espèce prévues par la législation de cette dernière partie en cas de maladie et de maternité, sous réserve des conditions requises par ladite législation.

Article 11

En ce qui concerne le remboursement, prévu par le régime danois des soins de santé lors de voyage à l'étranger, des dépenses afférentes aux soins médicaux, à l'hospitalisation, etc... nécessaires, les ressortissants marocains qui ont droit, en vertu de la législation danoise, aux prestations en nature de l'assurance maladie seront traités sur le même pied d'égalité que les ressortissants danois.

Article 12

L'institution compétente de la partie contractante dont la législation subordonne l'acquisition, la conservation ou le rétablissement du droit à des prestations de maladie ou de maternité, à l'accomplissement de périodes déterminées d'assurance, d'emploi ou de résidence, tiendra compte, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies sous la législation de l'autre partie contractante, comme si elles étaient accomplies sous sa propre législation.

Article 13

1. Sous réserve du paragraphe 2) du présent article, l'institution compétente d'une partie contractante dont la législation stipule que le calcul des prestations en espèces de maladie ou de maternité sera basé sur le revenu annuel ou moyen perçu par l'assuré à titre de salaires, appointement ou autres gains déterminera ce revenu annuel ou moyen, sur la base du seul revenu perçu durant les périodes accomplies sous ladite législation.
2. En cas d'accouchement, et si la personne concernée, travailleuse marocaine n'a pas été soumise à la législation danoise, pendant toute la période de référence stipulée dans ladite législation, pour déterminer si cette personne remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit aux prestations journalières en espèces :
 - a) les périodes d'assurance accomplies sous la législation marocaine au cours de ladite période de référence et durant lesquelles la personne concernée n'a pas été soumise à la législation danoise, seront prises en considération comme si elles étaient accomplies sous cette dernière législation ; et
 - b) la personne concernée sera réputée avoir eu au cours des périodes retenues, un revenu moyen à titre de salaires ou appointements égal aux salaires ou appointements moyens perçus effectivement pendant ladite période de référence au cours des périodes accomplies sous la législation danoise.
3. En cas d'accouchement, les conditions requises par la législation danoise pour le service d'indemnités journalières en lieu et place de revenus ne sont pas réputées être remplies si la personne concernée s'est seulement inscrite comme demandeur d'emploi auprès du service public d'emploi.

Article 14

1. Lorsque les ressortissants d'une partie contractante ont droit aux prestations journalières en espèces de maladie ou de maternité au titre de la législation de l'une des parties contractantes, de telles prestations sont payables aux personnes concernées, quand elles séjournent sur le territoire de l'autre partie contractante dans les mêmes conditions et au même montant applicable aux ressortissants de la partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente.
2. Lorsque les ressortissants d'une partie contractante ont droit à l'allocation décès (prestation funéraire) au titre de la législation d'une partie contractante, cette allocation est payable au bénéficiaire, quand le décès est survenu sur le territoire de l'autre partie contractante, dans les mêmes conditions et au même montant applicable aux ressortissants de la partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente.

Titre III : Accidents du travail et maladies professionnelles

Article 15

1. Le droit aux prestations au titre d'un accident du travail sera déterminé par la législation de la partie contractante à laquelle était soumise la personne assurée au moment de l'accident, cf articles 4, 6 et 7 de la présente convention.
2. Si la personne a été victime d'un accident du travail auquel s'applique la législation de l'une des parties contractantes, puis d'un accident du travail auquel s'applique la législation de l'autre partie contractante, l'institution compétente de cette dernière partie, pour la détermination du degré d'incapacité de travail de ladite personne au titre de la législation qu'elle applique, prendra en considération la lésion précédente comme si cette législation lui était applicable. Toutefois, l'institution compétente de la dernière partie ne sera tenue qu'au paiement des prestations au titre de la lésion résultant du nouvel accident du travail, telles que déterminées par la législation appliquée par ladite institution.

Article 16

1. Les prestations au titre d'une maladie professionnelle seront attribuées en vertu de la législation de la partie contractante à laquelle était soumise la personne assurée au moment de l'exercice d'une activité susceptible de l'exposer au risque de cette maladie, même si la maladie s'est manifestée pour la première fois sur le territoire de l'autre partie.
2. Lorsque la personne assurée a exercé, sur le territoire de l'une comme sur le territoire de l'autre partie contractante, une activité susceptible de provoquer la

maladie en question, seule s'appliquera la législation de la partie contractante sur le territoire de laquelle ladite personne a, en dernier lieu, exercé une telle activité avant le diagnostic de la maladie. A cette fin, il sera tenu compte de l'exercice de toute activité similaire sur le territoire de l'autre partie. Toutefois, dans les cas où la maladie en question résulte manifestement d'une activité de cette nature exercée sur le territoire de l'autre partie contractante, seule la législation de cette dernière partie sera applicable.

Article 17

En cas d'aggravation d'une maladie professionnelle au titre de laquelle un ressortissant danois ou un ressortissant marocain bénéficie ou a bénéficié d'une prestation en application de la législation d'une partie contractante, les règles suivantes s'appliqueront :

- a) Si, tout en percevant des prestations, le bénéficiaire n'a pas exercé, sous le couvert de la législation de l'autre partie contractante, une activité susceptible de provoquer ou d'aggraver la maladie en question, l'institution compétente de la première partie sera tenue de payer le montant des prestations prévues par la législation qu'elle applique, en tenant compte de l'aggravation ;
- b) Si, tout en percevant des prestations, le bénéficiaire a exercé, sous le couvert de la législation de l'autre partie contractante une activité susceptible de provoquer ou d'aggraver la maladie en question, l'institution compétente de la première partie sera tenue de payer le montant des prestations prévues par la législation qu'elle applique, compte non tenu de l'aggravation. L'institution compétente de la seconde partie accordera au bénéficiaire un supplément dont le montant déterminé conformément à la législation qu'elle applique, sera égal à la différence entre le montant des prestations dues après l'aggravation et le montant qui aurait dû être servi antérieurement à l'aggravation si la maladie en question était survenue sous le couvert de la législation qu'elle applique.

Article 18

Les dispositions du paragraphe 1) de l'article 13 s'appliqueront par analogie à la détermination du montant des prestations en espèces d'accidents du travail et de maladie professionnelle.

Article 19

1. Les dispositions du paragraphe 1) de l'article 14 s'appliqueront par analogie au paiement des indemnités journalières d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

2. Les pensions, rentes d'accidents du travail et de maladies professionnelles accordées à un ressortissant d'une partie contractante ou à ses ayants droit en application de législation d'une des parties contractantes, ne subiront ni réduction, ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire de l'autre partie contractante.

Titre IV : Prestations familiales

Article 20

Sous réserve des dispositions de l'article 21 de la présente convention, tout enfant, résidant sur le territoire du Danemark et dont le père ou la mère, ressortissant marocain, réside sur le territoire du Danemark, aura droit à l'allocation familiale prévue par la législation danoise dans les mêmes conditions que les ressortissants danois.

Article 21

Les enfants marocains de veuves ou de veufs, ainsi que les orphelins de nationalité marocaine ont droit, lorsqu'ils résident sur le territoire du Danemark, à l'allocation familiale spéciale prévue par la législation danoise selon les mêmes règles que celles appliquées à de tels enfants danois, à condition que l'enfant ou l'un de ses parents ait résidé sur le territoire du Danemark pendant au moins 6 mois et que le père ou la mère ait résidé sur le territoire du Danemark au moment du décès.

Article 22

Lorsqu'un ressortissant danois est soumis à la législation marocaine en application des dispositions des articles 4, 6 et 7 de la présente convention, il aura droit aux prestations familiales prévues par ladite législation dans les mêmes conditions qu'un ressortissant marocain résidant au Maroc.

Article 23

Lorsqu'au titre du même enfant, un droit à l'allocation familiale est ouvert simultanément en vertu des législations des deux parties contractantes, le paiement de l'allocation familiale ne pourra être demandé qu'en application de la législation de la partie contractante sur le territoire de laquelle l'enfant réside.

Article 24

Les allocations familiales prévues par la législation d'une partie contractante seront payables, au titre d'un enfant qui réside ou effectue un séjour dans le territoire de l'autre partie contractante et dont le père ou la mère est un ressortissant de cette

dernière partie, conformément aux dispositions qui seront prises dans l'arrangement administratif qui sera conclu en application de l'article 40.

Titre V: Assurance chômage

Article 25

1. En ce qui concerne le droit à l'assurance chômage, les ressortissants de l'une des parties contractantes qui résident sur le territoire de l'autre partie contractante seront traités sur le même pied d'égalité que les ressortissants de cette dernière partie.
2. Le paragraphe 1) précédent s'appliquera par analogie au droit à la retraite anticipée volontaire (efterlon).

Titre VI: Prestations de vieillesse, d'invalidité et de survivants (pensions)

Chapitre I: Prestations au titre de la législation, danoise

Article 26

1. Les ressortissants marocains qui ont été employés comme travailleurs sur le territoire du Danemark pendant une période minimum de 12 mois ont droit à une pension en vertu de la législation relative à la pension nationale de vieillesse, dans les mêmes conditions que celles appliquées aux ressortissants danois, sous réserve qu'après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à une pension en vertu de ladite législation et avant d'atteindre l'âge minimum normal auquel une pension générale de vieillesse peut être demandée, ils aient habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant une durée totale d'au moins cinq ans.
2. Les autres ressortissants marocains auront droit à une pension en vertu de la législation relative à la pension nationale de vieillesse dans les mêmes conditions que celles appliquées aux ressortissants danois, sous réserve qu'après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à une pension en vertu de ladite législation et avant d'atteindre l'âge normal minimum auquel une pension nationale de vieillesse peut être demandée, ils aient habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant une durée totale d'au moins cinq ans.
3. A moins que la présente convention n'en dispose autrement, une pension dont le droit est acquis par le ressortissant d'une partie contractante, en vertu de la législation danoise, ou en application du paragraphe 1) du présent article ne subira aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire du Maroc.

4. En ce qui concerne le droit des ressortissants marocains à une pension anticipée de vieillesse en application de la sous-section (1) point 3) de la section 2 de la loi sur la pension nationale de vieillesse, et les conditions selon lesquelles cette pension est payée à un bénéficiaire résidant sur le territoire du Maroc, les dispositions de l'article 27, cf. article 29 (i) de cette convention, s'appliqueront par analogie.
5. Nonobstant les dispositions du précédent paragraphe 4) une pension anticipée de vieillesse accordée en application de la législation danoise par voie d'exemption de la condition d'âge pour raison de chômage ou d'absence similaire d'opportunités d'accès à une activité rémunérée sera payée à un bénéficiaire résident sur le territoire du Maroc dans les mêmes conditions et au même montant que ceux applicables, en vertu de la législation danoise, à des ressortissants danois.
6. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2) du présent article, les dispositions de l'article 28 1) a) et 4) de la présente convention peuvent s'appliquer, par analogie, pour la détermination du droit à une pension nationale de vieillesse des ressortissantes marocaines, veuves de travailleurs marocains et qui,
 - a) avaient atteint l'âge leur ouvrant droit à une pension nationale de vieillesse au moment du décès de leur époux, ou
 - b) si elles étaient devenues veuves antérieurement à cet âge, remplissaient les conditions d'âge requises pour avoir droit à une pension nationale de veuve.
7. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2) du présent article, les ressortissants marocains qui bénéficient en application des dispositions respectives des articles 27 et 28 de la présente convention, d'une pension au titre de législation sur la pension nationale d'invalidité ou sur la pension nationale de veuve auront droit, en remplacement de leur pension, à une pension en vertu de la législation sur la pension nationale de vieillesse, à l'âge requis pour une telle pension. La pension nationale de vieillesse ainsi attribuée ne sera payable sur le territoire du Maroc que dans les cas où en application des dispositions de la présente convention, la pension nationale d'invalidité ou la pension nationale de veuve dont l'intéressé bénéficiait antérieurement à la convention, qui était payable au Maroc.

Article 27

1. Les ressortissants marocains qui ont été employés en qualité de travailleurs sur le territoire du Danemark pendant au moins 12 mois auront droit à une pension en vertu de la législation sur la pension nationale d'invalidité dans les mêmes conditions que celles appliquées aux ressortissants danois, sous réserve qu'après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à une pension en vertu de ladite législation, ils aient habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant

une période ininterrompue d'au moins 12 mois précédant immédiatement la date de la demande et que, pendant au moins 12 mois au cours de leur dernière période ininterrompue de résidence sur le territoire du Danemark, ils aient été aptes, physiquement et mentalement, à exercer un emploi normal.

2. Les autres ressortissants marocains auront droit à une pension en vertu de la législation sur la pension nationale d'invalidité dans les mêmes conditions que celles appliquées aux ressortissants danois, sous réserve qu'après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à une pension en vertu de ladite législation, ils aient habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant une durée totale d'au moins cinq ans dont une période ininterrompue d'au moins 12 mois précédant immédiatement la date de la demande et que, pendant au moins 12 mois au cours de leur dernière période ininterrompue de résidence sur le territoire du Danemark, ils aient été aptes, physiquement et mentalement, à exercer un emploi normal.
3. Le droit à une pension en vertu du paragraphe 1) ou paragraphe 2) du présent article sera subordonné, en outre, à la condition que l'incapacité de travail suivie d'invalidité ait lieu pendant que le ressortissant marocain concerné réside sur le territoire du Danemark.
4. A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la présente convention, une pension dont le droit est acquis par un ressortissant d'une partie contractante, en vertu de la législation danoise ou en application du paragraphe 1) cf. paragraphe 3) du présent article, ne subira aucune réduction ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire du Maroc.
5. Lorsqu'un ressortissant marocain, a acquis le droit à une pension en vertu du paragraphe 1) ou du paragraphe 2), cf. paragraphe 3), du présent article la majoration de sa pension en raison d'une aggravation de son invalidité n'aura pas lieu si le pensionné réside hors du territoire du Danemark.

Article 28

1. Sous réserve du paragraphe 4) du présent article, une femme, ressortissante marocaine, aura droit à une pension en vertu de la législation sur la pension nationale de veuve dans les mêmes conditions que celles appliquées aux ressortissantes danoises, à condition :
 - a) que son défunt époux ait été employé sur le territoire du Danemark, en qualité de travailleur, pendant au moins 12 mois; qu'après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à une pension en vertu de ladite législation, il ait habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant une période ininterrompue d'au moins 12 mois précédant immédiatement sa mort; que pendant au moins 12 mois au cours de sa dernière période ininterrompue de résidence sur le

territoire du Danemark, il ait été apte, physiquement et mentalement, à exercer un emploi normal; et que sa mort soit survenue pendant qu'il résidait sur le territoire du Danemark;

ou bien

- b) que la femme en question, elle-même, après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à pension en vertu de ladite législation ait habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant au moins cinq ans dont une période ininterrompue d'au moins 12 mois précédant immédiatement la date de la demande et qu'au cours de sa dernière période ininterrompue de résidence sur le territoire du Danemark, elle ait été apte, physiquement et mentalement, à exercer un emploi normal.
2. Une pension au titre de la sous-section 2) de la section 1) de la loi sur la pension nationale de veuve ne peut être attribuée qu'en application des dispositions du paragraphe 1) b) du présent article et sous réserve que l'éventualité ouvrant droit à cette pension soit survenue pendant la période durant laquelle la femme concernée résidait sur le territoire du Danemark.
3. A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la présente convention; une pension dont le droit est acquis par un ressortissant d'une partie contractante en vertu de la législation danoise ou en application du paragraphe 1) sous paragraphe a) de cet article, ne subira aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire du Maroc.
4. Si plusieurs bénéficiaires, conformément au statut personnel de l'époux défunt, remplissent les conditions pour avoir droit à une pension en vertu de la législation sur la pension nationale de veuve, cf. sous-paragraphe a) du paragraphe 1) du présent article, la pension sera répartie, également, entre les bénéficiaires qui sont ressortissants marocains et qui résident sur le territoire du Maroc. Cependant, lorsque l'un de ces bénéficiaires, pour quelque raison que ce soit, cesse d'avoir droit à une partie de cette pension, aucune répartition nouvelle ne pourra avoir lieu. L'arrangement administratif qui sera conclu en application de l'article 40 déterminera les procédures de répartition et de paiement de ladite pension.

Article 29

Les périodes d'assurance accomplies sous la législation marocaine seront considérées:

- (i) pour la détermination du montant de la pension dont le droit a été acquis en vertu des articles 27 et 28 2) de la présente convention, comme des périodes de résidence accomplies sous la législation danoise, à condition que ces périodes d'assurance n'ouvrent pas droit pour l'intéressé, à une pension en vertu de la

législation marocaine, par application des dispositions de la présente convention ou autres dispositions.

(ii) pour la détermination d'une pension à servir aux ressortissants danois en vertu de la sous-section i). iii) de la section 2 de la loi sur la pension nationale de vieillesse, en vertu de la loi sur la pension d'invalidité et en vertu de la sous-section 2) de la section 1) de la loi sur la pension nationale de veuve, comme des périodes de résidence accomplies sous la législation danoise, à condition que lesdites périodes d'assurance n'ouvrent pas droit, pour la personne concernée, à une pension en vertu de législation marocaine, par application des dispositions de la présente convention, ou autres dispositions.

Article 30

Les allocations supplémentaires et prestations prévues par la législation danoise sur la pension nationale de vieillesse, la pension nationale d'invalidité et la pension nationale de veuve ainsi que l'aide au logement des pensionnés seront payées aux ressortissants marocains qui résident sur le territoire du Maroc, dans les mêmes conditions et au même montant que ceux applicables aux ressortissants danois. Toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas aux allocations supplémentaires et prestations suivantes :

- allocation pour assistance constante et allocation d'incapacité ;
- allocation personnelle, allocation pour tierce assistance.

Article 31

1. Lorsqu'un ressortissant d'une partie contractante qui a acquis le droit à une pension nationale de vieillesse à une pension nationale d'invalidité ou à une pension nationale de veuve en vertu de la législation danoise ou, le cas échéant, en vertu des dispositions de la présente convention a, également, acquis le droit à une pension de vieillesse, d'invalidité ou de survivants, en vertu de la législation marocaine, ou le cas échéant, en vertu des dispositions de la présente convention, les règles suivantes s'appliqueront pour la détermination de la pension payable en vertu de la législation danoise.

L'institution danoise compétente établira le montant de la pension due sur la base du montant d'une pension complète au titre de la législation danoise correspondant à 40 années de résidence rapporté à la fraction formée par le nombre d'années de résidence accomplies antérieurement à la réalisation du risque sur le territoire du Danemark à l'intérieur des limites d'âge prévues par la législation danoise et le nombre 40. Dans ce calcul la période allant de la date d'attribution de la pension à l'âge normal ouvrant droit à une pension (période-créditée) sera additionnée, le cas échéant, au nombre d'années de résidence accomplies par la personne concernée.

2. L'application du paragraphe 1) précédent ne devra pas se traduire par un montant total des pensions dues par les deux parties contractantes inférieur au montant de la pension dont le droit est ouvert au titre de la seule législation danoise ou, le cas échéant, en vertu des dispositions de la présente convention, lorsque le pensionné réside sur le territoire du Danemark. L'institution compétente danoise si nécessaire paiera au pensionné, au cours de sa résidence sur le territoire du Danemark, un supplément égal à la différence.

Article 32

1. Les dispositions particulières de la législation danoise relatives à l'affiliation des travailleurs étrangers au régime de la pension complémentaire des travailleurs salariés (A.T.P.) s'appliqueront aux travailleurs marocains employés sur le territoire du Danemark.
2. Une pension dont le droit est acquis en vertu de la législation danoise sur la pension complémentaire des travailleurs salariés (A.T.P.) ne subira aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire du Maroc.

Chapitre II : Prestations au titre de la législation marocaine

Article 33

Pour l'ouverture du droit à la pension de vieillesse au titre de la législation marocaine, il est tenu compte des seules périodes d'assurance accomplies sous cette législation.

Article 34

Si, conformément à la législation marocaine, le demandeur n'a pas droit à une pension de vieillesse, compte tenu des seules périodes d'assurance accomplies sous cette législation, il est procédé à la totalisation de ces périodes et des périodes accomplies au Danemark pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 35

Si, à la suite de la totalisation prévue à l'article 34, le demandeur a droit à une pension de vieillesse, conformément à la législation marocaine, il est d'abord procédé à la détermination de cette pension comme si toutes les périodes totalisées avaient été accomplies sous couvert de la législation marocaine. Le montant de la pension effectivement dû est alors calculé au prorata des périodes d'assurance accomplies sous couvert de la législation marocaine rapportées à la somme des périodes totalisées.

Article 36

Aucune prestation n'est due si les périodes d'assurance accomplies sous le couvert de la législation marocaine totalisent un nombre inférieur ou égal à 312 jours.

Article 37

Les dispositions des articles 33, 34, 35 et 36 s'appliquent par analogie aux pensions d'invalidité et de survivants.

Article 38

La pension de veuve est, le cas échéant, également et définitivement répartie entre les bénéficiaires.

Article 39

Une pension de vieillesse, d'invalidité ou de survivants à laquelle a droit un ressortissant d'une partie contractante en vertu de la législation marocaine ne subira aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire du Danemark.

Titre VII : Dispositions diverses**Article 40**

Les autorités compétentes des parties contractantes, ou les organismes désignés par eux :

- a) concluront l'arrangement administratif nécessaire à l'application de la présente convention ;
- b) se communiqueront toute information ayant trait aux mesures prises pour l'application de la présente convention ;
- c) se communiqueront toute information concernant les modifications intervenues dans leur législation qui peuvent affecter l'application de la présente convention ;
- d) désigneront dans l'arrangement administratif sus-mentionné des organismes de liaison, en vue de faciliter l'application de la présente convention.

Article 41

Pour l'application de la présente convention :

- a) les autorités compétentes et les institutions des parties contractantes se prêteront leurs bons offices et agiront comme si elles appliquaient leur propre législation. En règle générale, une telle assistance mutuelle administrative sera offerte gratuitement par lesdites autorités et institutions. Toutefois, les autorités

compétentes des parties contractantes pourront convenir que certaines dépenses seront remboursées ;

- b) les autorités et institutions des parties contractantes pourront communiquer directement entre elles et avec les intéressés ou leurs représentants. Dans ces rapports, il sera utilisé la langue anglaise ou la langue française ;
- c) les autorités, institutions et tribunaux des parties contractantes ne pourront pas rejeter des demandes ou autres documents soumis à eux du fait qu'ils sont rédigés dans la langue officielle de l'autre partie contractante.

Article 42

1. Toute exemption ou réduction de taxes, droit de timbre, frais notariaux ou d'enregistrement prévue par la législation d'une partie contractante eu égard aux attestations ou documents dont la production est nécessaire pour l'application de la législation de cette partie sera étendue aux attestations ou documents similaires dont la production est nécessaire pour l'application de la législation de l'autre partie contractante ou de la présente convention.
2. Les déclarations, documents et attestations de toute sorte dont la production, sous une forme ou une autre est nécessaire pour l'application de la présente convention sont exempts de l'authentification par les autorités diplomatiques et consulaires.

Article 43

Toute demande de prestations de vieillesse, d'invalidité ou de survivants (pension), de rentes d'accidents du travail et de maladies professionnelles, ainsi que d'allocations décès (prestations funéraires) sera introduite conformément aux dispositions de l'arrangement administratif qui sera conclu en application de l'article 40.

Article 44

Toute demande, déclaration ou appel, qui, pour se conformer à la législation d'une partie contractante, doit être introduit dans un délai déterminé, auprès d'une autorité, institution ou tribunal de cette partie sera recevable si il est introduit dans le même délai, auprès de l'autorité, institution ou tribunal correspondant de l'autre partie. Dans un tel cas, l'autorité, institution ou tribunal recevant la demande, déclaration ou appel l'acheminera, immédiatement à l'autorité, institution ou tribunal compétent de la première partie, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes de la partie concernée.

La date à laquelle de telles demandes, déclarations ou appels ont été introduits auprès de l'autorité, institution ou tribunal de l'autre partie contractante sera considérée comme étant la date de leur introduction auprès de l'autorité, institution ou tribunal appelé à en connaître.

Article 45

L'arrangement administratif pris en application de l'article 40 déterminera les règles applicables :

1. A l'exécution des examens médicaux et contrôles administratifs prescrits par la législation d'une partie contractante dans les cas où :
 - (i) une personne réclame un droit en vertu de la législation de cette partie ou bien
 - (ii) une personne qui perçoit une prestation en vertu de la législation de cette partie.Réside ou séjourne sur le territoire de l'autre partie contractante.
2. Au paiement des prestations à des personnes qui résident ou séjournent sur le territoire d'une partie contractante autre que celle sur le territoire de laquelle se trouve l'institution débitrice.

Article 46

1. Les autorités compétentes des parties contractantes s'efforceront de régler d'un commun accord tout litige auquel peut donner lieu l'application de la présente convention.
2. Dans les cas où un tel litige ne peut être réglé par cette voie, il peut être soumis, à la demande de l'une ou l'autre partie contractante, à un tribunal d'arbitrage, dont la composition et la procédure seront déterminées d'un commun accord.
3. Chacune des parties contractantes sera tenue de respecter les décisions de ce tribunal, et de les exécuter.

Titre VIII : Dispositions transitoires et finales

Article 47

1. Les dispositions des articles 26 à 28 de la présente convention n'ouvrent pas à un ressortissant marocain, le droit à une pension en vertu des dispositions transitoires des lois danoises du 7 juin 1972 relatives aux droits à pension des ressortissants danois qui ont habituellement résidé au Royaume du Danemark pendant des périodes déterminées précédant la date de leurs demandes.
2. La présente convention n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.
3. Toutes périodes assimilées et toutes périodes d'emploi ou de résidence accomplies sous la législation d'une partie contractante avant l'entrée en vigueur de la présente convention seront prises en considération pour la détermination

des droits à prestations en vertu de cette convention. Nonobstant cette disposition, les périodes de résidence accomplies sous la législation du Royaume du Danemark antérieurement au 1^{er} avril 1957 n'entreront pas en ligne de compte pour le calcul des montants de la pension nationale de vieillesse, de la pension nationale d'invalidité ou de la pension nationale de veuve prévues par la législation danoise et due à des ressortissants marocains résidant sur le territoire du Maroc.

4. Sous réserve du paragraphe 2) de cet article, un droit sera acquis en vertu de la présente convention, même s'il se rapporte à une éventualité produite antérieurement à son entrée en vigueur.
5. Toute prestation qui n'a pas été attribuée ou qui a été suspendue en raison de la nationalité de la personne concernée ou de sa résidence sur le territoire de l'autre partie contractante, sera, à la demande de cette personne, attribuée ou rétablie avec effet de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, sous réserve que les droits précédemment déterminés n'aient pas donné lieu à un paiement en capital. Lorsque la législation d'une partie contractante ne nécessite pas la présentation d'une demande pour l'obtention d'une prestation, une telle prestation sera accordée sans que la personne concernée en fasse la demande.
6. Si la demande visée au paragraphe 5) de cet article est introduite dans les deux ans de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, les droits acquis en vertu de cette convention prendront effet à compter de cette date. Si la demande visée au paragraphe 5) de cet article est introduite après l'expiration du délai de deux ans qui suit la date d'entrée en vigueur de la présente convention les droits qui ne sont pas prescrits ou frappés de déchéance, prendront effet de la date à laquelle la demande aura été introduite, sauf application des dispositions législatives plus favorable de l'une ou l'autre des parties contractantes.

Article 48

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification échangés à Rabat. Elle entrera en vigueur le premier jour du second mois suivant celui au cours duquel les instruments de ratification auront été échangés.

Article 49

1. La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Elle sera reconduite d'année en année, à moins de dénonciation écrite par le gouvernement de l'une des parties contractantes, qui devra être notifiée au moins trois mois avant l'expiration du terme. Dans ce cas la convention cessera d'être en vigueur à l'expiration du terme au cours duquel elle a été dénoncée.

2. L'extinction de la convention sera sans préjudice vis-à-vis de tous droits précédemment acquis par une personne en application de ses dispositions. Toutes les questions ayant trait à l'attribution de prestations futures en vertu de droits en cours d'acquisition au moment de la cessation de la convention par suite de dénonciation seront fixées par arrangement particulier.

En foi de quoi les soussignés, dûment accrédités par leur gouvernement respectif, ont signé la présente convention.

Fait en quatre exemplaires à Copenhague, le 26 avril 1982 en langue arabe, danoise, anglaise et française, chaque exemplaire faisant également foi.

*
* *

Protocole (faisant partie intégrante de la convention)

Considérant la convention de sécurité sociale signée ce jour entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Danemark, les parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

1. Dans le cas où le Danemark viendrait à conclure avec d'autres pays, autres que les Etats membres de la C.E.E. et les pays nordiques, des conventions bilatérales de sécurité sociale, qui disposeraient de l'attribution de prestations en nature de l'assurance maladie et d'allocations familiales prévues par la législation danoise à des membres de la famille résidant sur le territoire desdits autres pays, la présente convention sera amendée en vue d'y inclure des dispositions également favorables aux ressortissant marocains.
2. Les droits et obligations résultant de l'application du titre VI de la présente convention ne seront pas affectés par les dispositions concernant les prestations de vieillesse, d'invalidité ou de décès (pensions) qui seront adoptées en application de l'article 43 de l'accord de coopération conclu le 27 avril 1976, entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume du Maroc, dans la mesure où la présente convention contient des dispositions plus favorables aux ressortissants des parties contractantes.

En foi de quoi les soussignés, dûment accrédités par leur gouvernement respectif, ont signé ce protocole.

Fait en quatre exemplaires à Copenhague, le 26 avril 1982 en langue danoise, arabe, anglaise et française, chaque exemplaire faisant également foi.

*
* *

Avenant à la Convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Danemark signée à Copenhague le 26 avril 1982

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement du Royaume du Danemark

Désireux de conclure un avenant à la Convention signée à Copenhague le 26 avril 1982 ont arrêté d'un commun accord les dispositions suivantes :

Article premier

Les dispositions de la Convention mentionnée ci-dessus sont modifiées comme suit :

1. Dans le Préambule les mots « pensions anticipées » sont insérés après les mots « pensions d'invalidité ».
2. Le paragraphe (1) de l'article 1 de la Convention est modifié comme suit :
 - a) Sous (d) les mots « le Ministère du Travail ou le Ministère de l'intérieur, selon le cas » sont supprimés.
 - b) Un nouveau sous (i) aux termes suivants est inséré :

(i) « travailleur indépendant » désigne pour le Royaume du Danemark toute personne ayant droit aux prestations en vertu de la législation relative aux prestations journalières en espèces en cas de maladie ou de maternité sur la base d'un revenu de travail autre que des salaires.

Par conséquent les sous-paragraphes (i) - (l) deviennent (j) - (m).

3. Le paragraphe (1) de l'article 2 de la Convention est modifié comme suit :

Le sous « (h) pension de vieillesse

(i) pension d'invalidité

(j) pension de veuve »

sont supprimés et un nouveau sous (h)

« (h) pension sociale »

est inséré au lieu des sous (h) - (j) susmentionnés.

De plus le sous (k)

« (k) l'aide au logement des pensionnés » est supprimé.

– ainsi « l » devient « i ».

4. L'article 9 de la Convention est- modifié comme suit :

Dans la deuxième phrase les mots « une pension anticipée » sont insérés après le mot « perçoit ».

5. Le Titre VI de la Convention est formulé de la manière suivante :

« Titre VI : Pensions de vieillesse, d'invalidité, de survivants et pensions anticipées ».

Les articles 26-31 de la Convention sont supprimés, et les textes suivants sont insérés comme les nouveaux articles 26-31 :

Article 26

1. Les ressortissants marocains auront droit à la pension anticipée sous réserve qu'ils soient aptes physiquement et mentalement, durant la période de qualification établie par la loi sur la pension sociale, à exercer un emploi normal pendant au moins 12 mois au cours de leur période ininterrompue de résidence sur le territoire du Danemark.
2. Le droit des ressortissants marocains à la pension anticipée attribuée pour des raisons sociales sera subordonné à la condition qu'ils aient résidé d'une manière permanente sur le territoire du Danemark pendant une période au moins égale à 12 mois précédant immédiatement la date de la demande de pension et que le besoin de cette pension se fasse ressentir lorsqu'ils étaient résidents sur le territoire du Danemark.

Article 27

1. A moins que la présente convention n'en dispose autrement, une pension dont le droit est acquis par le ressortissant d'une partie contractante, en vertu de la législation danoise ou en application de la présente convention, ne subira aucune réduction ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire du Maroc.
2. Le ressortissant marocain résidant sur le territoire du Maroc ne bénéficiera de la pension sociale que lorsque l'intéressé aura exercé un emploi en tant que travailleur ou personne indépendante sur le territoire du Danemark pendant une période d'au moins 12 mois de la période de qualification prévue en vertu de la loi sur la pension sociale.
3. Lorsque les conditions prévues au paragraphe 2 ne sont pas remplies, un ressortissant marocain auquel une pension sociale a été attribuée garde ce droit même après transfert de résidence sur le territoire du Maroc sous réserve que, durant la période de qualification prévue par la loi sur la pension sociale, l'intéressé soit résident d'une manière permanente au Danemark pendant une période d'au moins 10 années dont cinq au moins précédant immédiatement la demande de la pension.

Article 28

Pour l'exécution du paragraphe 2 de l'article 27, les dispositions suivantes seront appliquées :

1. Lorsqu'un membre affilié au régime des pensions complémentaires des salariés (ATP) acquiert une pension d'au moins un an de séniorité, l'intéressé sera considéré comme ayant exercé un emploi de 12 mois sur le territoire du Danemark.
2. Lorsqu'une personne prouve qu'il ou qu'elle exerçait un emploi sur le territoire du Danemark à n'importe quelle période avant le 1^{er} avril 1964, ladite période sera également prise en considération.
3. Lorsqu'une personne prouve qu'il ou qu'elle exerçait un travail indépendant sur le territoire du Danemark à n'importe quelle période, ladite période sera également prise en considération.

Article 29

Nonobstant les dispositions de l'article 27, les suivantes allocations supplémentaires et autres prestations servies en vertu de la législation danoise sur la pension sociale ne seront payées aux ressortissants de l'une des parties contractantes résidant en dehors du territoire du Danemark que conformément aux dispositions de la législation en vigueur :

- a) les suppléments aux pensions
- b) l'allocation pour l'épouse
- c) l'allocation de mariage
- d) l'allocation personnelle
- e) l'allocation pour tierce assistance
- f) l'allocation pour assistance constante
- g) l'allocation d'incapacité

Article 30

Nonobstant les dispositions de l'article 5, ne s'appliqueront pas aux ressortissants marocains, les dispositions établies par la loi sur la pension sociale rendant les périodes de résidence à l'étranger équivalentes aux périodes de résidence au Danemark pour la détermination de la période de résidence.

Article 31

1. Les dispositions de l'article 5 n'ouvriront pas aux ressortissants marocains le droit à la pension en vertu des dispositions transitoires des lois danoises du 7 juin 1972 relatives au droit aux pensions pour les ressortissants danois qui résident d'une manière permanente au Danemark pendant une période déterminée précédant la date de leur demande.

2. Lorsqu'une personne acquiert le droit à la pension de vieillesse en vertu de la législation danoise et de la législation marocaine, le montant de cette pension sera établi sans appliquer les dispositions transitoires de la loi sur la pension sociale concernant le droit à la pension de vieillesse à paiement intégral et ce, à partir du 1^{er} octobre 1989 au plus tard, pour ce qui est des personnes ayant résidé d'une manière permanente au Danemark pendant une période d'au moins 10 ans après avoir atteint l'âge de 67 ans, ou la disposition correspondante formulée dans l'ancienne loi sur la pension de vieillesse.

Lorsque le pensionnaire est habilité à percevoir la pension de vieillesse à paiement intégral en appliquant une des dispositions susmentionnées ou en vertu des dispositions de la présente convention, selon le cas, et lorsque les pensions payées par les deux parties contractantes sont égales à un montant inférieur au montant de la pension de vieillesse à paiement intégral, l'institution danoise compétente octroiera un supplément équivalent à la différence.

3. Lorsqu'une personne acquiert le droit à la pension anticipée danoise, le montant fixé conformément aux dispositions appliquées jusqu'au 1^{er} octobre 1984, ainsi qu'à la pension en vertu de la législation marocaine de pension marocaine, toute période entre la date durant laquelle la pension danoise a été attribuée à l'âge ordinaire de mise en retraite sera réduite et ce, pour la détermination de la pension danoise par le ratio auquel le nombre d'années de résidence accomplies avant l'événement fortuit sur le territoire du Danemark, durant la période de qualification formulée dans la loi sur la pension sociale est égal au total des périodes de résidence sur le territoire du Danemark et les périodes de contribution en application du régime de pension marocaine avant la date durant laquelle l'événement fortuit eut lieu.
4. Lorsque après avoir appliqué les dispositions du paragraphe 3 du présent article, les pensions payables par les deux parties sont ensemble inférieures au montant de la pension qui serait payable en appliquant la loi sur la pension sociale à elle seule, l'institution danoise compétente versera un supplément égal à la différence.

6. L'article 43 de la Convention est modifié comme suit :

La première ligne est rédigée comme suit :

« toute demande de prestations de vieillesse, d'invalidité, de survivants ou anticipées... ».

7. Le paragraphe (1) de l'article 47 de la Convention est supprimé.

Les paragraphes (2) - (6) deviennent paragraphes (1) - (5).

8. Dans le paragraphe (3) de l'article 47 devenu paragraphe (2), les termes « pension nationale de vieillesse », d'invalidité », « ou de veuve » sont remplacés par le terme « pensions sociales ».

9. Un nouveau paragraphe 3 est inséré au Protocole :

«(3) a) Nonobstant le paragraphe (1) de l'article 27 de la convention, un ressortissant danois résidant au Maroc n'aura pas droit à la pension anticipée accordée pour des raisons sociales.

b) Lorsqu'un ressortissant danois acquiert le droit à une pension marocaine durant son séjour au Maroc, en vertu des dispositions de la présente convention, la même période ne sera pas incluse en tant que période de résidence au Danemark pour la détermination de la pension en vertu de la législation danoise».

Article II

Le présent Avenant est conclu pour la même durée que la Convention sur la sécurité sociale du 26 avril 1982.

Le présent Avenant entrera en vigueur après sa signature et en même temps que la Convention entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Danemark signée à Copenhague le 26 avril 1982.

En foi de quoi, les soussignés, dûment accrédités par leur Gouvernement respectif, ont signé cet Avenant.

Fait à Marrakech ce 15^e jour de février 1988, en deux exemplaires dans les langues arabe, danoise, anglaise et française, chaque texte faisant également foi.

■ EGYPTE

Sécurité sociale

- Dahir n° 1-09-309 du 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013) portant publication de la Convention générale pour la sécurité sociale, faite à Marrakech le 12 mai 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République arabe d'Égypte (1)

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention générale pour la sécurité sociale, faite à Marrakech le 12 mai 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République arabe d'Égypte;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention générale pour la sécurité sociale, faite à Marrakech le 12 mai 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République arabe d'Égypte.

Fait à Casablanca, le 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013).

Pour contresigner :

Le Chef du gouvernement,

Abdel-Ilah Benkiran.

(1) B.O. n° 6236 du 6 mars 2014.

Voir le texte de la Convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6233 du 24 rabii II 1435 (24 février 2014).

ظهير شريف رقم 1.09.309 صادر في 18 من رمضان 1434 (27 يوليو 2013) بنشر الاتفاقية العامة للضمان الاجتماعي الموقع بمراكش في 12 ماي 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مصر العربية. (1)

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية العامة للضمان الاجتماعي الموقع بمراكش في 12 ماي 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مصر العربية ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية العامة للضمان الاجتماعي الموقع بمراكش في 12 ماي 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مصر العربية.

وحرر بالدار البيضاء في 18 من رمضان 1434 (27 يوليو 2013).

وقعه بالعطف:

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

*

* *

اتفاقية عامة للضمان الاجتماعي

بين

حكومة المملكة المغربية
و حكومة جمهورية مصر العربية

إن حكومة المملكة المغربية وتمثلها وزارة التشغيل و التكوين المهني؛
وحكومة جمهورية مصر العربية وتمثلها وزارة المالية (قطاع التأمينات)؛

المشار إليهما فيما بعد بلفظ "الطرفان"؛

حرصا منهما على ضرورة التعاون في ميدان الضمان الاجتماعي
(التأمين الإجتماعي)؛

وتأكيدا منهما على الالتزام بالمبادئ التالية :

- المساواة في المعاملة بين رعايا البلدين فيما يخص تطبيق تشريعات الضمان الاجتماعي (التأمين الاجتماعي) لكل منهما؛
- المحافظة على الحقوق المكتسبة أو التي هي في طور الاكتساب لفائدة رعاياها في ظل التشريعات الجاري العمل بها في كلا البلدين؛
- الجمع بين مدد التأمين المنجزة من طرف رعاياها في ظل التشريعات المطبقة في البلدين؛
- تحويل المنافع من بلد أحد الطرفين إلى بلد الطرف الآخر.

قد اتفقتا على ما يلي :

القسم الأول احكام عامة

المادة الأولى : تعاريف

1- لغرض تطبيق هذه الاتفاقية، تدل المصطلحات التالية على المعاني المبينة أمامها:

1-1 المؤمن عليه : كل مواطن يحمل جنسية أي من الطرفين وتسري في شأنه احكام قانون الضمان الاجتماعي (التأمين الإجتماعي) لأحد الطرفين ؛

- 2-1 التشريعات : القوانين والمقتضيات التشريعية و التنظيمية المنصوص عليها في المادة الثانية من هذه الاتفاقية والجاري بها العمل فوق إقليم كل من الطرفين؛
- 3-1 السلطة المختصة: الوزير أو الوزراء أو السلطة التي تقابلها والتي يرجع إليها النظر في نظام أو أنظمة الضمان الاجتماعي (التأمين الإجتماعي) من إقليم كل من الطرفين؛
- 4-1 المؤسسة المختصة : الأجهزة المناط بها تنفيذ كل أو بعض التشريعات المتعلقة بالضمان الاجتماعي (التأمين الإجتماعي) لدى كل من الطرفين؛
- 5-1 هيئة الاتصال: الهيئة المكلفة بمهام المطابقة و الاتصال و الإرشاد و تجميع المعلومات و ذلك قصد تسهيل تطبيق أحكام هذه الاتفاقية؛
- 6-1 المتوفى عنهم (المستحقون) : الأشخاص المعروفون أو المقبولون بهذه الصفة، وذلك حسب مدلول التشريع الذي تستحق أو تصرف المنافع بمقتضاه؛
- 7-1 فترات التأمين : فترات الاشتراك أو العمل كما يعرفها التشريع الذي أنجزت في ظله، و كذا جميع المدد المساوية لها؛
- 8-1 الإقامة : مكان الإقامة الاعتيادية للمؤمن عليه؛
- 9-1 الإقامة المؤقتة : مكان التواجد المؤقت للمؤمن عليه؛
- 10-1 المنافع: كل المنافع النقدية و العينية المنصوص عليها في تشريع الضمان الاجتماعي (التأمين الإجتماعي) لكل من الطرفين طبقا لمقتضيات المادة الثانية من هذه الاتفاقية بما فيها الأداءات التي تتحملها الصناديق العمومية والزيادات و العلاوات المقررة بمقتضى هذا التشريع، و كذا المنافع المسلمة بشكل دفعة واحدة و التي تحل محل الرواتب والإيرادات.
- 2- تأخذ كل المصطلحات الأخرى الواردة في هذه الاتفاقية ذات المعنى المحدد لها في التشريع الجاري العمل به لدى كل من الطرفين.

المادة الثانية

مجال التطبيق المادي

- 1- تطبق هذه الاتفاقية على كل التشريعات و الأنظمة الخاصة بالضمان الاجتماعي (التأمين الإجتماعي) المعمول بها لدى كلا الطرفين و السارية المفعول عند توقيع هذه الاتفاقية و التي تغطي منافع المرض والأمومة و منافع العجز ومنافع الشيخوخة ومنافع الوفاة و منافع حوادث العمل (الشغل) والأمراض المهنية.
- 2- تطبق هذه الاتفاقية أيضا على كل الإجراءات القانونية و التنفيذية التي تعدل أو تتم بمقتضاها التشريعات السارية المفعول و المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة.

3- لا تطبق هذه الاتفاقية على المقتضيات و القواعد التشريعية و التنظيمية التي تغطي فرعاً جديداً للضمان الاجتماعي (التأمين الإجتماعي) أو فئات جديدة من الأشخاص إلا إذا أبرم اتفاق بهذا الشأن بين الطرفين.

المادة الثالثة مجال التطبيق الشخصي

1- تسري أحكام هذه الاتفاقية على الأشخاص مواطني كل من الطرفين الخاضعين أو الذين كانوا يخضعون لتشريع أحد الطرفين، وكذلك على المتوفى عنهم (المستحقين).

2- لا تسري أحكام هذه الاتفاقية على:

- (أ) - الممثلين الدبلوماسيين و القنصليين و أشخاص سلك الفنيين و الإداريين و العاملين بالمكاتب التابعة للبعثات الدبلوماسية و القنصلية طبقاً لاتفاقيتي فيينا بشأن العلاقات الدبلوماسية و القنصلية المؤرختين تباعاً في 18 أبريل 1961 و 24 أبريل 1963.
- (ب) - العاملين في مصالح إدارية حكومية تابعة لأحد الطرفين الذين يخضعون لتشريع هذا الطرف و يوفدون للعمل في الطرف الآخر.

المادة الرابعة عدم ارتباط المنافع بتغيير مكان الإقامة

لا يجوز أن يطرأ أي إنقاص أو تغيير أو تعليق أو حذف أو حجز على المنافع المكتسبة بمقتضى تشريع أحد الطرفين وعلى كل زيادة في هذه المنافع، بحجة أن المستفيد يقيم في إقليم الطرف الآخر.

القسم الثاني أحكام متعلقة بالتشريع المطبق

المادة الخامسة قاعدة عامة

يخضع رعايا أحد الطرفين الذين يمارسون نشاطاً مهنياً لدى الطرف الآخر لتشريعات الضمان الاجتماعي (التأمين الاجتماعي) المنصوص عليها في المادة الثانية من هذه الاتفاقية والمطبقة لدى الطرف الأخير.

المادة السادسة أحكام خاصة

يستثنى من المبدأ المنصوص عليه في المادة 5 من هذه الاتفاقية ما يلي:

1- العامل المؤمن عليه الذي يعمل في إقليم أحد الطرفين لفائدة مقاوله، أو مشغل يتبع له بصورة اعتيادية ويوفد لإقليم الطرف الآخر ليقوم بعمل معين لحساب هذه المؤسسة أو

المشغل يظل خاضعا لتشريعات الضمان الاجتماعي (التأمين الاجتماعي) في دولة الطرف التي يوجد فيها مقر المؤسسة أو المشغل شريطة ألا تتعدى مدة العمل ثلاث سنوات.

و في حالة تمديد هذا العمل إلى ما يمكن أن يتجاوز المدة المشار إليها، لظروف غير متوقعة، فإن تشريعات الطرف الأول تستمر في السريان إلى حدود انتهاء هذا العمل، أو ثلاث سنوات أخرى كحد أقصى، شريطة أن توافق السلطة المختصة للطرف الثاني قبل انتهاء الثلاث سنوات الأولى .

2- يخضع العامل المشتغل على ظهر سفينة بصفة دائمة لتشريع الطرف الذي تحمل السفينة علمه. أما العمال المستخدمون في مهام الشحن والتفريغ والإصلاح والحراسة في إقليم طرف تتوقف السفينة في أحد موانئه فيظلون خاضعين لتشريع هذا الطرف.

3- العامل المؤمن عليه المتنقل أو المستخدم من قبل مشغل أو مؤسسة للنقل الجوي أو البري أو البحري و التي تمارس نشاطها في إقليم أحد الطرفين يبقى خاضعا لتشريع الطرف الذي يوجد به المقر الرئيسي لهذه المؤسسة أو المشغل.

4- يخضع معاونو (أعوان) البعثات الدبلوماسية أو القنصلية من غير المشار إليهم بالفقرة 2 (أ) من المادة الثالثة من هذه الاتفاقية، وكذا العمال الذين هم في خدمة هذه البعثات لتشريع بلد العمل.

المادة السابعة جمع فترات التأمين

1- لغرض الاستفادة من المنافع والحفاظ عليها و بغية تحديد مدة صرفها، يتم تجميع فترات التأمين التي تم قضاؤها طبقا لتشريعات كلا الطرفين شريطة ألا تتداخل.

2- يمكن اعتماد الفترات التي قضيت في ظل تشريع بلد تربطه بالطرفين اتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي (التأمين الاجتماعي)، قصد تجميعها مع فترات التأمين المشار إليها في الفقرة (1) من هذه الاتفاقية من أجل تحويل الحق في المنافع.

المادة الثامنة مدة التأمين الدنيا

1- إذا لم يبلغ مجموع فترات التأمين التي قضيت بمقتضى تشريع طرف اثني عشر شهرا، فإن المؤسسة المختصة لهذا الطرف ليست ملزمة بصرف منافع عن هذه الفترات.

2- تؤخذ هذه الفترات في الاعتبار من قبل مؤسسة الطرف الآخر لأجل تطبيق مقتضيات المادة السابعة من هذه الاتفاقية.

القسم الثالث أحكام خاصة بالمنافع المادة التاسعة منافع المرض و الأوممة

- 1- يستفيد المؤمن عليه المخول له الحق من منافع المرض و الأوممة طبقا لتشريع بلد العمل من هذه المنافع أثناء إقامته المؤقتة في إقليم الطرف الأخر غير المختص بمناسبة عطلة مودى عنها، أو تحويل إقامة مرخص بها من قبل المؤسسة المختصة.
- 2- يستفيد صاحب المعاش بمقتضى تشريعات الطرفين والذي له الحق في منافع التامين عن المرض و الأوممة من هذه المنافع بمقتضى تشريع الطرف الذي يقيم في إقليمه.
- 3- يستفيد صاحب معاش يصرف طبقا لتشريع أحد الطرفين والذي له الحق في منافع التامين عن المرض و الأوممة من هذه المنافع وفق هذا التشريع عندما يقيم فوق إقليم الطرف الأخر. ويتم منح هذه المنافع من قبل مؤسسة مقر الإقامة وفق تشريعيها وعلى كاهل المؤسسة المختصة سواء كانت هذه الإقامة مؤقتة أو دائمة. وتحدد شروط وكيفية الاستفادة من المنافع المنصوص عليها في هذه المادة في لائحة الاجراءات الإدارية والتنفيذية.

المادة العاشرة منفعة العجز

- 1- تحسب المنافع المخولة بمقتضى تامين العجز للمؤمن عليه طبقا للمقتضيات والقواعد التشريعية التي كان خاضعا لها عند الانقطاع عن العمل المنبوع بالعجز، وتتحمل المؤسسة المكلفة بتطبيق هذه المقتضيات والقواعد صرف هذه المنافع طبقا لأحكام تشريعاتها.
- 2- يحول معاش العجز إلى معاش الشيخوخة عندما يقتضى الأمر ذلك طبقا للتشريع الذي استحق المعاش بموجبه.

المادة الحادية عشرة معاش الشيخوخة و الوفاة

- يتم حساب معاش الشيخوخة و الوفاة بموجب التشريعات المعمول بها في بلدي الطرفين من قبل المؤسسة المختصة على النحو التالي:
- 1- إذا كان للمؤمن عليه فترات اشتراك تعطيه الحق في الحصول على معاش بمقتضى تشريعات الطرفين ، يصرف له المعاش المستحق من كل مؤسسة مختصة في الدولة المعنية على حدة.
 - 2- إذا كانت فترات التامين التي قضيت في ظل تشريعات الطرفين لا تعطيه الحق في المعاش، وكان تجميع هذه الفترات يعطيه هذا الحق وفقا لتشريعاتهما، يتم حساب و صرف المعاش بالطريقة الآتية:

(١) - يتم تجميع فترات التامين التي قضيت وفق المادة السابعة من هذه الاتفاقية كما لو أنها قضيت في ظل تشريع طرف واحد.

(ب) - يتم حساب المعاش المستحق في حالات الشبخوخة والوفاة من قبل كل مؤسسة على حدة، وفقا للتشريع الذي تطبقه بنسبة فترة التأمين لديها إلى إجمالي فترات التأمين التي قضيت لدى الطرفين مع مراعاة أحكام المادة الثامنة من هذه الاتفاقية و سبب الإستحقاق عن المدة الأخيرة .

(ج) - يتم صرف المعاش المحسوب وفقا للبند السابق من قبل كل مؤسسة على حدة إلى أصحاب الحق مباشرة.

3- إذا كانت فترات التأمين لدى كل من الطرفين لا تعطي الحق في المعاش رغم تجميعها، يتم صرف الحقوق الناشئة عن هذه الفترات وفقا لتشريعات كل من الطرفين.

المادة الثانية عشرة

حوادث الشغل (إصابات العمل) و الأمراض المهنية

1- يكتسب المؤمن عليه المصاب بحادث شغل (إصابة عمل) أو بمرض مهني في إقليم أحد الطرفين الحق في الاستفادة من المنافع العينية و النقدية التي تقع على عاتق المؤسسة المختصة حتى عندما يحول مقر إقامته إلى إقليم الطرف الآخر.

2- في حالة تحويل مقر الإقامة، فإنه يتعين على المؤمن عليه الذي يستفيد من منافع تقع على عاتق مؤسسة مختصة لأحد الطرفين، الحصول على ترخيص مسبق من هذه المؤسسة التي يتعين عليها إصداره ما لم يكن في تحويل مقر الإقامة ضرر بحالته الصحية أو بمواصلة علاجاته الطبية. ويقوم الطرفان بتحديد شروط الاستفادة من هذه المنافع و طرق صرفها في لائحة الإجراءات الإدارية و التنفيذية.

المادة الثالثة عشرة

الأمراض المهنية

1- لا تمنح المنافع المستحقة عن مرض مهني قابل للتعويض طبقا لتشريع الطرفين إلا وفقا لتشريع الطرف الذي يكون النشاط المتسبب في حصول مرض مهني من هذه الطبيعة تم في إقليمه آخر مرة، بشرط أن يستجيب المعني بالأمر إلى الشروط المنصوص عليها بهذا التشريع.

2- إذا اشترط لاستحقاق منافع المرض المهني طبقا لتشريع أحد الطرفين أن يقع إثبات المرض طبيا لأول مرة في إقليمه فإن هذا الشرط يعتبر متوفرا إذا وقع إثبات المرض لأول مرة في إقليم الطرف الآخر.

المادة الرابعة عشرة

التعويض عن أضرار الأمراض المهنية

في حالة وقوع مضاعفة بسبب مرض مهني انتفع المؤمن عليه من أجله، أو بواصل الانتفاع بتعويض طبقا لتشريع أحد الطرفين مع بدء استحقاق منافع بسبب مرض مهني من ذات الطبيعة طبقا لتشريع الطرف الآخر تطبق الأحكام التالية:

1- إذا لم يباشر المؤمن عليه منذ أن انتفع بالمنافع عملا تحت ظل تشريع الطرف الآخر من شأنه أن يتسبب أو يضاعف المرض المعبر، فإن المؤسسة المختصة

للطرف الأول ملزمة بتحمل عبء المنافع باعتبار المضاعفة طبقاً لأحكام التشريع الذي تطبقه.

2- إذا باشر المؤمن عليه بعد استحقاقه المنافع مثل هذا العمل في ظل تشريع الطرف الآخر، فإن المؤسسة المختصة في الطرف الأول ملزمة بتحمل عبء المنافع بدون اعتبار المضاعفة طبقاً للتشريع الذي تطبقه، وتمنح المؤسسة المختصة لدى الطرف الثاني للمؤمن عليه تكملة مقدارها الفارق بين مبلغ المنافع المستحقة بعد المضاعفة و المبلغ الذي قد تكون عليه المنافع قبل المضاعفة، طبقاً لأحكام التشريع الذي تطبقه كما لو أن المرض المعتر حدث في ظل تشريع هذا الطرف.

القسم الرابع أحكام مختلفة

المادة الخامسة عشرة اللجنة المشتركة

تشكل لجنة فنية مشتركة تضم ممثلين عن السلطات و المؤسسات المختصة لكلا الطرفين تجتمع دورياً بالتناوب في إقليم كل منهما لمتابعة تنفيذ أحكام هذه الاتفاقية و البت في أي خلاف قد ينشأ عن تطبيقها أو تفسيرها.

المادة السادسة عشرة تعاون السلطات و المؤسسات المختصة

تقوم السلطات المختصة لكلا الطرفين بالآتي:

- 1- وضع لائحة للإجراءات الإدارية و التنفيذية تحدد شروط و كيفية تطبيق هذه الاتفاقية.
- 2- تبادل المعلومات حول تشريعات البلدين في مجال الضمان الاجتماعي (التأمين الاجتماعي) وكذا حول التعديلات الطارئة على هذه التشريعات خاصة تلك التي ترتب أثراً على تطبيق هذه الاتفاقية.
- 3- تنسيق المواقف في المحافل والمنظمات والجمعيات العربية والدولية والإقليمية للضمان الاجتماعي (التأمين الاجتماعي).
- 4- التنسيق بما يضمن الحفاظ على الحقوق المكتسبة لمواطني الطرفين الذين تشملهم مقتضيات هذه الاتفاقية.

المادة السابعة عشرة تقديم الطلبات

تقبل الطلبات أو الشكاوى التي تقدم بهدف تطبيق تشريع أحد الطرفين المرتبطة بأجل محدد لدى سلطة أو مؤسسة مختصة، إذا قدمت في نفس الأجل لدى سلطة أو مؤسسة موازية لدى الطرف الآخر، وعلى هذه الأخيرة أن ترسل هذه الطلبات أو الشكاوى فوراً للسلطة أو المؤسسة المعنية.

المادة الثامنة عشرة المعاملات المالية

يتم تحويل المبالغ المستحقة بمقتضى هذه الاتفاقية طبقاً للتشريعات النقدية المعمول بها وقت التحويل في بلد الطرف الملتزم به، وذلك بعملة حرة قابلة للتحويل. و لا تسري الأحكام التي تقيد أو تمنع التحويل النقدي على المبالغ التي يتم تحويلها طبقاً لهذه الاتفاقية.

المادة التاسعة عشرة إعفاءات

تعفى جميع الأوراق و الوثائق و المحررات التي يتطلبها تنفيذ هذه الاتفاقية من الرسوم و الطوابع (الدمغة) و كذا من التعريف بالإمضاء أو التصديق على التوقيع.

المادة العشرون تسوية النزاعات

1- يسوى أي خلاف قد ينشأ بين السلطات المختصة لدى الطرفين فيما يتعلق بتفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية من خلال التشاور و التفاوض.

2- إذا لم يصل الطرفان إلى اتفاق خلال ستة أشهر من تاريخ تقديم طلب التسوية، يعرض الخلاف بناء على طلب أحد الطرفين على لجنة تحكيم تتشكل من ثلاثة محكمين (حكام)، ويقوم كل طرف بتعيين محكم (حكم) واحد، و يقوم هذان المحكمان (الحكمان) بترشيح المحكم (الحكم) الثالث الذي يكون رئيساً للجنة التحكيم، ويكون الرئيس من مواطني دولة ثالثة لها علاقات دبلوماسية مع كلا الطرفين في وقت الترشيح.

3- إذا لم يتفق المحكمان (الحكمان) على اختيار الرئيس خلال ستين يوماً من تاريخ تعيين المحكم (الحكم) الثاني، فإن الرئيس يعين من قبل مكتب العمل العربي بناء على طلب أي من الطرفين.

4- تكون قرارات اللجنة نهائية وملزمة للطرفين.

القسم الخامس أحكام ختامية

المادة الواحدة والعشرون أحكام انتقالية


1- لا تخول هذه الاتفاقية أي حق في أداء المنافع بالنسبة لفترات سابقة لتاريخ دخولها حيز التنفيذ. وإذا كانت تلك الفترات قد قضيت في ظل تشريع أحد الطرفين قبل دخول الاتفاقية حيز التنفيذ، فإنها تؤخذ بعين الاعتبار لضبط الحقوق المخولة طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية.

- 2- يعتد بطلب المعني بالأمر لحساب أو إرجاع كل منفعة لم يتم حسابها، أو تم إيقافها بسبب جنسيته أو إقامته، وذلك اعتبارا من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، بشرط عدم حصول المعني بالأمر على تعويض في شكل آخر.
- 3- تمكن مراجعة حقوق المعنيين بالأمر الذين حصلوا قبل دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ على معاش أو إيراد (معاش إصابي) وذلك بطلب منهم وطبقا لأحكام هذه الاتفاقية.
- 4- إذا قدم الطلب المشار إليه في الفقرتين 2 و3 من هذه المادة خلال سنتين اعتبارا من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ فإن الحقوق الممنوحة طبقا للاتفاقية تكتسب اعتبارا من هذا التاريخ. وإذا قدم هذا الطلب بعد مرور المدة المشار إليها، فإن الحقوق تكتسب اعتبارا من أول الشهر التالي لتاريخ تقديم الطلب.

المادة الثانية والعشرون دخول الاتفاقية حيز التنفيذ و إنهاؤها

- 1- تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ اعتبارا من تاريخ آخر إخطار كتابي ومن خلال الطرق الدبلوماسية بإتمام الإجراءات القانونية اللازمة لدى كلا الطرفين.
- 2- تظل هذه الاتفاقية سارية لمدة غير محددة، وإذا رغب أحد الطرفين في إنهاؤها فعليه إخطار الطرف الآخر كتابة وعبر الطرق الدبلوماسية برغبته في ذلك قبل الموعد الذي حدده للإنتهاء ب ستة أشهر على الأقل.
- 3- في حالة إنهاء العمل بهذه الاتفاقية فإن ذلك لا يؤثر على الحقوق المكتسبة وفقا لأحكامها وما آلت إليه المفاوضات لتسوية أي خلاف قد ينشأ في هذا الشأن.
- حرر في مراكش بتاريخ 12 مايو 2006 في نسختين أصليتين باللغة العربية، لهما ذات الحجية.

عن
حكومة جمهورية مصر العربية


أحمد أبو الغيث
وزير الخارجية

عن
حكومة المملكة المغربية

مصطفى المنصوري
وزير التشغيل والتكوين المهني



Reconnaissance réciproque des permis de conduire

- Dahir n° 1-98-81 du 4 hija 1419 (22 mars 1999) portant publication de l'accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire nationaux, fait à Rabat le 14 chaabane 1409 (22 mars 1989) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Arabe d'Égypte (1)

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire nationaux, fait à Rabat le 14 chaabane 1409 (22 mars 1989) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Arabe d'Égypte;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des procédures nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

A décidé ce qui suit :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire nationaux, fait à Rabat le 14 chaabane 1409 (22 mars 1989) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Arabe d'Égypte.

Fait à Marrakech, le 4 hija 1419 (22 mars 1999).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,
Abderrahman Youssoufi.

(1) *B.O.* n° 4682 du 15 avril 1999.

Voir l'accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4682 du 28 hija 1419 (15 avril 1999).

❑ ESPAGNE

Main-d'œuvre

- **Dahir n° 1-03-127 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007) portant publication de l'Accord bilatéral en matière de main-d'œuvre, fait à Madrid le 25 juillet 2001, entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord bilatéral en matière de main-d'œuvre fait à Madrid le 25 juillet 2001 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A décidé ce qui suit :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord bilatéral en matière de main-d'œuvre fait à Madrid le 25 juillet 2001 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne.

Fait à Marrakech, le 28 rabii I 1428 (17 avril 2007).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Driss Jettou.

*

* *

(1) *B.O.* n° 5532 du 7 juin 2007.

Accord bilatéral en matière de main-d'œuvre entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne

Le Royaume du Maroc,
et
Le Royaume d'Espagne,

Ci-après dénommés les Parties contractantes,

- Souhaitant réguler de façon ordonnée et coordonnée les flux de main-d'œuvre entre les deux pays;
- Conscients de la nécessité de respecter les droits, obligations et garanties présents dans leurs législations nationales respectives;
- Rappelant les Conventions internationales dont ils sont signataires;
- Soucieux de renforcer les liens de coopération et d'amitié existant entre les deux Parties contractantes, et de joindre leurs efforts à ceux fournis sur le plan international afin de prévenir l'exploitation des étrangers en situation irrégulière et dans le contexte des intérêts méditerranéens communs.

Sont convenus de ce qui suit :

Chapitre préliminaire

Article 1

Aux fins du présent Accord, les autorités compétentes sont :

Pour le Maroc :

- Le ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement social et de la solidarité.

Pour l'Espagne, les ministères :

- Affaires étrangères, intérieur, travail et affaires sociales; dans le cadre de leur compétence respective en matière d'immigration.

Article 2

Aux fins de l'application du présent Accord, l'expression « travailleurs migrants » désigne les citoyens marocains autorisés à exercer pour le compte d'autrui une activité rémunérée sur le territoire espagnol.

Chapitre I: Communication des offres d'emploi

Article 3

1. Les autorités espagnoles, par le biais de l'Ambassade d'Espagne à Rabat, communiqueront aux autorités marocaines les besoins en main-d'œuvre (nombre

et caractéristiques) en fonction des offres d'emploi existantes. Les autorités marocaines, par le biais de l'Ambassade d'Espagne à Rabat, feront part aux autorités espagnoles des possibilités de satisfaire cette demande de travail par l'envoi de travailleurs marocains désireux de se déplacer en Espagne.

2. Pour chaque candidat, l'offre d'emploi devra indiquer :
 - le nom ou raison sociale, et le domicile de l'employeur ou organisation d'employeurs ;
 - le secteur et la zone géographique de l'activité ;
 - le nombre de travailleurs à embaucher ;
 - la date-limite de sélection ;
 - la durée de l'emploi ;
 - les informations générales sur les conditions de travail, salaires, logement et rémunération en nature ;
 - les dates auxquelles les travailleurs sélectionnés devront se présenter sur leur lieu de travail en Espagne ;
 - les nom, prénom et domicile du travailleur, dans le cas où les offres d'emploi seraient nominatives.

Chapitre II : Evaluation des qualités professionnelles requises, voyage et accueil des travailleurs migrants

Article 4

L'évaluation des conditions professionnelles requises et le déplacement des travailleurs migrants s'effectueront conformément aux règles suivantes :

1. La sélection (professionnelle) des candidats sera à la charge d'une Commission hispano-marocaine de sélection.

Les candidats sélectionnés seront soumis à un examen médical et, le cas échéant, bénéficieront d'une période préalable de formation.

La commission de sélection sera constituée de représentants des administrations des deux Parties contractantes et aura pour tâches de sélectionner les travailleurs dont le profil professionnel répond aux offres d'emploi existantes, d'organiser les cours de formation préalable s'avérant nécessaires, ainsi que de conseiller et d'assister les travailleurs tout au long du processus de recrutement. Pourraient également faire partie de cette commission l'employeur ou son représentant.

2. Les travailleurs sélectionnés signeront un contrat de travail visé par la commission de sélection, dont ils conserveront un exemplaire, et recevront leurs billets de voyage. Un exemplaire du contrat de travail sera remis aux autorités marocaines.

3. Le visa de séjour ou de résidence correspondant sera délivré dans les plus brefs délais possibles par les services consulaires espagnols compétents. Le cachet sur le passeport indiquera la nature du visa ainsi que la finalité et la durée du séjour autorisé en Espagne. Quand cette durée sera inférieure ou égale à six mois, le visa tiendra lieu de permis durant le séjour.

Article 5

1. Les autorités marocaines faciliteront au maximum la tâche de la commission de sélection, ainsi que le déroulement d'éventuelles formations des travailleurs sélectionnés et le départ de ces derniers pour l'Espagne dans les délais fixés.
2. Les travailleurs sélectionnés seront informés par un document écrit avant leur départ sur leur lieu de travail, ainsi que tous les éléments relatifs à leurs conditions de séjour, de l'emploi, de logement et de rémunération.
3. Les autorités espagnoles compétentes fourniront aux travailleurs marocains les permis correspondants à leur séjour et leur emploi.

Chapitre III: Droits et conditions des travailleurs marocains, dans le domaine de la protection sociale et de l'emploi

Article 6

Les travailleurs marocains jouiront des droits et avantages que leur accorde la législation espagnole. Les autorités compétentes s'engagent dans ce cadre à prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'accès à une meilleure qualification professionnelle de ces travailleurs.

Article 7

La rémunération des travailleurs marocains, ainsi que les avantages sociaux dont ils bénéficieront, seront indiqués dans leur contrat de travail, et seront conformes aux conventions collectives ou, à défaut, à la législation en vigueur pour les travailleurs espagnols de même profession et qualification.

Article 8

Les travailleurs marocains pourront transférer au Maroc leurs revenus suivant les conditions prévues par la loi de contrôle des changes en vigueur.

Article 9

Les travailleurs marocains seront assujettis aux obligations définies dans la Convention hispano-marocaine du sécurité sociale de 1979 et jouiront également

des bénéfiques définis dans ladite convention, dans les termes prévus par la réglementation espagnole.

Article 10

Les différends pouvant surgir entre les patrons et les travailleurs marocains seront résolus conformément aux dispositions de la législation espagnole en vigueur.

Chapitre IV : Dispositions spéciales concernant les travailleurs saisonniers

Article 11

Sera considéré travailleur saisonnier le citoyen marocain autorisé, dans le cadre du présent Accord, à entrer sur le territoire espagnol, et à en sortir, pour la réalisation d'activités saisonnières ou d'activités portant sur des périodes déterminées, et étant titulaires d'un contrat de travail dont la durée soit conforme aux caractéristiques et à la durée desdites périodes.

Article 12

La sélection des travailleurs saisonniers, ainsi que leur déplacement et accueil en Espagne, s'effectueront conformément aux normes générales prévues dans le présent Accord.

Article 13

Les demandes d'autorisation de séjour et de travail annuelles et renouvelables, formulées par les travailleurs marocains, ayant exercé en Espagne pendant quatre ans consécutifs ou non, à titre de saisonnier, seront examinées par la partie espagnole, avec une bienveillance particulière.

Article 14

Les conditions de séjour et de retour des travailleurs saisonniers feront l'objet d'un engagement écrit des intéressés vis-à-vis des autorités espagnoles conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays d'accueil.

Chapitre V : Dispositions d'application et de coordination du présent Accord

Article 15

1. Le ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement social et de la solidarité par le biais de la direction de l'emploi, et le ministère de l'intérieur espagnol, par le biais de la délégation du gouvernement pour les

étrangers et l'immigration, établiront conjointement les modalités d'application du présent Accord, et coopéreront et se consulteront directement chaque fois que cela s'avérera nécessaire pour l'application dudit Accord.

2. Quand l'application du présent Accord présentera des difficultés, les consultations seront réalisées par la voie diplomatique.

Article 16

En application des engagements déjà souscrits par les deux pays, les autorités marocaines et espagnoles renforceront la coopération dans le domaine du contrôle de la législation du travail, notamment afin d'éviter l'exploitation des marocains en situation irrégulière.

Article 17

Les deux Parties contractantes s'emploieront à lancer des campagnes d'information sur le contenu du présent Accord, chacune sur son territoire national, auprès des candidats potentiels à l'émigration et des employeurs potentiels.

Article 18

Un comité mixte de coordination est constitué, dont le rôle est de :

- suivre l'exécution de cet Accord, et décider des mesures nécessaires audit suivi ;
- proposer, le cas échéant son actualisation ;
- assurer la diffusion de l'information utile en relation avec l'objet de l'Accord ;
- résoudre les difficultés qui pourraient surgir lors de l'application de l'Accord ;
- évaluer et étudier chaque année les prévisions concernant le volume des offres d'emploi permanent et saisonnier dans le cadre du présent Accord.

Le Comité se réunira alternativement à Rabat et à Madrid, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, dans les conditions et aux dates fixées d'un commun accord, au moins une fois par an. Les autorités compétentes de chaque pays se chargeront de désigner les membres du Comité.

Article 19

1. Chaque partie notifiera à l'autre Partie l'exécution des procédures nationales requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord.
2. Le présent Accord sera appliqué de façon provisoire après trente jours à compter de la date de sa signature.
3. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du sixième mois suivant la notification par les deux parties de l'exécution des conditions de ratification requises par leurs législations respectives.

4. Chacune des Parties contractantes pourra suspendre, en totalité ou en partie, l'application du présent Accord pour une période déterminée. L'adoption ou suppression d'une telle mesure sera notifiée, dans les plus brefs délais par la voie diplomatique. La suspension de l'application du présent Accord entrera en vigueur à compter de la remise de la notification à l'autre Partie contractante.
5. Chacune des Parties contractantes pourra dénoncer cet Accord par écrit et par la voie diplomatique. La validité du présent Accord expirera après quatre-vingt-dix jours à compter de la notification de la dénonciation.

Fait à Madrid, le 25 juillet 2001, en deux exemplaires originaux, en langues espagnole, arabe et française, les trois textes faisant également foi.

Pour le Royaume du Maroc,

Abbès El Fassi
*Ministre de l'Emploi,
de la Formation professionnelle,
du Développement social et
de la Solidarité.*

Pour le Royaume d'Espagne,

Mariano Rajoy
*Premier vice-président
du Gouvernement et
Ministre de l'Intérieur.*

Circulation des personnes et transit

- Dahir n° 1-12-64 du 25 moharrem 1434 (10 décembre 2012) portant publication de l'Accord fait à Madrid le 13 février 1992 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne relatif à la circulation des personnes, au transit et à la réadmission des étrangers entrés irrégulièrement (1)

[...]

Vu l'Accord fait à Madrid le 13 février 1992 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne relatif à la circulation des personnes, au transit et à la réadmission des étrangers entrés irrégulièrement. ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Madrid le 13 février. 1992 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne relatif à la circulation des personnes, au transit et à la réadmission des étrangers entrés irrégulièrement.

(1) B.O. n° 6214 du 19 décembre 2013.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6214 du 15 safar 1435 (19 décembre 2013).

Reconnaissance réciproque des permis de conduire

- **Dahir n° 1-09-04 du 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l'Accord sous forme d'échange de notes fait à Madrid le 8 mars 2004 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord sous forme d'échange de notes fait à Madrid le 8 mars 2004 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des procédures nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A décidé ce qui suit :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord sous forme d'échange de notes fait à Madrid le 8 mars 2004 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire.

Fait à Rabat, le 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

Abbas El Fassi.

(1) *B.O.* n° 6058 du 21 juin 2012.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6058 du 30 rejev 1433 (21 juin 2012).

Sécurité sociale

- **Dahir n° 1-82-236 du 3 rebia II 1403 (18 janvier 1983) portant publication de la convention sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Espagne, faite à Madrid le 8 novembre 1979 (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Espagne, faite à Madrid le 8 novembre 1979;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratifications, fait à Rabat le 4 août 1982,

A décidé ce qui suit :

Article premier

Sera publiée au *Bulletin officiel*, telle qu'elle est annexée au présent dahir, la convention sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Espagne, faite à Madrid le 8 novembre 1979.

Article 2

Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Marrakech, le 3 rebia II 1403 (18 janvier 1983).

Pour contreseing:

Le Premier ministre,

Maati Bouabid.

(1) *B.O.* n° 3727 du 4 avril 1984.

Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 3727 du 2 rejeb 1404 (4 avril 1984).

- 1 - التشريع : القوانين والتنظيمات والمقتضيات المشار إليها في المادة 2 والسارية المفعول في التراب الوطني لكلا الطرفين المتعاقدين :
 - 2 - السلطة المختصة : بالنسبة لاسبانيا : وزارة الصحة والضمان الاجتماعي ، وبالنسبة للمملكة المغربية : وزارة الشغل والتكوين المهني :
 - 3 - المؤسسة المختصة : الهيئة المختصة المكلفة في كل حالة بتطبيق التشريع :
 - 4 - هيئة الاتصال : الهيئة المكلفة بمهام التعريف والاتصال والإرشاد بين المؤسسات المعنية بالاتفاقية قصد تسهيل تطبيقها وأشعار الذين يعينهم أمرها بالحقوق والواجبات التي تترتب عنها :
 - 5 - أفراد الأسرة : الأشخاص الذين يتصفون بهذه الصفة أو الذين يمكن لهم أن يتحلوا بهذه الصفة بمقتضى التشريع المطبق :
 - 6 - الشغل : في اسبانيا كل شخص يزاول أو زاول نشاطا لحسابه الخاص أو لحساب غيره يصبح معه خاضعا للتشريع المشار إليه في الفقرة 1 من المادة 2.
- وفي المملكة المغربية : الشغولون المأجورون أو الذين يمكن لهم أن يتحلوا بهذه الصفة :
- 7 - الإقامة : الإقامة الاعتيادية والقانونية :
 - 8 - إقامة : الإقامة المؤقتة :
 - 9 - فترة التامين : الفترة التي أدى عنها الاشتراك والفترة التي تساويها :
 - 10 - الفترة التي أدى عنها الاشتراك : المدة التي أدى عليها الاشتراك أو التي تعتبر بمثابة تلك لعلاقتها بالاعانات المخصصة لها بمقتضى تشريع أحد الطرفين المتعاقدين :
 - 11 - الفترة التي تساوي فترة الاشتراك : المدة التي يمكن اعتبارها بمثابة مدة أدى عنها الاشتراك حسب أحد التشريحين :
 - 12 - فترة العمل : كل مدة حدثت من طرف التشريع الذي تمت بمقتضاه وكذا كل مدة تعتبر فترة عمل من طرف هذا التشريع :
 - 13 - منحة ، اعانة ، راتب ، تعويض : الاعانة النقدية المحددة على هذا النحو من طرف التشريع المطبق بما في ذلك المبالغ المصروفة على أعاقف الاموال العمومية والزوائد والاعانات المقررة من طرف هذا التشريع وكذا الاعانات التي تكون في شكل رسائل اجمالية يصرف بدل منح أو رواتب :
 - 14 - الاعانة المترتبة عن المرض : الاعانات النقدية الناتجة عن عجز موقت عن العمل غير الاعانات المصروفة في حالة حادث شغل :
 - 15 - العلاجات الصحية : الاعانات المتعلقة بالعلاجات الطبية والصيدلية التي من شأنها ان تحافظ على الصحة أو تساعد على اعادتها في حالة المرض العادي والمهني والحادثة مهما كان سببها والحمل والولادة أو مخلفات التوليد :
 - 16 - الطرفان المتعاقدان : الدولة الاسبانية والمملكة المغربية.
 - II - كل عبارة أخرى أو مصطلح مستعمل في هذه الاتفاقية يكون له الملولك الذي يضيفه عليه التشريع الذي يعمه الامر.

ظهير شريف رقم 1.82.236 صادر في 3 ربيع الآخر 1403 (18 يناير 1983) بنشر اتفاقية الضمان الاجتماعي بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الاسبانية الموقعة بمديريد يوم 8 نوفمبر 1979. (1)

الحمد لله وحده

الطابع الشريف - بداخله :

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا اسماء الله وأمره أننا :

بناء على اتفاقية الضمان الاجتماعي بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الاسبانية الموقعة بمديريد يوم 8 نوفمبر 1979 :

وبناء على محضر تبادل وثائق المصادقة عليها الموقع بالرباط يوم 4 أغسطس 1982 ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

الفصل الأول

تنشر بالجريدة الرسمية ، مضافة الى ظهيرنا الشريف هذا ، اتفاقية الضمان الاجتماعي بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الاسبانية الموقعة بمديريد يوم 8 نوفمبر 1979.

الفصل الثاني

ينشر ظهيرنا الشريف هذا بالجريدة الرسمية.

وحرر بمراكش في 3 ربيع الآخر 1403 (18 يناير 1983)

وقعه بالملك :

الوزير الأول ،

الاسماء : المعلى بوعبيد.

**

اتفاقية الضمان الاجتماعي بين المملكة المغربية واسبانيا

ان حكومة المملكة المغربية وحكومة اسبانيا .

حرصا منعهما على التعاون في ميدان الضمان الاجتماعي :

وتأكيدا منعهما لمبدأ المساواة في المعاملة بين مواطني البلدين فيما يخص تشريعات الضمان الاجتماعي في كل من الطرفين : ورغبة منهما في المحافظة على ضمانة أحسن للحقوق التي اكتسبها شغالو البلدين الذين يمارسون أو الذين مارسوا نشاطا مأجورا في بلد الطرف الآخر :

قررتا عقد اتفاقية ترمي الى تنسيق تطبيق تشريعات المملكة المغربية واسبانيا على مواطني كل من الطرفين :

ولهذه الغاية ، اتفقتا على المقتضيات التالية :

الجزء الأول

مقتضيات عامة

المادة 1

I - في مدلول هذه الاتفاقية ، يقصد بالمصطلحات والعبارات التالية ما يلي :

2 - على الأشخاص وكذا أفراد أسرهم أو ما كان عنهم متوفى عنهم ذوي الوضعية القانونية الخاصة بعديمي الجنسية طبقاً للمادة 1 من اتفاقية نيويورك بتاريخ 26 شتنبر 1951 أو طبقاً لوضعية الأجنبي حسب مفهوم المادة 1 من اتفاقية جنيف بتاريخ 18 يوليو 1951 وللمادة 1 من بروتوكول 31 يناير 1967 المتعلق بالوضعية القانونية للاجئين شريطة أن يكونوا أو سبق لهم أن كانوا خاضعين لتشريعات الضمان الاجتماعي لأحد الطرفين المتعاقدين أو للطرفين معاً.

المادة 4

يخضع الأشخاص المشار إليهم في المادة السابقة لتشريعات المنصوص عليها في المادة 2 من هذه الاتفاقية حسب نفس الشروط الخاصة بمواطني كل واحد من الطرفين المتعاقدين.

المادة 5

إذا زاوّل شخص ما نشاطاً بمقابل ، فإن الزامية دفع الاشتراك تصبح محددة طبقاً لتشريع الطرف المتعاقد الذي تم على ترابه الوطني القيام بهذا النشاط ، كما أن الشغل العامل في التراب الوطني لأحد الطرفين المتعاقدين يصبح خاضعاً لتشريع هذا الطرف.

المادة 6

1 - يتضمن المبدأ المتخذ في المادة 5 من هذه الاتفاقية الاستثناءات التالية :

(أ) أن الشغل الذي يعمل لفائدة مقاوله لها على التراب الوطني لأحد البلدين مؤسسة يكون الشغل تابعاً لها بكيفية عادية ، ويلحق من طرف هذه المقاوله الى التراب الوطني للطرف الآخر بقصد إنجاز شغل لها ، يظل خاضعاً لتشريع البلد الأربك كما لو كان لأربك يقوم بعمله على ترابه الوطني وذلك شريطة أن لا يكون هذا الشغل قد أرسل لاستخلاف شغل آخر بلغت مدة الحاقه النهائي وأن لا تتعدى المدة المتوقعة للشغل الذي يجب إنجاز ثلاث سنوات ، وفي حدود هذا الاجل ، يرجع الى السلطة المختصة للطرف المتعاقد الذي ينجز الشغل على ترابه الوطني امر تحديد مدة هذا الاحاق :

(ب) أن سلك المستخدمين المتنقل التابع لمقاولات النقل التسيبي يمتد نشاطها من المغرب الى اسبانيا او عكس ذلك ، يخضع بكيفية استثنائية للنظام الجاري به العمل في التراب الوطني الذي يحتضن المقر التجاري للمقاوله ؛

(ج) أن الاعوان الدبلوماسيين او القنصليين المحترفين والموظفين او الاشخاص التابعين لأحد البلدين المتعاقدين والذين يلتحقون بوظائف في التراب الوطني للطرف الآخر يظلون خاضعين لتشريع بلدهم الاصلي ؛

(د) أن الشغلين المستخدمين في مقر دبلوماسي أو لدى موظف معين بهذا المقر والذي هم من مواطني الطرف المتعاقد الممثل يمكن لهم أن يختاروا تطبيق تشريع الدولة الممثلة وذلك في أجل ثلاثة أشهر اعتباراً من تاريخ ابتداء شغلهم أو من تاريخ سريان مفعول هذه الاتفاقية ؛

(هـ) أن الأشخاص الذين يستخدمون على ظهر سفينة في موانئ أحد الطرفين المتعاقدين وتحمل جنسية الطرف الآخر والعاملين في اشغال الشحن والافراغ والاصلاح أو لتفتيش هذه الاشغال يخضعون لتشريع الطرف المتعاقد الذي يوجد الميناء على ترابه الوطني.

2 - يمكن للسلطات المختصة في الطرفين المتعاقدين اتخاذ اتفاق مشترك يبطئ مقتضيات المادتين 5 و 6 من هذه الاتفاقية.

المادة 2

- تطبق على هذه الاتفاقية التشريعات التالية :

(أ) في اسبانيا :

1 - المقتضيات القانونية الخاصة بالنظام العام للضمان الاجتماعي المتعلقة بـ :

(أ) الامومة ، المرض العادي أو المعني ، العجز الموقت عن الشغل والحوادث العادية أو حوادث الشغل ؛

(ب) العجز الموقت أو الدائم ؛

(ج) الشيخوخة ؛

(د) الوفاة أو المتوفى عنهم ؛

(هـ) حماية الأسرة ؛

(و) اعادة النشاط العضوي والحيوي للعجزة ؛

(ز) المساعدة الاجتماعية والخدمات الاجتماعية.

2 - المقتضيات القانونية الخاصة بالانظمة المشار اليها في الفقرة (أ) النظر (1) :

(أ) الشغلون في الفلاحة ؛

(ب) الشغلون في البحر ؛

(ج) الشغلون في مناجم الفحم ؛

(د) الشغلون في السكك الحديدية ؛

(هـ) اعوان المنزك ؛

(و) الشغلون المستقلون أو الفرادى ؛

(ز) الممثلون إجتاريون ؛

(ح) الطلبة ؛

(ط) الفنانين ؛

(ي) مؤلفو الكتب ؛

(ك) ممارعو الثيران.

(ب) في المغرب :

1 - التشريع الخاص بنظام الضمان الاجتماعي ؛

(أ) التشريع الخاص بحوادث الشغل والأمراض المهنية ؛

(ب) المقتضيات التشريعية والتنظيمية أو التعاقدية المصادف عليها من طرف السلطة العمومية والمتعلقة بالانظمة خاصة للضمان الاجتماعي ما دامت تسري على الأجورين أو الذين يتحلون بهذه الصفة وتتعلق بمخاطر ومنح يقرها التشريع الخاص بنظام الضمان الاجتماعي.

2 - بالإضافة الى مقتضيات الفقرة 3 من هذه المادة ، يحتفظ بحق تطبيق هذه الاتفاقية كذلك على كل مقتضى قانوني تصبح بموجبه التشريعات المنصوص عليها في الفقرة 1 مخيرة أو معدلة أو متممة.

3 - تطبق الاتفاقية :

(أ) على كل مقتضى قانوني متعلق بفصيلة جديدة للضمان الاجتماعي اذا ما قرر الطرفان المتعاقدان ذلك بموجب قرار مشترك ؛

(ب) على كل مقتضى قانوني تصبح بموجبه الحقوق الجاري بها العمل موسعة لتشمل فئات أخرى من الأشخاص اذا لم يبد أحد الطرفين المتعاقدين اعتراضات على ذلك لدى الطرف الآخر خلال ثلاثة أشهر تلي التوضيح بالتقرير المنصوص عليه في المادة 34.

المادة 3

تطبق مقتضيات هذه الاتفاقية :

1 - على الشغلين الاسبانيين والشغلين المغاربة الذين يخضعون أو الذين كانوا خاضعين لتشريعات المتعلقة بالضمان الاجتماعي لأحد الطرفين المتعاقدين أو للطرفين معاً وكذا على أفراد أسرهم وما كان منهم متوفى عنهم ؛

الجزء الثاني

مقتضيات خاصة

الباب الأول

المرض والامومة

المادة 9

ان الشغاليين الذين يتوجهون من بلد متعاقد الى البلد المتعاقد الاخر للقيام بنشاط ماجور او الذي يمكن اعتباره كذلك يستفيدون هم وأفراد اسرهم المرافقين لهم من التأمين عن المرض والامومة حينما يستوفون الشروط المطلوبة من طرف تشريع الطرف الثاني مع الاخذ بعين الاعتبار عند الاقتضاء فترات التأمين ، او الفترات التي تساويها ، المنجزة بمقتضى التشريع الخاص بالطرف الاخر.

المادة 10

اذا لم يتوفر الشغال الماجور ، او الذي يمكن اعتباره كذلك ، وفق الحالة المشار اليها في المادة 9 على الشروط المقررة في نفس هذه المادة ، وكان لا يزال له الحق في الاعانات بموجب تشريع البلد الذي سبق ان كان منخرط فيه ، او كان من حقه المطالبة باعانات لو انه بقي قريبا فيه يستفيد من الاعانات المنوطة بمؤسسة هذا البلد الاخير.

المادة 11

في حالة ما اذا كان الحق في الاعانات عن الامومة مستحقا في البلدين معا باعتبار تطبيق مقتضيات المادة 9 ، يقع تحمل هذه الاعانات بكيفية استثنائية من طرف المؤسسة المختصة للبلد الذي تمت فيه الولادة.

المادة 12

ان الشغاليين العاملين في أحد البلدين يستفيدون من اعانات المرض والامومة خلال اقامة مؤقتة قضيت في بلادهم الاصلية بمناسبة عطلة مؤدى عنها أو تغيب مأذون به اذا كانت حالتهم الصحية اصححت تتطلب علاجات طبية فورية بما في ذلك الاقامة بالمستشفى ، وتتحمل هذه الاعانات المؤسسة المختصة لبلاد العمل.

المادة 13

ان الشغاليين المؤهلين للاستفادة من اعانات المرض او الامومة التي تتحملها المؤسسة المختصة في البلد الذي يعملون فيه ، يحتفظون بحقهم في هذه الاستفادة على حساب المؤسسة المذكورة اذا ما نقلوا مقر اقامتهم الى التراب الوطني للبلد الاخر وذلك بشرط ان يكون هذا الانتقال قد اذن به مسبقا من طرف هذه المؤسسة.

المادة 14

ان مقتضيات المواد 10 و 12 و 13 تطبق عملا بقاعدة المماثلة على افراد الاسرة المرافقين للشغال.

المادة 15

ان لافراد اسرة شغال يقيمون على التراب الوطني للطرف الاخر غير الطرف الذي يزاو الشغال فيه نشاطا ، الحق في اعانات العلاجات الصحية والتأمين عن المرض والامومة التي تتحملها مؤسسة بلاد العمل ، وتصرف هذه الاعانات من طرف المؤسسة الكائنة بمقر اقامة افراد الاسرة وفق التشريع الذي تطبقه المؤسسة المذكورة وتراعى فيه التنظيمات والشكليات المطلوبة.

المادة 16

1 - ان صاحب منحة أو راتب بموجب أحد البلدين المتعاقدين والذي يقيم في البلد الاخر الحق هو وافراد اسرته في اعانات التأمين عن المرض والامومة بموجب تشريع البلد المدين بالمنحة أو الراتب ، وتتحمل هذه الاعانات المؤسسة المختصة في البلد المذكور.

المادة 7

1 - ان المنح والاعانات والرواتب والتعويضات المكتسبة بموجب تشريع أحد الطرفين المتعاقدين لا يمكن ان تكون موضوع اي تخفيض أو تغيير أو توقيف أو إلغاء أو حجز جزئي بحجة أن المستفيد منها يقيم في التراب الوطني للطرف الاخر.

2 - عندما يكون مواطنا أحد البلدين اصحاب حقوق ناتجة عن اعانة منوطة بمؤسسة الضمان الاجتماعي للبلد الاخر ، ويكونون مقيمين في بلد ثالث ، فانهم يستفيدون من صرف منحهم وفق نفس الشروط المطلوبة من مواطني البلد الاخر.

المادة 8

عندما يتعلق الامر بالحصول أو بالابقاء أو باعادة الحصول على الحقوق المقررة في هذه الاتفاقية ، وكان الشغال خاضعا لتشريعات البلدين المتعاقدين ، فان فترات التأمين المنجزة بمقتضى التشريعات المذكورة ، يتم جمعها ما لم تكن تلك الفترات متداخلة الواحدة في الاخرى زمنيا ، وذلك حسب القواعد التالية :

أولا : عندما تكون فترة الاشتراك الاجباري المنجزة في أحد البلدين تتفق زمنيا مع فترة اشتراك تطوعي معترف بها في البلد الاخر ، فلن يتم جمع هذه الفترة المذكورة :

ثانيا : عندما تكون فترة الاشتراك الاجباري او التطوعي منجزة في أحد البلدين المتعاقدين وتتفق هذه الفترة مع فترة تساوي فترة التأمين المعترف بها في البلد الاخر ، فلن تؤخذ بعين الاعتبار سوى الفترة التي أدى عليها الاشتراك :

ثالثا : عندما تنجز فترتان للاشتراك التطوعي في أن واحد في كل من البلدين المتعاقدين ، فلن تجمع سوى الفترة المنجزة بمقتضى التشريع الذي يوجبه تمت فترة تأمين اجباري سابق.

عندما تتفق فترات التامين الاجباري في البلدين المتعاقدين فان فترة التامين التطوعي التي يجب اضافتها هي الفترة المنجزة بناء على التشريع الذي بمقتضاه تمت فترة التامين الاجباري الاقرب الى فترة التامين التطوعي.

وإذا لم تكن هناك فترات سابقة للاشتراك الاجباري في أي من البلدين المتعاقدين فان فترة التامين التطوعي التي يجب جمعها من بين الفترات التي تتفق زمنيا هي الفترة التي انجزت في التشريع الذي سبق ان تمت بمقتضاه أول فترة تامين اجباري لاحقة بالفترة التطوعية المذكورة :

رابعا : عندما تكون فترتان من النوع الذي يساوي فترات الاشتراك قد انجزتا في أن واحد في كل من البلدين المتعاقدين وتتفقان زمنيا فيما بينهما ، فان فترة التامين في التشريع الذي بمقتضاه قد انجزت فترة اشتراك سابقة هي وحدها التي يجب جمعها.

عندما تكون قد انجزت فترات الاشتراك في البلدين المتعاقدين فان الفترة التي تعتبر تساوي فترة الاشتراك والتي يجب جمعها من بين الفترات التي تتفق زمنيا تكون هي الفترة المنجزة في التشريع الذي تحت طله سبق ان انجزت فترة التامين الاكثر قربا من الفترة التي تعتبر مساوية فترة الاشتراك المذكورة.

وإذا لم تكن هناك في أي من البلدين المتعاقدين فترات للاشتراك سابقة فان الفترة التي تعتبر مساوية فترة الاشتراك والتي يجب جمعها من بين الفترات التي تتفق زمنيا تكون هي التي انجزت في التشريع الذي تحت طله انجزت الفترة الاولى للاشتراك واللاحقة للفترة التي تعتبر فترة الاشتراك المذكورة :

خامسا : وعندما لا يكون من الممكن تطبيقا للتشريع الاسلاني تحديد الوقت الذي انجزت فيه فترات التامين المذكورة تحت طله التشريع المذكور ، يكون من المفترض ان الفترات المذكورة لا تتفق زمنيا مع فترات التامين المنجزة تحت طله التشريع المغربي.

2 - ان الاعانات المستحقة تطبيقا لمقتضيات هذا الباب ترفع قيمتها على اساس نفس الدورية ونسب المعادلة بين الحصص كما هو مقرر في التشريع الداخلي باستثناء الحالتين المشار اليهما في الفقرتين التاليتين.

اذا كانت نسبة استحقاق الراتب المستحق من الناحية النظرية والمشار اليه في الاشراف ج د ، من الفقرة 2 من المادة 17 تقل عن نسبة الراتب الاذن يقرره في أي وقت تشريع البلد الذي اعترف بهذا الراتب ، فان هذا الراتب الاذن يتخذ كأساس لتحديد الراتب النسبي.

ان الرواتب المحتسبة على اساس نسب المعادلة بين الحصص والمشار اليها في الاشراف ج د ، من الفقرة 2 من المادة 17 ترفع قيمتها من طرف كل مؤسسة مختصة تطبيقا للتشريع الخاص بها ، ويحفظ المبلغ الذي رفع قيمة الراتب طبقا لنفس القاعدة المتخذة في تحديد المعادلة بين الحصص المشار اليها في المادة المذكورة.

المادة 19

1 - عندما يفرض تشريع أحد البلدين المتعاقدين منح بعض المنافع بشرط إنجاز فترات تأمين مسيقة في مهنة خاضعة لنظام خاص أو عند الاقتضاء ، في مهنة أو وظيف معينين فان فترات التأمين التي انجزت تحت ذلك تشريع البلد الاخر المتعاقد لا تؤخذ بعين الاعتبار قصد منح هذه المنافع اللهم الا اذا كانت تلك الفترات قد انجزت تحت ذلك نظام مقابل له أو ، إذا تحدر ذلك ، في نفس المهنة أو عند الاقتضاء ، في نفس الوظيف.

2 - عندما لم يستوف المعني بالامر الشروط المطلوبة للاستفادة من المنافع المذكورة باعتبار الفترات المنجزة على هذا النحو ، تؤخذ هذه الفترات بالاعتبار قصد تخويل اعانات من النظام العام.

الباب الثالث

الزمانة

المادة 20

1 - عملا بقاعدة المماثلة ، يطبق الباب 2 على اعانات التامين الزمانة المستحقة تطبيقا لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2 - لتحديد انخفاص القدرة على العمل لدى المؤمن عليه تأخذ المؤسسات المختصة في كل بلد بعين الاعتبار التقارير الطبية والمعطيات الادارية المسلمة اليها من طرف مؤسسات الطرف الاخر وذلك بالرغم من أن لكل مؤسسة مختصة الحق في اخضاع المؤمن عليه لفحص طبي من اختيارها.

المادة 21

يحول راتب الزمانة عند الاقتضاء ، الى راتب للشيوخة وفق الشروط المقررة في التشريعات التي بموجبها منح هذا الراتب ، وفي هذه الحالة يراعى تطبيق مقتضيات الباب 2.

الباب الرابع

المتوفى عنهم (المنح)

المادة 22

عملا بقاعدة المماثلة يطبق الباب 2 على منح المتوفى عنهم المستحقة تطبيقا لمقتضيات هذه الاتفاقية.

المادة 23

تقسم عند الاقتضاء ، منحة التارمل الموهولة لشغال مغربي الى حقوق متساوية قارة بين المستفيدين منها ، وذلك طبقا للقانون المغربي.

2 - ان صاحب منحة أو راتب مستحق على البلدين معا الحق في اعانات التامين عن المرض والامومة بموجب تشريع بلد الاقامة وعلى نفقاته.

الباب الثاني

الشيوخة

المادة 17

ان الشغال الذي كان خاضعا بالتتابع أو بالتناوب في التراب الوطني للبلدين المتعاقدين لواحد أو لعدة أنظمة للتأمين عن الشيوخة في كل من البلدين ، يستفيد من المنح وفق الشروط التالية :

1 - اذا كان المعني بالامر مستوفيا للشروط المطلوبة في كل من البلدين ، فان المؤسسة المختصة في كل طرف متعاقد تحدد مبلغ الاعانة حسب مقتضيات التشريع الذي تطبقه وباعتبار فترات التأمين المنجزة فقط بمقتضى هذا التشريع :

2 - في حالة ما اذا لم يكن المعني بالامر مستوفيا للشروط المتعلقة بفترة التأمين المطلوبة من التشريعات الوطنية لاي من الطرفين ، فان الاعانات التي له الحق في المطالبة بها لدى المؤسسات التي تطبق هذه التشريعات تصفى حسب القواعد التالية :

(أ) ان فترات التأمين المنجزة بمقتضى تشريعات أحد البلدين المتعاقدين وكذا الفترات التي تحلل في حكمها يتم جمعها سواء كان الامر يتعلق بتحديد الحق في الاعانات أو بالابقاء أو اعادة منح هذا الحق ، وذلك بشرط عدم تداخل هذه الفترات بعضها في بعض ؛

(ب) اعتبارا لجميع الفترات المنجزة كما هو وارد اعلاه ، تحدد كل مؤسسة مختصة عن كل بلد ، وفق تشريعها الخاص ، ما اذا كان المعني بالامر مستوفيا للشروط المطلوبة قصد الحصول على الحق في راتب الشيوخة بموجب هذا التشريع :

(ج) انا ما استوفى الحق في راتب ، تحدد كل مؤسسة مختصة في كل بلد المنحة التي قد تكون من حق المؤمن عليه اذا ما كانت جميع فترات التأمين أو الفترات التي تساويها قد تم جمعها وفق القواعد المقررة في الشطر (أ) من الفقرة 2 من هذه المادة وان تكون تلك الفترات قد انجزت بمقتضى تشريع المؤسسة المختصة بقطع النظر عن غيره ؛

(د) ان الاعانة المستحقة فعليا للمعني بالامر من طرف المؤسسة المختصة لكل بلد تحدد بجراء تخفيض على مبلغ المنحة المشار اليها في الشطر السالف على اساس الحصص التي تخولها مدة فترات التامين أو الفترات التي تساويها والمنجزة بمقتضى تشريعها الخاص وذلك بالنسبة لمجموع الفترات المنجزة في البلدين معا .

3 - عندما يكون الحق مكتسبا بموجب تشريع أحد البلدين فقط ، وباعتبار الفترات المنجزة بمقتضى هذا التشريع تحدد المؤسسة المختصة لهذا البلد مبلغ الاعانة كما هو وارد في الفقرة 1 من هذه المادة ، وتقوم المؤسسة المختصة في البلد الاخر بتصفية الاعانة التي تحصلها وفق الشروط المشار اليها في الفقرة 2.

المادة 18

1 - عندما ينجز الشخص المعني بالامر بموجب المقتضيات التشريعية لاحد البلدين المتعاقدين فترات تأمين لا يصل مجموعها الى اثني عشر شهرا وليس له أي حق في الاعانة فلن تصرف مؤسسة هذا البلد اية اعانة له عن الفترة المذكورة ، وفي هذه الاحوال فان مؤسسة البلد الاخر لن تطبق مقتضيات الشطر (ج) من الفقرة 2 من المادة 17 في تقدير الاعانة التي يجب عليها صرفها باعتبار ان تلك الفترة المؤدى عنها واجب الاشتراك لاجمعية.

ان هذه القاعدة لا تطبق ان لم يتمكن الشغال من جمع فترة تأمين توفى اثنى عشر شهرا في أحد البلدين.

المادة 29

عندما يربط تشريع احد البلدين منح الاعانات الخاصة بالتأمين عن المرض المهني بشرط استكشاف المرض المذكور لأول مرة على ترابها الوطني فانه من المفترض ان هذا الشرط متوفر عندما يكون المرض المذكور سيف ان اكتشف لأول مرة في التراب الوطني للبلد الاخر.

المادة 30

اذا خول المرض المهني اعانة تطبيقا لتشريع احد البلدين فان التدهور الطارئ على المرض الحاصل على التراب الوطني للبلد الاخر المتعاقد يعطى الحق كذلك في الحصول على تعويض تطبيقا لتشريع البلد الاول ، الا انه لا يمكن تطبيق هذا المقتضى اذا اتضح ان هذا التدهور قد يرجع الى القيام بعمل على التراب الوطني للبلد الاخر من شأنه ان يعرض الى المرض المذكور.

تتحمق مؤسسة بلاد مقر الإقامة الجديدة للاعانات المقابلة لهذا التدهور ، وعليه فان مبلغ هذا القدر الاضافي يحدد وفق تشريع هذا البلد الاخير كما لو كان حدوث المرض وقع على ترابها الوطني ، ومبلغ هذا القدر الاضافي يساوي الفرق بين مبلغ الاعانة المستحقة بعد حصول التدهور وقيمة الاعانة التي كان من الممكن ان تستحق قبل التدهور المذكور

الباب السابع

الاعانات العائلية

المادة 31

ان ثبوت الحق في الاعانات العائلية المستحقة للشغاليين عن الاولاد الموجودين تحت كفالتهم تؤخذ فيه بعين الاعتبار ، عند الاقتضاء ، فترات التأمين المنجزة في كل من البلدين المتعاقدين.

المادة 32

تحدد الاعانات العائلية المستحقة لشغال ما تطبيقا لتشريع البلد المتعاقد الذي يستخدم الشغال فيه على ترابه الوطني.

المادة 32 (مكرر)

ستحدد شروط تطبيق هذا الملجأ في اتفاقية ادارية.

الجزء الثالث

مقتضيات مختلفة

المادة 33

1 - لتحديد اسس تقدير الاعانة ، تطبق كل مؤسسة مختصة تشريعها الخاص بها من غير ان تأخذ بعين الاعتبار في أية حالة من الاحوال ، الاجور المحصل عليها في البلد الاخر المتعاقد.

2 - لتطبيق التشريع الاسباني عندما تكون فترة الاشتراك المختارة من طرف ملتبس الاعانة لتقدير الاساس المنظم للاعانات قد استوفيت كلها او جزء منها فان المؤسسة الاسبانية المختصة هي التي تحدد الاساس المنظم المذكور بالرجوع الاجر الأدنى والجاري به العمل خلال الفترة المذكورة او اذا استوجب الامر ذلك بالرجوع الى الاسس التي يكون الشغال قد اختارها لاداء الاشتراك.

ان الاساس المنظم للاعانة الخاصة بالشغاليين الماجورين لا يمكن ان يقل في أية حالة عن متوسط الاجر الأدنى المشترك بين المهن خلال الفترة المختارة.

الباب الخامس

الاعانة الممنوحة عن الوفاة

المادة 24

1 - يخضع تصريف الاعانات الممنوحة بسبب الوفاة الى التشريع الذي كان مطبقا على المؤمن عليه في تاريخ وفاته ضوابط المواد 2 الى 6.

2 - اذا طبقت تشريعات البلدين المتعاقدين وثبت الحق في الاعانة ، فان الحصول على هذا الحق يسوى من طرف تشريع البلد الذي يكون المؤمن عليه مقيما به.

3 - انا ما كان مقر اقامة المؤمن عليه موجودا في التراب الوطني للبلد ثالث وفي الحالة التي يكون فيها الحق في الاعانة ثابتا في البلدين المتعاقدين فان التشريع المطبق هو تشريع البلد الذي أمن فيه المؤمن عليه آخر مرة.

المادة 25

في حالة ما اذا تعذر ثبوت الحق في الاعانات الممنوحة لعدم استيفاء فترات التأمين المطلوبة في تاريخ الوفاة حسب تشريع البلد الجديد للعمل ، وجب الرجوع الى فترات التأمين المنجزة من طرف الشغال في البلد الاخر لاستكمال فترات التأمين المطلوبة الباقية.

الباب السادس

حوادث الشغل والأمراض المهنية

المادة 26

1 - يخضع تصريف اعانات تأمين حوادث الشغل الى التشريع المطبق على الشغال في تاريخ وقوع الحادث.

لتقدير درجة العجز المستمر الناتج عن حادث الشغل حسب تشريع احد البلدين تؤخذ بعين الاعتبار حوادث الشغل التي وقعت قبل ذلك تحت ظك تشريع البلد الاخر كما لو كانت تلك الحوادث وقعت تحت تشريع البلد الأول.

2 - تحدد الاعانات المستحقة بسبب مرض مهني حسب تشريع الطرف المتعاقد المطبق على الشغال في الوقت الذي يقوم فيه بالنشاط المؤدى للمرض المهني وذلك ولو كان هذا المرض ان اكتشف لأول مرة على التراب الوطني للبلد الاخر المتعاقد.

اذا ما سبق للشغال ان قام بعمل يعرضه لمرض مهني في التراب الوطني لكلا البلدين المتعاقدين فان الاعانة التي قد يستحقها وفقا للتشريع المطبق تحدد بجمع فترات التأمين المنجزة في نطاق النشاط الذي يكتسب نفس الصفة في البلدين معا وتصفى هذه المنحة وفق مبدأ الحصص عن كل مدة خاصة بفترات التأمين هذه والمنجزة في كل بلد.

المادة 27

كل شغال اصبح ضحية حادثه شغل او اصيب بمرض مهني في التراب الوطني لأحد البلدين المتعاقدين وله الحق في الاستفادة من الاعانات خلال فترة العجز المؤقت ، يحتفظ بحقه في الاستفادة من الاعانات المذكورة عندما ينتقل مقر اقامته الى التراب الوطني للبلد الاخر بشرط حصوله على اذن بذلك من المؤسسة المختصة.

المادة 28

التشريع الذي يطبقه احد الطرفين يعترف ضمناً بالحق الاصلي في الاعانات المتعلقة بالتأمين من حوادث الشغل او من مرض مهني ، وكذلك الامر في حالة تدهور درجة العجز حتى ولو نقل الشغال مقر اقامته الى التراب الوطني للطرف الاخر المتعاقد.

المادة 39

- 1 - يمكن للمؤسسة المختصة ان تمنح تسبيقا الى المعنى بالامر خلال فترة انجاز ملف الاداري.
- 2 - ان منح هذا التسبيق يظل رهنا بإرادة الطرف الذي يقدمه ويرتكز اساسا على وضعية الاختياخ للمعنى بالامر وعلى اثبات حقه الممكن في الاعانة المطلوبة وعلى المدة التي يمكن ان يستغرقها القيام بالمساعي الادارية السابقة للتصفية النهائية للملف.
- 3 - عندما تكون مؤسسة احد الطرفين المتعاقدين قد منحت تسبيقات الى مستفيد يمكن لهذه المؤسسة ، او للمؤسسة المختصة للطرف الآخر اذا ما طليبت ذلك ، اقتنظام التسبيق المذكور من التسيقات التي لم تصف بعد والتي قد تكون من حق المستفيد.

المادة 40

يجب على السلطات المختصة ان تحسم بواسطة المفاوضات الخلافات التي تنجم عن تأويل هذه الاتفاقية او عن التسيقات الادارية المتخذة لتطبيقها والتي تحدث بين مؤسسات الطرفين.

اذا لم يتم حسم الخلاف بواسطة المفاوضات يعرض هذا الخلاف على لجنة تحكيم يحدد تركيبها وتسييرها باتفاق مشترك يتخذه الطرفان المتعاقدان.

يكون للقرار المتخذ من طرف لجنة التحكيم صبغة الالتزام النهائي بالنسبة للطرفين.

المادة 41

- 1 - كل فترة تأمين او الفترة التي تساويها والمنجزة بموجب تشريع احد الطرفين قبل تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التطبيق تؤخذ بعين الاعتبار ضد تحديد الحق في الاعانات الثابتة تطبيقا لمقتضيات هذه الاتفاقية.
- 2 - تكون الاعانة مستحقة بموجب هذه الاتفاقية ولو كانت متعلقة بحادث سابق لتاريخ دخولها حيز التطبيق ولهذا الغاية فان اية اعانة لم تكن قد صفت بعد او التي سبق ان علق ت بسبب جنسية المعنى بالامر او بسبب وجود مقر اقامته على التراب الوطني لاحد الطرفين تصفى بطلب من المعنى بالامر ، او تعاد اليه اعتبارا من دخول هذه الاتفاقية حيز التطبيق بشرط ان لا تكون هذه الحقوق سبق لها ان تمت تصفيتهما مقابل تسديد مبلغ اجمالي عنها.
- 3 - ان حقوق المعنيين بالامر والتي سبق ان كانت موضوع تصفية منحة او راتب قبل دخول هذه الاتفاقية حيز التطبيق يمكن مراجعتها بطلب. ويستهدف من هذه المراجعة اعطاء المستفيدين وذلك اعتبارا من دخول هذه الاتفاقية حيز التطبيق ، نفس الحقوق كما لو كانت الاتفاقية مطبقة في وقت التصفية. ويجب ان يقدم طلب المراجعة داخل اجل سنتين ابتداء من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التطبيق.
- 4 - فيما يخص الحق الناتج عن تطبيق الشطرين 2 و 3 من هذه المادة فلن يكون اي مفعول للمقتضيات المقررة في تشريع الطرفين المتعاقدين فيما يتعلق بسقوط او بتقادم الحقوق اذا ما قدم الطلب المشار اليه في الشطرين 2 و 3 من هذه المادة داخل اجل سنتين ابتداء من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التطبيق ، واذ ما قدم الطلب بعد هذا الاجل فان الحق في الاعانات الذي لم يكن بعد موضوع اسقاط او تقادم يصبح مكتسبا ابتداء من تاريخ الطلب ما لم تكن هناك مقتضيات افضل قابلية للتطبيق.

المادة 34

السلطات المختصة

- 1 - تتخذ كل التسيقات الادارية والتقنية الضرورية لتطبيق هذه الاتفاقية.
- 2 - تعين هيئات الاتصال لك واحد من البلدين التي لها صلاحية التراسل المباشر فيما بينها.
- 3 - تبلغ كل منها الاخرى جميع المعلومات المتعلقة بالاجراءات المتخذة قصد تطبيق هذه الاتفاقية.
- 4 - تبلغ كل منها الاخرى ، كلما امكن ذلك جميع المعلومات المتعلقة بالتغييرات الطارئة على التشريع او القانون التنظيمي لبلدها ، والتي من شأنها ان تمس تطبيق هذه الاتفاقية.
- 5 - تنظم على اساس اتفاق مشترك ، قواعد المراقبة الطبية والادارية وكذا المسطرات الخاصة بالخبرة لتطبيق هذه الاتفاقية وتشريعات الضمان الاجتماعي للطرفين المتعاقدين.

المادة 35

كفي يتم تطبيق هذه الاتفاقية تتبادل السلطات المختصة والمؤسسات في البلدين تدخلاتهما الودية وتعاونهما التقني والاداري ، وتقوم بذلك كما لو كانت تقوم به لنفسها قصد تطبيق تشريعها الخاص بدون مقابل اللهم الا اذا ما نص التسيق الاداري على عكس ذلك بكيفية صريحة.

المادة 36

- 1 - يعدت مفعول الاستفادة من الاعانات الخاصة برسوم التسجيل وسجلات القضاء والتمبر والرسوم القنصلية المقررة في تشريع احد الطرفين المتعاقدين عن الوثائق التي يجب الادلاء بها لدى الادارات او الهيئات المختصة لهذا الطرف ، الى الوثائق المماثلة لها والتي يجب الادلاء بها لتطبيق هذه الاتفاقية لدى الادارات او الهيئات المختصة للطرف الآخر.
- 2 - تحفى جميع العقود والوثائق ومرققات الاثبات من أي نوع كانت والتي يجب الادلاء بها قصد تنفيذ هذه الاتفاقية من تأشيرة تصحيح التوقيع والاشهاد بصحته.

المادة 37

- 1 - يمكن للسلطات والمؤسسات المختصة الاتصال مباشرة فيما بينها وكذا بالمعنيين بالامر كما يمكن للجوء الى ذلك بواسطة السلطات الدبلوماسية التابعة لك منها.
- 2 - كل عقد او وثيقة أو مستند اثبات يقدم تطبيقا لهذه الاتفاقية من طرف المستفيدين الى المؤسسات والسلطات والمحافل القضائية المختصة في مادة الضمان الاجتماعي لاحد الطرفين تكون مقبولة انا كانت محررة بلغة هذا الطرف او ذاك او محررة باللغة الفرنسية.

المادة 38

عند تطبيق تشريع أحد الطرفين.

- 1 - ان الطلبات والتصرحات والملتمسات او الوثائق الاخرى يجب ان تقدم في الاجل المحدد الى السلطات او المؤسسات المماثلة لهذا الطرف ويجب اعتبارها كما لو كانت قد قدمت انا ما سبق ان سلمت في نفس الاجل الى السلطة او الى المؤسسة المماثلة في الطرف الاخر ، وفي هذه الحالة فان هذه السلطة الاخرى او المؤسسة يجب ان ترسل بدون تأخير الطلبات والملتمسات الى السلطة او المؤسسة المختصة.
- 2 - كل طلب اعانة يقدم تطبيقا لتشريع احد الطرفين يعتبر في حد ذاته كما لو كان طلبا لاعانة مماثلة تطبيقا لتشريع الطرف الاخر.

المادة 47

تتم المصادقة على هذه الاتفاقية ويتم تبادل وثائق التصديق عليها بالرباط.

وتدخل في حيز التطبيق في اليوم الأول من الشهر الثاني الذي يلي الشهر الذي تم فيه تبادل وثائق التصديق.

وبناء على ما تقدم ، فإن الممثلين للدولتين المتعاقبتين وقعوا هذه الاتفاقية .

حررت هذه الاتفاقية في نظيرين مكتوبين باللغة العربية وباللغة الإسبانية لكل منهما نفس القيمة القانونية وذلك بمدريد في 17 ذي الحجة عام 1399 موافق 8 نوفمبر 1979.

عن الحكومة الإسبانية :
 محمد بوسنة ،
 وزير الدولة المكلف بالشؤون الخارجية
 والتماون .

عن الحكومة المغربية :
 ماريلينو أوربنا كرى ،
 وزير الشؤون الخارجية .

المادة 42

1 - لكي يتم القبول في التأمين التطوعي أو الاختياري تطبيقاً لتشريع الطرف الذي يقيم المعنى بالأمر على ترابه الوطني ، فإن فترات التأمين المنجزة بموجب تشريع الطرف الآخر تؤخذ بعين الاعتبار كما لو كانت فترات التأمين قد أنجزت تحت ظل تشريع الطرف الأول .

2 - تطبق مقتضيات الفقرة 1 من هذه المادة على مجرد الأشخاص الذين لا يمكن لهم الاستفادة من التأمين الإجباري بسبب تشريع الطرف الذي على ترابه الوطني يقيم هؤلاء الأشخاص .

3 - في جميع الحالات ، يقتضي الخضوع للأحق النظام الإجباري للضمان الاجتماعي لأحد الطرفين إلى انقضاء التأمين التطوعي المذكور .

المادة 43

1 - أن الإعانات المدفوعة تطبيقاً لهذه الاتفاقية يمكن أن تكون بعملية البلد الذي تقيم فيه المؤسسة المدينة .

2 - إذا ما صدرت مقتضيات تلك من تحويل العملات في أحد البلدين المتعاقدين اتخذ الأخيران في الحالك الإجراءات المناسبة لتأمين فعالية الحقوق الناتجة عن هذه الاتفاقية .

المادة 44

تطبيقاً لتشريع الإسباني يقتضي اعتبار الشغال في وضعية من يزاو ك نشاطه قصد الحصول على الإعانات المذكورة أعلاه عملاً بمبدأ الجمع بين فترات التأمين والحصص المشار إليها في المادة 17 وذلك إذا ما كان هذا الشغال خاضعاً لتشريع الطرف المتعاقد أو له الحق في الإعانات من لدن هذا الأخير .

المادة 45

عندما يكون استخلاص إعادة من الضمان الاجتماعي أو الحصول على مصدر مادي من نوع آخر أو القيام بنشاط له مقابل أو التسجيل في الضمان الاجتماعي ينتج عنه طبقاً لمقتضيات تشريع أي من الطرفين المتعاقدين بدون شك قانونية فيما يخص الحق في الإعانة أو في منحها أو في الخصم الإجباري للتأمينات الاجتماعية أو في الانخراط التطوعي فإن كل واحدة من هاتين الوضعتين التي تعتبر كأمراً واقعاً تتخذ بعين الاعتبار وتترتب عنها التزامات بكامل فعاليتها ولو أنها حدثت أو سبق لها أن حدثت عند الطرف الآخر المتعاقد .

الجزء الرابع

مقتضيات ختامية

المادة 46

1 - أن هذه الاتفاقية صالحة لفترة خمس سنوات اعتباراً من تاريخ دخولها حيز التطبيق ويمكن تمديد العمل بها ضمناً لفترة ستة ، مرات متعددة ، ما لم يعلن عن ابطال العمل بها .

ويجب الأشعار بهذا الابطال في ظرف ستة اشهر قبل انصرام الفترة المذكورة .

2 - في حالة ابطال هذه الاتفاقية ، فإن مقتضياتها وكذلك التنسيقات الإدارية المشار إليها في المادة 34 تظل قابلة للتطبيق فيما يخص الحقوق المكتسبة ولن يطبق على هذه الحقوق المكتسبة مقتضيات التقنينية التي قد يبرتها الطرفان المتعاقدان بالنسبة للحالات التي ترتبط بإقامة الشغال بالخارج .

- **Dahir n° 1-99-245 du 27 chaabane 1422 (13 novembre 2001) portant publication du protocole annexe entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne modifiant la convention de sécurité sociale maroco-espagnole, faite à Madrid le 8 novembre 1979** (1)

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le protocole annexe entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne modifiant la convention de sécurité sociale maroco-espagnole, faite à Madrid le 8 novembre 1979;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur du protocole annexe précité,

A décidé ce qui suit :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le protocole annexe entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne modifiant la convention de sécurité sociale maroco-espagnole, faite à Madrid le 8 novembre 1979.

Fait à Rabat, le 27 chaabane 1422 (13 novembre 2001).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Abderrahman Youssoufi.

(1) *B.O.* n° 4988 du 21 mars 2002.

Voir le texte du protocole dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4981 du 12 hijra 1422 (25 février 2002).

ظهير شريف رقم 1.99.245 صادر في 27 من شعبان 1422 (13 نوفمبر 2001) بنشر البروتوكول الإضافي بين المملكة المغربية والمملكة الإسبانية المعدل لاتفاقية الضمان الاجتماعي المغربية الإسبانية الموقعة بمدير في 8 نوفمبر 1979. (1)

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على البروتوكول الإضافي بين المملكة المغربية والمملكة الإسبانية المعدل لاتفاقية الضمان الاجتماعي المغربية الإسبانية الموقعة بمدير في 8 نوفمبر 1979 :

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالبروتوكول الإضافي المذكور ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية. عقب ظهيرنا الشريف هذا ، البروتوكول الإضافي بين المملكة المغربية والمملكة الإسبانية المعدل لاتفاقية الضمان الاجتماعي المغربية الإسبانية الموقعة بمدير في 8 نوفمبر 1979 .

وحرر بالرباط في 27 من شعبان 1422 (13 نوفمبر 2001)

وقعه بالعطف :

الوزير الأول ،

الإمضاء : عبد الرحمن يوسف.

*

* *

بروتوكول إضافي
يبين
المملكة المغربية والمملكة الإسبانية
يعدل اتفاقية الضمان الاجتماعي المغربية الإسبانية
الموقعة في 8 نونبر 1979

إن حكومة المملكة المغربية
وحكومة المملكة الإسبانية

- * رغبة منهما في تنمية العلاقات في مجال الضمان الاجتماعي بين البلدين .
- * ورغبة في مراجعة بعض مقتضيات الاتفاقية العامة للضمان الاجتماعي المبرمة بين المملكة الإسبانية والمملكة المغربية في 8 نونبر 1979 .
- * واعتبارا لضرورة ملائمتها مع وضعيات جديدة .

اتفقتا على ما يلي :

الفصل الأول :

من أجل هذا البروتوكول :

أ - "الاتفاقية" تعني اتفاقية الضمان الاجتماعي الموقعة بين إسبانيا والمغرب بمدريد في 8 نونبر 1979 .

ب - يكون لباقي المصطلحات نفس المعاني المسندة إليها في الاتفاقية .

الفصل الثاني :

يعدل البند (ف) من الفقرة الأولى من الفصل السادس من الاتفاقية كالتالي :

(هـ) يخضع العمال المغاربة والإسبان الذين يمارسون نشاطا على متن سفينة تحمل علم أحد الطرفين المتعاقدين لتشريعات هذا الطرف .

- إن العمال المغاربة أو الإسبان الذين يمارسون نشاطا مأجورا على متن سفينة تحمل علم دولة ما ويتقاضون أجورهم برسم هذا النشاط من طرف مقاوله أو من طرف شخص يكون مقرها أو سكنه فوق تراب دولة أخرى يخضعون لتشريعات هذه الدولة الأخيرة إذا كانت إقامتهم فوق ترابها ، وتعتبر المقاوله أو الشخص الذي يؤدي لهم الأجر بمثابة المشغل قصد تطبيق التشريع المذكور .

- إن العمال المغاربة أو الإسبان الذين يمارسون نشاطهم بميناء أحد الطرفين المتعاقدين على متن سفينة تحمل علم الطرف الآخر في أشغال تتعلق بالشحن أو التفريغ أو الإصلاح أو تفتيش هذه الأعمال يخضعون لتشريع الطرف الذي يوجد الميناء فوق ترابه .

الفصل الثالث :

تغير الفقرة الثانية من الفصل 33 من الاتفاقية على الشكل التالي :

عندما يكون كل أو جزء من فترة الاشتراك التي يجب أن تأخذ بعين الاعتبار من طرف المؤسسة المختصة لأحد الطرفين من أجل حساب وعاء تسوية التعويضات يتعلق بفترة مثبتة في الضمان الإجتماعي للطرف الآخر ، فإن هذه المؤسسة هي التي تحدد له عاء حسب الطريقة التالية :

أ - بالنسبة للجانب الإسباني :

- يتم حساب التعويض النظري الإسباني على أساس الاشتراكات الحقيقية للمؤمن له ، خلال السنوات السابقة مباشرة لأداء آخر اشتراك إلى الضمان الإجتماعي الإسباني .
- تصانف إلى مبلغ المعاش المحصل عليه الزيادات والمراجعات التي يتم حسابها عن كل سنة موالية إلى حين السنة السابقة لحصول الحادث بالنسبة للمعاشات التي ليا نفس الطبيعة .

ب - بالنسبة للجانب المغربي :

- يتم حساب التعويض النظري المغربي على أساس معدل الأجر الشهري الذي يحدد كحاصل القسمة بين مجموع الأجر الخاضعة للاشتراكات والمحصلة خلال فترة مصرح بها فعليا والسابقة لآخر شهر مدني للتأمين قبل بلوغ سن إمكانية تخويل الراتب أو سن القبول للاستفادة منه ومجموع الشهور التي تشكل الفترة المحتسبة .

* بالنسبة لراتب العجز فإن هذه الفترة تساوي 12 أو 60 شهرا .

* بالنسبة لراتب الشيخوخة فإن هذه الفترة تساوي 36 أو 60 شهرا .

ويتم اختيار المدة والسن المستند إليهما اعتبارا المصلحة المؤمن له .

الفصل الرابع :

يعدل الفصل 44 من الاتفاقية كما يلي :

1 - إذا كان تشريع أحد الطرفين المتعاقدين يشترط لمنح التعويضات المحددة في الأبواب 2 و 3 و 4 من الجزء الثاني من هذه الاتفاقية خضوع الأجير لتشريع هذا الطرف وقت حصول الحادث محل التعويض فإن هذا الشرط يعتبر كأنه متوفر إذا كان الأجير مؤمنا عليه بمقتضى تشريع الطرف الآخر أو عندما سيحصل من هذا الطرف على تعويض من نفس النوع أو على تعويض من نوع آخر بشرط أن يخول الحق في هذا التعويض للمستفيد شخصيا .

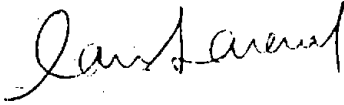
2 - إذا كان تشريع أحد الطرفين المتعاقدين يتطلب بشأن تعويض ما تتوفر على فترات الإشتراك منجزة خلال مدة محددة وسابقة مباشرة لحصول الفعل محل التعويض فإن هذا الشرط يعتبر متوفرا إذا أثبت المعنى بالأمر إنجاز هذه الفترات لدى الطرف الآخر خلال المدة السابقة مباشرة لإقرار التعويض .

الفصل الخامس :

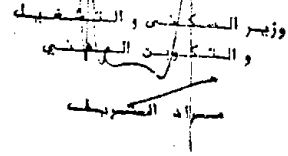
يدخل هذا البروتوكول حيز التنفيذ في اليوم الأول من الشهر الثاني الذي يلي يوم تبادل الطرفين لوثائق التصديق المنصوص عليها في تشريعيهما ، ويسري لنفس مدة سريان الإنفاقية التي يشكل هذا البروتوكول جزءا منها .

وقع ب في في نظيرين أصليين باللغتين العربية والإسبانية ، وللنصين معا نفس الحجية .

عن مملكة إسبانيا



عن المملكة المغربية


وزير الشؤون والتشغيل
والتعاون المهني
مسعود التمرط

❑ FRANCE

Séjour et emploi

- **Dahir n° 1-95-227 du 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l'Accord en matière de séjour et de l'emploi fait à Rabat le 9 octobre 1987 entre le Royaume du Maroc et la République française (1)**

[...]

Vu l'Accord en matière de séjour et de l'emploi fait à Rabat le 9 octobre 1987 entre le Royaume du Maroc et la République française ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord en matière de séjour et de l'emploi fait à Rabat le 9 octobre 1987 entre le Royaume du Maroc et la République française.

*
* *
*

Accord entre le Royaume du Maroc et la République française en matière de séjour et de l'emploi

Le gouvernement du Royaume du Maroc,

et

Le gouvernement de la République française,

Confirmant leur attachement aux principes de la convention de main-d'œuvre du 1^{er} juin 1963 et de la Convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 et leur volonté d'en poursuivre l'application ;

Soucieux de régler d'une manière favorable et durable la situation de la Communauté marocaine en France et de la Communauté française au Maroc en ce qui concerne les conditions de séjour et de l'emploi,

sont convenus de ce qui suit :

(1) *B.O.* n° 6080 du 6 septembre 2012.

Article premier

Les ressortissants marocains résidant en France et titulaires, à la date d'entrée en vigueur du présent Accord, d'un titre de séjour dont la durée de validité est égale ou supérieure à trois ans bénéficient de plein droit, à l'expiration du titre qu'ils détiennent, d'une carte de résident valable dix ans.

Cette carte est renouvelable de plein droit pour une durée de dix ans. Elle vaut autorisation de séjourner sur le territoire de la République française et d'exercer, dans ses départements européens, toute profession salariée ou non.

Article 2

Les ressortissants français résidant au Maroc et justifiant de trois ans de séjour régulier à la date d'entrée en vigueur du présent Accord bénéficient, de plein droit, d'une autorisation de séjour de dix ans ainsi que du visa pour toute profession salariée sur l'ensemble du territoire du Royaume du Maroc de leur contrat de travail par les autorités compétentes, pour une même durée de dix ans. En cas de changement d'employeur, le nouveau contrat recevra automatiquement le visa pour une durée égale à la période qui reste à courir.

L'autorisation de séjour et le visa mentionnés à l'alinéa précédent sont de plein droit renouvelables à leur expiration pour une durée de dix ans.

Article 3

Les ressortissants marocains désireux d'exercer une activité professionnelle salariée en France, pour une durée d'un an au minimum, et qui ne relèvent pas des dispositions de l'article 1^{er} du présent Accord, reçoivent, après le contrôle médical d'usage et sur présentation d'un contrat de travail visé par les autorités compétentes, un titre de séjour valable un an renouvelable et portant la mention « salarié » éventuellement assortie de restrictions géographiques ou professionnelles.

Après trois ans de séjour continu en France, les ressortissants marocains visés à l'alinéa précédent pourront obtenir un titre de séjour de dix ans. Il est statué sur leur demande en tenant compte des conditions d'exercice de leurs activités professionnelles et de leurs moyens d'existence. Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 1^{er} sont applicables pour le renouvellement du titre de séjour après dix ans.

Article 4

Les ressortissants français désireux d'exercer une activité professionnelle salariée au Maroc, pour une durée d'un an au minimum, et qui ne relèvent pas des dispositions de l'article 2 du présent Accord, reçoivent, après le contrôle médical et sur présentation d'un contrat de travail, visé par les autorités compétentes, un titre

de séjour valable un an renouvelable et portant la mention « salarié », éventuellement assortie de restrictions géographiques ou professionnelles.

Après trois ans de séjour continu au Maroc, ils pourront obtenir le visa de leur contrat de travail et une autorisation de séjour pour une durée de dix ans. Il sera statué sur leur demande en tenant compte des conditions d'exercice de leurs activités professionnelles et de leurs moyens d'existence. Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 2 sont applicables pour le renouvellement, après dix ans, de l'autorisation de séjour et du visa de contrat de travail.

Article 5

Quelle que soit la date à laquelle ils ont été admis au titre du regroupement familial sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat, le conjoint des personnes titulaires des titres de séjour et des autorisations de travail mentionnés aux articles précédents ainsi que leurs enfants n'ayant pas atteint l'âge de la majorité dans le pays d'accueil sont autorisés à y résider dans les mêmes conditions que lesdites personnes.

Article 6

Les membres de famille mentionnés à l'article 5 ci-dessus et qui ont rejoint ou rejoignent une personne mentionnée soit à l'article 1^{er}, soit à l'article 2 du présent Accord accèdent à l'emploi dans les mêmes conditions que celles mentionnées aux articles précités.

Article 7

Les membres de famille mentionnés à l'article 5 qui rejoignent une personne mentionnée aux articles 3 ou 4 du présent Accord sont autorisés à accéder à une activité professionnelle salariée sur présentation d'un contrat de travail visé par l'autorité compétente, sans que la situation de l'emploi puisse leur être opposée.

Article 8

Aucune disposition du présent Accord ne peut être interprétée comme permettant aux ressortissants de l'une des parties d'exercer, sur le territoire de l'autre partie, une profession réglementée.

L'exercice de cette profession reste soumis à la réglementation en vigueur la concernant dans le pays considéré.

Article 9

Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application de la législation des deux Etats sur le séjour des étrangers sur tous les points non traités par l'Accord.

Au cas où des titres de séjour ou de travail d'une durée plus longue que celle prévue par le présent Accord seraient accordés, par l'un des deux Etats, aux ressortissants d'un Etat tiers, ces dispositions s'appliqueront de plein droit aux ressortissants de l'autre partie. Ces dispositions ne concernent pas le régime spécifique établi dans le cadre des communautés européennes.

Article 10

Chacun des deux Etats notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Les notifications constatant l'accomplissement de ces procédures seront échangées aussitôt que faire se pourra.

Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant l'échange des notifications.

Chacun des deux Etats pourra dénoncer le présent Accord à n'importe quel moment en adressant à l'autre par la voie diplomatique une notification écrite de dénonciation. Dans ce cas, la dénonciation prendra effet un an après la date de réception dudit avis.

En foi de quoi les représentants des deux Gouvernements autorisés à cet effet ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rabat, le 9 octobre 1987, en deux exemplaires, en langues arabe et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
du Royaume du Maroc

*Le ministre de l'Intérieur
et de l'Information.*

Pour le Gouvernement
de la République française

Le ministre de l'Intérieur.

Sécurité sociale

- **Dahir n° 1-81-278 du 11 rejeb 1402 (6 mai 1982) portant publication de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française, fait à Paris le 21 mai 1979 (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale 9 juillet 1965 entre le gouvernement du Royaume du Maroc le gouvernement de la République française, fait à Paris le mai 1979;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des procédures nécessaires à la mise en vigueur de l'avenant,

A décidé ce qui suit :

Article premier

Sera publié au *Bulletin officiel*, tel qu'il est annexé au présent dahir, l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française, fait à Paris le 21 mai 1979.

Article 2

Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Fès, le 11 rejeb 1402 (6 mai 1982).

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,
Maati Bouabid.*

(1) *B.O.* n° 3725 du 21 mars 1984.

*
* * *

Avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française

Le gouvernement du royaume du Maroc
et

Le gouvernement de la république française

Désireux d'assurer aux travailleurs de chacun des deux Etats exerçant ou ayant exercé une activité salariée sur le territoire de l'autre Etat une meilleure garantie des droits qu'ils se sont acquis en matière d'assurance vieillesse,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Le chapitre 2 (articles 10 à 16 inclus) au titre II (dispositions particulières) de la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965, relatif à l'assurance vieillesse et à l'assurance décès (pensions de survivants) est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 10. — Levée des clauses de résidence

Lorsque la législation de l'une des parties contractantes subordonne l'octroi d'avantages à caractère contributif ou l'accomplissement de certaines formalités à des conditions de résidence sur le territoire de cette partie, celles-ci ne sont pas opposables aux ressortissants marocains ou français tant qu'ils résident sur le territoire de l'une des deux parties. »

« Article 11. — Droits aux prestations

Le travailleur salarié français ou marocain qui, au cours de sa carrière, a été soumis successivement ou alternativement sur le territoire des deux parties contractantes à un ou plusieurs régimes d'assurance vieillesse de chacune de ces parties, bénéficie des prestations dans les conditions suivantes :

I. — Si l'intéressé satisfait aux conditions requises par la législation de chacun des deux Etats pour avoir droit aux prestations, l'institution compétente de chaque partie contractante détermine le montant de la prestation selon les dispositions de la législation qu'elle applique compte tenu des seules périodes d'assurance accomplies sous cette législation.

II. — Au cas où l'intéressé ne satisfait pas à la condition de durée d'assurance requise par l'une et l'autre des législations nationales, les prestations auxquelles il peut prétendre de la part des institutions qui appliquent ces législations sont liquidées suivant les règles ci-après :

A. — Totalisation des périodes d'assurance

- §1. Les périodes d'assurance accomplies sous chacun des deux parties contractantes, de même que les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance, sont totalisés à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.
- §2. Les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance sont, dans chaque pays, celles qui sont reconnues comme telles par la législation de ce pays. L'arrangement administratif déterminera les règles à suivre en cas de superposition de périodes.

B. — Liquidation de la prestation.

- §1. Compte tenu de la totalisation des périodes, effectuée comme il est dit ci-dessus, l'institution compétente de chaque pays détermine, d'après sa propre législation, si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit à une pension de vieillesse au titre de cette législation.
- §2. Si le droit à pension est acquis, l'institution compétente de chaque pays détermine pour ordre la prestation à laquelle l'assuré aurait droit si toutes les périodes d'assurance ou reconnues équivalentes, totalisées suivant les règles posées au § II A au présent article avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation.
- §3. La prestation effectivement due à l'intéressé par l'institution compétente de chaque pays est déterminée en réduisant le montant de la prestation visée à l'alinéa précédent au prorata de la durée de ces périodes d'assurance ou reconnues équivalentes accomplies sous sa propre législation, par rapport à l'ensemble des périodes accomplies dans les deux pays.

III. — Lorsque le droit est acquis au titre de la législation de l'une des deux parties, compte tenu des seules périodes accomplies sous cette législation l'institution compétente de cette partie détermine le montant de la prestation comme il est dit au §1 du présent article.

L'institution compétente de l'autre partie procède à la liquidation de la prestation mise à sa charge dans les conditions visées au §II. »

« Article 12. — Durée minimale d'assurance pour l'application du présent chapitre

1. Si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une partie contractante n'atteint pas une année, l'institution de cette partie n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes, sauf si, en vertu de ces seules périodes, un droit à prestations est acquis en vertu de cette législation. Dans ce cas, le droit est liquidé de manière définitive en fonction de ces seules périodes.
2. Néanmoins, ces périodes peuvent être prises en considération pour l'ouverture des droits par totalisation, au regard de la législation de l'autre partie contractante. »

« Article 13. — Régimes spéciaux

- §1. Si la législation de l'une des parties contractantes subordonne l'octroi de certains avantages à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial ou, le cas échéant, dans une profession ou un emploi déterminé, les périodes accomplies sous la législation de l'autre partie contractante ne sont prises en compte pour l'octroi de ces avantages que si elles ont été accomplies sous un régime correspondant ou, à défaut, dans la même profession ou, le cas échéant, dans le même emploi.
- §2. Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier desdits avantages, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime général, compte non tenu de leur spécificité.
- §3. Nonobstant les dispositions de l'article 10 du présent avenant :
 - a) l'allocation spéciale et l'indemnité cumulable prévues par la législation française spéciale aux travailleurs des mines ne sont servies qu'aux personnes qui continuent à travailler dans les mines françaises, alors qu'elles se sont acquis des droits à pension du régime minier ;
 - b) les allocations pour enfants à charge prévues par la législation française spéciale aux travailleurs des mines, sont servies dans les conditions fixées par cette législation. »

« Article 14. — Cas d'application successive des législations

- §1. Lorsque l'intéressé ne réunit pas, à un moment donné, les conditions requises par les législations des deux parties contractantes, mais satisfait seulement aux conditions de l'une d'elles, ou lorsqu'il réunit les conditions requises de part et d'autre mais a usé de la possibilité offerte par la législation de l'une des parties contractantes, de différer la liquidation de ses droits à une prestation, le montant des prestations dues au titre de la législation nationale au regard de laquelle les droits sont liquidés, est calculé conformément aux dispositions de l'article 11, §I ou III selon le cas.

§2. Lorsque les conditions requises par la législation de l'autre partie contractante se trouvent remplies ou lorsque l'assuré demande la liquidation de ses droits qu'il avait différée au regard de la législation de l'une des parties, il est procédé à la liquidation des prestations dues au titre de cette législation, dans les termes de l'article 11, sans qu'il y ait lieu de procéder à une révision des droits déjà liquidés au titre de la législation de la première partie. »

« Article 15. — Prestations de survivants

§1. Les dispositions du présent chapitre sont applicables, par analogie, aux droits des conjoints et enfants survivants.

§2. Lorsque le décès, ouvrant droit à l'attribution d'une pension de survivants, survient avant que le travailleur ait obtenu la liquidation de ses droits au regard de l'assurance vieillesse, les prestations dues aux ayants droit sont liquidées dans les conditions précisées à l'article 11.

§3. Si, conformément à son statut personnel, l'assuré avait au moment de son décès, plusieurs épouses, l'avantage dû au conjoint survivant est liquidé dès lors que l'une des épouses remplit les conditions éventuellement requises pour ouvrir droit à cet avantage :

a) Lorsque toutes les épouses résidant au Maroc au moment de la liquidation de l'avantage de réversion, celui-ci est versé à l'organisme de liaison marocain qui en détermine la répartition selon le statut personnel des intéressés.

Le versement est libératoire pour l'organisme débiteur.

b) Lorsque la condition de résidence énoncée au a) ne se trouve pas remplie, l'avantage est réparti, par parts égales entre les épouses dont le droit est ouvert.

Une nouvelle répartition doit être faite chaque fois qu'une épouse réunit les conditions d'ouverture du droit.

La disparition d'une épouse ne donne pas lieu à une nouvelle répartition.

« Article 16. — Calcul de la prestation

Lorsque d'après la législation de l'une des deux parties, la liquidation des prestations s'effectue sur la base du salaire moyen de tout ou partie de la période d'assurance, le salaire moyen pris en considération pour le calcul des prestations à la charge des institutions de cette partie est déterminé d'après les salaires constatés pendant la période d'assurance accomplie sous la législation de ladite partie. »

« Article 16 bis. — Exportation de la prestation

Lorsque les ressortissants de l'une des deux parties sont titulaires d'une prestation incombant aux institutions de sécurité sociale de l'autre partie et qu'ils résident dans

un Etat tiers, ils bénéficient du service de leur prestation dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'autre partie. »

« **Article 16 ter. — Révision des droits**

- §1. Les intéressés dont les droits se sont ouverts antérieurement au présent accord pourront en demander la révision.
- §2. La révision sera effectuée selon les règles établies par les articles 10 à 16 ci-dessus et aura effet à la date d'entrée en vigueur de l'accord si les demandes sont présentées dans un délai de deux ans à compter de cette date. Toutefois si les droits antérieurement liquidés ont fait l'objet d'un règlement en capital, il n'y a pas lieu à révision. »

Article 2

Le présent avenant est conclu pour la même durée que la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965. Il entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra l'échange des notifications constatant que les procédures constitutionnelles requises à cette fin ont été de part et d'autre accomplies.

Fait à Paris, le vingt et un mai mil neuf cent soixante-dix-neuf.

Pour le gouvernement
du Royaume du Maroc,
Youssef Ben Abbès.

Pour le gouvernement
de la République Française,
Claude Chayet.

- **Arrangement administratif général relatif aux modalités d'application de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée le 22 octobre 2007 à Marrakech (1)**

En application de l'article 51 de la convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et la République française du 22 octobre 2007, les autorités compétentes représentées par :

pour la Partie française :

- le ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

pour la Partie marocaine :

- le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle,

ont arrêté, d'un commun accord, les modalités d'application suivantes de cette convention.

Chapitre I^{er} : Dispositions générales

Article premier : Définitions

1. Pour l'application du présent texte, le terme « convention » désigne la convention de sécurité sociale entre la République française et le Royaume du Maroc signée le 22 octobre 2007 à Marrakech, et le terme « arrangement administratif » désigne le présent arrangement administratif général.
2. Les termes et expressions définis à l'article 1^{er} de la convention ont la même signification dans le présent arrangement administratif que celle qui leur est attribuée dans cet article.

Article 2 : Procédure du détachement (*Application de l'article 5 de la convention*)

1. Dans les cas visés au premier alinéa du paragraphe 2 et au paragraphe 3 de l'article 5 de la convention, les institutions de l'État dont la législation demeure applicable, qui sont désignées ci-dessous, établissent, sur requête de l'employeur ou du travailleur non salarié, un « certificat d'assujettissement » (formulaire SE 350-01) attestant que le travailleur intéressé demeure soumis à cette législation.

(1) *Source*: Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale - www.cleiss.fr

Le certificat est émis :

- a) en ce qui concerne la législation française, par la caisse dont relève le travailleur ou, en ce qui concerne les salariés du régime général, la caisse dans la circonscription de laquelle se trouve l'employeur ;
 - b) en ce qui concerne la législation marocaine, par la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) pour l'application du régime de sécurité sociale, et par l'organisme compétent dont relève le travailleur pour l'application des autres régimes.
2. Si la durée du détachement doit se prolonger au-delà de la période de trois ans fixée au premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 5 de la convention, l'accord prévu au deuxième alinéa du paragraphe 2 dudit article doit être sollicité par l'employeur, avant l'expiration de la période initiale :
- a) en ce qui concerne la demande de maintien à la législation française, auprès du centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (CLEISS) ;
 - b) en ce qui concerne la demande de maintien à la législation marocaine, auprès du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle.
3. Une fois saisie, l'autorité mentionnée au paragraphe 2 a) ou b) du présent article prend l'attache de l'autorité compétente du lieu de détachement mentionnée à ces mêmes a) et b), pour obtenir l'accord prévu au deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 5 de la convention qui autorise le maintien de l'affiliation à la législation de l'État de travail habituel. Dès lors que cet accord est obtenu, l'institution mentionnée au paragraphe 1 a) ou b) du présent article, qui a délivré le « certificat d'assujettissement » initial, en est informée et délivre un nouveau « certificat d'assujettissement » (formulaire SE 350-01).
4. Pour l'application du paragraphe 2 de l'article 5 de la convention, sont considérées comme des travailleurs détachés les personnes recrutées par une entreprise qui les envoie sur le territoire de l'autre État comme salariés, stagiaires ou pour y acquérir une formation durant la période d'essai, dès lors que ces personnes sont sous la subordination juridique de l'employeur, liées à l'entreprise par un contrat de travail, payées par celle-ci, et que ladite entreprise verse des cotisations et contributions de sécurité sociale au régime obligatoire des travailleurs salariés.

En outre, l'entreprise doit exercer normalement son activité sur le territoire de l'État où elle est établie.

Article 3 : Situations particulières visées à l'article 5 de la convention (*Application de l'article 5 §4, 5, alinéa 2, 6 a, 7, alinéas 1 et 3, 8, alinéa 1, et 10 de la convention*)

1. Exercice du droit d'option du §5

La demande du bénéfice du droit d'option prévu au deuxième alinéa du paragraphe 5 de l'article 5 de la convention est déposée dans les trois mois qui

suivent la date d'entrée en vigueur de la convention ou la date du début d'emploi de la personne en cause.

Le travailleur exerce son droit d'option en adressant une demande à l'institution compétente visée au paragraphe 1 de l'article 2 du présent arrangement. Il en informe immédiatement son employeur.

Dans ce cas, l'institution compétente lui envoie un « certificat d'assujettissement » (formulaire SE 350-01) attestant qu'il est soumis à sa législation pendant toute la durée de son activité auprès de la mission diplomatique ou consulaire ou au service personnel d'agents de cette mission.

L'assujettissement prend effet à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention ou à compter de la date du début d'emploi.

2. Activité prépondérante visée au § 7

Pour déterminer si une personne est occupée de manière « prépondérante » sur le territoire de l'un des deux États, en application du troisième alinéa du paragraphe 7 de l'article 5 de la convention, il est tenu compte de la durée des activités exercées sur le territoire de chacun des États et de leur caractère habituel.

3. Certificat d'assujettissement

Pour chaque situation visée aux paragraphes 4, 6 a, 7, alinéas 1 et 3, et 8, alinéa 1, de l'article 5 de la convention, l'institution compétente visée au paragraphe 1 de l'article 2 du présent arrangement délivre à l'intéressé un « certificat d'assujettissement » (formulaire SE 350-01) attestant qu'il est soumis à la législation qui est applicable à cette institution pendant toute la durée de son activité.

Dans le cas prévu au paragraphe 10 de l'article 5 de la convention, la procédure à suivre pour obtenir la dispense d'affiliation sur le territoire de l'autre État est celle mentionnée aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 2 du présent arrangement.

Chapitre II : Assurance Maladie-Maternité

Article 4: Totalisation des périodes d'assurance pour l'ouverture du droit aux prestations (*Application de l'article 6 de la convention*)

1. Dans le cas où, pour l'ouverture, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations de l'assurance maladie et maternité, il doit être fait appel aux périodes d'assurance ou assimilées accomplies dans l'autre État, l'information sur ces périodes précédemment accomplies est fournie par l'institution de l'État à la législation duquel le travailleur a été soumis antérieurement au moyen d'une « attestation des périodes d'assurance » (formulaire SE 350-02). Cette attestation

est délivrée soit à la demande de la personne intéressée, soit à la demande de la nouvelle institution compétente.

2. Lorsque les périodes d'assurance accomplies au regard de la législation de l'un des États sont exprimées dans des unités différentes de celles qui sont utilisées sur le territoire de l'autre État, la conversion nécessaire aux fins de la totalisation s'effectue selon les règles suivantes :
 - un jour est équivalent à 6 heures ;
 - vingt-six jours sont équivalents à un mois et inversement ;
 - trois mois ou treize semaines ou soixante-dix-huit jours sont équivalents à un trimestre et inversement ;
 - l'application des règles précédentes ne peut avoir pour effet de retenir, pour l'ensemble des périodes d'assurance accomplies au cours d'une année civile, un total supérieur à trois cent douze jours ou douze mois ou quatre trimestres.
3. Dans les cas visés au paragraphe 1 de l'article 5 de la convention, lorsque le travailleur est soumis simultanément aux régimes marocain et français de sécurité sociale et donc que des périodes d'assurance se superposent, chaque institution compétente tient compte, pour la liquidation des prestations, des seules périodes d'assurance qui ont été accomplies sous la législation qu'elle applique.

Article 5 : Formalités en cas de transfert de résidence autorisé – prestations en nature (*Application des articles 7, 8, 9 et 11 de la convention*)

1. Autorisation initiale

Pour conserver le bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité dans l'État autre que celui d'affiliation, dans les cas visés aux articles 7, 8, 9 et 11 de la convention, le travailleur ou son ayant droit est tenu de présenter à l'institution de cet État une « attestation de maintien du bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité » (formulaire SE 350-03).

En cas de maladie, cette attestation, qui est délivrée à la demande de l'intéressé par l'institution compétente avant son départ, comporte obligatoirement l'indication de la durée du service des prestations en nature. Celle-ci ne peut dépasser trois mois.

En cas de maternité, l'attestation, délivrée dans les mêmes conditions que pour la maladie, est valable pour l'octroi des prestations en nature et comporte obligatoirement l'indication de la durée. Celle-ci ne peut dépasser la fin de la période du repos pré et post natal prévu par la législation qu'applique l'institution compétente.

Lorsque, pour des motifs légitimes, l'attestation n'a pu être établie ou demandée antérieurement au transfert de la résidence dans l'autre État, l'institution

compétente peut, soit de sa propre initiative, soit à la requête de l'intéressé ou de l'institution de l'autre État qui utilise la « demande d'attestation » (formulaire SE 350-22), délivrer l'attestation postérieurement au transfert de résidence.

2. Prolongation

Si l'état de santé du travailleur ou de son ayant droit nécessite une prolongation des soins au-delà de la période initialement prévue dans l'attestation délivrée, l'institution du lieu de résidence, soit de sa propre initiative, soit à la demande du travailleur ou de son ayant droit, sollicite la prolongation du droit aux prestations à l'aide de la « demande d'attestation » (formulaire SE 350-22).

L'institution compétente accorde la prolongation en renvoyant la partie correspondante de l'« attestation de maintien du bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité » (formulaire SE 350-03), pour autant que le droit aux prestations est toujours ouvert au regard de la législation qu'elle applique. Le point de départ de cette nouvelle période se situe à la fin de la période de l'autorisation initiale.

L'institution compétente peut, en tant que de besoin, solliciter de l'institution du lieu des soins un contrôle médical dont les résultats lui sont communiqués.

En cas de refus de la prolongation, les motifs du refus et les voies de recours dont dispose l'intéressé lui sont notifiés ainsi qu'à l'institution de la nouvelle résidence.

3. Maladie présentant un caractère d'exceptionnelle gravité

Dans le cas où la maladie présente un caractère d'exceptionnelle gravité susceptible de justifier l'attribution des prestations en nature au-delà de la période de six mois accordée au titre des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, l'institution du lieu de résidence, soit de sa propre initiative, soit à la demande du travailleur ou de son ayant droit, sollicite la prolongation du droit aux prestations à l'aide de la « demande d'attestation » (formulaire SE 350-22).

Il appartient à l'institution compétente, après avis de son contrôle médical, d'apprécier le caractère d'exceptionnelle gravité de la maladie en cause. Si tel est le cas, l'institution compétente accorde la prolongation en renvoyant la partie correspondante de l'« attestation de maintien du bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité » (formulaire SE 350-03), sur laquelle elle indique la durée du service des prestations en nature.

En cas de refus de la prolongation, les motifs du refus et les voies de recours dont dispose l'intéressé lui sont notifiés ainsi qu'à l'institution de la nouvelle résidence.

Article 6 : Service des prestations en nature aux travailleurs ou aux ayants droit en cas de séjour temporaire (*Application des articles 10 et 11 de la convention*)

1. Pour pouvoir bénéficier des prestations en nature servies par l'institution du lieu de séjour selon la législation qu'elle applique pour le compte de l'institution compétente en application des articles 10 et 11 de la convention, le travailleur ou son ayant droit présente à l'institution du lieu de séjour une « attestation de droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité pendant un séjour sur le territoire de l'autre État contractant » (formulaire SE 350-04).

Cette attestation est délivrée par l'institution compétente dont relève la personne concernée, à sa demande, si possible avant qu'elle ne quitte le territoire de l'État où elle réside. Cette attestation indique notamment la période au cours de laquelle les prestations en nature peuvent être servies, dans la limite du délai de trois mois prévu à l'article 10 de la convention. Si la personne concernée ne présente pas ladite attestation, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente à l'aide de la « demande d'attestation » (formulaire SE 350-22) pour l'obtenir.

2. L'attestation peut être renouvelée, pour une durée maximum de trois mois, à la demande de l'institution du lieu de séjour lorsque sa validité vient à expiration durant une période où le travailleur ou son ayant droit bénéficie de prestations, dans la mesure où son droit aux prestations est encore ouvert au regard de la législation d'affiliation. L'institution compétente peut, en tant que de besoin, solliciter de l'institution du lieu de séjour un contrôle médical dont les résultats lui sont communiqués.
3. En cas de refus de délivrance de l'attestation ou de sa prolongation, les motifs du refus et les voies de recours dont dispose l'intéressé lui sont notifiés ainsi qu'à l'institution du lieu de séjour.
4. Dans le cas où le travailleur ou son ayant droit n'a pas accompli les formalités prévues au paragraphe 1 du présent article et a engagé des frais médicaux, l'institution compétente peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique pour la prise en charge des soins reçus à l'étranger, lui rembourser les frais exposés.
5. Pour l'application de l'article 10 de la convention, la notion de congé pour les travailleurs salariés recouvre tout congé, quelles que soient sa durée et la période pendant laquelle il est pris, à condition que le contrat de travail soit maintenu, le salaire versé et les cotisations et contributions de sécurité sociale précomptées sur ce salaire.

La notion de congé pour les travailleurs non salariés s'entend comme une période d'interruption d'activité de caractère temporaire qui ne peut en aucun cas excéder une durée de cinq semaines.

Le congé de paternité visé à la section II de l'article 10 de la convention est défini par la législation française. Il correspond à une certaine période pendant laquelle le père, après la naissance de son enfant, a le droit de suspendre son contrat de travail. Il peut alors percevoir des prestations en espèces.

Article 7 : Service des prestations en nature aux ayants droit du travailleur qui résident dans l'État autre que l'État compétent (*Application de l'article 12 de la convention*)

1. Pour bénéficier des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité servies pour le compte de l'institution compétente par l'institution du lieu de résidence selon les dispositions de la législation qu'elle met en oeuvre, en application de l'article 12 de la convention, les ayants droit du travailleur qui ne résident pas dans l'État compétent sont tenus de se faire inscrire auprès de l'institution du lieu de résidence en présentant une « attestation pour l'inscription des ayants droit du travailleur ou du pensionné » (formulaire SE 350-05). Cette attestation est délivrée, soit à la demande des intéressés, soit à la demande de l'institution du lieu de résidence (formulaire SE 350-22), par l'institution compétente dont relève le travailleur pour une durée d'un an renouvelable.
2. L'institution du lieu de résidence avise l'institution compétente qui a délivré l'attestation de toute inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions ci-dessus.

Article 8 : Service des prestations en nature aux ayants droit en séjour temporaire dans l'État compétent (*Application de l'article 13 de la convention*)

Pour déterminer la qualité des ayants droit susceptibles de bénéficier des prestations en application de l'article 13 de la convention, l'institution compétente se réfère à ceux mentionnés à la partie B de l'attestation pour l'inscription des ayants droit du travailleur ou du pensionné » (formulaire SE 350-05).

Article 9 : Dispositions communes à l'ensemble des assurés relevant de la convention pour les prestations en espèces et le contrôle médical (*Application des articles 7, 9 et 10 de la convention*)

1. Pour bénéficier des prestations en espèces prévues aux articles 7, 9 et 10 de la convention, il appartient à l'assuré de transmettre directement à l'institution compétente un certificat d'arrêt de travail ou de prolongation d'arrêt de travail, établi sur un « rapport médical simplifié » (formulaire SE 350-20) dûment complété par le médecin traitant et comportant impérativement le diagnostic.

Un rapport médical simplifié vierge est remis à l'assuré avec l'attestation de droit (formulaire SE 350-03 ou SE 350-04) avant son départ. Le cas échéant, il peut être demandé à l'institution du lieu de séjour ou de résidence.

2. Le certificat est envoyé dans les 48 heures suivant sa délivrance, le cachet de la poste faisant foi. En cas d'hospitalisation, l'assuré adresse à l'institution compétente un avis d'admission et de sortie délivré par l'établissement de soins.

L'institution compétente examine les droits de l'intéressé et lui adresse, le cas échéant, une nouvelle attestation de droit aux soins, dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 5 et au paragraphe 2 de l'article 6 du présent arrangement.

En cas de refus des prestations en espèces, l'institution compétente notifie sa décision directement à l'assuré en lui indiquant les voies et délais de recours dont il dispose.

3. L'institution compétente avisée d'un arrêt de travail peut, à tout moment, et plus particulièrement en cas de prolongation d'un arrêt de travail antérieur, solliciter de l'institution du lieu de séjour ou de résidence un contrôle médical dont les résultats lui sont communiqués dans les meilleurs délais.

Article 10: Service des prestations en nature et en espèces aux travailleurs détachés et dans les situations particulières visées à l'article 5 de la convention (*Application de l'article 14 de la convention*)

1. Lorsque, en application du paragraphe 3 de l'article 14 de la convention, le travailleur, ou son ayant droit, choisit de s'adresser à l'institution de l'État sur le territoire duquel il est détaché ou occupé, il doit présenter à cette institution un « certificat d'assujettissement » (formulaire SE 350-01) et une « attestation de droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité sur le territoire de l'État d'activité » (formulaire SE 350-06).
2. Lorsque le travailleur, ou son ayant droit, choisit de s'adresser à son institution d'affiliation, celle-ci sert les prestations dans les conditions prévues par la législation qu'elle applique.
3. Pour le bénéfice des prestations en espèces, le travailleur transmet directement à son institution d'affiliation un certificat d'arrêt de travail ou de prolongation d'arrêt de travail. Ce certificat est envoyé dans les 48 heures suivant sa délivrance, le cachet de la poste faisant foi. Les prestations en espèces sont servies directement par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

Article 11: Service des prestations en nature aux personnes en formation professionnelle (*Application de l'article 15 de la convention*)

1. Pour bénéficier des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité servies pour le compte de l'institution compétente par l'institution du lieu de séjour selon les dispositions de la législation que celle-ci met en oeuvre, en application de l'article 15 de la convention, les personnes en formation professionnelle qui séjournent dans l'autre État, ainsi que leurs ayants droit, sont tenues de présenter à l'institution du lieu de séjour une « attestation de droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité pendant un séjour sur le territoire de l'autre État contractant » (formulaire SE 350-04) certifiant qu'elles ont droit pour elles-mêmes et leurs ayants droit aux prestations en cause en vertu de leur législation d'affiliation.
2. Cette attestation, qui est délivrée par l'institution compétente à la personne en formation professionnelle, si possible avant qu'elle ne quitte le territoire de l'État où elle réside, indique notamment la durée maximale d'octroi des prestations en nature telle qu'elle est prévue par la législation de cet État. Si la personne en formation professionnelle, ou ses ayants droit, ne présente pas ladite attestation, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente dont relève cette personne à l'aide de la « demande d'attestation » (formulaire SE 350-22) pour l'obtenir.

Article 12: Service des prestations en nature aux préretraités et demandeurs ou titulaires de pension ou de rente, et à leurs ayants droit (*Application de l'article 16 de la convention*)

1. Pour l'application des paragraphes 1, 2, 4 et 5 de l'article 16 de la convention, le préretraité, le demandeur ou le titulaire de pension ou de rente à la charge du régime d'un État qui réside dans l'autre État est tenu de se faire inscrire, ainsi que ses ayants droit qui résident avec lui, auprès de l'institution du lieu de résidence en présentant une « attestation pour l'inscription du pensionné et de ses ayants droit » (formulaire SE 350-07) certifiant qu'il a droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité en vertu de la législation de l'État débiteur de la préretraite, de la pension ou de la rente. Ce droit est ouvert à partir de la date d'effet de la préretraite, de la pension ou de la rente, ou de la date de la demande sous réserve qu'un droit soit effectivement ouvert à cette date.

Cette attestation est délivrée par l'institution compétente dès la liquidation de la pension ou de la rente, ou à défaut à la demande de l'intéressé ou de l'institution du lieu de résidence qui utilise la « demande d'attestation » (formulaire SE 350-22). L'institution du lieu de résidence confirme l'inscription en retournant un exemplaire de l'« attestation pour l'inscription du pensionné et de ses ayants droit » (formulaire SE 350-07).

2. Pour l'application du paragraphe 5 de l'article 16 de la convention, les ayants droit qui ne résident pas avec le préretraité ou le demandeur ou titulaire de la pension ou de la rente sont tenus de se faire inscrire auprès de l'institution du lieu de résidence en présentant une « attestation pour l'inscription des ayants droit du travailleur ou du pensionné » (formulaire SE 350-05), dans la mesure où la charge des prestations du préretraité ou du demandeur ou titulaire de pension ou de rente et de ses ayants droit n'incombe pas au régime de l'État de résidence des ayants droit.
3. L'institution du lieu de résidence avise l'institution qui a délivré l'attestation de toute inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions ci-dessus.

Article 13: Changement dans la situation d'un assuré ou de son ayant droit
Validité des formulaires, contrôle médical

1. Pour la mise en oeuvre des dispositions du chapitre I du titre II de la convention, les assurés sont tenus d'informer l'institution du lieu de résidence ou de séjour temporaire qui leur sert des prestations au vu d'une attestation de droit délivrée par leur institution compétente, de tout changement dans leur situation susceptible de modifier leur droit aux prestations. Cette institution doit en informer aussitôt l'institution compétente, ainsi que de toute modification de situation dont elle a connaissance, à l'aide d'une « notification de suspension ou de suppression du droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité » (formulaire SE 350-08). Elle suspend provisoirement le service des prestations dans l'attente de la décision de l'institution compétente.
2. L'institution compétente doit également informer l'institution de l'autre État de la cessation des droits à prestations d'un assuré ou de son ayant droit dans les cas prévus aux articles 7, 8, 10, 11 et 12 du présent arrangement administratif. La fin des droits dans les situations en cause donne lieu à l'émission d'une « notification de suspension ou de suppression du droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité » (formulaire SE 350-08).
3. L'institution compétente peut solliciter de l'institution du lieu de séjour ou de résidence un contrôle médical dont les résultats lui sont communiqués.
4. La date de fin des droits d'un assuré ou d'un membre de sa famille correspond à celle du décès, du transfert de résidence ou de la date à laquelle un droit prioritaire peut être ouvert au regard de la législation du pays de résidence, suite à activité professionnelle ou attribution d'une pension ou rente ouvrant droit à l'assurance maladie.

Dans tous les autres cas, spécialement lorsque l'institution compétente a notifié tardivement la fin des droits du travailleur ou du pensionné à l'institution du lieu de

résidence des membres de la famille et que cette dernière a continué le service des prestations en nature pour le compte de l'institution compétente, la fin des droits intervient à la date de réception du formulaire SE 350-08 par l'institution du lieu de résidence.

Article 14 : Prothèses et grand appareillage soumis à autorisation (*Application des articles 17 et 43 de la convention*)

1. Pour l'octroi des prothèses et du grand appareillage visé aux articles 17 et 43 de la convention, dont la liste figure en annexe n° 1 du présent arrangement administratif, l'institution du lieu de résidence demande à l'institution compétente l'autorisation au moyen du formulaire « prothèses et grand appareillage » (formulaire SE 350-09).
2. L'institution compétente dispose d'un délai de quinze jours à compter de l'envoi – par télécopie ou par voie télématique – dudit formulaire pour notifier, le cas échéant, son opposition motivée; l'institution du lieu de résidence octroie les prestations en nature si elle n'a pas reçu d'opposition à l'expiration de ce délai.
3. En cas d'urgence, l'institution du lieu de résidence octroie la prestation et en avise l'institution compétente dans les meilleurs délais.
4. La liste des prothèses et du grand appareillage qui figure en annexe n° 1 au présent arrangement administratif est mise à jour par les autorités compétentes chaque fois qu'elles le jugent nécessaire.

Article 15 : Maladies chroniques (*Application de l'article 18 de la convention*)

1. Pour l'application de l'article 18 de la convention, les soins qui, pour une raison spécifique, doivent être reçus à intervalles réguliers, ainsi que les examens médicaux de contrôle, qui ne peuvent pas être reportés, sont considérés comme immédiatement nécessaires pour autant qu'ils soient liés à l'une des maladies chroniques suivantes :
 - les maladies rénales nécessitant un traitement par dialyse,
 - les maladies respiratoires nécessitant un traitement par oxygénothérapie,
 - le diabète,
 - l'hypertension,
 - les maladies cardiovasculaires.
2. Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 1^{er} ci-dessus, le travailleur ou l'ayant droit est tenu de présenter à l'institution du lieu de séjour une « attestation concernant les maladies chroniques » (formulaire SE 350-10). Celle-ci est délivrée à la demande de l'intéressé par l'institution compétente avant son départ.

Chapitre III : Prestations familiales

Article 16: Totalisation des périodes d'assurance (*Application de l'article 19 de la convention*)

Pour l'application de l'article 19 de la convention :

1. L'information sur ces périodes précédemment accomplies est fournie par l'institution de l'Etat à la législation duquel l'assuré a été soumis antérieurement au moyen d'une « attestation relative à la totalisation des périodes d'assurance (allocations familiales) » (formulaire SE 350-12). Cette attestation est délivrée soit à la demande de la personne intéressée, soit à la demande de la nouvelle institution compétente.
2. La totalisation mentionnée est effectuée conformément aux règles définies aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4 du présent arrangement administratif.

Article 17: Ouverture des droits (*Application de l'article 20 de la convention*)

1. Pour l'octroi des allocations familiales conventionnelles dans les conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 20 de la convention, est considéré comme travailleur, en ce qui concerne la France :
 - le travailleur salarié, y compris le fonctionnaire, affilié à la sécurité sociale française à titre obligatoire qui remplit les conditions minimales d'activité ou de rémunération pour bénéficier des prestations en espèces de l'assurance maladie et maternité ou qui bénéficie desdites prestations ou de prestations en espèces de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles ;
 - la personne qui exerce une activité non salariée et qui est tenue de s'assurer et de cotiser pour le risque vieillesse dans un régime obligatoire français correspondant à sa profession ;
 - le bénéficiaire de prestations de chômage.
2. Le taux servant de base de calcul de la rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle visé au paragraphe 2 de l'article 20 de la convention est fixé comme suit :
 - pour la France, il est égal ou supérieur à 66,66 %,
 - pour le Maroc, il est égal ou supérieur à 70 %.
3. Pour l'application des paragraphes 3, 4 et 6 de l'article 20 de la convention, les enfants ouvrent droit aux allocations familiales conventionnelles jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 18 ans révolus.

Article 18: Service des allocations familiales conventionnelles (*Application de l'article 20 de la convention*)

1. Pour bénéficier des allocations familiales conventionnelles dans les cas prévus aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'article 20 de la convention, le travailleur, le préretraité, le titulaire de pension ou de rente, ou les survivants adressent leur demande à l'institution compétente. S'agissant du travailleur, cette demande peut être faite par l'intermédiaire de son employeur.
2. Le demandeur présente à l'institution compétente une « attestation concernant la composition de la famille en vue de l'octroi des allocations familiales conventionnelles » (formulaire SE 350-11), une attestation d'activité ou une attestation de la situation de chômeur indemnisé ou une attestation d'attribution de préretraite, de pension ou de rente et, le cas échéant, une « attestation relative à la totalisation des périodes d'assurance (allocations familiales) » (formulaire SE 350-12).

L'attestation concernant la composition de la famille en vue de l'octroi des allocations familiales conventionnelles (formulaire SE 350-11) mentionne explicitement l'absence de droit aux prestations familiales dans l'État de résidence des enfants. Elle est renouvelée au 1er avril de chaque année. Si la première attestation a été établie moins de six mois avant la date d'échéance annuelle, sa validité est prorogée jusqu'à la date d'échéance annuelle suivante.

3. Les allocations familiales conventionnelles sont servies directement par l'institution compétente à la personne qui a la charge des enfants au titre desquels lesdites allocations sont dues.
4. La personne qui a la charge des enfants est tenue d'informer, le cas échéant, l'institution compétente de tout changement survenu dans la situation de ses enfants susceptible de modifier le droit aux allocations familiales conventionnelles, de toute modification du nombre des enfants pour lesquels lesdites allocations sont dues, de tout transfert de résidence des enfants et de toute activité professionnelle dans l'État de résidence des enfants.

Article 19: Barème des allocations familiales conventionnelles (*Application de l'article 20 §5 de la convention*)

1. Le barème prévu au paragraphe 5 de l'article 20 de la convention détermine les montants des allocations familiales conventionnelles directement servies par l'institution compétente, de la France vers le Maroc et du Maroc vers la France.
2. Les allocations familiales conventionnelles versées par la France le sont en euros. Leur montant tient compte chaque année de la variation du taux des allocations familiales en France. Les allocations familiales conventionnelles versées par le Maroc le sont en dirhams. Leur montant tient compte chaque année de la variation du taux des allocations familiales au Maroc.

Article 20 : Prestations familiales exportables (*Application de l'article 21 de la convention*)

Au sens du paragraphe 1 de l'article 21 de la convention, les termes « prestations familiales » comportent :

- du côté français : les allocations familiales et la prime à la naissance ou à l'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant ;
- du côté marocain : les allocations familiales.

Chapitre IV : Assurance vieillesse et pensions de survivants**Article 21 : Totalisation des périodes d'assurance** (*Application des articles 23 et 24 de la convention*)

1. Lorsque, pour l'application du paragraphe 1 de l'article 23 et du paragraphe 2 de l'article 24 de la convention, il y a lieu de recourir à la totalisation des périodes d'assurance accomplies dans les deux États pour l'ouverture, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations, les règles suivantes sont appliquées :
 - a) si une période assimilée à une période d'assurance par le régime d'un État coïncide avec une période d'assurance accomplie dans l'autre État, seule la période d'assurance est prise en considération par l'institution de ce dernier régime ;
 - b) si une même période est assimilée à une période d'assurance à la fois par le régime français et le régime marocain, ladite période est prise en considération par l'institution de l'État où l'intéressé a été assuré à titre obligatoire en dernier lieu avant la période en cause ;
 - c) si une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance obligatoire dans le régime d'un État coïncide avec une période d'assurance volontaire dans le régime de l'autre État, seule la première est prise en compte par l'institution du premier État ;
 - d) lorsque les périodes d'assurance accomplies au regard de la législation de l'un des États sont exprimées dans des unités différentes de celles qui sont utilisées sur le territoire de l'autre État, la conversion nécessaire aux fins de la totalisation s'effectue selon les règles suivantes :
 - six jours sont équivalents à une semaine et inversement ;
 - vingt-six jours sont équivalents à un mois et inversement ;
 - trois mois ou treize semaines ou soixante-dix-huit jours sont équivalents à un trimestre et inversement ;
 - pour la conversion des semaines en mois et inversement, les semaines et les mois sont convertis en jours ;
 - l'application des règles précédentes ne peut avoir pour effet de retenir, pour l'ensemble des périodes d'assurance accomplies au cours d'une année civile, un total supérieur à deux cent douze jours ou cinquante-deux semaines ou douze mois ou quatre trimestres.

2. Dans les cas visés au paragraphe 1 de l'article 5 de la convention, lorsque le travailleur est soumis simultanément aux régimes marocain et français de sécurité sociale et donc que des périodes d'assurance se superposent, chaque institution compétente tient compte, pour la liquidation des prestations, des seules périodes d'assurance qui ont été accomplies sous la législation qu'elle applique.
3. Les périodes accomplies dans un État tiers lié à chacun des deux États par un instrument de coordination en matière de sécurité sociale sont, le cas échéant, prises en compte pour la détermination de la prestation.

Toutefois, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 23 de la convention ne sont applicables que si les périodes d'assurance ou assimilées, accomplies dans un État tiers lié à chacun des deux États par un instrument de coordination en matière de sécurité sociale, ne coïncident pas avec les périodes d'assurance ou assimilées accomplies dans les deux États contractants.

Les institutions prennent en compte les périodes d'assurance ou assimilées accomplies dans l'État tiers en ayant recours au relevé de carrière utilisé dans le cadre des relations de sécurité sociale avec cet État tiers.

Article 22 : Introduction et instruction des demandes de pension

1. L'intéressé qui sollicite le bénéfice d'une ou plusieurs pensions de vieillesse ou pensions de survivant en application de la convention adresse sa demande à l'institution compétente de l'État où il réside ou, s'il ne réside plus sur le territoire de l'un des deux États, à l'institution compétente de l'État où il a exercé en dernier lieu son activité, selon les modalités prévues par la législation qu'applique cette institution.
2. L'institution qui a reçu la demande transmet à l'institution compétente de l'autre État la « demande de pension de vieillesse » (formulaire SE 350-13) ou la « demande de pension de survivant » (formulaire SE 350-14) en indiquant la date à laquelle cette demande a été introduite, et en y joignant le relevé des périodes d'assurance établi sur l'« attestation concernant la carrière d'assurance » (formulaire SE 350-17) et, le cas échéant, le relevé mentionné au deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'article 21 du présent arrangement administratif.

Cette date est considérée comme la date d'introduction de la demande auprès de l'institution compétente de l'autre État, sauf si l'intéressé a demandé expressément que la liquidation de ses droits auprès de ladite institution soit différée.

Article 23 : Notification des décisions

Chaque institution notifie au demandeur, selon les modalités prévues par la législation qu'elle applique, la décision prise. La notification doit porter à la connaissance du demandeur les voies et délais de recours mis à sa disposition pour contester ladite

décision. Chaque institution débitrice informe l'institution compétente de l'autre État de la décision prise et de la date à laquelle la notification a été adressée au demandeur.

Article 24: Règles applicables par les institutions françaises en cas de pluralité d'épouses survivantes (*Application de l'article 31 de la convention*)

1. Pour l'application de l'article 31 paragraphe 1 de la convention, le ou les organismes français compétents eu égard à la situation de chacune des épouses examinent de manière individuelle les droits de chacune.
2. Pour calculer la prestation au prorata en fonction de la durée de mariage, l'institution débitrice établit la durée de mariage qui a lié le travailleur ou ancien travailleur décédé à chacune de ses épouses survivantes et les totalise afin de fixer une durée totale de mariage. Le prorata de prestation dû à une épouse est établi en réduisant le montant de la prestation liquidée en fonction de la durée de mariage avec cette épouse par rapport à la durée totale de mariage.
3. Pour l'application de l'article 31 paragraphe 1 sous d) de la convention, afin de calculer le prorata de la pension de réversion due aux survivantes pour lesquelles le droit à cette prestation est ouvert, l'institution débitrice établit la durée de mariage qui a lié le travailleur ou ancien travailleur décédé d'une part à l'épouse divorcée ou à chacune des épouses divorcées, d'autre part à chacune des épouses survivantes, et les totalise afin de fixer une durée totale de mariage. Le prorata de prestation dû à chacune des bénéficiaires est établi en réduisant le montant de la pension de réversion en fonction de la durée de mariage avec cette bénéficiaire par rapport à la durée totale de mariage.

Chapitre V: Allocation de décès

Article 25: Dépôt et transfert des demandes, service de l'allocation (*Application de l'article 32 de la convention*)

1. Pour obtenir l'allocation de décès mentionnée à l'article 32 de la convention, les ayants droit d'un assuré d'un régime français ou marocain déposent leur demande soit auprès de l'institution compétente, soit auprès de l'institution de l'État de leur résidence.
2. Dans ce dernier cas, l'institution de l'État de résidence indique la date de réception et transmet sans retard à l'institution compétente le formulaire de « demande d'allocation de décès » (SE 350-16), accompagné des pièces justificatives nécessaires et le cas échéant l'« attestation des périodes d'assurance » (formulaire SE 350-02).
3. L'allocation de décès due en vertu de la législation d'un État est versée directement par l'institution compétente de cet État au bénéficiaire résidant sur le territoire de l'autre État ou d'un État tiers.

Chapitre VI: Assurance invalidité

Article 26: Totalisation des périodes d'assurance, introduction et instruction des demandes de pension, notification des décisions

1. Les dispositions des articles 21, paragraphes 1 et 2, 22 et 23 du présent arrangement administratif sont applicables en tant que de besoin aux pensions d'invalidité.
2. Dans le cas où, pour l'ouverture, le maintien ou le recouvrement du droit à pension d'invalidité, il doit être fait appel aux périodes d'assurance ou assimilées dans l'autre État, l'information sur ces périodes précédemment effectuées est fournie par l'institution de l'État sur le territoire duquel elles ont été accomplies au moyen d'une « attestation des périodes d'assurance » (formulaire SE 350-02). Cette attestation est délivrée soit à la demande de la personne intéressée, soit à la demande de l'institution qui examine les droits.
3. La demande de pension d'invalidité doit être accompagnée d'un « rapport médical » (formulaire SE 350-19), d'une « attestation des périodes d'assurance » (formulaire SE 350-02) et de toutes autres pièces justificatives nécessaires.

Chapitre VII: Assurance accidents du travail et maladies professionnelles

Article 27: Majorations ou allocations complémentaires accordées en supplément ou en remplacement d'une rente d'accident du travail (*Application de l'article 39 §2 de la convention*)

1. L'intéressé qui sollicite le bénéfice de majorations ou allocations complémentaires en application du paragraphe 2 de l'article 39 de la convention adresse sa demande à l'institution compétente de l'État où il réside ou, s'il ne réside plus sur le territoire de l'un des deux États, à l'institution compétente de l'État où il a exercé en dernier lieu son activité, selon les modalités prévues par la législation qu'applique cette institution.
2. L'institution qui a reçu la demande transmet celle-ci à l'institution compétente débitrice de la rente en y joignant un « rapport médical » (formulaire SE 350-19) et toutes autres pièces justificatives nécessaires.
3. Pour l'application du présent article, les possibilités de gain de l'intéressé sont appréciées en substituant au salaire minimum de croissance visé par la législation française le salaire minimum interprofessionnel prévu par la législation marocaine.

Article 28: Formalités en cas de transfert de résidence autorisé (*Application de l'article 40 et 42 de la convention*)

Lorsque l'assuré visé au paragraphe 1 de l'article 40 et à l'article 42 de la convention est autorisé à conserver le bénéfice des prestations de l'incapacité temporaire sur le

territoire de l'État autre que celui qui indemnise l'accident du travail ou la maladie professionnelle, la procédure à suivre est celle qui est prévue par les articles 5 et 9 du présent arrangement administratif.

Article 29: Déclaration, enquête et échanges d'informations entre institutions relatifs à un accident du travail ou une maladie professionnelle survenus dans l'autre État

1. Lorsque l'accident du travail survient ou lorsque la maladie professionnelle est médicalement constatée pour la première fois dans l'État autre que celui auquel incombe l'indemnisation de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle, ou lorsque l'assuré est victime d'une rechute au sens de l'article 42 de la convention, la déclaration de l'accident, de la maladie ou de la rechute doit être faite à l'institution compétente de l'État susmentionné, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'institution de l'État de survenance de l'accident du travail, de la constatation de la maladie professionnelle ou de la rechute. Cette déclaration doit être accompagnée des pièces médicales justificatives.

Dès réception de la déclaration, l'institution compétente peut demander à l'institution du lieu de résidence de faire procéder à l'examen de l'intéressé par son contrôle médical, lequel émet un avis motivé dans les moindres délais. Au vu des résultats du contrôle médical et de cet avis, le service du contrôle médical de l'institution compétente prend sa décision et la notifie, d'une part à l'assuré, et d'autre part à l'institution de la nouvelle résidence de ce dernier.

2. La notification prévue au paragraphe 1 du présent article comporte obligatoirement :
 - en cas d'accord, l'indication de la durée prévisible du service des prestations ou de la prolongation d'une part, et de la nature des prestations dues d'autre part ;
 - en cas de refus, l'indication du motif du refus et des voies et délais de recours dont dispose l'assuré.
3. A l'issue du traitement effectué dans l'autre État, un rapport médical accompagné des certificats médicaux concernant les conséquences permanentes de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle est transmis à l'institution compétente à sa demande.

Article 30: Service des prestations aux travailleurs détachés et dans les situations particulières visées à l'article 5 de la convention (*Application de l'article 41 de la convention*)

1. Lorsque, en application du paragraphe 2 de l'article 41 de la convention, le travailleur choisit de s'adresser à l'institution de l'État sur le territoire duquel il est détaché ou occupé, il doit présenter à cette institution un « certificat d'assujettissement » (formulaire SE 350-01) et une « attestation de droit aux

prestations de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles» (formulaire SE 350-18).

2. Lorsque le travailleur choisit de s'adresser à son institution d'affiliation, celle-ci sert les prestations dans les conditions prévues par la législation qu'elle applique.
3. Pour le bénéfice des prestations en espèces, le travailleur transmet directement à son institution d'affiliation un certificat d'arrêt de travail ou de prolongation d'arrêt de travail. Ce certificat est envoyé dans les 48 heures suivant sa délivrance, le cachet de la poste faisant foi. Les prestations en espèces sont servies directement par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

Article 31 : Formalités en cas d'aggravation de la maladie professionnelle
(*Application de l'article 47 de la convention*)

Pour l'application de l'article 47 de la convention, l'assuré est tenu de fournir à l'institution de l'État de sa nouvelle résidence les renseignements nécessaires relatifs aux prestations liquidées antérieurement pour réparer la maladie professionnelle considérée. Si ladite institution l'estime nécessaire, elle peut s'adresser à l'institution qui a servi à l'intéressé les prestations en cause pour obtenir toutes précisions à ce sujet.

Chapitre VIII : Dispositions diverses

Article 32 : Remboursements (*Application de l'article 50 de la convention*)

1. Les remboursements mentionnés à l'article 50 de la convention s'effectuent sur la base des dépenses réelles supportées par l'institution de l'État de résidence ou de séjour qui les a engagées telles qu'elles résultent du « relevé individuel des dépenses effectives » (formulaire SE 350-21) que cette institution présente.
2. Lorsque les institutions ont servi les prestations, l'organisme de liaison de leur État centralise semestriellement lesdits relevés individuels de dépenses effectives.
3. Les organismes de liaison s'adressent semestriellement, accompagnés d'un bordereau récapitulatif, les relevés individuels de dépenses effectives.
4. Les sommes dues, déduction faite des créances contestées, sont versées dans le semestre suivant la date de réception des relevés individuels de dépenses et du bordereau récapitulatif. A défaut, un acompte, dont le montant est fixé par les autorités compétentes en pourcentage des sommes dues, est versé avant la fin du semestre suivant celui d'introduction des créances.
5. Les créances contestées sont renvoyées à l'organisme de liaison de l'autre État, au plus tard au cours du vingtième (20^e) mois suivant celui de l'introduction des créances.

6. Avant la fin du vingtième (20^e) mois suivant la date de l'introduction des créances, les organismes de liaison règlent le solde des créances, déduction faite des acomptes et des créances correspondant à des litiges en cours de traitement.
7. La clôture des comptes relatifs à une créance est effectuée au plus tard à la fin du trente sixième (36^e) mois suivant celui de son introduction.

Article 33 : Frais de gestion

Les remboursements prévus à l'article 32 du présent arrangement sont majorés d'un pourcentage visant à tenir compte des frais de gestion engagés. Ce pourcentage est déterminé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux États.

Article 34 : Organismes de liaison (*Application de l'article 51 §2 de la convention*)

1. En application du paragraphe 2 de l'article 51 de la convention, sont désignés comme « organismes de liaison » :
 - a) pour la France : le centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (CLEISS),
 - b) pour le Maroc : la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).
2. Les organismes de liaison peuvent communiquer directement entre eux, ainsi qu'avec les intéressés ou leurs mandataires autorisés.

Toute institution de l'un des deux États, ainsi que toute personne résidant ou séjournant sur le territoire d'un État, peut s'adresser à l'institution de l'autre État, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes de liaison.

Article 35 : Formulaires (*Application de l'article 51 §3 de la convention*)

Les modèles de formulaires nécessaires à la mise en oeuvre des procédures et formalités prévues par la convention et par le présent arrangement administratif général figurent en annexe n° 3 dudit arrangement.

Article 36 : Examens médicaux et expertises médicales (*Application de l'article 54 de la convention*)

1. Lorsque la personne réside ou séjourne dans l'autre État, les demandes d'examens médicaux sont adressées directement par l'institution compétente à l'institution du lieu de séjour ou, à défaut, à l'organisme de liaison.
2. Les demandes d'expertises médicales formulées en cas de contestation d'ordre médical par les institutions et juridictions de l'État d'affiliation, lorsque la personne réside dans l'autre État, sont adressées directement par ces institutions ou juridictions à l'organisme de liaison de l'État de résidence. Les résultats

des expertises médicales sont adressés, sous pli cacheté, aux institutions ou juridictions de l'État d'affiliation qui en ont fait la demande.

3. Les frais occasionnés par les examens médicaux visés au paragraphe 1 du présent article et par ceux réalisés conformément aux dispositions du présent arrangement administratif sans demande préalable, ainsi que par les expertises médicales visées au paragraphe 2 du présent article, font l'objet d'un remboursement sur présentation du « relevé individuel des dépenses effectives » (formulaire SE 350-21). Aucun remboursement n'est dû si les examens médicaux ont été effectués dans l'intérêt des deux États.

Article 37 : Abrogation et entrée en vigueur (*Application des articles 62 et 63 de la convention*)

1. Par l'entrée en vigueur du présent arrangement administratif, sont abrogés, entre la République française et le Royaume du Maroc :
 - l'arrangement administratif du 1er décembre 1966 modifié relatif aux modalités d'application de la convention du 9 juillet 1965 ;
 - l'arrangement administratif complémentaire n° 4 du 4 février 1983 modifié relatif aux modalités d'application de l'avenant à la convention du 9 juillet 1965 relatif à l'assurance vieillesse et à l'assurance décès (pensions de survivants) ;
 - et l'ensemble des textes qui les ont complétés ou modifiés.
2. Le présent arrangement administratif entre en vigueur le même jour que la convention dont il définit les modalités d'application.

Fait à Rabat, le 27 avril 2009, en deux exemplaires, en langues arabe et française, les deux textes faisant également foi.

Annexe n° 1 : Liste des prothèses et du grand appareillage soumis à autorisation

1. Les prestations visées aux articles 17 et 43 de la convention sont les prestations prévues par la législation du lieu de résidence ou de séjour dont l'octroi est subordonné à une autorisation préalable de l'institution qui applique cette législation.
2. Avant de donner l'autorisation préalable à l'octroi de la prestation, l'institution du lieu de résidence ou de séjour saisit l'institution compétente au moyen du formulaire « prothèses et grand appareillage » lorsque:
 - 2.1. Ladite prestation figure dans la liste ci-après :
 - a) appareils de prothèse, appareils d'orthopédie ou ortho-prothèses, ainsi que tous suppléments, accessoires et réparations ;
 - b) chaussures orthopédiques, y compris suppléments, réparations et ajouts éventuels ;
 - c) prothèses oculaires et faciales ;
 - d) prothèses dentaires (fixes et amovibles) et prothèses obturatrices de la cavité buccale ;
 - e) véhicules pour handicapés physiques à propulsion par moteur électrique (à la location ou à l'achat) ;
 - f) renouvellement des fournitures visées aux lettres a) à e) ;
 - g) toute subvention destinée à couvrir une partie du coût résultant de l'octroi des prestations visées aux lettres a) à f),

et

- 2.2. Le coût probable ou effectif de la prestation dépasse un montant de :
 - pour la France : 500 euros,
 - pour le Maroc : 5 000 dirhams.
3. En cas d'urgence, l'institution du lieu de séjour ou de résidence, après avoir octroyé la prestation, avise l'institution compétente de sa décision.

Les cas d'urgence sont ceux où le service de l'une des prestations visées au 2.1 ci-dessus ne peut être différé sans mettre en danger la vie ou compromettre la santé de l'intéressé. Dans le cas où l'une des fournitures visées aux lettres a) à e) du point 2.1 ci-dessus est éventuellement cassée ou détériorée, il suffit, pour établir l'urgence, de justifier la nécessité de renouvellement de la fourniture en question.

Annexe n° 2: Liste des États liés à la France et au Maroc par un instrument de coordination en matière de sécurité sociale

État	Instrument de coordination avec la France	Instrument de coordination avec le Maroc
<i>Union européenne et Espace économique européen</i>		
Allemagne	Règlement (CEE) n° 1408/71	Convention du 25 mars 1981
Belgique	Règlement (CEE) n° 1408/71	Convention du 24 juin 1968
Danemark	Règlement (CEE) n° 1408/71	Convention du 24 avril 1982
Espagne	Règlement (CEE) n° 1408/71	Convention du 8 novembre 1979
Pays-Bas	Règlement (CEE) n° 1408/71	Convention du 14 février 1972
Portugal	Règlement (CEE) n° 1408/71	Convention du 14 novembre 1998
Roumanie	Règlement (CEE) n° 1408/71	Convention du 27 juillet 1983
Suède	Règlement (CEE) n° 1408/71	Convention du 4 janvier 1980
<i>Hors Union européenne et Espace économique européen</i>		
Canada	Accord du 9 février 1979	Convention du 1 ^{er} juillet 1997
Tunisie	Convention du 20 juin 2003	Convention du 5 février 1987

Annexe n° 3 : Liste des formulaires

- SE 350-01 Certificat d'assujettissement
- SE 350-02 Attestation des périodes d'assurance (maladie – maternité – invalidité – décès).
- SE 350-03 Attestation de maintien du bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité
- SE 350-04 Attestation de droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité pendant un séjour sur le territoire de l'autre État contractant
- SE 350-05 Attestation pour l'inscription des ayants droit du travailleur ou du pensionné
- SE 350-06 Attestation de droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité sur le territoire de l'État d'activité
- SE 350-07 Attestation pour l'inscription du pensionné et de ses ayants droit
- SE 350-08 Notification de suspension ou de suppression du droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité
- SE 350-09 Prothèses et grand appareillage
- SE 350-10 Attestation concernant les maladies chroniques
- SE 350-11 Attestation concernant la composition de la famille en vue de l'octroi des allocations familiales conventionnelles
- SE 350-12 Attestation relative à la totalisation des périodes d'assurance (allocations familiales)
- SE 350-13 Demande de pension de vieillesse
- SE 350-14 Demande de pension de survivant
- SE 350-15 Demande de pension d'invalidité
- SE 350-16 Demande d'allocation de décès
- SE 350-17 Attestation concernant la carrière d'assurance (pensions).
- SE 350-18 Attestation de droit aux prestations de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles
- SE 350-19 Rapport médical
- SE 350-20 Rapport médical simplifié
- SE 350-21 Relevé individuel de dépenses effectives
- SE 350-22 Demande d'attestation

Barème des allocations familiales conventionnelles – 2011

(Circulaire DSS/DACI/2012/400 du 3 décembre 2012)

Le barème prévu à l'article 13 de l'arrangement administratif du 1^{er} décembre 1966, en application de l'article 6 de la convention du 9 juillet 1965, et déterminant le montant des allocations familiales conventionnelles, est fixé comme suit pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 mai 2011 :

	AFC versées par les institutions françaises aux enfants résidant au Maroc	AFC versées par les institutions marocaines aux enfants résidant en France
1 enfant	34,66 euros par mois	375,42 Dh par mois
2 enfants	69,08 euros par mois	750,96 Dh par mois
3 enfants	103,63 euros par mois	1 126,53 Dh par mois
4 enfants et plus	138,24 euros par mois	1 502,77 Dh par mois

Le barème prévu à l'article 19 de l'arrangement administratif du 27 avril 2009, en application du paragraphe 5, de l'article 20 de la convention du 22 octobre 2007, et déterminant le montant des allocations familiales conventionnelles, est fixé comme suit pour la période du 1^{er} juin 2011 au 31 décembre 2011 :

	AFC versées par les institutions françaises aux enfants résidant au Maroc	AFC versées par les institutions marocaines aux enfants résidant en France
1 enfant	35,18 euros par mois	375,42 Dh par mois
2 enfants	70,12 euros par mois	750,96 Dh par mois
3 enfants	105,18 euros par mois	1 126,53 Dh par mois
4 enfants et plus	140,31 euros par mois	1 502,77 Dh par mois

Barème des allocations familiales conventionnelles – 2012

(Circulaire DSS/DACI/2012/400 du 3 décembre 2012)

Le barème prévu à l'article 19 de l'arrangement administratif du 27 avril 2009, en application du paragraphe 5, de l'article 20 de la convention du 22 octobre 2007, et déterminant le montant des allocations familiales conventionnelles, est fixé comme suit pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 mars 2012 :

	AFC versées par les institutions françaises aux enfants résidant au Maroc	AFC versées par les institutions marocaines aux enfants résidant en France
1 enfant	35,18 euros par mois	375,42 Dh par mois
2 enfants	70,12 euros par mois	750,96 Dh par mois
3 enfants	105,18 euros par mois	1 126,53 Dh par mois
4 enfants et plus	140,31 euros par mois	1 502,77 Dh par mois

Le barème prévu à l'article 19 de l'arrangement administratif du 27 avril 2009, en application du paragraphe 5, de l'article 20 de la convention du 22 octobre 2007, et déterminant le montant des allocations familiales conventionnelles, est fixé comme suit pour la période du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013 :

	AFC versées par les institutions françaises aux enfants résidant au Maroc	AFC versées par les institutions marocaines aux enfants résidant en France
1 enfant	35,53 euros par mois	375,42 Dh par mois
2 enfants	70,82 euros par mois	750,96 Dh par mois
3 enfants	106,23 euros par mois	1 126,53 Dh par mois
4 enfants et plus	141,71 euros par mois	1 502,77 Dh par mois

Date d'application : 1^{er} janvier 2011 (barème 2011), 1^{er} juin (barème 2011), 1^{er} janvier 2012 (barème 2012), 1^{er} avril 2012 (barème 2012)

Fait en double exemplaire à Paris, le 23 novembre 2012.

- **Dahir n° 1-78-865 du 29 rebia II 1399 (28 mars 1979) portant publication de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 10 rebia I 1385 (9 juillet 1965) et des lettres y annexées entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Française, faits à Paris le 18 kaada 1393 (13 décembre 1973) (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 10 rebia I 1385 (9 juillet 1965) et les lettres y annexées entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Française, faits à Paris le 18 kaada 1393 (13 décembre 1973);

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification fait à Paris le 13 safar 1397 (3 février 1977),

A décidé ce qui suit :

Article premier

Seront publiés au *Bulletin officiel*, tels qu'ils sont annexés au présent dahir, l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 10 rebia I 1385 (9 juillet 1965) et les lettres y annexées entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Française, faits à Paris le 18 kaada 1393 (13 décembre 1973).

(1) *B.O.* n° 3476 du 13 juin 1979.

Article 2

Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 29 rebia II 1399 (28 mars 1979).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Maati Bouabid.

*
* *

Avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 10 rebia I 1385 (9 juillet 1965) entre le gouvernement de la République Française

Le gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le gouvernement de la République Française

Conviennent des dispositions suivantes :

Article premier

L'article 7 de la convention générale de sécurité sociale du 9 juillet 1965 relatif à la fixation d'un délai de cinq ans pour le droit aux prestations prévues à l'article 6 du même texte est abrogé à compter du 1^{er} janvier 1972.

Article 2

Chacune des parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent avenant.

Celui-ci prendra effet le premier jour du deuxième mois qui suivra la date de la dernière de ces notifications.

Fait à Paris, le 13 décembre 1973 en double exemplaire.

Pour le gouvernement
du Royaume du Maroc

D^r Youssef Ben Abbès

Pour le gouvernement
de la République Française

Gilbert de Chambrun

*
* *

Ministère des Affaires étrangères

République française

Paris, le 13 décembre 1973

Monsieur l'Ambassadeur,

Ainsi que vous le savez, la convention générale de sécurité sociale entre la France et le Maroc ne prévoit pas l'octroi aux travailleurs salariés et à leurs ayants droit des prestations en nature d'assurance maladie et d'assurance maternité étant donné qu'il n'existe pas au Maroc de régime obligatoire concernant ces deux risques.

Soucieux cependant du sort tant des familles qui n'ont pas accompagné le travailleur dans le pays d'emploi et sont demeurées dans le pays dont le travailleur est ressortissant ou y sont retournées, que des travailleurs qui, effectuant un séjour temporaire soit en cas de transfert de résidence soit en cas de congé payé dans le pays dont ils sont ressortissants, doivent y recevoir des soins, il m'a paru qu'il y avait lieu, dans l'attente de l'aménagement de la législation marocaine sur le point considéré, de mettre en place à titre provisoire un système permettant le service de prestations dans le pays de résidence à la charge du pays d'emploi.

Les bénéficiaires des prestations en nature seraient :

- 1° les ayants droit du travailleur définis ou admis comme tels par la législation du pays où ils résident ;
- 2° les travailleurs qui, admis au bénéfice des prestations de l'assurance maladie ou de l'assurance maternité du pays d'emploi, ont transféré leur résidence dans l'autre-pays ;
- 3° les travailleurs qui, durant leur congé payé, effectuent un séjour dans le pays dont ils sont ressortissants.

Les remboursements s'effectueraient sur des bases forfaitaires par le régime dont relève l'institution d'affiliation.

En ce qui concerne les prestations en nature servies aux ayants droit du travailleur, le régime dont relève l'institution d'affiliation de celui-ci effectuerait un remboursement correspondant aux trois quarts des dépenses afférentes à ces prestations calculées sur des bases forfaitaires.

Les modalités d'application seraient fixées par un arrangement administratif.

En cas d'intervention au Maroc d'une législation d'assurance maladie obligatoire prévoyant le remboursement aux catégories de personnes ci-dessus désignées des prestations en nature dont il s'agit, le présent accord cesserait d'avoir effet et un nouvel accord devrait intervenir.

Je vous serais obligé de me faire savoir si la suggestion ci-dessus rencontre l'agrément du gouvernement marocain.

Dans l'affirmative, la présente lettre et votre réponse constitueront un accord entre nos deux gouvernements.

Il entrera en vigueur dès l'échange des notifications constatant que, de part et d'autre, il a été satisfait à l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises à cette fin.

Je vous prie d'agréer, M. l'ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

A son excellence M. le docteur

Youssef ben Abbès,

Ambassadeur extraordinaire

et plénipotentiaire

du Royaume du Maroc

Paris

*
* * *

**Ambassade du Royaume
du Maroc en France**

Paris, le 13 décembre 1973.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre en date de ce jour par laquelle vous me faites savoir ce qui suit :

« Ainsi que vous le savez, la convention générale de sécurité sociale entre la France et le Maroc ne prévoit pas l'octroi aux travailleurs salariés et à leurs ayants droit des prestations en nature d'assurance maladie et d'assurance maternité étant donné qu'il n'existe pas au Maroc de régime obligatoire concernant ces deux risques.

Soucieux cependant du sort tant des familles qui n'ont pas accompagné le travailleur dans le pays d'emploi et sont demeurées dans le pays dont le travailleur est ressortissant, ou y sont retournées, que des travailleurs qui effectuant un séjour temporaire, soit en cas de transfert de résidence soit en cas de congé payé, dans le pays dont ils sont ressortissants, doivent y recevoir des soins, il m'a paru qu'il y avait lieu, dans l'attente de l'aménagement de la législation marocaine sur le point considéré de mettre en place à titre provisoire, un système permettant le service de prestations dans le pays de résidence à la charge du pays d'emploi.

Les bénéficiaires des prestations en nature seraient :

- 1° les ayants droit du travailleur définis ou admis comme tels par la législation du pays où ils résident ;
- 2° les travailleurs qui, admis au bénéfice des prestations de l'assurance maladie ou de l'assurance maternité du pays d'emploi, ont transféré leur résidence dans l'autre pays ;
- 3° les travailleurs qui, durant leur congé payé, effectuent un séjour dans le pays dont ils sont ressortissants.

Les remboursements s'effectueraient sur des bases forfaitaires par le régime dont relève l'institution d'affiliation.

En ce qui concerne les prestations en nature servies aux ayants droit du travailleur, le régime dont relève l'institution d'affiliation de celui-ci effectuerait un remboursement correspondant aux trois quarts des dépenses afférentes à ces prestations calculées sur des bases forfaitaires.

Les modalités d'application seraient fixées par un arrangement administratif.

En cas d'intervention au Maroc d'une législation d'assurance maladie obligatoire prévoyant le remboursement aux catégories de personnes ci-dessus désignées des prestations en nature dont il s'agit, le présent accord cesserait d'avoir effet et un nouvel accord devrait intervenir.

Je vous serais obligé de me faire savoir si la suggestion ci-dessus rencontre l'agrément du gouvernement marocain.

Dans l'affirmative, la présente lettre et votre réponse constitueront un accord entre nos deux gouvernements. Il entrera en vigueur dès l'échange des notifications constatant que de part et d'autre, il a été satisfait à l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises à cette fin. »

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du gouvernement marocain sur la proposition qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de ma très haute considération.

D^r Youssef Ben Abbès,
*Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi du Maroc
en France*

Monsieur Gilbert de Chambrun,
*Ministre plénipotentiaire,
directeur des conventions administratives
et affaires consulaires
Ministère des Affaires étrangères
Paris*

- **Dahir n° 1-78-903 du 20 jourmada I 1399 (18 avril 1979) portant publication de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 10 rebia I 1385 (9 juillet 1965) signé à Rabat, entre le Royaume du Maroc et la République Française, le 20 moharrem 1396 (22 janvier 1976) (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !
Que Notre Majesté Chérifienne.

Vu l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 10 rebia I 1385 (9 juillet 1965) signé à Rabat entre le Royaume du Maroc et la République Française, le 20 moharrem 1396 (22 janvier 1976) ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification, fait à Rabat, le 28 chaabane 1398 (3 août 1978),

A décidé ce qui suit :

Article premier

Sera publié au *Bulletin officiel*, tel qu'il est annexé au présent dahir, l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 10 rebia I 1385 (9 juillet 1965) signé à Rabat, entre le Royaume du Maroc et la République Française, le 20 moharrem 1396 (22 janvier 1976).

Article 2

Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 20 jourmada I 1399 (18 avril 1979).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Maati Bouabid.

(1) *B.O.* n° 3476 du 13 juin 1979.

*
* * *

Avenant n° 2 à la convention générale entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Française sur la sécurité sociale signée le 9 juillet 1965

Le gouvernement du Royaume du Maroc
et
Le gouvernement de la République Française,
Conviennent des dispositions suivantes :

Article premier

L'article 2, 1°) paragraphe B de la convention générale est modifié ainsi qu'il suit :
« Article 2.

.....

- B. — En France
(départements européens et départements d'outre-mer)
- a) (sans changement.)
 - b) (sans changement.)
 - c) (sans changement.)
 - d) (sans changement.)
 - e) la législation relative aux prestations familiales
 - j) (sans changement.)»

Article 2

L'article 3, paragraphe 2 de la convention générale est modifié ainsi qu'il suit :
« Article 3.

.....

2° Le principe posé au paragraphe 1^{er} du présent article comporte les exceptions suivantes :

- a) Le travailleur salarié ou assimilé qui, étant au service d'une entreprise ayant sur le territoire de l'un des Etats un établissement dont il relève normalement, est détaché par cette entreprise sur le territoire de l'autre Etat pour y effectuer un travail pour cette entreprise, reste soumis à la législation du premier Etat comme s'il continuait à être occupé sur son territoire, à la condition que ce travailleur ne soit pas envoyé en remplacement d'un autre

travailleur arrivé au terme de la période de son détachement et que la durée prévisible du travail qu'il doit effectuer n'excède pas trois ans. Dans la limite de ce délai, l'institution compétente détermine la durée « du détachement.

Dans le cas où ce travail, se prolongeant en raison de circonstances imprévisibles au-delà de la durée initialement prévue, excéderait trois ans, la législation du premier Etat continuerait à s'appliquer jusqu'à l'achèvement de ce travail, sans que cette prolongation puisse dépasser trois ans à la condition que l'autorité compétente du deuxième Etat ait donné son accord avant la fin de la première période de trois ans.

b) (sans changement.) »

Article 3

Chacune des parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent avenant. Celui-ci prendra effet le premier jour du deuxième mois qui suivra la date de la dernière de ces notifications.

Fait à Rabat, le jeudi 22 janvier 1976 en double exemplaire.

Pour le gouvernement
du Royaume du Maroc,
Mohamed Larbi Khattabi.

Pour le gouvernement
de la République Française,
Jean Bernard Raimond.

- **Dahir n° 1-09-307 du 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention de sécurité sociale et du Protocole annexe à la Convention de sécurité sociale relatif au libre transfert des cotisations à la Caisse des français de l'étranger, faits à Marrakech le 22 octobre 2007 entre le Royaume du Maroc et la République française (1)**

[...]

Convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et la République française

Le Gouvernement du Royaume du Maroc, d'une part,

et

Le Gouvernement de la République Française, d'autre part,

Ci-après dénommés les Etats contractants,

Animés par le désir de garantir les droits de leurs ressortissants, de réaffirmer les principes fondamentaux de coordination entre les régimes de sécurité sociale et de protection sociale des deux Etats et de renouveler leurs relations dans le domaine de la sécurité sociale,

Sont convenus de substituer à la convention générale du 9 juillet 1965 ce qui suit :

Titre premier : Dispositions générales

Article premier : Définitions

1. Pour l'application de la présente convention, il convient de retenir les définitions suivantes :
 - le terme « territoire » désigne :
 - en ce qui concerne le Maroc ; le territoire du Royaume du Maroc et les zones adjacentes aux eaux territoriales du Maroc, y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci, la zone économique exclusive et les zones sur lesquelles, en conformité avec la législation nationale et le droit international, le Royaume du Maroc exerce

(1) *B.O.* n° 6004 du 15 décembre 2011.

sa juridiction ou ses droits souverains aux fins de l'exploitation et de l'exploration des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol (plateau continental) et des eaux sur jacentes ;

- en ce qui concerne la France ; les départements européens et d'outre-mer de la République française, y compris leurs eaux territoriales ainsi que la zone située au-delà de la mer territoriale sur laquelle la France peut exercer des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles biologiques et non biologiques ;
- le terme « travailleur » désigne le travailleur, actif, permanent ou saisonnier, ou chômeur indemnisé, couvert par un des régimes de sécurité sociale inclus dans le champ d'application matériel de la présente convention ;
- le terme « assimilé » accolé au mot « salarié » désigne les travailleurs dont la qualité de salariés a été déterminée par la loi ;
- les termes « pensions » et « rentes » désignent toutes prestations en espèces servies par un régime contributif au titre de l'assurance vieillesse et pensions de survivants, de l'assurance invalidité et de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, y compris tous les éléments à charge des fonds publics, les majorations de revalorisation ou allocations complémentaires sauf exclusion expresse de la présente convention, ainsi que les prestations en capital susceptibles d'être substituées aux pensions et rentes et les versements effectués à titre de remboursements de cotisations ou contributions ;
- le terme « ayant droit » désigne toute personne définie ou considérée comme ayant droit ou membre de famille d'un assuré social par la législation d'affiliation, sauf dispositions contraires de la présente convention ;
- le terme « survivant » désigne toute personne définie ou admise comme survivante par la législation au titre de laquelle les prestations sont accordées ;
- le terme « résidence », signifie le séjour habituel d'une personne qui demeure plus de six mois sur un des territoires et qui y a le centre de ses intérêts ; les étudiants sont considérés comme résidant dans l'Etat sur le territoire duquel ils poursuivent leurs études ;
- le terme « séjour » signifie le séjour temporaire ; les personnes qui suivent une formation professionnelle officiellement reconnue sont considérées comme étant en séjour temporaire dans l'Etat sur le territoire duquel elles suivent cette formation ;
- le terme « autorités compétentes » signifie le ou les ministres chargés de l'application des législations visées à l'article 3 de la présente convention ;
- le terme « institution compétente » désigne l'institution gérant le régime duquel l'intéressé, assuré social ou ayant droit, tire ses droits à prestations en nature ou à prestations en espèces et qui en a la charge ;

- le terme « législation » désigne en ce qui concerne le Royaume du Maroc les lois, décrets, arrêtés et règlements et toutes autres dispositions légales qui concernent les branches de sécurité sociale ou de protection sociale visées à l'article 3 de la présente convention, y compris les systèmes particuliers existants jusqu'à leur intégration ou leur absorption par le régime général de sécurité sociale.
2. Aux fins de l'application de la présente Convention, les termes qui ne sont pas définis ont le sens qui leur est attribué par la législation de l'un ou l'autre Etat contractant qui s'applique.

Article 2: Champ d'application personnel

La présente convention fixe, pour les personnes suivantes, ainsi que pour les réfugiés et leurs ayants droit résidant sur le territoire de l'un des deux Etats, les règles de coordination applicables en matière de sécurité sociale entre les régimes en vigueur sur le territoire de la France et les régimes en vigueur sur le territoire du Maroc :

1. En ce qui concerne la France :
 - a) les travailleurs exerçant ou ayant exercé une activité salariée ou assimilée ou une activité non salariée sur le territoire de la France, de nationalité marocaine ou française, ainsi que leurs ayants droit ;
 - b) les fonctionnaires civils et militaires de l'Etat ainsi que les fonctionnaires territoriaux et hospitaliers relevant de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et les ouvriers de l'Etat, actifs ou retraités, ainsi que leurs ayants droit ;
 - c) les autres personnes, de nationalité marocaine ou française, n'exerçant pas une activité salariée ou non salariée ;
 - d) les ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne et de l'Espace économique européen entrant dans une des catégories d'assurés visées aux a), b) et c) ci-dessus, ainsi que leurs ayants droit.
2. En ce qui concerne le Maroc :
 - a) les travailleurs, de nationalité marocaine ou française, qui sont soumis ou ont été soumis à la législation marocaine de sécurité sociale régie par la Caisse nationale de sécurité sociale, ainsi que leurs ayants droit ;
 - b) les fonctionnaires civils et militaires de l'Etat, le personnel des collectivités locales et le personnel des établissements publics couverts par les régimes gérés par la Caisse marocaine des retraites (C.M.R.) en vertu de la loi n° 43-95 du 4 juillet 1996 et par la loi n° 65-00 portant code de la couverture médicale de base, de nationalité marocaine ou française, ainsi que leurs ayants droit ;
 - c) le personnel soumis au régime collectif d'allocation de retraite (R.C.A.R.) institué par le dahir portant loi n° 1-77-216 du 4 octobre 1977, de nationalité marocaine ou française, ainsi que leurs ayants droit ;

- d) le personnel régi par les dispositions législatives, réglementaires ou statutaires régies par les autorités publiques et relatives à des systèmes particuliers de protection sociale, de nationalité marocaine ou française, ainsi que leurs ayants droit;
 - e) les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne entrant dans une des catégories d'assurés visées aux a), b), c) et d) ci-dessus, lorsque ces Etats sont expressément liés au Royaume du Maroc par un instrument juridique portant coordination de leurs régimes de sécurité sociale ou de protection sociale, ainsi que leurs ayants droit.
3. Les dispositions de la présente convention relatives à un risque ou à une partie d'un risque s'appliquent aux différentes, catégories d'assurés visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, lorsque les deux Etats ont mis en œuvre une législation ou réglementation rendant obligatoire l'affiliation de ces assurés à un régime propre à assurer cette application pour ledit risque, inclus dans les branches de sécurité sociale visées par le titre II ci-après. La mise en œuvre de ces législations et réglementations donne lieu à une information préalable de l'autre Etat.

Article 3: Champ d'application matériel – législations couvertes

1. La présente convention est applicable:
 - a) en ce qui concerne la France :
 - pour les personnes visées au paragraphe 1, a) et d) de l'article 2 de la présente convention :
 - à la législation fixant l'organisation de la sécurité sociale;
 - aux législations des assurances sociales applicables;
 - aux salariés des professions non agricoles,
 - aux salariés des professions agricoles;
 - à la législation sociale applicable;
 - aux non salariés des professions non agricoles, à l'exception de celles concernant les régimes complémentaires de l'assurance vieillesse et les régimes d'assurance invalidité et décès,
 - aux non salariés des professions agricoles,
à l'exception des dispositions qui ouvrent aux personnes travaillant ou résidant hors du territoire français la faculté d'adhérer aux assurances volontaires les concernant ;
 - à la législation relative à l'assurance volontaire vieillesse et invalidité continuée;
 - à la législation sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles et à la législation sur l'assurance volontaire en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles;
 - à la législation relative aux prestations familiales;

- aux législations relatives aux régimes divers de non-salariés et assimilés ;
 - aux législations relatives aux régimes spéciaux de sécurité sociale.
- pour les personnes visées au paragraphe 1, b) et d) de l'article 2 de la présente convention :
- à la législation relative aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité,
 - à la législation relative aux prestations familiales.
- pour les personnes visées au paragraphe 1, c) et d) de l'article 2 de la présente convention :
- à la législation relative à l'assurance volontaire vieillesse continuée ;
 - à la législation sur l'assurance volontaire en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.
- b) en ce qui concerne le Maroc, pour les personnes visées au paragraphe 2, a), b), c), d) et e) de l'article 2 de la présente convention :
- aux législations de sécurité sociale ou de protection sociale qui concernent :
- la maladie et la maternité,
 - l'invalidité,
 - la vieillesse,
 - le décès et la survie,
 - les accidents du travail et les maladies professionnelles,
 - les prestations familiales.
2. La présente convention est également applicable aux actes législatifs ou réglementaires qui modifieront ou compléteront les législations ou réglementations énumérées au paragraphe 1 du présent article dans la mesure où ils concernent les personnes et les branches de sécurité sociale ou de protection sociale visées par la présente convention.
3. La présente convention ne s'appliquera aux actes législatifs ou réglementaires modifiant complètement une branche de la sécurité sociale ou couvrant une branche nouvelle que si un accord intervient à cet effet entre les Etats contractants.

Article 4: Egalité de traitement

Les personnes visées à l'article 2 de la présente convention, assurées en application d'une législation française ou marocaine de sécurité sociale ou de protection sociale mentionnée à l'article 3 de ladite convention, ainsi que leurs ayants droit, bénéficient de l'égalité de traitement pour l'application de la législation en vigueur dans chacun des deux Etats dès lors qu'ils y résident.

Article 5 : Détermination de la législation applicable; principe général et dérogations

1. Les travailleurs, exerçant leur activité en France et/ou au Maroc sont soumis respectivement aux régimes de sécurité sociale applicables en France ou au Maroc ou à ces deux régimes en cas d'activité dans les deux Etats.
2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les travailleurs salariés et assimilés détachés par leur employeur dans l'autre Etat pour y effectuer un travail ne sont pas assujettis au régime de sécurité sociale de l'Etat où ils sont détachés, et demeurent soumis au régime de sécurité sociale de leur Etat de travail habituel, pour autant que la durée du détachement n'excède pas trois ans y compris la durée des congés et que ces travailleurs ne soient pas envoyés en remplacement d'une autre personne arrivée au terme de la période de son détachement.

Si la durée de ce travail se prolonge au-delà de trois ans, les intéressés peuvent être maintenus au régime de leur Etat de travail habituel pour une nouvelle période n'excédant pas trois ans, avec l'accord des autorités administratives compétentes du lieu de détachement ou des institutions qu'elles désignent à cet effet.

3. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les travailleurs non salariés qui effectuent une prestation, de service dans l'autre Etat pour leur compte, et lorsque cette activité est en rapport direct avec celle qu'ils exercent habituellement, ne sont pas assujettis au régime de sécurité sociale de l'Etat où ils effectuent cette prestation de service et demeurent soumis au régime de sécurité sociale de leur Etat de travail habituel, pour autant que la durée de cette prestation de service n'excède pas six mois.
4. Les fonctionnaires, y compris les agents diplomatiques ou consulaires, ainsi que les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, sont soumis aux dispositions en matière de sécurité sociale de l'Etat dont relève l'administration qui les occupe.
5. Les personnels salariés des postes diplomatiques ou consulaires, autres que ceux visés au paragraphe 4 du présent article, de même que les travailleurs au service personnel d'agents de ces postes, sont soumis au régime de sécurité sociale de l'Etat sur le territoire duquel ils exercent leur activité professionnelle.
Toutefois, les personnes visées à l'alinéa précédent, qui sont ressortissantes de l'Etat accréditant (Etat d'envoi), ont la possibilité d'opter pour le bénéfice du régime de sécurité sociale de cet Etat.
6. Les agents non titulaires mis par l'un des deux États à la disposition de l'autre au titre de la coopération technique sont soumis :

- a) à la législation de sécurité sociale du premier Etat lorsqu'un organisme dudit Etat assure leur rémunération ;
 - b) à la législation de sécurité sociale du second Etat lorsqu'un organisme dudit Etat assure leur rémunération.
7. La personne qui fait partie du personnel roulant ou navigant d'une entreprise effectuant, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports internationaux de passagers ou de marchandises, est soumise à la législation de l'Etat sur le territoire duquel l'entreprise a son siège.

Toutefois la personne, occupée par une succursale ou une représentation permanente que ladite entreprise possède sur le territoire de l'Etat autre que celui où elle a son siège, est soumise à la législation de l'Etat sur le territoire duquel se trouve cette succursale ou cette représentation permanente.

Cependant, si la personne est occupée de manière prépondérante sur le territoire de l'un des deux Etats où elle réside, elle est soumise à la législation de cet Etat, même si l'entreprise qui l'occupe n'a ni siège ni succursale ni représentation permanente sur ce territoire.

8. Le travailleur qui exerce son activité à bord d'un navire est soumis à la législation de l'Etat contractant dont ce navire bat pavillon.

Les travailleurs employés au chargement, au déchargement et à la réparation des navires ou dans des services de surveillance dans un port, sont soumis à la législation de l'Etat contractant où est situé ce port.

9. Les étudiants effectuant leurs études sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat sont assurés auprès des régimes de sécurité sociale de cet Etat selon les dispositions de la législation applicable, dès lors qu'ils ne peuvent plus bénéficier de la qualité d'ayant droit au sens de l'article 12 de la présente convention.
10. Les autorités administratives compétentes de la France et du Maroc, ou les institutions qu'elles désignent à cet effet, peuvent prévoir d'un commun accord, dans l'intérêt de certaines catégories de personnes ou de certaines personnes, des exceptions aux dispositions des paragraphes 1 à 9 du présent article.

Titre II : Dispositions de coordination

Chapitre I^{er} : Assurance maladie et maternité

Article 6 : Totalisation des périodes et ouverture des droits

1. Les travailleurs assurés auprès d'un régime français ou marocain, ainsi que leurs ayants droit, bénéficient des prestations en nature et en espèces de l'assurance maladie et maternité prévues par le régime de l'Etat d'affiliation pour autant

qu'ils remplissent, dans ledit Etat, les conditions requises pour l'obtention des prestations en cause.

2. Dans le cas où, pour l'ouverture, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations en nature et en espèces de l'assurance maladie et maternité, les travailleurs assurés aux régimes français ou marocains ne justifient pas de la durée d'assurance prévue par la législation de l'Etat d'affiliation, il est fait appel, pour compléter les périodes d'assurance et assimilées accomplies dans cet Etat, aux périodes d'assurance et assimilées antérieurement accomplies sous la législation de l'autre Etat.

Article 7: Transfert de résidence du travailleur en cas de maladie

1. Le travailleur marocain en France ou français au Maroc, qui satisfait aux conditions requises par la législation de son Etat d'affiliation pour avoir droit aux prestations en nature ou en espèces de l'assurance maladie, conserve ce bénéfice pendant une durée qui ne peut excéder trois mois, lorsqu'il transfère sa résidence respectivement au Maroc ou en France, à condition que, préalablement au transfert, il ait obtenu l'autorisation de son institution d'affiliation.
2. Si la période initiale accordée est inférieure ou égale à trois mois, elle peut être prorogée, par décision de l'institution d'affiliation, pour une ou plusieurs nouvelles périodes n'excédant, pour aucune d'entre elles trois mois, et dans la limite d'une durée maximale de six mois à compter de la date initiale du transfert de résidence.

Toutefois, dans l'hypothèse d'une maladie présentant un caractère d'une exceptionnelle gravité, l'institution d'affiliation peut admettre le maintien des prestations au-delà de la période de six mois visée ci-dessus.

3. Les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de résidence selon les dispositions de la législation qu'elle applique, à la charge de l'institution compétente. Les prestations en espèces sont servies directement par l'institution compétente selon la législation qu'elle applique et à sa charge.

Article 8: Transfert de résidence du travailleur, victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, en cas de maladie ou de maternité

Le travailleur marocain en France ou français au Maroc, placé dans la situation visée au paragraphe 1 de l'article 40 de la présente convention, conserve le droit au bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité au cours de la période de transfert de résidence sur le territoire de l'autre Etat. Ces prestations lui sont servies dans les conditions de l'article 7 de la présente convention par l'institution de l'Etat de résidence, à la charge de l'institution compétente.

Article 9 : Transfert de résidence en cas de maternité

1. La femme marocaine qui travaille en France ou française qui travaille au Maroc, qui satisfait aux conditions requises par la législation de son Etat d'affiliation pour avoir droit aux prestations en nature et en espèces de l'assurance maternité, conserve ce bénéfice lorsqu'elle transfère sa résidence respectivement au Maroc ou en France, à condition que, préalablement au transfert, elle ait obtenu l'autorisation de son institution d'affiliation.
2. L'autorisation visée au paragraphe précédent est valable jusqu'à la fin de l'indemnisation prévue par la législation de l'Etat d'affiliation. Toutefois, en cas de grossesse pathologique, ce délai peut être prorogé après avis favorable du contrôle médical de l'institution d'affiliation.
3. Les prestations en nature sont servies pour le compte de l'institution d'affiliation par l'institution du lieu de résidence selon les dispositions de la législation qu'elle applique. La charge de ces prestations incombe au régime d'affiliation.
4. Le service des prestations en espèces est assuré directement par l'institution d'affiliation.

Article 10 : Séjour temporaire du travailleur à l'occasion d'un congé**Congé de paternité**

- I. 1. Le travailleur marocain en France ou français au Maroc, qui satisfait aux conditions requises par la législation de son Etat d'affiliation pour avoir droit aux prestations en nature et en espèces de l'assurance maladie et maternité, et dont l'état vient à nécessiter immédiatement des soins de santé lors d'un séjour temporaire effectué respectivement au Maroc ou en France à l'occasion d'un congé, bénéficie de ces prestations sans que la durée de leur service puisse excéder trois mois.

Toutefois ce délai peut être prorogé pour une durée maximale de trois mois par décision de l'institution d'affiliation, après avis favorable de son contrôle médical.

2. Les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de séjour selon les dispositions de la législation qu'elle applique, à la charge de l'institution compétente. Les prestations en espèces sont servies directement par l'institution compétente selon la législation qu'elle applique et à sa charge.
3. Pour l'application du présent article, la notion de congé est définie dans l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention.
- II. 1. Le travailleur qui satisfait aux conditions requises par la législation française pour avoir droit aux prestations en espèces au cours d'un congé paternité, bénéficie de ces prestations lorsqu'il effectue un séjour temporaire au Maroc pendant la durée dudit congé.

2. Si l'état de santé du travailleur marocain en France visé ci-dessus requiert des soins immédiatement nécessaires, les dispositions de la section I du présent article s'appliquent.

Article 11 : Transfert de résidence et séjour temporaire des ayants droit dans l'Etat autre que l'Etat compétent

Les ayants droit d'un travailleur marocain en France ou français au Maroc qui résident avec le travailleur dans l'Etat compétent ont droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité dans les mêmes conditions que le travailleur, lorsqu'ils accompagnent celui-ci ou lorsqu'ils se déplacent individuellement, respectivement au Maroc ou en France. Cette disposition s'applique également à l'enfant né au cours du transfert de résidence ou de séjour temporaire.

Article 12 : Résidence des ayants droit dans l'Etat autre que l'Etat compétent

1. Les ayants droit d'un travailleur, qui résident habituellement dans l'autre Etat alors que le travailleur réside sur le territoire de l'Etat compétent, ont droit au bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité.

Ces prestations sont servies pour le compte de l'institution d'affiliation par l'institution du lieu de résidence selon les dispositions de la législation qu'elle applique. La charge de ces prestations incombe au régime d'affiliation du travailleur.

2. La qualité d'ayant droit ainsi que l'étendue, la durée et les modalités du service desdites prestations sont déterminées conformément à la législation de l'Etat de résidence de ces ayants droit.
3. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables si les ayants droit, susceptibles d'être couverts au titre de l'assurance maladie et maternité dans l'un des deux Etats du fait de leur seule qualité d'ayant droit ont, dans leur Etat de résidence habituelle, une activité professionnelle leur permettant d'obtenir un droit propre auprès d'un régime public ou privé où reçoivent un avantage personnel contributif.

Article 13 : Séjour temporaire des ayants droit dans l'Etat compétent

1. Les ayants droit d'un travailleur marocain en France ou français au Maroc qui résident dans l'Etat autre que l'Etat compétent bénéficient, lorsqu'ils sont en séjour temporaire dans l'Etat compétent, des prestations d'immédiate nécessité de l'assurance maladie et maternité. Celles-ci sont servies par l'institution de l'Etat du lieu de séjour selon les dispositions de la législation qu'elle applique et à sa charge.
2. La qualité d'ayant droit est déterminée conformément à la législation de l'Etat de résidence de ces ayants droit.

Article 14 : Service des prestations aux travailleurs détachés et dans les situations particulières visées à l'article 5

1. Les travailleurs visés aux paragraphes 2, 3, 4, 5 alinéa 2, 6 a), 7 alinéas 1 et 3, 8 alinéa 1 et 10 de l'article 5 de la présente convention bénéficient des prestations en nature et en espèces de l'assurance maladie et maternité. Ces prestations sont servies directement par l'institution compétente, et à sa charge, pendant toute la durée de résidence dans l'Etat où ces travailleurs sont occupés.
2. Les ayants droit des travailleurs visés au paragraphe 1 ci-dessus, qui résident avec eux, bénéficient, dans les mêmes conditions que l'ouvrant droit, des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité. La qualité d'ayant droit est déterminée par la législation dont relève le travailleur.
3. Toutefois, le service desdites prestations en nature est assuré, si le travailleur ou son ayant droit en fait la demande, par l'institution de l'Etat de résidence dans les conditions de la législation qu'elle applique. Dans ce cas, les prestations sont à la charge de l'institution compétente.

Article 15 : Service des prestations aux personnes suivant me formation professionnelle

1. La personne assurée auprès d'un régime français ou marocain de sécurité sociale, qui satisfait aux conditions requises par la législation de son Etat d'affiliation pour avoir droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 6 de la présente convention, et qui séjourne dans l'autre Etat pour y suivre une formation professionnelle officiellement reconnue dans l'Etat compétent, conserve le bénéfice desdites prestations.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus s'appliquent par analogie aux ayants droit de l'assuré lorsqu'ils l'accompagnent dans l'Etat de séjour. La qualité d'ayant droit est déterminée par la législation d'affiliation du travailleur.
3. Les prestations visées au paragraphe 1 ci-dessus sont servies par l'institution du lieu de séjour selon les dispositions de la législation qu'elle applique et à la charge de l'institution compétente.

Article 16 : Service des prestations aux préretraités et aux demandeurs ou titulaires de pension ou de rente

1. Les titulaires de pension ou de rente, qui ont droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité selon la législation d'un seul des deux Etats et qui résident dans l'autre Etat, bénéficient desdites prestations servies par l'institution du lieu de résidence selon les dispositions de la législation qu'elle

applique. Ces prestations sont à la charge du régime de l'Etat débiteur de la pension ou de la rente.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus sont applicables par analogie aux titulaires de préretraites lorsqu'ils bénéficient de ladite préretraite sur le territoire de l'Etat de leur résidence.
3. Les titulaires de pension ou de rente, qui ont droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité selon la législation des deux Etats, bénéficient desdites prestations servies par l'institution de l'Etat de leur résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique et à sa charge.
4. Les travailleurs qui cessent leur activité et demandent la liquidation de leur pension ou rente conservent, au cours de l'instruction de cette demande, le droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité auquel ils peuvent prétendre au titre de la législation de l'Etat compétent en dernier lieu. Les prestations sont servies par l'institution de l'Etat de résidence à la charge de l'institution à laquelle incombe ces prestations après liquidation de la pension ou de la rente.
5. Les dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 4 du présent article s'appliquent également aux ayants droit du préretraité ou du demandeur ou titulaire de pension ou de rente reconnus comme tels par la législation de l'Etat de résidence des ayants droit, dès lors qu'ils ne peuvent bénéficier des prestations visées dans l'un ou l'autre Etat au titre d'un droit propre lié à une activité professionnelle ou à un avantage personnel contributif.

L'institution de l'Etat qui a la charge des prestations en nature du préretraité ou du demandeur ou titulaire de pension ou de rente, assume également la charge des prestations de ses ayants droit, que ceux-ci résident ou non dans le même Etat que le préretraité ou demandeur ou titulaire de pension ou de rente.

6. Les dispositions des paragraphes 1 à 4 ci-dessus ne sont pas applicables au préretraité, demandeur ou titulaire de pension ou de rente ni à ses ayants droit qui ont droit aux prestations de l'assurance maladie et maternité du fait de l'exercice d'une activité professionnelle ou de la perception d'un avantage personnel contributif sur le territoire de l'un des deux Etats.

Article 17: Octroi des prothèses et du grand appareillage

A l'exception des articles 12 et 16 de la présente convention, l'octroi des prothèses et du grand appareillage, dont la liste figure en annexe de l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention, est subordonné, sauf en cas d'urgence, à l'autorisation de l'institution d'affiliation.

Article 18 : Maladies chroniques

1. Pour l'application des articles 10, 11 et 13 de la présente convention, les soins liés aux maladies chroniques, dont la liste figure dans l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention, sont assimilés à des prestations d'immédiate nécessité de l'assurance maladie et maternité.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus s'appliquent également aux travailleurs marocains au Maroc et aux travailleurs français en France qui séjournent respectivement en France et au Maroc.

Chapitre II : Prestations familiales**Article 19 : Totalisation des périodes**

Dans le cas où pour l'ouverture, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations familiales, les travailleurs ne justifient pas de la durée d'assurance prévue par la législation de l'un des deux Etats, il est fait appel, pour compléter les périodes d'assurance et assimilées accomplies dans cet Etat, aux périodes d'assurance et assimilées antérieurement accomplies sous la législation de l'autre Etat.

Article 20 : Ouverture des droits et service des allocations familiales conventionnelles

1. Les travailleurs soumis à la législation de l'un des deux États, peuvent prétendre, pour leurs enfants résidant sur le territoire de l'autre Etat, aux allocations familiales conventionnelles, dans les conditions d'activité fixées par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention.
2. Les titulaires d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle peuvent prétendre pour leurs enfants résidant sur le territoire de l'Etat autre que celui de l'institution débitrice de la rente, aux allocations familiales conventionnelles, lorsque le taux servant de base au calcul de leur rente est égal ou supérieur à celui fixé par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention.
3. Le titulaire d'une préretraite ou d'une pension d'invalidité ou de vieillesse qui, à la date d'ouverture du droit à préretraite ou pension bénéficiait des allocations familiales conventionnelles, continue à ouvrir droit pour les mêmes enfants, tant que ceux-ci remplissent la condition d'âge prévue par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention, aux dites allocations s'il réside sur le territoire français ou marocain.
4. En cas de décès du travailleur, du préretraité, du rentier ou du pensionné qui ouvrait droit aux allocations familiales conventionnelles, le versement des dites allocations est maintenu au profit des mêmes enfants dudit travailleur,

préretraité, rentier ou pensionné tant que ces derniers remplissent la condition d'âge prévue par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention.

5. Le montant des allocations familiales conventionnelles est inclus dans un barème fixé d'un commun accord par les autorités compétentes. Ledit barème est révisable compte tenu des variations du taux des allocations familiales dans chacun des deux Etats dans les conditions prévues par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention. Cette révision ne peut intervenir qu'une fois par an.
6. Sous la condition d'âge prévue par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention, les enfants bénéficiaires des allocations familiales conventionnelles prévues au présent article sont les enfants à charge du travailleur, du préretraité, du pensionné ou du rentier au sens de la législation de l'Etat sur le territoire duquel résident ces enfants. Toutefois, le paiement de ces allocations est limité à quatre enfants.
7. Le service des allocations familiales conventionnelles est assuré directement par l'institution compétente.
8. Les allocations familiales conventionnelles cessent d'être dues lorsqu'un droit aux prestations familiales est ouvert dans l'Etat de résidence des enfants au titre d'une activité professionnelle.

Article 21 : Bénéfice des prestations familiales aux travailleurs détachés et dans les situations particulières visées à l'article 5

1. Les personnes visées aux paragraphes 2, 3, 4, 5 alinéa 2, 6 a), 7 alinéas 1 et 3, 8 alinéa 1 et 10 de l'article 5 de la présente convention ont droit, pour les enfants qui les accompagnent sur le territoire de l'autre Etat, aux prestations familiales qui sont énumérées par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention.
2. Le service des prestations familiales visées au paragraphe 1 du présent article est assuré directement par l'institution compétente.

Chapitre III : Assurance vieillesse et décès (pensions de survivants)

Section 1 : Ouverture des droits, calcul et paiement de la pension

Article 22 : Levée des clauses de résidence

Lorsque, pour l'octroi de prestations de vieillesse à caractère contributif pu pour l'accomplissement de certaines formalités, la législation de l'un des Etats en cause

oppose une condition de résidence dans cet Etat, celle-ci n'est pas opposable aux bénéficiaires de la présente convention, quel que soit leur lieu de résidence.

Article 23 : Totalisation des périodes et ouverture des droits

1. Si la législation d'un Etat subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations en vertu d'un régime qui n'est pas un régime spécial au sens des paragraphes 3 ou 4 du présent article, à l'accomplissement de périodes d'assurance ou assimilées, l'institution compétente de cet Etat tient compte, dans la mesure nécessaire et à condition qu'elles ne se superposent pas, des périodes d'assurance ou assimilées accomplies sous la législation de l'autre Etat, comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation qu'elle applique.
2. Si, en application du paragraphe 1 ci-dessus, les conditions pour ouvrir le droit à la prestation ne sont pas réunies, l'institution compétente tient compte également des périodes d'assurance ou assimilées accomplies dans les Etats tiers liés à chacun des deux Etats par un instrument de coordination en matière de sécurité sociale prévoyant la totalisation des périodes d'assurance ou assimilées. Sous réserve des dispositions de la législation applicable dans chacun des deux Etats, les périodes d'assurance ou assimilées accomplies dans ces Etats tiers sont également prises en compte si elles permettent la détermination d'un montant de pension plus élevé.
3. Si la législation de l'un des Etats subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans un régime spécial ou dans une profession ou un emploi déterminé, les périodes accomplies dans l'autre Etat ne sont prises en compte, pour l'octroi de ces prestations, que si elles ont été accomplies sous un régime correspondant ou, à défaut, dans la même profession ou le même emploi.
4. Les dispositions du paragraphe précédent ne sont pas applicables, en ce qui concerne les régimes spéciaux de la France, aux régimes spéciaux de retraite des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat, des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.
5. Si, compte tenu de la totalisation prévue au paragraphe 3 ci-dessus ou des périodes accomplies auprès des régimes visés au paragraphe 4 ci-dessus, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions d'ouverture des droits prévues par le régime spécial, les périodes d'assurance accomplies auprès de ce régime spécial sont prises en compte en vue de la totalisation pour l'ouverture et le calcul des droits par le ou les régimes généraux applicables aux travailleurs salariés de l'un ou de l'autre Etat.

Article 24: Calcul de la pension

Les personnes qui ont été soumises successivement, alternativement ou simultanément en France ou au Maroc à un ou plusieurs régimes d'assurance vieillesse de chacun de ces Etats bénéficient des prestations dans les conditions suivantes :

1. Lorsque les conditions requises par la législation de l'un des deux Etats pour avoir droit aux prestations sont satisfaites sans qu'il soit nécessaire de recourir aux périodes d'assurance et assimilées accomplies au regard de la législation de l'autre Etat, l'institution compétente détermine le montant de la pension qui serait due, d'une part selon les dispositions de la législation qu'elle applique, et d'autre part conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) et b) ci-dessous.
2. Lorsque les conditions requises par la législation de l'un des deux Etats pour avoir droit aux prestations ne sont satisfaites qu'en recourant aux périodes d'assurance et assimilées accomplies sous la législation de l'autre Etat, et le cas échéant d'un Etat tiers lié à chacun des deux Etats par un instrument de coordination en matière de sécurité sociale, l'institution compétente détermine le montant de la pension suivant les règles ci-après :

a) Totalisation des périodes

Les périodes d'assurance accomplies au regard de la législation de chaque Etat, et le cas échéant d'un Etat tiers lié à chacun des deux Etats par un instrument de coordination en matière de sécurité sociale, de même que les périodes assimilées à des périodes d'assurance, sont totalisées, à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Les périodes assimilées à des périodes d'assurance sont dans chaque Etat celles qui sont reconnues comme telles par la législation de cet Etat.

b) Liquidation de la prestation

Compte tenu de la totalisation des périodes, effectuée comme il est indiqué ci-dessus, l'institution compétente de chaque Etat détermine, d'après sa propre législation, si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit à une pension de vieillesse.

Si le droit à pension est ouvert, l'institution compétente de chaque Etat détermine la prestation à laquelle l'assuré pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance ou assimilées avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation puis réduit le montant de la prestation au prorata de la durée des périodes d'assurance et assimilées accomplies au regard de la législation qu'elle applique, avant la réalisation du risque, par rapport à la durée totale des périodes accomplies sous la législation des deux Etats et le cas échéant d'un Etat tiers lié à chacun des deux Etats par un instrument de coordination en matière de sécurité sociale, avant la réalisation du

risque. Cette durée totale est plafonnée à la durée maximale éventuellement requise par la législation qu'elle applique pour le bénéficiaire d'une prestation complète.

3. L'institution compétente de chaque Etat doit verser à l'intéressé le montant le plus élevé, calculé conformément au paragraphe 1 ou 2 du présent article.

Article 25 : Différé de la demande de liquidation et liquidations successives

1. L'intéressé peut différer la demande de liquidation de ses droits au regard de la législation de l'un des deux Etats.
2. Lorsque l'intéressé demande la liquidation de ses droits au regard de la législation d'un seul Etat, parce qu'il souhaite différer sa demande au titre d'un régime relevant de la législation de l'autre Etat ou parce qu'il ne remplit pas les conditions d'ouverture des droits au regard de cette dernière législation, la prestation due est liquidée au titre de la législation du premier Etat conformément aux dispositions de l'article 24 de la présente convention.
3. Lorsque l'intéressé demande la liquidation de ses droits qu'il avait différée au regard de la législation de l'autre Etat ou lorsque les conditions, notamment d'âge, requises par cette législation se trouvent remplies, il est procédé à la liquidation de la prestation due au titre de cette législation conformément aux dispositions de l'article 24 de la présente convention sans qu'il soit procédé à la reliquidation de la première prestation.

Article 26 : Durée minimale d'assurance

1. Lorsque les périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'un des deux Etats sont inférieures à un an, aucune prestation n'est due au titre de la législation de cet Etat, sauf si un droit est acquis en vertu de cette seule période.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, ces périodes sont prises en considération pour l'ouverture et le calcul des droits au regard de la législation de l'autre Etat, dans les conditions de l'article 24 de la présente convention, à moins qu'il n'en résulte une diminution de la prestation due au titre de la législation de cet Etat.

Article 27 : Eléments pris en compte pour le calcul de la prestation

Lorsque, d'après la législation de l'un des deux Etats, la liquidation de la prestation s'effectue sur la base d'un salaire ou d'un revenu de référence, l'institution compétente de cet Etat responsable de la liquidation de la prestation prend en considération les salaires ou les revenus constatés pendant les périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique.

Article 28 : Exercice ou reprise d'une activité professionnelle par le pensionné

Si la législation de l'un ou de l'autre Etat subordonne l'octroi ou le service d'une prestation de vieillesse à la condition que l'intéressé cesse d'exercer une activité professionnelle, cette condition n'est pas opposable si l'intéressé exerce une activité ou reprend une activité professionnelle en dehors de l'Etat débiteur de la pension.

Article 29 : Paiement des pensions

1. Les personnes titulaires d'une pension de vieillesse au titre de la législation de l'un ou de l'autre ou des deux Etats ou au titre de la présente convention, bénéficient de cette prestation quel que soit leur lieu de résidence.
2. L'institution débitrice verse directement au bénéficiaire les prestations qui lui sont dues, aux échéances et selon les modalités prévues par la législation qu'elle applique.

Section 2 : Pensions de survivants**Article 30 : Dispositions générales**

1. Les dispositions de la section 1 du présent chapitre sont applicables, par analogie, aux prestations suivantes en faveur des survivants :
 - a) pour la France :
 - à l'allocation veuvage,
 - aux pensions d'invalidité de veuf et de veuve,
 - aux pensions de réversion et à leur équivalents pour les régimes spéciaux,
 - aux pensions d'orphelin ;
 - b) pour le Maroc :
 - aux pensions de veuf ou de veuve (s),
 - aux pensions d'orphelins.
2. Lorsque le décès, ouvrant droit à l'attribution d'une pension de survivants, survient avant que le travailleur ait obtenu la liquidation de ses droits au regard de l'assurance vieillesse, les prestations dues aux ayants droit sont liquidées dans les conditions précisées à l'article 24 de la présente convention.

Article 31 : Dispositions particulières

Si, conformément à son statut personnel, le travailleur ou ancien travailleur avait au moment de son décès plusieurs épouses, les droits à prestations de chacune des épouses survivantes sont examinés dans les conditions suivantes :

1. En ce qui concerne la France :
 - a) quel que soit le lieu de résidence des épouses, les droits de chacune d'elles à l'une ou l'autre des prestations de survivants – autres que celles résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle – prévues par la législation française sont examinés en fonction de son âge et de sa situation ;
 - b) dès lors que les conditions d'ouverture du droit sont réunies, la prestation est attribuée au seul prorata de la durée du mariage selon les modalités fixées par l'arrangement administratif visé à l'article 51 de la présente convention ;
 - c) seul le décès de l'une des épouses peut conduire à la révision des droits liquidés au profit de l'autre ou des autres épouses ;
 - d) dans le cas où, outre les épouses survivantes, le travailleur ou ancien travailleur a eu des conjointes dont il a divorcé et qui ne sont pas remariées, la répartition de la pension de réversion prévue par la législation française s'effectue au prorata des durées de mariage selon les modalités fixées par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention.
2. En ce qui concerne le Maroc: la prestation acquise est répartie également et définitivement entre les épouses survivantes.

Chapitre IV : Allocation décès

Article 32 : Ouverture du droit et service de l'allocation

1. Dans le cas où, pour l'ouverture, le maintien ou le recouvrement du droit à l'allocation décès, les travailleurs ne justifient pas de la durée d'assurance prévue par la législation de l'un des deux Etats, il est fait appel, pour compléter les périodes d'assurance et assimilées accomplies dans cet Etat, aux périodes d'assurance et assimilées antérieurement accomplies sous la législation de l'autre Etat.
2. Lorsque le décès d'un travailleur ou demandeur ou titulaire de pension ou de rente soumis à la législation de l'un des deux Etats survient sur le territoire de l'autre Etat ou d'un Etat tiers, l'institution compétente de chacun des deux Etats contractants examine le droit à l'allocation de décès au titre de la législation qu'elle applique, comme si le décès était survenu sur son territoire.
3. Chaque institution compétente verse l'allocation décès due au titre de sa législation, quel que soit le lieu de résidence du bénéficiaire.

Chapitre V : Assurance invalidité

Article 33 : Levée des clauses de résidence

Les dispositions de l'article 22 de la présente convention sont applicables par analogie au présent chapitre.

Article 34 : Totalisation des périodes et ouverture des droits

1. Le travailleur assuré auprès d'un régime français ou marocain bénéficie des prestations de l'assurance invalidité exclusivement de la part de l'institution dont il relève à la date d'interruption du travail suivie d'invalidité s'il satisfait aux conditions requises pour avoir droit aux prestations au regard de cette législation.
2. Dans le cas où, pour l'ouverture, le maintien ou le recouvrement du droit à ces prestations, les intéressés ne justifient pas de la durée d'assurance prévue par la législation de l'Etat d'affiliation, il est fait appel, pour compléter les périodes d'assurance ou assimilées accomplies dans cet Etat, aux périodes d'assurance ou assimilées antérieurement accomplies dans l'autre Etat.

La totalisation est effectuée conformément aux règles utilisées en matière d'assurance maladie.

3. L'intéressé qui, bien qu'ayant pris une activité dans le nouvel Etat, n'a pas droit aux prestations en application des paragraphes 1 et 2 du présent article bénéficie des prestations auxquelles il a encore droit en vertu de la législation du premier Etat. Ce droit est apprécié, compte tenu le cas échéant, de la totalité des périodes d'assurance accomplies dans les deux Etats antérieurement à la fin d'activité dans le premier Etat.

Article 35 : Calcul et charge de la pension

1. La pension d'invalidité à caractère contributif est liquidée conformément à la législation dont relevait le travailleur au moment où, par suite de maladie ou d'accident, est survenue l'interruption de travail suivie d'invalidité, compte tenu le cas échéant des dispositions de l'article 6 paragraphe 2 de la présente convention.

Lorsque, d'après la législation de l'un des deux Etats, la liquidation de la pension s'effectue sur la base d'un salaire ou d'un revenu de référence, l'institution compétente de cet Etat responsable de la liquidation de la pension prend en considération les salaires ou les revenus, constatés pendant les périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique.

2. Pour déterminer les périodes d'assurance qui doivent servir de base au calcul de la pension d'invalidité marocaine due à un ressortissant français ou marocain ou d'un Etat membre de l'Union européenne lié au Maroc par un instrument de coordination en matière de sécurité sociale, les périodes d'assurance et les périodes assimilées accomplies selon la législation française sont prises en compte comme des périodes d'assurance marocaines pour autant qu'elles ne se superposent pas à ces dernières. Seuls les salaires ayant donné lieu à cotisations

auprès du régime marocain sont pris en compte pour déterminer le salaire annuel moyen.

3. La charge de la pension d'invalidité est supportée en totalité par l'institution dont relevait le travailleur au moment de la réalisation du risque, conformément aux dispositions de la législation qu'elle applique.

Article 36 : Recouvrement du droit à pension, aggravation de l'invalidité

1. Si, après suspension de la pension d'invalidité, l'intéressé recouvre son droit, le service des prestations est repris par l'institution débitrice de la pension primitivement accordée dans les conditions de charge initiales.
2. Si, après suppression de la pension, l'état de l'intéressé justifie l'octroi d'une nouvelle pension d'invalidité, celle-ci est liquidée suivant les règles fixées à l'article 34 de la présente convention.
3. En cas d'aggravation de l'invalidité d'un bénéficiaire d'une pension :
 - a) si l'intéressé, bénéficiaire d'une pension d'invalidité au titre de la législation de l'un des deux Etats, n'a pas été soumis à la législation de l'autre Etat, l'institution débitrice est tenue d'accorder les prestations compte tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.
 - b) si l'intéressé, depuis qu'il bénéficie d'une pension d'invalidité, au titre de la législation de l'un des deux Etats, a été soumis à la législation de l'autre Etat, il conserve le bénéfice de sa pension initiale compte non tenu de l'aggravation intervenue. Au titre de l'aggravation, il peut également bénéficier d'une pension liquidée en application de sa seule législation interne, par le nouvel Etat d'emploi.
 - c) si le bénéficiaire d'une pension visé au b) ci-dessus, ne peut bénéficier au titre de l'aggravation intervenue, d'une pension liquidée, en application de sa seule législation interne, par le nouvel Etat d'emploi, cette aggravation sera prise en charge dans les conditions prévues au a) ci-dessus.

Article 37 : Paiement des pensions

Les dispositions de l'article 29 de la présente convention sont applicables par analogie aux personnes titulaires d'une pension d'invalidité.

Article 38 : Transformation en pension de vieillesse

1. La pension d'invalidité est transformée en pension de vieillesse dès lors que se trouvent remplies les conditions, notamment d'âge, requises par la législation de l'Etat débiteur de cette pension d'invalidité, pour l'attribution d'une pension de vieillesse.

2. La transformation s'effectue dans les conditions prévues par la législation de l'Etat débiteur de la pension d'invalidité.
3. Par exception aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, lorsque la pension d'invalidité a été liquidée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 35 de la présente convention, la pension de vieillesse liquidée conformément aux dispositions de l'article 24 du même texte se substitue à la prestation à la charge du régime marocain.

Chapitre VI : Assurance accidents du travail et maladies professionnelles

Article 39 : Levée des clauses de résidence

1. Lorsque la législation de l'un des deux Etats concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles oppose une condition de résidence dans cet Etat pour l'ouverture ou le maintien des droits, celle-ci n'est pas opposable aux bénéficiaires de la présente convention.
2. Les majorations ou allocations complémentaires accordées en supplément ou en remplacement de rentes d'accidents du travail ou maladies professionnelles en vertu de la législation applicable dans chaque Etat sont attribuées ou maintenues aux personnes visées au paragraphe 1 ci-dessus quel que soit leur lieu de résidence. Les modalités d'application sont fixées dans l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention.

Article 40 : Service des prestations en cas de transfert de résidence

1. Tout travailleur, victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, au Maroc ou en France et qui transfère sa résidence sur le territoire de l'autre Etat, bénéficie, à la charge de l'institution d'affiliation, des prestations en nature de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles. Il doit avoir obtenu l'autorisation de l'institution d'affiliation, laquelle tient dûment compte des motifs de ce transfert.

Les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de la nouvelle résidence, dans des conditions déterminées par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention.

2. Tout travailleur, victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, au Maroc ou en France et qui transfère sa résidence sur le territoire de l'autre Etat continue à bénéficier, à la charge de l'institution d'affiliation, des prestations en espèces de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles prévues par la législation de ladite institution.

Article 41 : Service des prestations aux travailleurs détachés et dans les situations particulières visées à l'article 5

1. Le travailleur visé aux paragraphes 2, 3, 4, 5 alinéa 2, 6 a), 7 alinéas 1 et 3, 8 alinéa 1 et 10 de l'article 5 de la présente convention, victime sur le territoire de l'Etat d'emploi d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle reconnu par la législation appliquée par l'institution compétente, bénéficie des prestations en nature de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles servies directement par cette institution pendant toute la durée de sa résidence dans l'Etat où il est occupé.
2. Toutefois, le service desdites prestations en nature est assuré, si le travailleur en fait la demande, par l'institution de l'Etat de résidence dans les conditions de la législation qu'elle applique lorsque les soins sont reçus dans ce dernier Etat. Dans ce cas, les prestations sont à la charge de l'institution compétente.
3. Le service des prestations en espèces est assuré directement par l'institution compétente.

Article 42 : Rechute

1. L'intéressé, victime d'une rechute de son accident du travail survenu ou de sa maladie professionnelle constatée sur le territoire de l'un des deux Etats, alors qu'il a transféré temporairement ou définitivement sa résidence dans l'autre Etat, a droit au bénéfice des prestations en nature et en espèces de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles servies dans les conditions prévues par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention, à condition qu'il ait obtenu l'accord de l'institution compétente à laquelle il était affilié à la date de l'accident du travail ou de la première constatation de la maladie professionnelle.
2. Le droit est reconnu au regard de la législation qu'applique l'institution à laquelle le travailleur était affilié à la date de l'accident du travail ou de la première constatation de la maladie professionnelle.

Article 43 : Octroi des prothèses et du grand appareillage

L'octroi des prothèses et du grand appareillage, dont la liste figure en annexe de l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention, est subordonné, sauf en cas d'urgence, à l'autorisation de l'institution d'affiliation.

Article 44 : Appréciation du degré d'incapacité : prise en compte des accidents du travail et maladies professionnelles survenus dans l'autre Etat

Pour apprécier le degré d'incapacité permanente résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, selon la législation de l'un des deux Etats, les

accidents du travail et les maladies professionnelles survenus antérieurement dans l'autre Etat sont pris en considération comme s'ils étaient survenus dans le premier Etat.

Article 45: Accidents de trajet au début d'une activité professionnelle

L'accident survenu au travailleur salarié ou assimilé muni d'un contrat de travail, au cours du trajet effectué de la France vers le Maroc ou du Maroc vers la France pour rejoindre son lieu de travail, ouvre droit aux prestations visées par le présent chapitre dans les conditions déterminées par la législation de l'Etat où va débiter son activité professionnelle.

Article 46: Règles particulières applicables aux maladies professionnelles

1. Lorsque la victime d'une maladie professionnelle a exercé successivement dans les deux Etats un emploi susceptible de provoquer ladite maladie, les prestations auxquelles la victime ou ses survivants peuvent prétendre sont accordées exclusivement au titre de la législation de l'Etat dans lequel l'emploi en cause a été exercé en dernier lieu, et sous réserve que l'intéressé remplisse les conditions prévues par cette législation.
2. Si l'octroi des prestations par la législation de l'un des deux Etats est subordonné à la condition qu'une activité susceptible de provoquer la maladie considérée ait été exercée pendant une certaine durée, l'exercice de cette activité dans l'autre Etat est pris en compte comme si cette activité avait été accomplie sous la législation du premier Etat. Le montant de la prestation ainsi calculé est entièrement à la charge de l'Etat où l'intéressé a exercé en dernier lieu l'emploi susceptible de provoquer ladite maladie.
3. Lorsque la législation applicable dans l'un des deux Etats subordonne le bénéfice des prestations de maladie professionnelle à la condition que la maladie considérée ait été constatée médicalement pour la première fois sur le territoire de cet Etat, cette condition est réputée remplie lorsque la maladie a été constatée pour la première fois sur le territoire de l'autre Etat.

Article 47: Aggravation de la maladie professionnelle

En cas d'aggravation d'une maladie professionnelle réparée en vertu de la législation de l'un des deux Etat, alors que la victime réside sur le territoire de l'autre Etat, les règles suivantes sont applicables :

- a) Si l'intéressé n'a pas exercé dans l'Etat de sa nouvelle résidence un emploi susceptible d'aggraver cette maladie professionnelle réparée, l'institution du premier Etat prend à sa charge l'aggravation de la maladie dans les termes de sa propre législation.

- b) Si l'intéressé a exercé dans l'Etat de sa nouvelle résidence un emploi susceptible d'aggraver cette maladie professionnelle réparée :
- l'institution du premier Etat conserve à sa charge la prestation due à l'intéressé en vertu de sa propre législation comme si la maladie professionnelle n'avait subi aucune aggravation ;
 - l'institution de l'autre Etat prend à sa charge le supplément de prestations correspondant à l'aggravation. Le montant de ce supplément est alors déterminé selon la législation de ce dernier Etat comme si la maladie professionnelle s'était produite sur son propre territoire; il est égal à la différence entre le montant de la prestation due après l'aggravation et le montant de la prestation qui aurait été due avant l'aggravation.

Article 48 : Rentes de survivants

1. En cas de décès directement lié à un accident du travail ou à une maladie professionnelle et si, conformément à son statut personnel, la victime avait plusieurs épouses, la rente due au conjoint survivant est répartie également et définitivement entre les épouses.
2. La rente due aux orphelins est servie par l'institution débitrice à la personne physique ou morale qui en a la charge.

Article 49 : Paiement des rentes

Les dispositions de l'article 29 de la présente convention sont applicables par analogie aux personnes titulaires d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Titre III : Autres dispositions

Chapitre 1^{er} : Dispositions financières

Article 50 : Remboursements

L'institution compétente rembourse à l'institution de l'Etat de résidence ou de séjour les prestations en nature des assurances maladie et maternité, accidents du travail ou maladies professionnelles servies pour son compte en application des articles 7 à 12, 14 paragraphe 3, 15, 16 paragraphes 1, 2, 4 et 5, 17, 18, 40, 41 paragraphe 2, 42 et 43. Ce remboursement s'effectue sur présentation semestrielle de relevés individuels de dépenses effectives, par l'intermédiaire des organismes de liaison des deux Etats. Les modalités de remboursement sont fixées par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention.

Chapitre II : Dispositions diverses

Article 51 : Arrangement administratif général

1. Un arrangement administratif général, arrêté par les autorités compétentes des deux Etats contractants, fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente convention.
2. Dans l'arrangement visé au paragraphe premier du présent article sont désignés les organismes de liaison des deux Etats contractants.
3. Les modèles de formulaires nécessaires à la mise en œuvre de la présente convention sont annexés à l'arrangement administratif général visé au paragraphe premier du présent article.
4. Les autorités compétentes des deux Etats contractants prennent tous arrangements administratifs complétant ou modifiant l'arrangement administratif général visé au paragraphe premier du présent article.

Article 52 : Commission mixte et règlement des différends

1. Une commission mixte, composée des représentants des autorités compétentes de chaque Etat, est chargée de suivre l'application de la présente convention et d'en proposer les éventuelles modifications. Cette commission mixte se réunit, en tant que de besoin, à la demande de l'un ou de l'autre Etat, alternativement en France et au Maroc.
2. Les difficultés relatives à l'application et/ou à l'interprétation de la présente convention sont réglées par la commission mixte. Dans le cas où il n'est pas possible d'arriver à une solution par cette voie, le différend est réglé d'un commun accord par les Gouvernements des deux Etats.

Article 53 : Information, entraide administrative et protection des données à caractère personnel

1. Les autorités compétentes des deux Etats se communiquent toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente convention ainsi que sur les modifications de leurs législations susceptibles d'affecter cette application.
2. Les autorités et les institutions compétentes des deux Etats se prêtent gratuitement leurs bons offices pour l'application de la présente convention comme s'il s'agissait de l'application de leurs propres législations. Seul l'engagement de frais auprès de tiers donne lieu à remboursement desdits frais.
3. Les autorités administratives compétentes des deux Etats adoptent un accord particulier afin d'offrir des garanties adéquates concernant la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes lors du transfert de données à caractère personnel.

Article 54: Examens médicaux et expertises médicales

1. Les examens médicaux -contrôles médicaux ou interventions d'un médecin spécialiste concernant des personnes qui séjournent ou résident sur le territoire de l'autre Etat sont effectués à la demande de l'institution compétente ou, dans les cas prévus par l'arrangement administratif général visé à l'article 51 de la présente convention, directement par l'institution du lieu de séjour ou de résidence. Les frais engagés incombent à l'institution compétente. Toutefois, ils ne sont pas remboursés lorsque ces examens sont effectués dans l'intérêt des institutions des deux Etats.
2. Les expertises médicales réalisées dans le cadre d'un contentieux et prévues par la législation de l'un des deux Etats peuvent être effectuées sur le territoire de l'autre Etat. L'institution de cet Etat prête ses bons offices pour la réalisation de ces expertises, notamment :
 - en mettant à la disposition des institutions de l'autre Etat une liste des experts agréés ou en désignant à leur demande des experts ;
 - en réglant les frais afférents aux expertises qui lui seront intégralement remboursés par l'institution compétente de l'autre Etat.
3. Les frais visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont remboursés selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 50 de la présente convention.

Article 55: Langues de communication

1. Les actes, documents ou pièces quelconques adressés pour l'application de la présente convention par les bénéficiaires de cette convention aux organismes, autorités et juridictions compétentes en matière de sécurité sociale en France ou au Maroc, sont valablement rédigés dans la langue officielle de l'un ou de l'autre Etat.
2. En vue de l'application de la présente convention, les autorités compétentes, les institutions compétentes et les organismes de liaison des deux Etats peuvent communiquer en français, directement entre eux avec les intéressés ou avec les mandataires de ces derniers.

Article 56: Exemption de taxes et dispense de légalisation

1. Toute exemption ou réduction de taxes, de droits de timbre, de frais judiciaires ou de frais d'enregistrement des actes ou des documents requis, prévue par la législation de l'un des deux Etats est étendue également aux actes et aux documents requis en vertu de la présente convention ou de la législation de l'autre Etat.
2. Tous les actes, documents ou autres pièces de nature officielle, à produire aux fins de l'application de la présente convention, sont dispensés de légalisation ou de toute autre formalité similaire.

Article 57: Introduction des demandes, déclarations ou recours

Les demandes, déclarations ou recours, introduits en vue de l'application de la présente convention, auprès d'une autorité compétente, institution compétente ou organisme de liaison de l'un des deux Etats sont considérés comme des demandes, déclarations ou recours introduits auprès de l'autorité compétente, institution compétente ou organisme de liaison correspondants de l'autre Etat.

Article 58: Monnaies de paiement

1. Les institutions effectuent le versement des prestations dans la monnaie de leur Etat.
2. Les paiements effectués entre institutions en application de la présente convention le sont dans la monnaie de l'Etat destinataire de ces paiements.

Article 59: Répétition de l'indu

Lorsque l'institution de l'un des deux Etats a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique, demander à l'institution de l'autre Etat débitrice de prestations de même nature en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les sommes que celle-ci verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue sur les prestations de même nature dans les conditions et limites prévues pour une telle compensation par la législation qu'elle applique comme s'il s'agissait de sommes versées en trop par elle-même et transfère le montant retenu à l'institution créancière.

Article 60: Recouvrement de cotisations

1. Le recouvrement de cotisations dues à une institution de l'un des deux Etats peut être opéré sur le territoire de l'autre Etat, suivant la procédure administrative et avec les garanties et privilèges applicables au recouvrement des cotisations dues de ce dernier Etat.
2. Les décisions exécutoires des instances judiciaires et des autorités administratives concernant le recouvrement de cotisations, d'intérêts et de frais fixés en vertu de l'un des deux Etats, qui ne sont plus susceptibles de recours, sont mises à exécution à la demande de l'institution compétente sur le territoire de l'autre Etat selon les procédures prévues par la législation de ce dernier Etat. Ces décisions sont déclarées exécutoires sur le territoire de l'Etat dans lequel est établie l'institution requise par l'instance compétente dans la mesure où la législation de cet Etat l'exige.
3. En cas d'exécution forcée liée à une procédure collective ou à une faillite, les créances de l'institution de l'un des deux Etats bénéficient, dans l'autre Etat, de

privilèges identiques à ceux que la législation de ce dernier Etat accorde sur son territoire aux créances de même nature.

4. Les modalités d'application des dispositions du présent article seront réglées, au besoin, par voie d'accords entre les deux Etats contractants.

Article 61 : Recours contre tiers

Si une personne bénéficie de prestations en vertu de la législation d'un des deux Etats pour un dommage résultant de faits survenus sur le territoire de l'autre Etat, les droits éventuels de l'institution débitrice à l'encontre du tiers tenu à la réparation du dommage sont réglés de la manière suivante :

- a) lorsque ladite institution est subrogée, en vertu de la législation qu'elle applique, dans les droits que le bénéficiaire détient à l'égard du tiers, cette subrogation est reconnue par l'autre Etat ;
- b) lorsque ladite institution a un droit direct à l'égard du tiers, l'autre Etat reconnaît ce droit.

Chapitre III : Dispositions transitoires et finales

Article 62 : Abrogation et mesures transitoires

1. Par l'entrée en vigueur de la présente convention, sont abrogés, entre la République française et le Royaume du Maroc :
 - la convention générale de sécurité sociale du 9 juillet 1965 et l'ensemble de ses avenants ;
 - le protocole n° 1 du 9 juillet 1965 relatif à l'octroi de l'allocation aux vieux travailleurs salariés de la législation française aux ressortissants marocains ;
 - le protocole n° 2 du 9 juillet 1965 relatif au régime d'assurances sociales des étudiants ;
 - l'accord complémentaire signé à Rabat le 7 mai 1976 relatif au régime de sécurité sociale des marins modifié par l'avenant n° 1 à l'accord complémentaire signé à Paris le 21 mai 1979 ;
 - l'échange de lettres du 7 mai 1976 relatif au régime de sécurité sociale des marins ;
 - la convention de coordination du 31 mars 1961 relative à l'accession des salariés français du Maroc et de Tunisie au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse ;
 - le protocole relatif aux modalités d'application de la convention du 31 mars 1961 ;

- le protocole n° 3 du 9 juillet 1965 relatif aux règlements financiers rattachés à des opérations de sécurité sociale ou de prévoyance sociale ;
 - l'échange de lettres administratives du 23 juin 1972 relatif au transfert, du Maroc en France, des cotisations de rachat d'assurance volontaire dues au titre de la législation française sur l'assurance vieillesse ;
 - l'échange de lettres administratives du 15 janvier 1977 relatif au transfert, du Maroc en France, des cotisations de sécurité sociale et d'assurance chômage dues au titre de la législation française par des travailleurs salariés résidant au Maroc.
2. Les droits liquidés sous l'empire de la convention du 9 juillet 1965 et des autres textes listés au paragraphe 1 du présent article demeurent acquis.
 3. Les demandes de prestations formulées avant l'entrée en vigueur de la présente convention, mais n'ayant pas donné lieu, à cette date, à une décision, sont examinées au regard de la convention du 9 juillet 1965 et de la présente convention. La solution la plus favorable pour l'assuré est retenue.

Article 63 : Entrée en vigueur de la convention

Chacun des Etats contractants notifie à l'autre, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures législatives et constitutionnelles requises en ce qui le concerne pour l'entrée en vigueur de la présente convention. Celle-ci prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

Article 64 : Durée de la convention

1. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par l'un ou l'autre des Etats contractants. La convention cessera de produire ses effets à l'expiration d'un délai de douze mois à partir de la date de notification, par la voie diplomatique, de la dénonciation.
2. En cas de dénonciation, les stipulations de la présente convention restent applicables aux droits acquis.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

Fait à Marrakech, le 22 octobre 2007, en deux exemplaires originaux, en langues arabe et française, les deux textes faisant également foi.

*
* * *

Protocole annexe à la convention de sécurité sociale relatif au libre transfert des cotisations à la caisse des français de l'étranger

Le gouvernement du royaume du Maroc, d'une part,

et

Le gouvernement de la République française, d'autre part,

Ci-après dénommés les Etats contractants,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er} : Champ d'application

Le présent protocole établit le libre transfert des cotisations d'assurance volontaire dans les situations où celui-ci n'est pas prévu par la convention de sécurité sociale.

Il s'applique aux personnes ayant adhéré et cotisant auprès de la Caisse des Français de l'Etranger.

Article 2 : Reconnaissance du principe du libre transfert

Le gouvernement du Royaume du Maroc reconnaît, au bénéfice des personnes résidant au Maroc qui sont affiliées à la Caisse des Français de l'Etranger le principe du libre transfert en France de leurs cotisations auprès de cette Caisse. Cette reconnaissance ne les exonère pas de l'obligation de cotiser au régime d'assurance obligatoire prévu par la législation marocaine, dès lors qu'ils en remplissent les conditions.

Article 3 : Entrée en vigueur

Chacun des Etats contractants notifie à l'autre, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures législatives et constitutionnelles requises en ce qui le concerne pour l'entrée en vigueur du présent Protocole. Celui-ci prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

Article 4 : Durée du protocole

1. Le présent Protocole est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé par l'un ou l'autre des Etats contractants. Le Protocole cessera de produire ses effets à l'expiration d'un délai de douze mois à partir de la date de notification, par la voie diplomatique, de la dénonciation.
2. En cas de dénonciation, les stipulations du présent Protocole restent applicables aux droits acquis.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Marrakech, le 22 octobre 2007, en deux exemplaires originaux, en langues arabe et française. Les deux textes faisant également foi.

Enseignement pour les élèves marocains résidant en France

- **Dahir n° 1-90-108 du 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l'Accord fait à Paris le 8 safar 1404 (14 novembre 1983) entre le Royaume du Maroc et la République française concernant la coopération dans le domaine de l'enseignement pour les élèves marocains résidant en France (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Paris le 8 safar 1404 (14 novembre 1983) entre le Royaume du Maroc et la République française concernant la coopération dans le domaine de l'enseignement pour les élèves marocains résidant en France ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A décidé ce qui suit :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Paris le 8 safar 1404 (14 novembre 1983) entre le Royaume du Maroc et la République française concernant la coopération dans le domaine de l'enseignement pour les élèves marocains résidant en France.

Fait à Rabat, le 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

Abbas El Fassi.

*

* *

(1) *B.O.* n° 6092 du 18 octobre 2012.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6090 du 24 kaada 1433 (11 octobre 2012).

Accord entre le Royaume du Maroc et la République française concernant la coopération dans le domaine de l'enseignement pour les élèves marocains résidant en France

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

le Gouvernement de la République française

Désireux de resserrer leurs liens d'amitié, d'approfondir la compréhension entre les peuples français et marocains et d'intensifier leur coopération dans le domaine de l'éducation,

Considérant que l'enseignement du français au Maroc et de l'arabe en France sont de nature à favoriser les échanges souhaités entre civilisations

Convaincus de ce que le maintien des enfants vivant à l'étranger dans la connaissance de leur langue et de leur culture constitue un facteur essentiel de l'épanouissement de leur personnalité et d'adaptation à leur milieu de vie ainsi qu'un élément important pour leur réinsertion dans leur pays d'origine.

Sont convenus des dispositions suivantes :

Chapitre I: Enseignement primaire

Article 1

En accord avec les familles les autorités scolaires françaises organisent en coopération avec les Autorités marocaines à l'intention des élèves marocains inscrits dans les écoles primaires en France, un enseignement se rapportant à la langue arabe, à la connaissance de leur pays et de leur culture.

Article 2

Cet enseignement est dispensé indistinctement le matin ou l'après-midi pour assurer le plein emploi du corps enseignant marocain. Il est intégré à l'horaire officiel des programmes français sur la base d'un horaire minimum de 3 heures hebdomadaires.

Article 3

Les résultats obtenus par les enfants marocains dans les activités prévues à l'article 1 sont pris en compte au même titre que les autres disciplines dans l'appréciation générale de leur travail scolaire. Ils sont inscrits sur le livret scolaire et portés à la connaissance des familles.

Article 4

Afin de garantir une cohérence globale entre les enseignements régulièrement dispensés dans les écoles françaises et les enseignements visés à l'article 1, les deux Parties décident d'organiser une coopération pédagogique. Pour l'élaboration des manuels et instruments didactiques la procédure est la suivante: la Partie marocaine communique à la Partie française en vue des réunions du groupe de travail mixte prévu à l'article 16 les programmes qu'elle a élaborés. Les modalités de leur mise en oeuvre sont arrêtées conjointement par les deux Parties.

Article 5

Les enseignants désignés par le Maroc dans le cadre du présent accord font l'objet d'une présentation aux Autorités françaises par les voies administratives régulières, ils sont intégrés dans l'équipe éducative de l'école après installation par l'inspecteur d'académie et sont affectés à une école de rattachement. Ils sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans les établissements où ils exercent.

Article 6

Les autorités pédagogiques des deux pays assurent conjointement la formation continue et le contrôle des personnels enseignants marocains exerçant dans les écoles françaises.

Par ailleurs la Partie française facilite dans la mesure du possible la participation des enseignants marocains aux séminaires, stages et rencontres pédagogiques organisés à l'intention du personnel français notamment dans le domaine des techniques modernes d'éducation, afin de renforcer et de rénover les enseignements en arabe.

Article 7

Un enseignement se rapportant à la langue arabe, à la connaissance du Maroc et de sa culture peut être organisé par les établissements français, à l'intention des élèves marocains, sous forme d'activités scolaires différées en coopération avec les Autorités marocaines.

Chapitre II : Enseignement secondaire, technique et professionnel

Article 8

Les élèves marocains inscrits dans les établissements français du second degré (collèges, lycées d'enseignement professionnel, lycées) sont informés de la possibilité de choisir l'arabe comme première, deuxième ou troisième langue.

Article 9

Les élèves n'ayant pu bénéficier des dispositions de l'article 8 ci-dessus, peuvent être appelés à suivre dans les collèges et les lycées d'enseignement professionnel des cours d'arabe et de civilisation marocaine en dehors des heures de classe. Ces cours sont dispensés par des enseignants marocains désignés à cet effet.

Chapitre III : Personnel enseignant**Article 10**

Le Gouvernement du Maroc, désigne et rémunère les enseignants marocains titulaires des cadres du Ministère marocain de l'éducation nationale en fonction des besoins. La mission de ces enseignants est une mission limitée dont la durée sera définie par les deux Parties. Ces enseignants bénéficient des dispositions mentionnées dans la Convention générale de la Sécurité Sociale du 9 juillet 1965.

Article 11

Le Gouvernement français réserve aux enseignants marocains exerçant en France la même protection que celle accordée au personnel enseignant français.

Article 12

Les enseignants marocains bénéficient des dispositions relatives à la délivrance par le Ministère des relations extérieures de la carte « En mission » qui les place en situation de mission éducative en France.

Chapitre IV : Dispositions générales**Article 13**

Les Autorités marocaines peuvent être autorisées à organiser des examens en France et à délivrer des diplômes aux ressortissants marocains.

Les Autorités françaises compétentes accordent à cet effet les facilités nécessaires, notamment par la mise à disposition de salles d'examens.

Article 14

Les Parties contractantes encouragent la coopération directe en matière d'échanges de documents pédagogiques et de formation du personnel enseignant. Il peut être organisé à cet effet, un programme de coopération pédagogique comportant des études, des recherches et travaux en commun se rapportant à l'enseignement de

l'arabe, dans les écoles primaires et les établissements secondaires en France. Ce programme est examiné par le groupe de travail mixte prévu à l'article 16.

Article 15

Les manuels et les documents pédagogiques (cartes, films éducatifs, destinés aux enseignements qui font l'objet de l'accord) peuvent être importés en franchise selon une procédure figurant en annexe.

Article 16

Pour assurer la bonne application de cet accord, un groupe de travail franco-marocain est créé. Il a pour mission d'arrêter un programme d'application et de décider toutes actions nécessaires en vue de la mise en oeuvre des articles précités. Le groupe de travail dont les membres sont choisis par leurs gouvernements respectifs se réunit deux fois par an. Une réunion se tient au printemps en vue de la préparation de la rentrée scolaire de façon à permettre aux Autorités françaises de mettre en place en temps voulu les enseignements.

Article 17

Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des formalités requises par sa constitution pour l'entrée en vigueur du présent accord laquelle interviendra le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière de ces notifications.

Fait à Paris, le 14 novembre 1983, en double exemplaires chacun en français et en arabe, les deux textes faisant également foi.

*

* *

Annexe

Les livres et documents pédagogiques en langue arabe provenant du Maroc mis en place par les Autorités marocaines pour assurer les enseignements prévus par le présent accord, soit dans le cadre des activités scolaires régulières ou «différées» des écoles, soit en dehors des horaires normaux dans les établissements secondaires français sont admis en dispense de droits et taxes d'importation

L'octroi de ce régime est subordonné pour chaque opération au dépôt préalable d'une demande signée par le responsable de l'organisme centralisateur qui sera désigné d'un commun accord à cet effet.

Cette demande doit indiquer la répartition des livres et matériels par établissement destinataire et comporter l'engagement de les acheminer sur la destination déclarée.

Les livres demeurent la propriété du Royaume du Maroc jusqu'au moment où ils sont, le cas échéant, rends contre décharge aux familles intéressées.

Les livres et matériels ayant bénéficié de ces exonérations ne peuvent être ni cédés ni prêtés à d'autres personnes qu'aux élèves, à titre gratuit ou onéreux sans accord préalable des administrations nationale compétentes.

□ IRAK

Main-d'œuvre

- **Dahir n° 1-83-314 du 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986) portant publication de la convention de coopération en matière de main-d'œuvre entre le Royaume du Maroc et la République d'Irak, faite à Bagdad le 14 rejeb 1401 (20 mai 1981) (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majeste Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention de coopération en matière de main-d'œuvre entre le Royaume du Maroc et la République d'Irak, faite à Bagdad le 14 rejeb 1401 (20 mai 1981);

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de ladite convention, fait à Rabat le 20 moharrem 1404 (27 octobre 1983),

A décidé ce qui suit :

Article premier

Sera publiée au *Bulletin officiel*, telle qu'elle est annexée au présent dahir, la convention de coopération en matière de main-d'œuvre entre le Royaume du Maroc et la République d'Irak, faite à Bagdad le 14 rejeb 1401 (20 mai 1981) (2).

Article 2

Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

D^r Azzeddine Laraki.

(1) *B.O.* n° 4032 du 7 février 1990.

(2) Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4032 du 10 rejeb 1410 (7 février 1990).

المادة 3

أولاً: يعين كل من الطرفين المتعاقدين هيئة مختصة لتنفيذ أحكام هذه الاتفاقية بالنيابة عن كل منهما وتقوم هاتان الهيئتان بالتعاون فيما بينهما لتنظيم انتقال العمال والإشراف عليه مع تقديم المقترحات الخاصة بشأن تطوير التعاون في هذا المجال بين القطرين.

ثانياً: تكون كل من وزارة العمل والشؤون الاجتماعية المؤسسة العامة للعمل والتدريب المهني في العراق ووزارة الشغل والتكوين المهني في المغرب السلطة المختصة المسؤولة عن تنفيذ قرارات وتوصيات الهيئة المختصة المنصوص عليها في البند (أولاً) من هذه المادة.

المادة 4

تتبادل الهيئتان المشار إليهما في المادة الثالثة المعلومات والبيانات الضرورية لتسهيل انتقال العمال بين البلدين بصورة منتظمة ودورية.

المادة 5

تقوم الهيئة المختصة لدى الطرف المتعاقد الراغب في استخدام العمال بإعلام الهيئة المختصة للطرف المتعاقد الآخر عن عدد العمال الذي تحتاجه مع بيان إختصاصاتهم وتزويدها بالمعلومات التالية:

أولاً: وصف العمل:

ثانياً: مكان العمل:

ثالثاً: الأجر المقطوع والامتيازات والمخصصات الأخرى:

رابعاً: شروط العمل:

خامساً: مدة العقد وتاريخ مباشرة العمل:

سادساً: تسهيلات السكن والمعيشة.

المادة 6

تقوم الهيئة المختصة للطرف المتعاقد الذي يرسل العمال بإعلام الهيئة المختصة لدى الطرف المتعاقد الآخر خلال فترة شهرين من تاريخ استلام الطلب عن مدى توفر الأيدي العاملة بالأوصاف المطلوبة والعدد الذي يمكن تشغيله لدى الطرف المتعاقد الآخر.

المادة 7

تلتزم الهيئة المختصة للطرف المتعاقد الذي يرسل العمال بإجراء الفحوص الطبية اللازمة للعمال المرشحين للعمل لدى الطرف المتعاقد الآخر للتأكد من لياقتهم الصحية والبدنية وقدرتهم على العمل.

المادة 8

تلتزم الهيئة المختصة للطرف المتعاقد الذي يرسل العمال بتهيئة المرشحين للعمل لدى الطرف المتعاقد الآخر وتشارك الجهة المختصة للطرف المتعاقد الذي يستخدمهم في عمليات الاختبار قصد التثبت من الكفاءة المهنية للمرشحين وفي حالة القيام باختبارات تطبيقية تستلزم إستعمال أجهزة ومواد وخبرات فنية للكشف عن القدرات المهنية الفعلية لدى المرشحين فإن جميع التكاليف لهذا الغرض يتحملها الطرف المتعاقد الذي يستخدم العمال.

المادة 9

على السلطة المختصة للطرف المتعاقد الذي يرسل العمال أن تتأكد من أصطحاب العامل المتوجه للعمل لدى الطرف المتعاقد الآخر كل الوثائق الخاصة بالمؤهلات الدراسية والمهنية والشهادة الطبية وجواز سفر نافذ لمدة

ظهير شريف رقم 1.83.314 صادر في 11 من ربيع الأول 1407 (14 نوفمبر 1986) بنشر اتفاقية التعاون في مجال اليد العاملة بين المملكة المغربية والجمهورية العراقية الموقعة في بغداد بتاريخ 14 من رجب 1401 (20 ماي 1981). (1)

الحمد لله وحده

الطابع الشريف - بداخله:

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهرنا الشريف هذا أسماؤه الله وأمره أننا:

بناء على اتفاقية التعاون في مجال اليد العاملة بين المملكة المغربية والجمهورية العراقية الموقعة في بغداد بتاريخ 14 من رجب 1401 (20 ماي 1981):

وبناء على محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة المحرر بالرباط يوم 20 من محرم 1404 (27 أكتوبر 1983):

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي:

الفصل الأول

تنشر بالجريدة الرسمية، مضافة إلى ظهرنا الشريف هذا، اتفاقية التعاون في مجال اليد العاملة بين المملكة المغربية والجمهورية العراقية الموقعة في بغداد بتاريخ 14 من رجب 1401 (20 ماي 1981).

الفصل الثاني

ينشر ظهرنا الشريف هذا بالجريدة الرسمية، وحده بالرباط في 11 من ربيع الأول 1407 (14 نوفمبر 1986).

وقعه بالعطف:

الوزير الأول،

الإمضاء: الدكتور عز الدين العراقي.

اتفاقية تعاون في مجال اليد العاملة بين المملكة المغربية والجمهورية العراقية

ان حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية العراقية، إستجابة منهما لمقتضيات التكامل الاقتصادي والاجتماعي بين الدول الغربية، وتوثيقاً لعرى الاخوة والمحبة التي تربط بين القطرين العربيين الشقيقين العراقي والمغربي بما ينسجم والمصلحة المشتركة لكليهما، ورغبة منهما في تنظيم تعاونهما في مجال انتقال الايدي العاملة بينهما.

فقد اتفقتا على ما يلي:

المادة 1

يتعهد الطرفان المتعاقدان بالعمل على تشجيع وتنشيط إنتقال الايدي العاملة، وفقاً لاحتياجات وأنظمة كل منهما.

المادة 2

يتخذ الطرفان المتعاقدان جميع الخطوات الضرورية لتسيير الاجراءات الرسمية الخاصة بتنقل الايدي العاملة فيما بينهما.

المادة 15

يجوز إنهاء العقد المبرم مع العامل من قبل صاحب العمل أو الإدارة في إحدى الحالتين التاليتين :

أولا : إذا ثبت بصورة قطعية لصاحب العمل أو الإدارة المعنية خلال ثلاثة أشهر من تاريخ مباشرته عدم كفاءة العامل أو عجزه عن القيام بالعمل المناط به المنصوص عليه في العقد وتتحمل الجهة صاحبة العمل التي اختبرته نفقات عودته ؛
ثانيا : إذا مرض العامل وظهر بتقرير من لجنة طبية مختصة احتمال استمرار مرضه لمدة تزيد على أربعة أشهر يتم تسفيره وفق الفقرة (أولاً) من المادة الحادية عشرة من هذه الاتفاقية.

المادة 16

في حالة حصول نزاع بين صاحب العمل أو الإدارة والعامل يعرض ذو العلاقة النزاع على الجهة المختصة في البلد المضيف للوصول إلى تسويته ، وإذا تعذر الوصول إلى حل ودي يحال النزاع على الجهات القضائية طبقاً للإجراءات القانونية المتبعة في ذلك البلد.

المادة 17

يحق للعامل الذي يتم تشغيله بموجب هذه الاتفاقية تحويل نسبة من دخله إلى بلده حسب تشريعات التحويل الخارجي في البلد الذي يعمل فيه.

المادة 18

للعامل الذي يتم تشغيله بموجب هذه الاتفاقية أن يلحق به أفراد عائلته الذين يعيلهم قانوناً بموافقة صاحب العمل أو الإدارة والهيئة المختصة ويتخذان بدورهما إجراءات تسهيل استقدامهم.

المادة 19

تؤلف لجنة مشتركة من أعضاء الهيئتين المختصتين المشار إليهما في المادة الثالثة من هذه الاتفاقية وتعقد لقاءات دورية في عاصمة أحد البلدين ولمدة واحدة في كل سنة لغرض متابعة تنفيذ الاتفاقية وتسوية مختلف الصعوبات الناجمة عن تطبيقها ودراسة القضايا المتعلقة بانتقال العمال بين البلدين وتشغيلهم وتقديم الاقتراحات الضرورية لتسهيل ذلك .

المادة 20

تهدف هذه الاتفاقية وفقاً للإجراءات الدستورية المتبعة لدى كل من الطرفين المتعاقدين وتبقى سارية المفعول لمدة ثلاث سنوات وتتجدد تلقائياً لنفس المدة ما لم يقدم أحد الطرفين المتعاقدين إشعاراً خطياً إلى الطرف الآخر قبل ستة أشهر على الأقل من تاريخ انتهاء مفعولها بيدي رغبته في عدم تجديدها.

المادة 21

تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ من تاريخ تبادل وثائق التصديق بين الطرفين المتعاقدين.

لا تقل عن ثلاثة أشهر من تاريخ السفر ومن جهة أخرى تزود السلطة المختصة للطرف المتعاقد الذي يستخدم العمال القادمين إليه بجميع الوثائق التي يقتضيها تشريع العمل في ذلك البلد.

المادة 10

أولاً : تحدد شروط وظروف اشتغال العمال الذين يتم استخدامهم بموجب هذه الاتفاقية بعقد عمل فردي يوقع من قبل العامل وصاحب العمل أو الإدارة المعنية أو من ينوب عنهما وفقاً للنموذج المرفق بهذه الاتفاقية ويصدق من قبل السلطتين المختصتين لكلا الطرفين المتعاقدين ويحرر بأربع نسخ تسلّم إحداها إلى العامل والثانية إلى صاحب العمل أو الإدارة المعنية وتسلم النسختان الثالثة والرابعة إلى السلطتين المختصتين لكلا الطرفين المتعاقدين.

ثانياً : يكون التعاقد على أساس مدة أربعة وعشرين شهراً ويجوز للهيئتين المشار إليهما في المادة الثالثة من هذه الاتفاقية تحديد مدة للتعاقد أقل من المدة المذكورة حسب طبيعة العمل.

المادة 11

أولاً : تقوم السلطة المختصة للطرف المتعاقد الذي يرسل العمال بتنظيم عملية تسفيرهم من بلدهم الأصلي إلى بلد الطرف الذي يستخدمهم ويتحمل صاحب العمل أو الإدارة التي تستخدم العمال نفقات سفر العامل وإعادته إلى بلده بعد إنتهاء مدة عقد العمل بخلاف حالة ترك العامل الخدمة بدون إنذار سابق قبل اكتماله مدة العقد لأي سبب كان عدا الحالات المرضية التي تمنعه من الاستمرار في مزاولة عمله بموجب تقارير طبية رسمية.

ثانياً : تلتزم السلطة المختصة للطرف المتعاقد المضيف بالتنسيق مع الإدارات وأصحاب العمل الذين سيعمل لديهم العمال بتوفير الظروف الملائمة للعمل والسكن مع إرسالهما قائمة بأسماء العمال الذين التحقوا بمراكز عملهم إلى سفارة الطرف المتعاقد الآخر.

المادة 12

أولاً : يشمل العمال الذين يتم تشغيلهم بموجب هذه الاتفاقية بنفس المعاملة والامتيازات والحقوق والواجبات المقررة لعمال البلد الذي يعملون فيه طبقاً لتشريعات العمل في ذلك البلد ، إضافة إلى الامتيازات العامة الأخرى التي يتمتع بها العمال العرب فيه ؛

وفي ميدان الضمان الاجتماعي يتمتع العمال بنفس المزايا والحقوق الممنوحة لعمال البلد الذي يعملون فيه وينظم ذلك بموجب اتفاق بين الجهتين المختصتين بالضمان الاجتماعي للعمال في كلا البلدين ؛

ثانياً : في حالة عدم إمكان توفير السكن الملائم مجاناً من قبل صاحب العمل أو الإدارة التي تستخدم العمال فعندئذ يمنح العامل مخصصات شهرية يحدد مقدارها في عقد العمل.

المادة 13

يتعهد العمال الذين يتم تشغيلهم بموجب هذه الاتفاقية بالتقيد بالقوانين والانظمة النافذة في البلد المضيف طيلة مدة خدمتهم.

المادة 14

يجوز تمديد مدة عقد خدمة العمال المشتغلين بموجب هذه الاتفاقية في حالة موافقة طرفي العقد ويتم ذلك بموجب حاشية تذكر في ظهر العقد يوقعها الطرفان المذكوران يبين فيها التاريخ الجديد لبداية العقد وانتهائها ويتم تمديد العقد قبل مدة (45) يوماً من تاريخ إنتهائه.

- 1 - يقبل الطرف الثاني العمل لدى الطرف الاول في مهنة بأجر شهري قدره وذلك لمدة
- 2 - ويخضع لاشرف وتوجيه الطرف الاول في مجال عمله .
- يلتزم الطرف الثاني بالعمل لدى الطرف الاول في العمل المشار اليه اعلاه وفقاً لتشريعات العمل لدى الطرف الاول وبأن يلتحق بالعمل خلال 45 يوماً منذ توقيع العقد وبخلافه يعتبر العقد مفسوخاً باستثناء حالات القوة القاهرة .
- 3 - يلتزم الطرف الثاني بالعمل في المكان الذي يحدده الطرف الاول على أن يوفر هذا الاخير له السكن في موقع العمل بدون مقابل .
- 4 - يتعهد الطرف الثاني بعدم تدخله في الشؤون السياسية ومراعاته للتقاليد والعادات المحلية .
- 5 - يلتزم الطرف الاول بمنح الطرف الثاني اجازة سنوية حسب تشريعات العمل في بلد الطرف الاول .
- 6 - ان لا يمارس الطرف الثاني اي عمل آخر بأجر او نشاطات تجارية عدا ما نص عليه صراحة في هذا العقد .
- 7 - يعمل بهذا العقد ابتداء من يوم وصول الطرف الثاني الى اقليم الطرف الاول ويبدأ استحقاق الاجر من يوم مباشرته العمل وذلك في اليوم التالي لوصوله الى مقر العمل .
- حرر هذا العقد بأربع نسخ ووقع عليه الطرفان المتعاقدان بتاريخ
- توقيع الطرف الاول : توقيع الطرف الثاني :

المادة 22

تعديل هذه الاتفاقية بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين وبموافقتيهما ويخضع هذا التعديل الى نفس الاجراءات الخاصة بإبرام هذه الاتفاقية .

حررت في بغداد في الرابع عشر من شهر رجب 1401 الهجرية الموافق لليوم العشرين من شهر ايار (ماي) سنة 1981 الميلادية بنسختين أصليتين باللغة العربية .

عن حكومة الجمهورية العراقية . عن حكومة المملكة المغربية :
بكر محمود رسول . محمد أرسلان الجديد .
وزير العمل والشؤون الاجتماعية وزير الشغل والتكوين المهني

* *

نموذج عقد تشغيل عمال أحد البلدين
في البلد الآخر

لقد تم الاتفاق بين السيد الجنسية
مهمته عنوانه
ويشار اليه في هذا العقد بالطرف الاول بصفته صاحب عمل أو الادارة وبين
السيد الجنسية
المولود في بتاريخ
المقيم في بالعنوان التالي
ويشار اليه في هذا العقد بالطرف الثاني بصفته عاملاً .
على ما يأتي :

▣ ITALIE

Reconnaissance réciproque des permis de conduire

- Dahir n° 1-99-258 du 15 safar 1421 (19 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Rome le 26 novembre 1991 entre le Royaume du Maroc et la République italienne relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire (1)

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord fait à Rome le 26 novembre 1991 entre le Royaume du Maroc et la République italienne relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

A décidé ce qui suit :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord fait à Rome le 26 novembre 1991 entre le Royaume du Maroc et la République italienne relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire.

Fait à Rabat, le 15 safar 1421 (19 mai 2000).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Abderrahman Youssoufi.

(1) *B.O.* n° 4818 du 3 août 2000.

Le texte en langue arabe et l'accord ont été publiés dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4818 du 2 jourmada I 1421 (3 août 2000).

□ JORDANIE

Main-d'œuvre

- **Dahir n° 1-93-497 du 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie relative à la coopération dans le domaine de la main-d'œuvre, faite le 7 rejev 1403 (20 avril 1983) (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie relative à la coopération dans le domaine de la main-d'œuvre, faite le 7 rejev 1403 (20 avril 1983) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la Convention précitée,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie relative à la coopération dans le domaine de la main-d'œuvre, faite le 7 rejev 1403 (20 avril 1983).

Fait à Rabat, le 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

Abbas El Fassi.

(1) *B.O.* n° 4818 du 3 août 2000.

Le texte en langue arabe et l'accord ont été publiés dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4818 du 2 jourmada I 1421 (3 août 2000).

المادة الأولى

تقوم الحكومتان بالتعاون من خلال وزارة التشغيل والإنعاش الوطني المغربية ووزارة العمل الأردنية في مجال تنظيم ودعم الميادين المختلفة والمتعلقة بالقوى العاملة وتنظيم تشغيلها والتكوين المهني وتبادل المعلومات والخبرات.

المادة الثانية

تقوم الجهتان المختصتان في كلا البلدين بتسهيل وتبسيط إجراءات تشغيل عمال كل طرف لدى الطرف الآخر.

المادة الثالثة

يقوم الجانبان بتبادل المعلومات حول احتياجات كل منهما من القوى العاملة وإمكانات الجانب الآخر في توفيرها.

المادة الرابعة

أ - توجه الجهة المختصة في أي من البلدين عروض التشغيل المقدمة إليها من أصحاب الأعمال إلى الجهة المختصة في البلد الآخر، وتعمل هذه الأخيرة على الاستجابة لتلك العروض في حدود الإمكانيات المتوفرة لديها :

ب - في حالة طلب صاحب العمل عمالا معينين فعلياً أن يحدد ذلك في طلبه المقدم للجهة المختصة في بلده :

ج - يقوم صاحب العمل أو من ينوب عنه بمتابعة إجراءات اختيار العمال ومغادرتهم بعد موافقة الجهة المختصة على ذلك.

المادة الخامسة

تشمل عروض التشغيل نوع المؤهلات والخبرات والتخصصات المطلوبة ومدة التشغيل المحتملة كما تشمل بياناً تفصيلياً بشروط العمل خاصة الأجر وظروف العمل والتسهيلات الخاصة بالانتقال والسكن وكذلك جميع البيانات الأخرى الضرورية والأساسية.

المادة السادسة

أ - يتحمل صاحب العمل جميع نفقات سفر العمال من بلدهم إلى مكان العمل في البلد الآخر وكذلك نفقات عودتهم منه. ويعفى صاحب العمل من نفقات عودة العامل في حالة تركه العمل أو استقالته قبل انتهاء مدة العقد :

ب - يقوم صاحب العمل بتوفير مساكن ملائمة بالمجان للعمال في موقع العمل أو بدفع مقابل شهري عنها يحدد مقداره في عقد العمل.

المادة السابعة

تحدد شروط وظروف تشغيل العامل بعقد عمل فردي بينه وبين صاحب العمل، وتوضع في هذا العقد شروط العمل الأساسية من واجبات وحقوق وذلك وفقاً لصيغة نموذج عقد العمل المرفقة بهذه الاتفاقية.

ظهير شريف رقم 1.93.497 صادر في فاتح رمضان 1432 (2 أغسطس 2011) ينشر الاتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية في شأن التعاون في مجال القوى العاملة الموقعة في 7 رجب 1403 (20 أبريل 1983). (1)

الحمد لله وحده .

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهرتنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية في شأن التعاون في مجال القوى العاملة الموقعة في 7 رجب 1403 (20 أبريل 1983) :

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهرتنا الشريف هذا، الاتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية في شأن التعاون في مجال القوى العاملة الموقعة في 7 رجب 1403 (20 أبريل 1983).

وحرر بالرباط في فاتح رمضان 1432 (2 أغسطس 2011).

وقعه بالخط :

رئيس الحكومة ،

الإمضاء : عباس الفاسي.

*

* *

اتفاقية

بين حكومة المملكة المغربية

وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية

بشأن التعاون في مجال القوى العاملة

توثيقاً لأواصر الأخوة والتعاون بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية وانطلاقاً من روح التضامن العربي بين الشعبين الشقيقين ورغبة في تنمية وتطوير اقتصاديات كل من البلدين وعملاً على تنظيم ودعم التعاون في مجال القوى العاملة والضمان الاجتماعي بينهما، فقد وافقت حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية على ما يلي :

وتجتمع هذه اللجنة بصفة دورية مرة كل عام على الأقل في الموعد والمكان الذين يتم الاتفاق عليهما بين الطرفين.

المادة الرابعة عشرة

تسري أحكام هذه الاتفاقية على العمال المتواجدين في كلا البلدين من تاريخ نفاذها.

المادة الخامسة عشرة

تعدل هذه الاتفاقية بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين وبموافقتها ويخضع هذا التعديل إلى نفس الإجراءات الخاصة بإبرام هذه الاتفاقية.

المادة السادسة عشرة

تصبح هذه الاتفاقية نافذة بصفة مؤقتة عند الإمضاء وبصفة رسمية بعد المصادقة عليها وفقا للإجراءات الدستورية المتبعة لدى كل من الحكومتين وتبقى سارية المفعول لمدة خمس سنوات وتجدد بعدها تلقائيا ما لم يطلب أحد الطرفين إنهاؤها بإخطار كتابي قبل تاريخ انتهاء أجلها بستة أشهر.

حررت في نسختين أصليتين باللغة العربية.

في اليوم 7 رجب 1403 الموافق 20 أبريل (نيسان) 1983.

عن حكومة المملكة المغربية	عن حكومة المملكة الأردنية الهاشمية
وزير التشغيل والإنتاج الوطني،	وزير العمل
محمد أرسلان الجديدي.	الدكتور جواد الغناني.

*

**

نموذج عقد تشغيل

لقد تم الاتفاق بين السيد (أو المؤسسة) الجنسية
مهنته عنوانه ويشار إليه في هذا العقد بالطرف
الأول بصفته صاحب العمل وبين السيد الجنسية
المولود في بتاريخ يحمل جواز سفر رقم
صادر من بتاريخ المقيم في بالعنوان
التالي ويشار إليه في هذا
العقد بالطرف الثاني بصفته عاملا وذلك على ما يلي :
1 - يقبل الطرف الثاني العمل لدى الطرف الأول.
في مهنة بمقتضى أجر شهري قدره
مقابل ساعات العمل الأساسية 48 ساعة أسبوعيا وذلك لمدة
قابلة للتجديد إلا إذا أشعر أحد الطرفين خطيا الطرف الآخر بعدم رغبته
في التجديد وذلك قبل شهر واحد على الأقل من وقت انتهاء العقد.

المادة الثامنة

أ - تشمل العمال الذين يتم تشغيلهم بموجب هذه الاتفاقية نفس المعاملة والامتيازات والحقوق والواجبات المقررة للعمال المحليين وفقا للقوانين والأنظمة السارية المفعول :

ب - وفي ميدان الضمان الاجتماعي يتمتع العمال بنفس المزايا والحقوق الممنوحة للعمال المحليين وستعمل الجهتان المختصتان بالضمان الاجتماعي في كلا البلدين على تحديد تفاصيل الالتزامات في هذا الميدان بموجب اتفاق بينهما .

المادة التاسعة

يحق للعامل الذي يتم تشغيله بموجب هذه الاتفاقية أن يلحق به أفراد عائلته الذين يعيّلهم قائلونا، وذلك بموافقة صاحب العمل والإدارة أو الهيئة المختصة ويتخذان بدورهما إجراءات تسهيل استفادتهم.

المادة العاشرة

أ - تتولى الجهات المختصة في كلا البلدين مراقبة تنفيذ أحكام هذا الاتفاق :

ب - في حالة حدوث نزاع بين صاحب العمل والعمال تقدم الشكوى إلى الجهة المختصة طبقا للإجراءات القانونية المتبعة لتيسير الوصول إلى تسوية النزاع وديا وإذا تعذر الوصول إلى حل ودي يحال النزاع إلى الجهات القضائية المختصة طبقا للقانون.

المادة الحادية عشرة

في حالة انتهاء العقد أو فسخه برضى الطرفين يحق للعامل خلال الثلاثين يوما التالية الحصول على عمل آخر في نفس مهنته وذلك في حدود القوانين والأنظمة المعمول بها في البلد المعني وإلا تم إعادته إلى بلده الأصلي على نفقة صاحب العمل بعد تسليمه جميع استحقاقاته القانونية.

المادة الثانية عشرة

يحق للعامل أن يحول إلى بلده ما يدخره من أجر وذلك وفقا للنظم المالية المتبعة في الدولة التي يعمل بها.

المادة الثالثة عشرة

تشكل لجنة مشتركة تضم ثلاثة أعضاء من كل جانب تكون مهمتها :
1- التنسيق بين الدولتين في تنفيذ هذا الاتفاق واتخاذ التدابير الضرورية بهذا الشأن ؛
2- تفسير أحكام الاتفاق عند حدوث أي اختلاف بشأنها وتسوية ما قد ينشأ من صعوبات عند التطبيق ؛
3- اقتراح مراجعة أو تعديل كل أو بعض مواد الاتفاق عند الضرورة.

6- تطبيق أحكام قانون العمل وقانون الضمان الاجتماعي السارية المفعول في كلا البلدين في كل ما لم يرد عليه النص في هذا العقد.
7 - يعمل بهذا العقد ابتداء من يوم ويبدأ استحقاق الأجر في اليوم التالي لوصول العامل إلى مقر العمل ومباشرة العمل.
حزرر هذا العقد بأربع نسخ ووقع عليه الطرفان المتعاقدان بتاريخ

توقيع الطرف الثاني	توقيع الطرف الأول
تصديق سفارة المملكة الأردنية الهاشمية	اعتماد وزارة التشغيل والإعناش الوطني

2- يلتزم الطرف الثاني بالعمل في المكان الذي يحدده له صاحب العمل على أن يوفر له هذا الأخير السكن الملائم في موقع العمل بدون مقابل أو علاوة سكن قدرها

3- يلتزم الطرف الأول بمنح الطرف الثاني إجازة سنوية لا تقل عن ما ورد في قانون العمل الأردني.

4- يلتزم صاحب العمل باتخاذ الإجراءات المتعلقة بالحصول على تصريح العمل والإقامة للعامل.

5- يتعهد الطرف الثاني بمراعاته للقوانين والأنظمة المرعية والتقاليد والعادات المحلية.

❑ LUXEMBOURG

Sécurité sociale

- **Dahir n° 1-09-308 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication de la Convention de sécurité sociale faite au Luxembourg le 2 octobre 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (1)**

[...]

Convention de sécurité sociale entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Le gouvernement du Royaume du Maroc
et

Le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Animés, du désir de garantir les droits de leurs ressortissants, dans le domaine de la sécurité sociale, consacrant, notamment, le principe de l'égalité de traitement des ressortissants des Parties contractantes, en ce qui concerne leurs législations,

Et en considération de la déclaration du Grand-Duché de Luxembourg jointe en annexe,

Ont résolu de conclure une convention sur la sécurité sociale,

Et sont convenus des dispositions suivantes :

Titre I: Dispositions générales

Article premier : Définitions

1. Aux fins de l'application de la présente convention :

1.1. Le terme « territoire » désigne :

En ce qui concerne le Royaume du Maroc : le territoire national tel qu'il est défini par la législation marocaine ;

(1) *B.O.* n° 6228 du 6 février 2014.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6227 du 3 rabii II 1435 (3 février 2014).

En ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg: le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

1.2. Le terme «travailleur» désigne toute personne couverte ou qui a été couverte par le ou les régimes de sécurité sociale inclus dans le champ d'application matériel de la présente convention;

1.3. Le terme «réfugié» a la signification qui lui est attribuée à l'article 1^{er} de la convention relative au Statut des Réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951;

1.4. L'expression «membre de la famille» désigne toute personne définie ou admise comme membre du ménage par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies ou dans le cas de l'article 14 par la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle réside;

1.5. Le terme « survivant » désigne toute personne définie comme survivant par la législation au titre de laquelle les prestations sont dues;

1.6. Le terme « résidence » désigne le séjour habituel; les étudiants sont considérés comme résidant sur le territoire de la Partie contractante où ils poursuivent leurs études;

1.7. Le terme « séjour » désigne le séjour temporaire;

1.8. Le terme « législation » désigne les lois, les règlements, les arrêtés et toutes autres dispositions légales qui concernent les régimes de sécurité sociale visés à l'article 4 de la présente convention;

1.9. L'expression « autorité compétente » désigne, pour chaque Partie contractante, le Ministre, les Ministres ou toute autre autorité correspondante dont relèvent, sur son territoire, les législations visées à l'article 4 de la présente convention;

1.10. L'expression « institution compétente » désigne la ou les institutions chargées de servir les prestations dues au titre de la législation en vigueur;

1.11. L'expression « institution du lieu de résidence » désigne l'institution habilitée à servir les prestations au lieu où l'intéressé réside, selon la législation que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie contractante en cause;

1.12. L'expression « institution du lieu de séjour » désigne l'institution habilitée à servir les prestations au lieu où l'intéressé séjourne, selon la législation que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie contractante en cause;

1.13. L'expression « Etat compétent » ou « pays compétent » désigne respectivement l'Etat ou le pays sur le territoire duquel se trouve l'institution compétente;

1.14. L'expression « périodes d'assurance » désigne les périodes de cotisation, d'emploi ou d'activité non salariée telles qu'elles sont définies ou admises comme périodes d'assurance par la législation sous laquelle elles ont été accomplies ainsi

que toutes périodes assimilées dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalentes aux périodes d'assurance ;

1.15. Le terme « prestations » désigne toutes les prestations en espèces et en nature, les pensions et rentes, y compris tous les éléments prévus par les législations désignées à l'article 4 de la présente convention, les majorations de revalorisation ou allocations supplémentaires ainsi que les prestations en capital qui peuvent être substituées aux pensions ou rentes et les versements effectués à titre de remboursement de cotisations ;

1.16. L'expression « allocations au décès » désigne toute somme versée en une seule fois en cas de décès ;

2. Tout autre terme utilisé dans la présente convention a la signification qui lui est attribuée par la législation applicable.

Article 2 : Champ d'application personnel

La présente convention s'applique aux travailleurs qui sont ou ont été soumis aux législations visées à l'article 4 qui sont des ressortissants d'une des Parties contractantes ou bien des réfugiés résidant sur le territoire d'une des Parties, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants.

Article 3 : Principe de l'égalité de traitement

Les personnes visées à l'article 2, qui se trouvent sur le territoire de l'une des Parties contractantes, sont soumises aux obligations et bénéficient des dispositions de la législation de cette Partie, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette dernière Partie.

Article 4 : Champ d'application matériel

1. La présente convention s'applique :

a) Au Royaume du Maroc aux législations concernant :

(i) Le régime général de sécurité sociale relatif aux prestations familiales, aux indemnités journalières de maladie-maternité, à la pension d'invalidité, vieillesse et survivants, et à l'allocation au décès ;

(ii) le régime de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ;

(iii) le régime d'assurance maladie obligatoire ;

(iv) le régime géré par la Caisse Marocaine de Retraite relatif aux prestations à long terme, concernant les agents titulaires de l'Etat.

(v) le Régime Collectif d'Allocations de Retraite relatif aux prestations à long terme, concernant les agents des établissements publics et des collectivités locales.

- b) Au Grand-Duché de Luxembourg aux législations concernant :
 - (i) l'assurance maladie-maternité, y compris l'allocation de décès ;
 - (ii) l'assurance dépendance ;
 - (iii) l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles ;
 - (iv) l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie ;
 - (v) les prestations de chômage ;
 - (vi) les prestations familiales.
- 2. La présente convention s'applique également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui modifieront ou compléteront les législations visées au paragraphe 1.
- 3. Toutefois, elle ne s'appliquera :
 - a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que, si un arrangement intervient à cet effet, entre les Parties contractantes ;
 - b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires, que s'il n'y a pas à cet égard, opposition du Gouvernement de la Partie contractante intéressée, notifiée au Gouvernement de l'autre Partie, dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits actes.
- 4. La présente convention ne s'applique pas à l'assistance sociale.

Article 5 : Admission à l'assurance volontaire continuée

- 1. En vue de l'admission à l'assurance volontaire continuée au titre de la législation d'une Partie contractante, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie sont totalisées, dans la mesure nécessaire, pour autant qu'elles ne se superposent pas.
- 2. Les dispositions du paragraphe 1 ne sont applicables que si la personne ne peut pas bénéficier de l'assurance obligatoire au titre de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle réside.

Article 6 : Levée des clauses de résidence

- 1. A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente convention, les prestations en espèces, à l'exception des prestations familiales et des prestations de chômage, acquises au titre de la législation d'une Partie contractante sont versées directement aux bénéficiaires, même s'ils résident sur le territoire de l'autre Partie.
- 2. En vertu de la présente convention, les prestations prévues au paragraphe 1 du présent article ne peuvent être ni réduites, ni suspendues, ni supprimées du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 7 : Règles de non-cumul

1. La présente convention ne peut conférer ni maintenir le droit de bénéficiaire, au titre des législations des Parties contractantes, de plusieurs prestations de même nature se rapportant à une même période d'assurance obligatoire. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux prestations de vieillesse ou de survivants, qui sont liquidées conformément aux dispositions du Titre III, chapitre III de la présente convention.
2. Les clauses de réduction, de suspension ou de suppression prévues par la législation d'une Partie contractante, en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations de sécurité sociale ou avec d'autres revenus ou du fait de l'exercice d'une activité professionnelle, sont opposables aux bénéficiaires, même s'il s'agit de prestations acquises au titre de la législation de l'autre Partie ou s'il s'agit de revenus obtenus ou d'une activité professionnelle exercée sur le territoire de cette dernière Partie.

Article 8 : Totalisation des périodes d'assurance

Si la législation d'une Partie contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement d'une certaine période d'assurance, l'institution compétente de cette Partie contractante tient également compte, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie contractante, pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Titre II : Dispositions déterminant la législation applicable**Article 9 : Règles générales**

Sous réserve des dispositions du présent titre, la législation applicable est déterminée conformément aux dispositions suivantes :

- a) les travailleurs salariés occupés sur le territoire d'une Partie contractante sont soumis à la législation de cette Partie contractante, même s'ils résident sur le territoire de l'autre Partie contractante ou si l'employeur qui les occupe a son siège sur le territoire de l'autre Partie contractante ;
- b) les travailleurs non salariés qui exercent leur activité professionnelle sur le territoire d'une Partie contractante sont soumis à la législation de cette Partie contractante, même s'ils résident sur le territoire de l'autre Partie contractante ;
- c) les gens de mer qui exercent leur activité professionnelle à bord d'un navire battant pavillon d'une Partie contractante sont soumis à la législation de cette Partie contractante.

Article 10 : Règles particulières applicables aux travailleurs salariés et non salariés, y compris les gens de mer

La règle énoncée à l'article 9 est appliquée compte tenu des particularités suivantes :

1. a) Le travailleur qui exerce une activité salariée sur le territoire d'une Partie contractante au service d'une entreprise dont il relève normalement et qui est détaché par cette entreprise sur le territoire de l'autre Partie afin d'y effectuer un travail déterminé pour le compte de celle-ci demeure soumis à la législation de la première Partie à condition que la durée prévisible de ce travail n'excède pas douze mois et qu'il ne soit pas envoyé en remplacement d'une autre personne parvenue au terme de la période de son détachement; si la durée du travail à effectuer se prolonge au-delà de la durée initialement prévue et vient à excéder douze mois, la législation de la première Partie demeure applicable pour une nouvelle période de douze mois au plus, sous réserve de l'accord préalable de l'autorité compétente de la deuxième Partie.
- b) Si le travailleur non salarié qui exerce une activité sur le territoire de l'une des Parties contractantes se rend sur le territoire de l'autre Partie contractante en vue d'y effectuer un travail temporaire il demeure soumis à la législation de la première Partie à condition que la durée prévisible de ce travail n'excède pas douze mois. Si la durée de cette occupation se prolonge au-delà de douze mois la législation de la première Partie continue d'être applicable par accord préalable de l'autorité compétente de la deuxième Partie ou l'organisme désigné par cette autorité, pour une nouvelle période de douze mois.
2. a) Le travailleur qui fait partie du personnel roulant ou naviguant d'une entreprise effectuant, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports internationaux de passagers ou de marchandises, par voies ferroviaire, routière, aérienne ou de navigation intérieure, ayant son siège sur le territoire d'une Partie contractante, est soumis à la législation de cette Partie, quelle que soit la Partie sur le territoire de laquelle se trouve sa résidence.
- b) Toutefois, le travailleur occupé et rémunéré par une succursale ou une représentation permanente que ladite entreprise possède sur le territoire de la Partie contractante autre que celui où elle a son siège est soumis à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle la succursale ou la représentation permanente se trouve.
3. Le travailleur occupé au chargement, au déchargement, à la réparation ou à la surveillance à bord d'un navire appartenant à une entreprise ayant son siège sur le territoire d'une Partie contractante et qui n'est pas membre de l'équipage de ce navire, pendant la permanence du navire dans les eaux territoriales ou dans un port de l'autre Partie contractante, demeure soumis à la législation de cette dernière Partie.

4. Les personnes exerçant pour le compte d'un même employeur une activité rémunérée sur les territoires des deux Parties sont soumises à la législation du lieu de résidence. Si elles ne résident sur le territoire d'aucune des deux Parties, elles sont soumises à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle leur entreprise a son siège.

Article 11 : Règles particulières concernant le personnel de service des missions diplomatiques et des postes consulaires

1. Le personnel de service des missions diplomatiques ou postes consulaires des Parties contractantes et les domestiques privés au service d'agents de ces missions ou postes, sont soumis à la législation de l'Etat sur le territoire duquel ils sont occupés.
2. Toutefois, les travailleurs visés au paragraphe 1 qui sont ressortissants de la Partie contractante représentée par la mission diplomatique ou par le poste consulaire en question, peuvent opter pour l'application de la législation de cette Partie. Ce droit d'option ne peut être exercé qu'une seule fois, dans un délai de trois mois à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente convention ou du début de cette activité, selon le cas.

Article 12 : Exception aux dispositions des articles 9 à 11

Les autorités compétentes des Parties contractantes ou les organismes désignés par ces autorités peuvent prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux dispositions des articles 9 à 11, dans l'intérêt de certains travailleurs ou de certaines catégories de travailleurs.

Titre III : Dispositions particulières aux différentes catégories de prestations

Chapitre I : Maladie et maternité

Article 13 : Résidence hors de l'Etat compétent

1. Le travailleur qui réside sur le territoire de la Partie contractante autre que l'Etat compétent et qui satisfait aux conditions requises par la législation de cet Etat pour avoir droit aux prestations, compte-tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 8 bénéficie des prestations dans le pays de sa résidence conformément aux dispositions de l'article 17 de la présente convention.
2. Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables, par analogie, aux membres de la famille qui résident sur le territoire de la Partie contractante autre que l'Etat compétent, pour autant qu'ils n'exercent pas une activité professionnelle leur ouvrant droit à ces prestations en vertu de la législation du pays de leur résidence.

Article 14: Séjour hors de l'Etat compétent

1. Le travailleur qui satisfait aux conditions requises par la législation d'une Partie contractante pour avoir droit aux prestations, compte-tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 8 et dont l'état vient à nécessiter immédiatement des soins de santé lors d'un séjour sur le territoire de l'autre Partie, bénéficie de ces prestations conformément aux dispositions de l'article 17 de la présente convention et aux mêmes conditions que les ressortissants de cette dernière Partie.
2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 ne sont pas applicables si le travailleur se rend sur le territoire de l'autre Partie dans le seul but de recevoir des soins de santé.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 sont applicables, par analogie, aux membres de la famille du travailleur.

Article 15: Transfert de résidence sur l'Etat d'origine

1. Le travailleur admis au bénéfice des prestations à charge de l'institution d'une Partie contractante, conserve ce bénéfice conformément aux dispositions de l'article 17 de la présente convention lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de la Partie dont il est ressortissant.

Toutefois, avant le transfert, le travailleur doit obtenir l'autorisation de l'institution compétente, qui ne peut la refuser que s'il est établi que le déplacement est de nature à compromettre son état de santé ou la poursuite d'un traitement médical.

2. Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables, par analogie, aux membres de la famille du travailleur.

Article 16: Titulaires de pensions

1. Le titulaire de pensions dues au titre des législations des deux Parties contractantes et qui a droit aux prestations en nature au titre de la législation de la Partie sur le territoire de laquelle il réside, bénéficie de ces prestations, ainsi que les membres de sa famille, à la charge de l'institution du lieu de résidence, comme s'il était titulaire d'une pension due au titre de la seule législation de cette dernière Partie.
2. Le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie contractante qui réside sur le territoire de l'autre Partie, bénéficie, ainsi que les membres de sa famille, des prestations en nature auxquelles il a droit en vertu de la législation de la première Partie ou auxquelles il aurait droit s'il résidait sur le territoire de celle-ci, servies par l'institution du lieu de sa résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

3. Le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie contractante qui a droit aux prestations en nature au titre de la législation de cette Partie, bénéficie de ces prestations, ainsi que les membres de sa famille, au cours d'un séjour sur le territoire de l'autre Partie, lorsque leur état vient à nécessiter immédiatement des soins médicaux.

Ces prestations sont servies par l'institution du lieu de séjour, conformément aux dispositions de la législation qu'elle applique, en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations. Toutefois, la durée du service des prestations est celle prévue par la législation du pays compétent.

Article 17: Service et remboursement des prestations aux termes des articles 13 à 16

1. Dans les cas prévus aux articles 13 à 15 de la présente convention :
 - a) les prestations en nature sont servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence du travailleur selon les dispositions de la législation qu'elle applique, en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations. Toutefois, la durée du service des prestations est celle prévue par la législation appliquée par l'institution compétente ;
 - b) les prestations en espèces sont servies directement aux bénéficiaires par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique.
2. Les prestations en nature servies au titre des dispositions des articles 13 à 15 et des paragraphes 2 et 3 de l'article 16 sont remboursées par l'institution compétente ou par l'institution du lieu de résidence, selon le cas, à l'institution qui les a servies.
3. Le remboursement des prestations visé au paragraphe précédent se fera sur la base des frais effectifs et suivant les modalités à prévoir dans l'arrangement administratif prévu à l'article 42 de la présente convention.
4. Les autorités compétentes pourront convenir d'autres modalités de remboursement.

Chapitre II: Dépendance

Article 18: Evaluation de l'état de dépendance

Les institutions compétentes des Parties contractantes se prêtent entraide administrative mutuelle pour évaluer l'état de dépendance des travailleurs soumis à l'assurance maladie de l'une des Parties contractantes et résidant sur le territoire de l'autre Partie

Chapitre III : Invalidité, vieillesse et décès

Article 19 : Périodes d'assurance accomplies dans un régime spécial

1. Si la législation d'une Partie contractante subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial de sécurité sociale, ne sont prises en compte pour l'octroi de ces prestations, que les périodes d'assurance accomplies sous un régime spécial correspondant de l'autre Partie ou, à défaut, dans la même profession.
2. Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier desdites prestations, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime général.

Article 20 : Périodes d'assurance inférieures à une année

1. Si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une Partie contractante, n'atteint pas douze mois, l'institution compétente de cette Partie n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes.
2. Toutefois, ces périodes sont prises en compte par l'institution de l'autre Partie, pour l'application des dispositions de l'article 8 de la présente convention.

Article 21 : Périodes d'assurance accomplies dans un Etat tiers

Si un travailleur n'a pas droit à une prestation en fonction des périodes d'assurance aux termes de la législation des deux Parties contractantes totalisées tel que prévu par l'article 8, le droit dudit travailleur à cette prestation est déterminé par la totalisation desdites périodes et des périodes d'assurance effectuées au terme de la législation d'un Etat tiers avec lequel les deux Parties sont liées par des instruments de sécurité sociale prévoyant la totalisation des périodes d'assurance.

Article 22 : Condition d'assurance préalable

1. Lorsque la législation d'une Partie contractante subordonne la mise en compte de certaines périodes d'assurance à la condition que l'intéressé ait été assuré préalablement pendant une période déterminée au titre de cette législation, il est tenu compte des périodes d'assurance accomplies par l'intéressé en vertu de la législation de l'autre Partie contractante, dans la mesure nécessaire.
2. L'application du paragraphe précédent est subordonnée à la condition que l'intéressé ait accompli en dernier lieu des périodes d'assurance selon les dispositions de la législation au titre de laquelle cette mise en compte est demandée.

Article 23 : Prolongation de la période de référence

Si la législation d'une Partie contractante subordonne l'ouverture du droit aux prestations à l'accomplissement d'une période d'assurance au cours d'une période déterminée précédant la survenance du risque et dispose que certains faits ou circonstances prolongent cette période, ces faits et circonstances produisent le même effet lorsqu'ils surviennent sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 24 : Calcul et liquidation des pensions

1. Si une personne peut prétendre à une pension en vertu de la législation d'une Partie contractante sans qu'il soit nécessaire de faire application de l'article 8, 19 et 21 de la présente convention, l'institution calcule, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, la pension correspondant à la durée totale des périodes d'assurance à prendre en compte en vertu de cette législation.

Cette institution procède aussi au calcul de la pension qui serait due en application des dispositions du paragraphe 2 ci-après.

Le montant le plus élevé est seul retenu.

2. Si une personne peut prétendre à une pension, dont le droit n'est ouvert que compte tenu de la totalisation des périodes prévue à l'article 8, 19 et 21 de la présente convention, les règles suivantes sont applicables:
 - a) l'institution calcule le montant théorique de la pension à laquelle le requérant pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance accomplies en vertu des législations des deux Parties avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation ;
 - b) pour la détermination du montant théorique visé à l'alinéa a) qui précède, les bases de calcul ne sont établies que compte tenu des périodes d'assurance accomplies sous la législation que l'institution compétente applique ;
 - c) sur la base de ce montant théorique l'institution fixe ensuite le montant effectif de la pension au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique par rapport à la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous les législations des deux Parties contractantes.
3. Si une personne ne peut prétendre à une pension que compte tenu des dispositions de l'article 21 de la présente convention, les périodes d'assurance accomplies sous la législation d'un Etat tiers sont prises en considération pour l'application du paragraphe qui précède.

Article 25 : Pension minimum

Si la somme des prestations à verser par les institutions compétentes des deux Parties contractantes n'atteint pas le montant minimum prévu par la législation de

la Partie sur le territoire de laquelle l'intéressé réside, celui-ci a droit, pendant la période de résidence dans cette Partie, à un complément égal à la différence jusqu'à concurrence dudit montant, à la charge de l'institution compétente du pays de résidence.

Article 26: Octroi de pension de survivants en cas de décès d'un ressortissant marocain

En cas de décès d'un ressortissant marocain la pension de survivants due aux épouses est répartie, le cas échéant, en parties égales entre les personnes ayant simultanément la qualité de conjoint, en vertu de la législation marocaine.

Chapitre IV: allocations de décès

Article 27: Levée de la clause territoriale

Lorsqu'une personne soumise à la législation d'une Partie contractante décède sur le territoire de l'autre Partie contractante, le décès est considéré comme étant survenu sur le territoire de la première Partie contractante.

Article 28: Règle de priorité

Si le droit aux allocations est acquis au titre des législations des deux Parties contractantes, seul est maintenu le droit acquis au titre de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'assuré résidait ou, si celui-ci résidait sur le territoire d'un Etat tiers, au titre de la législation à laquelle le défunt a été soumis en dernier lieu.

Chapitre V: Chômage

Article 29: Règle particulière en matière de totalisation

La Partie contractante dont la législation subordonne l'ouverture et la durée du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance est tenue d'appliquer l'article 8 de la présente convention uniquement si les périodes accomplies dans l'autre Partie contractante correspondent à des périodes d'assurance de sa propre législation.

Article 30: Durée d'emploi minimum

1. L'application des dispositions de l'article 8 de la présente convention est subordonnée à la condition que le travailleur ait été soumis en dernier lieu à la législation de la Partie contractante au titre de laquelle les prestations sont demandées et qu'il ait exercé sous cette législation une activité professionnelle

pendant trois mois au moins au cours des douze derniers mois précédant sa demande.

2. L'article 8 de la présente convention s'applique nonobstant la cessation de l'emploi, sans la faute du travailleur concerné, avant l'accomplissement des trois mois lorsque cet emploi était destiné à durer plus longtemps.

Article 31 : Prise en compte de périodes d'indemnisation antérieures

En cas d'application des dispositions de l'article 8 de la présente convention, l'institution compétente tient compte, en tant que de besoin, pour déterminer la durée d'octroi des prestations, de la période pendant laquelle des prestations ont été servies par l'institution de l'autre Partie contractante au cours des douze derniers mois précédant la demande de prestations.

Article 32 : Prise en compte des membres de famille

Si la législation d'une Partie contractante prévoit que le montant des prestations varie avec le nombre des membres de famille, l'institution compétente de cette Partie contractante tient également compte des membres de famille résidant sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 33 : Condition de résidence

L'article 6 : De la présente convention n'est pas applicable au présent chapitre.

Chapitre VI : Prestations familiales

Article 34 : Droit aux prestations

Les enfants qui résident sur le territoire d'une Partie contractante ont droit aux prestations familiales prévues par la législation de cette Partie contractante. Ces prestations sont payées par l'institution du lieu de résidence des enfants selon les dispositions de la législation que cette institution applique et sont à sa charge.

Chapitre VII : Accidents du travail et maladies professionnelles

Article 35 : Résidence hors de l'Etat compétent

Les dispositions de l'article 13 paragraphe 1, sont applicables par analogie, au travailleur qui est victime d'un accident du travail ou atteint d'une maladie professionnelle et qui réside sur le territoire d'une Partie contractante autre que l'Etat compétent conformément aux dispositions de l'article 38 de la présente convention.

Article 36: Séjour, retour ou transfert de résidence

Les dispositions de l'article 14 paragraphe 1 et 2 et de l'article 15 paragraphe 1, sont applicables, par analogie, au travailleur victime d'un accident du travail ou atteint d'une maladie professionnelle, pendant un séjour sur le territoire de la Partie contractante autre que l'Etat compétent ou lors du retour ou du transfert de sa résidence sur le territoire de la Partie dont il est ressortissant, selon le cas et conformément aux dispositions de l'article 38 de la présente convention.

Article 37: Rechute

Le travailleur victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle qui a transféré sa résidence sur le territoire de la Partie contractante autre que l'Etat compétent, où il vient à subir une rechute, a droit aux prestations d'accident du travail ou de maladie professionnelle, au titre de la législation applicable par l'institution compétente à la date de l'accident ou de la première constatation de la maladie professionnelle, à condition qu'il ait obtenu l'accord de cette institution pour le transfert de sa résidence.

Article 38: Service et remboursement des prestations aux termes des articles 35 à 37

1. Dans les cas prévus aux articles 35 à 37 de la présente Convention :
 - a) les prestations en nature sont servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence du travailleur au titre de la législation qu'elle applique, en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations. Toutefois, la durée du service des prestations est celle prévue par la législation que l'institution compétente applique;
 - b) les prestations en espèces sont servies directement aux bénéficiaires par l'institution compétente au titre de la législation qu'elle applique.
2. Les prestations en nature servies au titre des dispositions des articles 35 à 37 sont remboursées par l'institution compétente à l'institution qui les a servies sur base des frais effectifs. Les modalités de remboursement sont fixées par arrangement administratif.

Article 39: Degré d'incapacité

Si, pour apprécier le degré d'incapacité en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, la législation d'une Partie contractante prévoit que les accidents du travail et les maladies professionnelles survenus antérieurement sont pris en considération, le sont également les accidents du travail et les maladies professionnelles survenus antérieurement sous la législation de l'autre Partie comme s'ils étaient survenus sous la législation de la première Partie.

Article 40 : Prestations pour maladie professionnelle en cas d'exposition au même risque dans les deux Parties contractantes

1. Lorsqu'un travailleur, victime d'une maladie professionnelle, a exercé sur le territoire des deux Parties contractantes, une activité susceptible de provoquer ladite maladie, au titre de leurs législations, les prestations auxquelles le travailleur ou ses survivants peuvent prétendre sont accordées exclusivement au titre de la législation de la Partie sur le territoire de laquelle l'activité a été exercée en dernier lieu, pour autant que les conditions prévues par ladite législation se trouvent satisfaites, compte-tenu, le cas échéant, des dispositions des paragraphes 2 et 3.
2. Si l'octroi des prestations de maladie professionnelle, au titre de la législation d'une Partie contractante, est subordonné à la condition que la maladie considérée ait été constatée médicalement pour la première fois sur son territoire, cette condition est réputée remplie lorsque la maladie a été constatée pour la première fois sur le territoire de l'autre Partie.
3. Si l'octroi des prestations de maladie professionnelle au titre de la législation d'une Partie contractante est subordonné à la condition qu'une activité susceptible de provoquer une telle maladie, ait été exercée pendant une durée déterminée, les périodes pendant lesquelles le travailleur a exercé une activité de même nature sur le territoire de l'autre Partie sont prises en considération comme si cette activité avait été exercée sous la législation de la première Partie contractante.
4. Lorsque la victime d'une maladie professionnelle (silicose-pneumoconiose sclérogène) a exercé une activité susceptible, de par sa nature, de provoquer ladite maladie, sous la législation des deux Parties contractantes, les prestations auxquelles la victime ou ses survivants peuvent prétendre sont accordées exclusivement au titre de la législation de la dernière des Parties contractantes dont les conditions se trouvent satisfaites.

Article 41 : Aggravation d'une maladie professionnelle

Lorsque, en cas d'aggravation d'une maladie professionnelle, une personne qui bénéficie ou qui a bénéficié d'une réparation pour une maladie professionnelle en vertu de la législation de l'une des Parties contractantes fait valoir, pour une maladie professionnelle de même nature, des droits à prestations en vertu de la législation de l'autre Partie contractante, les règles suivantes sont applicables :

- a) si la personne n'a pas exercé sur le territoire de cette dernière Partie un emploi susceptible de provoquer la maladie professionnelle ou de l'aggraver, l'institution compétente de la première Partie contractante est tenue d'assumer la charge des

prestations, compte tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique ;

- b) si la personne a exercé sur le territoire de cette Partie un tel emploi, l'institution compétente de la première Partie contractante est tenue d'assumer la charge des prestations, compte non tenu de l'aggravation selon les dispositions de la législation qu'elle applique; l'institution compétente de la seconde Partie accorde à la personne un supplément dont le montant est égal à la différence entre le montant de la prestation due après l'aggravation et le montant de la prestation qui aurait été due avant l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

Titre IV : Dispositions diverses

Article 42: Coopération des autorités compétentes et des institutions

1. Les autorités compétentes des deux Parties contractantes :
 - a) concluent les arrangements administratifs nécessaires à l'application de la présente convention ;
 - b) se communiquent les mesures prises pour l'application de la présente convention ;
 - c) se communiquent les informations concernant les modifications de leur législation susceptibles d'affecter l'application de la présente convention ;
 - d) désignent leurs organismes de liaison et déterminent leurs attributions.
2. Pour l'application de la présente convention les autorités et institutions compétentes des Parties contractantes se prêtent leurs bons offices comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. L'entraide administrative de ces autorités et institutions compétentes est gratuite.
3. Pour l'application de la présente convention les autorités et institutions compétentes peuvent communiquer directement entre elles, de même qu'avec toute personne concernée, quelle que soit sa résidence.
4. Les modalités du contrôle médical et administratif des bénéficiaires de la présente convention sont fixées dans l'arrangement administratif prévu au paragraphe 1, point a) du présent article.
5. Aux fins de l'application des dispositions de la présente convention, les autorités et les institutions des deux Parties contractantes communiquent dans leurs langues officielles.

Toutefois, les autorités et les institutions d'une Partie contractante ne peuvent rejeter les requêtes ou autres documents qui leur sont adressés du fait qu'ils sont rédigés en français.

Article 43 : Exemptions ou réduction de taxes, dispense du visa de légalisation

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation d'une Partie contractante pour tous actes ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, sera applicable à tous les actes et documents analogues produits au titre de la législation de l'autre Partie contractante ou des dispositions de la présente convention.
2. Tous actes et documents à produire pour l'exécution de la présente convention seront dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques et consulaires.

Article 44 : Présentation de demandes, déclarations ou recours

Les demandes, déclarations ou recours qui devraient être introduits selon la législation d'une Partie contractante, dans un délai déterminé, auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction de cette Partie, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction correspondante de l'autre Partie. Dans ce cas, l'autorité, l'institution ou la juridiction ainsi saisie transmet, sans délai, ces demandes déclarations ou recours à l'autorité, à l'institution ou à la juridiction compétente de la première Partie.

Article 45 : Transfert d'une Partie contractante à l'autre, des sommes dues en application de la convention

1. Les institutions d'une Partie contractante qui, en vertu des dispositions de la présente convention, sont débitrices de prestations en espèces au regard de bénéficiaires se trouvant sur le territoire de l'autre Partie, se libèrent valablement, de la charge de ces prestations dans la monnaie de la première Partie.
2. Les sommes dues entre institutions chargées de l'application de la présente convention sont liquidées dans la monnaie de la Partie créditrice.

Article 46 : Résolution de différends

Tout différend venant à s'élever entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, fera l'objet de négociations directes entre les autorités compétentes des Parties en vue de sa résolution par un commun accord selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente convention.

Article 47 : Droit des institutions débitrices à l'encontre de tiers responsables

Si, en vertu de la législation d'une Partie contractante, une personne bénéficie de prestations pour un dommage résultant de faits survenus sur le territoire de l'autre

Partie, les droits éventuels de l'institution débitrice à l'encontre du tiers tenu à la réparation du dommage sont réglés de la manière suivante :

- a) lorsque l'institution débitrice est subrogée, en vertu de la législation qu'elle applique, dans les droits que le bénéficiaire détient, à l'égard du tiers, cette subrogation est reconnue par chaque Partie ;
- b) lorsque l'institution débitrice a un droit direct à l'égard du tiers, chaque Partie reconnaît ce droit.

Article 48 : Régularisation de trop perçus

Lorsque l'institution d'une Partie contractante a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique, demander à l'institution de l'autre Partie contractante débitrice de prestations en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les sommes que celle-ci verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites prévues pour une telle compensation par la législation qu'elle applique comme s'il s'agissait de sommes versées en trop par elle-même et transfère le montant retenu à l'institution créancière.

Article 49 : Régularisation en cas de perception de prestations d'assistance sociale

1. Si le titulaire d'une pension au titre de la législation d'une Partie contractante a bénéficié pour la même période d'une prestation d'assistance sociale sur le territoire de l'autre Partie contractante, l'institution qui a versé la prestation d'assistance sociale peut demander à l'institution compétente pour la pension de retenir sur les arrrages de la prestation qu'elle doit verser pour la même période la somme indûment payée et de la lui verser directement.
2. La dite retenue ne peut s'effectuer que dans les conditions et limites prévues par la législation que l'institution compétente applique.

Article 50 : Recouvrement des cotisations

1. La décision concernant le recouvrement des cotisations dues à une institution de l'une des Parties contractantes peut s'exécuter sur le territoire de l'autre Partie, suivant la procédure et avec les garanties et privilèges applicables au recouvrement des cotisations dues à une institution correspondante de la dernière Partie. La décision doit comporter une clause exécutoire.
2. Les modalités d'application du présent article peuvent faire l'objet d'arrangements administratifs entre les autorités compétentes.

Titre V : Dispositions transitoires et finales

Article 51 : Dispositions transitoires

1. La présente convention n'ouvre aucun droit à une prestation pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.
2. Toute période d'assurance accomplie en vertu de la législation de l'une des Parties contractantes avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention est prise en considération pour la détermination du droit aux prestations s'ouvrant conformément aux dispositions de la présente convention.
3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 du présent article, une prestation est due en vertu de la présente convention, même si elle se rapporte à un événement antérieur à la date de son entrée en vigueur. A cet effet, toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire de l'autre Partie contractante sera, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention.
4. Quant aux droits résultants de l'application du paragraphe précédent, les dispositions prévues par les législations des Parties contractantes en ce qui concerne la déchéance et la prescription des droits ne sont pas opposables aux intéressés, si la demande en est présentée dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention.
5. Si la demande est présentée après l'expiration de ce délai, le droit aux prestations qui n'est pas frappé de déchéance ou qui n'est pas prescrit est acquis à partir de la date de la demande à moins que les dispositions plus favorables de la législation d'une Partie contractante ne soient applicables.

Article 52 : Durée et dénonciation

1. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.
2. La convention peut être dénoncée par chacune des Parties contractantes. La dénonciation devra être notifiée à l'autre Partie six mois avant la fin de l'année civile en cours ; la convention cessera alors d'être en vigueur à la fin de cette année.
3. En cas de dénonciation de la présente convention, les droits acquis conformément à ses dispositions sont maintenus.
4. Les droits en cours d'acquisition relatifs aux périodes accomplies antérieurement à la date à laquelle la dénonciation a pris effet ne s'éteignent pas du fait de la dénonciation ; leur maintien sera déterminé d'un commun accord par les autorités compétentes pour la période postérieure ou, à défaut d'un tel accord, par la législation propre à l'institution intéressée.

Article 53: Entrée en vigueur

Les Gouvernements des Parties contractantes notifieront l'un à l'autre l'accomplissement dans leurs pays des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la présente convention.

La convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra la date de la dernière de ces notifications.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

Fait au Luxembourg le 02 octobre 2006 en double exemplaire rédigés en langues arabe et française, chacun des textes faisant également foi

Annexe**Déclaration du Grand-Duché de Luxembourg**

Le Gouvernement luxembourgeois est conscient de ses obligations communautaires issues de la jurisprudence de la Cour de Justice européenne dans l'affaire GOTTARDO (référence C-55/00) et appliquera la présente convention sans distinction de nationalité pour les ressortissants de l'Union européenne, pour autant que ceci n'imposera pas de charge à la Partie marocaine.

□ LYBIE

Main-d'œuvre

- **Dahir n° 1-89-31 du 6 hija 1413 (28 mai 1993) portant publication de la convention relative à la main-d'œuvre, faite à Tripoli le 25 chaoual 1403 (4 août 1983) entre le Royaume du Maroc et la Jamahiriya arabe populaire et socialiste de Lybie (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention relative à la main-d'œuvre, faite à Tripoli entre le Royaume du Maroc et la Jamahiriya arabe populaire et socialiste de Lybie le 25 chaoual 1403 (4 août 1983);

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de ladite convention, fait à Tripoli le 28 joumada II 1409 (4 février 1989),

A décidé ce qu[suit :

Article premier

Sera publiée au *Bulletin officiel*, telle qu'elle est annexée au présent dahir, la convention relative à la main-d'œuvre, faite à Tripoli entre le Royaume du Maroc et la Jamahiriya arabe populaire et socialiste de Lybie le 25 chaoual 1403 (4 août 1983) (2).

Article 2

Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 hija 1413 (28 mai 1993).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Mohammed Karim-Lamrani.

(1) *B.O.* n° 4214 du 4 août 1993.

(2) Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4214 du 14 safar 1414 (4 août 1993).

ظهري شريف رقم 1.89.31 صادر في 6 ذي الحجة 1413
 (28 ماي 1993) بنشر اتفاقية اليد العاملة الموقعة بطرابلس بين
 المملكة المغربية والجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية
 في 25 من شوال 1403 (4 أغسطس 1983). (1)

الحمد لله وحده

الطابع الشريف - بداخله :

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماء الله وأعز أمره أننا :

بعد الاطلاع على اتفاقية اليد العاملة الموقعة بطرابلس بين المملكة المغربية
 والجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية في 25 من شوال 1403
 (4 أغسطس 1983) ؛

وعلى محضر تبادل وثائق المصادقة عليها المحرر بطرابلس في 28 من
 جمادى الآخرة 1409 (4 فبراير 1989) ،
 اصدرنا امرنا الشريف بما يلي :

المادة الأولى

تنشر بالجريدة الرسمية ، مضافة الى ظهيرنا الشريف هذا ، اتفاقية اليد
 العاملة الموقعة بطرابلس بين المملكة المغربية والجمهورية العربية الليبية
 الشعبية الاشتراكية في 25 من شوال 1403 (4 أغسطس 1983).

المادة الثانية

ينشر ظهيرنا الشريف هذا بالجريدة الرسمية.
 وحرر بالرباط في 6 ذي الحجة 1413 (28 ماي 1993).

وقمه بالمطف :

الوزير الأول ،

الامضاء : محمد كريم العمراني.



المادة السابعة

يتمتع العمال المغاربة العاملون في الجماهيرية بموجب هذه الاتفاقية وملحقها بنفس المعاملة والمزايا التي يتمتع بها العمال الليبيين طبقاً لقانون العمل الليبي.

المادة الثامنة

في حالة حدوث نزاع بين جهة العمل والعمال تقدم الشكايات الى الجهات الليبية المختصة طبقاً للاجراءات القانونية المتبعة ، وذلك لتيسير الوصول الى تسوية النزاع وديا . واذا تعذر الوصول الى حل ودي يحال النزاع الى الجهات القضائية طبقاً للقوانين المعمول بها.

المادة التاسعة

في حالة فسح عقد العمل لسبب غير الاستقالة أو الفصل نتيجة لخطأ جسمي يستوجب فصل العامل قانونياً يجوز للعامل بمساعدة الجهات المختصة الحصول على عمل آخر بنفس الشروط وفي نفس مهنته اذا ما توفر ذلك والا تم ارجاعه الى بلده على نفقة جهة العمل وتتخذ الجهات الليبية الاجراءات الكفيلة لضمان ذلك.

المادة العاشرة

يحق للعامل المغربي ان يلحق به عائلته في الجماهيرية اذا ما توفرت الامكانيات والشروط اللازمة لذلك.

المادة الحادية عشرة

يحق للعامل المغربي ان يحول الى المغرب ما يخزئه من اجرة طبقاً لقانون مرافقة التند.

المادة الثانية عشرة

تؤلف لجنة مشتركة تكون مهمتها :

- اتتبع الاتفاقية الحالية وملحقها واتخاذ التدابير الضرورية في هذا الشأن ؛
- اقترح مراجعة الاتفاقية الحالية وملحقها عند الضرورة ؛
- تسوية جميع الصعوبات التي قد تحدث بشأن تطبيق هذه الاتفاقية وملحقها والتي تعرض عليها من احد الطرفين وتيب اللجنة في الموضوع خلال ثلاثة اشهر من تاريخ عرضه عليها.

ويتم تعيين اعضاء هذه اللجنة من الطرفين . وتمتد اجتماعاتها بالجماهيرية أو المغرب بصفة دورية مرة كل سنة على الأقل في المواعيد التي تحدد بالاتفاق بينهما.

المادة الثالثة عشرة

تتخذ الجهات الليبية المختصة والحكومة المغربية الاجراءات الكفيلة بتبادل المعلومات والوثائق والاقتراحات المتعلقة باليد العاملة بصفة عامة وما يخص تطبيق هذه الاتفاقية بصفة خاصة.

المادة الرابعة عشرة

يتعهد الطرفان باقامة تعاون بينهما في مجال التكوين المهني . وتقوم الحكومة المغربية في حدود الامكان بالعمل على تسهيل قبول العناصر الليبية التي توفدها الجماهيرية لتلقى التدريب بمراكز التكوين المهني بالمملكة المغربية وتزويدها باحتياجاتها من المدربين في هذا المجال.

اتفاقية اليد العاملة بين المملكة المغربية
والجماهيرية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية

ان حكومة المملكة المغربية ،
والجماهيرية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية ،

توطيدا منعهما لأواصر الأخوة والتعاون بينهما ورغبة في تشجيع وتنظيم عملية استخدام اليد العاملة المغربية في الجماهيرية ،

اتفقتا على ما يلي :

المادة الأولى

في حالة عدم توفر اليد العاملة الليبية لسد احتياجات البلاد يتخذ الجانب الليبي الاجراءات الضرورية لكي تكون لليد العاملة المغربية الأولوية في العمل بالجماهيرية على ان يقوم الطرفان بتبادل المعلومات حول احتياجات الجماهيرية وامكانية المغرب من اليد العاملة.

المادة الثانية

توجه الجهات الليبية المختصة الى السلطات المغربية المختصة عروض الاستخدام المقدمة اليها بعد موافقة امانة الخدمة العامة وتعمل السلطات المغربية على الاستجابة لهذه الطلبات في حدود الامكانيات المتوفرة لديها.

المادة الثالثة

تحدد في الملحق رقم (1) لهذه الاتفاقية طريقة تقديم عروض استخدام وكيفية اختيار اليد العاملة والاستجابة لهذه العروض وكذلك الاجراءات الأخرى اللازمة لتطبيق هذه الاتفاقية.

المادة الرابعة

تحدد شروط وطرق استخدام العامل المغربي بالجماهيرية بعقد عمل فردي وفقاً للنموذج (الملحق رقم 2) لهذه الاتفاقية وتوضع في هذا العقد شروط العمل الأساسية من واجبات وحقوق خاصة بجهة العمل والعامل.

المادة الخامسة

تحرص الجهات الليبية المختصة على ان يتم نقل العمال المغاربة في ظروف ملائمة وتتحمل جهة العمل مصاريف السفر من المغرب الى مكان العمل بالجماهيرية ذهاباً واياباً وفي جميع الأحوال باستثناء حالة استقالة العامل أو ارتكابه لخطأ جسمي ، عندئذ لا تتحمل الجهات الليبية أو جهة العمل مصاريف ترجيع العامل لوطنه . وذلك كله وفق القوانين المعمول بها في هذا الصدد بالجماهيرية.

المادة السادسة

يتعهد الطرفان بان يتخذا لفائدة العمال المغاربة جميع التدابير الضرورية قصد تبسيط الاجراءات الادارية لمغادرة المغرب والعمل بالجماهيرية والتخفيض من مصاريف تلك الاجراءات تيسيراً لظروف الإقامة والعمل وفقاً لهذه الاتفاقية وملحقها.

وتبذل الجهات الليبية المختصة مساعيها لدى جهات العمل بالجماهيرية لتأمين مسكن ملائم للعمال المغاربة وفي حالة عدم توفر ذلك يمنح المستخدم علاوة سكن وفقاً للقوانين المعمول بها في الجماهيرية.

المادة الرابعة

تقوم جهة العمل بالجمهورية بتزويد امانة الخدمة العامة بتفويض كتابي يعطي بموجبه لمكتب الاخوة أو المنسق العمالي بالرباط حق اختيار العمال المطلوبين نيابة عنها ، ويرفق مع هذا التفويض العدد اللازم من عقود العمال وفقا للنموذج الوارد بالملحق رقم (2) للاتفاقية الموقفة من قبلها.

المادة الخامسة

يمكن للمسؤول عن جهة العمل أو المنتدب من قبله القدوم الى المغرب بنفسه لاختيار العمال المطلوبين والتعاقد معهم وترتيب اجراءات سفرهم وذلك عن طريق وبمساعدة مكتب الاخوة بالرباط.

المادة السادسة

يقوم مكتب الاخوة بالرباط بحالة العروض التي ترد اليه من الجهات الليبية المختصة على وزارة التشغيل والانعاش الوطني المغربي مرفقا بها جميع البيانات الكافية عن شروط وظروف العمل المعروض.

وله الاتصال بوزارة التشغيل والانعاش الوطني مباشرة فيما يتعلق بتطبيق احكام هذا الملحق.

المادة السابعة

1 - فور تلقي وزارة التشغيل والانعاش الوطني لعروض الاستخدام المشار اليها في المادة السابقة تقوم حسب الامكانيات المتوفرة لديها بترشيح العمال المطلوبين مراعية توفر الشروط التالية فيهم :

(أ) أن يحمل العامل شهادة مهنية معتمدة من السلطات المغربية المختصة أو شهادة عمل تثبت خبرته المهنية صادرة من رب عمل سابق ؛

(ب) أن يكون لدى العامل شهادة طبية صادرة أو معتمدة من السلطات المغربية المختصة تثبت خلوه من الأمراض المعدية أو السارية ولباقته الصحية للعمل ، على أن تؤكد في حالة العامل الفني لياقته الصحية للعمل في المهنة المطلوب من أجلها ؛

(ج) ان يكون عمر العامل وقت تقديم العرض لا يقل عن عشرين سنة ولا يزيد على خمس واربعين سنة ، ويجوز التفاوض عن الحدين الأدنى والأقصى للسن في حالة العامل الفني ؛

(د) ان يحمل العامل شهادة حسن السيرة والسلوك مبنية من السلطات المغربية المختصة.

وتراعى السلطات المغربية المختصة تفادي ترشيح للعمل في الجمهورية له سوابق جنائية مخلة بالشرف.

2 - في حالة عدم توفر العمال المطلوبين تقوم وزارة التشغيل والانعاش الوطني باشعار مكتب الاخوة بالرباط أو جهة العمل بذلك في اقرب وقت ممكن.

المادة الثامنة

تشعر وزارة التشغيل والانعاش الوطني مكتب الاخوة بالرباط بتوفر العمال المرشحين وتبين منطقة اختيارهم محددة المركز والتاريخ الذي يمكن فيه مقابلتهم.

المادة التاسعة

بعد اختيار العامل واطلاعه على المعلومات الرئيسية المتعلقة بظروف عمله واقامته بالجمهورية يتم توقيع عقد عمل فردي وفقا للنموذج الملحق رقم (2)

المادة الخامسة عشرة

تتخذ الجهات الليبية المختصة جميع التدابير الضرورية بشأن الرعايا المغاربة الذين يعملون بالجمهورية من قبل تاريخ توقيع هذه الاتفاقية وذلك قصد تسوية حالتهم وتمكينهم من الاستفادة من المزايا المقررة في هذه الاتفاقية.

المادة السادسة عشرة

تحل هذه الاتفاقية محل اتفاقية اليد العاملة الموقفة بين البلدين بتاريخ 1965/9/17 م.

المادة السابعة عشرة

تسري هذه الاتفاقية لمدة خمس سنوات من تاريخ تبادل وتائق التصديق عليها وتجدد تلقائيا لمدة معادلة ما لم يخطر أحد الطرفين الطرف الآخر برغبته في الغائها وذلك سنة أشهر على الأقل قبل موعد انتهائها.

المادة الثامنة عشرة

يسرى مفعول هذه الاتفاقية بصورة مؤقتة من تاريخ التوقيع عليها وبصفة نهائية اعتبارا من تاريخ تبادل وثائق التصديق عليها بين الطرفين وفقا للاجراءات المعمول بها في كلا البلدين.

حورت هذه الاتفاقية من نسختين أصليتين باللغة العربية بمدينة طرابلس بالجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية بتاريخ 25 شوال 1403 هجرية الموافق 3 أغسطس 1983 م.

عن المملكة المغربية :
عن الجمهورية العربية الليبية
(محمد أرسلان الجديدي) :
الشعبية الاشتراكية :
(محمد عبد الله المبروك)
وزير التشغيل والانعاش الوطني.

أمين اللجنة العامة للخدمة تامة.

•••

ملحق رقم 1

تنظيم عملية استخدام العمال المغاربة
بالجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية

المادة الأولى

تقوم الجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية بتعيين منسق عمالي بمكتب الاخوة بالرباط تكون مهمته تلقي عروض استخدام من الجهات الليبية وجهات العمل بعد موافقة امانة الخدمة العامة واحالتها على السلطات المغربية المختصة واختيار العمال وتنظيم اجراءات سفرهم بالتعاون مع السلطات المغربية المختصة وفقا للشروط المبينة في هذا الملحق.

المادة الثانية

يكون التعاقد بين جهات العمل بالجمهورية والعمال المغاربة المقيمين بالمغرب وفقا للاجراءات المنصوص عليها في هذا الملحق.

المادة الثالثة

في حالة عدم توفر اليد العاملة الليبية تقوم امانة الخدمة العامة باحالة عروض الاستخدام على مكتب الاخوة بالرباط بعد استكمالها للاجراءات الداخلية الضرورية وتحدد في هذه العروض جميع شروط وظروف العمل المقترحة من جهات العمل بالجمهورية.

مادة 2

العامل :

الاسم : اسم الأب :
 اسم الأم : محل وتاريخ الولادة :
 الوضع العائلي : عنوان الإقامة :
 المهنة :
 تم الاتفاق بين جهة العمل والعامل المبين اسمه أعلاه وذلك
 بالشروط التالية :

مادة 3

يلتزم العامل بالعمل لدى جهة العمل بأماكن عمله الكائنة :
 وبصفة :
 وبأجر يوميا أسبوعيا شهريا ، ويتقاضى أجرا قدره : بدل.
 يعمل بهذا العقد اعتبارا من : إلى
 وفي حالة عدم طلب أحد الطرفين لانتهائه يتجدد تلقائيا لمدة سنة أخرى.

مادة 4

يخضع أجر العامل لاستقطاعات ضريبة الدخل المقررة في الجماهيرية
 العربية الليبية الشعبية الاشتراكية ، كما يخضع أيضا لضريبة الدمغة المقررة
 واستقطاعات التأمين الاجتماعي وأي استقطاعات أخرى تنص عليها التشريعات.

مادة 5

تكون مدة العمل عدد ساعات يوميا.
 تكون مدة العمل عدد ساعات اسبوعيا.
 ولا تتجاوز ساعات العمل الاضافية عدد ساعات يوميا :

مادة 6

يخضع العامل لفترة تجريبية تحددها التشريعات الليبية ، وعليه القيام بذات
 العمل المنصوص عليه في العقد ولا يجوز لصاحب العمل أن يدفع للعامل أجرا
 أقل من الأجر الذي يتقاضاه العمال الليبيون والأجانب والذين يتساوون معه في
 الخبرة والأقدمية والمهارة.

مادة 7

تؤمن / لا تؤمن جهة العمل للعامل بدون مقابل طعامة . تؤمن / لا تؤمن
 جهة العمل للعامل في مكان العمل سكنا تتوافر فيه كافة الشروط الصحية وفي
 حالة عدم توفر ذلك تمنح للمستخدم علاوة سكن وفقا للقوانين المعمول بها في
 الجماهيرية.

مادة 8

لا يجوز للعامل القيام بأي نشاط سياسي وعليه التقيد بالعرف والتقاليد
 العربية الليبية.

مادة 9

تمنح جهة العمل للعامل اجازة سنوية حسب القوانين المعمول بها في
 الجماهيرية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية مدتها
 يوما في السنة.

مادة 10

تقوم جهة العمل بتأمين وسائل النقل للعامل من مناطق سكنهم من وإلى مكان
 العمل وتحمل جهة العمل نفقات هذه الوسائل.

للاتفاقية من قبل العامل وجهة العمل ، اذا لم يسبق لها توقيع ، وذلك على ست
 نسخ يؤشر عليها من قبل مكتب الاخوة بالرباط ، ومن وزارة التشغيل
 والانعاش الوطني.

المادة العاشرة

فور استلام وزارة التشغيل والانعاش الوطني لعقد العمل المبرم تقوم
 بمساعدة العامل لاستكمال الاجراءات الادارية اللازمة لحصوله على جواز
 السفر.

كما تقوم امانة الخدمة العامة فور استلامها لنسخ العقد المبرم باعطاء جهة
 العمل رخص الاستخدام اللازمة قصد الحصول على رخصة الإقامة للعامل
 الذي تم التعاقد معه.

المادة الحادية عشر

ترسل وزارة التشغيل والانعاش الوطني جوازات سفر العمال المتعاقد معهم
 الى مكتب الاخوة بالرباط لاعطائهم تأشيرة الدخول اللازمة ونولي السلطات
 المغربية مهمة تسليم هذه الجوازات الى اصحابها قبل سفرهم.

المادة الثانية عشر

تحدد مراكز جمع العمل لسفرهم الى الجماهيرية باتفاق بين وزارة التشغيل
 والانعاش الوطني ومكتب الاخوة بالرباط.

المادة الثالثة عشر

تتحمل جهة العمل نفقات السفر مباشرة بعد التعاقد بما في ذلك مصاريف
 النقل والاكل والايواء من مركز التجمع المنفق عليه الى مكان العمل
 بالجماهيرية.

المادة الرابعة عشر

يعمل بعقد العمل المبرم بين جهة العمل والعامل من يوم السفر على أن
 يبتدئ استحقاق الأجر عند ابتداء العامل لعمله أو في اليوم التالي لوصله الى
 مقر العمل ايهما أقصر.

المادة الخامسة عشر

يحق للعامل المغربي بعد انتهاء فترة التجربة ان يقدم بطلب الى الجهات
 الليبية المختصة تم الى السلطات المغربية المختصة بطلب فيه التحاق عائلته
 به على أن يحدد في هذا الطلب اعضاء عائلته المنتمين والامكانيات المتوفرة
 لديه لسكنائهم.

••

(2) الملحق رقم

نموذج عقد استخدام بين جهات العمل في الجماهيرية العربية الليبية
 الشعبية الاشتراكية والعمال المغاربة

مادة 1

يمثل جهة العمل :

الاسم : الجنسية :
 العنوان : عنوان مكان العمل :

وتبقى هذه الحقوق محفوظة لصالح العامل.

المكان والتاريخ : المكان والتاريخ :

توقيع ممثل جهة العمل : توقيع العامل :

شاهد وصدق :

مكتب التنسيق العمالي في المكتب الشعبي للجمهورية العربية الليبية الشعبية
الاشتراكية.

الختم والتوقيع

مكتب العمل والعمال :

الختم والتوقيع :

مادة 11

تطبق أحكام المادة 7 من اتفاقية اليد العاملة بشأن تفسير زوجة وأولاد العامل من والي الجماهيرية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية وتغطية نفقات سفرهم.

مادة 12

يستفيد العمال : في حدود القوانين الليبية من اتفاقية العمل الجماعية :

مادة 13

يستفيد العمال : بموجب المادة الأولى من اتفاقية اليد العاملة من كافة الحقوق والمزايا الممنوحة للعمال الليبيين والأجانب ولهم حق الاستفادة من قانون الضمان الاجتماعي وغيره من التشريعات السارية في الخصوص، ووفقا لما يتم الاتفاق عليه مع أمانة الضمان الاجتماعي بالجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية.

وتعتبر الحقوق الواردة في اتفاقية اليد العاملة الموقعة بين الجماهيرية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية والمملكة المغربية مصدرا متمعا لهذا العقد.

❑ PAYS-BAS

Sécurité sociale

- Dahir n° 1-99-314 du 7 moharrem 1426 (16 février 2005) portant publication de la Convention faite à Rabat le 30 septembre 1996 portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, faite à Rabat le 14 février 1972, de l'Arrangement Intérimaire fait à Rabat le 30 septembre 1996 entre l'autorité compétente marocaine et l'autorité compétente néerlandaise, concernant le service des soins médicaux au Maroc, et de l'Arrangement administratif portant révision de l'Accord administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, faite à Rabat le 14 février 1972 (1)

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention faite à Rabat le 30 septembre 1996 portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, faite à Rabat le 14 février 1972, l'Arrangement Intérimaire fait à Rabat le 30 septembre 1996 entre l'autorité compétente marocaine et l'autorité compétente néerlandaise, concernant le service des soins médicaux au Maroc, et l'Arrangement administratif portant révision de l'Accord administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, faite à Rabat le 14 février 1972 ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la Convention et des Arrangements précités,

A décidé ce qui suit :

(1) B.O. n° 5326 du 16 juin 2005.

Seront publiés au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Rabat le 30 septembre 1996 portant révision de la Convention Générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, faite à Rabat le 14 février 1972, l'Arrangement Intérimaire fait à Rabat le 30 septembre 1996 entre l'autorité compétente marocaine et l'autorité compétente néerlandaise, concernant le service des soins médicaux au Maroc, et l'Arrangement administratif portant révision de l'Accord administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, faite à Rabat le 14 février 1972.

Fait à Casablanca, le 7 moharrem 1426 (16 février 2005).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,
Driss Jettou.

*
* *

Convention portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972

Le Royaume du Maroc

et

Le Royaume des Pays-Bas

Désireux de développer les rapports en matière de sécurité sociale entre les deux Etats,

Guidés par le souhait de réviser certaines dispositions de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972,

Considérant qu'il faut régler certains droits pour les travailleurs et assimilés, les pensionnés et les membres de leur famille,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE I

Les dispositions de l'article 6 de la Convention sont modifiées comme suit et de ce fait le paragraphe 1 devient le paragraphe 2 et le paragraphe 2 devient le paragraphe 3 :

Article 6

1. Pour l'application des dispositions déterminant la législation applicable contenues dans le titre II, et à moins que la présente Convention n'en dispose autrement, le travailleur salarié ou assimilé est exclusivement soumis à la législation d'une seule Partie.
2. Sous réserve des dispositions des articles 7 à 9, les travailleurs salariés ou assimilés occupés sur le territoire de l'une des Parties contractantes sont soumis à la législation de cette Partie, même s'ils résident habituellement sur le territoire de l'autre Partie ou si leur employeur ou l'entreprise qui les occupe a son domicile ou son siège sur le territoire de l'autre partie.
3. Les travailleurs salariés ou assimilés qui sont occupés à bord d'un navire ou d'un aéronef au service d'une entreprise qui a son siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes sont soumis à la législation de cette Partie, même s'ils résident habituellement sur le territoire de l'autre Partie.
4. Si en vertu des dispositions de ce titre, un travailleur est soumis à la législation d'une Partie contractante sur le territoire de laquelle il ne réside pas, cette législation lui est applicable comme s'il résidait sur le territoire de cette Partie.

ARTICLE II

Le texte du chapitre I du titre III de la Convention est remplacé par le texte suivant :

Titre III : Dispositions particulières

Chapitre premier : Maladie et maternité

Article 10

1. Le travailleur salarié ou assimilé ayant accompli des périodes d'assurance au titre de la législation de l'une des Parties Contractantes et qui se rend sur le territoire de l'autre Partie a droit, pour lui-même et les membres de sa famille qui se trouvent sur ledit territoire, aux prestations de l'assurance maladie-maternité prévues par la législation de la dernière Partie pour autant qu'il remplit les conditions requises par la législation de cette Partie, compte tenu de la totalisation des périodes visées à l'article 4 de la présente Convention.
2. Si le travailleur salarié ou assimilé qui était assuré en vertu de la législation de l'une des Parties contractantes s'est rendu sur le territoire de l'autre Partie et ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier des prestations en vertu de la législation de la dernière Partie, et lorsque ce travailleur a encore droit à prestations en vertu de la législation de la première Partie ou qu'il aurait ce droit s'il se trouvait sur le territoire de cette Partie, il conserve ce droit.

Dans ce cas, les dispositions des paragraphes 1, 3, 4, 5, 6 et 7 de l'article 11 sont applicables par analogie.

Article 11

1. Un travailleur salarié ou assimilé qui satisfait aux conditions requises par la législation de l'une des Parties Contractantes pour avoir droit aux prestations, bénéficie des prestations en nature, lors d'un séjour sur le territoire de l'autre Partie contractante, lorsque son état vient à nécessiter immédiatement ces prestations.
2. Un travailleur salarié ou assimilé, admis au bénéfice des prestations à la charge d'une institution de l'une des Parties contractantes, qui réside sur le territoire de ladite Partie conserve ce bénéfice, lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de l'autre Partie contractante. Toutefois, avant le transfert, le travailleur doit obtenir l'autorisation de l'institution compétente. L'autorisation ne peut être refusée que si le déplacement de l'intéressé est de nature à compromettre son état de santé ou l'application d'un traitement médical.
3. Lorsqu'un travailleur salarié ou assimilé a droit aux prestations conformément aux dispositions des paragraphes précédents, les prestations en nature sont servies à la charge de l'institution compétente par l'institution du lieu de séjour ou de résidence selon les dispositions de la législation appliquée par ladite institution, en particulier en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations en nature: toutefois la durée du service de ces prestations est celle prévue par la législation de l'Etat compétent.
4. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance est subordonné sauf en cas d'urgence absolue – à la condition que l'institution compétente en donne l'autorisation. Avec l'approbation des autorités compétentes des Parties contractantes les organismes de liaison prévus dans l'arrangement administratif pour l'application de la présente convention établissent une liste des prestations en nature auxquelles le présent paragraphe est applicable.
5. Les prestations en espèces sont, dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, servies par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique
6. En ce qui concerne les prestations en nature, les dispositions des paragraphes précédents sont applicables par analogie aux membres de la famille du travailleur salarié ou assimilé.

7. Les dispositions des paragraphes 1 et 6 du présent article ne sont pas applicables aux personnes qui se rendent sur le territoire de la Partie contractante autre que l'Etat compétent en vue de recevoir des soins médicaux.

Article 12

1. Le travailleur salarié ou assimilé qui réside sur le territoire d'une Partie contractante autre que l'Etat compétent et satisfait aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 4, bénéficie sur le territoire de la Partie contractante où il réside :
 - a) des prestations en nature, servies à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme s'il y était affilié ;
 - b) des prestations en espèces, servies par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme s'il résidait sur le territoire de l'Etat compétent.
2. En ce qui concerne le bénéfice des prestations en nature, les dispositions du paragraphe précédent sont applicables par analogie aux membres de la famille qui résident sur le territoire d'une Partie contractante autre que l'Etat compétent. Toutefois, lorsque les membres de la famille ont droit aux prestations en vertu de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils résident, les dispositions du présent article ne leur sont pas applicables.

Article 13

1. Lorsque le titulaire de pensions dues au titre des législations des deux Parties contractantes a droit aux prestations en nature au titre de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle il réside, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 4, ces prestations sont servies à ce titulaire et aux membres de sa famille par l'institution du lieu de résidence et à la charge de cette institution, comme s'il était titulaire d'une pension due au titre de la seule législation de cette dernière Partie.
2. Lorsque le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie contractante ou de pensions dues au titre des législations des deux Parties contractantes, n'a pas droit aux prestations en nature au titre de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle il réside, il bénéficie néanmoins de ces prestations, ainsi que les membres de sa famille, pour autant qu'il ait droit auxdites prestations en vertu de la législation de la première Partie, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 4, ou qu'il y aurait droit, s'il résidait sur le territoire de cette Partie. Les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle

applique, comme si l'intéressé avait droit auxdites prestations en vertu de cette législation, mais la charge en incombe à l'institution compétente.

3. Lorsque le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie contractante ou de pensions dues au titre des législations des deux Parties contractantes réside sur le territoire de l'Etat compétent, les membres de sa famille qui résident sur le territoire de l'autre Partie contractante bénéficient des prestations en nature comme si le titulaire résidait sur le même territoire qu'eux. Ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence des membres de la famille, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme s'ils avaient droit auxdites prestations en vertu de cette législation, mais la charge en incombe à l'institution compétente.
4. Si les membres de la famille visées au paragraphe précédent transfèrent leur résidence sur le territoire de la Partie contractante où réside le titulaire, ils bénéficient des prestations, selon les dispositions de la législation de cette Partie, même s'ils ont déjà bénéficié des prestations pour le même cas de maladie ou de maternité avant le transfert de leur résidence.
5. Le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie contractante ou de pensions dues au titre des législations des deux Parties contractantes, qui a droit aux prestations en nature au titre de la législation de l'une de ces Parties, bénéficie de ces prestations, ainsi que les membres de sa famille, cours d'un séjour sur le territoire d'une Partie contractante autre que l'Etat compétent, lorsque leur état vient à nécessiter, immédiatement, des prestations en nature.
6. Dans les cas visés au paragraphe précédent, les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si l'intéressé avait droit auxdites prestations en vertu de cette législation, mais la charge en incombe à l'institution compétente.

La durée de service de ces prestations est celle prévue par la législation de l'Etat compétent. Les dispositions de l'article 11, paragraphe 4 sont applicables par analogie.

7. Si la législation d'une Partie contractante prévoit des retenues de cotisation à la charge du titulaire de pension pour la garantie des prestations en nature, l'institution de cette Partie, qui est débitrice d'une pension, est autorisée à opérer ces retenues lorsque la charge des prestations en nature incombe à une institution de ladite Partie en vertu du présent article.
8. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux membres de la famille qui ont un droit propre aux prestations en nature en vertu de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils résident.

9. Les dispositions du paragraphe 5 du présent article ne sont pas applicables aux personnes qui se rendent sur le territoire de la Partie contractante autre que la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils résident en vue de recevoir des soins médicaux.

Article 14

Les dispositions des paragraphes 1 et 6 de l'article 11 et du paragraphe 5 de l'article 13 de la convention sont également applicables aux assurés salariés ou assimilés qui sont ressortissants d'un pays tiers.

Article 15

1. Les prestations en nature servies en vertu des dispositions de ce chapitre font l'objet d'un remboursement de la part des institutions compétentes ou des institutions du lieu de résidence, selon le cas, à celles qui les ont servies.
2. Les remboursements sont déterminés et effectués selon les modalités à fixer par un arrangement administratif, soit sur justification des dépenses effectives, soit sur la base d'un forfait.

ARTICLE III

Le texte de l'article 21 de la Convention est modifié comme suit :

Article 21

1. La réduction visée à l'article 13, paragraphe 1 de l'AOW (Loi générale sur l'assurance vieillesse) n'est pas applicable aux périodes antérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, durant lesquelles, entre sa 15^e et sa 65^e année, la conjointe ou la veuve n'était pas assurée en vertu de la législation précitée tout en résidant durant le mariage sur le territoire du Royaume du Maroc, pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance accomplies par son mari sous cette législation.
2. La réduction visée à l'article 13, paragraphe 2 de l'AOW n'est pas applicable aux périodes antérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, durant lesquelles la conjointe du titulaire, entre sa 15^e et sa 65^e année, n'était pas assuré en vertu de la législation précitée tout en résidant pendant le mariage sur le territoire du Royaume du Maroc, pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance accomplies par son mari sous cette législation.
3. Par dérogation aux dispositions de l'article 45, paragraphe I de l'AOW et de l'article 47, paragraphe 1 de l'AWW (Loi générale sur l'assurance des veuves et des orphelins), le conjoint d'un travailleur salarié soumis au régime d'assurance

obligatoire, résidant sur le territoire du Royaume du Maroc, est autorisé à s'assurer volontairement en vertu de ces législations seulement pour les périodes postérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention durant lesquelles le travailleur salarié est soumis à l'assurance obligatoire en vertu de ces législations. Cette autorisation prend fin à partir du jour où se termine la période d'assurance obligatoire du travailleur salarié. Toutefois, cette autorisation ne prend pas fin lorsque l'assurance obligatoire du travailleur salarié a été interrompue par suite du décès du travailleur et lorsque le conjoint susmentionné ne bénéficie que d'une pension en vertu de l'AWW. En tout état de cause, l'autorisation d'assurance volontaire prend fin à partir du jour où l'assuré volontaire atteint l'âge de 65 ans.

La cotisation au titre de l'assurance volontaire susvisée due par ledit conjoint d'un travailleur salarié qui était soumis à l'assurance obligatoire AOW/AWW immédiatement avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, est fixée conformément aux dispositions relatives à la fixation de la cotisation d'assurance obligatoire, étant entendu que les revenus du conjoint sont, dans ce cas, censés avoir été perçus aux Pays-Bas.

Pour ledit conjoint d'un travailleur salarié devenu assuré obligatoire à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ou postérieurement à cette date, la cotisation est fixée conformément aux dispositions relatives à la fixation de la cotisation d'assurance volontaire en vertu de l'AOW de l'AWW.

4. L'autorisation visée au paragraphe précédent n'est accordée que :
 - si ledit conjoint du travailleur salarié a notifié à la Sociale Verzekeringsbank, dans un délai d'un an au plus suivant le début de la période d'assurance obligatoire de ce dernier, son intention de cotiser volontairement ;
 - si ledit conjoint d'un travailleur salarié, devenu assuré obligatoire à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ou immédiatement avant cette date, a notifié à la Sociale Verzekeringsbank dans un délai d'un an au plus qui prend cours à la date d'entrée en vigueur de ladite modification son intention de cotiser volontairement.
5. Les dispositions visées aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont pas applicables aux périodes qui coïncident avec les périodes prises en considération pour le calcul d'une pension due au titre de la législation d'un autre Etat que les Pays-Bas en matière d'assurance vieillesse ni aux périodes pendant lesquelles l'intéressé a bénéficié d'une pension de vieillesse en vertu d'une telle législation.

ARTICLE IV

Après l'article 34 de la Convention, il convient d'insérer un nouvel article 34a libellé comme suit :

Article 34 a

Les modalités particulières d'application des législations des Parties Contractantes sont mentionnées dans un Protocole Final qui constitue une partie intégrante de la présente Convention.

ARTICLE V

Il convient d'annexer à la Convention le Protocole Final libellé comme suit :

Protocole Final, relatif aux modalités particulières d'application des législations des Parties Contractantes.

1. Application de la législation néerlandaise sur l'assurance frais de maladie.

a) En ce qui concerne le droit aux prestations en nature en vertu de la législation néerlandaise, il y a lieu d'entendre par bénéficiaire des prestations en nature aux fins de l'application du Chapitre I du titre III de la Convention la personne assurée ou coassurée en vertu de l'assurance visée par la loi néerlandaise sur les caisses de maladie (Ziekenfondswet).

b) Pour l'application de l'article 13 de la Convention, sont assimilées aux pensions dues en vertu des dispositions légales visées au paragraphe 1, alinéa a (l'assurance incapacité de travail, respectivement l'assurance vieillesse) de l'article 1 de la Convention :

- les pensions au titre de la loi du 6 janvier 1966 portant une nouvelle réglementation des pensions des fonctionnaires civiles et de leurs proches parents (Loi générale sur les pensions civiles) ;
- les pensions au titre de la loi du 6 octobre 1966 portant une nouvelle réglementation des pensions des militaires et de leurs proches parents (Loi générale sur les pensions des militaires) ;
- les pensions au titre de la loi du 15 février 1967 portant une nouvelle réglementation des pensions des membres du personnel des chemins de fer néerlandais et de leurs proches parents (Loi sur les pensions des chemins de fer) ;
- les pensions au titre du règlement relatif aux conditions de service des chemins de fer néerlandais (R.D.V. 1964 N S) ;
- une prestation au titre de pension avant l'âge de 65 ans en vertu d'un régime de pension ayant pour but une assistance vieillesse aux travailleurs et anciens travailleurs ;
- une prestation au titre de préretraite en vertu d'un régime décrété par l'Etat, ou en vertu d'une convention collective de travail établissant un régime de préretraite, ou en vertu d'un régime à déterminer par le « Ziekenfondsraad » (Conseil des caisses de maladie).

- c) Le travailleur salarié ou assimilé ou les membres de sa famille visés au paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention et les membres de la famille visés au paragraphe 2 de l'article 12 de la Convention et le titulaire d'une pension ou d'une rente ou de pensions ou de rentes ou les membres de sa famille, visés aux paragraphes 2 et 3 de l'article 13 de la Convention, qui résident sur le territoire des Pays-Bas ne sont pas assurés au titre de l'assurance contre les frais spéciaux de maladie (AWBZ).
2. Application de la législation marocaine en matière de service des prestations en nature en cas de maladie et de maternité.

En attendant l'entrée en vigueur d'une législation sur l'assurance-maladie (prestations en nature au Maroc, les autorités compétentes des Parties Contractantes définissent dans un Arrangement Intérimaire les éléments suivants :

- a) les prestations en nature qui sont considérées comme prestations en nature en vertu de la législation marocaine ;
- b) les personnes résidant au Maroc qui sont considérées comme membres de la famille d'un assuré ;
- c) les modalités de calcul des coûts des prestations en nature qui sont à rembourser par l'institution néerlandaise à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).
3. Application de la législation néerlandaise sur l'assurance de pension de vieillesse
- a) La compétence de s'assurer volontairement, visée au paragraphe 3 de l'article 21 de la Convention est réservé au premier conjoint de l'assuré :
- soit à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, si cette personne était soumise à l'assurance obligatoire AOW/AWW immédiatement avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ;
 - soit à la date à laquelle cette personne est devenue assuré obligatoire AOW/AWW, si cette date est la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ou si cette date est postérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.
- b) Les paragraphes 1 et 2 de l'article 21 de la Convention ne sont applicables qu'au conjoint qui s'est assuré volontairement en vertu du paragraphe 3 de l'article 21 de la Convention.

ARTICLE VI

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le mois au cours duquel les Parties Contractantes se seront communiquées par écrit que les procédures constitutionnelles pour l'entrée en vigueur de la Convention ont été accomplies dans leur pays respectif.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Rabat, le 30 septembre 1996 en double exemplaire, en langue française.

*
* *

Arrangement Intérimaire entre l'autorité compétente néerlandaise et l'autorité compétente marocaine, concernant le service des soins médicaux au Maroc

L'autorité compétente marocaine, à savoir :
Le ministre de l'emploi et des affaires sociales
et

L'autorité compétente néerlandaise, à savoir :
Le ministre de la santé, du bien être et des sports.

Vu le paragraphe 2 du Protocole Final à la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Pour l'application du présent Arrangement Intérimaire,

- a) le terme « Convention » désigne la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signé à Rabat le 14 février 1972 ;
- b) le terme « Arrangement Administratif » désigne l'Arrangement Administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signé à Rabat le 14 février 1972 ;
- c) les autres termes utilisés dans le présent Arrangement Intérimaire ont la signification qui leur est attribuée dans la Convention ou dans l'Arrangement Administratif.

Article 2

Pour l'application des articles 12 et 13, paragraphes 2 et 3 de la Convention, sont considérées comme prestations en nature en vertu de la législation marocaine : les

prestations servies dans les formations hospitalières, sanitaires publiques et para-publiques.

Article 3

Pour l'application des articles 12 et 13, paragraphes 2, 3 et 4 de la Convention, sont considérées comme membres de la famille en vertu de la législation sur l'assurance-maladie (prestations en nature) au Maroc :

- a) Le conjoint non-divorcé à la condition :
 - qu'il ne soit pas assujéti lui-même à un régime obligatoire :
 - qu'il n'exerce pas pour le compte de l'assuré ou d'un tiers une activité professionnelle motivant son affiliation à un régime obligatoire de sécurité sociale pour le risque maladie.
- b) Les enfants de moins de 18 ans non-salariés, de moins de 26 ans lorsqu'ils sont placés en apprentissage ou poursuivent leurs études ou sont, par suite d'infirmités ou de maladies chroniques, dans l'impossibilité permanente de se livrer à une activité lucrative.

Article 4

1. Les dépenses afférentes aux prestations en nature servies au Maroc en vertu des articles 12 et 13, paragraphes 2 et 3 de la Convention sont évaluées forfaitairement pour chaque année civile.
2. Le montant forfaitaire, indiqué au paragraphe 1 dû par les institutions néerlandaises, est établi en multipliant 95 % du coût moyen annuel par personne par le nombre moyen annuel des personnes à prendre en compte.

Ce montant est calculé à partir des statistiques établies par l'autorité compétente marocaine, compte tenu :

- du coût du fonctionnement des formations hospitalières, sanitaires publiques et para-publiques ;
 - du nombre moyen de personnes qui ont eu vocation de recevoir des soins dans ces établissements au cours de l'année.
3. Le coût de fonctionnement des formations hospitalières, sanitaires publiques et para-publiques visées au paragraphe 2 comprend les charges de fonctionnement, de matériel y compris les amortissements.

Il est déterminé sur la base de la loi de finances et des budgets de l'année considérée des formations sanitaires publiques et para-publiques y compris le coût global des investissements effectués.

4. L'application du paragraphe précédent peut donner lieu à des calculs différents pour les coûts moyens des soins dispensés aux pensionnés et les membres de leur famille et les coûts moyens des soins dispensés aux travailleurs et les membres de leur famille.

Article 5

1. En attendant la disponibilité des données nécessaires pour l'application du paragraphe 4 de l'article 4, les créances marocaines sur la base d'un forfait pour les deux années suivant la date d'entrée en vigueur du présent Arrangement Intérimaire sont d'un caractère provisoire. A cet effet la partie marocaine établit conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 4 un seul montant forfaitaire qui concerne aussi bien les soins dispensés au travailleur et les membres de la famille de même que les soins dispensés aux pensionnés et les membres de la famille. Pour l'application du paragraphe 4 de l'article 4 le montant forfaitaire concernant les soins dispensés aux pensionnés et les membres de la famille est majoré par 10%.
2. A compter de la date d'entrée en vigueur du présent Arrangement Intérimaire, les créances définitives d'une année donnée doivent être introduites après une période de trois années.

Article 6

1. Pour l'application de l'article 10, paragraphe 2, l'article 11, paragraphes 1, 2 et 6 de l'article 13, paragraphe 5, de la Convention, les bénéficiaires y visés ont droit aux prestations visées à l'article 2. Elles leur sont fournies, en principe, par remboursement des frais engagés par les assurés, le cas échéant, dans les limites fixées par un accord entre les organismes de liaison.
2. Les montants effectifs des prestations visés au paragraphe 1 sont remboursés par les institutions néerlandaises à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), et ce, tels qu'ils résultent de la comptabilité de cette institution.

Article 7

1. Le présent Arrangement Intérimaire entre en vigueur à la même date que la Convention portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972.
2. Le présent Arrangement Intérimaire cesse d'être en vigueur à la date où une législation marocaine sur l'assurance maladie (prestations en nature) entre en vigueur.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement Intérimaire.

Fait à Rabat, le 30 septembre 1996 en double exemplaire, en langue française.

*
* * *

Arrangement Administratif portant révision de l'Arrangement Administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972

L'autorité compétente marocaine, à savoir :

Le ministre de l'emploi et des affaires sociales

et

Les autorités compétentes néerlandaises, à savoir :

Le ministre des affaires sociales et de l'emploi et le ministre de la santé, du bien être et des sports

Désireux de donner à l'Arrangement Administratif du 3 novembre 1972 son plein effet tant dans sa lettre que dans son esprit,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE I

L'article premier sous d est modifié comme suit :

d) le terme « membres de la famille » désigne les personnes définies ou admises comme telles par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elles résident.

ARTICLE II

L'article 2, paragraphe 1, a, b et c, est remplacé par le texte suivant, et de ce fait le paragraphe 1, d devient le paragraphe 1, c.

- a) pour les prestations en nature en cas de maladie et de maternité: le « Ziekenfondsraad » (Conseil des caisses de maladie) à Amstelveen ;
- b) pour les pensions de vieillesse et de survie, ainsi que pour les allocations familiales: la « Sociale Verzekeringsbank » (Banque de l'Assurance Sociale) à Amstelveen.

ARTICLE III

L'article 4, paragraphe 2 est modifié comme suit :

- aux Pays-Bas, par la « Sociale Verzekeringsbank » (Banque de l'Assurance Sociale) à Amstelveen.

ARTICLE IV

Le texte du chapitre 2 : « Maladie et maternité » est remplacé par le texte suivant :

Chapitre 2 : Maladie et maternité

Article 6

Aux fins de l'application du présent chapitre, les termes « institutions du lieu de résidence » et « institution du lieu de séjour » désignent :

- a) aux Pays-Bas :
 - pour les prestations en nature : le « Ziekenfonds » (Caisse de maladie) compétent pour le lieu de résidence et « Onderlinge Waarborgmaatschappij ANOZ Ziektelkostenverzekeringen U.A. » à Utrecht en cas de séjour temporaire ;
 - pour les prestations en espèces : la « Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging » (Nouvelle association professionnelle générale) à Amsterdam.
- b) au Maroc :
 - la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), siège à Casablanca ou services extérieurs à travers le Royaume du Maroc.

Article 7

1. Pour bénéficier de la totalisation des périodes d'assurance visée à l'article 4 de la Convention, le travailleur qui s'est rendu d'un pays à l'autre est tenu de présenter à l'institution compétente de ce dernier pays une attestation mentionnant les périodes d'assurance accomplies sous la législation du premier pays.
2. L'attestation est délivrée à la demande du travailleur :
 - a) en ce qui concerne les périodes d'assurance accomplies aux Pays-Bas, par l'association professionnelle auprès de laquelle son dernier employeur aux Pays-Bas est affilié. Toutefois, si le travailleur n'était assuré qu'en matière des prestations en nature, l'attestation est délivrée par la caisse de maladie auprès de laquelle il était assuré en dernier lieu.
 - b) en ce qui concerne les périodes d'assurance accomplies au Maroc par la CNSS.

3. Si le travailleur ne présente pas l'attestation, l'institution compétente du pays où il s'est rendu s'adresse à l'une des institutions susvisées pour l'obtenir.

Article 8

1. Pour bénéficier au Maroc des prestations en espèces en vertu de la législation néerlandaise, le travailleur, qui devient inapte au travail lors d'un séjour temporaire au Maroc est tenu – sans préjudice de son obligation de mettre immédiatement son employeur au courant de son incapacité de travail – d'introduire sans délai en personne ou – dans le cas de force majeure – de faire déposer une requête auprès de la CNSS en joignant un certificat médical délivré par son médecin traitant. Dans sa requête, le travailleur indique le nom et l'adresse de son employeur ou de son ancien employeur ainsi que, si possible, ceux de l'association professionnelle compétente.
2. La CNSS fait établir sans délai un rapport sur l'état de santé du travailleur par un médecin désigné par elle. Ce rapport ainsi que la requête visée au premier paragraphe sont adressés par la CNSS à l'association professionnelle compétente, ou dans le cas où cette institution n'est pas connue, au « Gemeenschappelijk Administratiekantoor » (GAK) à Amsterdam. Dans un tel cas, le GAK transmet immédiatement les documents reçus à l'association professionnelle à laquelle l'employeur indiqué est affilié.
3. L'institution compétente néerlandaise est seule habilitée à prendre la décision en ce qui concerne la détermination de l'incapacité de travail et le droit aux prestations en espèces, sauf le pouvoir des juridictions compétentes néerlandaises en cas de litige.

A cet effet, l'association professionnelle peut convoquer le travailleur afin de lui faire subir aux Pays-Bas un examen médical par son propre médecin d'assurance. Le travailleur est tenu de donner suite, sans délai, à une telle convocation. Toutefois, l'association professionnelle peut également charger le travailleur de se présenter de nouveau, dans un délai à fixer par cette association, à la CNSS, à laquelle il doit présenter un certificat médical, délivré par son médecin traitant. En ce qui concerne cette présentation, la CNSS procède selon les modalités prévues au paragraphe 2.

Les frais additionnels de voyage, à cause de son état de santé, pour donner suite à la convocation susmentionnée, seront remboursés à l'intéressé sur présentation des documents justificatifs.

4. Dans le cas où le travailleur ne se considère pas en état de donner suite à la convocation de l'association professionnelle pour se présenter aux Pays-Bas à la consultation du médecin d'assurance, il est tenu de s'adresser sans délai à la CNSS, à laquelle il doit présenter un certificat médical, délivré par son médecin

traitant, ainsi que la convocation de l'association professionnelle compétente. Cette convocation constitue une demande de contrôle médical. La CNSS fait examiner le travailleur sans délai par un médecin désigné par elle.

5. Le médecin, désigné par la CNSS, détermine si le travailleur est empêché de donner suite à la convocation de l'association professionnelle pour des motifs médicaux. Si, d'après l'avis du médecin, désigné par la CNSS, le travailleur n'était pas en état de se rendre aux Pays-Bas, ledit médecin précise dans le rapport, destiné à la CNSS, les raisons de cet empêchement ainsi que la date où cet empêchement sera levé et en informe immédiatement le travailleur. Le travailleur doit se rendre aux Pays-Bas à la date indiquée par le médecin et se rendre auprès du médecin d'assurance, indiqué par l'association professionnelle compétente, dès son arrivée aux Pays-Bas. La CNSS transmet sans délai le rapport du médecin indiqué par elle à l'association professionnelle compétente.
6. En cas de prolongation de l'incapacité de travail, le travailleur auquel l'association professionnelle compétente n'a pas encore envoyé la convocation visée au paragraphe 3, est tenu de s'adresser à la CNSS à laquelle il doit présenter une nouvelle requête en joignant un certificat médical, délivré par son médecin traitant, chaque fois avant la fin de la période de repos indiquée dans le certificat médical qui a été antérieurement délivré par son médecin traitant. Dans de tels cas, la CNSS procède selon les modalités prévues au paragraphe 2.

Article 8 a

1. Le travailleur bénéficiant des prestations en espèces en vertu de la législation néerlandaise et qui est autorisé par l'association professionnelle compétente à séjourner temporairement au Maroc, reste soumis au contrôle de l'association professionnelle compétente.

Pour l'exercice de ce contrôle, l'association professionnelle convoque le travailleur afin de subir aux Pays-Bas un examen médical par son propre médecin d'assurance. Le travailleur est tenu de donner suite sans délai à une telle convocation. Les frais additionnels du voyage, à cause de son état de santé, pour donner suite à la convocation susmentionnée, seront remboursés à l'intéressé sur présentation des documents justificatifs

2. Dans le cas où le travailleur ne se considère pas en état de donner suite à une telle convocation, les paragraphes 4 et 5 de l'article 8 sont applicables par analogie.

Article 8 b

1. Le travailleur bénéficiant des prestations en espèces en vertu de la législation néerlandaise et qui est autorisé par l'association professionnelle compétente à

continuer à bénéficier de ces prestations après le transfert de sa résidence sur le territoire du Maroc, est tenu de s'adresser avant la date indiquée par l'association professionnelle à la CNSS, à laquelle il doit présenter la confirmation de l'autorisation de l'association professionnelle ainsi qu'un certificat médical, délivré par son médecin traitant.

2. La CNSS fait établir un rapport sur l'état de santé du travailleur par un médecin désigné par elle. La CNSS transmet ce rapport sans délai à l'association professionnelle compétente.
3. En ce qui concerne la détermination de l'incapacité de travail éventuelle après la date visée au paragraphe 1, les dispositions des paragraphes 3 et 6 de l'article 8 sont applicables par analogie.

Les frais du voyage pour donner suite à la convocation mentionnée au paragraphe 3 de l'article 8, seront remboursés à l'intéressé sur présentation des documents justificatifs.

Article 9

1. Pour bénéficier aux Pays-Bas des prestations en espèces en vertu de la législation marocaine, le travailleur présentant une incapacité de travail qui se trouve dans ce pays est tenu d'adresser une requête à la «Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging» en mentionnant le nom et l'adresse de son employeur. Cette institution transmet sans délai la demande à la CNSS, en joignant un certificat médical de son médecin d'assurance.
2. La «Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging» procède au contrôle médical et administratif du travailleur comme s'il s'agissait de son propre assuré et adresse les rapports établis à cet effet, sans délai, à la CNSS.

Toutefois, cette caisse conserve la faculté de faire procéder au contrôle du travailleur par un médecin de son choix.

3. La CNSS est seule habilitée à prendre la décision en ce qui concerne le droit aux prestations, sauf le pouvoir des juridictions compétentes marocaines en cas de litige.

Article 10

1. Pour bénéficier des prestations en nature, lors d'un séjour sur le territoire de l'Etat autre que l'Etat compétent, le travailleur visé à l'article 11, paragraphe 1 de la Convention présente à l'institution du lieu de séjour une attestation délivrée par l'institution compétente, si possible avant de quitter l'Etat compétent, prouvant qu'il a droit aux prestations en nature susmentionnées. Cette attestation indique notamment la durée pendant laquelle ces prestations peuvent

être servies. Si le travailleur ne présente pas ladite attestation, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables par analogie aux membres de la famille du travailleur.
3. Si les formalités prévues au paragraphe 1 du présent article n'ont pu être accomplies pendant le séjour, les frais engagés sont remboursés à la demande du travailleur par l'institution compétente aux tarifs appliqués par l'institution du lieu de séjour.
4. L'institution du lieu de séjour est tenue de fournir à l'institution compétente qui le demande, les indications nécessaires concernant ces tarifs.

Article 11

Pour conserver le bénéfice des prestations en nature dans le pays de sa nouvelle résidence, le travailleur visé à l'article 11, paragraphe 2 de la Convention présente à l'institution du lieu de sa nouvelle résidence une attestation par laquelle l'institution compétente l'autorise à conserver le bénéfice des prestations après le transfert de sa résidence. Ladite institution indique, le cas échéant, dans cette attestation la durée maximale du service des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation appliquée par elle.

L'institution compétente peut, après le transfert de la résidence du travailleur, et à la requête de celui-ci ou de l'institution du lieu de la nouvelle résidence, délivrer l'attestation lorsque celle-ci n'a pu être établie antérieurement.

Article 12

1. Afin d'obtenir l'autorisation à laquelle l'octroi des prestations visées à l'article 11, paragraphe 4 de la Convention est subordonné, l'institution du lieu de résidence ou de séjour adresse une demande à l'institution compétente. Cette dernière institution dispose d'un délai de trente jours, à compter de l'envoi de cette demande pour notifier, le cas échéant, son opposition motivée; l'institution du lieu de résidence ou de séjour octroie les prestations si elle n'a pas reçu d'opposition à l'expiration de ce délai.
2. Lorsque les prestations visées à l'article 11, paragraphe 4 de la Convention doivent être servies, en cas d'urgence absolue, sans l'autorisation de l'institution compétente, l'institution du lieu de résidence ou de séjour avise immédiatement ladite institution.
3. Les cas d'urgence absolue au sens de l'article 11, paragraphe 4 de la Convention sont ceux où le service de la prestation ne peut être différé sans mettre gravement en danger la vie ou la santé de l'intéressé. Dans le cas où une prothèse ou

un appareillage est accidentellement cassé ou détérioré, il suffit pour établir l'urgence absolue, de justifier la nécessité de la réparation ou du renouvellement de ladite prothèse ou dudit appareillage.

Article 13

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'article 12 de la Convention, le travailleur s'inscrit, ainsi que les membres de sa famille, auprès de l'institution du lieu de résidence, en présentant une attestation par laquelle il est établi qu'il a droit à ces prestations pour lui-même et pour les membres de sa famille, cette attestation est délivrée par l'institution compétente, au vu des renseignements fournis, le cas échéant, par l'employeur. Si le travailleur ou les membres de sa famille ne présentent pas ladite attestation, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.
2. L'attestation visée au paragraphe précédent demeure valable aussi longtemps que l'institution du lieu de résidence n'a pas reçu notification de son annulation.
3. L'institution du lieu de résidence avise l'institution compétente de toute inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions du paragraphe I du présent article.
4. Lors de toute demande de prestations en nature, le requérant présente les pièces justificatives normalement requises pour l'octroi des prestations en nature en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside.
5. Le travailleur ou les membres de sa famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de résidence de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit aux prestations en nature, notamment tout abandon ou changement d'emploi ou d'activité professionnelle du travailleur ou tout transfert de la résidence ou du séjour de celui-ci ou d'un membre de sa famille. L'institution compétente informe également l'institution du lieu de résidence de la cessation de l'affiliation ou de la fin des droits à prestations du travailleur. L'institution du lieu de résidence peut demander en tout temps à l'institution compétente de lui fournir tous renseignements relatifs à l'affiliation ou aux droits à prestations du travailleur.

Article 14

1. Pour bénéficier des Prestations en nature dans le pays de sa résidence, le titulaire d'une pension visé à l'article 13, paragraphe 2 de la Convention, s'inscrit, ainsi que les membres de sa famille, auprès de l'institution du lieu de sa résidence, en présentant les pièces suivantes :

- (i) une attestation certifiant qu'il a droit à ces prestations pour lui-même et pour les membres de sa famille. Cette attestation est délivrée par l'institution compétente qui transmet le double de cette attestation à l'organisme de liaison de l'autre Partie contractante. Si le titulaire d'une pension ne présente pas l'attestation, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir. Cette attestation reste valable aussi longtemps que l'organisme de liaison de l'autre Partie Contractante n'a pas reçu notification de son annulation par l'institution qui a délivré l'attestation.
- (ii) Les pièces justificatives normalement exigées par la législation du pays de résidence pour l'octroi des prestations en nature.
2. L'institution du lieu de résidence avise l'institution compétente de toute inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions du paragraphe 1.
 3. L'octroi des prestations en nature est subordonné à la validité de l'attestation visée au paragraphe 1, alinéa (i).
 4. Le titulaire d'une pension est tenu d'informer l'institution du lieu de sa résidence de tout changement dans sa situation susceptible de modifier son droit aux prestations en nature, notamment toute suspension ou suppression de sa pension et tout transfert de sa résidence ou de celle des membres de sa famille.
 5. L'institution du lieu de résidence informe aussitôt qu'elle en a connaissance l'institution compétente de toute modification susceptible d'éteindre le droit aux prestations en nature du titulaire d'une pension ou des membres de sa famille.
 6. L'institution du lieu de résidence prête ses bons offices à l'institution compétente en vue d'exercer un recours contre le bénéficiaire qui a obtenu indûment des prestations.
 7. Les dispositions de l'article 13 sont applicables par analogie aux membres de la famille visés à l'article 13, paragraphe 3 de la Convention.
 8. En ce qui concerne le service des prestations en nature aux titulaires d'une pension ainsi qu'aux membres de leur famille, lors d'un séjour visé à l'article 13, paragraphe 5 de la Convention, les dispositions des articles 10 et 12 sont applicables par analogie.

Article 14 a

Dans les cas visés à l'article 13, paragraphe 4 de la Convention, l'institution compétente demande, s'il est nécessaire, à l'institution du lieu de la dernière résidence, de lui fournir des renseignements relatifs à la période de service de prestations précédant immédiatement le séjour ou le transfert de résidence sur le territoire de l'Etat compétent.

Article 14 b

Les montants effectifs des dépenses afférentes aux prestations en nature servies en application de l'article 10, paragraphe 2, de l'article 11, paragraphe 1, 2 et 6 et de l'article 13, paragraphe 5 de la Convention, sont remboursés par les institutions compétentes, aux institutions qui ont servi lesdites prestations et ce, tels qu'ils résultent de la comptabilité de ces dernières institutions.

Article 14 c

1. Les dépenses afférentes aux prestations en nature servies en vertu des articles 12 et 13, paragraphes 2 et 3 de la Convention, sont évaluées forfaitairement pour chaque année civile.
2. Le montant forfaitaire, indiqué au paragraphe 1, dû par les institutions néerlandaises, est établi en multipliant 95% du coût moyen annuel par personne par le nombre moyen annuel des personnes à prendre en compte.

Ce montant est calculé à partir de statistiques établies par l'autorité compétente marocaine, compte tenu :

- du coût des prestations en nature en vertu de la législation sur l'assurance maladie marocaine ;
 - du nombre moyen des bénéficiaires visés aux articles 12 et 13, paragraphes 2 et 3 de la Convention, au cours de l'année.
3. L'application du paragraphe 2 peut donner lieu à des calculs différents pour les coûts moyens des soins dispensés aux pensionnés et les membres de leur famille et les coûts moyens des soins dispensés aux travailleurs et les membres de leur famille.
 4. Le montant forfaitaire, indiqué au paragraphe 1, dû par les institutions marocaines, est établi en multipliant le coût moyen annuel par personne par le nombre moyen annuel des personnes à prendre en compte. Le coût moyen annuel par personne est égal à la moyenne des dépenses afférentes au total des prestations en nature servies par les institutions néerlandaises à l'ensemble des assurés soumis à la législation néerlandaise.
 5. L'application du paragraphe 4 peut donner lieu à des calculs différents selon le groupe d'âge auquel appartiennent les assurés.

Article 14 d

Les remboursements prévus à l'article 14 de la Convention sont effectués par l'intermédiaire des organismes de liaison. Pour l'application des articles 14b et 14c, les organismes visés au présent article pourront conclure des arrangements concernant le versement d'avances.

Article 14 e

Les montants visés aux articles 14b et 14c sont majorés de 10% pour frais d'administration.

ARTICLE V

L'article 17 de l'Arrangement Administratif du 2 novembre 1972 est modifié comme suit :

1. a) Lorsque l'Association professionnelle envers laquelle un travailleur salarié ou assimilé résidant au Maroc peut prétendre aux prestations au titre de la législation néerlandaise, n'exerce pas elle-même le contrôle, cette institution peut demander à la CNSS de faire établir un rapport médical en ce qui concerne l'état de santé du travailleur et de faire procéder au contrôle administratif. Cette demande de l'institution néerlandaise indique la nature de l'enquête médicale ou administrative.
- b) Au cas où l'Association professionnelle ou le « Gemeenschappelijke Medische Dienst » (Service médical commun) exerce elle-même le contrôle, cette institution peut convoquer le travailleur aux Pays-Bas afin de lui faire subir les examens médicaux nécessaires. Les frais des examens et du voyage incombent à l'institution néerlandaise.
- c) Si le bénéficiaire considère qu'il n'est pas capable pour des raisons médicales de se rendre aux Pays-Bas, il en informe immédiatement l'institution néerlandaise concernée, il est alors tenu de présenter un certificat médical homologué par un médecin contrôleur de la CNSS.

Cette attestation comporte notamment la cause médicale de l'incapacité de se rendre aux Pays-Bas et la période après laquelle la cause médicale est levée.

2. a) Le contrôle administratif et médical des titulaires de prestations en vertu de la législation marocaine qui résident aux Pays-Bas, est effectué à la demande de l'institution compétente par l'intermédiaire de la « Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging ». Cette demande de l'institution marocaine indique la nature de l'enquête médicale ou administrative.
- b) Au cas où l'institution marocaine exerce elle-même le contrôle, les frais des examens et du voyage incombent à l'institution marocaine.
- c) Si le bénéficiaire considère qu'il n'est pas capable pour des raisons médicales de se rendre au Maroc, il en informe immédiatement l'institution marocaine concernée, il est alors tenu de se présenter auprès de l'institution du lieu de sa résidence. Cette institution soumettra le bénéficiaire à un examen médical et enverra à la CNSS l'attestation qui comporte notamment la cause médicale de l'incapacité de se rendre au Maroc et la période après laquelle la cause médicale est levée.

ARTICLE VI

Dans l'article 21, paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'Arrangement Administratif, l'organisme de liaison :

« Raad van Arbeid » (Conseil de travail) est remplacé par l'organisme de liaison suivant :

La « Districtskantoor van de Sociale Verzekeringsbank » (Délégation Régionale de la Banque de l'Assurance Sociale).

ARTICLE VII

L'article 24 de l'Arrangement Administratif est supprimé.

Les articles 25-26-27-28-29-30 sont respectivement renumérotés 24-25-26-27-28-29.

ARTICLE VIII

Dans le chapitre 7 (Dispositions diverses de l'Arrangement Administratif un nouvel article 30 est inséré :

« Afin de pouvoir bénéficier d'une indemnité en espèce en vertu des réglementations légales néerlandaises, ou de maintenir une telle indemnité en espèce, le travailleur, son assimilé ou ses survivants, sont obligés de montrer à la CNSS une pièce d'identité officielle.

La CNSS identifie le travailleur sur présentation de sa pièce d'identité.

On comprend par pièce d'identité officielle, un passeport en cours de validité ou une carte d'identité en cours de validité, délivrée par l'autorité compétente du pays dont la personne concernée est ressortissant.

La CNSS prouve à l'organisme compétent néerlandais que l'identité des personnes sus-mentionnées, a été dûment vérifiée, en envoyant une copie de la pièce d'identité avec la demande, le rapport administratif ou le rapport médical. »

ARTICLE IX

Le présent Arrangement Administratif entrera en vigueur à la même date et pour la même durée que la Convention portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée le 14 février 1972.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement Administratif.

Fait à Rabat, le 30 septembre 1996 en double exemplaire, en langue française.

- **Dahir n° 1-01-280 du 8 safar 1428 (26 février 2007) portant publication de la Convention et de l'Arrangement administratif faits à Rabat le 22 juin 2000 portant respectivement révision de la Convention générale de la sécurité sociale et des deux Arrangements administratifs du 3 novembre 1972 et du 30 septembre 1996 relatifs aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale, faite à Rabat le 30 septembre 1996 entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne;

Vu la Convention et l'Arrangement administratif faits à Rabat le 22 juin 2000 portant respectivement révision de la Convention générale de la sécurité sociale et des deux Arrangements administratifs du 3 novembre 1972 et du 30 septembre 1996 relatifs aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale, faite à Rabat le 30 septembre 1996 entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention et de l'arrangement précités,

A décidé ce qui suit :

Seront publiés au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention et l'Arrangement administratif faits à Rabat le 22 juin 2000 portant respectivement révision de la Convention générale de la sécurité sociale et des deux Arrangements administratifs du 3 novembre 1972 et du 30 septembre 1996 relatifs aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale, faite à Rabat le 30 septembre 1996 entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas.

Fait à Rabat, le 8 safar 1428 (26 février 2007).

Pour contreseing:

Le Premier ministre,

Driss Jettou.

(1) *B.O.* n° 5518 du 19 avril 2007.

*
* * *

Convention portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas signée à Rabat le 14 février 1972 telle que révisée et signée le 30 septembre 1996

Le Royaume du Maroc
et
Le Royaume des Pays-Bas

Résolus d'étendre la coopération dans le domaine de la sécurité sociale,

Ont décidé de procéder à une révision de la Convention de sécurité sociale susvisée entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972 telle que révisée et signée le 30 septembre 1996,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article I : La disposition de l'article 2, paragraphe 1, est modifiée comme suit :

Article 2. — 1. A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention, les dispositions de la présente Convention sont applicables aux travailleurs salariés ou assimilés qui sont ou ont été soumis à la législation de l'une des parties contractantes et qui sont des ressortissants de l'une des parties, ainsi qu'aux membres de leurs familles et à leurs survivants.

Article II : Le texte de l'article 5 de la convention est remplacé par le texte suivant :

Article 5. — 1. Les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse, ou de survivants, les allocations au décès et les allocations familiales acquises au titre de la législation de l'une des parties contractantes ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du fait que le bénéficiaire ou l'enfant réside sur le territoire de la partie contractante autre que celui où se trouve l'institution débitrice.

2. Le paragraphe précédent est aussi applicable aux prestations en vertu de la loi sur l'assurance incapacité de travail des travailleurs indépendants (WAZ).

3. Les paragraphes précédents sont également applicables aux personnes non-ressortissantes de l'une des parties contractantes.

Article III : Après l'article 29 de la convention, il convient d'insérer un nouvel article 29a libellé comme suit :

Article 29 a. — L'institution compétente de l'un des Etats signataires est habilitée à :

- refuser ou supprimer la prestation d'invalidité, de vieillesse ou de survivants ainsi que les allocations familiales si le demandeur ou l'ayant-droit ou l'organisme de liaison de l'autre Etat refuse de fournir les renseignements demandés et ce, dans un délai de 3 mois après l'envoi de la requête ;
- suspendre lesdites prestations si le demandeur ou l'ayant-droit ou l'organisme de liaison de l'autre Etat n'a pas fourni les renseignements demandés dans le délai susvisé de trois mois.

Article IV : Cette Convention sera appliquée provisoirement dès le premier jour du deuxième mois suivant la signature.

Cette Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le mois au cours duquel les parties contractantes se seront communiquées par écrit que les procédures constitutionnelles pour l'entrée en vigueur de la Convention ont été accomplies dans leur pays respectif, étant entendu que l'article II entrera en vigueur à effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2000.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé La présente Convention.

Fait à Rabat, le 22 juin 2000, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Royaume du Maroc,

M. Khalid Alioua.

*Ministre du développement social,
de la solidarité, de l'emploi
et de la formation professionnelle.*

Pour le Royaume des Pays-Bas,

M. Hendrik J. Van Pesch.

*Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire.*

*

* *

Arrangement Administratif portant révision de l'Arrangement Administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972 et révisée par Arrangement Administratif signé à Rabat le 30 septembre 1996

L'autorité compétente marocaine à savoir :

Le Ministre du Développement Social, de la Solidarité, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;

et

Les autorités compétentes néerlandaises à savoir :

Le Ministre des Affaires Sociales et de l'Emploi et le Ministre de la Santé, du Bien-être et des Sports ;

Désireux de donner à l'Arrangement Administratif du 3 novembre 1972 et l'Arrangement Administratif du 30 septembre 1996 son plein effet tant dans sa lettre que dans son esprit,

Sont convenus de ce qui suit :

Article I : Après l'article 31 de l'Arrangement Administratif du 3 novembre 1972 révisé par l'Arrangement Administratif du 30 septembre 1996, il convient d'insérer un nouvel article 31a libellé comme suit :

Article 31a. — 1. L'institution compétente de l'Etat signataire auprès de laquelle une demande de prestation est déposée, est tenue de vérifier l'exactitude des renseignements relatifs au demandeur et, le cas échéant, aux membres de la famille et doit fournir les pièces justificatives ou des documents analogues à l'institution compétente de l'autre Etat signataire, de manière à ce que cette dernière puisse poursuivre l'instruction de la demande.

2. Le paragraphe 1 s'applique également lorsque l'institution compétente de l'un des Etats signataires introduit une requête auprès de l'institution de l'autre Etat afin de procéder à une enquête sur la légitimité des paiements versés aux bénéficiaires de prestations résidant ou séjournant sur le territoire de l'un ou l'autre des Etats signataires.
3. Les renseignements visés aux paragraphes 1 et 2 s'étendent également à l'adresse, au travail, à la scolarité, aux revenus, à la situation familiale et à l'aptitude au travail ou à l'état de santé.
4. Les institutions compétentes des Etats signataires peuvent s'adresser directement les unes aux autres ou à leurs bénéficiaires ou à leurs représentants.

5. Des renseignements peuvent être directement demandés aux autorités, sur le territoire de l'autre Etat, par les représentants diplomatiques et consulaires ainsi que par les institutions compétentes ou les organismes de liaison des Etats signataires afin de déterminer le droit à prestation des bénéficiaires de prestations de l'un des Etats signataires ainsi que la légitimité des paiements qui leur sont versés. Les demandes de renseignements sur le territoire de l'autre Etat ne sont possibles qu'au su des organismes de liaison de l'autre Etat.

Article II: L'article V de l'Arrangement Administratif du 30 septembre 1996 est modifié comme suit: il convient d'insérer sous I. et 2, des nouveaux paragraphes b) et de ce fait les paragraphes b) deviennent c) et les paragraphes c) deviennent d).

Pour l'appréciation du degré d'inaptitude au travail, les institutions de chaque Etat signataire peuvent s'appuyer sur les rapports médicaux et les données administratives fournis par l'autre Etat. Cependant, l'institution compétente conserve la faculté de faire procéder à l'examen de l'intéressé par un médecin de son choix.

Article III: Après l'article 34 de l'Arrangement Administratif du 3 novembre 1972 il convient d'insérer un nouvel article 34a libellé comme suit:

Article 34a. - L'institution du lieu de résidence prête ses bons offices à l'institution compétente en vue d'exercer un recours contre le bénéficiaire qui a obtenu indûment des prestations. Les modalités d'application seront arrêtées de commun accord par les institutions compétentes des deux pays.

Article IV: Le présent Arrangement Administratif entrera en vigueur à la même date et pour la même durée que la Convention telle signée le 30 septembre 1996, portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays Bas, signée le 14 février 1972.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement Administratif.

Pour l'autorité compétente
marocaine,

M. Khalid Alioua.
*Ministre du développement social,
de la solidarité, de l'emploi
et de la formation professionnelle.*

Pour les autorités compétentes
néerlandaises,

M. Hendrik J. Van Pesch.
*Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire.*

Fait à Rabat, le 22 juin 2000, en double exemplaire, en langue française.

- **Dahir n° 1-02-333 du 8 safar 1428 (26 février 2007) portant publication de la Convention faite à Rabat le 24 juin 2002 portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas signée à Rabat le 14 février 1972 telle que révisée et signée le 30 septembre 1996 et de l'Arrangement administratif fait à Rabat le 24 juin 2002 portant révision de l'Arrangement administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996, tel que révisé par les arrangements administratifs signés à Rabat le 30 septembre 1996 et le 22 juin 2000 (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne;

Vu la Convention faite à Rabat le 24 juin 2002 portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996 et l'Arrangement administratif fait à Rabat le 24 juin 2002 portant révision de l'Arrangement administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996, tel que révisé par les arrangements administratifs signés à Rabat le 30 septembre 1996 et le 22 juin 2000;

(1) *B.O.* n° 5522 du 3 mai 2007.

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention et de l'arrangement précités,

A décidé ce qui suit :

Seront publiés au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Rabat le 24 juin 2002 portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996 et l'Arrangement administratif fait à Rabat le 24 juin 2002 portant révision de l'Arrangement administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996, tel que révisé par les arrangements administratifs signés à Rabat le 30 septembre 1996 et le 22 juin 2000.

Fait à Rabat, le 8 safar 1428 (26 février 2007).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Driss Jettou.

*

* *

Convention portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas signée à Rabat le 14 février 1972 telle que révisée et signée le 30 septembre 1996

Le Royaume du Maroc.

et

Le Royaume des Pays-Bas,

Résolus à coopérer dans les domaines de la sécurité sociale et de l'aide sociale,

Décidés à procéder à une révision de la Convention de sécurité sociale susvisée entre le Royaume du Maroc et Le Royaume des Pays-Bas signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996 ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article I

Le texte de l'article 1, le paragraphe 1, alinéa a, de la Convention est remplacé par le texte suivant :

- a) Aux Pays-Bas : aux législations concernant
- l'assurance maladie (prestations en espèces et en nature en cas de maladie et de maternité) ;
 - l'assurance incapacité de travail (assurance invalidité) ;
 - l'assurance vieillesse ;
 - l'assurance des survivants ;
 - l'assurance chômage ;
 - les allocations familiales ;
 - l'aide sociale et les autres prestations à charge des fonds publics.

Article II

L'article 2, paragraphe 1 de la Convention est modifié comme suit :

Article 2. — 1. A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention, la présente Convention s'applique aux travailleurs salariés ou assimilés qui sont ou ont été soumis à la législation de l'une des parties contractantes et qui sont des ressortissants de l'une des parties, ainsi qu'aux membres de leurs familles et à leurs survivants.

Article III

Le texte de l'article 5 de la Convention est remplacé par le texte suivant :

Article 5. — 1. Les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse, ou de survivants, les allocations au décès et les allocations familiales acquises au titre de la législation de l'une des parties contractantes ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du fait que le bénéficiaire ou l'enfant réside sur le territoire de la partie contractante autre que celui où se trouve l'institution débitrice.

2. Le paragraphe précédent est aussi applicable aux prestations en vertu de la loi sur l'assurance incapacité de travail des travailleurs indépendants (WAZ).
3. Les paragraphes précédents sont également applicables aux personnes non-ressortissantes de l'une des parties contractantes.

Article IV

Après le chapitre 6 du titre III de la Convention, un nouveau chapitre 7 est inséré et libellé comme suit :

Chapitre 7 : Aide sociale

Article 27 a. — Les ressortissants marocains résidents sur le territoire des Pays-Bas ont droit aussi longtemps qu'ils se trouvent sur ledit territoire aux prestations d'aide sociale ou à d'autres prestations à charge des fonds publics prévues par la législation néerlandaise conformément aux conditions requises par cette législation.

Article V

La disposition de l'article 28, paragraphe 1, de la Convention est modifiée comme suit :

Article 28. — Les autorités compétentes :

1. prennent tout arrangement administratif nécessaire à l'application de la présente Convention, notamment relatif à la vérification des données nécessaires pour déterminer la légitimité des prestations en espèce et en nature en vertu des législations visées à l'article 1.

Article VI

Après l'article 29 de la Convention, un nouvel article 29 a est inséré et libellé comme suit :

Article 29 a. — L'institution compétente de l'une des parties contractantes est habilitée à :

- a) suspendre les prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, les allocations familiales si le demandeur ou le bénéficiaire, l'organisme de liaison ou l'autre autorité concernée de l'autre partie contractante n'a pas fourni les données demandées et ce dans un délai de trois mois à compter de la date de la requête ;
- b) refuser ou supprimer lesdites prestations si le demandeur ou le bénéficiaire, l'organisme de liaison ou l'autorité concernée de l'autre partie contractante n'a pas fourni les données demandées dans le délai susvisé de trois mois.
- c) suspendre ou réduire les prestations d'aide sociale si le demandeur ou le bénéficiaire ou l'autorité concernée de l'autre partie contractante n'a pas fourni les données demandées dans un délai de quatre semaines à compter de la date de la requête ou, le cas échéant, de la notification de la vérification.

Article VII

La présente Convention sera appliquée provisoirement à partir du premier jour du deuxième mois suivant sa signature et entrera en vigueur le jour où les parties contractantes se seront communiquées par écrit que les procédures

constitutionnelles nécessaires pour l'entrée en vigueur de la Convention ont été accomplis dans leur pays respectif.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Rabat, le 24 juin 2002, en double exemplaire en langue française.

Pour le Royaume du Maroc

Pour le Royaume des Pays-Bas

Signé: Abbés Al Fassi

*
* *

Arrangement Administratif portant révision de l'Arrangement Administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention Générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996, tel que révisé par les Arrangements Administratifs signés à Rabat le 30 septembre 1996 et le 22 juin 2000

L'autorité compétente marocaine à savoir :

Le Ministre de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, du Développement Social et de la Solidarité,

et

Les autorités compétentes néerlandaises à savoir :

Le Ministre des Affaires Sociales et de l'Emploi et le Ministre de la Santé, du Bien-être et des Sports;

Sont convenus de ce qui suit :

Article I

Le texte de l'article 2 de l'Arrangement Administratif est remplacé par le texte suivant :

Aux fins de l'application du présent arrangement sont désignés comme organismes de liaison :

1. Au Maroc :
 - a) pour les prestations de sécurité sociale, La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) à Casablanca.
 - b) pour l'aide sociale, le comité ad hoc.
2. Aux Pays-Bas :
 - a) pour les prestations en nature en cas de maladie et de maternité : le « college voor zorgverzekeringen » (collège pour les assurances soins de santé) à Amstelveen ;
 - b) pour les prestations de vieillesse et de survie ainsi que pour les allocations familiales : la « Sociale Verzekeringsbank » (Banque de l'assurance sociale) à Amstelveen ;
 - c) pour les prestations en espèce et en nature en vertu de la législation d'aide sociale : l'autorité désignée par le ministre des Affaires sociales et de l'Emploi et communiquée par lui à l'autre partie contractante ;
 - d) dans tous les autres cas en matière de sécurité sociale : le « Ultvoeringsinstituut werknemersverzekeringen » (Institut des assurances sociales pour salariés) à Amsterdam.

Article II

Après le chapitre 6 de l'Arrangement Administratif, il est inséré un nouveau Chapitre 6A, libellé comme suit :

Chapitre 6A : Aide sociale

Article 30 a. — Les paragraphes suivants sont applicables dans le cadre du contrôle de la légitimité des prestations en matière d'aide sociale :

1. Afin de déterminer le droit à une prestation ou la légitimité des paiements versés, un comité ad hoc est constitué pour qu'il soit procédé à la vérification sur le territoire du Royaume du Maroc de l'exactitude des données obtenues par la représentation diplomatique ou consulaire néerlandaise des autorités compétentes néerlandaises.
2. Le comité ad hoc, composé de représentants diplomatiques ou consulaires néerlandais et de représentants des départements marocains concernés, se réunit à la demande des autorités néerlandaises.
3. La représentation diplomatique ou consulaire néerlandaise notifie au comité ad hoc son intention d'effectuer des vérifications et lui communique un programme de la mission de vérification, qui contient au moins les noms des villes et autres localités où les vérifications auront lieu. Le programme ne donne pas de détails sur les cas individuels à vérifier.

4. Le comité ad hoc prend note du programme de la mission de vérification et désigne parmi ses membres marocains celui ou ceux qui accompagnent le ou les membres de la représentation diplomatique ou consulaire néerlandaise afin d'effectuer sur place la mission de vérification.
5. La mission de vérification est exécutée dans un délai de deux semaines à compter de la date de la notification mentionnée au paragraphe 3.
6. Le ou les membres de la représentation diplomatique ou consulaire néerlandaise et le ou les membres marocains désignés par le comité ad hoc vérifient personnellement les données en se rendant auprès des services locaux et centraux des cadastres et des conservations foncières ou auprès d'autres autorités concernées.
7. Un rapport de vérification sera établi et comportera les informations détaillées suivantes :
 - le motif de la demande de vérification ;
 - les localités où la vérification a eu lieu ;
 - la liste des autorités visitées ainsi que les conclusions des visites

Article III

Le texte de l'article 31a de l'Arrangement Administratif est remplacé par le texte suivant :

Article 31 a. — Les paragraphes suivants sont applicables dans le cadre du contrôle de la légitimité des prestations en matière de sécurité sociale :

1. L'institution compétente de la partie contractante auprès de laquelle une demande de prestation est déposée est tenue de vérifier l'exactitude des données relatives au demandeur et, le cas échéant, aux membres de la famille et doit fournir les pièces justificatives ou des documents analogues à l'institution compétente de l'autre partie contractante, de manière à ce que cette dernière puisse poursuivre l'instruction de la demande.
2. Le paragraphe précédent s'applique également lorsque l'institution compétente de l'une des parties contractantes introduit une requête auprès de l'institution de l'autre partie afin de procéder à une enquête sur la légitimité des paiements versés aux bénéficiaires de prestations résidant ou séjournant sur le territoire de l'une ou l'autre des parties contractantes.
3. Les institutions compétentes des parties contractantes peuvent s'adresser directement les unes aux autres ou à leurs bénéficiaires ou à leurs représentants.
4. Afin de déterminer le droit à prestations des bénéficiaires de prestations de l'un des Etats signataires ainsi que la légitimité des paiements qui leur sont versés, les représentants diplomatiques et consulaires ainsi que les institutions

compétentes ou les organismes de liaison des Etats signataires peuvent demander directement des renseignements aux autorités de l'autre Etat. Les demandes de renseignements sur le territoire de l'autre Etat ne sont possibles qu'au su des organismes de liaison de cet Etat.

5. Les données visées par le présent article recouvrent notamment l'adresse, l'identité, la situation familiale, la situation professionnelle, l'aptitude au travail, l'état de santé, le décès, les revenus, la scolarité des enfants, ou la détention.

Article IV

La deuxième phrase de l'article 35 de l'Arrangement Administratif est remplacée par la phrase suivante.

Article 35. — Il aura la même durée que la Convention, étant entendu qu'en cas de dénonciation de la Convention l'article 31 a du présent arrangement restera applicable.

Article V

Le présent Arrangement Administratif sera appliqué provisoirement à partir du premier jour du deuxième mois suivant sa signature et entrera en vigueur à la même date que la Convention du 24 juin 2002 portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas signée à Rabat le 14 février 1972 telle que révisée et signée le 30 septembre 1996.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement Administratif.

Fait à Rabat, le 24 juin 2002, en double exemplaire en langue française.

- Loi n° 47.16 portant approbation du protocole fait à Rabat le 4 juin 2016 portant révision de la convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996 et le 24 juin 2002, et l'avenant fait à Rabat le 4 juin 2016 portant révision de l'arrangement administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, tel que révisé par les arrangements administratifs signés à Rabat le 30 septembre 1996, le 22 juin 2000 et le 24 juin 2002 (1)

..*

Article Unique :

Sont approuvés le Protocole fait à Rabat le 4 juin 2016 portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996 et le 24 juin 2002, et l'Avenant fait à Rabat le 4 juin 2016 portant révision de l'Arrangement administratif du 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas, tel que révisé par les Arrangements administratifs signés à Rabat le 30 septembre 1996, le 22 juin 2000 et le 24 juin 2002

(1) En cours d'adoption par le Parlement.

15-31-16

**Protocole portant révision
de la Convention Générale de Sécurité Sociale
entre le Royaume du Maroc
et
le Royaume des Pays-Bas
signée à Rabat le 14 février 1972,
telle que révisée et signée le 30 septembre 1996,
et le 24 juin 2002**

Protocole portant révision de la Convention Générale de Sécurité Sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée, le 30 septembre 1996 et le 24 juin 2002

Le Royaume du Maroc

et

le Royaume des Pays-Bas,

Décidés à procéder à une révision de la Convention Générale de Sécurité Sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996 et le 24 juin 2002,

Sont convenus les dispositions suivantes :

Article I

A. Les dispositions des articles 1, 5, 10, 11, 13, 14, 26 et 36 de la Convention susvisée sont modifiées et complétées comme suit :

1. L'article 1, paragraphe b) est modifié comme suit :

« Au Maroc :

- à la législation sur le régime de sécurité sociale;
- à la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- à la législation sur l'assurance maladie obligatoire pour les salariés du secteur privé et prévue par le code de la couverture médicale de base ;
- aux dispositions législatives, réglementaires ou statutaires agréées par l'autorité publique relatives à des régimes particuliers de sécurité sociale en tant qu'elles couvrent des salariés ou assimilés et qu'elles concernent des risques et prestations courants de la législation sur les régimes de sécurité sociale.»

2. À l'article 1 est ajouté un point 3, libellé, comme suit :

« Pour l'application de la présente Convention :

en ce qui concerne le Maroc : le terme territoire désigne le territoire du Maroc et les zones sur lesquelles le Maroc exerce sa juridiction ou ses droits souverains y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci, la zone économique exclusive et les zones adjacentes aux eaux territoriales du Maroc, aux fins de l'exploitation et de l'exploration des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol (plateau continental) et des eaux sur-jacentes;

en ce qui concerne les Pays-Bas: le territoire de la partie européenne des Pays-Bas et les zones adjacentes aux eaux territoriales de cette partie, y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci, la zone économique exclusive et les zones sur lesquelles le Royaume des Pays-Bas exerce sa juridiction ou ses droits souverains aux fins de l'exploitation et de l'exploration des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol (plateau continental) et des eaux sur-jacentes. »

3. L'article 5, paragraphe 1 est modifié comme suit :
 - « 1. Sous réserve des dispositions des articles 26, 35a, 35b et 35d ci-dessous, les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse, ou de survivants, les allocations de décès et les allocations familiales acquises au titre de la législation de l'une des Parties Contractantes ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du fait que le bénéficiaire ou l'enfant réside sur le territoire de la Partie Contractante autre que celui où se trouve l'institution débitrice. »
4. La dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 10 est remplacée par la phrase suivante :

« Dans ce cas, ce travailleur et les membres de sa famille bénéficient des prestations en nature, lorsque leur état vient à nécessiter immédiatement ces prestations. Les paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 11 sont applicables par analogie. »
5. L'article 11 est modifié comme suit :
 - a. Les paragraphes 1 et 7 sont supprimés.
 - b. Dans le paragraphe 3, les mots « des paragraphes précédents » sont remplacés par « du paragraphe précédent ».
 - c. Dans le paragraphe 3, les mots « par l'institution du lieu de séjour ou de résidence » sont remplacés par « par l'institution du lieu de résidence ».
 - d. Dans le paragraphe 4, les mots « aux paragraphes 1 et 2 » sont remplacés par « au paragraphe 2 ».
 - e. Le paragraphe 5 est modifié comme suit :

« Lors d'un séjour ou dans le cas d'un transfert de résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante, les prestations en espèces sont servies par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique. »
6. Les paragraphes 5, 6 et 9 de l'article 13 sont supprimés.
7. L'article 14 est supprimé.

- 8.
- a. L'article 26, paragraphe 1 est modifié comme suit :
 - 1. Sous réserve des dispositions des articles 35b et 35d, les allocations familiales dues en vertu de la législation néerlandaise à un bénéficiaire dont les enfants résident au Maroc sont payés directement à la personne qui a la charge de ces enfants au Maroc.
 - 2. Sous réserve des dispositions de l'article 35d, les allocations familiales dues en vertu de la législation marocaine à un travailleur dont les enfants résident aux Pays-Bas sont payés directement à la personne qui a la charge de ces enfants aux Pays-Bas.
 - b. L'article 26, paragraphe 2 est modifié comme suit :
 - 2. Sous réserve des dispositions de l'article 35d, les allocations familiales dues en vertu de la législation marocaine à un travailleur dont les enfants résident aux Pays-Bas sont payés directement à la personne qui a la charge de ces enfants aux Pays-Bas.
9. L'article 36 est supprimé.
- B. Les articles 35a, 35b, 35c et 35d sont ajoutés à la Convention et libellés comme suit :
1. Article 35a :
- En dérogation au premier paragraphe de l'article 5 de la présente Convention, les dispositions suivantes s'appliquent pour les prestations suivantes :
- a. les prestations en espèces de survivants (ANW) dues en vertu de la législation néerlandaise pour les bénéficiaires qui résident habituellement au Maroc dont le droit s'ouvre à partir du 1^{er} octobre 2016 sont réduites d'un taux fixe de 10% du montant servi aux Pays-Bas durant toute la période d'ouverture de droit;
 - b. les prestations d'invalidité partielle basées sur le revenu minimum (WGA-vervolguitkering) dues en vertu de la législation néerlandaise pour les bénéficiaires qui résident habituellement au Maroc dont le droit s'ouvre à partir du 1^{er} octobre 2016 sont réduites d'un taux fixe de 10% du montant servi aux Pays-Bas durant toute la période d'ouverture de droit;
 - c. les suppléments (Toeslagenwet) dans le cadre de l'allocation d'invalidité partielle basée sur le revenu minimum (WGA-vervolguitkering) pour les bénéficiaires dus en vertu de la législation néerlandaise qui résident habituellement au Maroc sont réduits selon le barème de réduction suivant :
 - pour les bénéficiaires dont le droit s'ouvre pendant la période du 1^{er} octobre 2016 au 31 décembre 2016 : réduction d'un taux fixe de 10%

- du montant servi aux Pays-Bas durant toute la période d'ouverture des droits ;
 - pour les bénéficiaires dont le droit s'ouvre pendant la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 : réduction d'un taux fixe de 20% du montant servi aux Pays-Bas durant toute la période d'ouverture des droits ;
 - pour les bénéficiaires dont le droit s'ouvre pendant la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018 : réduction d'un taux fixe de 30% du montant servi aux Pays-Bas durant toute la période d'ouverture des droits ;
 - pour les bénéficiaires dont le droit s'ouvre pendant la période du 1^{er} janvier 2019 et toutes les années suivantes : réduction d'un taux fixe de 40% du montant servi aux Pays-Bas durant toute la période d'ouverture des droits ;
- d. les dispositions des alinéas a) à c) visées ci-dessus, ne s'appliquent pas aux bénéficiaires qui ont déjà droit à ces prestations le 30 septembre 2016 inclus, aussi longtemps qu'ils continuent de résider au Maroc et dans la mesure où ils continueront à répondre sans interruption aux autres conditions pour avoir droit à ces prestations en vertu de la loi néerlandaise ;
- e. un transfert de résidence habituelle du ou vers le Maroc est considéré comme ouvrant un droit.

Les dispositions des paragraphes a) à c) s'appliquent au bénéficiaire qui transfère sa résidence habituelle au Maroc après le 30 septembre 2016.

2. L'article 35b :

- a. En dérogation au premier paragraphe de l'article 5 de la présente Convention, les allocations familiales dues en vertu de la législation néerlandaise pour les enfants qui résident habituellement au Maroc sont réduites pour les bénéficiaires selon le barème de réduction suivant :
- pour les enfants dont le droit s'ouvre pendant la période du 2 octobre 2016 au 1^{er} janvier 2017 sont réduites d'un taux fixe de 10% du montant servi aux Pays-Bas durant toute la période d'ouverture des droits ;
 - pour les enfants dont le droit s'ouvre pendant la période du 2 janvier 2017 au 1^{er} janvier 2018 sont réduites d'un taux fixe de 20% du montant servi aux Pays-Bas durant toute la période d'ouverture des droits ;
 - pour les enfants dont le droit s'ouvre pendant la période du 2 janvier 2018 au 1^{er} janvier 2019 sont réduites d'un taux fixe de 30% du montant servi aux Pays-Bas durant toute la période d'ouverture des droits ;

- pour les enfants dont le droit s'ouvre pendant la période du 2 janvier 2019 au 1^{er} janvier 2021 inclus sont réduites d'un taux fixe de 40% du montant servi aux Pays-Bas durant toute la période d'ouverture des droits.
- b. Les dispositions du premier paragraphe ne s'appliquent pas à la personne qui est déjà bénéficiaire d'allocations familiales en date du 1^{er} octobre 2016 inclus au plus tard en vertu de la loi néerlandaise, aussi longtemps que l'enfant continue de résider au Maroc et dans la mesure où le bénéficiaire et l'enfant continueront à répondre sans interruption aux autres conditions pour avoir droit aux allocations familiales en vertu de la loi néerlandaise.
Un transfert de résidence habituelle du ou vers le Maroc est considéré comme ouvrant un droit.
- c. Les dispositions du paragraphe a) seront appliquées au bénéficiaire pour l'enfant dont la résidence habituelle a été transférée au Maroc après le 1^{er} octobre 2016.

3. Article 35c :

- a. Une personne qui a besoin de prestations en nature lors d'un séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante en vertu des dispositions des paragraphes 1 et 6 de l'article 11 et des paragraphes 5 et 6 de l'article 13 de la Convention générale bénéficie de ces prestations jusqu'au 31 décembre 2020.
- b. Une personne qui lors d'un séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante bénéficie des prestations en nature conformément au paragraphe a) au 31 décembre 2020, conserve ce droit pendant ce séjour jusqu'à la date de fin du traitement médical sans toutefois excéder une durée maximale d'un an.
- c. Les dispositions des articles 10, 11, 13 et 14 de la Convention générale applicables avant le 1^{er} janvier 2021 restent applicables pour les cas prévus dans les paragraphes précédents du présent article.

4. Article 35d :

- a. En dérogation au premier paragraphe de l'article 5, une personne n'a plus droit aux allocations familiales d'une Partie Contractante en vertu de la présente convention pour les enfants qui résident sur le territoire de l'autre Partie Contractante à partir du 2 janvier 2021.
- b. Les dispositions du paragraphe a) susvisé ne s'appliquent pas à la personne qui en date du 1^{er} janvier 2021 est bénéficiaire d'allocations familiales pour des enfants qui résident sur le territoire de l'autre Partie Contractante, aussi longtemps que l'enfant continue de résider

sur le territoire de la Partie Contractante où l'enfant se trouve en date du 1^{er} janvier 2021 et dans la mesure où le bénéficiaire et l'enfant continueront à répondre sans interruption aux autres conditions pour avoir droit aux allocations familiales.

- c. Un transfert de résidence habituelle de l'enfant du territoire d'une Partie Contractante vers le territoire de l'autre Partie Contractante après le 1^{er} janvier 2021 met fin à ce droit aux allocations familiales en vertu de la présente Convention. Toutefois, ils bénéficient de ces allocations s'ils remplissent les conditions requises par la législation de la Partie de leur résidence.

Article II *Révision du Protocole Final*

Au point 1, du Protocole Final, visé à l'article 34a de la Convention, un nouvel alinéa d. est ajouté, libellé comme suit :

« d. Si pendant son séjour temporaire au Maroc, un assuré en vertu de la Loi néerlandaise sur l'assurance maladie (*Zorgverzekeringswet*) a immédiatement besoin des prestations en nature prévus dans ladite Loi, suite à un des cas visés à l'article 55 de ladite Loi, la limitation de la couverture mondiale prévue dans la Loi sur l'assurance maladie n'est pas applicable. Les coûts de ces prestations lui sont remboursés selon les dispositions de ladite Loi en application dudit article 55 ».

Article III *Entrée en vigueur*

Après signature du présent protocole par les Parties Contractantes :

1. Les dispositions de l'article I, paragraphe A, point 1, 2, 3, 4, 5 c), 8 a) et 9 et paragraphe B, points 1, 2 et 3 et de l'article II du présent protocole seront appliquées provisoirement à partir du 1^{er} octobre 2016.
2. Les dispositions de l'article I, paragraphe A, points 5 a) b) c) et d), 6, 7 et 8 b) et paragraphe B, point 4 seront appliquées provisoirement à partir du 1^{er} janvier 2021 ;
3. Le présent protocole entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le mois au cours duquel les gouvernements des Parties Contractantes se seront communiqué par écrit que les procédures constitutionnelles nécessaires pour l'entrée en vigueur du présent protocole ont été accomplies dans leurs pays respectifs.

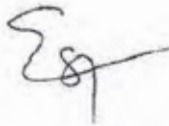
EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

FAIT à Rabat, le 04 juin 2016, en double exemplaire, en langue française.

Pour
le Royaume du Maroc

Pour
le Royaume des Pays-Bas

Abdeslam SEDDIKI
Ministre de l'Emploi et des Affaires
Sociales



Ron STRIKKER
Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas
auprès du Royaume du Maroc



II - 31 - 16

Avenant
portant révision
de l'Arrangement Administratif
signé à Rabat le 3 novembre 1972
tel que révisé et signé le 30 septembre 1996, le 22 juin
2000 et le 24 juin 2002

Avenant portant révision de l'Arrangement Administratif signé à Rabat le 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention Générale de Sécurité Sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas signée le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996 et le 24 juin 2002, tel que révisé par les arrangements signés le 30 septembre 1996, le 22 juin 2000 et le 24 juin 2002

Le Ministre marocain de l'Emploi et des Affaires Sociales

et

Le Ministre néerlandais des Affaires Sociales et de l'Emploi et le Ministre néerlandais de la Santé Publique, du Bien-Être et du Sport

Ont arrêté d'un commun accord, les dispositions suivantes :

Article 1

Les dispositions des articles 10, 12, 14, 14a, 14b, 14c et 28 de l'Arrangement Administratif signé à Rabat le 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention tel que révisé sont modifiées comme suit :

1. L'article 10 est supprimé.
2. Dans les paragraphes 1 et 2 de l'article 12, les mots « ou de séjour » sont supprimés.
3. Le paragraphe 8 de l'article 14 est supprimé.
4. Dans l'article 14a les mots « le séjour ou » sont supprimés.
5. L'article 14b est remplacé par l'article suivant :

« Article 14b :

Les montants effectifs des dépenses afférentes aux prestations en nature servies en application de l'article 10, paragraphe 2, et de l'article 11, paragraphes 2 et 6, de la Convention sont remboursés par les institutions compétentes aux institutions qui ont servi lesdites prestations et ce, tels qu'ils résultent de la comptabilité de ces dernières institutions. »

6. Dans le paragraphe 2 de l'article 14c les mots « en multipliant 95% du coût moyen » sont remplacés par « en multipliant le coût moyen ».

7. L'article 28 est modifié comme suit :

« Article 28 :

La vérification des données familiales figurant dans une demande d'allocations familiales dues en vertu de la législation de l'un des pays pour un droit aux allocations familiales pour des enfants résidant dans l'autre pays qui s'ouvrent avant le 2 janvier 2021, s'effectue, à la demande de l'institution compétente, par l'intermédiaire des organismes de liaison intéressés.»

Article II **Dispositions transitoires**

1. Les dispositions des articles 10, 12 paragraphes 1 et 2, 14 paragraphes 8, 14a, 14b et 14c de l'Arrangement Administratif signé à Rabat le 3 novembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention tel que révisé et signé le 30 septembre 1996, restent applicables jusqu'au 1^{er} janvier 2021.
2. Les montants effectifs des dépenses afférentes aux prestations en nature servies en application des dispositions de l'article 35c, sous b) de la Convention, sont remboursés par les institutions compétentes, aux institutions qui ont servi lesdites prestations et ce, tels qu'ils résultent de la comptabilité de ces dernières institutions.

Article III **Entrée en vigueur**

1. Le point 7 de l'article I du présent Avenant sera appliqué provisoirement à partir du 1^{er} octobre 2016.
2. Les points 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de l'Article I du présent Avenant seront appliqués provisoirement à partir du 1^{er} janvier 2021.
3. Le présent Avenant entre en vigueur à la même date du Protocole portant révision de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume du Maroc signée à Rabat le 14 février 1972, telle que révisée et signée le 30 septembre 1996 et le 24 juin 2002.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Avenant.

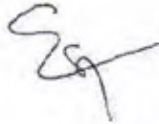
FAIT à Rabat, le 04 juin 2016 en double exemplaire, en langue française.

Pour
le Royaume du Maroc

Pour
le Royaume des Pays-Bas

Abdeslam SEDDIKI
Ministre de l'Emploi et des Affaires
Sociales

Ron STRIKKER
Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas
auprès du Royaume du Maroc



□ PORTUGAL

Sécurité sociale

- **Dahir n° 1-00-210 du 10 chaabane 1421 (7 novembre 2000) portant publication de la convention de sécurité sociale, faite à Evora le 14 novembre 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Portugal (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne;

Vu la convention de sécurité sociale faite à Evora le 14 novembre 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Portugal;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention précitée,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention de sécurité sociale faite à Evora le 14 novembre 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Portugal.

Fait à Marrakech, le 10 chaabane 1421 (7 novembre 2000).

Pour contreseing:

Le Premier ministre,

Abderrahman Youssoufi.

*

* *

(1) *B.O.* n° 4862 du 4 janvier 2001.

Convention de sécurité sociale entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Portugal

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le Gouvernement de la République Portugaise,

Animés du désir de garantir les droits de leurs ressortissants, dans le domaine de la sécurité sociale, consacrant, notamment, le principe de l'égalité de traitement des ressortissants des Parties contractantes, en ce qui concerne leurs législations ;

Ont résolu de conclure une convention sur la sécurité sociale ;

Et sont convenus des dispositions suivantes :

Titre premier : Dispositions générales

Article premier : Définitions

1. Aux fins de l'application de la présente convention :

1.1. Le terme « territoire » désigne :

En ce qui concerne le Royaume du Maroc : le territoire national tel qu'il est défini par la législation marocaine ;

En ce qui concerne la République portugaise : le territoire du Portugal sur le continent européen et les archipels des Açores et de Madeira ;

1.2. Le terme « travailleur » désigne tous les travailleurs couverts par le ou les régimes de sécurité sociale inclus dans le champ d'application matériel de la présente convention ;

1.3. Le terme « réfugié » a la signification qui lui est attribuée à l'article premier de la convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 ;

1.4. Le terme « apatride » a la signification qui lui est attribuée à l'article premier de la convention relative au statut des apatrides, signée à New York le 28 septembre 1954 ;

1.5. L'expression « membre de la famille » désigne toute personne définie ou admise comme membre du ménage par la législation au titre de laquelle les prestations sont dues ;

1.6. Le terme « survivant » désigne toute personne définie comme survivant par la législation au titre de laquelle les prestations sont dues ;

1.7. Le terme « résidence » désigne le séjour habituel au sens légal du terme ;

1.8. Le terme « séjour » désigne le séjour temporaire au sens légal du terme ;

1.9. Le terme « législation » désigne les lois, les arrêtés, les règlements et toutes autres dispositions légales, existantes ou futures, qui concernent les régimes de sécurité sociale visés à l'article 4 de la présente convention ;

1.10. L'expression « autorité compétente » désigne, pour chaque Partie contractante, le ministre, les ministres ou toute autre autorité correspondante dont relèvent, sur l'ensemble ou sur une partie quelconque du territoire de l'Etat dont il s'agit, les législations visées à l'article 4 de la présente convention ;

1.11. L'expression « institution compétente » désigne; en ce qui concerne le Royaume du Maroc, la ou les institutions chargées de servir les prestations dues au titre de la législation en vigueur ;

En ce qui concerne la République portugaise :

1. l'institution à laquelle la personne est affiliée au moment de la demande des prestations ;

ou

2. l'institution de la part de laquelle la personne a droit à prestations ou aurait droit à prestations si elle résidait sur le territoire de la Partie contractante où se trouve cette institution,

ou

3. l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie contractante en cause.

1.12. L'expression « institution du lieu de résidence » désigne l'institution habilitée à servir les prestations au lieu où l'intéressé réside, selon la législation que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie contractante en cause ;

1.13. L'expression « institution du lieu de séjour » désigne l'institution habilitée à servir les prestations au lieu où l'intéressé séjourne, selon la législation que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie contractante en cause ;

1.14. L'expression « Etat compétent » ou « pays compétent » désigne respectivement l'Etat ou le pays sur le territoire duquel se trouve l'institution compétente ;

1.15. L'expression « périodes d'assurance » désigne les périodes de cotisation, d'emploi ou d'activité non salariée telles qu'elles sont définies ou admises comme périodes d'assurance par la législation sous laquelle elles ont été accomplies ainsi que toutes périodes assimilées dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalentes aux périodes d'assurance ;

1.16. Les termes « prestations », « pensions », désignent les prestations, les pensions ou les rentes y compris tous les éléments complémentaires, ainsi que les majorations, les allocations de revalorisation ou allocations supplémentaires et les prestations en capital s'y substituant ;

1.17. L'expression « allocations au décès » désigne toute somme versée en une seule fois en cas de décès, à l'exclusion des prestations en capital visées sous 1-16.

2. Tout autre terme utilisé dans la présente convention à la signification qui lui est attribuée par la législation applicable.

Article 2: Champ d'application personnel

La présente convention s'applique aux travailleurs qui sont ou ont été soumis aux législations visées à l'article 4 qui sont des ressortissants d'une des Parties contractantes ou bien des apatrides ou des réfugiés résidant sur le territoire d'une des Parties, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants.

Article 3: Principe de l'égalité de traitement

Sous réserve des dispositions contenues dans la présente convention, les personnes visées à l'article 2, qui se trouvent sur le territoire de l'une des Parties contractantes, sont soumises aux obligations et bénéficient des dispositions de la législation de cette Partie, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette dernière Partie.

Article 4: Champ d'application matériel

1. La présente convention s'applique :

a) au Maroc aux législations concernant :

(i) le régime général de sécurité sociale relatif aux prestations familiales y compris l'aide sanitaire familiale, à l'assurance maladie-maternité, à l'assurance invalidité, vieillesse et survivants, et à l'allocation au décès ;

(ii) la législation sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ;

(iii) les dispositions législatives, réglementaires ou statutaires agréées par l'autorité publique et relatives à des régimes particuliers de sécurité sociale pour autant qu'elles couvrent des salariés ou des assimilés et qu'elles concernent des risques et prestations de la législation sur les régimes de sécurité sociale.

b) au Portugal aux législations concernant :

(i) le régime général de sécurité sociale relatif aux prestations dans les éventualités de maladie, maternité, maladies professionnelles, chômage, invalidité, vieillesse,

- décès et charges de famille, y compris les prestations prévues par le régime de l'assurance sociale volontaire ;
- (ii) le régime de réparation des dommages résultant d'accidents du travail ;
 - (iii) les régimes spéciaux en faveur de certaines catégories de travailleurs en ce qui concerne les prestations visées sous i) ;
 - (iv) les services de santé officiels.
2. La présente convention s'applique également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui modifieront ou compléteront les législations visées au paragraphe 1.
 3. Toutefois, elle ne s'appliquera :
 - a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que, si un arrangement intervient à cet effet, entre les Parties contractantes ;
 - b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants, à de nouvelles catégories de bénéficiaires, que s'il n'y a pas, à cet égard, opposition du gouvernement de la Partie contractante intéressée, notifiée au gouvernement de l'autre Partie, dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits actes.
 4. La présente convention ne s'applique ni à l'assistance sociale ni aux régimes spéciaux des fonctionnaires ou du personnel assimilé.

Article 5 : Admission à l'assurance volontaire

1. En vue de l'admission à l'assurance volontaire au titre de la législation d'une Partie contractante, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie sont totalisées, dans la mesure nécessaire, pour autant qu'elles ne se superposent pas.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne sont applicables que si la personne ne peut pas bénéficier de l'assurance obligatoire au titre de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle réside.

Article 6 : Levée des clauses de résidence

1. A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente convention, les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, les prestations et les rentes d'accident du travail ou de maladie professionnelle et les prestations familiales, acquises au titre de la législation d'une Partie contractante sont versées directement aux bénéficiaires, même s'ils résident sur le territoire de l'autre Partie.

2. En vertu de la présente convention, les prestations prévues au paragraphe 1 du présent article ne peuvent être ni réduites, ni suspendues, ni supprimées du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire de l'autre Partie contractante.
3. Ne sont pas opposables aux ressortissants de l'une des Parties contractantes les dispositions contenues dans les législations de l'autre Partie concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles qui restreignent les droits des étrangers ou opposent à ceux-ci des déchéances en raison du lieu de résidence.

Article 7 : Règles de non-cumul

1. La présente convention ne peut conférer ni maintenir le droit de bénéficiaire, au titre des législations des Parties contractantes, de plusieurs prestations de même nature se rapportant à une même période d'assurance obligatoire. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux prestations de vieillesse ou de survivants, qui sont liquidées conformément aux dispositions des articles 18 et 20 de la présente convention.
2. Les clauses de réduction, de suspension ou de suppression prévues par la législation d'une Partie contractante, en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations de sécurité sociale ou avec d'autres revenus ou du fait de l'exercice d'une activité professionnelle, sont opposables aux bénéficiaires, même s'il s'agit de prestations acquises au titre de la législation de l'autre Partie ou s'il s'agit de revenus obtenus ou d'une activité professionnelle exercée sur le territoire de cette dernière Partie.

Titre II : Dispositions déterminant la législation applicable

Article 8 : Règle générale

Sous réserve des dispositions des articles 9 à 11, les personnes qui exercent une activité professionnelle sur le territoire d'une Partie contractante sont soumises à la législation de cette Partie.

Article 9 : Règles particulières applicables aux travailleurs salariés y compris les gens de mer

La règle énoncée à l'article 8 est appliquée compte tenu des particularités suivantes :

1. a) Le travailleur qui exerce une activité salariée sur le territoire d'une Partie contractante au service d'une entreprise dont il relève normalement et qui est détaché par cette entreprise sur le territoire de l'autre Partie afin d'y effectuer un travail déterminé pour le compte de celle-ci, demeure soumis à la législation de la première Partie à condition que la durée prévisible de ce travail n'excède pas

trente-six mois et qu'il ne soit pas envoyé en remplacement d'une autre personne parvenue au terme de la période de son détachement ;

- b) Si la durée du travail à effectuer se prolonge au-delà de la durée initialement prévue et vient à excéder trente-six mois, la législation de la première Partie demeure applicable pour une nouvelle période de vingt-quatre mois au plus, sous réserve de l'accord préalable de l'autorité compétente de la deuxième Partie.
2. a) Le travailleur qui fait partie du personnel roulant ou naviguant d'une entreprise effectuant, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports internationaux de passagers ou de marchandises, par voies ferroviaire, routière, aérienne ou maritime ou qui fait partie du personnel d'un armateur de pêche maritime ayant son siège sur le territoire d'une Partie contractante, est soumis à la législation de cette Partie, quelle que soit la Partie sur le territoire de laquelle se trouve sa résidence ;
- b) Toutefois, le travailleur occupé et rémunéré par une succursale ou une représentation permanente que ladite entreprise possède sur le territoire de la Partie contractante autre que celui où elle a son siège est soumis à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle la succursale ou la représentation permanente se trouve.
3. Le travailleur occupé au chargement, au déchargement, à la réparation ou à la surveillance à bord d'un navire appartenant à une entreprise ayant son siège sur le territoire d'une Partie contractante et qui n'est pas membre de l'équipage de ce navire, pendant la permanence du navire dans les eaux territoriales ou dans un port de l'autre Partie contractante, demeure soumis à la législation de cette dernière Partie.
4. Les personnes exerçant pour le compte d'un même employeur une activité rémunérée sur les territoires des deux Parties sont soumises à la législation du lieu de résidence. Si elles ne résident sur le territoire d'aucune des deux Parties, elles sont soumises à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle leur entreprise a son siège.

Article 10 : Règles particulières concernant le personnel de service des missions diplomatiques et des postes consulaires

1. Le personnel de service des missions diplomatiques ou postes consulaires des Parties contractantes et les domestiques privés au service d'agents de ces missions ou postes, sont soumis à la législation de l'Etat sur le territoire duquel ils sont occupés.
2. Tous les travailleurs visés au paragraphe 1 qui sont ressortissants de la Partie contractante représentée par la mission diplomatique ou par le poste consulaire en question, peuvent opter pour l'application de la législation de cette Partie.

Ce droit d'option ne peut être exercé qu'une seule fois, dans un délai de trois mois à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente convention ou du début de cette activité, selon le cas.

Article 11 : Exception aux dispositions des articles 8 à 10

Les autorités compétentes des Parties contractantes ou les organismes désignés par ces autorités peuvent prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux dispositions des articles 8 à 10, dans l'intérêt de certains travailleurs ou de certaines catégories de travailleurs.

Titre III : Dispositions particulières aux différentes catégories de prestations

Chapitre premier : Maladie et maternité

Article 12 : Totalisation des périodes d'assurances

En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un travailleur a été soumis successivement ou alternativement aux législations des deux Parties contractantes, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de chacune des Parties sont totalisées, dans la mesure nécessaire, pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 13 : Résidence hors de l'Etat compétent

1. Le travailleur qui réside sur le territoire de la Partie contractante autre que l'Etat compétent et qui satisfait aux conditions requises par la législation de cet Etat pour avoir droit aux prestations, compte-tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 12, bénéficie des prestations dans le pays de sa résidence conformément aux dispositions de l'article 17 de la présente convention.
2. Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables, par analogie, aux membres de la famille qui résident sur le territoire de la Partie contractante autre que l'Etat compétent, pour autant qu'ils n'exercent pas une activité professionnelle leur ouvrant droit à ces prestations en vertu de la législation du pays de leur résidence.

Article 14 : Séjour hors de l'Etat compétent

1. Le travailleur qui satisfait aux conditions requises par la législation d'une Partie contractante pour avoir droit aux prestations, compte-tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 12 et dont l'état vient à nécessiter immédiatement des soins de santé lors d'un séjour sur le territoire de l'autre Partie, bénéficie de ces prestations conformément aux dispositions de l'article 17 de la présente convention et aux mêmes conditions que les ressortissants de cette dernière Partie.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 ne sont pas applicables si le travailleur se rend sur le territoire de l'autre Partie dans le seul but de recevoir des soins de santé.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 sont applicables, par analogie, aux membres de la famille du travailleur.

Article 15 : Retour ou transfert de résidence sur l'Etat d'origine

1. Le travailleur admis au bénéfice des prestations à charge de l'institution d'une Partie contractante, conserve ce bénéfice conformément aux dispositions de l'article 17 de la présente convention lorsqu'il retourne sur le territoire où il réside ou lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de la Partie dont il est ressortissant.

Toutefois, avant le retour ou le transfert, le travailleur doit obtenir l'autorisation de l'institution compétente, qui ne peut la refuser que s'il est établi que le déplacement est de nature à compromettre son état de santé ou la poursuite d'un traitement médical.

2. Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables, par analogie, aux membres de la famille du travailleur.

Article 16 : Titulaires de pensions

1. Le titulaire de pensions dues au titre des législations des deux Parties contractantes et qui a droit aux prestations en nature au titre de la législation de la Partie sur le territoire de laquelle il réside, bénéficie de ces prestations, ainsi que les membres de sa famille, à charge de l'institution du lieu de résidence, comme s'il était titulaire d'une pension due au titre de la seule législation de cette dernière Partie.
2. Le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie contractante qui réside sur le territoire de l'autre Partie, bénéficie, ainsi que les membres de sa famille, des prestations en nature auxquelles il a droit en vertu de la législation de la première Partie ou auxquelles il aurait droit s'il résidait sur le territoire de celle-ci, servies par l'institution du lieu de sa résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.
3. Le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie contractante qui a droit aux prestations en nature au titre de la législation de cette Partie, bénéficie de ces prestations, ainsi que les membres de sa famille, au cours d'un séjour sur le territoire de l'autre Partie, lorsque leur état vient à nécessiter immédiatement des soins médicaux.

Ces prestations sont servies par l'institution du lieu de séjour, conformément aux dispositions de la législation qu'elle applique, en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations. Toutefois, la durée du service des prestations est celle prévue par la législation du pays compétent.

Article 17 : Service et remboursement des prestations aux termes des articles 13 à 16

1. Dans les cas prévus aux articles 13 à 15 de la présente convention :
 - a) les prestations en nature sont servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence du travailleur selon les dispositions de la législation qu'elle applique, en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations. Toutefois, la durée du service des prestations est celle prévue par la législation appliquée par l'institution compétente ;
 - b) les prestations en espèces sont servies directement aux bénéficiaires par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique.
2. Les prestations en nature servies au titre des dispositions des articles 13 à 15 et des paragraphes 2 et 3 de l'article 16 sont remboursées par l'institution compétente ou par l'institution du lieu de résidence, selon le cas, à l'institution qui les a servies.

Les modalités de remboursement sont fixées par arrangement administratif

Chapitre II : Invalidité, vieillesse et décès

Section I : Pensions d'invalidité, vieillesse et survivants

Article 18 : Totalisation des périodes d'assurance

1. En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un travailleur a été soumis successivement ou alternativement à la législation des deux Parties contractantes, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de chacune des Parties sont totalisées, dans la mesure nécessaire, pour autant qu'elles ne se superposent pas.
2. Si la législation d'une Partie contractante subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial de sécurité sociale, ne sont prises en compte pour l'octroi de ces prestations, que les périodes d'assurance accomplies sous un régime spécial correspondant de l'autre Partie ou, à défaut, dans la même profession.

Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier desdites prestations, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime général.

3. Si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une Partie contractante, n'atteint pas douze mois, l'institution compétente de cette Partie n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes.

Toutefois, ces périodes sont prises en compte par l'institution de l'autre Partie, pour l'application des dispositions du paragraphe 1 de cet article.

4. Aux fins de l'application du paragraphe 1 de cet article, les périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une Partie contractante autre que les législations visées à l'article 4, sont prises en compte pour autant qu'elles aient été considérées comme des périodes d'assurance en vertu d'une législation visée à la présente convention.
5. Si une personne n'a pas droit à une prestation en fonction des périodes d'assurance aux termes de la législation des deux Parties contractantes totalisées tel que prévu au présent article, le droit de ladite personne à cette prestation est déterminé par la totalisation desdites périodes et des périodes d'assurance effectuées au terme de la législation d'un Etat tiers avec lequel les deux Parties sont liées par des instruments de sécurité sociale prévoyant la totalisation des périodes d'assurance.

Article 19 : Calcul et liquidation de la pension d'invalidité

1. Les prestations en espèces dues au titre d'une pension d'invalidité sont liquidées, conformément aux dispositions de la législation qui était applicable à l'intéressé au moment où est survenue l'incapacité de travail suivie d'invalidité, et sont supportées par l'institution compétente aux termes de cette législation.
2. Lorsque le travailleur, au moment où lui est survenue l'incapacité de travail suivie d'invalidité, était soumis à la législation d'une des deux Parties contractantes, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre. Partie contractante sont, pour la détermination du montant de la prestation à laquelle il a droit en vertu de la législation de la première Partie, également prises en compte.

Article 20 : Calcul et liquidation des pensions de vieillesse et de survivants

1. L'institution compétente de chaque Partie contractante détermine si l'intéressé satisfait aux conditions requises pour avoir droit aux prestations, compte-tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 18.

2. Au cas où l'intéressé satisfait à ces conditions, ladite institution détermine le montant de la prestation conformément à la législation qu'elle applique, directement et exclusivement en fonction des périodes accomplies sous cette législation.
3. Si la somme des prestations à verser par les institutions compétentes des deux Parties contractantes n'atteint pas le montant minimum prévue par la législation de la Partie sur le territoire de laquelle l'intéressé réside, celui-ci a droit, pendant la période de résidence dans cette Partie, à un complément égal à la différence jusqu'à concurrence dudit montant, à la charge de l'institution compétente du pays de résidence.

Article 21 : Octroi de pension de survivants en cas de décès d'un ressortissant marocain

En cas de décès d'un ressortissant marocain la pension de survivants due au conjoint est répartie, le cas échéant, en parties égales entre les personnes ayant simultanément la qualité de conjoint, en vertu de la législation marocaine.

Section II : Allocations de décès

Article 22 : Service des allocations

1. Les allocations de décès sont servies au titre de la législation à laquelle l'assuré était soumis à la date du décès compte tenu, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance accomplies sous les législations des deux Parties contractantes.
2. Si le droit aux allocations est acquis au titre des législations des deux Parties contractantes, seul est maintenu le droit acquis au titre de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'assuré résidait ou, si celui-ci résidait sur le territoire d'un Etat tiers, au titre de la législation à laquelle le défunt a été soumis en dernier lieu.

Chapitre III : Chômage

Article 23 : Egalité de traitement

Le travailleur qui se rend du territoire d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie a droit sur ledit territoire, après y avoir été occupé, aux prestations de chômage prévues par la législation de cette Partie contractante, pour autant que les conditions requises pour l'octroi de ces prestations soient remplies.

Chapitre IV : Prestations familiales

Article 24 : Totalisation des périodes d'assurance

En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un travailleur a été soumis successivement ou alternativement à la législation des deux Parties contractantes, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de chacune des Parties sont totalisées, dans la mesure nécessaire, pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 25 : Service des prestations familiales

1. Le travailleur soumis à la législation d'une Partie contractante a droit, pour les membres de sa famille qui résident sur le territoire de l'autre Partie, aux prestations familiales prévues par la législation de la première Partie comme s'ils résidaient sur le territoire de cette Partie, pour autant que les conditions requises pour l'octroi de ces prestations soient remplies.
2. Les dispositions visées au paragraphe 1 sont applicables, par analogie, aux titulaires de pension.
3. Si les prestations familiales ne sont pas affectées à l'entretien des membres de la famille par la personne à laquelle elles doivent être servies, l'institution compétente sert lesdites prestations directement avec effet libératoire, à la personne physique ou morale qui a la charge effective des membres de la famille, à sa demande dûment justifiée.

Article 26 : Règle de priorité

Si, au cours d'une même période et pour le même membre de la famille, des prestations familiales sont dues en vertu des législations des deux Parties contractantes, ne seront versées que les prestations accordées au titre de la législation de la Partie sur le territoire de laquelle le membre de la famille réside.

Chapitre V : Accidents du travail et maladies professionnelles

Article 27 : Résidence hors de l'Etat compétent

Les dispositions de l'article 13 paragraphe 1, sont applicables, par analogie, au travailleur qui est victime d'un accident du travail ou atteint d'une maladie professionnelle et qui réside sur le territoire d'une Partie contractante autre que l'Etat compétent conformément aux dispositions de l'article 30 de la présente convention.

Article 28: Séjour, retour ou transfert de résidence

Les dispositions de l'article 14 paragraphe 1 et 2 et de l'article 15 paragraphe 1, sont applicables, par analogie, au travailleur victime d'un accident du travail ou atteint d'une maladie professionnelle, pendant un séjour sur le territoire de la Partie contractante autre que l'Etat compétent ou lors du retour ou du transfert de sa résidence sur le territoire de la Partie dont il est ressortissant, selon le cas et conformément aux dispositions de l'article 30 de la présente convention.

Article 29: Rechute

Le travailleur victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle qui a transféré sa résidence sur le territoire de la Partie contractante autre que l'Etat compétent, où il vient à subir une rechute, a droit aux prestations d'accident du travail ou de maladie professionnelle, au titre de la législation applicable par l'institution compétente à la date de l'accident ou de la première constatation de la maladie professionnelle, à condition qu'il ait obtenu l'accord de cette institution pour le transfert de sa résidence.

Article 30: Service et remboursement des prestations aux termes des articles 27 à 29

1. Dans les cas prévus aux articles 27 à 29 de la présente convention :
 - a) Les prestations en nature sont servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence du travailleur au titre de la législation qu'elle applique, en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations. Toutefois, la durée du service des prestations est celle prévue par la législation que l'institution compétente applique ;
 - b) Les prestations en espèces sont servies directement aux bénéficiaires par l'institution compétente au titre de la législation qu'elle applique.
2. Les prestations en nature servies au titre des dispositions des articles 27 à 29 sont remboursées par l'institution compétente à l'institution qui les a servies,

Les modalités de remboursement sont fixées par arrangement administratif.

Article 31: Degré d'incapacité

Si, pour apprécier le degré d'incapacité en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, la législation d'une Partie contractante prévoit que les accidents du travail et les maladies professionnelles survenus antérieurement sont pris en considération, le sont également les accidents du travail et les maladies professionnelles survenus antérieurement sous la législation de l'autre Partie comme s'ils étaient survenus sous la législation de la première Partie.

Article 32 : Prestations pour maladie professionnelle en cas d'exposition au même risque dans les deux Parties contractantes

1. Lorsqu'un travailleur, victime d'une maladie professionnelle, a exercé sur le territoire des deux Parties contractantes, une activité susceptible de provoquer ladite maladie, au titre de leurs législations, les prestations auxquelles le travailleur ou ses survivants peuvent prétendre sont accordées exclusivement au titre de la législation de la partie sur le territoire de laquelle l'activité a été exercée en dernier lieu, pour autant que les conditions prévues par ladite législation se trouvent satisfaites, compte-tenu, le cas échéant, des dispositions des paragraphes 2 et 3.
2. Si l'octroi des prestations de maladie professionnelle, au titre de la législation d'une Partie contractante, est subordonné à la condition que la maladie considérée ait été constatée médicalement pour la première fois sur son territoire, cette condition est réputée remplie lorsque la maladie a été constatée pour la première fois sur le territoire de l'autre Partie.
3. Si l'octroi des prestations de maladie professionnelle au titre de la législation d'une Partie contractante, est subordonné à la condition qu'une activité susceptible de provoquer une telle maladie, ait été exercée pendant une durée déterminée, les périodes pendant lesquelles le travailleur a exercé une activité de même nature sur le territoire de l'autre Partie sont prises en considération comme si cette activité avait été exercée sous la législation de la première Partie contractante.
4. En cas de silicose (pneumoconiose sclérogène), la charge des prestations est répartie entre les institutions compétentes des deux Parties contractantes, selon les modalités fixées par arrangement administratif.

Titre IV : Dispositions diverses**Article 33 : Coopération des autorités compétentes et des institutions**

1. Les autorités compétentes des deux Parties contractantes :
 - a) concluent les arrangements administratifs nécessaires à l'application de la présente convention ;
 - b) se communiquent les mesures prises pour l'application de la présente convention ;
 - c) se communiquent les informations concernant les modifications de leur législation susceptibles d'affecter l'application de la présente convention ;
 - d) désignent leurs organismes de liaison et déterminent leurs attributions.
2. Aux fins de l'application des dispositions de la présente convention, les autorités et les institutions des deux Parties contractantes se prêtent leurs bons offices ainsi que l'entraide technique et administrative nécessaire, comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation.

3. Aux fins de l'application des dispositions de la présente convention, les autorités compétentes ou les institutions des deux Parties contractantes peuvent communiquer directement entre elles, ainsi qu'avec les personnes intéressées ou leurs mandataires.
4. Aux fins de l'application des dispositions de la présente convention, les autorités et les institutions des deux Parties contractantes se communiquent dans leurs langues officielles.

Toutefois, les autorités et les institutions d'une Partie contractante ne peuvent rejeter les requêtes ou autres documents qui leur sont adressés du fait qu'ils sont rédigés en français.

L'entraide de leurs représentations consulaires en matière de traduction pourra éventuellement être sollicitée.

Article 34: Exemptions ou réduction de taxes dispense du visa de légalisation

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation d'une Partie contractante pour tous actes ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, sera applicable à tous actes et documents analogues produits au titre de la législation de l'autre Partie contractante ou des dispositions de la présente convention.
2. Tous actes et documents à produire pour l'exécution de la présente convention seront dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques et consulaires.

Article 35: Présentation de demandes, déclarations ou recours

Les demandes, déclarations ou recours qui devraient être introduits, selon la législation d'une Partie contractante, dans un délai déterminé, auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction de cette Partie, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction correspondante de l'autre Partie. Dans ce cas, l'autorité, l'institution ou la juridiction ainsi saisie transmet, sans délai, ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, à l'institution ou à la juridiction compétente de la première Partie.

Article 36: Transfert d'une Partie contractante à l'autre, des sommes dues en application de la Convention

1. Les institutions d'une Partie contractante qui, en vertu des dispositions de la présente convention, sont débitrices de prestations en espèces au regard de bénéficiaires se trouvant sur le territoire de l'autre Partie, se libèrent, valablement, de la charge de ces prestations dans la monnaie de la première Partie.

2. Les sommes dues au regard d'institutions se trouvant sur le territoire d'une Partie contractante doivent être liquidées dans la monnaie de cette Partie.

Article 37 : Résolution de différends

Tout différend venant à s'élever entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, fera l'objet de négociations directes entre les autorités compétentes des Parties en vue de sa résolution par un commun accord selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente convention.

Article 38 : Droit des institutions débitrices à l'encontre de tiers responsables

Si, en vertu de la législation d'une Partie contractante, une personne bénéficie de prestations pour un dommage résultant de faits survenus sur le territoire de l'autre Partie, les droits éventuels de l'institution débitrice à l'encontre du tiers tenu à la réparation du dommage sont réglés de la manière suivante :

- a) lorsque l'institution débitrice est subrogée, en vertu de la législation qu'elle applique, dans les droits que le bénéficiaire détient à l'égard du tiers, cette subrogation est reconnue par chaque Partie ;
- b) lorsque l'institution débitrice a un droit direct à l'égard du tiers chaque Partie reconnaît ce droit.

Titre V : Dispositions transitoires et finales

Article 39 : Dispositions transitoires

1. La présente convention n'ouvre aucun droit à une prestation pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.
2. Toute période d'assurance accomplie en vertu de la législation de l'une des Parties contractantes avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention est prise en considération pour la détermination du droit aux prestations s'ouvrant conformément aux dispositions de la présente convention.
3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1^{er} du présent article, une prestation est dûe en vertu de la présente convention, même si elle se rapporte à un événement antérieur à la date de son entrée en vigueur. A cet effet, toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire de l'autre Partie contractante sera, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention.

4. Quant aux droits résultants de l'application du paragraphe précédent, les dispositions prévues par les législations des Parties contractantes en ce qui concerne la déchéance et la prescription des droits ne sont pas opposables aux intéressés, si la demande en est présentée dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Si la demande est présentée après l'expiration de ce délai, le droit aux prestations qui n'est pas frappé de déchéance ou qui n'est pas prescrit est acquis à partir de la date de la demande à moins que les dispositions plus favorables de la législation d'un Partie contractante ne soient applicables.

Article 40 : Durée et dénonciation

1. La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans et sera, renouvelée tacitement d'année en année.
2. La convention peut être dénoncée par chacune des Parties contractantes. La dénonciation devra être notifiée à l'autre Partie six mois avant la fin de l'année civile en cours; la convention cessera alors d'être en vigueur à la fin de cette année.
3. En cas de dénonciation de la présente convention, les droits acquis et en cours d'acquisition conformément à ses dispositions sont maintenus.

Article 41 : Entrée en vigueur

Les gouvernements des Parties contractantes notifieront, l'un à l'autre, l'accomplissement dans leurs pays des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la présente convention.

La convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra la date de la dernière de ces notifications.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

Fait à Evora, le 14 novembre 1998, en double exemplaire rédigés en langues arabe, portugaise et française, chacun des textes faisant également foi.

❑ QATAR

Main-d'œuvre

- **Dahir n° 1-83-156 du 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986) portant publication de la convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar réglementant l'emploi des ouvriers marocains dans l'Etat de Qatar, faite à Doha le 12 rejeb 1401 (17 mai 1981) (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar réglementant l'emploi des ouvriers marocains dans l'Etat de Qatar, faite à Doha le 12 rejeb 1401 (17 mai 1981);

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de ladite convention, fait à Doha le 13 rejeb 1403 (26 avril 1983),

A décidé ce qui suit :

Article premier

Sera publiée au *Bulletin officiel*, telle qu'elle est annexée au présent dahir, la convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar réglementant l'emploi des ouvriers marocains dans l'Etat de Qatar, faite à Doha le 12 rejeb 1401 (17 mai 1981) (2).

(1) *B.O.* n° 4032 du 7 février 1990.

(2) Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4032 du 10 rejeb 1410 (7 février 1990).

Article 2

Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

D^r Azzeddine Laraki.

**
اتفاقية
بين حكومة المملكة المغربية
وحكومة دولة قطر
بشأن تنظيم استخدام العمال المغاربة
في دولة قطر

توثيقاً لأواصر الصداقة والتعاون بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر وانطلاقاً من روح التضامن العربي بين الشعبين ، ورغبة منهما في تنمية وتطوير اقتصاديات كل من البلدين وعملاً على تنظيم استخدام اليد العاملة المغربية في دولة قطر ، وافقت حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر على ما يلي :

المادة الاولى

تقوم الحكومتان بالتعاون المباشر فيما بينهما بتسهيل وتبسيط اجراءات استخدام العمال المغاربة بدولة قطر ووضع القواعد والنظم التي تكفل وضع احكام الاتفاق موضع التنفيذ.

المادة الثانية

(أ) في حالة الرغبة في استخدام عمال مغاربة للعمل بدولة قطر يقوم الجانبان بتبادل المعلومات حول احتياجات الجانب القطري وامكانيات الجانب المغربي.

(ب) تزود حكومة دولة قطر حكومة المملكة المغربية بالمعلومات المتوفرة لديها سنوياً عن ظروف الحياة والعمل في دولة قطر ليسترشد بها العمال المغاربة الذين يقع عليهم الاختيار.

المادة الثالثة

(أ) توجه حكومة دولة قطر الى حكومة المملكة المغربية عروض الاستخدام المقدمة اليها من اصحاب الاعمال للعمل في دولة قطر ، وتعمل الجهات المختصة بالمملكة المغربية على الاستجابة لهذه العروض في حدود الامكانيات المتوفرة لديها.

ظهير شريف رقم 1.83.156 صادر في 11 من ربيع الاول 1407 (14 نوفمبر 1986) ينشر الاتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر بشأن تنظيم استخدام العمال المغاربة في دولة قطر الموقعة في الدوحة بتاريخ 12 من رجب 1401 (17 ماي 1981). (1)

الحمد لله وحده

الطابع الشريف بداخله

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهورنا الشريف هذا اسماء الله واعن امره اتنا :

بناء على الاتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر بشأن تنظيم استخدام العمال المغاربة بدولة قطر الموقعة في الدوحة بتاريخ 12 من رجب 1401 (17 ماي 1981) :

وبناء على محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة الموقع بالدوحة بتاريخ 13 من رجب 1403 (26 ابريل 1983) ،

اصدرنا امرنا الشريف بما يلي :

الفصل الاول

تنشر بالجريدة الرسمية ، ملحقه بظهيرنا الشريف هذا الاتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر بشأن تنظيم استخدام العمال المغاربة في دولة قطر الموقعة في الدوحة بتاريخ 12 من رجب 1401 (17 ماي 1981).

الفصل الثاني

ينشر ظهيرنا الشريف هذا بالجريدة الرسمية. وحرر بالرباط في 11 من ربيع الاول 1407 (14 نوفمبر 1986).

وقعه بالعطف :

الوزير الاول .

الامضاء : الدكتور عزالدين المرافي.

المادة الحادية عشر

يحق للعامل أن يحول الى المملكة المغربية ما يدخره من أجر وذلك وفقا للنظم المالية المتبعة.

المادة الثانية عشر

تشكل لجنة مشتركة تضم ثلاث أعضاء على الاكثر من كل جانب تكون مهمتها :

1 - التنسيق بين الحكومتين في تنفيذ هذا الاتفاق واتخاذ التدابير الضرورية في هذا الشأن.

2 - تأويل أحكام الاتفاق عند حدوث اي اختلاف بشأنها وتسوية ما قد ينشأ من صعوبات عند التطبيق.

3 - اقتراح مراجعة أو تعديل كل أو بعض مواد الاتفاق عند الضرورة وتجتمع اللجنة مرة كل سنتين أو كلما دعت الضرورة الى ذلك في الموعد والمكان الذين يتم الاتفاق عليهما بين الطرفين.

المادة الثالثة عشر

يصبح هذا الاتفاق نافذا بعد المصادقة عليه ويبقى ساري المفعول لمدة اربع سنوات ويتجدد بعدها تلقائيا ما لم يطلب احد الطرفين المتعاقدين انهاءه بإشعار كتابي قبل تاريخ انتهاء اجله بستة اشهر.

وحرر من نسختين أصليتين باللغة العربية بالدوحة بتاريخ 12 من رجب 1401 (17 ماي 1981).

عن حكومة دولة قطر :

وزير العمل والشؤون الاجتماعية ،
علي أحمد الانصاري .

عن حكومة المملكة المغربية :

وزير الشغل والتكوين المهني ،
محمد ارسلان الجديدي .

* *

عقد عمل موحد

انه في يوم الموافق فيما بين كل من :
(1) السيد بصفته
وعنوانه
(2) السيد حامل جواز سفر رقم
وبطاقة شخصية / عائلية رقم والمقيم في المملكة المغربية
بالعنوان التالي
اتفق الطرفان على ما يلي :
وافق الطرف الثاني على أن يعمل لدى الطرف الاول بجهة

في دولة قطر .

1 - مدة العقد :

(أ) مدة هذا العقد سنة واحدة / سنتان تبدأ من تاريخ مباشرة الطرف الثاني لعمله وينتهي العقد بانتهاء مدته دون حاجة الى اخطار سابق ، وإذا رغب الطرف الاول في استمرار التعاقد وجب عليه اخطار الطرف الثاني كتابة برغبته في التجديد قبل موعده نهاية العقد بثلاثين يوما على الاقل .

(ب) لا يجوز انتهاء العقد قبل انتهاء مدته الا برضى الطرفين ، كما يجب على الطرف الثاني قبل ترك العمل الوفاء بجميع ديونه المستحقة للطرف الاول .

(ب) في حالة طلب صاحب العمل عمالا معينين فعليه أن يحدد ذلك في طلبه المقدم لوزارة العمل والشؤون الاجتماعية بدولة قطر .

(ج) يجوز لصاحب العمل أن يفوض ممثلا عنه لتابعة اجراءات اختيار العمال وتفسيرهم من المملكة المغربية .

المادة الرابعة

تشتمل عروض الاستخدام على نوع المؤهلات والخبرات والتخصصات المطلوبة وعلى مدة الاستخدام المحتملة كما تشتمل على بيان تفصيلي بشروط العمل خاصة الاجر ومكافأة نهاية الخدمة وظروف العمل والتسهيلات الخاصة بالانتقال والسكن وجميع البيانات التي تعتبر اساسية بالنسبة لتحديد العمال لموقفهم في ابرام عقد العمل .

المادة الخامسة

يتحمل صاحب العمل جميع نفقات سفر العمال من المملكة المغربية الى مكان العمل في دولة قطر ونفقات عودتهم منه ويعفى صاحب العمل من نفقات عودة العامل في حالة استقالته قبل انتهاء مدة العقد لاسباب غير قانونية .

المادة السادسة

تحدد شروط وظروف استخدام العامل المغربي في دولة قطر بعقد عمل فردي بينه وبين صاحب العمل طبقا لعقد العمل الموحد الملحق بهذه الاتفاقية وتوضح في هذا العقد شروط العمل الاساسية من واجبات وحقوق بما لا يتعارض مع أحكام الاتفاق وقانون العمل القطري .

المادة السابعة

(أ) ينظم عقد العمل الفردي تفاصيل التزامات صاحب العمل بالنسبة لتدبير سكن العامل ونوع هذا السكن أو دفع بدل سكن للعامل .
(ب) يدفع صاحب العمل الى العامل المغربي شخصيا سلفة تعادل اجر شهر واحد تخضع من مستحقات العامل على اقساط مناسبة ، وتسلم السلفة الى العامل قبل سفره او فور وصوله الى دولة قطر وفقا لما يقضي به عقد العمل .

المادة الثامنة

(أ) تتولى وزارة العمل والشؤون الاجتماعية بدولة قطر مراقبة تنفيذ أحكام هذا الاتفاق .

(ب) في حالة حدوث نزاع بين صاحب العمل والعامل تقدم الشكوى الى الجهة المختصة بدولة قطر طبقا للاجراءات القانونية المتبعة لتيسير الوصول الى تسوية النزاع وديا ، وإذا تعذر الوصول الى حل ودي يحال النزاع على الجهات القضائية المختصة طبقا للقانون .

المادة التاسعة

ينتهي عقد العمل بانتهاء مدته دون حاجة الى اخطار سابق ، وإذا رغب صاحب العمل في استمرار التعاقد وجب عليه اخطار العامل كتابة برغبته في التجديد قبل موعده العقد بثلاثين يوما على الاقل .

المادة العاشرة

في حالة انتهاء العقد أو فسخه برضى الطرفين يحق للعامل خلال الثلاثين يوما التالية الحصول على عمل آخر في مجال اختصاصه وذلك في حدود القوانين والانظمة المعمول بها في دولة قطر والا تم اعادته الى بلده الاصلي على نفقة صاحب العمل بعد تسليمه جميع استحقاقاته القانونية .

- (ب) يتعهد الطرف الاول بعد الطرف الثاني بمياه باردة وصالحة للشرب.
- 6 - الرعاية الطبية والاجتماعية :
- (أ) يوفر الطرف الاول للطرف الثاني العلاج الطبي اللازم مجاناً في مستشفيات دولة قطر.
- (ب) يوفر الطرف الاول للطرف الثاني الاسعاف الطبي في مقر سكن الطرف الثاني تحت اشراف من يحدده الطرف الاول.
- (ج) يتعهد الطرف الاول بحصول الطرف الثاني على التعويض المستحق له عن اصابات العمل والعجز والوفاة التي تنشأ عن العمل او بسببه.
- 7 - الاجازات :
- (أ) للطرف الثاني الحق في اجازة اعتيادية سنوية بأجر كامل لا تقل مدتها عن ما تنص عليه احكام قانون العمل القطري.
- (ب) يحصل الطرف الثاني على اجر كامل في الاجازات الرسمية الآتية :
- عيد الفطر ثلاثة ايام عمل.
عيد الاضحى ثلاثة ايام عمل.
عيد الاستقلال يوم واحد عمل.
- كما يحصل الطرف الثاني على ثلاثة ايام اجازة بأجر كامل خلال العام وهذه الايام الثلاثة تعلنها الحكومة او يقرها صاحب العمل للعمال جميعاً.
- (ج) طبقاً لما تقتضيه احكام قانون العمل القطري فإن الطرف الثاني يستحق اجازة مرضية مدفوعة الاجر بعد مضي ستة أشهر متصلة في عمله لدى الطرف الاول.
- 8 - احكام عامة :
- (أ) يتعهد الطرف الثاني بأداء عمله طبقاً للمتوسطات ومعدلات الاداء اليومية في نفس مهنته ، وفي حالة عدم أدائه لعدلات الاداء اليومية تطبق عليه لائحة الجزاءات في هذا الشأن.
- (ب) لا يحق للطرف الثاني خلال مدة التعاقد الاشتغال لدى الغير كما لا يحق للطرف الاول تشغيل الطرف الثاني لدى صاحب عمل آخر.
- (ج) يتعهد الطرف الثاني بعدم التدخل في الشؤون السياسية أو الدينية وعليه مراعاة التقاليد والعادات المحلية واحترامها.
- (د) يصبح هذا العقد نافذ المفعول بعد تصديق السلطات المختصة في الدولتين.
- (هـ) يعتبر قانون العمل القطري والقرارات المنفذة له الاساس القانوني لنصوص هذا العقد ، ويتم الرجوع إليه في أي نزاع ينشأ بين الطرفين ما لم تكن شروط هذا العقد تتضمن مزايا افضل للطرف الثاني.
- 9 - يحرر هذا العقد من أصل وثلاث نسخ ويسلم للطرف الثاني نسخة منه.

الطرف الثاني - العامل	الطرف الاول - صاحب العمل
تصديق	اعتماد
سفارة دولة قطر	وزارة الشغل والتكوين المهني
بالمملكة المغربية.	بالمملكة المغربية.

- 2 - نفقات السفر :
- (أ) يتحمل الطرف الاول نفقات سفر الطرف الثاني من مدينة الدار البيضاء بالمملكة المغربية الى مكان العمل بدولة قطر ، ونفقات عودته اليها ولا تشمل هذه النفقات تكاليف استخراج جواز السفر أو دفع أية تأمينات.
- (ب) يعفى الطرف الاول من تحمل نفقات العودة في حالة انتهاء الطرف الثاني العقد قبل انتهاء مدته لاسباب غير قانونية.
- 3 - القروض :
- (أ) يدفع الطرف الاول للطرف الثاني شخصياً قرضاً قيمته بالعملة المغربية قبل سفره اذا رغب الطرف الثاني في ذلك (حدود اجر شهر واحد) يخضم من مستحقات الطرف الثاني على اقساط شهرية بواقع 10٪ (عشرة في المائة) من الراتب الاساسي الشهري.
- (ب) يبدأ خصم اقساط القرض من اجر الشهر التالي لبدء عمل الطرف الثاني.
- (ج) تسري على القروض التي تدفع للطرف الثاني بالعملة القطرية احكام البندين السابقين.
- 4 - الاجر والمكافأة :
- (أ) لعمال اليومية والشهرية :
- الاجر الاساسي قيمته شهرياً / يومياً مقابل ساعات العمل الاساسية 48 ساعة اسبوعياً ويحصل الطرف الثاني على راحة اسبوعية مدفوعة الاجر في يوم الجمعة من كل اسبوع ، كما يحصل على مقابل نقدي لساعات العمل الاضافية وفقاً لاحكام قانون العمل القطري.
- (ب) لعمال الانتاج أو الطريحة أو القطعية :
- الاجر الاساسي قيمته مقابل انجاز معدل أداء يومي بحسب الحرفة أو المهنة كما يلي :
.....
.....
ويدفع اجر اضافي عن حجم العمل الذي ينتجه الطرف الثاني زيادة عن معدل الاداء اليومي السابق كما يلي :
.....
.....
وفي حالة عدم وجود عمل بالانتاج يكون اجر الطرف الثاني اليومي هو ريال.
- (ج) يتعهد الطرف الاول باثبات ساعات العمل اليومية الاضافية وفقاً للفقرة (أ) أو كمية العمل المنجز يومياً وفقاً للفقرة (ب) في بطاقة خاصة تسلّم في نهاية اليوم للطرف الاول للتسجيل.
- (د) مكافأة نهاية الخدمة
.....
.....
- 5 - السكن والمعيشة اليومية :
- (أ) يتعهد الطرف الاول بتدبير سكن لاجزب مجاني للطرف الثاني وإن زيوده بالاسرة ودورات المياه المناسبة وفقاً للشروط الصحية.

❑ SUÈDE

Sécurité sociale

- Dahir n° 1-82-225 du 3 rebia II 1403 (18 janvier 1983) portant publication de la convention sur la sécurité sociale, faite à Rabat le 4 janvier 1980 et de l'arrangement administratif relatif aux modalités d'application de ladite convention, fait à Rabat le 16 février 1982 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Suède (1)

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention sur la sécurité sociale, faite à Rabat le 4 janvier 1980 et l'arrangement relatif aux modalités d'application de ladite convention, fait à Rabat le 16 février 1982 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Suède ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification fait à Stockholm le 21 avril 1982,

A décidé ce qui suit :

Article premier

Seront publiés au *Bulletin officiel*, tels qu'ils sont annexés au présent dahir, la convention sur la sécurité sociale, faite à Rabat le 4 janvier 1980 et l'arrangement relatif aux modalités d'application de ladite convention, fait à Rabat le 16 février 1982 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Suède,

(1) *B.O.* n° 3729 du 18 avril 1984.

Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 3729 du 16 rejeb 1404 (18 avril 1984).

Article 2

Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Marrakech, le 3 rebia II 1403 (18 janvier 1983).

Pour ccentreseing :
Le Premier ministre,
Maati Bouabid.

- 2 - « التشريع » يقصد به المقننات التشريعية والتنظيمية المشار إليها في الفصل 2 ؛
- 3 - « السلطات المختصة » تعني :
فيما يخص السويد : الحكومة او السلطة المعنية من طرف الحكومة ؛
فيما يخص المغرب : وزارة الشغل والتكوين المهني .
- 4 - « مؤسسة التأمين » تعني الهيئة او السلطة المسؤولة على تطبيق التشريع (أو جزءاً من هذا التشريع) المشار إليه في الفصل 2 ؛
- 5 - « مؤسسة التأمين المختصة » تعني مؤسسة التأمين المختصة بمقتضى التشريع المطبق ؛
- 6 - هيئة الاتصال تعني الهيئة المكلفة بالإرشاد والاتصال بين مؤسسات التأمين في الطرفين المتعاقدين لهدف تبسيط تطبيق هذه الاتفاقية وإرشاد المتضمنين تحتها فيما يخص حقوقهم وواجباتهم بمقتضى الاتفاقية ؛
- 7 - أفراد الأسرة تعني أفراد الأسرة كما هو معرف به من طرف تشريع الطرف المتعاقد الذي تقع على ترابه الوطني المؤسسة التي تتحمل صرف المنح ؛
- 8 - فترات التأمين تعني فترات الاشتراك وتفسيرات العمل أو فترات أخرى تعتبر كفترات تأمين أو الفترات التي يمكن اعتبارها كذلك من طرف التشريع الذي تم تحت طه انجاز تلك الفترات بما في ذلك السنوات المدينة التي منحت بموجبها وبمقتضى نظام التأمين الاجتماعي السويدي ، نقت خاصة براتبه استجابة لمطالبات راتبه اضافي . على أساس العمل أو نشاط اقتصادي آخر خلال السنة المهنية أو جزءاً من هذه السنة ؛
- 9 - اعانة نقدية راتب « قسط سنوي أو مقاصة تعنى اعانة نقدية ، راتب قسط سنوي أو مقاصة بمقتضى التشريع المطبق . بما في ذلك جميع اجزائها المكونة لها والممولة من طرف صندوق عمومي وكذا الرفع من قيمتها والاداءات التكميلية .
- 10 - اذ المفردات الاخرى المستعملة في هذه الاتفاقية يكون لها المدلول المقصود منها بمقتضى التشريع المطبق .
- الفصل الثاني**
- I - تطبق هذه الاتفاقية على :
- (أ) فيما يخص المغرب على :
- (أ) التشريع المتعلق بنظام الضمان الاجتماعي ؛
- (ب) التشريع المتعلق بالتعويض عن حوادث الشغل والأمراض المهنية ؛
- (ت) جميع المقننات التشريعية والتنظيمية أو الخاصة بقوانين أساسية المصادق عليها من طرف السلطة العمومية والمتعلقة بالإنظمة الخصوصية للضمان الاجتماعي ما دامت تغطي

ظهير شريف رقم 1.82.225 صادر في 3 ربيع الآخر 1403 (18 يناير 1983) بنشر اتفاقية الضمان الاجتماعي المبرمة بالرباط يوم 4 يناير 1980 والتسوية الادارية المتعلقة بطرق تطبيق الاتفاقية المذكورة المبرمة بالرباط يوم 16 فبراير 1982 بين المملكة المغربية والمملكة السويدية . (1)

بسم الله وحده

الطابع الشريف - بداخله :

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاقية الضمان الاجتماعي الموقعة بالرباط في

4 يناير 1980 وعلى التسوية الادارية المتعلقة بطرق تطبيق

الاتفاقية المذكورة الموقعة بالرباط يوم 16 فبراير 1982 بين

المملكة المغربية والمملكة السويدية ؛

وبناء على محضر تبادل وناق المصادقة الموقع بسطوكهولم

يوم 21 أبريل 1982 ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

الفصل الاول

تنشر بالجريدة الرسمية مضافتين الى ظهيرنا الشريف هذا ،

اتفاقية الضمان الاجتماعي المبرمة بالرباط يوم 4 يناير 1980

والتسوية الادارية المتعلقة بطرق تطبيق الاتفاقية المذكورة

المبرمة بالرباط يوم 16 فبراير 1982 بين المملكة المغربية

والمملكة السويدية .

الفصل الثاني

ينشر ظهيرنا الشريف هذا بالجريدة الرسمية .

وحرر بمرآكش في 3 ربيع الآخر 1403 (18 يناير 1983) .

وقه بالخط :

الوزير الاول

الاضاء : للمطبع بوعبيد .

* *

اتفاقية الضمان الاجتماعي بين المملكة المغربية والمملكة السويدية

ان المملكة المغربية والمملكة السويدية ،

رغبة منها في تسوية العلاقات بين الدولتين في ميدان الضمان

الاجتماعي فقد اتفقا على إبرام الاتفاقية التالية :

الجزء الأول

«مقتضيات عامة»

الفصل الاول

I - قصد تطبيق هذه الاتفاقية فان معنى المصطلحات التالية

هو ما يلي :

I - ب « المغرب » يقصد المملكة المغربية و ب « السويد »

تتعدت المملكة السويدية ؛

الفصل الخامس

ما لم يقتض الامر غير ذلك في هذه الاتفاقية ، تؤدي الاعانات المستحقة من طرف أى من الطرفين المتعاقدين الي مواطني الطرف الآخر المتعاقد المقيمين على التراب الوطني لدولة ثالثة وفق نفس الشروط ونفس النسب كما هو الشأن بالنسبة لمواطني الطرف الاول المتعاقد المقيمين على التراب الوطني لهذه الدولة الثالثة.

الجزء الثاني

مقتضيات تتعلق بالتشريع المطبق

الفصل السادس

ما لم يقتض الامر غير ذلك في الفصلين 8 و 9 يخضع الاشخاص الذين تغطيهم هذه الاتفاقية الى ما يلي :

- 1 - التشريع المغربي اذا ما كانوا مقيمين أو مستخدمين بالمغرب ؛
- 2 - التشريع السويدي اذا ما كانوا مقيمين بالسويد أو ، فيما يتعلق بالتأمين عن حوادث الشغل والأمراض المهنية ، اذا ما كانوا مستخدمين بالسويد.

الفصل السابع

1 - اذا ما كان شخص مستخدما على التراب الوطني للطرف الآخر المتعاقد والنق من طرف مشغله قصد انجاز شغل لحساب نفس هذا المشغل ، على التراب الوطني للطرف الآخر المتعاقد يظل خاضعا لتشريع الطرف الاول الي غاية أضرار سنة وتلاثين شهرا مدنيا على تاريخ الحاقه ، كما لا كان لا زال يعمل على التراب الوطني للطرف المذكور.

2 - ان سلك المستخدمين المتنقل المستعمل من طرف مقاولات النقل على السكك الحديدية أو على الطرق أو على الخطوط الجوية والمشتغلين على التراب الوطني للطرفين المتعاقدين يخضع لتشريع الطرف المتعاقد الذي يتخضع على ترابه الوطني المقر التجاري للمقاولة الا انه اذا كان المستخدم مقيما على التراب الوطني للطرف الآخر المتعاقد ، فان تشريع هذا الطرف هو الذي يطبق.

3 - ان طاقم سفينة ما وكذا الاشخاص الآخرين المستخدمين على متن السفينة بكيفية مستمرة يخضعون لتشريع الطرف المتعاقد الذي تحمل السفينة علمه - وخلال توقف سفينة ما تحمل علم أى من الطرفين المتعاقدين في التراب الوطني للطرف الآخر المتعاقد ، يطبق تشريع هذا الطرف الاخير على الاشخاص المستخدمين لاغراض الشحن والتفريغ والاصلاح أو الحراسة على متن السفينة.

4 - أئز المستخدم الخاضع للتشريع السويدي تطبيقا لمقتضيات هذا الفصل سيكون لهذه الغاية معتبرا كما لو كان مقيما بالسويد.

شغاليين أو أشخاصا يمكن اعتبارهم كشغاليين والتي لها علاقة بمخاطر أو باعانات مغطاة من طرف أنظمة للضمان الاجتماعي.

- ب) فيما يخص السويد ، على التشريع الخاص بـ :
 - أ) التأمين عن العرض وتأمين الابوين ؛
 - ب) الراتب الاساسي ؛
 - ت) الراتب الاضافي ؛
 - ث) المنح العائلية العامة ؛
 - ج) التأمين عن حوادث الشغل والأمراض المهنية ؛
 - ح) التأمين عن البطالة والمساعدة عن البطالة.

2 - ما لم يقتض الامر غير ذلك في الفقرة 4 ، تطبيق هذه الاتفاقية كذلك على كل تشريع منظم أو معدل أو متمم للتشريع المشار اليه في الفقرة (1) من هذا الفصل.

3 - ان هذه الاتفاقية لا تطبق على أى تشريع يتعلق بنظام جديد أو فرع جديد للضمان الاجتماعي غير المشار اليه في الفقرة (1) من هذا الفصل الا اذا وافق عليه الطرفان المتعاقدان.

4 - ان هذه الاتفاقية تطبق على كل تشريع يوسع تطبيق التشريع المشار اليه في الفقرة (1) من هذا الفصل ليشمل فئات جديدة من المستخدمين ما لم تشعر السلطة المختصة للدولة المعنية برأى مخالف السلطة المختصة للدولة الاخرى خلال الثلاثة اشهر اعتبارا من تاريخ نشر التشريع الجديد رسميا.

الفصل الثالث

ما لم يقتض الامر غير ذلك في هذه الاتفاقية ، فان الاشخاص المشار اليهم عقبه والمقيمين على التراب الوطني لاي من الطرفين المتعاقدين يعاملون على قدم المساواة مع مواطني هذا الطرف المتعاقد فيما يخص تطبيق تشريع الطرف المتعاقد المذكور :

- أ) مواطنو الطرف الآخر المتعاقد ؛
- ب) اللاجئون وعديمو الجنسية كما هو معرف بهم من طرف اتفاقية 28 يوليو 1951 المتعلقة بوضعية اللاجئيين ومن طرف بروتوكول 31 يناير 1967 المنتم للاتفاقية المذكورة وكذا من طرف اتفاقية 28 شتنبر 1954 المتعلقة بوضعية عديمي الجنسية ؛
- ت) الأشخاص الآخرون فيما يخص الحقوق المنحدرة عن حقوق مواطن من الطرفين المتعاقدين ، أو لاجئ أو عديم الجنسية كما هو منصوص عليه في هذا الفصل.

الفصل الرابع

ما لم يقتض الامر غير ذلك في هذه الاتفاقية ، فان الرواتب والاعانات التقديية الأخرى ، باستثناء اعانات البطالة ، لا يمكن أن تكون موضوع تخفيض أو تعديل أو تعليق أو حذف بحجة أن المستفيد منها يقيم في التراب الوطني للطرف الآخر المتعاقد.

الفصل الثالث عشر

إذا ما كان لصاحب الطلب الحق في راتب الشيخوخة بعد الجمع المقرر في الفصل 12 ، تطبيقاً للتشريع المغربي ، يتم القيام بتجريد هذا الراتب على سبيل التقدير ، أما الراتب المستحق فعلياً فيحتسب على أساس تناسب الحصص بالنسبة لفترات التأمين المنجزة في المغرب.

الفصل الرابع عشر

ان أية اعانة لا تستحق إذا ما كانت فترات التأمين المنجزة في المغرب لا تجمع الا عدداً يقل أو يعادل 312 يوماً.

الفصل الخامس عشر

تطبق مقتضيات الفصول II ، 12 ، 13 و 14 بحكم التنجاس على رواتب الزمانة ومنع المتوفى عنهم.

تطبيق التشريع السويدي الإعانات الأساسية

الفصل السادس عشر

I - ان المواطنين المغاربة وكذا الاشخاص المشار اليهم في الفصل (3 ب و ت) سواء كانوا مقيمين بالسويد أم لا والذين لا تتوفر فيهم الشروط المطلوبة لاكتساب الحق في راتب أساسي تطبيقاً للتشريع السويدي المطبق ، يكون لهم الحق على كل حال في اعانة أساسية تحتسب وفق المقتضيات التي تطبق على المواطنين السويديين المقيمين بالخارج.

2 - ان راتب الزمانة غير الممنوح ككلمة للاعانة الأساسية وتعويضات العلاج للاطفال المعوقين والمبلغ الإضافي للراتب ومنع الراتب برسم الدخل المراقب ، تصرف الى الاشخاص المشار اليهم في الفقرة الاولى شريطة أن يكونوا مقيمين بالسويد وتطبيقاً ، عملاً بمبدأ التنجاس ، للتنظيمات المقررة في الفقرة الاولى.

الفصل السابع عشر

كي يتم التوفى على شرط مدة الثلاث سنوات المقررة في الباب 5 ، الفصل 3 الفقرة الثانية من القانون حول التأمين العمومي ، يؤخذ كذلك بعين الاعتبار ، عند الاقتضاء ، فترات التأمين المنجزة وفق التشريع المغربي.

الإعانات الإضافية

الفصل الثامن عشر

I - عندما تكون فترات التأمين قد أنجزت في نفس الوقت برسم النظام السويدي لتأمين الراتب الإضافي وبرسم نظام تأمين الراتب المغربي يتم الجمع بين هذه الفترات للحاجة الملحة قصد اكتساب حق في اعانة إضافية ما لم تتفق تلك الفترات وتقع الواحدة على الأخرى زمنياً ولهذا الغاية فإن 312 يوماً من التأمين المنجز برسم نظام تأمين الراتب المغربي تتخذ كما لو كانت متشابهة لسنة مدنية يحسب لفائدتها نقط الاستفادة من الاعانة.

الفصل الثامن

I - ان مقتضيات هذه الاتفاقية لا تطبق على الممثلين الدبلوماسيين ، والقنصلين المحترفين وسلك المستخدمين التقنى والإداري للبعثات والقنصليات المسيرة من طرف قنصل محترف ، وأعضاء سلك المستخدمين فنى البعثات الدبلوماسية والقنصليات وكذا الاشخاص المستخدمين خصيصاً برسم خاص فنى منزل ممثلين دبلوماسيين وقناصل محترفين وأعضاء قنصليات مسيرة من طرف قنصل محترف ما دام هؤلاء الاشخاص تغطيهم اتفاقية فيينا حول العلاقات الدبلوماسية واتفاقية فيينا حول العلاقات القنصلية على التوالي.

2 - ان مقتضيات الفقرة (I) من الفصل 7 تطبق على المستخدمين الحكوميين غير الذين أشير اليهم في الفقرة (1) من هذا الفصل والذين هم في مأمورية على التراب الوطنى للطرف الآخر المتعاقد.

الفصل التاسع

I - يطلب مشترك من رب العمل والعاقل أو يطلب من شغال مستقل يمكن للسلطات المختصة للطرفين المتعاقدين الاتفاق على إعفاء بعض الاشخاص أو فئات من الاشخاص من مقتضيات الفصول 6 و 8 ولو عند اندام طلب من هذا النوع يمكن للسلطات المختصة أن تنفق على هذا الاعفاء بعد استشارة الاشخاص المعنيين بالامر.

2 - ان مقتضيات الفقرة (4) من الفصل 7 تطبق بعد التغييرات اللازمة في الحالات المشار اليها في هذا الفصل.

الجزء الثالث

مقتضيات خاصة

الباب الأول

المرض ، الامومة والولادة

الفصل العاشر

إذا ما أنجز شخص ما فترات تأمين تطبيقاً للتشريع الطرفين المتعاقدين ، يتم الجمع بين هذه الفترات قصد اكتساب الحق فى منحة ، ما لم تقع تلك الفترات الواحدة على الأخرى زمنياً.

الباب الثاني

الشيخوخة ، الزمانة ، المتوفى عنهم

تطبيق التشريع المغربي

الفصل الحادى عشر

كي يكتسب في راتب الشيخوخة برسم التشريع المغربي ، لا يؤخذ بعين الاعتبار سوى فترات التأمين المنجزة في المغرب.

الفصل الثاني عشر

إذا ما كان صاحب الطلب ليس له الحق فى راتب الشيخوخة تطبيقاً للتشريع المغربي ، باعتبار سوى فترات التأمين المنجزة فى المغرب ، يتم الجمع بين هذه الفترات وفترات الإقامة المنجزة بالسويد ما لم تقع تلك الفترات الواحدة على الأخرى زمنياً.

3 - تستحق اعانة عامة عن الاطفال ، برسم التشريع السويدي ، عن طفل من جنسية مغربية يعتبر كما لو كان مقبلا بالسويد بنفس الشروط المفروضة على طفل من جنسية سويدية.

الجزء الرابع

مقتضيات مختلفة

الفصل الثاني والعشرون

يمكن للسلطات المختصة ان تتفق على مناهج تطبيق هذه الاتفاقية كما انها ، بالإضافة الى ذلك وبقصد تسهيل تطبيقها ، تستخدم كل الترتيبات اللازمة من اجل تكوين هيئات الاتصال الضرورية على التراب الوطني لكل منها.

الفصل الثالث والعشرون

I - كي يتم تطبيق هذه الاتفاقية تتبادل السلطات وهيئات الطرفين المتعاقدين تدخلاتهما الودية كما لو كانت تقوم بها لنفسها قصد تطبيق تشريعيها الخاص ، ان هذه المساعدة الادارية المتبادلة ستكون بدون مقابل ما لم تكن هناك مقتضيات مخالفة.

2 - ان مراسلة السلطات والهيئات بما في ذلك وسائل التبليغ بواسطة الاشخاص الذاتيين يمكن ان تكون بالمغربية والسويدية والفرنسية والانجليزية.

3 - يمكن للهيئات الدبلوماسية والقنصلية ان تطلب مباشرة من السلطات والهيئات على التراب الوطني للطرف الآخر معلومات قصد حماية مصالح مواطنيها.

الفصل الرابع والعشرون

تبلغ السلطات المختصة ، حالا ، الى علم بعضها البعض التغييرات المدخلة على التشريع المشار اليه في الفصل 2 من هذه الاتفاقية.

الفصل الخامس والعشرون

تبلغ السلطات المختصة الى علم بعضها البعض الاجراءات المتخذة على ترابها الوطني قصد تطبيق هذه الاتفاقية.

الفصل السادس والعشرون

كل اعفاء من حقوق التنزير ورسوم التوثيق أو التسجيل الممنوح لفائفة الشهادات والوثائق التي يجب تسليمها الى السلطات والهيئات في التراب الوطني لكل من الطرفين المتعاقدين يطبق كذلك على الشهادات والوثائق التي يجب تسليمها في نطاق تطبيق هذه الاتفاقية الى السلطات والهيئات في التراب الوطني للطرف الآخر المتعاقدين ، ان الشهادات والوثائق الواجب تقديمها لاغراض هذه الاتفاقية تكون معفاة من اثبات صحتها من طرف السلطات الدبلوماسية والقنصلية.

2 - ان مبلغ الاعانة الإضافية يحسب على أساس فترات التأمين المنجزة حسب التشريع السويدي دون سواها.

الباب الثالث

حوادث الشغل والامراض المهنية

الفصل التاسع عشر

I - ان الحق في المنح الناتج عن حادثة شغل يحدد كما هو منصوص عليه في الفصول 6 الى 9 ، تطبيقا للتشريع المطبق على المستفيد وقت وقوع الحادث.

2 - ان التعويض عن حادث الشغل اللاحق يكون على أساس تناسب الحصص حسب انخفاض قدرة الشغل الناتجة عن هذه الحادثة الاخيرة وتطبيقا للتشريع المطبق.

الفصل العشرون

I - ان المنح المستحقة والناتجة عن مرض مهني تحدد تطبيقا لتشريع الطرف المتعاقد المطبق على المستفيد في وقت القيام بالعمل الذي يعرضه لمخاطرة المرض المهني ولو اذا ما كان تشخيص هذا المرض لأول مرة على التراب الوطني للطرف المتعاقد الآخر.

2 - اذا ما كان المستفيد قد اشتغل في عمل من هذا النوع على التراب الوطني لهذا الطرف ثم على التراب الوطني للطرف الآخر المتعاقد ، تصرف له منحة على مدى الحياة تطبيقا لتشريع هذا الطرف وللطرف الآخر المتعاقد ، ولهذه الغاية تدفع مؤسسات التأمين راتبها على مدى الحياة وفقا لخصص مدات العمل المنجزة على التراب الوطني لكل من الطرفين المتعاقدين.

3 - اذا اعطي المرض المهني الحق في الحصول على منحة برسم قانون أحد الطرفين المتعاقدين فان استفحال المرض الخاصل على التراب الوطني للطرف الآخر المتعاقد يعطى الحق كذلك في تعويض تطبيقا لتشريع الطرف الاول ، الا ان هذا المقتضى لا يطبق اذا ما كان هذا استفحال يمكن نسبه الى مزاوله عمل يعرض الى مخاطرة المرض على التراب الوطني للطرف الآخر.

الباب الرابع

الاعانات العائلية

الفصل الواحد والعشرون

I - ان المواطنين السويديين يستفيدون من الاعانات العائلية تطبيقا للتشريع المغربي شريطة ان يكون أعضاء الاسرة مقيمين على التراب الوطني المغربي.

2 - كي يكتسب الحق في الاعانات العائلية حسب التشريع المغربي يتم جمع فترات الإقامة في السويد ، عند الاقتضاء ، مع فترات التأمين المنجزة حسب التشريع المغربي ، ما لم تقع تلك الفترات للواحدة على الاخرى زمناً.

- من كون فترلت التامين أو الإقامة المنجزة قبل سريان المفعول المذكور تؤخذ بعين الاعتبار في تحديد الاعانات.
- 2 - كل اعانة لم يسبق أن منحت بسبب جنسية المعنى بالامر أو التي سحبت بسبب الإقامة على التراب الوطني للطرف الآخر المتعاقد تعطى له أو تعاد اليه بطلب منه اعتبارا من تاريخ سريان مفعول هذه الاتفاقية.
- 3 - بناء على طلب مستوف لجميع الشروط ، يعاد استحساب اعانة منحت قبل سريان مفعول هذه الاتفاقية تطبيقا لمقتضيات الاتفاقية المذكورة ، واعانات من هذا النوع يمكن ، كذلك استحسابها دونما تقديم أى طلب فى شأنها ، ويجب ان لا تقضى إعادة النظر هذه الى أى تخفيض فى الاعانة الصروفة.
- 4 - ان المقتضيات التشريعية للطرفين المتعاقدين والمتعلقة بالتقادم وانتهاء الحق فى الاعانات لا تطبق على الحقوق الناجمة عن مقتضيات الفقرتين I و 3 من هذا الفصل ، على شرط مستجر كون المستفيد يدلى بطلبه الخاص بالاعانة خلال سنتين اعتبارا من تاريخ سريان المفعول لهذه الاتفاقية.

الفصل الثالث والثلاثون

- I - ان هذه الاتفاقية مبرمة لمدة غير محددة ، ويمكن أن تفسخ من جانب هذا الطرف أو ذلك من المتعاقدين ، ويتم الاشعار بهذا الفسخ ثلاثة أشهر على الاقل قبل انصرام السنة المدنية الجارية ، وفى هذه الحالة تنهى الاتفاقية التزاماتها عند انصرام السنة المدنية التى تم فسخها فيها.
- 2 - اذا ما فسخت الاتفاقية ، تظل مقتضياتها مطبقة على الاعانات التى سبق اكتسابها بالرغم من كل مقتضى ممكن اصداره فى تشريع الطرفين المتعاقدين والمتعلق بتحديد الحق فى الاعانة بسبب الجنسية أو الإقامة فى بلد ثالث ، كل حق فى الاعانات المستقبلية ، الذى كان من الممكن اكتسابه بموجب الاتفاقية يعاد منحه فى تنسيق ادارى خاص.

الفصل الرابع والثلاثون

- تمت المصادقة على هذه الاتفاقية وتبادل واثاق التصديق عليها فى سطوكهولم.
- الاتفاقية تصبح سارية المفعول فى اليوم الاول من الشهر الثانى بعد تبادل واثاق التصديق.
- وبناء على ما تقدم فان الموقعين عقبه والمنتدبين من طرف كل من حكومتيهما وقعا على هذه الاتفاقية.
- حررت هذه الاتفاقية فى نظيرين بالرباط فى يوم الجمعة 15 صفر الخير 1400 موافق 4 يناير 1980.
- بالعربية والسويدية والفرنسية ولكل منها كذلك نفس الصيغة.
- عن حكومة المملكة المغربية : محمد ارسلان الجديدى ، وزير الشؤون الاجماعية والصحة.
- عن حكومة المملكة السويدية : كرين سولدرىس ، وزيرة الشؤون الاجماعية والصحة.

الفصل السابع والعشرون

- I - ان الطلبات والمليستات وغيرها من الوثائق ، التى يجب ان يدلى بها تطبيقا لتشريع أحد الطرفين المتعاقدين ، لدى سلطة أو مؤسسة فى اجل محدد ، يمكن قبولها اذا ما قدمت فى نفس الاجل الى سلطة أو الى مؤسسة مقابلة فى الطرف الآخر المتعاقد.
- 2 - ان الطلب الذى يقدم تطبيقا لتشريع أى من الطرفين المتعاقدين يمكن اعتباره كطلب اعانة مقابلة برسم تشريع الطرف الآخر المتعاقد ، الا أنه فيما يخص راتب الشيخوخة لا يطبق هذا المقتضى اذا ما صرح صاحب الطلب ان طلبه لا يتعلق الا باعانات برسم تشريع الطرف الاول المتعاقد.

الفصل الثامن والعشرون

اذا ما كان شخص ما حسب وضعيته المدنية عند وفاته ترك أكثر من امرأة فان راتب الارملة المصروف تطبيقا لهذه الاتفاقية يقسم بالتساوى ونهايا بين المستفيدات.

الفصل التاسع والعشرون

- I - ان هذه الاتفاقية تكون عديمة المفعول على المقتضيات الانتقالية للتشريع السويدى والمتعلقة باستحساب اعانات الاساس الخاصة بالاشخاص المزدادين على أكثر تقدير خلال سنة 1925 واستحساب الاعانات الاضافية الخاصة بالاشخاص المزدادين على أكثر تقدير خلال سنة 1923.
- 2 - ان هذه الاتفاقية تكون عديمة المفعول على الامكانية الواردة فى التشريع السويدى والخاصة بشخص قانونى سويدى والتى تقضى بانخراط المستخدمين الذين يشتغلون خارج السويد فى النظام السويدى للاعانة الاضافية عن طريق تصريح خصوصى.

الفصل الثلاثون

ان مؤسسات طرف متعاقد والتى تكون مديونة باعانات نقدية تجاه مستفيد يوجد فى الطرف الآخر المتعاقد يمكن لها ان تؤدى ها عليها بكل صحة بعملة الطرف الثانى.

الفصل الواحد والثلاثون

- I - ان الخلافات التى يمكن أن تنتج عن تطبيق هذه الاتفاقية ستسوى باتفاق مشترك بين السلطات.
- 2 - اذا ما استحال التوصل الى أى اتفاق ، يعرض الخلاف على تحكيم معين باتفاق مشترك بين السلطات المختصة ، يأخذ التحكيم بعين الاعتبار مفهوم ونص هذه الاتفاقية.

الفصل الثانى والثلاثون

- I - ان هذه الاتفاقية تطبق كذلك على الاحتمالات الواقعة قبل سريان المفعول بها ، الا أنه لا تستحق أية اعانة برسم هذه الاتفاقية عن فترة سابقة لسريان المفعول لها بالرغم

الا أن هذه القاعدة لا تطبق في حالة ما إذا كانت الاعانة مكتسبة تطبيقاً لمبدأ الجمع بين فترات التأمين والإقامة وكذا في الحالات التي تكون فيها هذه الاعانات متعلقة بعادة شغل.

الباب الثاني

مقتضيات تتعلق بالتشريع المطبق

المادة الرابعة

I - ان الاشخاص الملحقين من طرف مشغل يزاول نشاطه على التراب الوطني لاي من الطرفين المتعاقدين قصد انجاز عمل على التراب الوطني للطرف الآخر المتعاقد يجب عليهم أن يكونوا مزودين بوثيقة تشهد بالمحافظة على انتمائهم لنظام الضمان الاجتماعي للطرف الآخر المتعاقد ، وسوف يحرر نموذجاً من هذه الشهادة باتفاق مشترك من طرف هيئات الاتصال.

2 - يستثنى من هذا الاجراء المستخدمون الحكوميون الملحقون تطبيقاً للفقرة 2 من الفصل 8 من الاتفاقية.

الباب الثالث

مقتضيات خصوصية

المادة الخامسة

تطبيقاً للمادة 10 من الاتفاقية ، فان الشخص الذي يتقدم بطلب الاعانات الى مؤسسة مختصة لطرف متعاقد يكون ملزماً بان يصحب هذا الطلب بشهادة متعلقة بفترات التأمين أو الإقامة التي أنجزها في ظل تشريع الطرف المتعاقد ، وتسلم هذه الشهادة من طرف المؤسسات المختصة المغربية أو السويدية.

المادة السادسة

قصد اكتساب الحق في راتب ، أو من أجل احتساب هذا الراتب ، تؤخذ بعين الاعتبار فترات التأمين والفترات التي تعاد لها كما هي ناتجة عن التشريع الذي تحت طله تكون قد أنجزت.

إذا ما كان تشريع بلد يرى أن احتساب بعض فترات التأمين أو الفترات المعادلة لها يشترط فيها أن تكون سبق أن أنجزت خلال أجل محدد يكون هذا الشرط ايضاً مطبقاً على مثل هذه الفترات المنجزة بموجب تشريع البلد الآخر.

إذا ما كانت فترة تأمين ، تطبيقاً لتشريع بلد ، تتفق زمنياً مع فترة معادلة لها تطبيقاً لتشريع البلد الآخر ، فلن تؤخذ بعين الاعتبار سوى فترة التأمين.

المادة السابعة

إذا ما كان اكتساب الحق في اعانة دون ضرورة اللجوء الى الجمع بين فترات التأمين المنجزة في كل من البلدين المتعاقدين ، فإن المؤسسة المختصة تحتسب الاعانة وفق التنظيمات الخاصة بها.

المادة الثامنة

I - إذا ما اتضح أنه من الضروري اللجوء الى الجمع بين فترات التأمين فان المؤسسات المختصة المغربية والسويدية تستعمل استمارة محددة باتفاق مشترك.

تنسيق ادارى متعلق بطرق تطبيق الاتفاقية العامة للضمان الاجتماعى بين المملكة المغربية والمملكة السويدية

تطبيقاً للاتفاقية العامة للضمان الاجتماعى بين المملكة المغربية والمملكة السويدية وخاصة مادتها 22 ، فان السلطات المختصة المغربية والسويدية قد حددت باتفاق مشترك المقترضات التالية فيما يخص طرق تطبيق الاتفاقية المذكورة.

الباب الأول

مقتضيات عامة

المادة الاولى

قصد تطبيق هذا التنسيق الادارى ، فان العبارات التالية تعنى :

- 1 - لفظة « اتفاقية » اتفاقية الضمان الاجتماعى المبرمة بين المملكة المغربية والمملكة السويدية ؛
- 2 - لفظة « تنسيق » التنسيق الآتية مقتضياته ؛
- 3 - ان العبارات والالفاظ المحددة في المادة الاولى من الاتفاقية لها في هذا التنسيق نفس المدلول.

المادة الثانية

I - قصد تطبيق الاتفاقية تم تعيين هيئات الاتصال التالية :

في المغرب :

- 1 - الصندوق الوطنى للضمان الاجتماعى.
- 2 - ان هيئة الاتصال المعنية في الفقرة I من هذه المادة هي الكلفة طبقاً للاتفاقية بالاشعار والاتصال بين مؤسسات التأمين في الطرفين المتعاقدين وباشعار الاشخاص المؤمن عليهم بحقوقهم واجاباتهم ؛
- 3 - ان السلطات المختصة في كل من الطرفين المتعاقدين يمكن لها تعيين هيئات أخرى للاتصال أو تغيير اختصاصات الهيئات القائمة ، في هذه الحالات يجب على السلطات المذكورة أن تبلغ في الحال الى السلطة المختصة فى الطرف الآخر الاستبدالات المحددة.

في السويد :

المكتب الوطنى للضمان الاجتماعى والمكتب الوطنى للتشغيل فيما يخص تأمين البطالة والمساعدة في حالة البطالة.

المادة الثالثة

I - تصرف الاعانات النقدية مباشرة الى المعنيين بالامر فى مقر اقامتهم من طرف الهيئات المدنية عن طريق مصرفى أو بريدى ، وفق اختيار المعنى بالامر.

2 - عندما يقرر تشريع أى من البلدين المتعاقدين التخفيض أو الحذف أو إيقاف الاعانة في حالة الجمع بين هذه الاعانة مع اعانة أخرى للضمان الاجتماعى أو مع اجرة فان الاعانة المكتسبة بموجب تشريع البلد الآخر المتعاقد أو الاجرة المحصل عليها في التراب الوطنى للبلد الآخر المتعاقد ، تكون موضوع اقتضاء التخفيض أو الحذف أو إيقاف بالنسبة للمستفيد من الاعانة.

تغيير او إيقاف أو انقضاء حق في اعانات معترف بها من طرفها ، وتندرج جميع الاجراءات اللازمة قصد تطبيق الاتفاقية والتنسيق الادارى وتمتد كل منها الاخرى بمساعيها الحميدة بنفس الحزم كما لو ان الامر يتعلق بتطبيق الانظمة الخاصة بها وتنسوى النزاعات قبل اللجوء الى تدخل مسطرة تحكيمية.

المادة الخامسة عشرة

يطلب من المؤسسة المختصة ، تقوم مؤسسة مقر الإقامة للبلد الآخر باجراء مراقبة على المستفيدين من اعانة وقف الشروط المقررة فى التشريع الخاص بها وبالاخص الفحوص الطبية والبحوث الادارية أو الطبية والخبرات التي تصبح ضرورية بعد ممارسة هذه المراقبة. ان الصوائر المصروفة لاغراض هذه المراقبة تتحملها المؤسسة المدينة بالاعانة وتمت استعادتها على اساس اثباتها.

المادة السادسة عشرة

تطبيقا لمقتضيات المادة 27 من الاتفاقية ، فان الطلبات والملتمسات والوثائق الاخرى الموضوعة لدى سلطة مختصة يتم تبليغها بدون تأجيل الى الطرف الآخر المتعاقد كما يتم اشعار صاحبها بهذا الارسال.

المادة السابعة عشرة

فى حالة ما اذا منحت الاعانات بكيفية مزدوجة ، فان تقارير المراقبة الطبية والادارية التي تم اجرائها من لدن الطرف المتعاقد تبلغ الى علم مؤسسة الطرف الآخر المتعاقد.

المادة الثامنة عشرة

تبلغ هيئة الاتصال في طرف متعاقد الى هيئة الاتصال في الطرف الآخر المتعاقد الاحصائيات السنوية للمبالغ التي تم دفعها من طرف المؤسسات المختصة فى بلدها الى البلد الآخر التي نقلت اليه.

المادة التاسعة عشرة

تسوى جميع الاعتراضات المتعلقة بتطبيق هذا التنسيق بواسطة لجنة مكونة من ممثلين للسلطات المختصة الذين يمكن لهم ان يصطحبوا معهم خبراء ، وتجتمع اللجنة بالتناوب فى كل من البلدين.

المادة العشرون

تحدد هيئات الاتصال ، باتفاق مشترك الاستماتات والوثائق الاخرى الضرورية لتطبيق الاتفاقية.

المادة الواحدة والعشرون

1 - تتراسل هيئات الاتصال فى الطرفين المتعاقدين فيما بينها مباشرة باللغتين الانجليزية او الفرنسية.
2 - تمتد هيئات الاتصال عند الضرورة كل منها الآخر بالمساعدة فى ترجمة طلبات الاعانات والوثائق الاخرى المحررة باللغتين الرسميتين لكل من بلديهما الى الانجليزية او الفرنسية.

المادة الثانية والعشرون

يدخل هذا التنسيق حيز التطبيق فى نفس اليوم الذى تصبح فيه الاتفاقية نافذة المفعول وتكون له نفس مدة الاتفاقية.

حرر فى نظيرين باللغات العربية والسويدية والفرنسية فى :
بتاريخ 16 فبراير 1982.

السلطة المغربية المختصة :
وزير التشغيل والاماتن الوطنى ،
محمد ارسلان الدايدى.

السلطة السويدية المختصة :
سفير المملكة السويدية ،
توتو بانستروم.

وتحتوى هذه الاستمارة بالخصوص على المعلومات اللازمة المتعلقة بالحالة المدنية وفترات التامين والفترات المعادلة لها.

2 - تشعر المؤسسة المختصة فى طرف متعاقد المؤسسة المختصة فى الطرف الآخر المتعاقد بكل طلب اعانة قد تطبق عليها مقتضيات المادة 27 ، فقرة 2 من الاتفاقية.

المادة التاسعة

كى يتم تقدير درجة العجز المستمر الناتج عن حادثة شغل أو عن مرض مهني وفق التشريع المغربى أو السويدى ، فان حوادث الشغل أو الامراض المهنية الحاصلة قبل ذلك تحت طلل تشريع البلد الآخر ، تؤخذ بعين الاعتبار كما لو انها حدثت تحت طلل تشريع البلد الاول.

المادة العاشرة

من اجل الاخذ بعين الاعتبار لكل نص فى القدرة على الشغل لمؤمن عليه والذي تم الاعتراف به قبل حدوث حادث شغل جديد ، او استنفال لمرض مهني تستشعر هيئات الاتصال كل منها الاخرى بذلك.

يجب على هيئات الاتصال أن تحدد بالخصوص الدرجة أو النسبة المئوية للنقص الممنوح من طرف المؤسسة المختصة التي اعترفت به وكذا درجة الاصابات العضوية التي بررت هذا الاعتراف.

المادة الحادية عشرة

قصد تطبيق المقتضيات من الاتفاقية ، المتعلقة بالامراض المهنية ، تقدم هيئة الاتصال لبلد متعاقد الى البلد الآخر المتعاقد اذا ما طلب ذلك ، شهادة محررة على اساس المعلومات المقتطعة لدى مختلف المشغليين الذين يكون المؤمن عليه قد تعرض خلال تشغيله الى مخاطر امراض مهنية.

المادة الثانية عشرة

قصد تطبيق المادة 20 فقرة 2 من الاتفاقية تحدد كل مؤسسة مختصة بقصد التصفية مبلغ الراتب لمدى الحياة ، كما لو أن المعنى بالام قد أنجز مجموع فترات الخدمة التي عرضته لخطر المرض المهني فى ترابها الوطنى ، لذا سيكون الراتب يعادل حصيلة المبلغ المحدد على نحو الحصة التي تم التوصل اليها على اساس اقسام فترات الخدمة على التراب الوطنى المذكور بالفترات الاجمالية للخدمة.

المادة الثالثة عشرة

تطبيقا للفقرة 2 من المادة 21 من الاتفاقية ، فان الشغل الذى سبق له أن أقام بالسويد والذي يتقدم فى المغرب بأول طلب للتعويضات العائلية يكون ملزما بأن يصحب هذا الطلب بشهادة لفترات الإقامة مسلمة اليه من طرف الهيئة السويدية المختصة.

الباب الرابع

مقتضيات مختلفة

المادة الرابعة عشرة

ان هيئات الاتصال المشار اليها فى المادة 2 من هذا التنسيق الادارى تستشعر رسمياً كل منها الاخرى بكل الظروف التي تصل الى علمها والتي من شأنها ان تمس الحق أو النسبة أو تسديده راتب أو اعانة أو التي من شأنها ، تطبيقا للتشريع الخاص بها ان تؤدي الى

□ TUNISIE

Sécurité sociale

- **Dahir n° 1-16-114 du 6 kaada 1437 (10 août 2016) portant promulgation de la loi n° 85-15 portant approbation de la Convention de sécurité sociale, faite à Tunis le 5 moharrem 1437 (19 octobre 2015) entre le Royaume du Maroc et la République tunisienne (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne;

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^e alinéa),

A décidé ce qui suit :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 85-15 portant approbation de la Convention de sécurité sociale, faite à Tunis le 5 moharrem 1437 (19 octobre 2015) entre le Royaume du Maroc et la République tunisienne, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 6 kaada 1437 (10 août 2016).

Pour contreseing:

Le Chef du gouvernement,

Abdel-Ilah Benkiran.

*

* *

(1) *B.O.* n° 6500 du 15 septembre 2016.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6493 du 18 kaada 1437 (22 août 2016).

Loi n° 85-15 portant approbation de la Convention de sécurité sociale, faite à Tunis le 5 moharrem 1437 (19 octobre 2015) entre le Royaume du Maroc et la République tunisienne

Article unique

Est approuvée la Convention de sécurité sociale, faite à Tunis le 5 moharrem 1437 (19 octobre 2015) entre le Royaume du Maroc et la République tunisienne.

اتفاقية الضمان الاجتماعي بين المملكة المغربية والجمهورية التونسية

اتفاقية الضمان الاجتماعي بين المملكة المغربية والجمهورية التونسية

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية التونسية المشار إليهما فيما يلي
بالطرفين المتعاقدين،

عزما منهما على تعزيز التعاون بين البلدين الشقيقين،

تحملهما الرغبة في تطوير علاقتهما في مجال الضمان الاجتماعي وفي تكريس مبدأ
المساواة في المعاملة بين مواطني الدولتين المتعاقدين وفي ضمان حقوقهم المكتسبة أو التي هي
بصدد الاكتساب اتفقتا على ما يلي:

الباب الأول أحكام عامة

الفصل الأول

تعريف

1-1- تدلّ الألفاظ والمصطلحات الآتية على المعاني المبينة أمامها:

1-1- "تراب":

- بالنسبة لتونس: تعني لفظة تونس التراب والفضاءات البحرية التي تمارس عليها تونس سيادتها (التراب القاري والجزر والمياه الداخلية والبحر الإقليمي) والفضاء الجوي الذي يملؤها والتي تمارس عليها تونس ولايتها طبقا للقانون الدولي.
- بالنسبة للمغرب: تراب المملكة المغربية والمناطق المحاذرة للمياه الإقليمية للمغرب، بما في ذلك البحر الإقليمي وما وراءه المنطقة الاقتصادية الخاصة والمناطق التي تمارس عليها المملكة المغربية اختصاصاتها أو حقوقها وحقوق سيادتها طبقا لتشريع الوطني والقانون الدولي، بهدف استغلال واستكشاف الموارد الضعيفة لأعماق البحار وباطن الأرض والمياه المتاحة "الجرف القاري".

- 2-1-** "الطرفين المتعاقدين": حكومة الجمهورية التونسية من جهة و حكومة المملكة المغربية من جهة أخرى.
- 3-1-** "عامل": العامل المغربي أو التونسي الذي تشمله إحدى أنظمة الضمان الاجتماعي المدرجة بمجال التطبيق المادي لهذه الاتفاقية.
- 4-1-** "مواطن": الشخص ذو الجنسية المغربية أو ذو الجنسية التونسية.
- 5-1-** "طالب": كل شخص غير العامل أو ذي حق وفق هذه الاتفاقية والذي يتابع دراسات فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين ومؤمن في إطار نظام عام للضمان الاجتماعي أو نظام خصوصي للضمان الاجتماعي مطبق على الطلبة.
- 6-1-** "ذوو الحقوق": الأشخاص المعنيون أو المقبولون بهذه الصفة حسب تشريع الطرف المتعاقد الذي تصرف المنافع بمقتضاه ما لم تقتض أحكام هذه الاتفاقية خلاف ذلك.
- 7-1-** "تشريع": النصوص القانونية والتنظيمية التي تخص أنظمة وفروع الضمان الاجتماعي المشار إليها في هذه الاتفاقية.
- 8-1-** "السلطة المختصة": الوزير أو الوزراء أو كل سلطة أخرى مقابلة التي يرجع إليها تطبيق التشريعات المشار إليها في الفصل الثالث (3) من هذه الاتفاقية.
- 9-1-** "المؤسسة المختصة": المؤسسة المتصرفة في النظام/المديرة للنظام الذي يضمن للشخص المعني حقوقه في المنافع النقدية أو العينية والتي تتحمل أعباءها.

- 1-10-** "طرف مختص" : الدولة التي توجد فوق ترابها المؤسسة المختصة.
- 1-11-** "مؤسسة مقر الإقامة": المؤسسة المخول لها صرف المنافع في المكان الذي يقيم فيه الشخص المعني حسب التشريع الذي تطبقه وإن لم توجد فالمؤسسة المعينة من قبل السلطة المختصة.
- 1-12-** "الإقامة": الإقامة الاعتيادية للشخص المعني ويعتبر الطالب بمثابة مقيم في الدولة التي يتابع دراسته فوق ترابها.
- 1-13-** "الإقامة المؤقتة": الإقامة المؤقتة للشخص المعني. ويعتبر الشخص الذي يتابع تكويننا مهنيا يؤدي إلى كفاءة معترف بها رسميا في الدولة المختصة، بمثابة مقيم مؤقتا في الدولة التي يتابع هذا التكوين فوق ترابها.
- 1-14-** "فترات التأمين": مدد الاشتراك أو العمل كما هي معرفة كفترات تأمين من طرف التشريع الذي أنجزت أو اعتبرت منجزة في ظله، وكذلك كل فترة مشابهة لها باعتبارها معادلة لفترات تأمين من قبل هذا التشريع.
- 1-15-** "منافع" "معاشات/جرايات" و"إيرادات" : كل المنافع والمعاشات/الجرايات والإيرادات بما في ذلك العناصر التكميلية وكذلك الزيادات والترفيعات الناتجة عن المراجعة أو المنح الإضافية والمنافع التي تعوضها في شكل رأس مال.
- 1-16-** "منحة الوفاة": كل مبلغ يصرف مرة واحدة في حالة الوفاة.
- 1-17-** "العلاجات الفورية": العلاجات التي لا يمكن إرجاء إسداؤها دون تعريض حياة المعني للخطر وتعكير حالته الصحية بصورة جدية.

2- تأخذ كل الألفاظ والعبارات الأخرى الواردة في هذه الاتفاقية نفس المعاني التي يعطيها إياها التشريع المطبق.

الفصل الثاني

مجال التطبيق الشخصي

تطبق هذه الاتفاقية على مواطني الطرفين المتعاقدين الخاضعين أو الذين خضعوا للتشريعات المشار إليها بالفصل الثالث (3) من هذه الاتفاقية، بما فيهم الطلبة بالنسبة للمنافع المنصوص عليها بالتشريع المطبق عليهم وكذلك على ذوي حقوقهم.

الفصل الثالث

مجال التطبيق المادي - التشريعات المطبقة

1- تطبق هذه الاتفاقية :

أ - في تونس:

- *على تشريعات الضمان الاجتماعي المطبقة على العمال الأجراء وغير الأجراء أو المشبهين بهم المشار إليهم بالفصل الثاني (2) من هذه الاتفاقية فيما يتعلق بـ:
- منافع التأمين عن المرض والأمومة والوفاء؛
- التعويض عن حوادث الشغل والأمراض المهنية؛
- منافع التأمين على العجز والشيخوخة والباقيين على قيد الحياة؛
- المنافع العائلية؛
- منافع الإحاطة الاجتماعية للعمال.

*على تشريعات الضمان الاجتماعي المطبقة على الأعوان التابعين للقطاع العمومي
*على تشريع الضمان الاجتماعي المطبق على الطلبة

ب- في المغرب : على التشريعات الآتية للضمان الاجتماعي المطبقة على الأشخاص
المشار إليهم بالفصل الثاني (2) من هذه الاتفاقية :

- نظام الضمان الاجتماعي المطبق على العمال المأجورين في القطاع الخاص فيما
يتعلق بـ :

- التعويضات العائلية؛
- التعويضات عن المرض والأمومة؛
- منحة الوفاة؛
- التعويضات الطويلة الأمد: (العجز والشيخوخة والمتوفى عنهم).

- أنظمة التأمين الإجباري الأساسي عن المرض.
- أنظمة التغطية الاجتماعية الجاري بها العمل في القطاع العمومي والشبه العمومي:
فيما يتعلق بمعاشات الشيخوخة والعجز ورواتب المتوفى عنهم؛
- نظام التعويض عن حوادث الشغل والأمراض المهنية.

2- وتطبق هذه الاتفاقية على النصوص التشريعية والتنظيمية التي تعدل أو تتمم
التشريعات المشار إليها في الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل.

3- كما تطبق هذه الاتفاقية على :

أ- النصوص التشريعية و التنظيمية التي تغطي فرعاً جديداً للضمان الاجتماعي عند
حصول اتفاق في هذا الشأن بين الطرفين المتعاقدين.

ب- النصوص التشريعية والتنظيمية التي توسع الأنظمة الجاري بها العمل لتشمل فئات جديدة من المتفعين، إلا إذا لم تبلغ حكومة الطرف المتعاقد اعتراضها لحكومة الطرف المتعاقد الآخر في أجل ثلاثة أشهر من تاريخ إصدار هذه النصوص.

الفصل الرابع

المساواة في المعاملة

يستفيد الأشخاص المشار إليهم بالفصل الثاني(2) من هذه الاتفاقية، الذين يقيمون بصفة اعتيادية أو مؤقتة فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين، من نفس الحقوق ويخضعون لنفس الالتزامات طبقا للتشريع التونسي أو المغربي للضمان الاجتماعي وفق نفس الشروط المعتمدة لمواطنيه.

الفصل الخامس

رفع شرط الإقامة

1- ما لم تنص هذه الاتفاقية على خلاف ذلك، تصرف مباشرة للمستفيدين معاشات/جرايات العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم/ الباقين على قيد الحياة أو إيرادات حوادث الشغل والأمراض المهنية ومنحة الوفاة والمنافع العائلية المكتسبة، برسم تشريع الطرف المتعاقد ولا يمكن أن تخفض أو تعلق أو تحذف بسبب أن المستفيد يقيم فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر أو فوق تراب دولة ثالثة مرتبطة بالطرفين المتعاقدين باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي.

2- تطبق كذلك أحكام الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل على المبالغ في شكل رأس مال أو استرجاع اشتراكات متعلقة بأنظمة الضمان الاجتماعي حسب مقتضيات تشريع الطرف المتعاقد المعني.

الفصل السادس

قواعد عدم الجمع

لا يمكن لهذه الاتفاقية أن تمنح أو تحافظ على حق الاستفادة من عدة منافع من نفس النوع بمقتضى تشريعات الطرفين المتعاقدين ومرتبطة بنفس فترة تأمين إجباري. غير أن هذه الأحكام لا تطبق على منافع العجز والشيخوخة والمتوفى عنهم/ الباقين على قيد الحياة التي تمت تصفيتها طبقاً لأحكام الفصل السادس والعشرين (26) من هذه الاتفاقية.

الباب الثاني أحكام محددة للتشريع المطبق

الفصل السابع

قاعدة عامة

مع مراعاة أحكام الفصل الثامن (8) من هذه الاتفاقية، يخضع الأشخاص الذين يباشرون نشاطاً مهنياً فوق تراب طرف متعاقد لتشريع هذا الطرف حتى وإن كانوا يقيمون فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، أو إذا كان مسكن المشغل أو مقر المنشأة/ المؤسسة فوق تراب هذا الطرف المتعاقد الأخير.

الفصل الثامن

قواعد خصوصية واستثناءات

1- لا يخضع العملة الأجراء أو المشبه بهم الملحقون من قبل مشغلهم فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر لغرض القيام فيها بعمل، لتشريع الضمان الاجتماعي للطرف الذي يلحقون به ويقون خاضعين لنظام الضمان الاجتماعي بدولة عملهم الاعتيادي ما دامت لا تتعدى مدة الإلحاق ثلاث سنوات، بما في ذلك مدة الإجازات، وعلى أن لا يقع إيفادهم لاستبدال شخص آخر قد انتهت فترة إلحاقه.

في حالة تجاوز فترة العمل ثلاث سنوات يمكن إبقاء المعنيين بالأمر بنظام دولة عملهم الإعتيادي لمدة جديدة لا تتعدى ثلاث سنوات بعد موافقة السلطات المختصة لمكان الإلحاق أو المؤسسات التي تعينها لهذا الغرض.

2- يخضع الموظفون بما في ذلك الأعوان الدبلوماسيون أو القنصليون وكذلك الأعوان الإداريون والتقنيون التابعون للبعثات الدبلوماسية والمراكز القنصلية لتشريع الضمان الاجتماعي للطرف المتعاقد الذي تتبع له الإدارة التي تشغلهم.

3- يخضع العملة الأجراء التابعون للبعثات الدبلوماسية أو المراكز القنصلية غير المشار إليهم بالفقرة الثانية (2) من هذا الفصل و كذلك العملة الأجراء الذين هم في خدمة شخصية لأعوان هذه البعثات أو المراكز لتشريع النظام الضمان الاجتماعي للطرف المتعاقد الذي يمارسون نشاطهم المهني فوق ترابه.

غير أن العملة الأجراء المشار إليهم في الجزء السابق من هذه الفقرة والذين هم مواطنو الدولة الممثلة (دولة الإيفاد) لهم، داخل أجل 3 أشهر كحد أقصى، من تاريخ عقد الانتداب أو من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، إمكانية اختيار الخضوع لتشريع الضمان الاجتماعي لهذه الدولة. ويعتبر الأشخاص الذين لهم جنسية مزدوجة تونسية ومغربية وكان لهم جنسية الدولة التي يمارسون فيها نشاطهم المهني.

4- يخضع الأعوان الموضوعون من قبل أحد الطرفين المتعاقدين على ذمة الطرف المتعاقد الآخر يرسم التعاون الفني لتشريع الضمان الاجتماعي للطرف المتعاقد الذي تؤمن هيئته أجور هؤلاء الأعوان.

5- مع مراعاة مقتضيات الفقرة السادسة (6) من هذا الفصل، يخضع العمال المتنقلون المستخدمون من طرف مؤسسات النقل الدولي ويعملون فوق تراب الطرفين المتعاقدين لتشريع الضمان الاجتماعي لبلد الإقامة. وفي حالة عدم الإقامة فوق تراب أي من الطرفين المتعاقدين فإنهم يخضعون لتشريع الطرف الذي يوجد به مقر مؤسسة النقل الدولي.

إلا أن العامل الذي يشغله فرع أو وكالة تابعة لهذه المؤسسة على تراب الطرف المتعاقد الآخر يخضع لتشريع الضمان الاجتماعي للدولة التي يوجد بها هذا الفرع أو هذه الوكالة الدائمة. غير أنه إذا كان العامل يشتغل في الغالب فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين الذي يقيم به، فإنه يخضع لتشريع هذا الطرف المتعاقد حتى وإن لم يكن للمنشأة التي تشغله مقرا أو فرعا ولا وكالة دائمة فوق هذا التراب.

6- يخضع العامل الذي يمارس نشاطه على ظهر سفينة لتشريع الطرف المتعاقد الذي تحمل السفينة علمه.

يخضع العملة المشتغلون في الشحن والتفريغ وإصلاح السفن أو بمصالح حراسة الميناء لتشريع الطرف المتعاقد الذي يقع فوق ترابه هذا الميناء.

- 7- يخضع الطلبة الذين يتابعون دراستهم فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين لتشريع الضمان الاجتماعي لهذا الطرف المتعاقد حسب أحكام التشريع الذي يشملهم.
- 8- يبقى العامل الذي يتوجه لتلقي تكوين مهني فوق تراب طرف متعاقد غير الطرف المختص خاضعا لتشريع الضمان الاجتماعي لهذا الأخير.
- 9- يمكن للسلطات الإدارية المختصة للطرفين المتعاقدين أو المؤسسات التي يتم تعيينها لهذا الغرض الاتفاق على استثناءات أخرى لأحكام هذا الفصل.

الباب الثالث أحكام خاصة تتعلق بالمنافع

القسم الأول

التأمين عن المرض والأمومة

الفصل التاسع

تجميع فترات التأمين

إذا اشترط تشريع طرف متعاقد إنجاز فترات تأمين لافتتاح الحق في منافع المرض والأمومة أو الحفاظ عليه أو استرجاعه، فإن المؤسسة المختصة تأخذ بعين الاعتبار، عند الاقتضاء، فترات التأمين أو الفترات المشابهة لها المنحزة بمقتضى تشريع الطرف المتعاقد الآخر كما لو كانت فترات منحزة يرسم تشريعه شريطة أن لا تتراكم.

الفصل العاشر

تحويل إقامة العامل في حالة المرض

- 1- إن العامل المقيم فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين والمحول له الحق في التمتع بمنافع العلاجات الصحية برسم تشريع هذا الطرف على إثر مرض أو حادث لا يكتسيان صبغة مهنية يحافظ على حقه في المنافع عند تحويل إقامته إلى الطرف المتعاقد الآخر بشرط أن ترخص له المؤسسة المختصة قبل تحويل إقامته. ويتم تحديد مدة هذا الترخيص من قبل هذه المؤسسة المختصة على أن لا تتجاوز ثلاثة أشهر ويمكن تمديد هذه المدة لأجل جديد يصل إلى ثلاثة أشهر أخرى بناء على قرار من مؤسسة الانخراط بعد موافقة المراقبة الطبية.
- 2- تسدى المنافع العينية من قبل مؤسسة مكان تحويل الإقامة حسب أحكام التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.
- 3- تصرف المنافع النقدية مباشرة إلى العامل من قبل المؤسسة المختصة حسب التشريع الذي تطبقه وعلى حسابها.
- 4- تطبق بالمماثلة الأحكام المنصوص عليها بالفقرتين الأولى (1) والثانية (2) من هذا الفصل على ذوي حقوق العامل عند مرافقتهم له أثناء تحويل إقامته.

الفصل الحادي عشر

تحويل الإقامة في حالة الأمومة

- 1- تحافظ المرأة العاملة، التي تستجيب للشروط المطلوبة من قبل تشريع دولة انخراطها لاستحقاق المنافع العينية والنقدية للتأمين عن الأمومة، على هذه المنافع عندما تحول إقامتها فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، بشرط أن تحصل قبل تحويل الإقامة على ترخيص من المؤسسة المختصة.
- 2- يبقى الترخيص المشار إليه بالفقرة السابقة صالحا إلى نهاية الفترة التي تحددها المؤسسة المختصة. غير أنه في حالة حمل مرضي، يمكن تمديد هذا الأجل بعد موافقة هذه المؤسسة.

- 3- تسدى المنافع العينية من طرف مؤسسة مكان الإقامة المؤقتة حسب أحكام التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.
- 4- يستفيد ذوي حقوق المرأة العاملة من المنافع العينية للتأمين عن المرض في حالة مرافقتهم لها عند تحويل الإقامة.
- 5- تصرف المنافع النقدية مباشرة من قبل المؤسسة المختصة حسب أحكام التشريع الذي تطبقه.

الفصل الثاني عشر

حالة الإقامة المؤقتة للعامل

- 1- ينتفع العامل، الذي تتوفر فيه الشروط المطلوبة من قبل تشريع طرف متعاقد للاستفادة من المنافع العينية للتأمين عن المرض والأمومة، والذي تقتضي حالته الصحية منحه العلاجات الفورية خلال إقامته المؤقتة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، من هذه المنافع في الأجل المحدد من قبل المؤسسة المختصة. تسدى له هذه المنافع من قبل مؤسسة دولة الإقامة المؤقتة طبقاً لأحكام تشريعها وعلى حساب المؤسسة المختصة.
- 2- تطبق بالمماثلة الأحكام المنصوص عليها بالفقرة السابقة على ذوي حق العامل الذين يفتتحون الحق في منافع التأمين عن المرض والأمومة وفق التشريع المطبق عليهم.
- 3- تصرف المنافع النقدية في الحالة المنصوص عليها بالفقرة الأولى (1) من هذا الفصل مباشرة من قبل المؤسسة المختصة حسب التشريع الذي تطبقه وعلى حسابها.

الفصل الثالث عشر

إقامة ذوي حق العامل على تراب

الطرف المتعاقد غير المختص

1. يستفيد ذوو حق العامل المقيمين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر غير الطرف المتعاقد الذي يقيم فوق ترابه العامل، من المنافع العينية للتأمين عن المرض والأمومة. تسدى هذه المنافع من قبل مؤسسة الطرف المتعاقد الذي يقيم فوق ترابه ذوي حق العامل حسب أحكام التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.
2. لا تطبق أحكام الفقرة السابقة من هذا الفصل عندما يكون لذوي حق العامل حق شخصي في المنافع المنصوص عليها طبقاً لتشريع الطرف الذي يقيمون فوق ترابه.
3. تحدد صفة ذوي الحق وكذلك مدى أساليب إسداء هذه المنافع وفق تشريع دولة إقامة ذوي الحق المعنيين. وتحدد المؤسسة المختصة مدة إسداء هذه المنافع.

الفصل الرابع عشر

إسداء المنافع للعملة للملحقين

وفي الوضعية الخاصة المشار إليها بالفصل الثامن

1. يستفيد الأشخاص المشار إليهم بالفصل الثامن (8) من هذه الاتفاقية والخاضعين لتشريع الطرف المتعاقد غير الطرف المتعاقد الآخر الذي يقيمون فوق ترابه، من المنافع العينية والتقديرية للتأمين عن المرض والأمومة. تسدى هذه المنافع مباشرة من قبل المؤسسة المختصة وعلى حسابها طيلة مدة الإقامة بتراب الطرف الذي يشتغل فيه هؤلاء الأشخاص، حسب أحكام التشريع الذي تطبقه.

2. يستفيد من المنافع العينية للتأمين عن المرض والأمومة ذوو حق الأشخاص المشار إليهم بالفقرة الأولى (1) من هذا الفصل والذين يقيمون معهم وفق التشريع الذي تطبقه المؤسسة المختصة.
3. غير أنه وبطلب من الشخص المعني تسدي مؤسسة دولة الإقامة المنافع العينية حسب التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.

الفصل الخامس عشر

إسداء المنافع العينية للطلبة

خلال فترات العطل بالبلد الأصلي

يستفيد الطلبة المشار إليهم في الفقرة السابعة (7) من الفصل الثامن (8) من هذه الاتفاقية من منافع العلاج الصحي عندما تستلزم حالتهم الصحية ذلك خلال العطل المدرسية أو الجامعية للطرف الذي يتابعون فوق ترابه دراستهم والتي يقضونها ببلدهم الأصلي طبقاً لأحكام التشريع الذي تطبقه المؤسسة المكلفة بالتغطية الصحية لهذه الفئة بالبلد الأصلي وعلى حساب المؤسسة المختصة.

الفصل السادس عشر

إقامة مؤقتة بتراب الطرف الذي

تم به تلقي تكوين مهني

- 1- يستفيد العامل الذي يقيم مؤقتاً فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر لمتابعة تكوين مهني يؤدي إلى كفاءة معترف بها رسمياً في الطرف المتعاقد المختص من المنافع العينية للتأمين عن المرض.

- 2- تطبق بالمماثلة أحكام الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل على ذوي حق العامل المعني الذين يرافقونه خلال هذه الإقامة المؤقتة وتحدد صفة ذي حق حسب التشريع المطبق على العامل.
- 3- تسدى المنافع العينية من قبل مؤسسة مكان الإقامة المؤقتة حسب أحكام التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.

الفصل السابع عشر

الإقامة والإقامة المؤقتة لأصحاب المعاشات/الجرايات و ذوي حقوقهم فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر

- 1- يستفيد صاحب معاش / جرابة مستحقة طبقا لتشريع طرف متعاقد و الذي له الحق في منافع التأمين عن المرض و الأمومة وفق هذا التشريع من هذه المنافع عندما يقيم فوق تراب الطرف الآخر. تسدى هذه المنافع للمستحق وكذلك لذوي حقوقه المقيمين معه من طرف مؤسسة مقر الإقامة وفق التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.
- 2- يستفيد صاحب الحق في معاشات / جرايات برسم تشريعات الطرفين المتعاقدين، والذي له الحق في منافع التأمين عن المرض و الأمومة برسم تشريع الطرف المتعاقد الذي يقيم فوق ترابه، من هذه المنافع كما لو كان صاحب حق في المعاش / الجرابة برسم تشريع هذا الطرف الأخير فقط. تسدى هذه المنافع للمستحق ولذوي حقوقه من طرف مؤسسة مقر الإقامة وفق التشريع الذي تطبقه وعلى حسابها. وفي حالة عدم توفره على الحق في هذه المنافع برسم تشريع طرف الإقامة تسدى هذه المنافع من طرف مؤسسة مقر الإقامة وعلى حساب المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الآخر.

3- يستفيد صاحب معاش (جراية) مستحق برسم تشريع طرف متعاقد والذي له الحق في منافع التأمين عن المرض و الأومومة وفق هذا التشريع ويستفيد كذلك ذوي حقوقه المرافقين له عندما يقيمون مؤقتا فوق تراب الطرف الآخر وفي حالة تلقيهم لعلاجات فورية فقط من هذه المنافع. تسدى هذه المنافع من طرف مؤسسة الإقامة المؤقتة وفق التشريع الذي تطبقه و على حساب المؤسسة المختصة.

4- يستفيد ذوو حقوق صاحب المعاش / الجراية المستحق طبقا لتشريع طرف متعاقد والذين لهم الحق في هذه المنافع، فقط في حالة تلقيهم للعلاجات الفورية، وفق هذا التشريع عند إقامتهم المؤقتة فوق تراب الطرف الآخر. تسدى هذه المنافع من طرف مؤسسة إقامتهم المؤقتة وفق التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.

5- يستفيد ذوو حقوق صاحب المعاش / الجراية المستحق طبقا لتشريع طرف متعاقد والذين لهم الحق في هذه المنافع وفق هذا التشريع، عند إقامتهم فوق تراب الطرف الآخر الذي يقيم فوق ترابه صاحب المعاش / الجراية. تسدى هذه المنافع من قبل مؤسسة مقر الإقامة وفق التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.

6- تحدد صفة ذوي الحق وكذلك مدى أساليب إسداء هذه المنافع وفق تشريع دولة إقامة ذوي الحق المعنيين. وتحدد المؤسسة المختصة مدة إسداء هذه المنافع.

الفصل الثامن عشر

طالبو المعاشات/ الجرايات

يستفيد العامل، الذين يتوقف عن ممارسة نشاطه ويطلب تصفية معاشه / جرايته، خلال دراسة هذا الطلب/ المطلب، من المنافع العينية للتأمين عن المرض والأومومة الذي يمكنه المطالبة بها شريطة أن يخولها له تشريع آخر طرف متعاقد مختص.

يستفيد ذوو حقوق طالبي المعاشات/ الجرايات من المنافع العينية شريطة عدم استفادتهم منها بشكل شخصي

تسدى هذه المنافع من طرف مؤسسة مقر الإقامة وعلى حساب المؤسسة المختصة.

تحدد صفة ذوي الحق وكذلك مدى أساليب إسداء هذه المنافع وفق تشريع دولة إقامة ذوي الحق المعنيين. وتحدد المؤسسة المختصة مدة إسداء هذه المنافع.

الفصل التاسع عشر

الآلات التعويضية و الأجهزة الكبرى

و المنافع العينية ذات الأهمية الكبرى

في حالة الإقامة المؤقتة، يشترط للتكفل بالآلات التعويضية والأجهزة الكبرى والمنافع العينية ذات الأهمية الكبرى والتي تدرج ضمن القائمة المرفقة بالتنسيق الإداري المشار إليه في الفصل السادس والأربعين (46) من هذه الاتفاقية، الحصول على ترخيص مسبق من المؤسسة المختصة إلا في الحالات الاستعجالية القصوى التي يتم تعريفها بموجب التنسيق الإداري.

الفصل العشرون

استرجاع مصاريف العلاجات الصحية

يتم استرجاع المصاريف برسم منافع العلاجات الصحية المسداة من طرف مؤسسة أحد الطرفين المتعاقدين لحساب المؤسسة المختصة للطرف الآخر تطبيقاً للفصول المنصوص عليها في هذا القسم سواء على أساس التكاليف الحقيقية أو التكاليف الجزافية حسب طرق وأساليب تحدد في التنسيق الإداري المنصوص عليه في الفصل السادس والأربعين (46) من هذه الاتفاقية.

القسم الثاني المنافع العائلية

الفصل الواحد والعشرون تجميع فترات التأمين

إذا اشترط تشريع طرف متعاقد إنجاز فترات تأمين لافتتاح الحق في المنافع العائلية أو الحفاظ عليه أو استرجاعه، فإن المؤسسة المختصة تأخذ بعين الاعتبار عند الاقتضاء فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة لها المنحزة بمقتضى تشريع الطرف المتعاقد الآخر كما لو كانت فترات منحزة برسم تشريعه شريطة أن لا تتراكب.

الفصل الثاني والعشرون صرف المنافع العائلية

1- للعامل الخاضع لتشريع طرف متعاقد الحق بالنسبة لأطفاله المقيمين فوق تراب الطرف الآخر في المنافع العائلية كما لو كانوا يقيمون فوق تراب الطرف الأول ما دامت الشروط المطلوبة لإسناد هذه المنافع مستوفاة وفق تشريع الطرف المتعاقد الذي يخضع العامل له.

2- تطبق بالمماثلة الأحكام المشار إليها في الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل على أصحاب المعاشات (الجراريات) والإيرادات.

3- تصرف المنافع العائلية مباشرة للأشخاص المشار إليهم في الفقرتين السابقتين من هذا الفصل من طرف المؤسسة المختصة وعلى حسابها.

وفي حالة تغيير الكفالة القانونية، تصرف المؤسسة المختصة هذه المنافع مباشرة وبمفعول إبرائي للذمة إلى الشخص الذاتي أو الاعتباري الذي له الكفالة الفعلية للأطفال وذلك بطلب مبرر.

الفصل الثالث والعشرون

قاعدة الأولوية

إذا استحققت منافع عائلية وفقا لتشريعات الطرفين المتعاقدين خلال نفس الفترة و لنفس الأطفال، فلا تصرف إلا المنافع المستحقة برسم تشريع الطرف المتعاقد الذي يقيم هذا الشخص فوق ترابه.

القسم الثالث

التأمين عن العجز و الشيخوخة و الوفاة

الجزء الأول

منافع معاش /جراية العجز و الشيخوخة و المتوفى عنهم

الفصل الرابع والعشرون

تجميع فترات التأمين

1- لأجل اكتساب الحق في المنافع أو الحفاظ عليه أو استخلاص هذه المنافع وعندما يكون العامل قد خضع بصفة متتابعة أو متعاقبة / متصلة أو غير متصلة لتشريعات الطرفين المتعاقدين فإن فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة لها المنحزة برسم تشريع أحد الطرفين المتعاقدين، تؤخذ بعين الاعتبار، عند الاقتضاء، من طرف المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الآخر، كما لو تعلق الأمر بفترات تأمين منحزة في ظل التشريع الذي تطبقه ما دامت هذه الفترات لا تتراكب.

2- إذا لم تتوفر شروط افتتاح الحق في المنافع طبقاً لأحكام الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل، فإن المؤسسة المختصة تأخذ كذلك بعين الاعتبار فترات التأمين المشابهة لها المنجزة في ظل تشريع دولة أو دول أخرى مرتبطة بكلا الطرفين المتعاقدين باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي والتي تنص على تجميع فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة لها.

3- عندما يخضع تشريع أحد الطرفين المتعاقدين لإسناد بعض المنافع لشرط أن تكون فترات التأمين قد أُنجزت في مهنة خاضعة لنظام خاص للضمان الاجتماعي فإن فترات التأمين التي تؤخذ بعين الاعتبار لإسناد هذه المنافع هي فقط تلك التي أُنجزت برسم نظام خاص مماثل في الطرف المتعاقد الآخر أو التي أُنجزت في نفس المهنة في حالة انعدام هذا النظام الخاص.

إذا لم يستجب المعني بالأمر للشروط المطلوبة للاستفادة من هذه المنافع، فإن هذه الفترات تؤخذ بعين الاعتبار لإسناد منافع النظام العام.

الفصل الخامس والعشرون

الحد الأدنى للاشتراكات

1- لا يكتسب أي حق في المنافع طبقاً لتشريع طرف متعاقد إذا لم تصل المدة الإجمالية لفترات التأمين المنجزة طبقاً لتشريع هذا الطرف إلى اثني عشر شهراً، إلا أن هذا الشرط يعتبر لاغياً إذا نص هذا التشريع على اكتساب الحق برسم الفترات التي تقل عن هذا الحد الأدنى.

2- توخذ الفترات المشار إليها بالجزء الأول (1) من الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل بعين الاعتبار من قبل المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الآخر لغرض اكتساب الحق في المنافع والحفاظ عليه واستخلاصه وفي تحديد المبلغ المستحق كما لو كانت هذه الفترات قد أجزت طبقا للتشريع الذي تطبقه.

الفصل السادس والعشرون

تحديد الحقوق و احتساب المعاشات/الجرايات

يستفيد العامل الذي خضع بالتتابع أو بالتعاقب أو على التوالي لتشريعات كلا الطرفين المتعاقدين بالمنافع حسب الشروط التالية:

1- عندما تتوفر الشروط المطلوبة في تشريعات كلا الطرفين المتعاقدين لافتتاح الحق في المنافع، فإن المؤسسة المختصة لكل طرف متعاقد تحدد مبلغ المعاش/الجراية التي يمكن صرفها حسب أحكام التشريع الذي تطبقه باعتبار فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريعها.

2- عندما تتوفر الشروط المطلوبة في تشريع أحد الطرفين المتعاقدين، لافتتاح الحق في المنافع دون اللجوء إلى فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريع الطرف الآخر بينما لا تتوفر الشروط المطلوبة وفق تشريع هذا الأخير إلا بتجميع فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريعات الطرفين المتعاقدين، وعند الاقتضاء في ظل تشريع دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي، تتم تصفية المنافع طبقا للأحكام التالية:

أ- تحدد المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الأول مبلغ المعاش/الجراية باعتبار فترات التأمين المنجزة في ظل تشريعه.

ب- تحدد المؤسسة المختصة للطرف الثاني:

◀ مبلغ المعاش/ الجراية بتجميع فترات التأمين أو فترات التأمين المشاهدة المنحزة في ظل تشريعات الطرفين المتعاقدين، وعند الاقتضاء في ظل تشريع دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي، كما لو أنجزت كل الفترات في ظل التشريع الذي تطبقه هذه المؤسسة (معاش/ جراية نظرية) شريطة أن لا تتراكم.

◀ المبلغ المستحق على أساس المعاش/ الجراية النظرية بحساب النسبة بين فترات التأمين أو فترات التأمين المشاهدة المنحزة في ظل التشريع الذي تطبقه قبل افتتاح الحق ومجموع فترات التأمين أو فترات التأمين المشاهدة المنحزة في ظل تشريعات الطرفين المتعاقدين وعند الاقتضاء في ظل تشريع دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي.

◀ يجب على المؤسسة المختصة لكل طرف متعاقد أن تصرف للمعني بالأمر مبلغ المعاش/ الجراية الأكثر ارتفاعا الذي تم احتسابه طبقا للفترتين الأولى (1) والثانية (2).

3- عندما لا تتوفر الشروط المطلوبة من تشريعات الطرفين المتعاقدين لافتتاح الحق في المنافع إلا باللجوء إلى تجميع فترات التأمين أو فترات التأمين المشاهدة المنحزة في ظل تشريعاتهما، وعند الاقتضاء في ظل تشريع دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي، تحدد كل مؤسسة مختصة بمبلغ المعاش/ الجراية المستحق حسب القواعد المنصوص عليها بالنقطة ب من الفقرة الثانية (2) من هذا الفصل.

4- إذا اقتضى تشريع طرف متعاقد استيفاء مدة قصوى لفترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة من أجل اكتساب الحق في معاش/جراية كاملة فإن المؤسسة المختصة لهذا الطرف المتعاقد تأخذ بعين الاعتبار فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريع الطرف الثاني وعند الاقتضاء في ظل تشريع دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي في حدود الفترة اللازمة للحصول على معاش/جراية كاملة.

5- عندما يقل مجموع مبلغ المعاشات / الجرايات المستحق من المؤسسات المختصة في الطرفين المتعاقدين عن المبلغ الأدنى للمعاشات/للجرايات المنصوص عليه بتشريع الطرف المتعاقد الذي يقيم فوق ترابه المعني بالأمر باعتبار جميع فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريعات الطرفين المتعاقدين، تصرف المؤسسة المختصة لمكان الإقامة وعلى حسابها تكملة تساوي الفارق بين المبلغ الأدنى ومجموع مبالغ المعاشات/ الجرايات المستحقة.

6- يصفى معاش جراية العجز وفق مقتضيات التشريع الذي كان مطبقا على المعني بالأمر وقت الانقطاع عن العمل المتبوع بالعجز وعلى حساب المؤسسة المختصة التي تطبق هذا التشريع.

الفصل السابع والعشرون

تحديد نسبة العجز واستعادة الحق في معاش/جراية العجز

1) تحديد نسبة العجز

لتحديد نسبة العجز غير المهني للمؤمن له/ المضمون الاجتماعي تأخذ بعين الاعتبار المؤسسات المختصة لكل طرف متعاقد التقارير الطبية والمعلومات الإدارية الصادرة عن مؤسسات الطرف الآخر. ويبقى لكل مؤسسة الحق في فحص المؤمن له/ المضمون الاجتماعي من طرف طبيب من اختيارها.

2) استعادة الحق في معاش/جراية العجز

- أ- عندما يعاد صرف معاش/جراية العجز بعد تعليقها، فإن المؤسسة أو المؤسسات المدينة بما سابقا تعيد صرفها حسب الشروط الأولية لتحمل الأعباء.
- ب- عندما تستلزم الحالة الصحية للمعني بالأمر استعادة حقه في معاش/جراية عجز بعد حذفها، تتم تصفيته حسب القواعد المحددة بالفصل السادس والعشرين (26) من هذه الاتفاقية.

الفصل الثامن والعشرون

تحويل معاش/جراية العجز إلى معاش/جراية شيخوخة

يحول معاش/جراية أو معاشات/جرايات العجز إلى معاش/جراية الشيخوخة عندما تتوفر الشروط المطلوبة لإسناد معاش/جراية الشيخوخة لا سيما شرط السن من طرف تشريع الطرف المتعاقد أو الطرفين المتعاقدين المدينين بمعاش/جراية أو معاشات/جرايات العجز.

يتم التحويل حسب الشروط المنصوص عليها في تشريع الطرف المتعاقد المدين بمعاش/جراية العجز.

الفصل التاسع والعشرون

إرجاء طلب التصفية والتصفيات المتتالية للمعاشات/الجرايات

- 1- إذا تقدم المعني بالأمر بطلب لتصفية حقوقه بالنسبة لتشريع طرف متعاقد لأنه سواء يريد إرجاء طلب حقوقه بالنسبة للطرف الآخر أو لأنه لا يستجيب لشروط افتتاح الحق لهذا الطرف الآخر، فإن المعاش/الجراية المستحقة تتم تصفيته بعنوان تشريع الطرف المتعاقد الأول طبقاً لأحكام الفصل السادس والعشرين (26) من هذه الاتفاقية.

2- إذا تقدم المؤمن له/ المضمون الاجتماعي بطلب لتصفية حقوقه الموحدة في نطاق تشريع الطرف الآخر أو إذا استجاب للشروط المطلوبة فإن تصفية المعاش/الجراية المستحقة برسم هذا التشريع تتم طبقاً لأحكام الفصل السادس والعشرين (26) من هذه الاتفاقية.

الفصل الثلاثون

عناصر تؤخذ بعين الاعتبار لحساب المنفعة

في حالة حساب المنفعة وفق تشريع أحد الطرفين المتعاقدين على أساس أجر أو دخل مرجعي، فإن المؤسسة المختصة لهذا الطرف المتعاقد المسؤول عن حساب المنفعة لا تأخذ بعين الاعتبار إلا الأجر والمداحيل المثبتة خلال مدة التأمين المنجزة تحت التشريع الذي تطبقه.

الفصل الواحد والثلاثون

قيام المستفيد بنشاط مهني أو استعادة نشاطه

إذا اشترط تشريع أحد الطرفين المتعاقدين لإسناد أو صرف المعاش/الجراية توقف المعني بالأمر عن أي نشاط مهني، فإن هذا الشرط لا يطبق على المعني بالأمر إذا باشر أو استعاد نشاطه المهني خارج تراب الطرف المتعاقد المختص المدين بالمعاش/الجراية أو فوق تراب دولة ثالثة مرتبطة مع أحد الطرفين المتعاقدين بأداة تنسيق في مجال الضمان الاجتماعي وتنص على نفس الأحكام.

الفصل الثاني والثلاثون

منافع المتوفى عنهم

1- تطبق مقتضيات هذا الباب بالمماثلة على حقوق الأرنامل والأيتام.

2- إذا وقعت الوفاة التي تفتح الحق في منح المعاش/ الجراية للمتوفى عنهم قبل أن يكون قد سبق للعامل أن حصل على تصفية حقوقه بموجب تأمين الشيخوخة، تتم تصفية المنافع المستحقة لذوي الحقوق ضمن الشروط المحددة في الفصل السادس والعشرين (26) من هذه الاتفاقية.

يمكن توزيع معاش/ جراية المتوفى عنهم عند الاقتضاء بالتساوي ونهائيا بين الأرمال، وفق الشروط المقررة في قانون الأحوال الشخصية للمؤمن له/ للمضمون الاجتماعي.

الفصل الثالث والثلاثون

صرف الجرايات/المعاشات

1- يستفيد الأشخاص أصحاب المعاشات/ الجرايات، بعنوان تشريع هذا الطرف المتعاقد أو هذين الطرفين المتعاقدين أو بعنوان هذه الاتفاقية، بهذه المنفعة عندما يقيمون فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين أو فوق تراب دولة ثالثة مرتبطة بكل من الطرفين المتعاقدين باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي.

2- تصرف المؤسسة المدينة المنافع مباشرة للمستفيدين وفق التشريع الذي تطبقه.

الجزء الثاني

منحة الوفاة

الفصل الرابع والثلاثون

تجميع فترات التأمين

عندما يشترط تشريع طرف متعاقد إنجاز فترات تأمين لاكتساب الحق في المنافع أو الحفاظ عليه أو استرجاعه، تأخذ المؤسسة المختصة لهذا الطرف المتعاقد بعين الاعتبار عند الاقتضاء فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريع الطرف الثاني كما لو أنجزت في ظل التشريع الذي تطبقه شريطة أن لا تتراكب.

الفصل الخامس والثلاثون

افتتاح الحق وصرف المنح

1- في حالة وفاة عامل كان يخضع تباعا أو بالتناوب لتشريعات كلا الطرفين المتعاقدين، يتم الاعتراف بالحق في المنفعة وتصفيته من طرف المؤسسة المختصة التي كان منخرطا بها العامل آخر مرة، مع مراعاة استيفائه الشروط المنصوص عليها بأحكام التشريع الذي تطبقه هذه المؤسسة.

2- في حالة وفاة عامل أو صاحب معاش/ جارية أو إيراد مستحق بعنوان تشريع أحد الطرفين المتعاقدين على تراب الطرف المتعاقد غير المختص تعتبر الوفاة قد حدثت على تراب الطرف الآخر.

- 3- في حالة وفاة صاحب معاش/ جارية أو إيراد مستحق بعنوان تشريعات الطرفين المتعاقدين، فإن المؤسسة التي تعترف وتسدّد الحق في المنحة هي المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الذي يقيم فوق ترابه صاحب المعاش/ الجارية أو الإيراد عند وفاته.
- 4- في حالة وفاة صاحب المعاش/ الجارية أو الإيراد المستحق بعنوان تشريعات الطرفين المتعاقدين فوق تراب دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي، فإن منحة الوفاة تقع على حساب المؤسسة المختصة التي كان المعني بالأمر مؤمنا لديها آخر مرة.
- 5- تطبق أحكام الفقرات الثانية (2) والثالثة (3) والرابعة (4) من هذا الفصل بالمماثلة على طالبي المعاشات/ الجرايات والإيرادات.

القسم الرابع

منافع حوادث الشغل والأمراض المهنية

الفصل السادس و الثلاثون

رفع شرط الإقامة

مع مراعاة أحكام الفصل الخامس (5) من هذه الاتفاقية، فإن الزيادات أو المنح التكميلية الممنوحة كإضافة أو كتعويض لإيرادات حوادث الشغل والأمراض المهنية بموجب التشريع المطبق في كل طرف متعاقد تمنح ويحتفظ بها المستفيدون عندما يقيمون فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر أو فوق تراب دولة ثالثة مرتبطة بكل من الطرفين المتعاقدين بأداة تنسيق في مجال الضمان الاجتماعي.

الفصل السابع و الثلاثون

إسداء المنافع

1. ينتفع كل عامل ضحية حادثة شغل أو مرض مهني الذي يقيم مؤقتا أو يحول إقامته فوق تراب الطرف الآخر بالمنافع العينية برسم نظام حوادث الشغل و الأمراض المهنية على حساب مؤسسة الانخراط.
2. تسدى المنافع العينية من طرف مؤسسة الإقامة المؤقتة أو تحويل الإقامة وفق الشروط المحددة بالتنسيق الإداري المشار إليه في الفصل السادس والأربعين (46) من هذه الاتفاقية.
3. يجب على العامل ضحية حادث شغل أو مرض مهني أن يحصل قبل تحويل إقامته على الترخيص من مؤسسة الانخراط التي تأخذ بعين الاعتبار دوافع هذا التحويل.
4. كل عامل ضحية حادثة شغل أو مرض مهني الذي يقيم مؤقتا أو يحول إقامته فوق تراب الطرف الآخر يواصل الاستفادة على حساب المؤسسة المختصة بالمنافع النقدية برسم نظام حوادث الشغل والأمراض المهنية المنصوص عليها بتشريع المؤسسة المذكورة.
5. تطبق بالمماثلة أحكام الفقرات الأولى (1) والثانية (2) والثالثة (3) من هذا الفصل على أصحاب إيرادات حوادث الشغل والأمراض المهنية في حالات الإقامة أو الإقامة المؤقتة أو تحويل الإقامة فوق تراب الطرف الآخر.

الفصل الثامن و الثلاثون

حالة الانتكاس لضحايا حوادث الشغل

يستفيد العامل ضحية حادثة شغل الذي يحول إقامته مؤقتا أو نهائيا فوق تراب الطرف المتعاقد غير المختص والذي حدث له فيه انتكاس بالمنافع العينية والنقدية برسم نظام حوادث الشغل والأمراض المهنية حسب التشريع المطبق من طرف المؤسسة المختصة عند تاريخ وقوع الحادث بشرط موافقتها.

الفصل التاسع و الثلاثون

تفاقم المرض المهني

في حالة تفاقم المرض المهني الذي صرفت من أجله منافع بموجب تشريع أحد الطرفين المتعاقدين في حين أن الضحية تقيم فوق تراب الطرف الآخر تطبق القواعد التالية :

1- في حالة ما إذا نتج عن مرض مهني إسداء منافع من أحد الطرفين المتعاقدين يتعين على هذا الأخير تحمل عبء المنافع اعتبارا لتفاقم المرض الذي يحصل إذا كان المؤمن له/ المضمون الاجتماعي خاضعا لتشريع الطرف الآخر طالما لم يقم العامل بنشاط من شأنه أن يسبب أو يفاقم نفس المرض عندما كان خاضعا لتشريع هذا الطرف الأخير.

2- إذا باشر المعني بالأمر في دولة إقامته الجديدة عملا من شأنه أن يفاقم هذا المرض المهني الذي يحصل من أجله على تعويض:

- تستمر مؤسسة الطرف الأول في إسداء المنفعة المستحقة للمعني بالأمر حسب تشريعها الخاص كما لو أن المرض المهني لم يعرف أي تفاقم.

- تأخذ مؤسسة الطرف الآخر وعلى حسابها إضافة المنافع المقابلة للتفاقم. يحدد مبلغ هذه الإضافة حسب تشريع هذا الطرف الآخر كما لو كان المرض المهني قد حصل فوق ترابها. يساوي هذا المبلغ الفرق بين مبلغ المنفعة المستحقة بعد التفاقم ومبلغ المنفعة الذي كان يستحق قبل التفاقم.

الفصل الأربعون

تقدير نسبة العجز الناجم عن حوادث الشغل

و الأمراض المهنية

لغاية تقدير نسبة العجز الناجم عن حادثة شغل أو مرض مهني تؤخذ بعين الاعتبار حوادث الشغل السابقة أو الأمراض المهنية التي قد يكون تعرض لها العامل حتى وإن حدثت هذه الحوادث أو تمت معاينة هذه الأمراض المهنية عندما كان المعني بالأمر خاضعا لتشريع الطرف الآخر.

الفصل الواحد والأربعون

إسداء المنافع للعمال المحقّين

والأشخاص الموجودين في وضعيات خصوصية

- 1- يستفيد العامل المشار إليه بالفقرات الأولى (1) والثانية (2) والثالثة (3) (جزء أول) (1) والرابعة (4) والخامسة (5) (جزء أول) والسادسة (6) والثامنة (8) من الفصل الثامن (8) لهذه الاتفاقية، الذي تعرض فوق تراب الطرف الذي يشتغل به إلى حادث شغل أو مرض مهني معترف به من طرف المؤسسة المختصة، من المنافع العينية برسم نظام حوادث الشغل والأمراض المهنية والتي تسدى له مباشرة من طرف هذه المؤسسة خلال مدة إقامته فوق تراب الطرف الذي يشتغل به.
- 2- غير أن إسداء المنافع العينية المذكورة تؤمنه مؤسسة دولة الإقامة إذا طلب العامل ذلك حسب شروط التشريع الذي تطبقه عندما يتم تلقي العلاج في هذه الدولة الأخيرة.
- 3- تتحمل المؤسسة المختصة مصاريف المنافع العينية المسداة طبقا لأحكام الفقرتين الأولى (1) والثانية (2) من هذا الفصل.
- 4- تؤمن المؤسسة المختصة صرف المنافع النقدية مباشرة للعامل.

الفصل الثاني والأربعون

إسداء الآلات التعويضية والأجهزة الكبرى

و المنافع العينية ذات الأهمية الكبرى

في حالة الإقامة المؤقتة، يشترط لإسداء الآلات التعويضية و الأجهزة الكبرى والمنافع العينية ذات الأهمية الكبرى المدرجة بالقائمة المرفقة بالتنسيق الإداري المشار إليه في الفصل السادس والأربعين من هذه الاتفاقية، الحصول على ترخيص المؤسسة المختصة إلا في حالات الاستعجال الذي يتم تعريفه بموجب هذا التنسيق الإداري.

الفصل الثالث والأربعون

استرجاع مصاريف المنافع العينية

1. في الحالات المنصوص عليها بالفصول السابع والثلاثين (37) والثامن والثلاثين (38) والتاسع والثلاثين (39) والواحد والأربعين (41) من هذه الاتفاقية، تسدى المنافع العينية لحساب المؤسسة المختصة من طرف مؤسسة الإقامة أو الإقامة المؤقتة أو تحويل الإقامة للعامل برسم التشريع الذي تطبقه فيما يتعلق بامتداد وكيفية تقديم المنافع. غير أن مدة تقدم هذه المنافع هي المنصوص عليها بالتشريع المطبق من قبل المؤسسة المختصة.

2. ترجع المؤسسة المختصة إلى مؤسسة دولة الإقامة أو الإقامة المؤقتة أو تحويل الإقامة نفقات المنافع العينية التي تم صرفها حسب الحالات المنصوص عليها في الفصل السابع والثلاثين (37) من هذه الاتفاقية. ويتم استرجاع هذه المصاريف عن طريق هيئات الاتصال للطرفين المتعاقدين على أسس حقيقية أو جزافية. وتحدد كيفية التسديد بموجب التنسيق الإداري المنصوص عليه في الفصل السادس والأربعين (46) من هذه الاتفاقية.

الفصل الرابع والأربعون

صرف الإيرادات

تطبق بالمماثلة أحكام الفصل الثالث والثلاثين (33) من هذه الاتفاقية على أصحاب إيرادات حوادث الشغل والأمراض المهنية.

الفصل الخامس والأربعون

حوادث التنقل بين البلدين عند بداية نشاط مهني

يستفيد العامل الأجير الذي يتوفر على عقد عمل ويتعرض لحادث، خلال تنقله من تونس في اتجاه المغرب أو من المغرب في اتجاه تونس من أجل الالتحاق بمقر عمله، من الحق في المنافع المنصوص عليها في هذا القسم وفق الشروط المحددة في تشريع الطرف الذي يباشر فوق ترابه نشاطه المهني.

الباب الرابع أحكام مختلفة

الفصل السادس والأربعون

تعاون السلطات المختصة والمؤسسات

1- تقوم السلطات المختصة للطرفين المتعاقدين بـ:

- وضع تنسيق إداري لتطبيق هذه الاتفاقية واتخاذ كل الإجراءات الإدارية المتممة أو المعدلة له،

- تعيين كل فيما يخصها أجهزة الاتصال للطرفين المتعاقدين و تحديد اختصاصاتها،
- تبادل المعلومات حول المساطر/ الإجراءات المتخذة على المستوى الداخلي لتطبيق هذه الاتفاقية،
- تبادل المعلومات المتعلقة بتعديلات الأحكام التشريعية والتنظيمية التي من شأنها أن تؤثر على تطبيق هذه الاتفاقية.

- 2- بهدف تطبيق الأحكام الإدارية، تتبادل سلطات و مؤسسات الطرفين المتعاقدين مجانا المساعي الحميدة و المساعدة الفنية والإدارية كما لو تعلق الأمر بتشريعاتها الخاصة. ويؤدي الالتزام بمصاريف تجاه الغير إلى استرداد تلك المصاريف.
- 3- لغرض تطبيق أحكام هذه الاتفاقية، يمكن للسلطات المختصة و مؤسسات الطرفين المتعاقدين الاتصال مباشرة فيما بينها و كذلك مع الأشخاص المعنيين أو موكلهم.

الفصل السابع والأربعون

اللجنة المشتركة و تسوية الخلافات

- 1- تكلف لجنة مشتركة من ممثلين عن السلطات المختصة للطرفين المتعاقدين بمتابعة تطبيق هذه الاتفاقية و باقتراح التعديلات اللازمة. تجتمع هذه اللجنة المشتركة حسب الحاجة بطلب من أحد الطرفين دوريا بتونس أو بالمغرب.
- 2- تتم تسوية الخلافات في تطبيق أو تأويل أحكام هذه الاتفاقية و التنسيق الإداري بواسطة التشاور على مستوى اللجنة المشتركة. إذا لم تتوصل هذه اللجنة إلى حل، يتم عرض هذه الخلافات على لجنة تحكيم يقع تحديد تركيبها و سيرها باتفاق مشترك بين الطرفين المتعاقدين و يكون قرارها إلزاميا و نهائيا.

الفصل الثامن والأربعون الإعفاءات من الرسوم والتصديق

1. كل إعفاء أو تخفيض من الرسوم أو مصاريف التنبر أو المصاريف القضائية أو مصاريف تسجيل العقود أو الوثائق المطلوبة المنصوص عليها في تشريع أحد الطرفين المتعاقدين يمتد كذلك إلى العقود والوثائق المطلوبة بمقتضى هذه الاتفاقية أو بمقتضى تشريع الطرف الآخر.
2. كل العقود أو الوثائق أو المستندات الأخرى ذات طابع رسمي التي يتعين الإدلاء بها من أجل تطبيق هذه الاتفاقية، تعفى من تصديق السلطات الدبلوماسية أو القنصلية أو من أي إجراء آخر مماثل.

الفصل التاسع والأربعون تقديم الطلبات أو التصاريح أو الشكايات أو الدعاوى

تعتبر الطلبات أو التصاريح أو الشكايات أو الدعاوى و كذلك الوثائق الأخرى التي وجب تقديمها في أجل محدد لدى السلطات أو المؤسسات النظيرة لهذا الطرف، كأنها مقدمة لديها إذا قدمت في نفس الأجل لدى السلطات أو المؤسسات النظيرة في الطرف الآخر.

الفصل الخمسون

استرداد مبلغ غير مستحق

- 1- إذا صرفت مؤسسة مختصة لأحد الطرفين المتعاقدين، لمستفيد من منافع، مبلغا يفوق ذلك الذي له الحق فيه، يمكن لهذه المؤسسة أن تطلب من مؤسسة الطرف الآخر، الدائنة بمنافع مماثلة لفائدة المنتفع، استرداد المبلغ الذي دفع زائدا من المتأخرات، وذلك وفق الشروط و في الحدود التي يطبقها تشريعها.
- 2- تقوم هذه المؤسسة الأخيرة بحجز المبلغ الزائد و تحويله إلى المؤسسة الدائنة.

الفصل الواحد الخمسون

استخلاص الاشتراكات

- 1- يمكن القيام باستخلاص الاشتراكات المستحقة لمؤسسة أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف الآخر تبعا للمساطر/ الإجراءات الإدارية ومع الضمانات والامتيازات المطبقة في استخلاص الاشتراكات المستحقة للمؤسسة النظيرة لهذا الطرف.
- 2- يتم تحديد طرق تطبيق أحكام الفقرة الأولى بواسطة تنسيق إداري.

الفصل الثاني والخمسون

المراقبات والخبرات/الاختبارات الطبية

- 1- تجرى المراقبات والخبرات/الاختبارات الطبية المتعلقة بالأشخاص المقيمين مؤقتا أو اعتياديا فوق تراب الطرف الآخر بواسطة طبيب يتم تعيينه لهذا الغرض بطلب من المؤسسة المختصة وعلى حسابها مباشرة من طرف مؤسسة مقر الإقامة المؤقتة أو الاعتيادية. إلا أنه لا يتم استرجاع المصاريف عندما تجرى الفحوصات لفائدة مؤسسات الطرفين.

2- يمكن أن تجرى الخبرات/الاختبارات الطبية المنجزة في إطار التراعات المنصوص عليها في تشريع أحد البلدين فوق تراب الطرف الآخر. تقدم مؤسسة هذا البلد مساعيها الحميدة لإنجاز هذه الخبرات/الاختبارات خصوصا عن طريق:

- وضع قائمة خبراء معترف بهم تحت تصرف مؤسسات الطرف الآخر.
- تسوية المصاريف المنجزة عن الخبرات الطبية التي ترجع من طرف المؤسسة المختصة إلى مؤسسة الطرف الآخر.

3. تتولى السلطات المختصة باتفاق مشترك تنظيم أساليب المراقبة الطبية وكذلك إجراءات الخبرات الطبية اللازمة لتطبيق هذه الاتفاقية أو تشريعات الضمان الاجتماعي لكلا الطرفين، ويتم تحديد نفقات التسيير والمراقبة لغرض تطبيق هذه الاتفاقية باتفاق مشترك بين السلطات المختصة للطرفين طبقا لإجراءات التنسيق الإداري.

الفصل الثالث والخمسون

الحلول ضد الغير

إذا استفاد شخص من منافع طبقا لتشريع طرف متعاقد عن ضرر ناتج عن أحداث وقعت فوق تراب الطرف الآخر، فإن الحقوق المحتملة للمؤسسة المدينة تجاه الغير المطالب ببحر الضرر تسوى بالطريقة التالية:

أ- عندما تحل المؤسسة المدينة وفقا للتشريع الذي تطبقه محل الاستفادة فيما تستحقه تجاه الغير، فإنه يعترف بهذا الحلول من طرف مؤسسة الطرف الآخر.

ب- إذا كان للمؤسسة المذكورة حق مباشر لدى الغير، فإن الطرف الآخر يعترف بهذا الحق.

الفصل الرابع والخمسون

أساليب الصرف و التحويل

- 1- تقوم المؤسسات المختصة المدينة بمنافع طبقا لأحكام هذه الاتفاقية بصرف المبالغ التي على حسابها بعملة دولتها. يتم تحويل المبالغ المستحقة بالقيمة الجاري بها العمل عند تاريخ التحويل وفقا لأحكام الفصل الخامس من هذه الاتفاقية.
- 2- تتم الدفعات الناتجة عن تنفيذ هذه الاتفاقية طبقا للإجراءات المنصوص عليها في التشريع الجاري به العمل في الطرفين المتعاقدين عند تاريخ التحويل.
- 3- في حالة إقرار تدابير تقييدية تخص الصرف في أحد الطرفين المتعاقدين تتخذ في الإبان باتفاق مشترك بين الطرفين إجراءات لضمان التحويل من طرف الطرف الآخر طبقا لأحكام هذه الاتفاقية.

الفصل الخامس والخمسون

إجراءات التنفيذ

- 1- إن أحكام التنفيذ الصادرة عن الهيئات القضائية لأحد الطرفين المتعاقدين وكذلك القرارات أو الوثائق التي تكتسي صبغة تنفيذية الصادرة عن سلطة أو مؤسسة أحد الطرفين المتعاقدين والتي لم تعد قابلة للطعن والمتعلقة بإشراكات الضمان الاجتماعي والفوائد وكل المصاريف الأخرى أو باسترداد المنافع المسداة دون وجه قانوني يتم الاعتراف بها وتنفيذها فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر في حدود ووفقا للإجراءات المنصوص عليها بالتشريع وبكل الإجراءات الأخرى المنطبقة على الأحكام المماثلة بالطرف المتعاقد الآخر.

2- لا يمكن رفض الاقرار بتنفيذ الحكم أو القرار أو أي وثيقة أخرى تكتسي صبغة تنفيذية إلا إذا كان متضاربا مع النظام العام للطرف المتعاقد الذي كان سيتم فوق ترابه التنفيذ.

3- تستفيد ديون مؤسسة في إطار إجراءات التنفيذ الجبري أو الإفلاس أو التصفية الجبرية فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر بنفس الامتيازات الممنوحة من قبل تشريع ذلك الطرف المتعاقد.

4- تحظى الديون التي تكون موضوع استرداد أو استخلاص جبري بنفس الضمانات والامتيازات الممنوحة للديون الماثلة والتابعة لهيكل يقع فوق تراب الطرف المتعاقد الذي سيتم فيه الاسترداد أو الاستخلاص الجبري.

الباب الخامس أحكام انتقالية وخاتمة

الفصل السادس والخمسون

الإلغاء والتدابير الانتقالية

1- بدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، تلغى الاتفاقية العامة للضمان الاجتماعي المبرمة بين المملكة المغربية والجمهورية التونسية بتاريخ 5 فيفري/ فبراير 1987.

2- لا يؤثر إنهاء العمل باتفاقية الضمان الاجتماعي المبرمة بين المملكة المغربية وحكومة الجمهورية التونسية في 5 فيفري / فبراير 1987 على الحقوق المكتسبة بموجبها.

3- تدرس وفقا للاتفاقية المنصوص عليها في الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل طلبات المنافع المقدمة قبل دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ والتي لم يتخذ بشأنها قرار إلى حد هذا التاريخ. ويقع اعتماد الحل الأفضل بالنسبة للمؤمن له.

الفصل السابع والخمسون

مدة صلاحية الاتفاقية

1- ترم هذه الاتفاقية لمدة غير محددة ما لم يقر أحد الطرفين المتعاقدين، في أجل ستة أشهر قبل نهاية السنة المدنية الجارية بإشعار الطرف المتعاقد الآخر كتابيا برغبته في إنهاء العمل بها .

2- لا يؤثر إنهاء العمل بهذه الاتفاقية على الحقوق المكتسبة بمقتضى أحكامها.

3- يحدد الطرفان المتعاقدان، باتفاق مشترك، الأحكام التي تؤمن الحقوق التي هي بصدد الاكتساب والمتأية من فترات تأمين أو فترات مشاهمة منحرة قبل تاريخ نقض الاتفاقية.

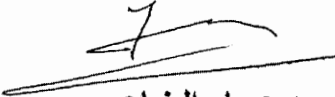
الفصل الثامن والخمسون

الدخول حيز التنفيذ

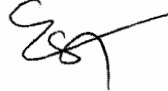
تدخل هذه الاتفاقية حيز النفاذ في اليوم الأول من الشهر الثاني الموالي للشهر الذي تم فيه استلام الإشعار الثاني الذي يعلم بموجبه أحد الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر، عبر الطرق الدبلوماسية استكمال الإجراءات/ المساطر القانونية لدخول الاتفاقية حيز النفاذ. وإثباتا لما تقدم قام الموقعان أدناه والمفوض لهما ذلك بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حررت ووقعت بتونس في 5 محرم 1437 هـ الموافق 19 أكتوبر 2015 م في نسختين أصليتين باللغة العربية، لكلّ منهما نفس الحجية.

عن
حكومة الجمهورية التونسية


أحمد عمار البناعي
وزير الشؤون الاجتماعية

عن
حكومة المملكة المغربية


عبد السلام الصديقي
وزير التشغيل والشؤون الاجتماعية

La condition juridique des Marocains résidant à l'étranger

Tome 5 : Conventions et accords bilatéraux en matière d'emploi,
de sécurité sociale et dans divers domaines

« Dans cet ouvrage documentaire, le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger (CCME) procède à une œuvre de grande envergure consistant en l'élaboration, en plusieurs tomes, d'un Recueil des textes constitutionnels conventionnels, législatifs et réglementaires se rapportant à la condition juridique des Marocains résidant à l'étranger (MRE).

« L'objectif fondamental recherché à travers cet effort documentaire est de permettre, aussi bien aux MRE eux-mêmes qu'aux différentes institutions et autorités publiques concernées par la question de l'émigration, de connaître et de délimiter le cadre juridique régissant la condition de cette partie de la Nation marocaine. D'où la possibilité pour toutes les composantes et tous les acteurs du domaine de mieux connaître et de mieux vulgariser aussi bien les droits civils, politiques, sociaux et économiques que les obligations des MRE.

« Un regard porté sur les sommaires des différents tomes constituant ce recueil permet aisément de constater la diversité, mais aussi la complexité et la richesse des matières juridiques et des instruments juridiques relatifs à la condition des MRE. En effet, ces derniers sont à la fois interpellés, de par leur appartenance à la patrie, par les normes juridiques du droit marocain interne et, de par leur résidence à l'étranger, par les règles du droit international de l'immigration comprenant lui-même les différents instruments universels et les nombreux accords internationaux bilatéraux. Ajoutons à cela la soumission des MRE, à l'instar des autres communautés, aux lois territoriales des Etats qui les accueillent. [...]

« Avec cette importante publication et la mise en ligne de son contenu dans le site web de l'institution, le CCME espère pouvoir répondre utilement et efficacement aux attentes légitimes d'information des MRE et des acteurs du domaine en matière de condition juridique.

« Mais, à l'évidence, le rôle du CCME ne peut, en dépit de l'importance de l'œuvre, se limiter à recenser et à publier les textes juridiques internes et internationaux régissant la condition des MRE. Son rôle, en tant qu'instance constitutionnelle consultative, est censé être plus actif et plus dynamique à travers son action visant à améliorer le cadre juridique de ladite condition par le biais notamment des recommandations, des analyses et des propositions destinées aux pouvoirs législatif et exécutif. »

Extraits de la préface de M. Abdallah Boussouf

Secrétaire général du CCME